NEO-COSMOPOLITISMES, MODELES MIGRATOIRES ET ACTIONS TRANSNATIONALES A L'ERE DU NUMERIQUE.

Les migrants roumains hautement qualifiés

Thèse présentée à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Institut de Sociologie

Université de Neuchâtel

Pour l'obtention du grade de docteur ès sciences humaines – sociologie

Par

Mihaela NEDELCU

Acceptée avec la mention « summa cum laude » sur proposition du jury :

M. François Hainard, Professeur à l'Université de Neuchâtel, directeur de thèse
M. Gianni D'Amato, Professeur à l'Université de Neuchâtel, rapporteur
Mme Mirjana Morokvasic, Directrice de recherche, CNRS, Paris, rapporteur
M. Dumitru Sandu, Professeur à l'Université de Bucarest, rapporteur

Soutenue le 7 avril 2008

Université de Neuchâtel
2008

© Copyright Nedelcu, 2008

Faculté des lettres et
sciences humaines

La doyenne
■ Espace Louis-Agassiz 1
■ CH-2000 Neuchâtel

IMPRIMATUR

La Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Neuchâtel, sur les rapports de M. François Hainard, directeur de thèse, professeur ordinaire de sociologie à l'Université de Neuchâtel ; M. Gianni d'Amato, professeur à l'Université de Neuchâtel ; Mme Mirjana Morokvasic, directrice de recherche, CNRS, Paris ; M. Dumitru Sandu, professeur à l'Université de Bucarest, autorise l'impression de la thèse présentée par Mme Mihaela Nedelcu, en laissant à l'auteur la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, le 7 avril 2008

La doyenne
Ellen Hertz

■ Téléphone : +41 32 718 17 00 ■ Fax : +41 32 718 17 01 ■ E-mail : doyen.lettres@unine.ch ■ www.unine.ch/lettres

Remerciements

Je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements et témoigner ma reconnaissance à François Hainard qui a dirigé mon travail durant toutes ces années. L'attention qu'il a su porter à mes questions, son appui, sa disponibilité, ses conseils et ses encouragements ont été essentiels à la réalisation de cette thèse et à ma formation à la recherche. Je le remercie également pour les excellentes conditions de travail et le soutien institutionnel qu'il m'a offerts en sa qualité de directeur de l'Institut de Sociologie et qui m'ont permis d'avancer sereinement.

Ensuite, cette thèse n'aurait pas pu aboutir sans l'apport de mes nombreux interlocuteurs sur le terrain. L'intérêt qu'ils ont montré à cette enquête m'a fortement stimulée dans mes efforts de recherche, tout comme la richesse de leurs parcours et de leurs témoignages m'a continuellement inspirée. Qu'ils soient tous vivement remerciés de la confiance qu'ils m'ont témoignée et de l'accueil chaleureux qu'ils m'ont réservée. Je voudrais tout particulièrement exprimer ma reconnaissance à : Marcel et Diana, Gabriel, Eduard, Ovidiu, Serban, Dumitru, Dan et Corina, Elena et Marian, Ducu et Ortansa, qui ont facilitée mon travail d'investigation.

Mes remerciements s'adressent, en outre, à mes collègues de l'Institut de Sociologie qui m'ont entourée de leur sympathie durant ces longues années. Je tiens à remercier tout particulièrement les relecteurs de cette thèse – Ernest Weibel, Malika Wyss et Patrick Ischer. Leurs remarques et commentaires judicieux ainsi que la rigueur de leurs relectures ont grandement contribué à la mise au point de ce manuscrit.

Pour finir, je souhaite exprimer toute ma gratitude à ma sœur et aux amis qui m'ont soutenue et entourée avec beaucoup d'affection durant cette période ; et en particulier à mes parents qui m'ont appris très tôt que la plus grande liberté dans la vie est celle de l'esprit.

« Ubi bene ibi patria »

Table des matières

RESUME 15
INTRODUCTION 17
PREMIERE PARTIE : CADRE DE L'ETUDE 21
1. Le contexte mondial, les mobilités des personnes et la migration des travailleurs qualifiés 23
1.1. Les grands changements affectant les phénomènes migratoires à la fin du XX^e siècle 23
1.2. La quête mondiale de compétences et les formes récentes des mobilités des travailleurs qualifiés 24
1.3. Politiques migratoires et logiques de marché 26
2. Cadre conceptuel 33
2.1. La figure de l'*immigré* et les modèles assimilationnistes : un âge révolu dans la sociologie des migrations 33
2.2. Le (nécessaire) renouveau des outils conceptuels pour rendre compte des nouvelles dynamiques migratoires 36
2.2.1. De l'utilité de la notion de diaspora pour la lecture des nouvelles dynamiques sociales dans le champ des migrations internationales 37
2.3. La généralisation des phénomènes sociaux transnationaux et l'approche transnationale dans l'étude des migrations internationales 42
2.3.1. Des prémices et de la nouveauté du phénomène transnational dans le domaine des migrations internationales 43
2.3.2. Les différentes formes et acceptions du transnationalisme 47
2.3.3. Le transnationalisme : enclencheur d'action et source d'empowerment pour les migrants 51
2.3.4. L'approche en terme de circulations migratoires – un transnationalisme « à la française » 59
2.3.5. La projection transnationale de l'Etat-nation 61
2.3.6. Critiques et limites de l'approche transnationale 66
2.4. Le nationalisme méthodologique et les limites de l'analyse sociologique nationalement cadrée 68
2.5. Vers un tournant épistémologique : pour une sociologie « cosmopolitique » ? 76
2.5.1. La globalisation et le système global : quelles alternatives ? 77
2.5.2. L'optique cosmopolitique : conceptualisation et défis méthodologiques 88

2.5.3. L'apport de l'approche cosmopolitique à la sociologie des migrations (transnationales) 97
3. Objectifs et enjeux de recherche. Aspects méthodologiques 103
3.1. L'impact des TIC sur les pratiques migratoires : nouvelle clé de lecture des processus transnationaux 104
3.1.1. Les TIC changent-elles les formes de sociabilité traditionnelle ? La dialectique virtuel / réel et le potentiel socialisant des TIC 105
3.1.2. L'hybridation des pratiques sociales 110
3.1.3. L'élasticité du rapport temps/espace : diversification et innovation dans les e-pratiques migratoires 111
3.2. Questions de recherche et hypothèses de travail 112
3.3. Questions de méthodologie 116
3.3.1. Les défis méthodologiques de l'approche transnationale 116
3.3.2. Sociologie « électronique », nethnographie ou sociologie des pratiques électroniques ? 118
3.3.3. Les atouts de la triangulation méthodologique : développer une méthodologie hybride 120
DEUXIEME PARTIE : LE MIGRANT ROUMAIN ON-LINE, UNE FIGURE NOUVELLE DANS LES DYNAMIQUES MIGRATOIRES ET TRANSNATIONALES RECENTES 125
4. La Roumanie et ses migrations 127
4.1. Une brève mémoire migratoire 127
4.1.1. Les migrations roumaines de la fin du XIX^{e} siècle à la chûte du régime communiste 127
4.1.2. Les rapports entre la nation roumaine et ses ressortissants à l'étranger jusqu'à la deuxième guerre mondiale 129
4.1.3. Quand les « Roumains de l'étranger » deviennent des « ennemis du peuple » … 131
4.2. Le contexte de la transition économique 133
4.3. La reprise économique 136
4.4. Un panorama des migrations roumaines contemporaines 138
4.4.1. Imaginaire et réalités migratoires 138
4.4.2. Les migrations des scientifiques et des professionnels roumains 146
4.5. La migration des professionnels roumains au Canada : ampleur et dimensions spécifiques du phénomène 148

4.5.1. Les conditions de départ et le profil des migrants roumains hautement qualifiés au Canada 149
4.5.2. Les principaux traits de la politique migratoire du Canada 152
4.5.3. Les barrières structurelles à l'arrivée 155
5. Les Roumains au Canada : trajectoires, stratégies et modèles migratoires 163
5.1. Le Canada dans l'imaginaire migratoire 163
5.2. Les réseaux migratoires 167
5.2.1. La constitution de réseaux migratoires pionniers 168
5.2.2. Les réseaux électroniques : la constitution d'un nouveau modèle migratoire 173
5.2.2.1. www.thebans.com – le catalyseur électronique d'une dynamique migratoire novatrice 176
5.2.2.2. Escape from Romania : la reproduction d'un nouveau modèle migratoire. 183
5.3. Les stratégies migratoires 185
5.3.1. Se préparer au départ 186
5.3.1.1. Maximiser son capital de départ 186
5.3.1.2. Apprivoiser la société d'accueil à distance : le rôle de TheBans dans l'accumulation d'information 187
5.3.2. L'initiation : un modèle récurrent d'accommodation migratoire 191
5.3.2.1. L'ami qui héberge 192
5.3.2.2. Le principe de la réciprocité généralisé : quel contredon entraîne le don ? 193
5.4. Les premiers pas au Canada : entre enthousiasme et déception 194
5.4.1. La principale difficulté des débuts : l'absence d'expérience canadienne 196
5.4.2. Les chemins sinueux de l'intégration professionnelle 199
5.4.2.1. La reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles 200
5.4.2.2. L'emploi de survie et le déclassement social transitoire 201
5.4.2.3. Le bénévolat : preuve de la capacité d'adaptation à la société canadienne. 203
5.4.2.4. Retourner sur les bancs d'école : un moyen d'acquérir une légitimité supplémentaire sur le marché canadien de travail 204
5.4.2.5. L'entreprenariat ethnique 205
5.4.2.6. La recommandation d'un co-ethnique : la voie « royale » pour contourner le manque d'expérience canadienne 208
5.4.3. L'informaticien « entrepreneur de lui-même »: une figure à part parmi les professionnels roumains à Toronto 210

5.5. Une mise en réseau instrumentale : le *networking*, principale stratégie des professionnels roumains migrants 214
5.5.1. Multiplier et diversifier son capital social : clé principale de lecture des processus migratoires 214
5.5.2. De la structure vers la dynamique des processus réticulaires. 218
5.5.3. L'espace virtuel en tant que générateur de capital social : diversité des ressources, spécialisation, durabilité et réciprocité des liens. 221
5.5.3.1. Le développement de TheBans en tant que pool de compétences en informatique 226
5.6. L'ancrage local des pratiques « virtuelles » et leur reflet dans l'organisation d'une communauté roumaine à Toronto 229
5.6.1. Bref panorama des formes d'activisme communautaire des Roumains à Toronto 230
5.6.2. TheBans.com – un nouveau creuset communautaire 234
5.6.2.1. L'autonomisation des structures de sociabilité issues du web : formalisation et institutionnalisation des dynamiques virtuelles 235
5.6.2.2. L'Ecole roumaine, un vrai incubateur communautaire 236
5.6.2.3. La création de l'Association des Roumains Canadiens (ARC) 238
5.6.3. Capitalisation et partage des ressources : le transfert du capital social de Thebans vers l'ARC 243
5.6.4. La loi de la concurrence et l'échec d'un projet de mise en réseau des associations roumaines de Toronto 244
5.6.5. La dissolution de www.thebans.com et la récupération d'expériences et de ressources migratoires et communautaires à travers le site www.romanianstoronto.ca .. 250
5.7. Une première conclusion : Internet – une ressource migratoire révolutionnaire ? 254
5.7.1. Internet – principale source de capital social en situation migratoire 256
5.7.2. Ouvertures et limites de la production de capital social online 257
5.7.2.1. La position dans le réseau : une clé de lecture des processus de production de capital social 258
5.7.2.2. Quelques facteurs explicatifs de la mise en échec du projet rassembleur de l'ARC 260
6. Etre d'un quelque part multiple : la banalisation de l'agir transnational et la cosmopolitisation du vécu quotidien 265
6.1. Peut-il y avoir une *génération zéro* de la migration ? Un acteur inattendu sur la scène migratoire 266

6.1.1. Etre « transnational » avant d'être migrant 267
6.1.2. Solidarités intergénérationnelles et nouvelles logiques migratoires 269
6.1.2.1. Les raisons de migrer des parents de migrants 270
6.1.3. Risques de dépendance et stratégies d'autonomisation : recréer la Roumanie au Canada 272
6.1.4. Les ponts et les transmissions intergénérationnels 277
6.1.5. La mobilité comme ressource d'une socialisation sans frontières 280
6.2. Les défis et les paradoxes identitaires des modes de vie transnationaux 283
6.2.1. Les processus de métissage et de reconstruction identitaire 284
6.2.1.1. La découverte du multiculturalisme canadien : une ouverture sur le monde 284
6.2.1.2. La place de l'origine dans la reconstruction identitaire 287
6.2.1.3. Une identité « mosaïque », flexible et hybride 288
6.2.2. L'acteur cosmopolite : une figure nouvelle dans le paysage migratoire du XXI^{e} siècle 290
6.2.3. L'instrumentalisation des appartenances multiples : pourquoi avoir deux citoyennetés ? 297
6.2.3.1. Acquérir la citoyenneté canadienne : une soupape de sécurité 297
6.2.3.2. Vivre au Canada en gardant la citoyenneté roumaine 300
7. Nouvelles formes de mobilisation transnationale : militantisme online et actions collectives 303
7.1. Les Netizens : mobilisation online et participation politique 304
7.2. « Ad Astra » : Un projet online pour la communauté scientifique roumaine 309
7.2.1. « Per aspera ad astra » : la création d'un réseau virtuel de jeunes chercheurs roumains 310
7.2.2. Quand le réseau virtuel devient un véritable acteur de la société civile roumaine 314
7.2.3. Impact et reconnaissance des activités d'Ad-Astra 320
7.2.4. L'option e-diaspora : une alternative réelle pour la valorisation de ressources des élites migrantes 323
TROISIEME PARTIE 325
LA CAPTATION DES RESSOURCES DES MIGRANTS. QUEL POTENTIEL POUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS D'ORIGINE ? 325
8. Le lien migration – développement. En quoi la migration des cerveaux peut-elle avoir des effets positifs sur le pays d'origine ? 327

8.1. Les mesures de la contribution des migrants au développement du pays de départ 329
9. Le rôle de l'Etat roumain dans la création d'un espace transnational qui réunit migrants, société civile et institutions étatiques 337
9.1. Aujourd'hui, comment l'Etat adapte-t-il ses instruments pour réincorporer « sa » diaspora ? Des « Roumains de l'étranger » aux « Roumains de partout » 337
9.1.1. Un nouveau cadre législatif 338
9.1.2. Renouer avec la diaspora roumaine : une priorité des missions diplomatiques roumaines 342
9.1.3. L'apparition de nouvelles instances et projets rassembleurs 346
9.1.4. Une stratégie étatique renouvelée 350
CONCLUSION GENERALE : LES MIGRATIONS INTERNATIONALES A L'AGE DU NUMERIQUE 355
10. La contribution des TIC aux nouveaux modèles migratoires dans un monde cosmopolitique 357
10.1. Le migrant online, un acteur puissant, à l'interface de plusieurs échelles d'appartenance et d'action 357
10.2. Quelques apports théoriques et méthodologiques originaux 360
10.3. Internet : une ressource novatrice et dialogique en situation migratoire 361
10.3.1. Quelles sont les inégalités engendrées ou accentuées par Internet dans une situation migratoire ? 362
10.3.2. Quelles sont les nouvelles normes assurant le fonctionnement des réseaux virtuels de migrants et suscitant leur engagement dans des actions collectives ? 364
10.3.3. Le « réseau de réseaux » : de la visibilité d'une nation sans frontières et de sa concrétisation 365
10.3.4. Qui sont les nouveaux acteurs et rôles-clé de ces processus ? 367
10.3.5. Quelle méthodologie adopter ? 367
10.3.6. Quel rôle les TIC jouent-elles dans la traçabilité et le contrôle des migrants ? Comment les Etats s'approprient-ils ces outils ? 369
10.4. Le deuxième âge du numérique : la conjugaison des TIC et les nouveaux cosmopolitismes. Quelles évolutions possibles ? 370
BIBLIOGRAPHIE 375
ANNEXES 399

Mots-clés : migrations hautement qualifiées, transnationalisme, cosmopolitisme migrant, habitus transnational, e-diaspora, migrant online, nethnographie, génération zéro, Roumanie

Keywords : highly skilled migration, transnationalism, migrant cosmopolitanism, transnational habitus, e-diaspora, online migrant, nethnography, zero generation, Romania

RESUME

Les questions abordées dans cette étude sur les migrations des professionnels roumains hautement qualifiés à l'ère du numérique s'inscrivent dans un débat plus large qui donne un nouvel éclairage aux migrations internationales dans le contexte d'une conjoncture mondiale marquée par de profonds changements politiques, économiques, sociaux et technologiques.

Cette thèse explore le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier de l'Internet, dans la constitution de réseaux migratoires, la reproduction du capital social et la transnationalisation des pratiques des migrants. Elle analyse les ressorts des actions transnationales enclenchées à partir des réseaux fonctionnant dans l'espace virtuel. Elle examine aussi la contribution de l'Internet au façonnement d'un imaginaire cosmopolite ainsi qu'à l'émergence de nouvelles façons d'être et d'appartenir dans un monde d'interconnexions et d'interdépendances dans lequel les frontières entre mobiles et sédentaires, migrants et non-migrants, dedans et dehors s'estompent progressivement. D'une part, les TIC confèrent aux individus la possibilité de multiplier leurs ancrages, de s'approprier des valeurs cosmopolites, de développer des biographies déterritorialisées et d'agir à distance en temps réel. D'autre part, elles rendent les racines identitaires portables, permettent de cultiver et défendre des valeurs particularistes et de continuer à s'identifier à une culture d'origine tout en habitant le monde. En outre, notre recherche questionne le rôle de l'Etat roumain dans la création d'un espace transnational qui réunit migrants, société civile et institutions étatiques.

Sur le plan théorique, cette étude interroge les limites épistémologiques des sciences sociales face à la transnationalisation des structures sociales et à la cosmopolitisation du vécu quotidien des migrants et des non-migrants. Notre approche souligne que l'analyse des phénomènes migratoires à l'ère du numérique demande une « sensibilité transnationale » des outils de recherche, qui ne peut être acquise qu'en écartant le nationalisme méthodologique. Par ailleurs, nous proposons de nouvelles pistes s'inspirant des études globalistes et de la théorie cosmopolitique d'Ulrich Beck.

L’optique cosmopolitique permet ainsi d’enrichir le cadre théorique transnational en lui ajoutant une dimension nouvelle, celle de l’« imagination dialogique » (Beck, 2006).

Au niveau méthodologique, ce travail pionnier combinant nethnographie migratoire, analyses de corpus webographiques et entretiens semi-directifs repose sur deux principales études de cas. La première traite des migrations d’informaticiens roumains au Canada et du rôle clé d’un site web dans la constitution d’un nouveau modèle migratoire de ces professionnels ; et la deuxième concerne l’émergence d’une e-diaspora scientifique. Par ailleurs, notre démarche incite à une réflexion approfondie au sujet du développement d’outils méthodologiques spécifiques au recueil et au stockage d’archives électroniques. Elle souligne aussi la nécessité d’une triangulation méthodologique pour la validation des résultats.

A l’ère du numérique, le transnationalisme s’amplifie tout en étant qualitativement différent de celui du siècle passé. Le migrant on-line, figure centrale de la modernité, invente de nouvelles formes de présence, de participation et de citoyenneté. Il est un acteur privilégié des processus de cosmopolitisation d’un quotidien dans lequel les échelles territoriales, politiques et sociales sont fortement enchevêtrées. Le numérique est en train de produire une mutation profonde des structures sociales, du sens de l’appartenance, de la mobilité et des mouvements migratoires. Nous pénétrons ainsi de plain-pied dans l’ère des néo-cosmopolitismes et des nouveaux modèles migratoires.

INTRODUCTION

> *« Ce soir je dois faire du baby-sitting. Quand elle est seule à la maison et elle a quelque chose à faire, ma femme fixe la caméra sur les jumeaux et descend par exemple à la cuisine pour faire à manger. Moi je les surveille et s'il y en a un qui commence à pleurer je l'averti par sms »* (Dorin, architecte, 43 ans).

Surveiller son enfant par caméra n'a rien d'extraordinaire à notre époque, seulement Dorin le fait non pas de la chambre à côté, mais à plusieurs milliers de kilomètres, de son appartement au Canada, tandis que ses fils et sa femme passent quelques mois chez les grands-parents en Roumanie !

Cet exemple est éloquent de la façon dont l'avènement d'Internet et des TIC produit un changement radical dans le vécu transnational des migrants et des non-migrants, en créant le sentiment de vivre dans un monde qui s'est rétréci. Un long chemin a été parcouru depuis l'époque où « la communication avec l'absent » passait par des messages oraux et sur cassette (Sayad, 1985). Les nouvelles technologies participent au brassage des modèles culturels et contribuent à l'invention de nouvelles façons d'être dans le monde. D'une part, elles confèrent aux individus la possibilité de multiplier leurs ancrages, de s'approprier des valeurs cosmopolites, de développer des biographies déterritorialisées et d'agir à distance en temps réel. D'autre part, elles rendent les racines identitaires portables et permettent de cultiver et défendre des valeurs particularistes, de continuer à s'identifier à une culture d'origine tout en habitant le monde. Elles génèrent aussi de nouvelles inégalités, tout en effaçant d'autres.

Cette réalité nous interpelle, car elle change radicalement le sens et les pratiques de la mobilité, et fait apparaître les limites des analyses actuelles des migrations internationales.

Les questions abordées dans cette étude sur les migrations des professionnels roumains hautement qualifiés s'inscrivent dans un débat plus large qui ambitionne de repenser les migrations internationales dans le contexte d'une conjoncture mondiale marquée par de profonds changements politiques, économiques, sociaux et technologiques. Ce débat a surtout pris de l'ampleur à partir des années quatre-vingt dix avec la multiplication des recherches qui ont mis en évidence les fortes interdépendances entre la mondialisation du système de production économique, les mobilités des personnes et l'intensification des dynamiques transnationales. Il interroge aussi l'adéquation des outils conceptuels imprégnés par le nationalisme méthodologique, en mettant en exergue les limites épistémologiques des

sciences sociales face à la transnationalisation des structures sociales et à la cosmopolitisation du vécu quotidien des migrants et des non-migrants.

Dans ce contexte globalisé, nous avons abordé les migrations roumaines des professionnels hautement qualifiés à travers leur ancrage dans plusieurs processus enchevêtrés.

Premièrement, l'ouverture des frontières des pays de l'Est après 1989 a conduit à une diversification des flux migratoires en provenance de Roumanie, caractérisée à la fois par une intensification des circulations migratoires à l'intérieur de l'Europe et par le développement de migrations permanentes vers le Canada, l'Australie et les Etats-Unis. Les dynamiques migratoires nouvellement instaurées par les migrants roumains ont prouvé que ceux-ci – malgré les décennies d'isolement et un imaginaire migratoire peu connecté à la réalité – sont capables de s'adapter rapidement à la mobilité, de tracer des parcours originaux, de construire des espaces transnationaux et de (ré)inventer une culture du lien, autant de stratégies leur permettant notamment de contourner certaines logiques étatiques peu favorables aux phénomènes migratoires.

Deuxièmement, ces migrations ont pris de l'ampleur. Les mobilités des spécialistes sont orientées à la fois par les dynamiques mondialisées du marché et par les restrictions à la circulation des personnes imposées par les Etats européens. Depuis 1990, elles ont connu diverses variations, la complexité de ce type de migration se trouvant au carrefour de plusieurs typologies : migration de cerveaux, circulation de compétences, émigration durable. Ces différentes typologies renvoient à des approches complémentaires que nous allons faire dialoguer pour mettre en évidence l'émergence de nouveaux modèles migratoires.

En troisième lieu, la fin du XX^{e} siècle est définitivement marquée par la révolution numérique et l'entrée dans une ère où les technologies de l'information et de la communication (TIC) font partie intrinsèque des modes de vie toujours davantage libérés des contraintes spatiales et temporelles. Ces technologies contribuent à un métissage permanent des visions du monde, à l'émergence de nouvelles formes de reproduction sociale, à l'apparition du sentiment d'être présent et joignable à tout moment, et à l'affirmation de nouveaux modèles identitaires. Elles facilitent la mobilisation transnationale autour d'enjeux et d'objectifs locaux et spécifiques, mais aussi l'organisation d'actions locales sur la base de principes plus généraux. Ceci nous permet d'avancer qu'entre les mains des migrants hautement qualifiés, dotés par ailleurs d'un

capital humain et culturel élevé, les TIC pourront donner lieu à des stratégies et des usages novateurs.

Enfin, depuis une dizaine d'années, l'Etat roumain a enclenché un processus d'adaptation de ses politiques et instruments afin de mettre en œuvre une vision renouvelée de sa politique nationale et de ses rapports avec les Roumains émigrés. Il se projette ainsi en tant qu'« Etat-nation transnational » (Levitt et Glick-Schiller, 2003) et jette de nouveaux ponts vers les communautés roumaines à l'étranger. Les élites et les spécialistes expatriés forment désormais une cible des stratégies étatiques, car ils constituent des ressources dont le pays a besoin pour accélérer son développement et consolider son image sur la scène internationale.

Cette recherche s'inscrit au carrefour de ces différents processus. Le projet de ce travail de doctorat est né d'une série d'observations et d'analyses préliminaires qui remontent à une recherche exploratoire antérieure. Celle-ci avait déjà fait apparaître le rôle particulier que les TIC – et en particulier Internet – joue dans l'émergence de nouveaux modèles migratoires des informaticiens roumains au Canada. Elle mettait aussi en évidence leur potentiel pour la création de plateformes de communication et de travail à distance ; ces plateformes constituant de véritables vecteurs de coprésence et de coparticipation de migrants roumains hautement qualifiés à des projets transnationaux.

Nous avons alors voulu comprendre, d'une manière plus générale, l'ampleur des transformations que les TIC produisent dans les dynamiques et les formes migratoires actuelles. Tout particulièrement, cette étude explore et analyse le rôle d'Internet dans la transnationalisation des pratiques des migrants, ainsi que les ressorts des actions transnationales enclenchées à partir des réseaux fonctionnant dans l'espace virtuel. Elle examine aussi la contribution d'Internet au façonnement d'un imaginaire cosmopolite et à l'émergence de nouvelles façons d'être et d'appartenir dans un monde d'interconnexions et d'interdépendances dans lequel les frontières entre mobiles et sédentaires, migrants et non-migrants, dedans et dehors s'estompent progressivement. Elle nous permet encore d'interroger comment s'enchevêtrent les échelles locales, nationales et globales dans les dynamiques migratoires ainsi que dans les échanges qui s'établissent entre migrants et non-migrants de part et d'autre des frontières géographiques.

Sur le plan méthodologique, étudier l'usage d'Internet en situation migratoire ne se limite pas à l'observation des pratiques online des migrants. En effet, ces pratiques n'acquièrent du sens

que si elles sont situées en rapport avec le phénomène migratoire transnational dans sa totalité. Les différents terrains d'étude se sont alors précisés au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, en combinant observation nethnographique, études documentaires et enquêtes par entretiens. Pour saisir dans quelle mesure les pratiques médiatisées par ordinateur avaient un effet performant sur le quotidien des migrants et leur organisation dans les lieux de résidence ou par rapport aux lieux d'origine, il a fallu les mettre en perspective et les faire dialoguer avec d'autres expériences et pratiques. Nous avons par ailleurs comparé le fonctionnement des réseaux online avec d'autres formes associatives plus traditionnelles.

A travers plusieurs études de cas, nous avons tenté au cours de ce travail de mettre au jour les variations et les récurrences d'un même phénomène, qui s'exprime par une transformation radicale de la façon d'être ensemble pour les migrants et les non-migrants et de leur capacité d'interagir et d'agir à distance. Nous montrons ainsi qu'à l'ère du numérique, le transnationalisme non seulement prend de l'ampleur, mais se révèle qualitativement différent du transnationalisme d'il y a un siècle et même de celui d'il y a une décennie ! Grâce à Internet, aux médias satellitaires et à la téléphonie mobile, le migrant d'aujourd'hui (à même de maîtriser ces technologies) n'est pas seulement « d'ici et de là-bas », mais il est « ici et là-bas » au même moment, prend des décisions en temps réel, mène une vie quotidienne (familiale, professionnelle, sociale) sur deux ou plusieurs lieux éloignés dans l'espace, mais parfaitement synchrones dans une biographie largement déterritorialisée.

Avec le numérique, nous pouvons dire que de nouveaux modèles de projection et recomposition identitaire s'enclenchent, en même temps que de nouvelles stratégies de reproduction du capital social et de ressources migratoires se déploient, et que de nouvelles formes d'organisation et d'action sociales transnationales éclosent. Nous entrons de plain-pied dans l'ère des néocosmopolitismes et des nouveaux modèles migratoires. C'est ce que nous allons démontrer dans ce travail.

PREMIERE PARTIE

CADRE DE L'ETUDE

1. Le contexte mondial, les mobilités des personnes et la migration des travailleurs qualifiés

1.1. Les grands changements affectant les phénomènes migratoires à la fin du XX^{e} siècle

Le nouveau millénaire a débuté sous le signe de la mondialisation et de la révolution numérique, sources de transformations sociétales contrastées. Le dynamisme des flux économiques et financiers mondialisés, l'émergence de pôles globaux qui structurent la circulation du capital et les mobilités des travailleurs, la généralisation des infrastructures et des réseaux de transport rapide, la pénétration des moyens modernes de communication (téléphonie mobile, Internet, télévision satellitaire, etc.) partout dans le monde et à tous les niveaux de la vie privée et publique, sont autant des changements – économiques, technologiques, culturels – qui affectent et façonnent les nouvelles mobilités des personnes et des compétences (Sassen, 1996 ; Castells, 1998). Robin Cohen (1997) synthétise ces changements à travers cinq processus intrinsèquement liés à la mondialisation : (1) l'émergence d'une économie-monde, caractérisée par des transactions plus rapides et plus denses, devenues possibles grâce à la nouvelle division du travail, à l'expansion des multinationales, aux moyens de transport et de communication de plus en plus rapides et de moins en moins coûteux ; (2) l'apparition de nouvelles formes de migrations internationales qui donnent lieu à des mouvements plutôt pendulaires qui remplacent les migrations de peuplement du début du XX^{e} siècle ; (3) le développement des villes globales en tant que pôles mondiaux de concentration financière et de compétences ; (4) l'apparition de nouvelles cultures, cosmopolites ou locales, en réponse à la mondialisation ; (5) la déterritorialisation de l'identité sociale, par l'émergence de formes multiples et perméables d'identification, nouveau défi devant l'hégémonie des Etats-nations.

Tout particulièrement au plan des migrations internationales, nous assistons à une mondialisation accélérée des flux migratoires[1] (Wihtol de Wenden, 2003), concomitante à la diversification des formes migratoires et des régions de départ et d'accueil, ainsi qu'à une

[1] Selon les estimations de la Division de la population des Nations Unies, les migrants représentent environ 3% de la population mondiale, soit environ 185 à 192 millions de personnes. Selon le Rapport « World Migration Report 2005 » de l'Organisation Internationale des Migrations, 49% d'entre eux sont de sexe féminin, un tiers de réfugiés, un tiers de travailleurs migrants et un tiers de migrants au sein de la réunification familiale.

intensification des dynamiques et des échanges transnationaux (Wihtol de Wenden, 2004 ; Salt et *al*., 2005 ; SOPEMI, 2003, 2006).

L'apparition des nouveaux conflits armés dans différentes parties du monde (les guerres du Golf, de l'Ex-Yougoslavie et l'attentat du 11 septembre 2001) a entraîné des nouveaux flux de réfugiés. On note également une importante féminisation des migrations internationales (Salt et *al*., 2005). Le vieillissement de la population en âge de travailler dans les pays développés a accentué le besoin d'importer une force de travail de remplacement. La disparition du Rideau de Fer à la fin des années quatre-vingt, la redéfinition des frontières et l'ouverture sur l'extérieur des pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) ont laissé place à un nouvel acteur sur la scène migratoire, produisant des nouvelles polarisations des flux migratoires. Depuis l'effondrement des systèmes communistes en Europe orientale en 1989-1991 et l'ouverture des frontières après des décennies d'isolement, les dynamiques migratoires qui concernent cette région de l'Europe ne cessent de se multiplier et de se diversifier (Morokvasic et Rudolph, 1996 ; Wihtol de Wenden et de Tinguy, 1995 ; Salt et *al.*, 2005).

1.2. La quête mondiale de compétences et les formes récentes des mobilités des travailleurs qualifiés

Remodelés par les changements sociaux de grande envergure conséquents à l'essor de la société du savoir et aux effets de la mondialisation, les flux migratoires des professionnels hautement qualifiés occupent une part importante du volume et de la dynamique migratoire mondiale. Une force de travail (très) qualifiée, flexible et mobile devient l'élément clé d'une économie compétitive, tout particulièrement dans le contexte de l'émergence de marchés globaux et de l'internationalisation du monde des affaires (Geddes et Balch, 2002). Les phénomènes migratoires des personnes hautement qualifiées deviennent de plus en plus complexes, suscitant des formes nouvelles, voire inédites, de mobilité (Appleyard, 1991 ; Straubhaar, 2000 ; Meyer et Hernandez, 2004 ; Sklair, 2000).

L'ampleur de ces migrations reste difficilement quantifiable, en raison de la complexité des flux, de l'absence de recherches systématiques et des limites des sources statistiques peu comparables d'un pays à l'autre, mais aussi à cause de la volatilité et l'invisibilité sociale de ces populations. Plusieurs études permettent cependant de confirmer l'importance du volume des professionnels expatriés ainsi que la diversification des flux et des formes de mobilité. L'Organisation internationale du Travail (ILO) estimait en 2002 qu'il existe environ 120

millions de travailleurs migrants dans le monde (Taran et Geronimi, 2002). Selon une étude du Fond Monétaire International (FMI) concernant le niveau d'éducation des travailleurs migrants qualifiés, le volume total de la fuite de cerveaux des pays moins développés vers les pays de l'OCDE était estimé à 12.9 millions de personnes, dont 7 millions à destination des Etats-Unis (Carrington et Detragiache, 1998 ; Wicramasekara, 2004). Quant à la migration des scientifiques, d'après l'estimation de l'OIM, environ un tiers des professionnels R&D des pays en voie de développement résideraient dans les pays de OCDE (Cervantes et Guellec, 2002). Meyer et Hernandez (2004) – en extrapolant leurs analyses à partir des données de la base SESTAT (Statistiques sur les scientifiques et les ingénieurs) de la *National Science Foundation* – estiment la capacité expatriée de recherche (chercheurs et ingénieurs étrangers dans les pays de l'Amérique du Nord, de l'Europe et au Japon) à 72% de l'ensemble du personnel scientifique et technique des pays en voie de développement. En Europe, il est difficile d'estimer l'ampleur des flux de main-d'œuvre étrangère ; on constate néanmoins que l'immigration des personnes en âge de travailler est en hausse depuis la fin des années quatre-vingt (Salt et *al*., 2005).

La mobilité actuelle des travailleurs hautement qualifiés correspond surtout à une migration temporaire, contractuelle ou circulaire, alors que dans les décades précédentes la « fuite des cerveaux » se référait plutôt à une migration permanente (Wickramasekara, 2004). La circulation des professionnels concerne en égale mesure les spécialistes du Sud et ceux du Nord. A titre d'exemple, le Royaume-Uni a mis en place en 2000 un programme destiné à inciter le retour des scientifiques britanniques expatriés et à prévenir la migration des jeunes chercheurs (OCDE, 2002). La Suisse se préoccupe aussi de ses scientifiques expatriés aux Etats-Unis et s'applique à encourager leur mise en réseau entre eux, et avec des pairs dans le pays (Van der Poel, 2004 ; Cervantes et Guellec, 2002).

Bien que la prépondérance des spécialistes des technologies de l'information et du savoir dans les flux des migrants hautement qualifiés soit unanimement constatée (Morokvasic, 1996a ; Wickramasekara, 2004 ; Meyer et Hernandez, 2004 ; Commander et *al.*, 2004), d'autres domaines comme la santé, l'éducation, les finances, le sport sont aussi largement concernés (SOPEMI, 2007). Ainsi, si la participation massive des chercheurs des pays en développement aux activités R&D dans les pays du Nord a beaucoup canalisé les efforts de recherche au sujet des migrations des cerveaux (Gaillard et Gaillard, 1998, 1999 ; Meyer et *al.*, 2001 ; Meyer et Charum, 1995, Meyer et Hernandez ; 2004), les migrations de personnes

qualifiées se réfèrent désormais aux mobilités des professionnels, des cadres, des entrepreneurs, des étudiants, des sportifs de haut niveau, etc. – détenteurs de compétences entièrement transférables au sein des marchés globaux.

1.3. Politiques migratoires et logiques de marché

Les projets migratoires des professionnels hautement qualifiés sont circonscrits par des logiques structurelles, se définissant au carrefour de plusieurs échelles – locale, régionale et globale. Il s'agit notamment de la division internationale du marché et de l'apparition de pôles d'attraction, des politiques régionales, de la présence d'agents internationaux qui agissent dans des environnements économiques globalisés, des réseaux globaux qui se tissent entre les migrants qualifiés et les employeurs ou les agences de recrutement, etc. (Iredale, 1999). Cet ensemble d'éléments met en marche un engrenage migratoire s'inscrivant dans une économie mondialisée, composée de réseaux d'économies et d'intérêts nationaux, qu'un pays seul ne peut ni prévoir, ni gérer (Salt et *al*., 2005). Par ailleurs, un véritable marché international des compétences fonctionne dans certains secteurs très spécialisés de l'économie internationale, comme ceux des affaires, de la recherche, des technologies de l'information, du sport, etc. Dans ces secteurs, le recrutement ainsi que la mobilité des migrants qualifiés sont davantage soutenus par les réseaux institutionnels des gouvernements qui facilitent l'échange global de compétences. Le recrutement se mondialise surtout dans les pays qui ont développé depuis longtemps des politiques actives de sélection des immigrants porteurs de compétences spécifiques, tels que l'Australie, le Canada et les Etats-Unis (OCDE, 2002 ; Straubhaar, 2000 ; Meyer et Hernnadez, 2004 ; Cornelius et *al.*, 2001). Dans ces pays, l'instauration de systèmes de quotas oriente les processus de sélection et d'établissement, en favorisant l'immigration des professionnels avec un haut niveau de formation et/ou en possession des compétences professionnelles très pointues, en général en forte demande sur le marché du travail.

A titre d'exemple, aux Etats-Unis, le nombre des visas temporaires H-1B accordés aux professionnels hautement qualifiés a augmenté de 48'000 en 1989 à 65'000 en 1990 (quota imposée par le « 1990 Immigration Act »), passant à 116'000 en 1999 (quota établie par le « American Competitiveness and Workforce Improvement Act » of 1998) et à 195'000 en 2002 (après le « American Competitiveness in the Twenty-First Century Act of 2000 »)

(Jachimowicz et Meyers, 2002 ; Cervantes et Guellec, 2002; Cornelius et *al*., 2001)[2]. En 2001, la répartition des visas H-1B selon l'occupation indique une prédominance des domaines des technologies de l'information (58%), de la recherche, des sciences sociales et naturelles. Par ailleurs, en 1999 environ 25% des immigrants détenteurs d'un visa H-1B avaient étudié dans une université américaine (OCDE ; 2002). Les Etats-Unis sont devenus de loin le premier pôle mondial d'attraction des compétences, enregistrant en 1999 plus de 2.5 millions d'immigrés hautement qualifiés en provenance des pays en développement (Beine et *al.*, 2003). A cette politique migratoire très attractive et incitative s'ajoute un marché flexible et une économie ouverte aux spécialistes immigrés ainsi qu'un système efficace de recrutement d'étudiants étrangers, antichambre de l'immigration des professionnels[3] (Cornelius et *al*., 2001 ; Straubhaar, 2000 ; Meyer et Hernandez, 2004 ; OCDE, 2002). Ainsi, les migrations des travailleurs qualifiés apparaissent comme étant beaucoup plus sensibles à des facteurs d'attraction (*pull factors*) qu'à des facteurs incitant au départ (*push factors*) (Szelényi, 2003 ; Geddes et Balch, 2002 ; Cornelius et *al.*, 2001).

Dans les pays de l'Europe occidentale, les politiques migratoires à l'égard des migrants qualifiés ont été, durant la dernière décennie du XX^{e} siècle, moins affirmées, moins claires et ont sensiblement varié. Certains analystes des phénomènes migratoires mettent d'ailleurs en garde contre le handicap représenté par le manque d'une articulation rapide entre les fluctuations du marché, les besoins en force de travail qualifié et les politiques de ces pays. A long terme, cette absence d'articulation risque de diminuer l'attractivité déjà réduite des marchés européens en comparaison avec les systèmes performants de recrutement américains (Straubhaar, 2000). Ce défaut de souplesse s'ajoute à une tendance un peu paradoxale, constatée quasi partout dans les pays de l'UE : tandis que la libre circulation dans l'espace européen se supra-nationalise, on observe que les systèmes fiscaux et de sécurité sociale restent profondément enracinés dans les contextes politiques, institutionnels et sociaux nationaux. Des facteurs historiques, politiques et culturels spécifiques continuent à déterminer les attitudes envers l'immigration des citoyens européens. Un fort sentiment anti-immigré se développe avec la montée en puissance des partis populistes de droite et on peut remarquer

[2] La catégorie de visas H-1B concerne uniquement les travailleurs qualifiés admis sur une base temporaire. En fait, au niveau de l'année 2000, environ 1.1 million de personnes (beaucoup d'entre elles hautement qualifiées) sont venues travailler aux Etats-Unis, dont plus de 850'000 en tant qu'immigrés légalement admis pour une résidence permanente.

[3] A titre d'exemple, 47% des doctorants d'origine étrangère restent aux Etats-Unis une fois obtenu leur titre de docteur dans une université américaine (OCDE, 2002).

que ce sont les préférences politiques plus que les intérêts économiques qui dictent les représentations des citoyens européens sur l'immigration (Hix et Noury, 2005) et nourrissent un imaginaire xénophobe. Les politiques migratoires européennes, même si elles sont de plus en plus définies au niveau de l'Union Européenne et adoptées selon une procédure standard de co-décision (traité d'Amsterdam, traité de Nice), laissent transparaître les préférences politiques droite-gauche des membres du parlement européen (Hix et Noury, 2005). De fait, les pays de l'Europe convergent vers une politique concertée de limitation des flux migratoires Est-Ouest et Sud-Nord, en prenant comme principale cible les migrants irréguliers et les demandeurs d'asile (SOPEMI, 2000).

Les discours politiques sont néanmoins nuancés en fonction du type de flux et de leur origine. Bien que la tendance soit plutôt à la dissuasion des migrations traditionnelles de travail et familiales, les circulations des migrants hautement qualifiées sont encouragées, tout en rendant difficile leur installation durable[4]. En outre, l'Observatoire des migrations de l'OCDE relèvait pour la première fois, dans son rapport SOPEMI 2000, un intérêt renouvelé de l'Europe pour le potentiel des cerveaux extracommunautaires, dans le but de pallier une pénurie de compétences généralisée dans des domaines bien précis. Les deux secteurs particulièrement frappés par cette pénurie sont : les technologies d'information et de communication (TIC) et les secteurs des services publics nécessitant du personnel hautement qualifié – l'éducation et la santé. Les informaticiens, les ingénieurs, les cadres, les scientifiques et le personnel infirmier bénéficient ainsi des facilités quant à l'obtention d'un permis de travail (SOPEMI, 2000-2004).

De nombreux pays membres ont commencé à manifester une ouverture grandissante à l'égard de l'admission temporaire des travailleurs qualifiés. En 2000, le président de la Commission Européenne estimait à 1.6 million le besoin en immigrés, de tous niveaux de qualifications, pour suppléer le déficit de force de travail dérivant du vieillissement de la population en Europe occidentale (OCDE, 2002). Sur un marché du travail plutôt segmenté, cela a suscité une demande accrue de personnes hautement qualifiées en provenance de l'étranger. Dans le contexte de compétition tout azimuts, les pouvoirs publics ont d'ailleurs montré beaucoup de compréhension envers ces exigences du marché.

[4] En Europe Occidentale, un réseau complexe d'échange de cerveaux a été instauré à travers l'espace les Programmes Cadres qui encourage la mobilité des scientifiques, qui s'ajoute au régime de libre circulation des personnes au sein de l'EEE.

Les politiques de la plupart des pays de l'OCDE à l'égard de l'immigration des travailleurs qualifiés visent trois objectifs principaux : (1) répondre aux besoins du marché ; (2) accroître le stock de capital humain ; et (3) encourager la circulation des connaissances incorporées par les travailleurs qualifiés et promouvoir ainsi l'innovation (OCDE, 2002). Des pays tels que l'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Angleterre et la Suisse ont reformulé leurs politiques migratoires afin de laisser plus de place à une sélection « de qualité » (OCDE, 2002 ; Beine et al., 2003). A titre d'exemple, le chancelier allemand annonçait en 2000 la disponibilité de 20'000 *green cards* à l'intention des programmeurs et des spécialistes IT en provenance des pays extracommunautaires. L'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas ont commencé à recruter ouvertement à l'étranger depuis la fin des années quatre-vingt dix, avec un certain succès. La loi d'immigration adoptée par l'Allemagne en 2002 a donné lieu pour la première foi à un débat « positif » sur l'immigration, en mettant l'accent sur le recrutement des immigrés hautement qualifiés dans le domaine des technologies de l'information, comme alternative à l'importation de services des pays tiers extracommunautaires, tels que l'Inde. 11'000 spécialistes IT étrangers ont été ainsi recrutés entre août 2000 et janvier 2002 en RFA. Le Royaume-Uni a aussi élaboré un programme ciblé d'admission temporaire d'immigrés hautement qualifiés (Highly Skilled Migrant Programme) devenu effectif à partir de janvier 2002, avec une option d'interruption à tout moment si les besoins du marché auraient été en déclin.

Malgré cette réaction favorable de plusieurs gouvernements des pays développés qui, en saisissant la demande accrue du marché en spécialistes IT, ont assoupli leurs politiques de migration quant au recrutement de ce type de spécialistes, ces mesures sont jugées tardives ou insuffisantes par nombre d'analystes. D'une part, ces derniers mettent en garde contre la lenteur des appareils politiques et le décalage entre l'adoption des politiques migratoires et les fluctuations rapides des besoins du marché. Par exemple, si le moment « TIC » s'est fait davantage ressentir à la fin des années quatre-vingt dix, et à l'alentour de l'an 2000, il était presque passé quand les changements législatifs se montraient favorables au recrutement des spécialistes. Expérimentant une croissance sans précédent, le secteur « high-tech » se transforme beaucoup plus rapidement que les gouvernements. Il faut observer aussi que dans la branche de l'industrie IT d'autres formes de réponse aux besoins du marché se sont imposées comme alternative à la migration des professionnels hautement qualifiés et face à la lenteur du politique. La technologie elle-même a offert cette alternative, notamment à travers

le travail et la transmission électronique de connaissances à distance qui a créé la possibilité d'employer des cerveaux « without bodies » (Geddes et Balch, 2002)[5]. D'autre part, la plupart des pays européens n'ont pas encore défini des mesures spéciales pour recruter des travailleurs très qualifiés (comme c'est le cas du Canada, des Etats-Unis, de l'Australie,…), en se contentant des systèmes de permis de travail déjà en place qui leur permettent d'opérer une sélection des travailleurs migrants en fonction des besoins contextuels du marché de travail (Salt et *al*., 2005 ; McLaughlan et Salt, 2002).

Il est certain que l'on s'oriente dans un bref délai vers une compétition accrue entre les destinations européennes et non-européennes et celle-ci aura un impact décisif sur l'orientation des flux migratoires des travailleurs qualifiés (Lazaroiu et *al*., 2004). Les migrations de personnes très instruites continueront ainsi d'être très convoitées (SOPEMI, 2007). Depuis récemment, plusieurs pays européens de l'OCDE (comme, par exemple, l'Autriche, la Bélgique, le Danemark, l'Allemagne, le Portugal, le Suède et le Royaume-Uni) récourent de manière importante aux migrations de travail. En 2005, celles-ci représentaient déjà 30 à 40% de l'ensemble des flux d'immigration permanente (SOPEMI, 2007). Il devient également urgent de coordonner les politiques de la science et de l'innovation avec celles migratoires afin, d'une part d'augmenter l'attractivité des pays d'accueil et, d'autre part, de développer dans les pays de départ un environnement scientifique, technologique et de bussiness compétitif et attractif offrant de nouvelles opportunités de retour aux professionnels immigrés (OCDE, 2002). En même temps, la question de la transférabilité et de la valorisation des qualifications et des compétences acquises à l'étranger sur les marchés des pays d'accueil est de plus en plus discutée. L'adéquation future entre la formation et l'emploi constituera un défi majeur d'une part pour les immigrés, afin d'éviter le déclassement professionnel en situation migratoire, d'autre part pour les pays d'accueil qui pourraient ainsi mieux profiter des compétences parfois sous-utilisées des immigrés. (SOPEMI, 2007).

En Europe, la région des PECO constitue aujourd'hui le principal bassin de main d'œuvre de secours des pays occidentaux. Les organisations internationales et les Etats semblent avoir compris le potentiel que représente la présence de ressortissants qualifiés à l'étranger pour le développement régional. Ce sont les personnes les mieux loties originaires des PECO qui émigrent le plus souvent. Une partie de ces migrants participent aux échanges internationaux

[5] Cette mobilité des cerveaux sans déplacement mérite d'ailleurs une analyse à part, témoignant de la « cosmopolitisation » des pratiques quotidiennes dans un monde fait d'interconnexions à échelle planétaire (Beck, 2006).

de travailleurs hautement qualifiés, tandis qu'une autre partie – numériquement plus importante – quittent leur travail pour des emplois moins qualifiés, mais mieux rémunérés dans les pays de destination (Salt et *al.*, 2005). Ce gaspillage de compétences inquiète les pays d'origine, confrontées à leur tour à une pénurie croissante de main d'œuvre qualifiée, dans des secteurs économiques prospères (services, constructions de bâtiments, technologies d'information, etc.). Cette nouvelle donne migratoire est d'ailleurs aujourd'hui intégrée par les pays d'origine, qui essaie d'harmoniser leurs politiques afin de minimiser la perte de capital humain et culturel incorporés par les professionnels migrants et pour tirer avantage de la présence à l'étranger de leurs ressortissants très qualifiés (Lowell et Findlay, 2002). Conscients des possibilités de transferts de compétences, de technologies et de spécialistes entre les économies développées et celles en cours de développement, les acteurs gouvernementaux encouragent davantage, par des mesures incitatives, les circulations des spécialistes dans les deux sens, ainsi que le retour d'expertises et le transfert de compétences à distance. Ces stratégies visent à contrecarrer les impacts négatifs des circulations des compétences sur les pays en développement et, à long terme, à équilibrer la distribution du capital humain entre les marchés nationaux (pour une discussion plus ample, voir 3ème partie *infra*).

L'adhésion récente (en 2004 et 2007) à l'Union Européenne de 8 + 2 pays ex-communistes a changé encore une fois la donne migratoire européenne. Les nouveaux Etats membres de l'UE intégreront, à terme, l'espace européen de libre circulation, même si la grande majorité des anciens Etats membres continuent à maintenir des restrictions pendant une période transitoire après l'adhésion. La migration internationale intra européenne prendra plus la forme d'une circulation libre à l'intérieur du marché européen, régularisée par les règles de l'offre et de la demande de celui-ci, les migrants de ces pays acquérant une légitimité nouvelle pour leur mobilité. Par ailleurs, ces mêmes nouveaux Etats membres ne sont plus uniquement des pays de transit ou d'émigration, ils deviennent à leur tour des pays d'accueil, étant déjà confrontés à une pression migratoire inhabituelle auparavant. En tenant compte des effets de l'élargissement de l'Union Européenne, les politiques migratoires européennes vont connaître certainement de nouveaux changements dans les années à venir. Quelques directions principales de ces changements se préfigurent d'ores et déjà : des politiques visant à accroître le capital humain des immigrés, des tendances plus restrictives pour le regroupement familial et des mesures visant à améliorer les politiques d'intégration (SOPEMI, 2007).

2. Cadre conceptuel

2.1. La figure de l'*immigré* et les modèles assimilationnistes : un âge révolu dans la sociologie des migrations

Si les mouvements migratoires, les échanges à distance et les identifications multiples des migrants ont préexistés à la modernité et à l'organisation politique des Etats-nations (Schnapper, 2001 ; Waldinger, 2006), la recherche en sciences sociales a été marquée – pour des raisons historiques que nous discuterons plus loin – par une attente d'isomorphisme entre société et Etat-nation. Cette attente s'est exprimée dans les courants pionniers de la sociologie des migrations par des approches théoriques concevant la migration comme une mobilité à sens unique, une *émigration* – synonyme de rupture avec le pays d'origine, dont le reverse est l'*immigration* – appréhendée dans une exigence d'assimilation à la société d'accueil. Ces types d'interprétations, appliquées à l'étude des migrations permanentes vers le Nouveau Monde de la fin du XIX^{e} au début du XX^{e} siècle, ainsi qu'aux migrations de travail dans l'Europe de l'après-guerre, ont dominé la sociologie des migrations jusqu'aux dernières décennies du XX^{e} siècle. Dans la recherche déjà classique des migrations durables, en réponse à une forte demande sociale et politique des sociétés d'accueil et à une attente d'homogénéité culturelle et politique au sein d'un Etat-nation construit autour des mythes nationaux unificateurs, la figure de l'*immigré* a été centrale. En occultant pendant longtemps que ce même immigré est d'abord un *émigré*, porteur de particularismes et d'une empreinte culturelle liés à son origine, les sciences sociales ont proposé un concept d'immigré indissociablement lié à celui d'assimilation et d'intégration. Son usage n'a pu à tort conduire qu'à l'étude de la société d'accueil plutôt qu'à celle du phénomène global. Par ailleurs, les deux modèles de référence dominants la recherche pendant la période de l'« Etat-nation triomphant » (Schnapper, 2001) – le modèle républicain français d'intégration et le modèle multiculturel américain – se sont construits autour de l'immigration en tant que noyau de trois processus sociaux : l'intégration, l'assimilation et l'identification nationale[6]. Ces processus correspondent à un projet politique qui célèbre l'homogénéité ethnique et culturelle, en rendant hors norme la différence visible incarnée par un Autre venant d'un ailleurs lointain. Ils varient selon les

[6] Ces trois dimensions renvoient à trois grandes perspectives théoriques en sociologie : une approche structurale centrée sur les problèmes économiques et démographiques, une perspective culturaliste à laquelle s'attachent surtout les anthropologues et une approche de sociologie politique.

sociétés d'installation, inégalement favorables au maintien des particularismes des groupes migrants, en fonction de leur histoire et de leur tradition politique. L'exemple de la France et des Etats-Unis est éloquent à cet égard. En France, l'Etat-nation s'est construit sur la citoyenneté en tant que principale valeur unificatrice, « jusqu'aux années soixante-dix, le projet d'assimiler les enfants de migrants ne faisait l'objet d'aucun débat politique et presque d'aucune prise de conscience collective : il allait de soi » (Schnapper, 2001) ; tandis qu'aux Etats-Unis, malgré une politique visant le « melting pot », l'immigration était valorisée comme faisant partie du projet national. Ce contraste est emblématique pour « les nations européennes qui ne se pensent pas comme des pays d'immigration » et « qui n'ont pas la même attitude à l'égard des particularismes culturels que les nations du reste du monde, qui sont toutes, sous des formes diverses, issues de la colonisation européenne » (Schnapper, 2001). Cependant, les différences se conjuguent comme des degrés d'intensité différente, d'un même processus[7], visant la fonte des particularités des populations immigrées dans une attente d'uniformisation.

Ce point de vue centré uniquement sur la société d'accueil a fait preuve de ses limites. Il a été critiqué par des nombreux chercheurs. Abdelmalek Sayad a soulevé le problème du manque d'une science de l'émigration (Sayad, 1999), dans le souci de rendre aux « immigrés », qui sont aussi des «émigrés »,

> « leur origine et toutes les particularités qui lui sont associées et qui expliquent le nombre de différences constatées dans les destinées ultérieures » (Bourdieu en préface à Sayad, 1997: 9).

Un nouveau modèle, de l' « émigré – immigré », a gagné en importance dans les années quatre-vingt dans la sociologie française des migrations. Dans ce modèle, le migrant est défini comme porteur de deux types de variables – « d'origine » et « d'aboutissement ». Elles reflètent, comme les deux faces inséparables d'une même monnaie, la double réalité à laquelle le migrant appartient. Tout en faisant la critique du concept unilatéral d'immigré, Abdelamalek Sayad a proposé donc d'interroger l'immigration sous un nouveau jour afin de

[7] Ralph Grillo (2000) distingue trois formes de ce processus : (1) l'assimilation (« here and the same »), processus synonyme d'acculturation et d'enracinement dans la société d'accueil, les liens avec le pays d'origine restant de l'ordre du symbolique ; (2) l'intégration (« here but different »), correspondant à une sorte de multiculturalisme faible, qui laisse un terrain d'expression et de reconnaissance à la diversité culturelle dans la sphère privé tout en favorisant l'assimilation des migrants à la population locale dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'éducation ou de la sécurité sociale ; et (3) l'enclavement (« here but separate »), équivalant à un multiculturalisme fort s'exprimant par des revendications et des demandes de reconnaissance et d'acceptation de la différence dans la sphère publique.

traiter le couple émigration-immigration à partir d'une problématique objective centrée sur la migration, ce qui revient à traiter la société dans son entier

> « en parler de sa dimension diachronique, c'est-à-dire dans une perspective historique, et dans son extension synchronique, c'est-à-dire du point de vue des structures présentes dans la société et de leur fonctionnement; mais le phénomène social n'est total qu'à condition qu'on ne prenne pas délibérément le parti de mutiler cet objet d'une partie de lui-même, la partie relative à l'émigration » (Sayad, 1997:15).

Cette posture correspond à un modèle d'analyse qui s'intéresse d'abord à l'émigré car

> « avant de se demander, et pour se demander, comment ils s'adapteront, il convient de savoir d'où ils viennent, pourquoi ils sont partis et comment ils sont venus » (Poinard, 1992:12).

La construction de la catégorie d'émigré est sans doute liée à l'histoire de l'émigration du pays d'origine qui détermine le savoir-faire du migrant ainsi qu'à l'impact et au rôle de sa mobilité. « Il n'existe jamais d'immigré-émigré intemporel et abstrait » (Poinard, 1992 :14), son identité se fonde autour d'un héritage migratoire incontournable, nourri par les ressources des réseaux migratoires qui assure au migrant une liberté partielle qui le rend inclassable, « toujours pris entre deux Etats et pourtant en rupture avec eux » (Poinard, 1992 :14). Le chercheur, sans se placer ni du côté de la société d'accueil ni du côté du pays de départ, doit alors s'efforcer de considérer

> « le migrant […] comme objet d'étude, en partant du principe que la migration est un processus autonome qui trouve en lui-même, c'est-à-dire dans la tension constante entre deux systèmes, sa propre rationalité, mais aussi une trajectoire provisoire qui dure et se légitime par la propre incertitude de son devenir » (Poinard, 1992 :15).

Ce modèle situe le migrant en tant qu'acteur au sein d'un espace migratoire vu comme un système à trois pôles: (1) la société d'origine et les conditions objectives et subjectives qui ont conduit à l'émigration (les facteurs push), (2) la société d'accueil et ses politiques d'immigration et d'intégration (les facteurs pull) et (3) les circulations matérielles et symboliques fondées sur l'infrastructure invisible des réseaux agissant entre les deux.

> « On peut sans doute étudier l'émigration ou l'immigration, c'est-à-dire centrer son intérêt sur le pays de départ ou sur celui d'arrivée, sur l'arrachement ou sur l'établissement, mais à condition de jamais oublier que c'est dans la relation à deux pôles (…) que la migration, comme processus réel, mais aussi comme objet pour les sciences sociales, se construit » (de Rudder, 1992 : 24).

Car c'est précisément l'analyse des relations entre les pôles de la migration et la façon de les décoder qui sont à la base de la construction d'un objet d'étude pour les sciences sociales,

objet centré sur la migration « indissolublement bifocale: c'est une é-migration en même temps qu'une im-migration » (Sayad, 1997). Sans rompre avec une attente d'intégration socioculturelle et politique des migrants, cette approche a représenté un grand pas en avant par rapport au modèle assimilationniste, son mérite étant d'éclairer davantage le phénomène migratoire en lui-même, en tant que fait social total et autonome, en analysant la totalité vécue par le migrant et non seulement les effets miroirs sur les deux sociétés de références, d'origine et d'accueil. Cependant, si ce modèle expliquait, à son origine, les articulations entre les causes de l'émigration, les logiques familiales et individuelles de la migration, les liens qui se tissent entre « ici et là-bas », les attentes qui pèsent sur les migrants pris entre un devoir de solidarité envers ceux restés là-bas (en Algérie) et des conditions difficiles de vie dans le pays d'accueil (en l'occurrence la France), c'était pour montrer la « double absence » du migrant (Sayad, 1999) qui n'était pas vraiment d'ici, sans être totalement de là-bas non plus. Le migrant restait, dans cette optique, victime de son errance, déraciné de son univers d'origine, et en proie à l'exclusion dans le pays d'accueil. Par ailleurs, le

> « scénario de la migration phasé en trois ou quatre moments a joué un rôle important d'occultation de la réalité des mobilisations de migrants » (Tarrius, 2001b : 39).

2.2. Le (nécessaire) renouveau des outils conceptuels pour rendre compte des nouvelles dynamiques migratoires

A partir de la fin du XX^{e} siècle, on assiste à la diversification rapide des flux migratoires et la généralisation des phénomènes migratoires entraînant des liens et des échanges multiples entre les pôles de la migration, doublés d'un affaiblissement du pouvoir de régulation des Etats-nations concurrencés par des nouveaux acteurs supra-, trans-, multi-nationaux. Ces changements amènent le chercheur à une réalité incontournable, celle où la migration n'apparaît plus comme synonyme de rupture et de déracinement mais, au contraire, comme opportunité de circulation, d'enrichissement identitaire et développement d'appartenances multiples. Les conceptions de l'immigration en tant que processus d'assimilation progressive dans le pays d'accueil ont été rendues définitivement obsolètes par le constat de la transnationalisation des migrations contemporaines (Potot, 2003). Une nouvelle génération de migrants – qui s'exercent quotidiennement à déployer une biographie libérée de la contrainte territoriale, dont les racines se démultiplient pour embrasser des lieux de passage multiples, à l'aise au sein des cultures différentes, qui possèdent et instrumentalisent en leur faveur un capital « mobilité » capable de consolider et de multiplier les autres formes de capital humain

et social – semble s'approcher du prototype idéal du citoyen du monde. Les approches traditionnelles, en termes d'assimilation et d'intégration, ayant prouvé leurs limites, elles servent mal le chercheur désireux d'analyser et de classer les traits de ces nouveaux phénomènes migratoires. Ce n'est plus la « double absence » qui l'interpelle, mais ce sont les phénomènes de « co-présence », l'être ici et là-bas en même temps qui s'imposent comme nouvelle clé de lecture des migrations contemporaines. Comment appréhender alors ces pratiques migratoires complexes, pour l'étude desquelles le cadre théorique « traditionnel » apparaît comme inadapté, voir caduque ?

Des chercheurs issus des domaines aussi différents que l'anthropologie et les *cultural studies*, la sociologie, les sciences politiques, la géographie humaine et sociale se sont penchés sur la question, en proposant différentes interprétations et cadres théoriques pour l'étude de ces phénomènes.

Trois approches distinctes – fournissant des lectures complémentaires des dynamiques migratoires différenciées d'un même processus global de transnationalisation des migrations internationales – se sont détachées pendant les années quatre-vingt dix : (1) nous relevons un renouveau flamboyant du concept de *diaspora* qui cherche à lui donner une nouvelle valeur heuristique ; (2) l'approche *transnationale*, élaborée essentiellement par des anthropologues américains, qui représente aujourd'hui le principal cadre de référence pour l'analyse des phénomènes migratoires contemporains ; (3) l'approche en terme de *circulations migratoires* – développée par les géographes et les sociologues français – se détache pour l'analyse des nouveaux flux migratoires en Europe.

2.2.1. De l'utilité de la notion de diaspora pour la lecture des nouvelles dynamiques sociales dans le champ des migrations internationales

Le concept de diaspora a connu depuis une vingtaine d'années une inflation d'usages pour désigner aujourd'hui des processus migratoires très diversifiés. Entrée dans le sens commun, cette notion est employée de manière fortement contrastée par des sociologues, politologues ou géographes.

Le paradigme de la diaspora juive et grecque, dans son sens originel, comportait quelques traits incontournables : l'exil sous la contrainte ou la dispersion forcée, une conscience identitaire très forte en lien avec la loyauté non dissimulée aux origines ou à une collectivité historique, l'aspiration à un retour réel ou symbolique, une présence dominée et non

dominante dans la société d'accueil, le polycentrisme des flux et des noyaux diasporiques (Bruneau, 1995 ; Safran, 1991 ; Cohen, 1997 ; Dufoix, 2003 ; Schnapper, 2001 ; Anteby-Yemini et *al*., 2005). Nous retrouvons ici le « sens traditionnel » de ce concept, tel qu'utilisé jusqu'en 1968 selon la périodisation proposée par Tölölyan (1996). La conscience d'exister en diaspora trouvait ses raisons dans la fabrication d'une mémoire et d'une histoire propre, fondatrices de la diaspora. Entités sociales et politiques trans-étatiques, les diasporas s'expriment par deux formes complémentaires de solidarité, le « communalism » et le « corporatism » (Sheffer, 1996), reflet des modèles d'autorité complexe, divisée et duale. Elles répondent « au besoin d'appartenance à une communauté plus large que celle de la localité ou de la région » (Prévélakis, 1996 : 34) fondée, paradoxalement sur la préservation d'une identité distincte forte vis-à-vis des sociétés d'accueil et la persistance d'une ligne de démarcation (*boundary-maintenance*) inscrite dans la durée longue, sur plusieurs générations (Brubaker, 2005).

Au XX^{e} siècle, le phénomène de diaspora s'est généralisé davantage, en partie par la facilité accrue des transports et des communications (Gottmann, 1996). Le concept a connu un renouveau depuis les années quatre-vingt, il est désormais utilisé de manière beaucoup plus large pour décrire des processus migratoires récents (Schnapper, 2001), caractérisés par le maintien des liens « communautaires » par référence à une origine et un pays d'origine communs. Emmanuel Ma Mung (1999) met l'accent sur la spatialité et la temporalité de ces processus :

> « l'identité sociale, en ce qu'elle s'édifie sur une supposée origine commune, est orientée vers le passé et vers la construction d'une mémoire collective […] Le temps ainsi maîtrisé permet de saisir l'espace, la dispersion : la diaspora […] Il donne à penser la diaspora comme une unité spatiale et temporelle, comme un être-ensemble unitaire alors qu'elle est, aussi, dispersion géographique des corps et des mémoires individuelles » (Ma Mung, 1999 : pp. 91-92).

D'autres auteurs proposent des typologies qui permettent d'élargir la sphère d'opérationnalisation de ce concept : diasporas sans Etat (d'origine) ou diasporas basées sur un Etat (Sheffer, 1996) ; diasporas « victimes », « impériales », « culturelles » ou « économiques » (Cohen, 1997); diasporas « classiques », « vétéranes », « naissantes » ou « dormantes » (Sheffer, 1996) ; diasporas « cristallisées » et diasporas « fluides » (Medam, 1993). Ces distinctions expriment l'usage exhaustif de ce concept pour décrire des processus diasporiques modernes, modelés par des contextes géopolitiques complexes et changeants.

Dans une approche plutôt maximaliste, les diasporas modernes sont des minorités ethniques de migrants vivant dans le pays d'accueil mais conservant des liens affectifs et matériels forts avec leur pays d'origine (Sheffer, 1986). Cependant, en l'appliquant à toute population dispersée qui garde une dynamique transnationale, le risque est de rendre cette catégorie inutile, car « the universalization of diaspora, paradoxically, means the disappearance of diaspora » (Brubaker, 2005 : 3). Par extension de son usage, il suffirait de garder des liens multiples avec la matrice d'origine pour former une diaspora. Etant donné l'avancée technologique et communicationnelle de nos sociétés, ces liens sont néanmoins propres à presque toute migration de nos jours, qu'elle soit de courte ou de longue durée.

Quelle est alors la spécificité actuelle d'une diaspora ? Michel Bruneau insiste sur au moins trois éléments : « la conscience et le fait de revendiquer une identité ethnique ou nationale ; l'existence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé (richesse de la vie associative) ; l'existence des contacts sous diverses formes, réelles ou imaginaires, avec le territoire ou pays d'origine » (Bruneau, 1995 : 8) – soit le communautaire (pays d'accueil), la mémoire des origines (pays d'origine) et le système de relations entre les différents pôles de la migration. Ce dernier se traduit par l'aptitude des diasporas à créer et à maintenir des réseaux complexes et polycentriques, essentiels pour la préservation identitaire et des traditions culturelles (Prevelakis, 1996). L'espace d'une diaspora est donc par excellence « un espace transnational diffus et réticulé », structuré

> « par une pluralité de réseaux dans lesquels circulent idées, hommes, capitaux, marchandises diverses, les liens familiaux et communautaires étant le support de ces échanges » (Bruneau, 1995 : 9).

Mais tout réseau transnational s'inscrit-il dans une dynamique de type diaspora ? Les dynamiques migratoires transnationales actuelles sont-elles l'expression d'une fidélité et d'un attachement aux origines tels que ceux spécifiques aux diasporas ou reflètent-elles plutôt un changement structurel plus profond de notre monde en voie de globalisation ? S'agit-il d'un tournant dans la façon de scruter le monde ou d'une transformation cruciale dans le fonctionnement du monde-même ? Existe-t-il une réelle prolifération des diasporas, ou seulement des débats sur les diasporas ? Le phénomène diasporique se remarque-t-il de par sa diversification et multiplication, ou c'est la façon d'étudier et de « lire » la réalité qui est en train de changer ? Peut-on vraiment penser qu'on soit passé d'un âge de l'Etat-nation à un âge des diasporas (Brubaker, 2005 : 8) ? Ces questions sont tout à fait légitimes dans le contexte

d'un monde de plus en plus transnational, dans lequel les échanges de toute sorte – financiers, économiques, informationnels ainsi que les mobilités des personnes – ne cessent pas de s'intensifier et se diversifier, où on assiste à « une dissociation entre société politique, références identitaires et pratiques économiques », reflétée dans un « changement des valeurs avec le déploiement de la modernité » (Schnapper, 2001 : 23). Ces transformations donnent lieu, entre autres, à une généralisation des dynamiques migratoires qui avant semblaient être réservées seulement à une élite migratoire, ou à des populations dispersées dans des conditions tragiques qui étaient plus enclin à se reconstruire en rapport avec une origine idéalisée.

La « ferveur diasporique » récente témoigne de l'envergure prise par un domaine d'étude aux contours dynamiques, nourri par une diversité d'approches appelées à tracer une nouvelle voie dans l'étude des migrations internationales (Chivallon, 2006) ; ceci en résonance à un débat épistémologique qui a pris de l'ampleur – notamment dans l'espace académique anglophone – autour du bouleversement des normes de production du discours scientifique dans le champ des sciences sociales (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Beck, 2002a ; Giddens, 1991). Il semble, en fait, que

> « les diasporas composent l'une des formes des relations sociales qui laissent imaginer les modalités en émergence de notre rapport au monde, tant du point de vue de la relation à l'Autre que du lien à l'Etat » (Berthomière et Chivallon, 2006 : pp).

On réactive, de façon paradoxale, une vielle notion pour sa capacité à désigner des réalités fort nouvelles, propres à une société qualifiée de post-moderne par le *cultural studies* (Chivallon, 1999 ; Bhabha, 1994), ou de société réflexive ou de société des risques par la nouvelle sociologie britannique (Giddens, 1991 ; Beck, 2001 ; Beck et *al*., 1994 ; Beck et *al*., 2003). Cette notion permet de cerner un changement paradigmatique qui exige de sortir des cadres binaires de pensée et d'analyse, pour célébrer la voie de l'« hybridité » (Bhabha, 1994), les doubles appartenances et allégeances, la fluidité identitaire, la déterritorialisation des pratiques, l'existence dans un *in-between* – autrement difficiles à qualifier si on reste dans les cadres figées par l'axiome d'un triptyque « nation-territoire-identité » indissociable. La diaspora semble ainsi regagner une nouvelle valeur heuristique de par sa capacité « à distinguer au sein de l'ensemble des expériences migratoires, un type particulier de trajectoire collective caractérisée par l'idée de maintien et de continuité », traduite par une « culture de la durée » ou encore par «une idéologie de la non dilution identitaire » (Chivallon, 2006 : 16).

Le regain soudain d'intérêt[8] et l'inflation d'usages actuels du concept de diaspora sont en fait la preuve d'un processus de redéfinition des bases épistémologiques des sciences sociales. Dans ce sens, Christine Chivallon (2006) souligne, à juste titre, que le succès récent de cette notion – qui « au cours de quinze dernières années a perdu autant en précision sémantique qu'elle a gagné en efficacité académique » (Chivallon, 2006 : 17) – est probablement moins dû à l'intensification des migrations « qu'à l'efficacité que l'usage du terme a pu générer au moment de l'accomplissement du *cultural turn* » (Chivallon, 2006 : 18). L'affinement des typologies et des approches reflète un questionnement sur l'évolution et l'avenir des diasporas – à la fois en tant que collectifs diasporiques et comme outils d'analyse – en relation avec la mondialisation (Centlivres, 2006).

Les débats et les controverses autour des mutations des sens que le concept a connu depuis les années quatre-vingt dix soulèvent aussi la question de la dissociation entre la « diaspora » en tant que catégorie pratique – c'est-à-dire en tant que « nouvelle catégorie de l'altérité nécessitant de mettre en évidence les enjeux de l'auto-désignation » (Hovanessian, 2005 :12), à pouvoir performatif, et la « diaspora » en tant que catégorie d'analyse, intiment liée aux modes de « légitimation de la recherche en sciences sociales » (Hovanessian, 2005 ; Brubaker, 2005 ; Dufoix, 2003).

Si le fonctionnement en diasporas – des « nations unbound » (Basch et *al*., 1994) par excellence – apparaît comme l'alternative à un modèle de l'Etat-nation en impasse et comme « an *alternative* to the essentialization of belonging […] it can also represent a non-territorial *form* of essentialized belonging » (Brubaker, 2005 : 12). Utiliser la notion de diaspora comme catégorie d'analyse présuppose qu'il existe toujours une *identité* préformée, reconfigurée à travers les frontières, mais toujours essentielle car mobilisatrice de la population se revendiquant d'une diaspora. Hors, les nouvelles façons d'être dans un monde de plus en plus transnational, l'utilisation instrumentale des appartenances multiples par les nouveaux migrants « diasporés », capables à s'adapter aux systèmes de mobilités propres à un monde global, conduisent à un changement progressif de l'expérience individuelle et collective du national, de la loyauté aux origines qui se diluent dans une appartenance multipolaire, et comme nous le verrons plus loin dans notre argumentation, cosmopolite.

[8] Nous notons la multiplication des débats, ateliers et colloques scientifiques, la création d'une revue spécialisée *Diaspora*, ainsi que la multiplication des publications d'ouvrages de synthèse, etc. Voir Brubaker, 2005, pour une recension finement documentée de la diffusion des termes dérivés de la diaspora dans le milieu académique.

Nous touchons ici à un débat sensible. Il s'agit de la difficulté d'articulation du lexique mobilisé dans une zone d'effervescence conceptuelle, notamment « dans la 'zone de contacts' entre diaspora et communauté transnationale » (Antéby-Yemini et Berthomière, 2005 : 13). C'est une zone trouble, car nombre d'ambiguïtés persistent dans la théorisation de l'expérience transnationale et l'inclusion du concept de diaspora dans les discours sur la globalisation et le transnationalisme. Certains auteurs soulèvent la tendance à positionner épistémologiquement les diasporas et les processus réticulaires transnationaux contemporains dans un dualisme syncrétique (Fibbi et Meyer, 2002 ; Prevelakis, 2002). D'autres s'interrogent sur le besoin d'adopter « des mots neufs » pour « désigner des phénomènes qui se ressemblent » (Dufoix, 2003 : 66). Si les diasporas « conservent en effet l'image d'une forme sociale particulière nécessitant un espace propre de théorisation », il n'est pas moins vrai que « la notion est progressivement décrite comme une 'particularité' inscrite dans une forme sociale mondialisée que recouvrerait la notion de communauté transnationale » (Antéby-Yemini et Berthomière, 2005 : 13), les diasporas étant, selon Kachig Tölölyan, « les communautés modèles du moment transnational » (Tölölyan, 1996).

Nous allons conclure, pour l'instant, en nous référant à l'argument de Rogers Brubaker

> « rather than speak of 'a diaspora' or 'the diasporas' as an entity, a bounded group, an ethnodemographic or ethnocultural fact, it may be more fruitful, and certainly more precise, to speak of diasporic stances, projects, claims, idioms, practices, and so on » (Brubaker, 2005 : 13).

Autrement dit, il nous semble plus utile d'utiliser la diaspora plutôt comme une posture d'analyse permettant au chercheur de repérer ce qui est de l'ordre du diasporique. Nous apporterons quelques clarifications par la suite en montrant comment les différentes nouvelles approches dans l'étude des migrations internationales – diasporique, transnationale, circulatoire – permettraient de mieux éclairer et expliquer si elles étaient discutées et maniées en rapport avec une nouvelle épistémologie dans les sciences sociales.

2.3. La généralisation des phénomènes sociaux transnationaux et l'approche transnationale dans l'étude des migrations internationales

Les dynamiques migratoires actuelles se sont beaucoup complexifiées, en raison de la reconfiguration globale du capital et des processus de mondialisation des marchés, de la prolifération des réseaux de transport et de la propagation des technologies modernes d'information et de communication à l'échelle mondiale. La compression du temps et de

l'espace est devenue une réalité à l'heure de la société en réseaux et de l'ère informationnelle (Castells, 1998). Ce phénomène se traduit, au niveau migratoire, par une intensification des mises en relation d'espaces géographiquement éloignés mais parfaitement en phase d'un point de vue socioculturel. Les migrants deviennent les principaux médiateurs de ces mises en lien (Fibbi, 2004). Capables de développer et d'instrumentaliser des identités multiples, ils n'hésitent pas à entamer des échanges et des liens par-dessus les barrières administratives des Etats, à l'instar de leurs propres réseaux. En parallèle avec un revirement du concept de diaspora, tout un nouveau courant de recherche se dessine depuis plus d'une quinzaine d'années autour de ces dynamiques qui se développent dans d'autres contextes et qui ont connu une amplification et une diversification très rapides. Il met en question non seulement l'originalité de ces phénomènes, mais surtout l'adéquation des outils analytiques traditionnellement appliqués aux migrations internationales pour leur étude. La déterritorialisation de l'espace social, conséquence de l'expansion des liens sociaux à travers les frontières, exige une nouvelle clé explicative, capable de dépasser les limites des théories d'assimilation et de pluralisme ethnique expliquant les modèles de citoyenneté et de culture construits dans une période d'intense consolidation de l'Etat-nation – container de la société.

2.3.1. Des prémices et de la nouveauté du phénomène transnational dans le domaine des migrations internationales

Introduit dans les années soixante par les économistes pour décrire le développement du capitalisme au-delà du cadre des Etats-nations, le terme de transnationalisme a été repris dans la sociologie des migrations au début des années quatre-vingt dix (Potot, 2003). Dans un premier temps, le débat autour du transnationalisme a été focalisé autour de la nouveauté des processus et des dynamiques non institutionnalisés, initiés par des acteurs migrants, qui transgressent les frontières et sont dorénavant décrites comme transnationales. Plusieurs questions ont orienté la recherche dans ce domaine. Quels sont les changements de société qui ont conduit à l'émergence et à la multiplication des liens transnationaux ? Quelles sont les activités et les pratiques des migrants les qualifiant en tant que transmigrants ? Quels sont les facteurs qui distinguent ces nouveaux transnationalismes des dynamiques déjà existantes dans les processus migratoires traditionnels ? Quel est le degré d'institutionnalisation des échanges transnationaux actuels ? Quel rôle jouent les Etats d'origine et d'accueil pour l'encouragement d'allégeances duales et la formation d'une identité hybride des migrants ? Quel impact ont les pratiques transnationales des migrants sur le fonctionnement, l'autorité et

la légitimité des Etats-nations ? Quels outils conceptuels a-t-on à disposition pour étudier ces phénomènes ?

Développée surtout par les sociologues et les anthropologues américains, la notion de transnationalisme migrant renvoie à l'émergence d'un :

> « social process in which migrants establish social fields that cross geographic, cultural and political borders. Immigrants are understood to be transmigrants when they develop and maintain multiple relations – familial, economic, social, organizational, religious, and political – that span borders » (Glick Schiller et *al*., 1992 : ix) and when their « public identities are configured in relationship to more than one nation-state » (Glick-Schiller et *al*., 1994 : 48).

Il s'agit donc de migrants « living lives across borders » (Grillo, 2000 : 3), dont les parcours migratoires se caractérisent par la reproduction de relations sociales et d'expertise dans deux ou plusieurs sociétés. En recomposant quotidiennement des connexions multiples, entre eux et avec le pays d'origine, au niveau familial, professionnel et institutionnel, ces migrants participent activement au processus de circulation de biens matériels et symboliques. Leurs réseaux de sociabilité tissent la maille dense d'un champ social qui déborde des frontières nationales, s'inscrivant à la fois dans le pays d'origine et celui d'accueil (Potot, 2003). Il s'avère ainsi que les transmigrants sont capables de développer, à partir de leurs biographies et à la rencontre des réseaux qui les englobent, une capacité de commutation, d'alternance, voire de co-présence. Le transnationalisme tel qu'il est défini par les auteurs pionniers de ce courant de recherche (Glick-Schiller et *al.*, 1992) repose sur cette capacité de co-présence et de participation multiple, ainsi que sur l'existence d'un champ social étendu sur plusieurs territoires, par-dessus les frontières étatiques.

Cette façon d'être et de participer simultanément dans plusieurs univers à la fois – ici et là-bas – sort du cadre binaire d'analyse qui oppose mobile et sédentaire, migrant et non-migrant, citoyen et non-citoyen.

L'approche transnationale dans l'étude des migrations internationales se construit donc par opposition avec l'image du migrant déraciné, qu'on supposait rompre avec son univers d'origine pour s'assimiler dans la société d'accueil. Dans cette approche, l'accent est mis notamment sur les activités et les relations – sociales, culturelles, économiques et politiques – que les (trans)migrants développent avec leur pays d'origine et sur les conséquences que ces relations peuvent avoir à la fois sur les trajectoires socio-économiques des migrants et sur les systèmes sociaux qui les englobent.

Or, les migrants de tout temps ont gardé des liens plus ou moins intenses et formalisés avec leurs lieux d'origine. La littérature abonde d'exemples de formes précoces de transnationalisme : des « trade diasporas » (Ma Mung, 2000), des réseaux de commerce vénitiens et génois au Moyen Age, des migrations circulaires de travail à la fin du XIX^{e} siècles et des manifestations de transnationalisme politique (Portes et *al*., 1999), la circulation des élites développée par l'université de Bologne (Gaillard et Gaillard, 1999), et bien d'autres. En remontant le fil du temps, la migration a constitué plutôt la norme que l'exception dans l'histoire humaine (Glick-Schiller, 2004), le transnationalisme – sous la forme des réseaux de longue distance – ayant précédé la nation (Vertovec, 1999 : 447).

Qu'est-ce qui fait alors la nouveauté des phénomènes migratoires transnationaux de nos jours, justifiant de la nécessité d'un nouveau cadre analytique et conceptuel ? Est-ce que le concept de transnationalisme a-t-il une valeur heuristique réelle ?

Premièrement, le transnationalisme dans sa forme actuelle apparaît en tant que conséquence inhérente de plusieurs facteurs : la restructuration globale du capital ; l'essor des technologies de transport et de communication facilitant le maintien d'interconnexions transnationales entre les migrants ; l'augmentation de l'insécurité politique et économique des migrants dans les sociétés d'accueil ; le rôle de plus en plus important que les migrants jouent dans les économies des pays d'origine ; la reconnaissance de ce rôle par les Etats d'origine qui fournissent des services spécifiques et octroient des droits politiques à leurs ressortissants ; la reformulation des projets nationaux des pays d'origine et d'accueil pour inciter des loyautés politiques des immigrés envers les deux Etats-nations (Glick-Schiller et *al*., 1994 ; Levitt, 1998 ; Portes et *al*., 1999). Par ailleurs, l'émergence d'un transnationalisme à large échelle bénéficie aujourd'hui des conditions technologiques jamais connues auparavant, s'exprimant à travers la généralisation et la fréquence du transport aérien, la communication instantanée à distance grâce à l'accès généralisé à Internet et à l'expansion des services de téléphonie mobile et de longue distance à faible coût, la diffusion des informations en temps réels sur une actualité planétaire grâce à la télévision satellitaire et numérique, etc. La donne transnationale a changé de fait par rapport aux phases historiques précédentes, car le pouvoir des moyens électroniques à compresser l'espace permet aux personnes qui possèdent ce genre de ressources de s'engager dans des activités transnationales sans forcément avoir des contacts de face à face (Portes et *al*., 1999).

L'extension, l'intensité et la rapidité des échanges dans les flux actuels d'informations et de ressources se combinent d'une manière inédite qui contribue à un changement fondamental et une réorientation des habitus (Vertovec, 2004a). En d'autres termes,

> « it is the scale of intensity and simultaneity of current long-distance, cross-border activities – especially economic transactions – which provide the recently emergent, distinctive and, in some contexts, now normative social structures and activities which should merit the term 'transnationalism' » (Vertovec, 1999 : 448).

Deuxièmement, à partir du constat que même si un nombre croissant des migrants sont impliqués dans des pratiques et des activités transnationales, tous ne le sont pas, il est nécessaire de délimiter le concept de transnationalisme en se référant à des occupations et des activités dont l'implémentation exige des contacts sociaux intenses et réguliers dans le temps, à travers les frontières nationales (Portes et *al.*, 1999).

Dès lors, ce qui fait du transnationalisme un nouveau champ légitime d'investigation

> « are the high intensity of exchanges, the new modes of transacting, and the multiplication of activities that require cross-border travel and contacts on a sustained basis » (Portes et *al.*, 1999 : 219)

Plusieurs critères doivent être remplis pour qu'on puisse parler de migrations transnationales : (1) les processus transnationaux doivent impliquer un nombre important de migrants ; (2) les pratiques transnationales des migrants ne doivent pas rester occasionnelles mais nécessitent une certaine intensité et stabilité dans le temps ; (3) le contenu de ces activités n'est pas capté par un autre concept déjà existant (Portes et *al.*, 1999 ; Portes, 1999a, 1999b ; Glick-Schiller et *al.*, 1994).

Troisièmement, le transnationalisme actuel couvre un spectre large d'échanges entre migrants, sociétés d'accueil et sociétés d'origine, dans les sphères économique, politique et socioculturelle. Phénomène distinct s'écartant des « schémas traditionnels d'adaptation des immigrés » (Portes, 1999a : 16), le transnationalisme migrant est une notion élaborée à partir d'observations empiriques (Potot, 2003). Bien qu'au départ elle ait rendu compte principalement des modalités par lesquelles des acteurs non institutionnels déploient des ressources dans plusieurs espaces et parviennent à coordonner leurs actions par-dessus des frontières et des territoires nationaux, le sens de cette notion s'est élargi considérablement pour couvrir à la fois des initiatives économiques des migrants entrepreneurs transnationaux, des activités politiques des groupes de migrants et des parties et des gouvernements essayant

d'exercer leur influence politique dans le pays d'origine et d'accueil, des initiatives socioculturelles orientées vers le renforcement de l'identité nationale à l'étranger, etc.

2.3.2. Les différentes formes et acceptions du transnationalisme

Depuis une quinzaine d'années, de nombreux chercheurs ont investi ce nouveau champ de recherche, leurs efforts se concentrant sur la conceptualisation des processus et des phénomènes transnationaux multidimensionnels. Polymorphe, le concept de transnationalisme a pris des acceptions très diverses.

Les outils conceptuels ont été affinés et différents auteurs distinguent entre plusieurs formes de transnationalisme, selon l'intensité, le degré d'institutionnalisation et l'impact des pratiques transnationales (Vertovec, 2004a) :

(1) « transnationalisme par le haut » – en référence aux activités qui se déroulent par-dessus les frontières nationales et sont initiées par des gouvernements ou des entreprises, et « transnationalisme par le bas » – pour désigner les initiatives des migrants (Portes et *al*., 1999 ; Guarnizo and Smith, 1998) ; le transnationalisme migrant – par le bas – n'est qu'une forme particulière de transnationalisme, bénéficiant des mêmes acquis technologiques qui ont ouvert les canaux de circulations des ressources au sein du transnationalisme économique par le haut.

(2) « narrow transnationalism » – des activités régulières, exigeant un investissement permanent, avec un haut degré d'institutionnalisation et « broad transnationalism », concernant des liens et des pratiques transnationaux plutôt occasionnels (Itzigsohn et *al*., 1999) ;

(3) « core transnationalism » – se rapporte à des activités prédictibles et modélisables dans une sphère particulière de la vie sociale ; et « expanded transnationalism », couvre des pratiques transnationales occasionnelles dans plusieurs sphères d'activités (Levitt, 2001) ;

(4) transnationalisme « linéaire » – créé par les projets de retour des migrants ; transnationalisme « ressource-based » – lié à la position du migrant sur le marché du travail et ses ressources en terme de mobilité ; et transnationalisme « réactif » – réponse à la discrimination à laquelle les migrants sont sujets dans le pays d'accueil (Itzigsohn et Saucedo, 2002).

Steven Vertovec (1999) propose de distinguer six dimensions différentes du transnationalime migrant, qui décrit à la fois : (1) une *morphologie sociale* – « a kind of social formation spanning borders » ou de « transnational social formation » (Guarnizo, 1997; Landolt, 2001) ; Vertovec distingue entre les diasporas (telles qu'elles sont définies par Tölöyan « as the exemplary communities of the transnational moment »), les réseaux sociaux transnationaux, l'émergence d'une sphère publique transnationale mais aussi des formes négatives de transnationalisme (le terrorisme, le trafic, etc.) ; (2) un *type de conscience* basée sur des identifications duales, voire multiples, qui produit une multiplicité de communautés, de connexions et de solidarités ; (3) un *mode de reproduction culturelle* fondé sur le syncrétisme, la créolisation et l'hybridité culturelle, facilité par l'émergence de « 'new cultural spaces' necessitating a 'new global media map' » (Vertovec, 1999 : 452) ; (4) des *flux de capitaux*, qu'ils soient produits aux sein des corporations transnationales ou dans les communautés transnationales des migrants, par la voie privilégiée des transferts monétaires (remittances) ; (5) des *modes d'engagement politique*, exprimés à l'échelle des migrants ou des Etats, qui mettent en place des politiques menées à capter les ressources de leurs ressortissants ; (6) une *forme de reconstruction du 'lieu' ou de la localité*, car les pratiques transnationales changent le rapport des individus à l'espace, permettant l'émergence des champs sociaux qui relient et positionnent certains acteurs dans plus d'un seul pays, expression de la « growing disjuncture between territory, subjectivity and collective social movement » (Appadurai, 1990).

Pour étudier ces phénomènes dans leur complexité, les différents auteurs proposent plusieurs unités et échelles d'analyse : les individus, leurs réseaux de relations sociales, leurs communautés, voire des structures institutionnelles plus larges telles que les gouvernements locaux et nationaux (Portes et *al*., 1999).

Les impacts des dynamiques transnationales, différenciées selon le type, la forme et le degré d'institutionnalisation, se répercutent sur les personnes qui circulent régulièrement entre différents sites – les « cross-border migrants » (Glick-Schiller et *al*., 1994), les migrants qui s'installent durablement dans le pays d'accueil tout en engageant des ressources et des activités dans le pays d'origine ; ainsi que sur des personnes qui n'ont jamais émigré mais dont la vie quotidienne est sensiblement influencée par les activités des migrants (Vertovec, 2004a).

Le contexte dans lesquel se produit l'immigration n'est pas neutre pour l'enclenchement d'une dynamique transnationale. Alejandro Portes (1999b) émet deux hypothèses à ce sujet : tout d'abord, l'hypothèse du transnationalisme en tant qu'ethnicité réactive – « reactive ethnicity », les stratégies transnationales des migrants apparaissant souvent comme une réponse à la discrimination ou l'hostilité rencontrée par un groupe d'immigrés dans le pays d'accueil. La réaffirmation d'une identité forte, construite en opposition à la culture dominante, et l'activation des ressources ethniques permettent aux immigrés d'échapper à l'exclusion dans la société d'accueil et de renforcer leur position sociale dans le pays d'origine qui redevient un pôle actif d'identification. En deuxième lieu, l'auteur défend le principe selon lequel les immigrés restent plus fortement liés aux parents et aux communautés restés au pays et s'engagent davantage dans des activités transnationales quand les migrations sont massives et motivées par des convulsions politiques dans les pays d'origine ; quand la migration a une motivation plus individualisée, les activités transnationales sont plus sélectives et manquent de la composante normative qui conduirait à l'émergence de la conscience d'exister dans une communauté transnationale.

Dans ses efforts d'enrichir les bases conceptuelles avec lesquelles on aborde les phénomènes de mondialisation et de fournir un outil d'analyse des réseaux et des relations sociales transnationaux, Alejandro Portes (1999a) propose d'étudier les *communautés transnationales* des migrants. Il s'agit d'une forme sociale traversant les frontières nationales, dont les membres sont des acteurs non-institutionnels, actifs et présents ici et là-bas en même temps. Ceux-ci sont au minimum bilingues, passent facilement d'une culture à l'autre, possèdent un domicile dans chaque pays. Ils y déploient des activités économiques, politiques et culturelles dans une dynamique de co-présence. Les communautés transnationales, constituées autour des activités économiques reposant sur les différences de profit créées par les frontières, existent vu qu'elles répondent à des besoins complémentaires des migrants et des économies des pays d'accueil ; elles s'inscrivent dans la logique même de l'expansion du capitalisme (Portes, 1999a ; Portes et *al.*, 1999).

Ainsi, la logique transnationale s'est créée dans le sillage du capitalisme et non pas à son encontre. Quant au phénomène économique transnational, il ouvre par ailleurs aux migrants un champ d'action plus large. Toujours est-il que les communautés transnationales, basées sur les réseaux sociaux des migrants « denses et géographiquement très vastes […] tendent à créer une solidarité en vertu de l'incertitude généralisée qui gouverne la condition immigrée »

(Portes, 1999a : 16). Elles ont un « potentiel de croissance supérieur et offrent aux initiatives populaires autonomes un champ d'action plus large que les autres stratégies d'adaptation » (Portes, 1999a : 16). Plus souvent informelles (« par le bas »), ces communautés fournissent aux immigrés un instrument de résistance aux exigences du capital étranger et permettent que les migrants « s'opposent à l'accroissement des inégalités de richesses et de pouvoir internationales et intranationales » (Portes, 1999a : 23) par des initiatives économiques étonnantes dans leur diversité (par exemple, la création de marchés ethniques du travail à longue distance, la création de fonds communs d'investissement et l'émergence d'associations de crédit informelles, la création d'entreprises transnationales, etc.).

L'*entreprise transnationale* des migrants représente ainsi une forme de résistance individuelle ou de groupe aux structures dominantes, une sorte de stratégie alternative, plus intéressante que les niches économiques accessibles aux migrants dans les sociétés d'accueil (Portes et *al*., 1999). Le capital social constitue la ressource principale des entrepreneurs (trans)migrants dont la réussite dépend de leur capacité à mobiliser des réseaux étendus, véhiculant des ressources complexes, plutôt que des instances régulatrices des administrations du pays d'accueil. Ces réseaux doivent être solides et assurer approvisionnements, livraisons et paiements à distance ; ils bénéficient des mêmes innovations technologiques, de communication et de transport qui sont à l'origine de la mondialisation « par le haut », et leur fonctionnement se glisse dans l'interstice des inégalités économiques entre le Nord et le Sud, en tirant profit des écarts de prix et d'information entre les pays d'accueil et d'origine.

Les communautés transnationales représentent un obstacle imprévu pour les politiques assimilationnistes des Etats d'accueil, en raison du succès économique et du statut social des migrants transnationaux ; ces deux éléments dépendent de la sphère transnationale et de la capacité des migrants à développer des réseaux sociaux forts et denses à travers les frontières nationales.

Les *réseaux transnationaux* des migrants représentent la clé d'activation du champ transnational (Glick-Schiller et *al*., 1994). Le réseau transnational, basé principalement sur la reproduction des solidarités et des liens familiaux dans la migration, fonctionne sur le principe de la transférabilité des ressources, malgré les distances et les frontières. Son fonctionnement dépend de l'échange social, régi par la diffusion des normes d'obligation, de réciprocité, de solidarité et de contrôle (Faist, 2000) dans le tissu réticulaire déterritorialisé. Le réseau

transnational constitue une stratégie privilégiée de reproduction des ressources sociales à distance et représente souvent un vecteur de mobilité sociale ascendante (Glick-Schiller et *al*., 1994 ; Portes, 1999b) contribuant à maximiser le capital économique, humain et social des migrants.

Le transnationalisme migrant donne lieu à d'autres formes sociales qui se déploient à travers les frontières. Thomas Faist (2000) distingue les groupes transnationaux familiaux (vecteurs de transferts monétaires – remittances), les circuits transnationaux (principalement les réseaux de commerce – trading networks) et les communautés transnationales (diasporas et régions de frontière). L'auteur suggère d'étudier ces différentes morphologies sociales conjointement aux types de capital (des migrants et des non-migrants) y circulant. Il analyse aussi les mécanismes de régulations imposées par les Etats-nations en lien avec d'autres opportunités ou contraintes. Ces éléments fonctionnent en interdépendance, produisant ce que Faist appelle *l'espace social transnational*.

2.3.3. Le transnationalisme : enclencheur d'action et source d'empowerment pour les migrants

On s'imagine souvent le transnationalisme comme une réponse « par le bas » à l'hégémonie des structures supra-étatiques, impliquant des « résistances » locales et l'organisation de réseaux informels qui franchissent les frontières géopolitiques « to escape control and domination « from above » by capital and the state » (Guarnizo et Smith, 1998 : 5). Les initiatives transnationales des migrants apparaissent alors comme des stratégies d'*empowerment*. Contestant et transgressant les frontières nationales, ces initiatives se dressent contre l'assertion selon laquelle « la force de travail et les classes dominées restent locales tandis que les classes dominantes rayonnent de manière globales » (Portes, 1999a :16), constituant un nouveau défi pour l'hégémonie des Etats nations (Potot, 2003). Dans un monde dans lequel garder des liens à distance est devenu plus facile que jamais, les migrants ont appris à tirer profit de leur mobilité et de l'expertise acquise dans plus d'une société.

Il nous semble alors que l'intérêt de l'approche transnationale apparaît par rapport à la capacité des migrants transnationaux à se mouvoir dans des espaces sociaux élargis, et d'agir en tant qu'acteurs globaux, ce qui représente un défi majeur pour l'idéal d'homogénéité et d'appartenance mono-culturelle de l'Etat-nation, tant dans le pays d'accueil que dans celui d'origine (Vertovec, 2004a ; Fitzgerald, 2000).

Cette capacité d'*agency* rend le transmigrant à la fois metteur en scène et acteur de son parcours migratoire, capable d'acquérir un rôle central pour le devenir de son réseau familial ou de sa communauté d'origine. Son habileté à mobiliser des ressources dans le champ transnational lui assure ascension et reconnaissance sociale, et cela dans les deux sens. D'une part, être ici et de là-bas à la fois devient un atout à faire valoir pour surmonter, par exemple, les discriminations dans le monde du travail, le racisme et la xénophobie en augmentation partout dans les pays développés. Contrairement aux idées reçues selon lesquelles le transnationalisme empêcherait une intégration réussie dans la société d'accueil, on constate que les stratégies transnationales – et notamment l'entreprenariat ethnique – permettent à certains migrants de se soustraire à l'exclusion, en évitant de s'installer durablement dans des emplois peu valorisants et des situations précaires, ce qui contribue à une insertion positive au sein de la société d'accueil. D'autre part, ce sont le plus souvent les migrants les mieux intégrés dans les pays d'accueil, ayant accumulé richesse et capitaux, qui s'investissent activement pour le développement de leurs communautés d'origine. De par leur implication dans le pays d'origine, les transmigrants jouent un rôle valorisant par rapport à celui-ci, doublé par une reconnaissance sociale publique. Nombreux sont encore les exemples des migrants qui restent en marge des sociétés d'accueil, tout en étant célébrés comme des nouveaux « notables » dans les pays d'origine. Leur présence régulière dans les aires de départ (Guarnizo et Smith, 1998 ; Guarnizo, 1994), les transactions économiques qu'ils initient et les investissements directs dont dépend parfois l'économie locale (Portes, 1999a ; Glick-Schiller et *al*., 1994), le volume des transferts monétaires qui financent le quotidien de leurs familles restées sur place, l'influence qu'ils exercent sur les populations locales en devenant symbole et référence de la réussite sociale (Levitt, 1998), sont des signes de pouvoir reconnus qui font des (trans)migrants des acteurs à part entière, associés à l'avenir de leur région d'origine. Des nouvelles formes associatives transnationales émergent et statuent du rôle des migrants transnationaux dans leur communautés d'origine (Glick-Schiller et *al*., 1994). Par ailleurs, les Etats d'origine redéfinissent l'identité nationale et l'action politique – comme nous allons le voir dans le sous-chapitre § 2.3.5 – afin de bénéficier de cette nouvelle donne.

Les impacts des liens transnationaux sur les communautés d'origine sont de nature très diverse. Lorsqu'ils sont d'ordre économique ou financier, ils sont visibles et, dans certains cas, directement quantifiables : le volume des transferts monétaires s'effectuant dans les

circuits bancaires, le nombre d'entreprises avec capital mixte enregistrés dans les pays d'origine, la floraison du secteur immobilier due à la construction de résidences secondaires des migrants, les financements des campagnes électorales par les communautés de l'étranger, etc. Il ne s'agit pas à notre avis des conséquences nouvelles, propres à l'intensification récente des migrations transnationales, les études sur les diasporas ayant prouvé depuis longtemps l'existence de dynamiques économiques et politiques transnationales intenses, qui remontent très loin dans l'histoire (Bruneau, 1995 ; Ma Mung, 2000 ; Sheffer, 1996 ; Schnapper, 2001). C'est d'ailleurs en termes d'*agency* que le concept de diaspora a trouvé son renouveau ces dernières années (Fibbi et Meyer, 2002).

Par contre, la valeur heuristique du transnationalisme réside davantage, à notre avis, dans la captation d'un processus beaucoup plus subtile et moins perceptible, que Peggy Levitt décrit comme une « local-level, migration-driven form of cultural diffusion » (Levitt, 1998 : 926). Ce processus se traduit par la circulation des idées, des comportements et du capital social transmis par les migrants dans la direction des pays d'origine. L'auteur souligne l'importance de ces ressources qui participent à remodeler les « façons d'être » dans le monde des non-migrants (Levitt et Glick-Schiller, 2003). Levitt (1998) montre comment les valeurs et les idées des migrants se reformulent dans leurs contacts avec les communautés d'accueil, à travers quels mécanismes elles sont ensuite remises dans les communautés d'origine et quels rôles jouent ces « social remittances » dans la transformation des mentalités, des coutumes, plus généralement de la vie sociale et politique dans le pays d'origine. Il en émerge ainsi des sphères publiques transnationales « arenas where non-migrants and migrants come together periodically to articulate collective claims » (Levitt, 1998 : 928).

Les cadres interprétatifs des migrants ne se transforment pas de la même façon et au même degré, ce changement dépend fortement du type d'interactions avec la société d'accueil. En fait,

> « more contact with the host society means greater exposure to its different features, more reflection on existing practices, and a greater potential for incorporating new routines » (Levitt, 1998: 930-931).

L'auteur met en évidence trois modèles d'interaction avec la société d'accueil qui influence différemment la transformation des cadres socioculturels de référence des migrants. Tout d'abord, on distingue les « *recipient observers* », des migrants dont les contacts avec la société d'accueil sont très pauvres, pour différentes raisons (manque de ressources

linguistiques, fort contrôle par les communautés ethniques, etc.). Cette catégorie de migrants continue en général à reproduire une partie des ressources culturelles dont elle disposait au départ, sans qu'il y ait « contamination ». En deuxième lieu, on identifie les « *participants* », migrants qui interfèrent avec la société d'accueil pour des raisons pratiques : au travail, dans les transports publics, avec le personnel médical. Ils ajoutent à leur répertoire culturel des nouveaux éléments, et développent un cadre biculturel *de facto*. Troisièmement, on observe l'apparition d'une catégorie de migrants qui cherchent, sélectionnent et absorbent volontairement des nouveaux référents culturels. Peggy Levitt appelle ces migrants les « *purposeful innovators* ». Ils mêlent des pratiques et des idées acquises dans la société d'accueil avec des normes de la société d'origine, en donnant naissance à des nouvelles formes sociales hybrides, qui se consomment dans la sphère transnationale. Ces migrants font de leurs doubles compétences sociales un atout et une vraie stratégie pour aller de l'avant (et non pas de survie).

Mais le brassage des modèles culturels n'affecte pas uniquement les modes de vie des (trans)migrants dans le pays d'accueil. Dans les contacts des migrants avec leurs familles et leurs amis non-migrants (sous forme de visites régulières des migrants dans les communautés d'origine ou de la famille dans les lieux d'accueil ; échanges de lettres, vidéos, cassettes, appels téléphoniques réguliers, e-mails, chat, etc.) sont transmises des visions du monde imprégnées de l'expérience migratoire.

Définies comme :

> « the ideas, behaviours, identities, and social capital that flow from receiving – to sending – country communities. They are the north-to-south equivalent of the social and cultural resources that migrants bring with them which ease their transitions from immigrants to ethnics » (Levitt, 1998 : 927),

les « social remittances » prennent alors des contenus très variés : des *structures normatives*, c'est-à-dire des idées, des valeurs, des croyances qui influencent sur les comportements interpersonnels, les modes de responsabilité intrafamiliale, les principes de la participation communautaire, les aspirations de mobilité sociale, le rôle des femmes, etc. ; des *systèmes de pratiques*, c'est-à-dire des « actions shaped by normative structures » (Levitt, 1998 : 934), comme par exemple la répartition du travail au sein du ménage, les pratiques religieuses, les modèles de participation civique et politique ; des *formes de capital social*, qui consistent dans le transfert de la reconnaissance sociale des migrants dans la communauté d'origine vers leurs proches non-migrants ; d'autres types de *transmissions et d'influences*, qui s'exercent

parfois de manière involontaire et non systématique, tel par exemple le conseil et l'expression de préférences de vote (Levitt, 1998).

Cette approche nous semble particulièrement intéressante pour notre recherche car elle pointe sur un changement majeur dans la société d'aujourd'hui : l'expérience du vécu quotidien se transnationalise non seulement pour les migrants, mais aussi pour les populations non-migrantes, qui sont amenées à vivre quelque chose d'équivalent au transnationalisme sans se déplacer (Fitzgerlad, 2002 ; Levitt, 2001). Selon Peggy Levitt et Nina Glick-Schiller (2003), auteures qui se sont penchées sur les effets microsociologiques du transnationalisme, la thèse centrale du projet des études des migrations transnationales réside notamment dans la reformulation du concept de société afin de rendre compte de l'émergence des champs sociaux transnationaux multi-localisés, composés à la fois des migrants et des non-migrants. L'approche transnationale représente alors un défi pour la (re)définition et la compréhension des institutions sociales de base – la famille, la citoyenneté, etc. – supposées fonctionner exclusivement à l'intérieur des frontières de l'Etat-nation. Le concept de *simultanéité* est proposé en tant que clé de lecture de ces processus, permettant la compréhension de l'incorporation des individus au sein des Etats-nations et des connexions transnationales en tant que processus complémentaires et non pas contradictoires. Pour pallier l'inconsistance de la perspective nationale face à la transnationalisation de la réalité ontologique, les auteures proposent d'appréhender la société à travers le concept de champ social qu'elles empruntent à Pierre Bourdieu. Selon Bourdieu (1979), le champ se construit sur la façon dont les relations sociales sont structurées par le pouvoir, et représente une forme sociale devenue progressivement autonome à travers l'histoire ; se caractérisant par une pluralité des capitaux (économique, culturel, social), le champ permet une représentation pluridimensionnelle de l'espace social, constitué d'une pluralité de champs autonomes définissant des modes particuliers de domination, où les institutions sont vues comme des configurations de relations entre agents individuels ou collectifs. Sans inclure la notion de champ social transnational, Bourdieu ne parle cependant pas directement des limites des frontières étatiques. D'où l'ouverture que cette notion introduit pour comprendre des relations qui se définissent à l'intérieur des espaces transcendant les limites géopolitiques des Etats-nations.

Levitt et Glick-Schiller (2003) reprennent le concept de champ social à leur titre, en se référant à un :

> « set of multiple interlocking networks of social relationships through which ideas, practices, and resources are exchanged, organized, and transformed. Ideas, cultural products, and values flow within these networks of social relations, although unequally. Social fields are multidimensional, encompassing interactions of differing forms, depth, and breadth, such as organizations, institutions and movements » (Levitt et Glick-Schiller, 2003: 7).

Les auteures vont plus loin en proposant la notion de « champ social transnational » qui inclut migrants et non-migrants dans une même sphère de vie sociale :

> « take as beyond the direct experience of migrants into domains of interaction where individuals who do not move themselves maintain social relations across borders through various forms of communication » (Levitt et Glick-Schiller, 2003 : 7)

Le champ social transnational devient alors la scène de vie quotidienne de nombre d'individus qui, sans avoir fait le pas d'affranchir physiquement les frontières de l'Etat-nation, mène une existence reliée à d'autres personnes dans des locations éloignées et disparates grâce aux réseaux de relations sociales à travers les frontières (Glick-Schiller, 2004 ; Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004). L'analyse en termes de champs transnationaux permet de distinguer et de s'interroger sur trois catégories différentes d'expériences :

> « those who actually migrate, those who stay behind but receive support from those who migrate, and those who do not migrate and have no sources of outside support » (Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004 : 6).

Le fonctionnement de ces champs repose sur des façons d'être (« ways of being ») et des façons d'appartenir (« ways of belonging »), c'est-à-dire d'une part les relations et les pratiques sociales à distance dans lesquelles s'engagent les individus, d'autre part, la mémoire, la nostalgie, l'imagination qui poussent ces mêmes individus à se connecter avec d'autres personnes « like-minded » et de créer ainsi des champs sociaux. Le concept de champ social (transnational) permet aussi de questionner les distinctions entre connexions locales, nationales, transnationales et globales. Ces connexions sont modelées par des forces qui échappent, en partie, à l'Etat-nation. Si elles sont toutes locales par leur ancrage et leur impact dans la vie quotidienne des individus, elles peuvent résulter des échanges d'idées et d'informations entre des personnes dispersées géographiquement à travers plusieurs frontières, très mobiles sur le plan migratoire ou qui n'ont peut-être jamais migré. Un champ

social transnational à la fois créé et nommé en tant que tel constitue un espace social transnational[9].

Ce positionnement épistémologique nous interpelle sur des notions traditionnellement comprises dans leur équivalence à l'Etat-nation. Levitt et Glick-Schiller (2003) abordent le triangle classe – race – genre pour montrer que, en considérant les Etat-nations comme dépositaires uniques du pouvoir politique, générant leurs propres hiérarchies des statuts, des positions sociales et des relations par rapport au processus de production, ces trois notions se constituent réciproquement et il faut les étudier ensemble. Si, au contraire, on conceptualise la société

> « as different from polity and constituted by sets of social relationships in intersecting and overlapping social fields, some of which are transnational » (Levitt et Glick-Schiller, 2003:10),

alors les individus peuvent occuper en même temps différentes positions raciales, de classe ou de genre, par rapport à différents Etats.

Pour montrer comment les migrations transnationales agissent sur les rôles et les statuts et comprendre alors le sens de ce qui est à la fois comportement conservateur ou transformatif, il faudra situer les migrants par rapport à leurs multiples positions sociales dans les champs sociaux transnationaux (Levitt et Glick-Schiller, 2003).

Nombreuses études se penchent, par exemple, sur le fonctionnement des familles transnationales qui demande une négociation des relations de genre et des relations intergénérationnelles à distance (communication entre les époux, organisation du travail reproductif à la maison, planification des va-et-vient, éducation des enfants, rôle des parents et des grands parents, etc.). La socialisation et la reproduction sociale ont alors lieu de façon transnationale, en réponse à au moins deux contextes sociaux et culturels, l'expérience générationnelle étant non-délimitée territorialement (Levitt et Glick-Schiller, 2003).

Ce qui induit, par exemple, la nécessité de repenser la notion de génération et de redéfinir le terme de deuxième génération pour prendre en compte les processus de socialisation impliquant plusieurs générations, de migrants et de non-migrants.

[9] Cette définition de l'espace social transnational est différente de celle proposée par Thomas Faist (2000).

Sur le plan politique aussi, plusieurs travaux montrent pourquoi et comment des non-migrants – tant dans les sociétés d'accueil que dans celles de départ – s'engagent dans des activités politiques se structurant autour des réseaux et de l'activisme des (trans)migrants (Fitzgerald, 2002).

D'autres auteurs proposent de réinterpréter le concept d'*habitus* (Bourdieu, 1979, 1989) afin d'examiner les conséquences d'un mode de vie transnational sur la formation des dispositions socialement et culturellement influencées par l'appartenance à des espaces sociaux transnationaux (Vertovec, 2004a ; Guarnizo, 1997). Défini comme :

> « un système de dispositions durables et transformables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée conscients de fins et la maîtrise extraite des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre » (Bourdieu, 1989 : 88-89)

l'*habitus* exprime la façon dont l'origine sociale, les premières expériences, voire l'origine sociale des individus s'impriment dans leur « façon d'être » dans le monde, par un processus – le plus souvent inconscient – d'intériorisation de l'extériorité ; ce processus se traduit par la constitution des inclinaisons à penser, à percevoir, à faire d'une certaine manière, dispositions que nous intériorisons et incorporons de façon durable et qui composent l'axe d'unité de la personne. En même temps, Bourdieu souligne que l'habitus *« n'est pas un destin »*, il est le produit de la socialisation ; ainsi, il tend à reproduire quand il est confronté à des situations habituelles mais innove face à des situations inédites.

En décrivant comment les (trans)migrants dominicains se rapportent à un *cadre dual de référence* à travers lequel ils ne cessent pas de comparer leur situation dans la société d'origine avec leur statut actuel dans la société d'accueil (Guarnizo, 1994, 1997), ou comment les non-migrants dominicains modifient leurs modes de vie en référence aux expériences de leur parentèle migrante (Levitt, 1998), ces auteurs attirent l'attention sur la nature bifocale de la réalité vécue par les transmigrants. Cette réalité contribue, souvent à l'insu des acteurs, à la formation d'un *habitus* transnational qui

> « incorporates the social position of the migrant and the context in which transmigration occurs. This accounts for the similarity in the transnational *habitus* of migrants from the same social grouping (class, gender, generation)

> and the generation of transnational practices adjusted to specific situations" (Guarnizo, 1997: 311).

Nous pensons que la conceptualisation de l'expérience transnationale à travers des notions telles que l'habitus, le champ social transnational ou les réseaux transnationaux permet non seulement de mieux comprendre comment apparaissent et sont mises en œuvre les orientations duales (Vertovec, 2004a), mais ouvre également des nouvelles pistes d'analyse ; à savoir, par exemple, quel type de reproduction sociale engendre un mode de vie à cheval sur deux ou plusieurs pays, quelles formes prend la transmission intergénérationnelle (ascendante et descendante), quels processus de socialisation (à distance) façonnent le quotidien des migrants et des non-migrants connectés à un univers transnational commun. Cette perspective – faite de tâtonnements et d'innovations conceptuels – conduit à nous interroger d'une part sur l'adéquation des outils d'analyse dont le chercheur en sciences sociales dispose pour comprendre la réalité étudiée, et, d'autre part, sur une éventuelle nécessité de rompre avec le postulat de la société définie et étudiée dans son équivalence à l'Etat-nation (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Beck, 2002a ; Roudometof, 2005 ; Urry, 2000). Il s'agit là d'une hypothèse forte, que nous explorons finement dans le chapitre suivant, pour situer les études transnationales en rapport avec un (nécessaire) renouveau épistémologique des sciences sociales.

2.3.4. L'approche en terme de circulations migratoires – un transnationalisme « à la française »

L'émergence et l'intensification des mouvements migratoires de type va-et-vient en Europe, provenant notamment des pays ex-communistes, a conduit les chercheurs français – géographes, sociologues, anthropologues – à proposer d'autres modèles explicatifs comme alternative au modèle assimilationiste ou d'intégration « à la française ». Une fois la diversification et la pluri-directionnalité des mouvements migratoires rendues à l'évidence (Simon, 1995), la plupart des travaux de recherche sur les « nouvelles mobilités » en Europe célèbrent les liens qui se nouent entre les migrants dans un espace social qui embrasse des pôles migratoires multiples et des lieux de passage divers (Morokvasic et Rudolph, 1996 ; Tarrius, 1993). Les « territoires circulatoires », que les migrants « investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la migration, initiatrice d'un lien social original » (Tarrius, 1993 : 51), constituent le support pour la création d'un « savoir circuler » collectif, principal capital des migrants dans un monde fait des mobilités (Tarrius, 1992, 1993, 2002,

2001b). Dans cet espace-temps se concentre l'ensemble d'interactions et de transactions, d'échanges matériels et symboliques entre migrants et sédentaires, expressions des rapports sociaux originaux. Ce nouveau migrant, qui fait de la mobilité sa première ressource, incarne la figure du « nomade », « capable d'être en même temps, mais momentanément, *d'ici et de là-bas* » et qui « sait entrer dans des *univers des normes* différents, et passer aisément de l'un à l'autre, sans pour autant quitter le sien » (Potot, 2003 : 28). Cette figure correspond au mieux au migrant pendulaire (Morokvasic, 1992, 1996b) ou circulant (Péraldi, 2001 ; Tarrius, 2002 ; Potot, 2003 ; Berthomière et Hily, 2006), qui se déplace perpétuellement pour des raisons économiques, très souvent dans des contextes peu favorable à un travail salarié dans des conditions légales. Les réseaux migrants dans lesquels il s'insère – qui sont très similaires aux réseaux transnationaux décrits par les anthropologues américains – représentent des outils astucieux pour contourner la logique et les contraintes des Etats-nations (Potot, 2003) et pour échapper à l'assujettissement à une condition marginale (Morokvasic, 1999). La mobilisation des migrants conduit à l'apparition des « collectifs en migration développant des initiatives résolues par la constitution d'économies souterraines internationales de produits d'usage licites ou illicites » (Tarrius, 2001b : 39). La circulation migratoire devient alors une stratégie de contournement des conditions structurelles défavorables à l'installation des migrants, qui s'insère dans une économie parallèle, souvent informelle, qui exploite les décalages entre les économies locales et la flexibilité de l'offre et de la demande (Péraldi, 2001 ; Tarrius, 2002 ; Morokvasic, 1996b ; Potot, 2003; Schmoll, 2004). Sous ce terme, les chercheurs s'apprêtent à interroger la mobilisation des ressources en situation migratoire, la capacité des migrants à « nouer des relations » et les logiques « d'être en relation » (Berthomière et Hily, 2006) à l'origine des itinéraires et des pratiques migratoires inédits. L'instauration d'une culture « du lien » et de la « co-présence » est au centre de ces dynamiques et représente la nouvelle clé de leur lecture, l'accent étant mis sur la circulation des ressources matérielles et symboliques au sein des espaces transnationaux dessinés et parcourus par ces nouveaux « nomades » qui gardent comme point d'attache leur lieu d'origine et les liens avec leurs pairs.

Bien que les migrations que nous étudions ne s'inscrivent ni dans la dynamique des économies informelles, ni forcément dans le canevas des nouvelles mobilités circulatoires européenne, l'approche en termes de circulations migratoires nous signale, d'une part, les similitudes qui la rapproche de la lecture transnationale des migrations contemporaines et,

d'autre part, l'entrée dans une ère où la mobilité devient une ressource déstabilisant les rapports sédenterité-nomadisme et les hiérarchies d'appartenance et de voisinage entre migrants et non-migrants. Par ailleurs, cette approche pointe sur les failles d'un monde divisé en Etats-nations et sur l'inadéquation entre les politiques migratoires « nationales » et les besoins d'un marché économique « global ».

2.3.5. La projection transnationale de l'Etat-nation

Les doubles loyautés des migrants, qui ne cessent de tisser des liens avec leur pays d'origine, d'y appartenir – et de revendiquer leur appartenance – tout en résidant dans un autre, font l'objet des préoccupations des gouvernements tant dans les pays d'accueil, que dans ceux d'origine.

Nous avons vu que le transnationalisme économique offre une alternative aux immigrés d'origine modeste, leur permettant d'échapper à l'exclusion et au déclassement social dans le pays d'accueil, et renforce le statut social des élites migrantes par rapport aux deux sociétés. Sur le plan politique, les transmigrants vivent à l'intersection de plusieurs idéologies étatiques, étant exposés à différentes idées concernant les droits et les responsabilités des citoyens et à différentes expériences de pratiques politiques (Levitt et Glick-Schiller, 2003).

Le transnationalisme politique participe alors au renforcement des valeurs démocratiques, en donnant aux « absents » une voix et un pouvoir d'agir sur le devenir de leurs communautés d'origine, ce qui leur assure une reconnaissance sociale au sein de ces dernières. Le transnationalisme culturel permet la réaffirmation d'une identité et la transmission de traditions et de valeurs fortes à leurs enfants, ainsi que la diffusion d'autres valeurs et visions du monde dans leurs réseaux d'amis et de parents.

Cet engagement des migrants dans et pour leur pays d'origine – expression d'un nationalisme de longue distance (Glick-Schiller et Fouron, 2001 ; Glick-Schiller, 2005) – a éveillé des inquiétudes au sein des gouvernements des pays d'accueil. Les discours prennent parfois même des formes extrêmes, qui sanctionnent la différence culturelle affichée par des poussées de racisme et de xénophobie. Ces prises de position expriment la crainte des effets des allégeances transnationales pour l'assimilation et l'intégration des immigrés, qui représenteraient une menace pour la stabilité économique et politique et l'homogénéité

culturelle des Etats d'accueil (Portes, 1999b)[10]. Or, nous notons avec Ulrich Beck (2006) l'absence d'un cadre politique transnational qui permettrait de politiser autrement la question des mouvements migratoires et des loyautés duales, voire multiples, des individus. Les Etats-nations ne sont pas encore parvenus à intégrer la complexité des identités multiples des transmigrants (Glick-Schiller et *al*., 1994), et les études sur le transnationalisme mettent en évidence les limites du modèle national en tant que « container » exclusif des processus sociaux, économiques et politiques (Vertovec, 2001 ; Levitt et Glick-Schiller, 2003 ; Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Beck, 2002a). Bien que les politiques d'immigration des Etats occidentaux restent en général très sélectives, certains Etats d'accueil s'adaptent toutefois à cette donne en s'ouvrant progressivement à une orientation multiculturaliste nouvelle[11] qui permettrait de reconnaître non seulement le droit à la différence culturelle, mais aussi la diversité des appartenances et des attachements des migrants.

La nécessité de repenser la relation entre les sphères nationale et transnationale afin de développer plutôt une optique inclusive « both here and there » qu'une vision exclusive de type « neither…or » apparaît alors comme incontournable (Beck, 2006), mais il s'agit d'un projet problématique et controversé car il impliquerait, à terme, de renoncer au mythe de l'homogénéité fondateur de l'Etat-nation (ou du moins le reformuler).

Cet aspect souligne par ailleurs une des limites principales de l'approche transnationale qui ne distingue pas suffisamment entre des processus trans-nationaux et trans-étatiques. Si la portabilité de l'identité nationale (Sassen, 1998) est combiné par les migrants avec une tendance à chercher appartenance dans plus d'un seul lieu (Vertovec, 2001) et que la nationalité est capable de transgresser les frontières et se transformer en transnationalité, « political citizenship is typically circumscribed, bounded and regulated within national borders, even though in its juridical-legal sense it can be dual or multiple » (Labelle et Midy, 1999 : 221 cité dans Vertovec, 2001 : 12).

[10] Portes (1999b) pointe sur l'artificialité de la peur des Etats face aux (trans)migrants, en montrant que le transnationalisme économique de la première génération facilite une meilleure adaptation dans la société d'accueil et ouvre des possibilités pour une meilleure éducation et des opportunités économiques plus durables pour la deuxième génération.

[11] Certains auteurs distinguent entre le multiculturalisme faible – correspondant à la reconnaissance de la diversité culturelle uniquement dans la sphère privée, et le multiculturalisme fort qui s'accompagne d'une reconnaissance institutionnelle de la diversité culturelle dans la sphère publique, y inclus la représentation politique (Vertovec, 2001). Les principales critiques de la théorie et des pratiques multiculturalistes traditionnelles visent l'essentialisme de cette approche qui a conduit à l'apparition des politiques multiculturelles qui ont renforcé les catégorisations de l'étranger, ainsi que la ritualisation de l'ethnicité et de la race. Toutes ces critiques ont affaire avec la définition problématique de la culture en tant que culture monolithique et statique, résultante d'un projet de construction nationale dans lequel la cohésion sociale, l'appartenance culturelle et la participation politique sont mutuellement définies dans les frontières géographiques et administratives de l'Etat.

Parallèlement à la multiplication des dynamiques transnationales reliant des (trans)migrants par-dessus les frontières étatiques, beaucoup d'Etats d'accueil se replient sur l'identité nationale mythique et renforcent des instruments de régulation de la migration internationale en exacerbant des peurs quant au péril des doubles allégeances. Nous notons néanmoins une absence systématique d'études des relations entre le transnationalisme migrant et les politiques et les acteurs de la société civile des Etats d'accueil (Waldinger et Fitzgerald, 2004). Ceci représente une omission notable sur deux plans : celui de la recherche, le risque étant de mettre l'accent uniquement sur les retombées positives pour le pôle d'origine, en occultant les transformations auxquelles le transnationalisme donne lieu au sein du pôle d'accueil ; et celui des politiques publiques d'intégration des migrants qui ignorent le plus souvent les liens privilégiés qu'une partie de ces derniers entretient avec les pays d'origine.

La recherche s'est davantage intéressée aux réactions des Etats d'origine qui, face à la multiplication des interactions transnationales, « are re-essentializing their national identity and extending it to their nationals abroad » (Guarnizo et Smith, 1998 : 10). Ayant compris le rôle que leurs ressortissants pourraient jouer dans l'amélioration du niveau de vie des populations locales et le développement économique du pays – grâce aux transferts monétaires[12], aux initiatives d'entreprenariat, par l'attraction de sources d'investissement dans le pays d'origine ou la facilitation de l'accès des compagnies locales sur de nouveaux marchés, voire par la représentation politique à l'étranger et les activités de lobby – ces Etats poussent à une accommodation instrumentale des transmigrants dans la société d'accueil (Portes, 1999b). Les politiques des pays d'origine sont reformulées pour en embrasser de plus en plus les intérêts de leurs ressortissants. On parle alors de « long-distance nationalism », « deterritorialized nations », « globalization of domestic politics » ou de « globalization of grassroots politics » (Glick-Schiller et Fouron, 2001 ; Vertovec, 2001 ; Glick-Schiller et *al*., 1994 ; Smith, 1994).

Par ailleurs, les politiques des pays d'origine s'orientent vers la double citoyenneté, tout en encourageant la naturalisation et la participation politique de leurs ressortissants dans le pays

[12] La Banque Mondiale estime qu'environ 250 milliards de dollars américains ont été remis en 2006, et que ces chiffres augmentent de 30% d'une année à l'autre, représentant la deuxième source de revenu pour de nombreux pays en développement, avant l'aide internationale. A titre d'exemple, dans les pays d'Amérique Latine les *remittances* jouent un rôle clé pour le développement de la région. Un peu plus de 60 mld. USD ont été envoyé par les migrants provenant de cette région (depuis les Etats-Unis à l'hauteur de 75%). Par ailleurs, une partie importante des remises monétaires envoyées depuis les Etats-Unis ont été directionnées vers des pays asiatiques (Inde – environ 26 mld. USD ; Philippines – environ 14 mld. USD ; Chine – environ 23 mld. USD), principalement par des voies conventionnelles (Western Union, Moneygram). Source : http://web.worldbank.org/

d'accueil. Les gouvernements des pays d'origine ne souhaitent pas voir leurs ressortissants retourner, mais plutôt acquérir un statut stable dans des pays d'accueil riches d'où ils pourront contribuer économiquement et politiquement au développement de leur pays d'origine, au nom d'une loyauté patriotique envers leurs villes et régions de départ (Portes, 1999b).

Ces orientations politiques expriment le désir de retenir la loyauté de ces ressortissants, qui pourraient se manifester, en cas de besoin, à travers des activités de lobby auprès des gouvernements des pays d'accueil, pour étendre ainsi la sphère d'influence des gouvernements des pays d'origine. La mobilisation politique des transmigrants – des véritables « banks of the diasporas » – par les Etats d'origine peut devenir alors une ressource clé, déclencheuse de changement social. Les activités de lobby, les orientations de vote, les transferts de fonds, le financement des campagnes électorales sont autant des ressorts d'action transnationale à vocation politique (Glick-Schiller et *al*., 1994). L'enjeu apparaît encore plus important quand il s'agit d'élites capables d'une intégration raisonnée, au profit de deux pays. Les gouvernements des pays d'origine ont ainsi un rôle important à jouer pour le développement des activités transnationales, mais le transnationalisme « grass-rooted » précède et se développe indépendamment de cet aspect (Portes, 1999b). Par ailleurs, la voie de la double citoyenneté ou nationalité – tolérée ou ouvertement encouragée par un nombre croissant d'Etats – n'assure pas d'office une égalité de traitement dans les deux Etats ; elle doit être doublée par une adaptation cohérente des droits sociaux (droit d'héritage, sécurité sociale et pensions, service militaire, taxes, accès à l'éducation, protection sur les marchés du travail,…).

L'implication proactive des gouvernements des pays d'origine peut être parfois problématique. Les migrants quittent souvent leurs pays d'origine car ils ne trouvent pas un climat adéquat pour s'exprimer politiquement ou s'épanouir professionnellement. Ils suivent alors un cheminement de type « exit, voice, loyalty » ; la migration leur permet de trouver un autre terrain d'expression, de lutte et d'épanouissement, mais le prix à payer est lourd de conséquences : la séparation, la rupture, voire la reconstruction identitaire. Les loyautés se décomposent et recomposent en fonction des trajectoires migratoires complexes. Or, dans ces conditions, ces migrants peuvent percevoir négativement les efforts ultérieurs du gouvernement pour re-capter leurs ressources (Portes, 1999b). A la lumière de ce constat, l'interaction entre le transnationalisme par le bas et la version « co-optive » initiée par les gouvernements des pays d'origine devient problématique ; ces deux formes de

transnationalisme découlant des logiques opposées, elles ne se complètent pas nécessairement (Portes, 1999b).

Afin d'englober les transformations annoncées ci-dessus et de rendre compte du spectre actuel des politiques des Etats d'origine, Levitt et Glick Schiller (2003) proposent la typologie suivante : (1) *L'Etat-nation transnational*, qui traite ses émigrés en tant que membres à distance et à long terme ; il leur accorde la double citoyenneté et leur participation socioéconomique et politique est entièrement prise en compte dans la politique nationale ; (2) *l'Etat sélectif stratégique* qui, tout en encourageant quelques formes de nationalisme à distance, préfère garder le contrôle total des modalités d'investissement de ses ressortissants ; et (3) *l'Etat désintéressé et dénonciateur* qui traite ses ressortissants comme des non-nationaux, sinon des fuyards et des traîtres.

Les auteurs font par ailleurs l'hypothèse d'une reformulation de l'Etat :

> « as it assumes new functions, abdicates responsabilities for others, and redefines who its members are » (Levitt et Glick-Schiller, 2003 :16).

Cette reformulation s'exprime sur plusieurs plans, avec différents degrés d'intensité. Sur le *plan législatif*, en fonction de l'extension des droits politiques accordés aux ressortissants résidant à l'étranger, plusieurs cas de figures sont possibles : (1) interdiction de la double citoyenneté, avec le maintien d'une loyauté unique déterminée par l'appartenance à un seul Etat-nation ; (2) la double nationalité possible, avec des droits citoyens dans un seul pays ; (3) la double citoyenneté permise, avec le rétablissement des droits entiers si les migrants retournent dans le pays ; (4) la double citoyenneté complète, avec des droits même s'ils résident à l'étranger.

Sur *le plan rhétorique*, nous constatons un repositionnement idéologique des Etats d'origine ; ces derniers deviennent eux-mêmes des promoteurs d'un « long distance nationalism » (Levitt et Glick-Schiller, 2003 : 18 ; Glick-Schiller et Fouron, 2001) et (re)définissent une sphère d'influence qui dépasse le territoire national afin d'inclure les ressortissants vivant à l'étranger.

Sur *le plan des politiques publiques*, les fonctions des Etats changent aussi. Levitt et Glick-Schiller (2003) constatent que les Etats d'origine adaptent de plus en plus leurs outils de régulation politique afin d'élargir leur rayon d'action : réformes consulaires et ministérielles, nouvelles politiques d'investissement destinées à attirer les fonds des migrants et à canaliser

leurs transferts monétaires, extension des droits politiques sous la forme de la double citoyenneté ou nationalité, extension de la protection de l'Etat et des services publics à l'intention des ressortissants, conception des politiques symboliques destinées à renforcer le sens d'appartenance des migrants, etc.

Prennent ainsi forme des « 'global nations' policies » ; loin de refléter une dilution de l'Etat-nation, ces transformation prouvent plutôt une redéfinition des prérogatives étatiques qui se réinventent un rôle en dehors des frontières territoriales, reconfigurant ainsi les sens traditionnels de la souveraineté, de la nation et de la citoyenneté (Levitt et de la Dehesa, 2003). Cette reconfiguration représente l'expression de la complexité croissante des processus de gouvernance et de gouvernement dans un monde fait de connectivités multiples. Et les Etats ne sont pas les seuls à s'intéresser à capter les ressources des migrants. Les régions, les partis politiques, les communautés locales agissent aussi en tant qu'agents transnationaux et se mobilisent pour capter les loyautés et la bienveillance des migrants.

Cela dit, l'Etat-nation demeure régulateur de ces processus, les particularismes nationaux structurant fortement les flux transnationaux. De ce fait, les prérogatives étatiques ne se voient pas forcement affaiblies, mais plutôt adaptées par les actions transnationales « from above », de même qu'aux stratégies de réinvestissements dans l'espace d'origine que les élites migrantes entreprennent souvent « from below » (Basch et *al*., 1994 ; Guarnizo et Smith, 1998 ; Robinson, 1998 ; Wimmer et Glick-Schiller, 2002).

2.3.6. Critiques et limites de l'approche transnationale

Le fait de « désagréger » le transnationalisme dans des composantes plus spécifiques offre une perspective nouvelle pour l'étude et la compréhension des connectivités multiples reliant migrants et non-migrants par-dessus les frontières territoriales des Etats-nations. Cette pluralité de lectures à différents niveaux permet également de surmonter, au moins en partie, un certain nombre d'inconsistances et de limites de ce concept, en neutralisant les dérives débouchant sur des interprétations inappropriées.

Tout d'abord la distinction à établir entre trans*national* et trans*étatique.* L'approche transnationale souligne la disjonction qui s'opère entre des frontières étatiques, nationales, culturelles et géographiques ; or, la notion de transnational devient problématique car elle est utilisée de façon confondue pour décrire à la fois des processus et des phénomènes transnationaux, trans-étatiques, trans-locaux, voire globaux ou diasporiques (Vertovec,

2004a ; Fitzgerald, 2002). La nation peut exister dans la dispersion, grâce à la manifestation d'un nationalisme qui se propage au-delà des frontières des Etats. Les frontières territoriales de la nation peuvent ainsi se dilater pour englober la communauté imaginée d'une « diaspora globale » (Tölölyan, 1996) qui réunit les communautés transnationales des migrants. Mais l'Etat, même quand il se montre sensible à cette réalité, reste contraint dans l'exercice de son autorité par les limites territoriales de son pouvoir politique. Par exemple, les Etats d'origine, qui ont intérêt à transformer les acteurs sociaux trans-étatiques migrants en leurs agents (Waldinger et Fitzgerald, 2004), ne pouvant pas astreindre leurs citoyens vivant à l'étranger à participer financièrement et économiquement au développement du pays d'origine, font appel à la solidarité nationale afin d'encourager les investissements et les transferts monétaires des migrants (Fitzgerald, 2002).

Une autre faiblesse des études transnationales réside par ailleurs dans l'insuffisante conceptualisation de la relation entre « transnationalisme » et « nationalisme ». Le transnationalisme des immigrés est très souvent nationaliste (Fitzgerald, 2002), expression de l'identification à une « nation » malgré l'absence physique du migrant dans le territoire de l'Etat-nation. Mais le transnationalisme est aussi utilisé comme cadre analytique des situations de double allégeance et loyauté politique, issues de l'identification du migrant à deux « nations » distinctes. Il faudrait alors parler de nationalisme double/dual, voire pluriel quand le migrant se considère lui-même membre de plusieurs « nations » ; l'appartenance peut alors se définir même en dehors des mécanismes de sa régulation politique car « persons living within transnational social fields make claims to states as legal or substantive citizens » (Levitt et Glick-Schiller, 2003 : 24). Plus encore,

> « transnational migrants often live in a country in which they do not claim citizenship and claim citizenship in a country in which they do not live […] Alternatively, they may claim membership in multiple polities in which they may be residents, part-time residents, or absentees » (Fitzgerald, 2000: 10).

Ainsi, des personnes qui ne sont pas des citoyens peuvent s'engager dans des activités de lobby, des démonstrations, des organisations, des campagnes d'information afin d'influencer soit le gouvernement du pays de résidence, soit du pays d'origine – en tant que « citoyens sociaux ».

Ensuite, une autre critique qui peut être apportée au concept de transnationalisme est qu'il s'est construit presque exclusivement en antithèse avec les modèles assimilationniste ou multiculturel (Vertovec, 2004a ; Portes, 2001 ; Glick-Schiller et *al*., 1992). Hors, peu de

recherches ont interrogé la relation entre ces différentes approches et dynamiques. Peggy Levitt (2001) et Ralph Grillo (2000) montrent que certains types d'assimilation sont compatibles avec certaines pratiques transnationales, et d'autres auteurs suggèrent que ce lien mérite une investigation plus fine (Fitzgerald, 2002). Des recherches récentes démontrent qu'une grande partie des membres des organisations transnationales d'immigrés actives sur le plan du développement dans les pays d'origine sont des personnes bien intégrées, voir assimilées dans les sociétés d'accueil (de Haas, 2006). Waldinger et Fitzgerald (2004) émet une autre hypothèse intéressante : le processus d'assimilation ne signifie pas seulement le déclin de la différence ethnique au sein d'un Etat nation, mais crée aussi des différences entre les peuples nationaux ; dans le même sens, le transnationalisme migrant a aussi tendance à reproduire des particularismes, car les formes d'action sociale qui transcendent les frontières sont généralement orientées vers des groupes et des lieux spécifiques. Cette remarque suggère qu'une mise en lien de ces deux perspectives mériterait d'être investiguée dans la lumière d'une approche qui mettrait l'accent sur les interactions des (trans)migrants avec les Etats et les acteurs de la société civile tant dans les pays d'accueil que dans ceux d'origine (Waldinger et Fitzgerald, 2004).

Enfin, une autre limite des études transnationales réside dans le fait que, en s'attardant sur les modèles d'interaction et les pratiques des migrants qui transgressent les frontières étatiques, elles ont produit une description fine des formes et des mécanismes transnationaux tout en ignorant les conditions et les situations où le transnationalisme ne se développe pas (Vertovec, 2004a). Il nous apparaît alors intéressant, d'une part d'examiner les facteurs qui produisent une différence significative dans les trajectoires et les modèles migratoires et, d'autre part, d'adapter et affiner nos outils méthodologiques de sorte à pouvoir saisir non seulement les dynamiques transnationales des migrants, mais aussi les interactions entre populations (trans)migrantes et non-migrantes et les impacts de ces interactions sur une fraction plus large des sociétés – d'accueil et d'origine.

2.4. Le nationalisme méthodologique et les limites de l'analyse sociologique nationalement cadrée

Les processus transnationaux ne sont pas nouveaux : seul leur éclairage est différent. En fait, en dépit de l'émergence du discours transnational (Basch et *al*., 1994 ; Glick-Schiller et *al.*, 1992 ; Portes, 1999a, 1999b, Portes et *al*., 1999 ; Vertovec, 1999), supranational (Faist, 2001)

et même post-national (Soysal, 1995), les formes d'organisation culturelle et sociopolitique qui transgressent les limites territoriales et juridiques des Etats-nations ne représentent pas un phénomène récent (Waldinger, 2006).

Une mise en perspective historique révèle d'emblée que les phénomènes de connectivité entre les sociétés d'accueil et d'origine et le développement des réseaux transnationaux sont inhérents aux processus migratoires. La révolution des transports (au début du XIX^{e} siècle) avait déjà ouvert la voie à une convergence spatio-temporelle et à l'émergence de réseaux d'interconnexion entre les grandes villes, futures villes globales (Sassen, 1991). Plus encore, « la dispersion de peuples qui gardent un sentiment de leur unité malgré l'éclatement géographique n'est pas un phénomène de la modernité » (Schnapper, 2001). Roger Waldinger (2006) rappelle d'ailleurs que ces phénomènes nécessitent d'être inscrits dans la durée afin de dépasser la dichotomie réductionniste entre « le monde actuel des migrants fait de connectivité et leur monde d'hier marqué par le déracinement » qui « reproduit simplement les antinomies habituelles des sciences sociales, notamment celle entre un passé « fermé » et un présent « ouvert » » (Waldinger, 2006 : 27). Ainsi, le transnationalisme éclaire, certes, d'une manière nouvelle un aspect saillant des phénomènes migratoires actuels, car il permet non seulement de découvrir que le monde a toujours été transnational (ce qui représente une constante de la modernité), mais il réussit également à mettre en évidence un contraste essentiel : si les migrations contemporaines accaparent autant le débat public actuel, c'est parce qu' « elles se produisent dans un monde découpé par les Etats-nations » et qu' « elles sont à la fois internationales et politiques d'une manière qui n'existait tout simplement pas auparavant » (Waldinger, 2006 : 27).

Il convient aujourd'hui d'admettre que les processus de cristallisation des Etats-nations et d'intense globalisation du monde se sont développés dans une dynamique de simultanéité et d'interconnexion, n'étant de loin pas contradictoires, mais complémentaires. Wimmer et Glick-Schiller (2002) identifient quatre périodes distinctes de ce processus de co-développement dans l'histoire récente et décrivent comment les sciences sociales ont contribué à la conceptualisation de ces processus. La première période, « la belle Epoque » qui s'étend des années soixante-dix du XIX^{e} siècle à la première guerre mondiale, couvre la phase de construction intensive des Etats-nations, concomitante à l'essor industriel du monde occidental et à la compétition « néo-colonialiste » pour un nouveau partage des sphères d'influences. Durant cette période, les migrations de travail se sont multipliées partout dans le

monde : la France accueille des travailleurs polonais et italiens, la Suisse ouvre son marché à des travailleurs étrangers de tout horizon, le Brésil reçoit des migrants de l'Europe, du Moyen Orient et du Japon, les Etats-Unis attirent des migrants du monde entier croyant au rêve américain, etc. (Wimmer et Glick-Schiller, 2002). Ces mobilités ont connu peu de restrictions dans la plupart des Etats. Selon Wimmer et Glick-Schiller (2002), des passeports ou d'autres documents d'entrée n'étaient même pas requis, car la plupart des pays européens avaient aboli le système de passeports et de visas mis en place dans la première moitié du XIX^{e} siècle. Les migrants continuaient à entretenir des liens dans leur pays, en nourrissant le projet d'y rentrer pour racheter des terres ; en même temps, ils pouvaient avoir facilement accès à la citoyenneté des pays d'accueil. Simultanément, l'intelligentsia de l'époque multiplie les efforts pour homogénéiser ou effacer les différences culturelles et la diversité nationale innées aux Etats modernes (Schnapper, 2001). Ces efforts – ayant parfois en corollaire des accès d'exaltation nationale – venaient répondre au besoin de légitimité dans la course pour la prééminence politique en Europe, où se confrontaient des Etats nations jeunes mais avec une longue tradition impérialiste et colonialiste. Les sciences sociales, qui se développent en même temps, sont séduites par l'étude du progrès qu'elles décrivent avec le passage de la tradition à la modernité, de la communauté à la société ; elles participent à renforcer l'idée de nation en tant que « tout organique », homogène, défini à l'intérieur d'une même culture et d'un même territoire. Ainsi,

> « there was no conceptual space to examine the way in which the forging of each nation-state was not confined to its territorial borders but took place in a complex dialectic between a state and its colonies or between the population within a national territory and its political exiles and transmigrants living abroad » (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 : 314).

Déjà à la fin de cette période les migrants sont perçus radicalement différents par rapport à la population autochtone et, par conséquent, politiquement dangereux car ils représentent une menace à l'adresse de l'unité et de l'homogénéité de l'Etat-nation. Cette perception se renforcera encore plus pendant la deuxième période, entre la première et la deuxième guerre mondiale, caractérisée par la mise au point d'un apparatus centralisé de l'Etat chargé, entre autres, d'assurer la limitation et le contrôle de l'immigration. Cette dernière représente de plus en plus un défi pour la consolidation du projet de l'Etat-nation ; l'assimilation devient l'objectif primordial, seule solution pour absorber l'hétérogénéité culturelle des immigrants. Si les liens transnationaux des migrants et les diasporas qui avaient préexisté au temps de

l'Etat-nation moderne continuent d'exister, ils sont désormais jugés et connotés négativement (Schnapper, 2001).

Les sciences sociales jouent un rôle clé dans cette conceptualisation ; l'école de Chicago jette les bases d'une étude systématique des migrations internationales. Bien que les travaux des sociologues de cette école prouvent l'existence des liens familiaux, économiques et politiques transnationaux (Thomas et Znaniecki, 1998 [1919]), ces liens ont été considérés comme un phénomène transitoire qui se dissoudrait dans les processus d'assimilation. Cette approche est consolidée durant l'époque de l'« Etat-nation triomphant » (Schnapper, 2001) et de la guerre froide ; le « melting pot » américain, le projet d'« intégration à la française » ou le « multiculturalisme » britannique reflètent les réponses politiques formulées en fonction des spécificités des processus de construction nationale de chaque Etat, qui correspondent à différentes manières de concevoir l'immigration par les sciences sociales (Wimmer et Glick-Schiller, 2002), ayant toutes intériorisés l'attente de coïncidence entre société – en tant qu'objet d'étude – et Etat-nation – en tant que cadre territorial et sociopolitique.

Dans le contexte actuel de mondialisation intense et rapide de toutes les sphères de la vie, cette attente s'exprime par des revendications nationalistes paradoxales, des mouvements anti-immigration et une rhétorique de l' « immigration zéro » peu réalistes. En même temps, de nombreux chercheurs démontrent à quel point les processus actuels de globalisation sont qualitativement différents, en entraînant des changements profonds sur le plan des dynamiques migratoires, dorénavant transnationales par excellence. Or, ces dynamiques ont toujours continué à exister, ce sont les sciences sociales qui n'ont pas eu la capacité de s'y intéresser. Le vrai changement paradigmatique ne résulte pas de la mise en évidence des migrations transnationales, du transnationalisme et des transmigrants, mais de la nouvelle posture épistémologique que les chercheurs en sciences sociales sont prêts à adopter.

Comme Andreas Wimmer et Nina Glick-Schiller le remarque si bien,

> « we have been able to begin to analyse and discuss transnational migration and long distance nationalism because we have changed the lens through which we perceive and analyse the world » (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 : 322).

L'optique transnationale produit ainsi un avancement incontournable dans l'étude des migrations internationales : elle éveille la conscience des chercheurs sur les limites

épistémologiques des outils conceptuels traditionnels des sciences sociales[13] (Wimmer et Glick-Schiller, 2002). Ces limites résident dans l'intériorisation épistémologique de la perspective nationale, qui se traduit par le *nationalisme méthodologique* – perspective qui conçoit l'Etat et la société dans une relation de co-détermination extensive. La sociologie en tant que « science moderne » de la « société moderne » propose une théorie « container » de la société, qui présuppose le contrôle, tant politique que théorique, de l'Etat sur le territoire et s'exprime par une subordination, par définition, des sociétés aux Etats (Beck, 2000, 2002b). Autrement dit,

> « Methodological nationalism is the naturalization of the global regime of nation-states by the social sciences. Scholars who share this intellectual orientation assume that national borders are the natural unit of study, equate society with the nation-state, and conflate national interests with the purposes of social science. Methodological nationalism reflects and reinforces the identification that many scholars maintain with their own nation-states ». (Wimmer et Glick-Schiller, 2003 : 576)

Bien que les premières critiques du nationalisme méthodologique remontent aux années soixante-dix (Chernilo, 2006), ce thème est resté mineur jusqu'à récemment. C'est depuis la fin des années quatre-vingt dix qu'il est sur l'agenda des scientifiques, principalement anglo-saxons (Wimmer et Glick-Schiller, 2002, 2003 ; Chernilo, 2006 ; Levitt et Glick-Schiller, 2003 ; Rantanen, 2005a ; Beck, 2000, 2002b, 2006 ; Sassen, 2003). Avant de discuter de ses limites, le débat autour du nationalisme méthodologique amène en lumière ses principes de base (Beck, 2006 ; Sassen, 2003). Tout d'abord, nous venons de l'énoncer, l'Etat national définit la société nationale, cette dernière étant contenue dans des frontières territoriales construites et contrôlées par l'Etat. D'ici découle le *principe de détermination réciproque entre l'Etat et la société* (Beck, 2006 : 57), c'est-à-dire lorsque l'Etat national territorial crée et garantit les droits civiques de ses citoyens qui, à leur tour, s'organisent politiquement pour renforcer l'ordre établi et légitimer l'action étatique. Or, ce principe axiomatique se transpose au niveau de la recherche en sciences sociales dans le postulat de la coïncidence des frontières sociales – et donc de celles de la recherche – avec les frontières des Etats. L'homogénéité interne apparaît comme indispensable pour générer et assurer le contrôle étatique ; les

[13] L'approche transnationale a, avant tout, le mérite d'attirer l'attention sur les limites de cette perspective et d'être le point de départ d'une réflexion auto-analytique ayant comme finalité – dans une approche constructiviste – d'observer et de comprendre « both the social scientists observing the social world as well as the effects that this has on this world and how, at the same time, the forces of the social world shape the outlook of the social scientists » (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 : 302).

pratiques sociales (dans des sphères aussi diverses que la production, la culture, le langage, le travail, l'éducation, etc.) sont dès lors définies et standardisées en rapport avec « leur » container, l'Etat-nation, et du moins qualifiées de « nationales » (Beck, 2000). C'est pourquoi les pratiques et les identités sociales qui s'expriment à travers les frontières apparaissent comme hors norme. Des notions telles que « gouvernement », « organisation », « citoyenneté » portent en elles les présupposés du nationalisme méthodologique et limitent notre capacité de saisir et de comprendre les phénomènes transnationaux (Levitt et Glick-Schiller, 2003 ; Beck, 2002b). Un deuxième principe est celui de *l'opposition entre le national et l'international*. La « reconnaissance interne nationale » est doublée d'une « reconnaissance externe internationale » des sociétés et des Etats, autrement dit le national implique l'international et l'inverse (Beck, 2006 : 59). Troisièmement, certaines critiques postulent que le nationalisme méthodologique a fait l'erreur précoce d'une *déduction universaliste* inexacte, en ancrant fortement dans la tradition sociologique l'idée d'une parenté étroite entre la perspective nationale et la perspective universelle. Cette idée a laissé croire qu'en analysant une société particulière on peut en déduire les caractéristiques fondamentales de la société universelle. La comparaison internationale, méthode palliative à cette perspective erronée, souffrirait aussi du fait de supposer l'existence d'unités nationales, étant fondée sur les mêmes postulats du nationalisme méthodologique. En quatrième lieu, le nationalisme méthodologique implique une *conception territoriale de la culture*. Or, comment aborder à travers cette optique la question de la pluralité culturelle, des réseaux transnationaux, d'une identification polymorphe propre de plus en plus aux modes de vie actuels ? Beck soulève que ce principe nous amène dans « l'impasse d'une fausse alternative : soit uniformisation universelle (macdonaldisation), soit impossibilité de comparaison entre les perspectives (incommensurabilité) » (Beck, 2006 : 60). Selon lui, « même les concepts de « diaspora », d'« hybridation », voire de « dénationalisation » et de « transnationalisation » restent tributaires sur certains points de l'horizon du nationalisme méthodologique » (Beck, 2006 : 66).

Andreas Wimmer et Nina Glick-Schiller (2002) distinguent trois formes de manifestation du nationalisme méthodologique. Tout d'abord, ils insistent sur le fait que les sciences sociales ont systématiquement occulté ou ignoré le lien qui existe entre la modernité et son cadrage national. Les structures épistémologiques et le programme théorique des sciences sociales se développant simultanément avec l'expérience de la formation de l'Etat-nation moderne, les

conséquences de ce fait sont complexes. D'une part, le nationalisme a été longtemps délaissé en tant qu'objet d'étude des sciences sociales, d'autre part, les formes nationalistes d'inclusion et d'exclusion ont été considérées comme étant le liant naturel des sociétés modernes et ont servi de toile de fond pour les théories de la modernité, empêchant une compréhension profonde de la nature et des limites du projet de la modernité.

En deuxième lieu, Wimmer et Glick-Schiller (2002) soulignent que – sur le plan empirique – les sciences sociales ont considéré les discours, les agendas, les loyautés et les histoires nationaux comme légitimes sans même s'interroger à ce sujet ; l'usage qu'elles font alors des notions comme la démocratie, la citoyenneté, l'ethnicité, la sécurité sociale et l'autodétermination nationale est imprégné par le nationalisme méthodologique ; territorialement inscrites, ces notions prennent du sens seulement dans leur équivalence à l'Etat-nation. Des disciplines aussi diverses que l'économie, l'histoire, l'anthropologie ou la sociologie ont fonctionné en naturalisant l'Etat-nation[14]. On constate, en corollaire, une minimalisation du rôle du nationalisme dans l'explication de la construction de l'Etat moderne, notamment par une disjonction analytique. Ainsi, Etat et Nation sont devenus, dans un premier temps, deux objets d'étude distincts, la nation relevant davantage du domaine de l'identité, reliée à un peuple partageant des origines et une histoire communes, tandis que l'Etat correspond plutôt à une forme de gouvernement s'exerçant sur un territoire circonscrit. On note, en outre, une ségrégation de la démocratie et du nationalisme, la construction des Etats modernes étant ré-imaginée comme une expérience « non-nationale, civile, républicaine et libérale », en oubliant que les ethnocides et les guerres ethniques ont été plutôt une constante de la formation des Etats-nations (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004).

Une troisième interprétation du nationalisme méthodologique repose sur la « territorialization of social science imaginery and the reduction of the analytical focus to the boundaries of the nation-state » (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 : 307). Cette perspective, reliée étroitement

[14] Ainsi, les économistes ont étudié principalement le fonctionnement des économies nationales et les liens qui s'établissent entre plusieurs entités nationales à travers les flux de capitaux et de biens ; l'histoire moderne a été écrite principalement comme l'histoire des Etats-nations spécifiques et des relations interétatiques ; les anthropologues se sont intéressés à l'étude des cultures dans leur relation organique avec un territoire (national) donné ; les sociologues ont découpé l'étude des sociétés modernes en fonction de leur inscription territoriale et leur fonctionnement politique avec l'Etat-nation, etc.

avec les deux dimensions précédentes, souligne que les sciences sociales ont développé leurs outils conceptuels dans une optique territoriale nationale.

Cette analyse met en évidence que les processus de construction des Etats-nations, la migration internationale et le projet des sciences sociales ont une histoire commune indéniable. La « grammaire sociologique » est imprégnée par les trois formes de nationalisme méthodologique mentionnées ci-dessus – l'ignorance, la naturalisation et la limitation territoriale – qui se renforcent l'une l'autre et influence inconsciemment la perspective épistémologique de l'observateur. Le triangle nation-Etat-société apparaît ainsi comme la forme sociale et politique « naturelle » du monde moderne (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Chernilo, 2006). « L'ontologie sociale territoriale de l'optique nationale » (Beck, 2006 : 51) exige alors de calquer toute analyse des faits sociaux dans une attente de monoculturalisme qui produit des dichotomies problématiques, qui ne laissent pas de place aux appartenances identitaires multiples, alternantes et instrumentales, d'une existence de plus en plus transnationale qui transcende les frontières entre pays, nationalités, ethnies, etc.

L'appartenance à un seul Etat-nation se traduit dans le monde moderne par des notions telles que, entre autres, celle de « peuple souverain » – exerçant son pouvoir politique à travers des procédures démocratiques ; de « citoyen » – bénéficiant des droits égaux devant la loi ; de « solidarité de groupe » – impliquant des obligations réciproques dans un système national de sécurité sociale ; de « communauté ethnique » – partageant une culture et un destin communs et ayant droit à l'autodétermination. Or, tous ces principes sont impitoyablement remis en cause par les chercheurs « transnationalistes ». Ceux-ci démontrent que les transmigrants, par leur capacité d'agir et de réclamer plusieurs appartenances nationales, démantèlent les principes d'identification entre souveranéité et citoyenneté ; entre le peuple d'un côté, et la nation et l'attente de solidarité sociale à l'intérieur du groupe national de l'autre. Ce démantèlement résulte du fait qu'ils viennent « from outside into the national space of solidarity » où ils réclament des droits (Wimmer et Glick-Schiller, 2002). Ainsi, si la nation reste pour le plus grand nombre le cadre de référence de l'identité, le sens de l'appartenance change, en se redéfinissant « by the constitutive outside » (Hintzen, 2003).

La manifestation incontestable d'une autre sorte de nationalisme – « de longue distance » (Glick Schiller et Fouron, 2001), constitue la preuve à l'œuvre que l'expérience de la coïncidente territoriale n'est pas (ou plus) une condition nécessaire pour la définition et

l'expression de l'appartenance nationale (Levitt et Glick Schiller, 2003 ; Faist, 2000). Le « nationalisme méthodologique », consistant dans la naturalisation des ingrédients de l'Etat-nation et, plus particulièrement, des limites territoriales de l'appartenance en tant qu'unités intrinsèques d'analyse pour les sciences sociales, dévoile ainsi ses limites. Cette posture épistémologique, bien qu'elle ait faite ses épreuves dans la compréhension et l'explication des sociétés modernes, se montre conceptuellement inadaptée pour rendre compte des dynamiques et processus transnationaux, de l'émergence des identités en réseaux, du déploiement des espaces sociaux transnationaux.

Le transnational doit dès lors être compris comme partie intégrante de la redéfinition du national, engendrant un tournant épistémologique dans les notions et la recherche sociologiques (Beck et Lau, 2005). En même temps, les processus transnationaux sont liés à des phénomènes plus globaux sans être identiques à ceux-ci. Il devient important pour les chercheurs en sciences sociales de mesurer le moment actuel du capitalisme et de comprendre ce qu'on laisse de côté si on continue à se concentrer sur l'Etat nation et ses processus transnationaux (Glick-Schiller, 2004). En outre, il est nécessaire de prendre en compte la complexité des phénomènes qui mettent en exergue l'urgence de repenser les sciences sociales pour surmonter ce que certains ont appelé la « fin des sociétés » et l'entrée dans un nouveau paradigme, d'ordre culturel (Touraine, 2004, 2005).

2.5. Vers un tournant épistémologique : pour une sociologie « cosmopolitique » ?

Le changement ontologique évoqué dans le chapitre précédent demande une réinvention des outils conceptuels des sciences sociales. A l'heure où la structure sociale devient essentiellement transnationale (Robinson, 1998), l'optique nationale n'est plus opérationnelle. D'autres unités d'analyse sont proposées par les critiques du nationalisme méthodologique afin de combler à cette inconsistance épistémologique. Le champ social, le réseau et l'espace social transnational proposés par les théoriciens de l'approche transnationale (Levitt et Glick-Schiller, 2003 ; Faist, 2000 ; Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004), le système global promu par les « globalistes » (Robinson, 1998 ; Sklair, 1999), les « global cities » (Sassen, 1991), la compression du temps et de l'espace (Harvey 1989), la société en réseau (Castells 1998), la société des risques (Beck, 2001)

> « all treat experiences of space as socially and culturally constructed and social formations as distinct from the bounderies of the nation-state » (Levitt et Glick-Schiller, 2003: 5)

Les critiques du nationalisme méthodologique visent le renouveau de l'appareil conceptuel des sciences sociales, mais ils soulignent en même temps la difficulté de proposer un appareil conceptuel alternatif, qui ne soit pas contaminé par le premier (Beck, 2002a, 2006 ; Latour, 2003 ; Sassen, 1998, 2003).

L'attention des chercheurs en quête de nouvelles interprétations de la réalité sociale, libérées du « container » national, se focalise sur l'articulation des réalités régionales à l'intérieur des processus globaux (Wimmer et Glick-Schiller, 2002 ; Levitt et de la Dehesa, 2003), sur la mise en scène du global dans des contextes locaux et au cœur même des institutions et des processus nationaux (Sassen, 2003), etc. Les échelles d'observation alternent et produisent des mises en perspective contrastées, le local et le global étant les deux pôles d'un même continuum ontologique (Glick-Schiller et *al*., 2006 ; Roudometof, 2005 ; Sassen, 2003).

Pour mieux comprendre les alternatives qui s'y préfigurent sans tomber dans le piège d'un « fluidisme méthodologique », il nous semble important de passer en revue les principaux courants et pistes théoriques qui tentent de proposer une voie alternative à celle empruntée par le nationalisme méthodologique[15]. Les deux approches que nous privilégierons sont les courants globalistes et la théorie cosmopolitique.

2.5.1. La globalisation et le système global : quelles alternatives ?

La globalisation est très souvent mise en exergue dans les phénomènes migratoires transnationaux actuels, car elle est une explication facile pour justifier de l'ampleur, de l'intensité, voire de la généralisation des dynamiques traversant les frontières de l'Etat-nation. Néanmoins, peu d'études s'attachent à explorer la relation entre les théories de la globalisation et celles de la migration (transnationale). Nous pensons qu'une mise en perspective de cette relation est utile et intéressante pour notre cadre d'analyse car elle permettrait de situer l'approche transnationale par rapport à un courant théorique qui traite des transformations profondes de la société, voire par rapport à une théorie sociale novatrice.

Partant du constat qu'une grande partie des réalités sociales, économiques et politiques de nos jours ne peuvent pas être étudiées de façon appropriée au niveau des Etats nations, les théoriciens de la globalisation prétendent avoir trouvé une approche adéquate pour rendre

[15] Par ailleurs, les théories de la migration restent des théories de rang moyen, inadaptées – à notre regard – pour offrir une grille de lecture suffisamment large et complète pour expliquer le fonctionnement des sociétés dans leur complexité.

compte de la transnationalisation grandissante de la structure sociale et économique. Si nous regardons de plus près, nous serons toutefois étonnés de la multiplicité d'interprétations données à ce phénomène et de l'hétérogénéité des positionnements dans ce champ de recherche relativement jeune.

On distingue trois conceptions spécifiques mais souvent confuses de la globalisation. La première dérive d'une vision *internationaliste* de la globalisation, un grand nombre d'auteurs utilisant le terme « global » en équivalence à celui d'« inter-national ». Or, dans l'approche internationale, le global se définit toujours par rapport au système des Etats-Nations – qui, même s'il se trouve en changement, pré-forme les phénomènes globaux. Cette approche est contestée par les défenseurs de la nouveauté de ces phénomènes, pour lesquels il est important de révéler l'émergence des processus globaux et d'un système global des relations sociales qui ne sont pas liés aux caractéristiques proprement nationales des Etats-nations, ces derniers ne constituant plus l'unité principale d'analyse (Sklair, 1999). Dans la deuxième conception – *transnationaliste* – de la globalisation, les unités d'analyses retenues sont les pratiques, les forces et les institutions transnationales. Une troisième conception – *globaliste* – de la globalisation prône l'entrée dans un processus de désagrégation, voire de disparition, des Etats. Cette voie, avec la première, sont cependant très critiquées, une pour son utopisme, l'autre parce qu'obsolète par rapport à la réalité observée (Sklair, 2000).

Un bref historique des études « globalistes » révèle que la recherche sur les processus de globalisation a été polarisée dans un premier temps par les explications mono-causales (qui considèrent une seule logique ou dimension de la globalisation comme centrale), nuancées dans un deuxième temps par des explications complexes multi-causales du phénomène. Nous pouvons distinguer trois phases distinctes dans l'usage que les sciences sociales on fait de cette notion : une première phase de négation caractérisée par le rejet de la nouveauté historique des phénomènes décrits comme globaux par les courants dominants en sciences sociales, puis une phase de multiplication des recherches empiriques et d'affinement des outils conceptuels, pour arriver dans une phase nouvelle de changement épistémologique, dans laquelle les limites du nationalisme méthodologique sont de plus en plus prouvées et la question de la nécessité d'une nouvelle posture épistémologique se pose avec acuité (Rantanen, 2005a, 2005b).

Le premier « âge » du débat sur la globalisation a été dominé par l'enjeu de prouver que celle-ci existe réellement, que c'est un processus différent de ce que la société a connu pendant le XIX[e] siècle, quand les échanges économiques sur les marchés ouverts et les migrations internationales avaient déjà pris de l'ampleur. Si l'on examine les explications mono-causales, celles-ci sont concentrées principalement sur deux processus : celui de l'émergence d'une économie monde globale, s'appuyant sur des nouveaux systèmes de production, de financement et de consommation et celui de la manifestation d'une culture globale, encouragée par la diffusion d'informations à l'échelle planétaire par les mass médias satellitaires et électroniques. Les dites explications mono-causales peuvent être regroupées, par ailleurs, autour de trois grandes théories :

(1) La « *world-system theory* » s'intéresse aux changements qu'ont connus les rôles des pays situés dans une interrelation de type centre-périphérie, par rapport à la nouvelle division internationale d'un marché dominé par le système capitaliste mondial. Ayant ses origines dans l'économie-monde européenne créée au XVI[e] siècle, le système-monde est fondé sur une division unique du marché, gouverné par le principe de maximisation du profit, qui contient néanmoins de nombreux Etats et cultures. Il se divise en régions centrales, semi-périphériques et périphériques, reliées par des liens économiques ; c'est dans les régions centrales que circule le plus intensivement le capital et qu'est concentrée la production hautement qualifiée. Les régions périphériques se focalisent sur une production essentiellement primaire qui utilise une main d'œuvre moins qualifiée. Partant du postulat que le capitalisme a été le moteur de la mondialisation, cette approche, développée principalement par Immanuel Wallerstein et ses collaborateurs (Wallerstein, 1974 ; 1980), se construit en opposition au modèle national. Elle a le mérite de remplacer l'image des sociétés particulières séparées par celle d'un système-monde dans lequel chaque société, gouvernement, culture, classe, ménage, individu doit s'insérer et trouver sa place en rapport avec une division unique du marché (Beck, 2000). Cette théorie ne se détache pourtant pas radicalement du modèle national, principalement parce que les notions de « global » et d'« inter-national » sont utilisées pratiquement au même titre par les théoriciens du *système-monde*. Sur le plan des migrations internationales, cette théorie se retrouve dans les interprétations *néo-classiques* des mouvements migratoires, dominantes dans les années cinquante à quatre-vingt. Selon ces interprétations, les migrations

de travail sont orientées principalement par les forces économiques globales, dans un sens qui va des pays en périphérie vers les pays-centres[16].

(2) La « w*orld polity theory* ». Ce courant de recherche se penche sur les processus de création des Etats-nations en Europe pour montrer que les Etats modernes qui fleurissent à partir du XIX[e] siècle se développent à partir d'un modèle universel élaboré par des intellectuels. Ce modèle – dont les principes universels sont la souveraineté, les droits individuels, le progrès rationnel – a été adopté par des Etats avec des niveaux économiques très différents. La citoyenneté devient, par exemple, une notion clé de l'Etat nation. L'adoption d'un modèle étatique universel a entraîné une similarité institutionnelle entre les Etats, conduisant vers un isomorphisme structurel, les Etats adoptant des formes constitutionnelles, des systèmes d'éducation publique, des politiques sociales semblables (Meyer et *al*., 1997 : 152-3). Cette approche est intéressante car elle montre l'existence d'une *culture-monde* qui précède la création des Etats nations et qui contribue à leur formation en tant qu'acteurs rationalisés et ritualisés :

> « in world culture the nation-state is defined as a fundamental and strongly legitimated unit of action. Because world-culture is highly rationalized and universalistic, nation-states form as rationalized actors » (Meyer et *al*., 1997 : 153).

Cette perspective légitime la contribution des différents types d'acteurs – individus, Etats, groupes d'intérêts et organisations internationales – à la définition de l'ordre politique national et international. Il s'agit là du modèle dominant de la fabrication de la modernité,

---

[16] A un niveau macro-théorique, les modèles néoclassiques postulent que la migration internationale est le résultat des différences de revenus entre les pays, conséquence directe et exclusive des mécanismes du marché de travail. Selon ces modèles, la migration se poursuivrait jusqu'à ce que les niveaux de salarisation (et donc de développement) entre les pays d'origine et d'accueil s'équilibreraient. Au niveau de l'individu, ces mêmes modèles postulent que la migration constitue un choix rationnel découlant d'un calcul coût/bénéfice que le migrant prend en compte pour estimer les retombées de sa mobilité (Massey et al., 1998). Cette approche – qui ramène les migrations à une combinaison de facteurs « objectifs » de type *push* et *pull* – a été fortement critiquée. Aussi, un nouveau modèle, celui de la « new economics of migrations » (Stark et Bloom, 1985 ; Portes, 1997 ; Massey et *al.*, 1998) s'est imposé vers la fin des années quatre-vingt comme « une sorte de nouvelle orthodoxie dans le débat international » (Mezzadra, 2004 : 19). Cette nouvelle approche s'intéresse à la complexité des facteurs qui déterminent les décisions de mobilité, en soulignant le rôle essentiel des réseaux familiaux et communautaires dans la détermination de chaque étape du processus migratoire. Elle met en évidence d'une part le fait que d'autres unités d'analyse (telles que la famille, le ménage, voire la communauté) peuvent être plus pertinentes que l'individu pour l'analyse des processus migratoires. D'autre part, elle attire l'attention sur le fait que les migrations internationales ne diminueront pas tant que les marchés du capital, de la sécurité sociale et des crédits de consommation du pays d'origine continueront d'être défaillants (Massey et *al.*, 1998). Si cette approche présente un certain intérêt pour notre recherche car elle permet de mettre en évidence les interdépendences qui relient les migrants, les futurs-migrants et les non migrants, ainsi que l'importance du statut relatif qu'un migrant occupe par rapport à deux ou plusieurs configurations sociales (dans le pays d'origine et d'accueil), elle prouve aussi ses limites car « là encore, nous sommes confrontés à une théorie de l'*intégration sociale* au sens plein du terme » (Mezzadra, 2004 : 19). Par ailleurs, le fait qu'elle répose sur des systèmes traditionnels d'appartenance (comme, par exemple, la famille et la communauté) s'avère à nos yeux problématique à une époque où ceux-ci sont concurrencés par d'autres paradigmes – ceux des appartenances multiples, alternantes et choisies (de Singly, 2003) – et où le monde fonctionne davantage en réseaux (Castells, 1998).

réunissant des acteurs (individuels ou étatiques), des objectifs (le développement et le progrès) et des principes (droits de l'homme, justice, etc.) (Meyer et *al.*, 1997 : 162-6). On trouve dans ce modèle, paradoxal par son ambivalence, les racines du nationalisme méthodologique.

(3) La « *world culture theory* ». Roland Robertson (1992) fait un pas de plus, étant parmi les premiers à signaler que, même si le processus de globalisation n'est pas nouveau, nous sommes en présence de phénomènes de globalisation qui sont totalement inédits, s'exprimant par « the compression of the world and the intensification of consciousness of the world as a whole » (Robertson, 1992 :8).

La théorie de la *culture-monde* donne ainsi une interprétation particulière au processus de globalisation, qui se manifesterait principalement à travers une accélération sans précédent des interdépendances globales et l'émergence d'une conscience du monde comme un tout. Les origines de ce phénomène précèdent l'avènement de la modernité capitaliste, l'expansion européenne et la formation des Etats lui ayant donné une forte impulsion. Il ne s'agit donc pas d'une conséquence de la modernité, mais d'un processus qui se développe parallèlement et qui laisse place aux particularismes, la conscience globale n'impliquant pas un consensus global (Robertson, 1992). En captant les processus qui à la fois génèrent des interdépendances diverses et stimulent la prise de conscience quant aux interactions entre les différentes parties, ce concept décrit « *the form* in terms of which the world has moved towards unicity » (Robertson, 1992 : 175).

Les chercheurs qui défendent cette perspective mettent l'accent sur la dimension culturelle du phénomène de globalisation, au détriment des dimensions économique ou politique, et plus particulièrement sur la façon dont les acteurs perçoivent et donnent du sens à leur existence dans un monde global (Robertson, 1991, 1992 ; Vertovec et Cohen, 2002). Ce courant de recherche met en évidence l'émergence d'une réflexivité culturelle symbolique, effet d'une prise de conscience quant à la fragilité de la condition humaine face à la globalisation (Beck, 2000, 2002a ; Giddens, 1991, 2000a). D'un point de vue analytique, il se focalise sur les relations dynamiques qui se développent entre les quatre unités principales du « global-human circumstance » : les sociétés (dans leur équivalence aux Etats Nations), le système international, les individus et l'humanité (Robertson, 1991). Les nouveaux médias globaux sont, de nos jours, les outils clés des interactions entre ces éléments. Dans cette perspective, la

globalisation engendre des modes de vie, des représentations et des responsabilités transculturels, conséquences d'une « conjunction of different forms of life » (Robertson, 1992) et donne lieu à plusieurs types de réaction : (1) *la relativisation* : chaque élément dans le nouvel ordre global émergeant doit se définir et se repositionner par rapport aux autres ; ceci explique, par exemple, la relativisation de la notion de citoyenneté ou le renforcement des particularismes ; l'enjeu, dans ce cas, est de comprendre comment des identités individuelles ou nationales continuent à se manifester, résistant face à l'émergence d'une culture globale ; (2) *l'émulation* : la globalisation n'uniformise pas et ne créé pas une culture commune unique, mais permet l'expression des traits particularistes dans une « arène » commune ainsi que l'incorporation d'idées provenant d'un arsenal global ; (3) *la glocalisation* : les idées universelles diffusées dans le processus de globalisation sont interprétées et incorporées différemment, en fonction des contextes spécifiques, historiques et culturels et des groupes particuliers; (4) *l'interpénétration* : l'universel et le particulier coexistent, s'interpénètrent et se renforcent l'un l'autre; (5) *la contestation* : la globalisation provoque de la résistance, les réactions se multiplient et se diversifient (prenons l'exemple du mouvement alter-mondialiste, du fondamentalisme religieux, etc.).

Le débat « globaliste » est ensuite entré dans une phase nouvelle, n'étant plus centré sur la nouveauté de la globalisation, mais sur ses conséquences tant sur un plan épistémologique (au cœur du débat académique anglo-saxon) que pratique (au cœur des dynamiques économiques, financières et des agendas politiques). Notre but n'étant pas de dresser un panorama complet de ses différents courants et perspectives, nous rappelons deux approches – la théorie du système global et le modèle de la société globale – qui nous semblent particulièrement intéressantes car elles proposent des cadres opératoires transposables à l'analyse des phénomènes migratoires transnationaux.

Avec la théorie du système (capitaliste) global, Leslie Sklair (1995) critique et affine la théorie des systèmes-mondes, en proposant un autre cadre explicatif pour comprendre la domination par des élites transnationales, plus complexe que le modèle centre-périphérie. La globalisation est vue comme une nouvelle phase du capitalisme, qui transcende l'unité de l'Etat-nation (Sklair, 1995). Cette nouvelle phase opère sur trois niveaux distincts : le niveau de la logique interne du système, celui du développement historique et, enfin, le niveau de la société (Sklair, 1999). Analytiquement, ces trois niveaux se conjuguent sur les plans économique, politique et culturel. Nous décrivons brièvement l'opérationnalisation proposée

par Leslie Sklair (1999, 2000), car elle a le mérite de pointer trois catégories de processus et d'acteurs au cœur des dynamiques globales d'aujourd'hui : (1) la corporation transnationale, institution au centre des pratiques économiques transnationales ; (2) la classe capitaliste transnationale, représentative pour les pratiques politiques transnationales ; et (3) la culture-idéologie consumériste, au cœur des pratiques culturelles transnationales. La classe capitaliste transnationale est formée d'acteurs qui tissent la maille du pouvoir global, à savoir, les actionnaires des corporations trans- et multinationales, les politiciens et les bureaucrates des organismes trans- et supranationaux, les élites professionnelles mouvantes et les élites consuméristes (Sklair, 2000, 2001). Cette classe se distingue par sa capacité d'agir à une échelle globale, ses membres étant liés entre eux plus par leurs intérêts économiques globaux, que par les origines et les appartenances exclusivement locales et nationales. Les forces qui orientent leur positionnement dans la sphère globale sont : l'investissement étranger, la performance mesurée par rapport aux standards de la « best practice », l'identité de corporation (corporate citizenship) et une vision globale. Par ailleurs, les membres de la classe capitaliste transnationale partagent un sentiment d'ouverture et d'appartenance à la sphère globale et se projettent à la fois comme des citoyens de leurs places d'origine et des citoyens du monde. Bien éduqués, très mobiles, adeptes d'un style de vie dynamique, consommateurs fervents de produits et de services de luxe, les capitalistes transnationaux ont pour mot de passe la compétitivité et la performance (Sklair, 2000). En outre, Leslie Sklair argumente que la classe capitaliste transnationale cherche à contrôler la globalisation et à créer une nouvelle culture mondiale, principalement consumériste. En fait, la mobilité sociale à travers les frontières donne lieu à une nouvelle division entre les classes et les individus (Roudometof, 2005), et produit des formes nouvelles de capital social et culturel. Cette approche met l'accent sur le rôle du capitalisme global dans l'émergence et la pérennisation des dynamiques et des pratiques qui se déploient au-delà des Etats-nations et de leurs logiques. La théorie du système global affirme ainsi que le capitalisme est organisé, d'un point de vue politique et à une échelle globale, à travers la classe capitaliste transnationale (Sklair, 1995). Les migrants hautement qualifiés, notamment les cadres transnationaux, en font partie et leurs mobilités peuvent être interprétées comme une conséquence directe des dynamiques économiques transnationales. Nous pouvons alors nous demander quelle lumière jette la théorie du système global sur les migrations que nous qualifiions de transnationales ? En quoi diffèrent les mobilités des migrants transnationaux de toute origine, continuant à être perçus pour une

grande majorité comme hors norme par les gouvernements des Etats d'accueil, des mobilités transnationales de cette nouvelle élite capitaliste qui apparaissent comme génératrices de pouvoir transnational légitime ? N'y a-t-il pas un poids et deux mesures dans l'appréhension des phénomènes transnationaux ?

Cette théorie, bien qu'elle ait le mérite de faire une analyse complexe de la « globalisation capitaliste » et de ses conséquences sur le plan des transformations de la société de consommation, du management, de la démocratie et du développement, sous-estime le poids d'autres facteurs de globalisation.

Le *modèle de la société globale* – s'affirmant avec la théorie sur les conséquences de la modernité d'Anthony Giddens (1991) – présente la vertu d'offrir une vision complexe et inclusive des processus concourant aux transformations actuelles de notre monde en voie de globalisation. Parmi les premiers à soulever une série de changements fondamentaux dans le fonctionnement de l'économie-monde, la révolution communicationnelle et informationnelle et les échanges commerciaux entre les Etats nations, Giddens postule que la globalisation est un phénomène inédit, qui donne lieu à l'émergence d'un nouvel ordre des relations interhumaines, dont les principaux traits sont l'émergence d'une conscience planétaire et d'une responsabilité globale (Giddens, 2000a ; Rantanen, 2005a). Cet auteur conceptualise la globalisation en tant que « modernité réflexive »[17], se manifestant à la fois sur un plan social, culturel et politique. En tant que « mode de reproduction, d'actualisation ou de réalisation du social par les pratiques des agents ainsi que par le travail des institutions », la réflexivité participe à la structuration du social[18]. Il rejoigne ainsi Roland Robertson (1992) qui signalait

[17] Par rapport à la modernisation des sociétés traditionnelles, la modernisation des sociétés modernes (industrielles) ne se reflète pas tant dans une révolution des structures comparable à celle qui avait entraîné l'effondrement des sociétés agraires, mais dans un travail réflexif sur elles-mêmes. Cette réflexivité s'exprime par l'individualisation des sociétés et la démocratisation des différentes sphères de la décision, expressions d'une critique des valeurs centrales de la modernité que sont la croissance, le progrès, la rationalité scientifique et technique (Giddens, 1991 ; Beck, 2001). Dans leur ouvrage sur la modernisation réflexive, Beck, Giddens et Lash (1994) mettent en question l'ancrage mono-territorial de la vie sociale et ses fondements collectifs ; mais réflexive ne veut pas dire réflexivité, c'est-a-dire ne veut pas dire que les individus sont plus conscients que précédemment ; comme Bruno Latour l'interprète, « 'reflexive' means […] that the unintended consequences of actions reverberate throughout the whole of society in such a way that they have become *intractable.* […] Thus, 'reflexive' does not signal an increase in mastery and consciousness, but only a heightened awareness that mastery is impossible… » (Latour, 2003: 36).

[18] Nous retenons de l'analyse de Giddens trois principaux outils conceptuels qui permettent d'interroger cette transformation structurelle : premièrement le *risque* en tant qu'analyseur des incertitudes du monde moderne d'aujourd'hui et source des nouvelles solidarités ; ensuite la *tradition*, dont la fonction change dans la société globale émergeante, pour donner lieu à des dynamiques individualisées nouvelles ; et enfin le rôle central de la *communication* pour expliquer le saut qualitatif dans la reproduction des relations sociales à distance – clé principale de lecture des phénomènes migratoires contemporains.

aussi l'entrée de l'humanité dans une nouvelle phase d'éveil et de conscientisation du monde comme un tout.

Giddens défend la thèse selon laquelle « although everyone lives a local life, phenomenal worlds for the most part are truly global ». Il explore cette idée sur trois plans : dans le contexte de sa théorie de la distanciation temps-espace; en relation avec l'hypothèse de médiation de l'expérience propre à la modernité réflexive et en lien avec le potentiel « unificateur » du processus de globalisation. Selon Giddens, « the driving force of the new globalization is the communications revolution ». Cet auteur isole deux pôles de la transformation : il s'agit d'une part de l'impact de la globalisation sur les vies et les identités personnelles; d'autre part, au-delà des effets sur les individus, la globalisation influence la nature et les formes d'interaction entre les institutions publiques. Elle a comme impact la transformation des institutions de toutes sortes, en commençant par l'Etat-nation (Giddens, 2000a).

Nous retenons de la théorie de Giddens l'idée de la restructuration du temps et de l'espace en relation avec la structuration des relations sociales et des institutions sociales sur ces nouvelles bases. La globalisation – et le nouvel âge de la modernité – est en premier lieu déterritorialisation, c'est-à-dire une reconfiguration de la géographie de sorte que l'espace social n'est plus entièrement cartographié en terme de lieux, territoires et frontières territoriales[19.]

Le résultat cumulatif des changements globaux donnerait alors lieu à l'émergence d'une « global cosmopolitan society » (Giddens, 2000a). L'équivalence entre Etat, société et identité perd de sa pertinence, car les individus sont continuellement exposés à des stimuli globaux, n'étant plus inspirés par une culture monolithique, intégrée et organique (Vertovec et Cohen, 2002). Les biographies et les trajectoires de vie se globalisent

> « 'Globalization of biography' refers not just to any kind of multiple location, but only to that *multilocation* which involves crossing the borders of separate worlds (nations, religions, cultures, skin colours, continents, etc.) and whose oppositions must or may lodge in a single life » (Beck, 2000: 75).

Les identités se forgent ainsi en rapport avec des référents qui échappent à l'optique nationale (Beck, 2000).

---

[19] Dans son ouvrage *Beyond Left and Right*, Anthony Giddens (1994) considère la transformation espace-temps – en lien direct avec les médias et la communication – au cœur de la globalisation, synthétiquement représenté par la capacité d'agir à distance (Rantanen, 2005a).

En mettant en évidence que la globalisation s'exprime par l'intensification des relations sociales reliant des localités distantes à travers le monde, de telle sorte que les faits locaux sont façonnés par des événements qui ont lieu à des milliers de kilomètres distance (et vice-versa), Anthony Giddens (1991) souligne aussi les interdépendances inéluctables entre le local et le global. Le concept de « glocalization », initialement proposé par Roland Robertson (1992 ; 1994 ; 1995), restitue au juste le croisement des référents globaux et locaux. Un complément intéressant à l'analyse des cultures « glocales » est apporté par Arjun Appadurai (1996). Cet auteur se penche sur les effets de la globalisation et notamment sur la capacité des individus à se projeter et « à imaginer » leur vies dans des univers culturels métissés, résultats des interactions et des « contaminations » culturelles diverses, fortement médiatisées à travers une série d'interconnexions transnationales qu'il qualifie d'*ethnoscapes* (pour désigner les acteurs qui font de la mobilité un mode de vie), de *technoscapes* (les mobilités basées sur les anciennes et nouvelles technologies), de *financescapes* (les flux monétaires très rapides entre les pays), de *mediascapes* (les opportunités de production et distribution d'images électroniques) et d'*ideoscapes* (la diffusion globale d'images et d'idées en lien avec des idéologies nationales) (Appadurai, 1990, 1996 ; Vertovec et Cohen, 2002 ; Beck, 2000).

Après une première phase de négation qui rejetait la nouveauté du phénomène de globalisation et de ses conséquences, suivi d'une deuxième étape de mise en perspective et de précision conceptuelle des phénomènes de la globalisation, le XXI^{e} siècle coïncide avec l'entrée dans un âge de globalisation beaucoup plus intense. La première modernité (nationale) – correspondant à l'industrialisation et concomitante avec la genèse du nationalisme méthodologique – est contrastée par l'émergence d'une « société réflexive » (Giddens, 1991, 2000a) ou d'une « société civile globale » qu'Ulrich Beck (2002a) décrit comme une deuxième (âge de la) modernité. Le passage de la première à la deuxième modernité

> « is also the passage from place-monogamous to place-polygamous ways of living » (Beck, 2000: 74-75).

Expression d'une mondialisation par le bas, de l'émergence d'une vision et des pratiques cosmopolitiques, de la manifestation d'une société civile transnationale (mouvements altermondialistes, Greenpeace, mouvement vert, etc.) et de la globalisation des biographies (Beck, 2000), la deuxième modernité correspond à un changement structurel historique, différent des autres phases précédentes d'évolution sociale, qui nécessite des nouvelles

institutions et le développement des nouvelles catégories des sciences sociales et politiques (Beck, 2002a ; Beck et Lau, 2005). Le choix des notions et des mots que l'auteur utilise pour décrire et analyser ce changement est programmatique ; il se distancie ainsi du schéma théorique postmoderne (qui met l'accent sur la déstructuration et la fin de la modernité) et tente de clarifier les ambiguïtés soulevées dans le débat sur la « modernité réflexive » (Beck, 2002a).

Un nombre croissant de processus sociaux ont lieu indifféremment et indépendamment des frontières nationales. Sur le plan de la recherche en sciences sociales, ceci correspond à un vrai tournant épistémologique, nécessaire pour dépasser la crise des catégories et des unités d'analyse des sciences sociales face à l'effacement des délimitations précises entre le local et le global, le dedans et le dehors, le national et l'international, l'autochtone et l'étranger (Beck, 2006 ; Vertovec et Cohen, 2002 ; Sassen, 2003). Les chercheurs adhérant à la posture épistémologique proposée par Ulrich Beck – que nous approfondirons davantage dans le chapitre suivant – insistent sur la nécessité de créer des nouveaux outils analytiques afin de rendre compte d'une structure sociale qui se déterritorialise, d'une expérience quotidienne des acteurs sociaux inscrite dans un référentiel globaliste et du développement d'une conscience du global nourrie par la projection dans un futur dépendant des évolutions globales.

Ce bref panorama des théories de la globalisation prouve de manière incontestable l'accélération et l'intensification des interdépendances transnationales (sur le plan économique, politique et culturel), et proposent d'autres alternatives au modèle des mondes (nationaux) homogènes et isolés. Le transnationalisme apparaît comme une forme de manifestation concrète, indissociable aux différents processus de globalisation ; il nous semble alors que le transnationalisme migrant devrait être situé dans le sillage de la globalisation et analysé en mobilisant aussi les interprétations proposées par les « globalistes ». Même si ce lien est rarement invoqué par les théoriciens des migrations transnationales, il existe de nombreux points de convergence entre ces deux courants de recherche. Il apparaît aussi utile de sortir de l'étroitesse des chemins disciplinaires trop parcellaires, pour enrichir notre réflexion sur les phénomènes migratoires contemporains d'une analyse des contextes sociétaux plus généraux dans lesquels ils se manifestent. Indissociablement liée à cette vision d'ensemble de différents processus de distanciation critique, la réflexion engagée par les sciences sociales pour le renouvellement de ses outils fait l'objet de l'analyse qui suit.

2.5.2. L'optique cosmopolitique[20] : conceptualisation et défis méthodologiques

Ulrich Beck, connu pour ses travaux sur la société des risques[21] (Beck, 2001) et la modernité réflexive (Beck et *al.*, 2003), approfondit sa réflexion sur les interdépendances globales de notre monde en proposant des nouveaux outils conceptuels pour aborder les transformations profondes de la nature même du social et du politique. Afin de dépasser les limites du nationalisme méthodologique, il plaide pour une sociologie « cosmopolitique », qui doit aller au-delà du dualisme Etat-nation – inter/trans/multi-national. Ce qu'il propose consiste à définir un nouveau point de vue pour observer la société, et donc une nouvelle posture épistémologique, qui permettrait d'approcher et d'intégrer les dualismes, les ambivalences, voire les contradictions avec lesquelles se confronte un monde en voie de globalisation. L'optique cosmopolitique serait « à la fois le résultat et le préalable à une reconstruction conceptuelle » (Beck, 2006 :11), à laquelle s'oppose l'optique nationale ou le nationalisme méthodologique (si on transpose cette optique à la science en général, et aux sciences sociales plus particulièrement). Si l'optique nationale exclut l'optique cosmopolitique, cette dernière a la capacité d'inclure l'optique nationale en traçant ses limites, et propose une autre lecture des réalités que l'optique nationale ne peut pas saisir ou expliquer. Tout en soulignant que le cadre national de la vie sociale, économique et politique n'est en aucun cas aboli, cet auteur montre une fois de plus les limites de l'optique nationale qui « incarcère » territorialement l'identité. Formée avec la « Première Modernité », cette perspective se définit par l'« alternance exclusive ». Autrement dit, le nationalisme méthodologique, imprégné par cette optique, examine et explique les réalités sociales, culturelles et politiques dans des catégories exclusives les unes des autres (ou bien… ou bien) ; il ne peut pas expliquer les interdépendances globales tangibles qui se manifestent par-dessus les frontières sans faire référence au cadre d'analyse nationalement délimité. L'Etat-nation apparaît de la sorte non seulement comme une forme politique, mais aussi comme une épistémologie nous empêchant

[20] Les racines étymologiques du mot « cosmopolite » (« cosmopolitan » en anglais) proviennent du mot grec *kosmo-polite,* qui signifie littéralement « le citoyen (*politis)* du monde (*cosmos)* ».

[21] Tardivement publié en français, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* d'Ulrich Beck – paru en anglais déjà en 1986 – a ouvert la voie pour un débat intellectuel très fertile en Allemagne et en Grande-Bretagne. Selon son auteur, cet ouvrage représente une tentative pour penser une transformation sociale qui s'exprime dans le passage de la « modernité industrielle » à une « modernité réflexive ». Dans ce passage, le risque n'est pas simplement une menace externe qui s'accentuerait, mais un produit constitutif de notre monde social, générateur de nouvelles solidarités. Au service de ce vaste programme, Beck analyse cette modernité réflexive au regard du processus d'individualisation et des transformations de l'activité politique. L'originalité de cette sociologie du passage de la société industrielle à la société du risque réside dans son pouvoir anticipatif, car à l'inverse des démarche classiques de sciences sociales, sa « théorie projective orientée empiriquement » vise à « éliminer du champ de vision le passé qui règne encore et d'y substituer l'avenir qui déjà aujourd'hui commence à prendre forme » (Beck, 2001).

de reconnaître la cosmopolitisation (volontaire ou inconsciente, latente) de la réalité (Rantanen, 2005b).

Tout comme les concepts de transnationalisme et de globalisation, les théories du cosmopolitisme connaissent récemment une grande prolifération. Le cosmopolitisme est invoqué par différents auteurs comme une condition socioculturelle, une philosophie ou une vue sur le monde imprégnée par des valeurs universalistes, un projet politique de construction d'institutions transnationales et de reconnaissance des identités multiples, une attitude ou une disposition de s'engager avec et dans le monde, ainsi qu'une compétence d'être « betwixt and between » (Vertovec et Cohen, 2002).

Nous nous arrêtons plus particulièrement sur la contribution d'Ulrich Beck, car elle se remarque par la distinction qu'il fait entre *cosmopolitisme* et *cosmopolitisation,* soit entre philosophie et pratique. Si le cosmopolitisme a toujours existé comme catégorie philosophique[22], dans la logique nationale il ne pouvait régner que dans les esprits, sans aucune consistance par rapport au nationalisme qui, lui, pousse à l'agir et dicte les principes d'action gouvernant la réalité. Or, en distinguant le cosmopolitisme de la cosmopolitisation, Beck rend attentif sur le fait que

> « si la réalité devient cosmopolitique, c'est aussi ou même plutôt le fruit d'un choix *imposé,* ou d'une *conséquence secondaire* d'une décision inconsciente » (Beck, 2006 : 42) et qu'« en ce sens, la cosmopolitisation renvoie à des cosmopolitismes latents, des cosmopolitismes *inconscients,* des cosmopolitismes *passifs,* qui sont autant de conséquences secondaires du commerce mondial ou des dangers globaux (la catastrophe climatique, le terrorisme, les crises financières) et constituent la réalité » (Beck, 2006 : 43).

Ceci oblige de prendre en compte des facteurs incontrôlables et externes aux structures nationalement conçues. La cosmopolitisation renvoie alors à un processus relationnel dans lequel il faut analyser conjointement les interconnexions entre changements et dynamiques cosmopolitiques d'une part, et les résistances et blocages à ces changements de l'autre.

> « cosmopolitanization, therefore, by no means indicates 'a' cosmopolitan society, but the interactive relationship of de-nationalization and re-

[22] Beck retrace dans son ouvrage la généalogie du concept de cosmopolitisme, remontant dans l'histoire des idées jusqu'à l'antiquité. Doté d'un pouvoir d'action, capable d'ordonner le monde, ce concept a connu trois moments clé pour son façonnement, correspondant au : « cosmopolitisme émancipateur : le cosmopolitisme antique (*stoa*) ; le *jus cosmopolitica* des Lumières (Emmanuel Kant) ; le crime contre l'humanité (Karl Jaspers, Hannah Arendt) » (Beck, 2006 : 92). Fine et Cohen (2002) ajoute le « Nussbaum moment », pour se référer au modèle éducationnel américain qui place l'individu comme noyau d'une série de cercles concentriques d'appartenance, le premier correspondant à la famille et le plus extérieur à l'humanité entière.

> nationalisation, de-ethnicization and re-ethnicization, de-localization and re-localization in society and politics » (Beck, 2002c: 81).

Pour étudier la cosmopolitisation,

> « il convient d'adopter une sociologie *axée sur les processus*, c'est-à-dire de tout faire pour éviter que le recours à des concepts statiques n'oblitère pas l'aspect processuel. De même, il faut résister à la tentation de décrire la cosmopolitisation sous la forme d'un *modèle de phases qui se succèdent* » (Beck, 2006 : 186).

Ce processus frappe par son étendue et la rapidité de sa diffusion dans le corps social, à tous les niveaux. Mais les interconnexions, les interdépendances et le mélange des cultures – malgré le fait qu'elles sont présentées et abordées comme un phénomène inédit et propre au XX^{e} siècle – ne représentent pas une nouveauté dans l'histoire de l'humanité. Ce qui est nouveau c'est « le fait qu'on le remarque, qu'on en ait conscience, qu'on l'exploite politiquement, *que l'opinion publique mondiale le pense et le reconnaisse* » (Beck, 2006 : 45). Ce phénomène trouve son reflet dans la réflexivité sociale propre à la modernité de deuxième ordre (Beck, 2002c) et détermine une orientation spécifique des valeurs. C'est ce qui fait le propre du cosmopolitisme, qui correspond à une société qui incarne des valeurs cosmopolites (Roudometof, 2005). Selon Ulrich Beck (2002a), sa caractéristique essentielle réside dans *l'imagination dialogique*, c'est-à-dire dans la capacité des acteurs sociaux à percevoir et à s'approprier de manière créative les contradictions et les complémentarités des cultures différentes, tout en contribuant à l'émergence d'une valeur nouvelle, celle du respect de la culture des autres. Nous retrouvons ici la définition du cosmopolitisme de Hannerz, c'est-à-dire « an orientation, a willingness to engage with the Other » (Hannerz 1990 : 239). Cette aptitude renforce la réflexivité de nos sociétés et inscrit la responsabilité des acteurs dans une sphère globale, en obligeant ces derniers à une négociation permanente des expériences culturelles contradictoires sur les plans politique, économique et social. L'optique cosmopolitique rend compte d'un processus d'interpénétration des cultures, incontournable dans un monde entré dans une ère où règne la société informationnelle (Castells, 1998) et celle des risques (Beck, 2001). Elle est une « optique politiquement ambivalente, réflexive » (Beck, 2006 : 23), « vernaculaire » (Werbner, 2006), permettant de regrouper des notions contradictoires, et de poser la question de la co-existence des revendications très locales, culturellement enracinées, avec des pratiques transcendantes, élitistes et universalistes, qui se déploient translocalement et transnationalement. Cette approche se définit par opposition à la perspective nationale, basée sur une imagination monologique, d'homogénéité culturelle et

d'unité territoriale. La société cosmopolitique est ainsi constituée sur « l'inclusion de la différence de l'autre » – « the other otherness » – et l'optique cosmopolitique est celle d'une double inclusion « et…et… ». De la sorte,

> « The cosmopolitan model is about being equal and being different at the same time. This is the 'cosmopolitan grammar', it's not about saying, there is no longer distinction between us and them » (Rantanen, 2005b: 258)[23].

Les oppositions binomiales national/international, dedans/dehors sont ainsi supplantées par un rapport d'ordre cumulatif, car on peut très bien être dedans et dehors à la fois.

Beck (2002a; 2006) met en évidence cinq principes de base de l'optique cosmopolitique : (1) le *principe de l'interdépendance* se manifestant à travers l'expérience des risques et des crises globaux de la société mondiale ; (2) le *principe de la reconnaissance des différences* au sein de la société mondiale (différence de l'avenir, de la nature, de l'objet) ; (3) le *principe de l'empathie cosmopolitique* ; (4) le *principe de l'invivabilité d'une société mondiale sans frontières* ; et (5) le *principe de mélange* entre cultures locales, nationales et cosmopolitiques.

La pluralisation des frontières, selon une des thèses opérationnelles de base de la théorie de la modernité réflexive d'Ulrich Beck (Beck et *al.*, 2003), constitue une des clés de lecture du processus de « cosmopolitisation ». Les frontières, dans un sens large (entre nature et société, sujet et objet, Nous et les Autres), qui dans la perspective du nationalisme méthodologique sont figées, ne sont plus prédéterminées, deviennent négociables, peuvent être choisies et interprétées, mais doivent en même temps être à nouveau légitimées. Dans la vision d'Ulrich Beck, la perspective analytique et descriptive propre aux sciences sociales doit, dès lors, se libérer des catégories nationales et proposer un nouveau programme théorique – d'une « sciences sociale cosmopolitique » – disposant d'une « nouvelle grammaire » du social et du politique (Beck, 2006).

> « social science must be re-established as a transnational science of the reality of denationalization, transnationalization and 're-ethnification' in a global age – and this on the levels of concepts, theories and methodologies as well as organizationally. This entails that the fundamental concepts of 'modern society' must be re-examined. *Household, family, class, social inequality, democracy, power, state, commerce, public, community, justice, law, history,*

[23] Selon Beck, « cosmos means everybody is part of the cosmos, part of nature, part of humanity, let's say, human rights. Everybody is, by him – or herself, equal in this dimension. There are no basic differences in relation to the cosmos. But, at the same time, they are part of a different polis – state, ethnicity, gender, religion, whatever. This is a model of differentiation, which does not lead to 'either/or' principle. It's an 'as well as' principle. It's a different model of identity ». (Rantanen, 2005: 258).

> *politics* must be released from the fetters of methodological nationalism and must be reconceptualised and empirically established within the framework of a cosmopolitan social and political science » (Beck, 2002b: 53-4).

Ce changement de perspective autorisera un inversement des polarités des thématiques établies en sciences sociales et permettra de jeter un regard neuf sur la diversité d'interdépendances, à la fois entre Etats et individus, à différents niveaux et échelles d'agrégation. Ainsi, par la cosmopolitanisation, c'est la nature même du social et du politique qui change. La globalisation ne modifie pas seulement la relation entre les Etats-nations et entre leurs sociétés, mais elle conduit à une transformation des sociétés de l'intérieur, que Beck (2002a) appelle 'cosmopolitanization of nation-state societies'. Nous retrouvons cette même idée dans les travaux de Saskia Sassen qui souligne l'importance de l'échelle locale/sous-nationale dans l'analyse des phénomènes globaux, car un grand nombre de composantes institutionnelles – identifiées comme nationales dans l'optique nationale – constitue les champs d'opération des dynamiques usuellement identifiées comme globales (Sassen, 2003). L'auteure appelle ce processus « dénationalisation », en mettant l'accent sur les limites de la conceptualisation du local comme part d'une hiérarchie d'échelles emboîtées (local → régional → national → global) construite sur le critère de proximité physique/géographique (Sassen, 2003). L'internalisation de la différence et de l'altérité rend possible la co-existence des dynamiques globales et locales, des mouvements nationalistes et globalistes, et permet une vision pluraliste des appartenances et la possibilité d'occuper différentes positions sociales en rapport avec différentes sociétés nationales. Les deux processus fondamentaux pour la société cosmopolitique – la globalisation et l'individualisation – ouvrent le débat sur les deux principaux biais des sciences sociales : le biais territorial et le biais collectif (Beck, 2002a, 2006).

Il nous semble alors que le concept de « société cosmopolitique » a le mérite d'essayer de décrire une qualité et une forme de différenciation sociétale historiquement nouvelle. Selon Beck (2002c), dans une société cosmopolitique, la communauté basée sur le lieu (les liens de voisinage), l'origine (les liens familiaux) ou l'appartenance nationale (la solidarité citoyenne) perd son poids central pour laisser place à une communauté d'intérêts. Le liant de ce type de communauté est formé par la conscience d'appartenir à un monde fait d'interdépendances, à une société des risques. Cet idéal-type de société cosmopolitique correspond à une société déterritorialisée, structurée par un processus objectif (mesurable) de cosmopolitisation, dans

laquelle les valeurs cosmopolitiques valent plus que celles nationales ; des parties, des identités et des institutions nationales-cosmopolites sont inventés et développés en occupant une place de plus en plus importante par rapport aux mouvements nationalistes. Sur le principe de la double inclusion, la société cosmopolitique est à la fois « cosmopolitan society and its enemies » (Beck, 2002a ; 2002c).

Les fondements conceptuels des sciences sociales sont ainsi interpellés, et un changement épistémologique correspondant au changement ontologique semble de plus en plus urgent (Beck, 2002a, 2006 ; Featherstone, 2002). Les défis d'une telle posture épistémologique sont multiples et la transition vers un « cosmopolitisme méthodologique » pourrait révolutionner les catégories et les conceptions du changement lui-même. L'Etat-nation, en tant qu'unité d'analyse – « container » de tout processus social – deviendrait alors obsolète (sans pour autant perdre de son importance en tant que régulateur politique des phénomènes locaux, nationaux ou globaux).

Cette nouvelle grammaire sociologique, dotée d'outils conceptuels nouveaux, serait, par exemple, capable d'expliquer la transformation de l'Etat-nation de l'intérieur lorsque l'expérience quotidienne du global se banalise, grâce à l'émergence de la

> « possibilité d'un espace simultané d'expérience pour une civilisation globale caractérisée par la quotidienneté des événements globaux, de la coopération globale et de l'empathie globale » (Beck, 2006 : 19).

Les inégalités globales, la transnationalisation des risques de la deuxième modernité, les dynamiques globales des marchés économiques, les flux migratoires ne sont que quelques-uns des exemples d'objets de recherche qui bénéficieraient de ce changement.

La théorie cosmopolitique apparaît comme dualiste, ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, car elle pose la question des conséquences de la globalisation et des processus de transnationalisation qui minent insidieusement les fondements monolithiques d'une posture nationaliste méthodologique. En les nommant les « dilemmes » du cosmopolitisme, Beck (2002a) tente de donner des réponses aux contradictions émergeant de cette posture.

Tout d'abord, le dilemme *universaliste-pluraliste* – à savoir s'il existe un cosmopolitisme unique et universel ou plusieurs grammaires cosmopolitiques ; la piste que l'auteur propose suggère que le sens même du cosmopolitisme est concentré dans une pluralité d'antagonismes

et de différences et que la définition vague et large de l'approche cosmopolitique – en tant qu'« imagination dialogique » – représente un « avantage décisif »[24] .

Ensuite, le dilemme *ethnique* – qui consiste à chercher des explications pour le paradoxe ethnique de la globalisation traduit par la multiplication des mouvements de repli et le renforcement des réactions racistes et xénophobes, dans le contexte d'une ouverture grandissante des sociétés cosmopolitiques sur le monde.

Le dilemme *global-local* – qui repose sur une fausse contradiction et tension entre le local et le global ; le cosmopolitisme n'exclut pas le local, au contraire, les identités et les formes cosmopolites de vie sont « ethically and culturally *simultaneously* global and local » (Beck, 2002a : 36, souligné en italique par l'auteur). Une telle posture épistémologique permet d'imaginer que les sociétés évoluent dorénavant dans une sphère des expériences de l'ordre du « glo-cal ». Les dimensions clés de la vie sociale – tels la production, l'identité, la mémoire, les croyances, la nourriture, etc. – ne peuvent plus être situées uniquement dans un contexte local ou national, mais globalement et localement à la fois (Beck, 2002a). Par conséquent, les individus évoluent dans des univers sociaux et culturels complexes, souvent éloignés dans l'espace, mais reliés par une maille très dense de réseaux, de connexions, d'interdépendances.

Le dilemme *multiculturaliste* : le cosmopolitisme est essentiellement différent du multiculturalisme qui postule que chaque individu est le produit d'un héritage culturel d'origine (langue, traditions, convictions, habitudes) qui constituera son empreinte culturelle, qui le pré-forme et qui détermine son comportement et sa réaction à la rencontre des autres cultures. Or, selon les défenseurs de l'ordre cosmopolitique, il n'y a pas de concurrence entre être d'ici et de là-bas, car ils célèbrent l'idée du libre choix de la culture : chacun est libre de construire sa propre culture, en composant avec les appartenances et les signifiants culturels de sa trajectoire. L'individualisation[25] propre à la modernité réflexive rend possible un tel processus (Beck et Beck-Gernsheim, 2002). Dans cette perspective, il faut repenser les figures

[24] Cette même caractéristique est perçue par différents auteurs comme un point faible de la théorie de Beck.

[25] Le concept d'individualisation – distinct de l'individualisme ou de l'individuation – décrit une transformation structurelle des institutions et de la relation des individus avec la société, dans le contexte d'un changement complexe du monde moderne. Il permet d'une part d'explorer comment les individus gèrent la transformation des status résultante de la « de-traditionalisation des classes sociales » et avec quelles conséquences sur leur identités ; d'autre part, de s'interroger sur l'émergence de nouvelles formes de réintégration et de contrôle (Beck et Beck-Gernsheim, 2002).

de « l'autochtone » et de « l'étranger » qui ne sont plus antinomiques, mais se constituent mutuellement, en se nourrissant l'une de l'autre.

Le dilemme *constructivisme-réalisme* : la posture cosmopolitique est anti-essentialiste, « without a privileged link to ethnicity, gender, class or cultural tradition » (Beck, 2002a : 37), reposant sur le principe que les identités collectives et les appartenances nationales sont « historically invented and constructed *imagined communities* » (Beck, 2002a : 37, souligné en italique par l'auteur).

Et enfin, le dilemme *lois internationales – droits de l'homme* : les droits de l'homme constituent une sorte de « civil religion of modern cosmopolitanism », mais le risque serait – comme l'histoire l'a prouvé – que cet « humanisme transnational » se transforme en « humanisme militaire » pour légitimer des interventions armées contre la souveraineté des Etats. Or la perspective cosmopolitique pointe sur l'insuffisance d'un ordre légal transnational capable de gérer les interdépendances dans un monde global et pointe sur la nécessité d'instaurer un système de gouvernance transnationale.

Mais le caractère ambivalent de la théorie cosmopolitique constitue aussi sa faiblesse, parce que celle-ci peut apparaître pour certains comme utopiste ou imprécise pour offrir une alternative rigoureuse au cadre d'analyse, solidement construit et historiquement ancré, du nationalisme méthodologique.

Nous partageons l'avis de Victor Roudometof (2005) qu'une première limite importante de cette perspective dialectique résulte de la nature duale du concept de cosmopolitanisation qui est à la fois un processus et son résultat, « a transformation that leads to the emergence of a cosmopolitan society » (Roudometof, 2005 : 118) ; Beck construit sa théorie sur un va-et-vient entre une description sociologique des transformations sociétales et des arguments moraux prescriptifs insuffisamment explicité, à notre avis, pour mener à une nécessaire clarté conceptuelle. Ainsi,

> « What appears initially as the *explanandum* – cosmopolitan society as the outcome of some historical process – is progressively transformed into the *explanans*: it is cosmopolitanization that explains the changing nature of social life in late or second modernity » (Roudometof, 2005: 117-8).

En deuxième lieu, il nous semble que cette ambiguïté ne permet pas de clarifier suffisamment les différences de niveau et les imbrications sous-jacentes entre globalisation (interne), transnationalisation et cosmopolitisation, ce qui maintient un certain nombre de confusions ou

de contradictions. Or, l'auteur même – conscient de certaines limites de son modèle – tente de clarifier une distinction nécessaire entre la globalisation et la cosmopolitisation, insistant sur le fait que cette dernière est utilisable – selon lui – dans un sens plus épistémologique, pour rompre avec le modèle « oignon » (du local contenu dans le national, à son tour enveloppé par l'international, le tout contenu dans le global). L'optique cosmopolitique permettant de rendre compte d'interdépendances et d'interactions complexes entre les différentes couches de ce modèle, et d'étudier la globalisation au cœur même du local et du national (Rantanen, 2005). Une corrélation positive entre les processus de cosmopolitanisation et de transnationalisation est expressément formulée, Beck utilisant parfois ces termes de façon interchangeable, en prenant l'exemple d'indicateurs du transnationalisme sous l'étiquette du cosmopolitanisme. Afin de pallier à la confusion à laquelle cet usage des deux notions pourrait prêter, Victor Roudometof (2005) propose une analyse en trois étapes : identifier tout d'abord l'ensemble des processus sociaux qui transgressent les frontières de l'Etat-nation ; nommer et décrire ensuite les modes de vie dans un monde dans lequel les relations sociales se déploient à travers les frontières ; et enfin dégager les transformations qualitatives des attitudes et des pratiques individuelles découlant de cette nouvelle réalité.

Il s'agirait alors de distinguer entre (1) la globalisation interne (Beck et *al*., 2003) – ou glocalisation (Robertson, 1994 ; Roudometof, 2005) – ou cosmopolitisation (Beck, 2002a ; 2006) de la réalité ontologique, responsable du changement de la vie quotidienne des gens, exposés à des stimulis globaux indifféremment qu'ils soient ou non des migrants transnationaux (Roudomedof, 2005), qui crée les prémices, les conditions et les infrastructures nécessaires pour les interactions transnationales entre individus et institutions ; (2) les formes émergeantes d'une vie sociale transnationale qui donne naissance à des nouvelles structures sociales transnationales : les communautés transnationales (typiquement des communautés de transmigrants, mais pas uniquement), les espaces sociaux transnationaux (construits sur la base d'interactions et des pratiques transnationales entre des acteurs dispersés, sans forcement impliquer des migrations internationales) et les champs sociaux transnationaux – des interactions transnationales plus complexes, structurés par des relations de pouvoir entre des agents et des acteurs multiples ; et (3) un continuum ou une échelle d'attitudes et des postures face à ces changements dont les deux pôles opposés seraient d'un côté le cosmopolite et de l'autre le local – en tant qu'idéaux types, définis selon le degré

d'ouverture vers d'autres mondes et cultures et d'attachement culturel et territorial à des lieux, des traditions et des institutions spécifiques.

L'hypothèse du continuum local-cosmopolite est particulièrement intéressante car, d'une part, elle permet l'existence des différentes formes de cosmopolitisme : « glocalized », « universalized », « thin », « rooted », « unconscient » « common » ou « banal » ; d'autre part, elle permet l'opérationnalisation de ce dernier selon plusieurs dimensions : le degré d'attachement et d'identification à une localité, à un Etat ou un pays, à une culture locale et le degré de protectionnisme économique, culturel et institutionnel qui en résulte (Roudometof, 2005). D'autres auteurs proposent par ailleurs d'enrichir les termes de ces analyses en utilisant des modèles bi-, voire pluri-dimensionnelles d'opérationnalisation des concepts du cosmopolitisme et du transnationalisme, en croisant par exemple l'axe local-global (mesurant l'attachement au local) avec un axe protectionnisme-ouverture (mesurant les aspects socioculturels de l'attachement) (Olofsson et Ohman, 2007). Dans une approche complémentaire, Hannerz défend la thèse d'une juxtaposition entre les échelles « locale » et « cosmopolite », car d'une part, « there can be no cosmopolitans without locals » (Hannerz, 1990). D'autre part, pour les acteurs d'orientation locale, « diversity itself, as a matter of personal access to varied cultures, may be of little intrinsic interest ». (Hannerz 1990 : 242).

Nous retenons cette grille de lecture car

> « the specification of a continuum that consists of different degrees of attachment allows the researcher to view cosmopolitan and local predispositions as relationships of degree, and not absolutes » (Roudometof, 2005:123).

En outre, nous estimons qu'elle pourra être adaptée plus tard pour analyser le positionnement des migrants roumains hautement qualifiés dans le dessin d'un tel continuum d'attitudes, qui justifierait pourquoi certains migrants transnationaux sont davantage prédisposés vers le cosmopolitisme, tandis que d'autres, tout en étant activement impliqués dans des activités et des dynamiques transnationales, restent plutôt prédisposés vers le localisme.

2.5.3. L'apport de l'approche cosmopolitique à la sociologie des migrations (transnationales)

La théorie sociale défendue par Ulrich Beck – bien qu'elle soit controversée par une partie de ses confrères – représente l'une des formes les plus vivantes, stimulantes et créatives de la sociologie développée au cours de ces dernières années. C'est la seule approche ayant pour

ambition de se présenter comme une théorie générale, capable de réinterpréter toutes les bases conceptuelles de la discipline (Latour, 2003). Il s'agit d'un manifeste pour une sociologie nouvelle, qui exige une reformulation des objets, des méthodes et des problématiques traditionnelles de la discipline.

La lecture des sociétés proposée par Ulrich Beck et par d'autres chercheurs adhérant à sa théorie a le mérite d'ouvrir, entre autres, des nouvelles voies de réponse aux questions qui préoccupent les chercheurs transnationalistes. Pour repenser cette discipline, il faudrait donc rompre avec l'étude du concept de société « enchâssé dans les notions d'État, de citoyenneté et de société nationale » (Urry, 2000 : 19) au profit de l'examen d'autres forces motrices des sociétés d'aujourd'hui – telles le risque, l'incertitude, la mobilité, les technologies – générant des nouveaux principes organisateurs des flux et des réseaux des êtres humains et des objets. L'approche cosmopolitique permet au chercheur de reconnaître les interdépendances grandissantes entre processus nationaux et globaux, indépendamment de leur ancrage territorial. Ainsi,

> « a process, which happens within a territory of sovereign state, does not necessarily mean that is a national process. Conversely, the national (such as firms, capital, culture) may increasingly be located outside the national territory, for instance in a foreign country or digital space. This localization of the global, or of the non-national, *in* national territories, and of the national outside national territories, undermined a key duality running through many of the methods and conceptual frameworks prevalent in social sciences, that the national and the non-national are mutually exclusive » (Sassen, 2000:145).

Cette approche implique non seulement une nouvelle sensibilité transnationale pour la recherche empirique mais aussi une recherche des cadres conceptuels de référence novateurs pour étudier et comprendre les conséquences de la transnationalisation des structures sociales sur des concepts clés de la sociologie tels que la classe, le pouvoir, les inégalités.

> « Transnational studies that remove the distinction between national and international and simultaneously conceptualise and research the national and the transnational on the basis of the both/and principle, have to break with the basic assumption that the nation-state society actually forms a totality and that relations between different nation-states and national societies are ruled out analytically when it comes to researching what is "actually real" – the class structure and political dynamics of national societies » (Beck et Lau, 2005: 554).

En même temps, on peut légitimement se demander quels indicateurs trouver pour saisir ces transformations profondes de la structure sociale ? Qui sont ces acteurs cosmopolites,

capables d'instrumentaliser des référents identitaires ambivalents et de se projeter dans un monde où les frontières étatiques se diluent, mais où d'autres barrières s'érigent ? Sommes-nous tous en train d'y devenir ? Croire qu'il suffit d'être quotidiennement exposé à une réalité globale, largement colportée par les médias de nos jours, ou bénéficier des possibilités (techniques et culturelles) d'être relié à plusieurs univers pour devenir et/ou se revendiquer citoyen du monde signifierait de tomber dans le piège d'une « cosmopolitan fallacy » – un faux cosmopolitisme (Beck, 2002a). Car, on l'a compris, la cosmopolitanisation actuelle met en évidence les ambivalences dialogiques, les dialectiques du conflit, les paradoxes de la modernité réflexive. Du point de vue historique, le cosmopolitisme a été réservé à une élite, dotée des ressources nécessaires pour voyager, apprendre des langues, s'imprégner d'autres cultures et s'ouvrir sur le monde (Vertovec et Cohen, 2002). Globe-trotters, nouvelles élites économiques globales, cadres transnationaux, la classe capitaliste transnationale (Sklair, 1999), les « Ethno-Yars » (Vertovec et Cohen, 2002) incarnent à l'évidence l'image contemporaine de l'acteur cosmopolite. Pour nommer cette classe émergeante des élites globales (formée des spécialistes en droit, IT, MBA, etc.), des « smart people without roots […] floating above the world » et se déplaçant sans restriction entre les villes globales (Sassen, 1996), Vertovec et Cohen (2002) utilisent même le terme de « cosmocrates ». De nombreux phénomènes transnationaux – tels que la double ou multiple citoyenneté, les réseaux transnationaux des migrants ou des professionnels, les modes de vie transnationaux, les formes de mobilité et les déplacements internationaux, la transformation des identités nationales, la couverture médiatique globale d'événements planétaires, les crises écologiques, etc. – deviennent des indicateurs pertinents du processus de cosmopolitanisation (Beck, 2002c ; Roudometof, 2005). Le transnationalisme ne concerne cependant pas uniquement les groupes immigrés, il est l'expression d'une globalisation se manifestant quotidiennement, à un micro-niveau, dans la vie des gens ordinaires (Hiebert, 2002).

Cela dit, la migration transnationale – donnant lieu à des nouvelles instances socialisatrices, qui sortent du cadre national – constitue un objet d'étude particulièrement adapté pour explorer les conséquences d'un mode de vie cosmopolitique. Des familles qui vivent transnationalement, des enfants qui maîtrisent dès leur plus jeune enfance deux ou plusieurs langues, qui acquièrent des compétences sociales dans plusieurs cosmos, éduqués transnationalement, des transmigrants qui ont l'expérience de plusieurs cultures et qui savent en tirer profit dans le contexte momentané dressent les repères ontologiques d'une

redéfinition cosmopolitique des sciences sociales. Inversement, une sociologie cosmopolitique permet de s'interroger et de comprendre

> « the complicated accommodations, alliances and creative contradictions between the nation-state and mobile capital, between the hidden cosmopolitanization of nation-state societies and national identities and institutions, between cosmopolitanism and nationalism » (Beck, 2002a : 26).

La sphère transnationale n'élimine pas la sphère nationale de l'expérience, mais la transforme profondément, produisant des changements importants au niveau du rapport espace-temps, des identités, du paradigme de la production (Beck, 2002a). Ainsi, la sociabilité n'est plus dépendante de la proximité géographique et une sociologie cosmopolitique devrait s'intéresser non seulement à la présence et l'absence, mais aussi à une « présence imaginée » (Beck, 2002a ; Urry, 2000 ; Appadurai, 1996), et encore plus à la co-présence. Sur le plan des identités, cette transformation a des conséquences en nourrissant des sentiments d'appartenance complexes, ancrés dans plus d'une localité, car « being cosmopolitan means having specific as well as multiple identities » (Rantanen, 2005b :257). Les conséquences du transnationalisme migrant pour la transformation du sens de l'appartenance, des attitudes, des mentalités des non-migrants (Levitt et de la Dehesa, 2003 ; Vertovec, 2004a) constituent un indice du processus de cosmopolitisation en cours. Le sens de la communauté change, car celle-ci n'est plus déterminée uniquement par les liens de voisinage ; la mémoire collective perd de son unité et de son monolithisme. En même temps, chacun ne profite pas de la même manière des possibilités de mobilité, de communication et d'ancrages pluriels. Les conditions historiques et les contextes institutionnels et politiques locaux, voire nationaux, façonnent la réaction et influencent la position que les individus prennent en contact avec une réalité en changement. Une sociologie cosmopolitique doit alors interroger les mécanismes du pouvoir qui favorise la mobilité et la relocation des populations diverses à travers les structures sociales cosmopolites émergeantes (Beck, 2002a). Elle permettra, entre autres, de comprendre comment change le paradigme de la production territorialement située et de s'intéresser, en particulier, à la naissance d'un cadre décisionnel transversal aux Etats-nations, correspondant à une déterritorialisation des formes de production dans un contexte de compétition et d'opportunités globales. Des concepts tels que la classe et les strates sociales, exclusion et inégalités, formes de capital, etc. doivent être reformulés dans un cadre cosmopolitique d'analyse, c'est-à-dire afin de rendre compte de la possibilité d'occuper différentes positions

sur l'échelle sociale, en relation avec plus d'un Etat nation, dans une sphère transnationale d'existence et d'action, car

> « a *single* nation-state frame of reference for *all* social inequalities and *all* 'classes' can no longer be assumed » (Beck, 2002a : 33).

Toujours est-il que sur le plan d'analyse, il est urgent d'interroger les rapports hiérarchiques entre les différentes échelles spatiale – locale, régionale, nationale, internationale, globale – pour rendre compte de l'imbrication multi-niveaux qui admet l'expression du global à l'intérieur des micro-dynamiques locales et des particularismes à l'intérieur des mouvements globaux (Sassen, 2003 ; Beck, 2002a ; Rantanen, 2005b ; Roudometof, 2005), le transnationalisme migrant représentant un champs d'études particulièrement intéressant pour l'exploration empirique de ces transformations.

3. Objectifs et enjeux de recherche. Aspects méthodologiques

Le sociologue n'échappe à la force des prénotions que grâce à son travail de distanciation qui l'oblige à chercher une vérité sociologiquement valable, c'est-à-dire à trouver des explications et des interprétations aux simples évidences empiriques. Il est toutefois important de reconnaître que notre intérêt pour un sujet plutôt que pour un autre est réveillé et s'explique par nos sensibilités pour des réalités sociales que nous côtoyons et qui nous interpellent. Le choix du présent sujet de recherche, qui remonte à notre travail de DEA, a été certainement déterminé par l'observation d'une réalité immédiate (dans la société roumaine de la fin des années quatre-vingt dix). Etant nous-mêmes au profit d'un baccalauréat en sciences et d'une licence en mathématiques, notre entourage proche était composé de nombreux jeunes scientifiques, ingénieurs et informaticiens. Nous constations année après année que les rangs de nos anciens collègues de faculté et de lycée diminuaient en raison des départs successifs au Canada et aux Etats-Unis. Ce premier constat a éveillé notre curiosité sociologique pour un phénomène qui semblait gagner des proportions importantes au niveau du pays. La connaissance de ces milieux a facilité l'entrée en contact avec des professionnels migrants et nous a servi comme base de départ pour nos observations. Ce n'est que par un réel travail ultérieur de rupture et de recherche que nous avons ensuite pu comprendre les différents registres sur lesquels ces migrations se déployaient.

Notre base de recherche repose sur deux pôles : les migrations des élites professionnelles roumaines et l'usage qu'elles font des TIC en situation migratoire. Dans un mouvement pendulaire entre la théorie et le terrain, les contours de notre objet de recherche se sont précisés au fur et à mesure ; certains traits se sont estompés, tandis que d'autres se sont imposés comme lignes directrices de notre travail.

Quel est l'impact des technologies d'information et de communication sur les dynamiques migratoires des professionnels roumains hautement qualifiés (et cela dans toutes les étapes du processus migratoire : avant la migration proprement dite, à l'arrivée dans le pays d'accueil, et après la migration) ? Il s'agit de notre principale interrogation. Nous avons analysé en particulier le rôle que les TIC jouent dans la mise en place de réseaux migratoires et dans la reproduction des capitaux (social, économique, humain) en situation migratoire. Mais notre attention s'est surtout tournée sur leur rôle dans l'émergence des espaces sociaux

transnationaux dans lesquels migrants et non-migrants se rencontrent et reformulent le sens de la mobilité, de l'identité et de l'expérience du national.

Le cadre théorique esquissé dans le chapitre précédent indique que les objectifs de cette étude ont pris forme autour de la recherche du sens des pratiques migratoires des professionnels roumains hautement qualifiés (notamment de leurs pratiques transnationales médiatisées par ordinateur) dans le contexte d'un monde en phase de cosmopolitisation, aux contours imprécis et changeants, source de transformations structurelles profondes. En situant notre recherche dans ce cadre théorique, l'apport sera double. D'une part, en adoptant une optique cosmopolitique nous pourrons saisir des dynamiques transnationales pour lesquelles le bagage conceptuel propre au nationalisme méthodologique et à la sociologie classique des migrations n'est pas adapté. D'autre part, le transnationalisme migrant fournit un bon indicateur des processus de cosmopolitisation en cours ; nous allons ainsi alimenter le débat cosmopolitique et transnational à travers plusieurs études de cas.

3.1. L'impact des TIC sur les pratiques migratoires : nouvelle clé de lecture des processus transnationaux

La pénétration massive des technologies d'information et de communication dans notre vie quotidienne représente sans nul doute l'un des principaux vecteurs de la cosmopolitisation de nos sociétés. La révolution produite par l'explosion de ces technologies et notamment du numérique à l'ère de l'information (Castells, 1998), est liée indissolublement aux transformations du monde contemporain.

Trente ans avant que le World-Wide Web soit inventé, Marshall McLuhan introduisait la métaphore du village global pour décrire l'essor des médias électroniques et le rôle de la technologie de communication (l'écriture alphabétique, la presse écrite et les médias électronique) dans la transformation profonde de l'organisation sociale (McLuhan, 1977 [1962]). Cet auteur visionnaire utilisait déjà le terme de « surfing » pour saisir les mouvements rapides, irréguliers et multidirectionnels à travers un important corpus hétérogène de documents et de connaissances, anticipant sans le savoir les changements d'envergure qui seront introduits plus tard par la révolution digitale.

Les conséquences de cette dernière ont pris une ampleur sans précédent dans l'histoire humaine. Elles concernent, entre autres, les processus de déterritorialisation des biographies,

la pluralisation des identifications, le tissage d'une maille sociale libérée de la contrainte territoriale, l'éveil d'une conscience planétaire et l'émergence des solidarités transnationales.

> « The more television, but also the mobile phone and the Internet, become part of the fittings of homes, the more the sociological categories of time, space, place, proximity and place change their meaning. Because this domestic information technology interior potentially makes those who are absent present, always and everywhere » (Beck, 2002a: 31).

Les médias électroniques renforcent la place de l'imagination dans la vie sociale, dans ses différentes acceptions : d'image en tant que principal fait social communicatif, mais aussi de communauté et de mondes imaginés (Appadurai, 1996). Chaque individu est quotidiennement exposé à une information lui permettant de se projeter en dehors de son territoire de vie, les TIC participant à une socialisation transnationale des individus, indifféremment de leur statut de migrant ou non-migrant.

Sur le plan des migrations internationales, la communication et la coopération à distance sont facilitées par la révolution digitale. Les TIC deviennent ainsi les instruments privilégiés pour le maintien des liens transnationaux. L'espace virtuel semble être pourvu des caractéristiques d'un « outil-clé » car les nouvelles technologies potentialisent les ressources dont les migrants disposent et leur permettent de mieux gérer la co-présence dans des espaces sociaux et géographiques multiples. L'habilité des populations dispersées à échanger des images et à élaborer des projets à distance, à travers les médias électroniques, engendre l'émergence des « sphères publiques diasporiques », expression des participations diverses et massives des migrants dans des sphères publiques nationales multiples. En même temps, toutes les communautés virtuelles ne sont pas diasporiques, comme toutes les communautés diasporiques ou transnationales ne sont pas soudées dans l'espace virtuel (Appadurai, 1996).

Pour baliser rapidement le champ de recherche auquel touche notre intérêt pour l'usage des TIC, et plus particulièrement de l'Internet en situation migratoire, il est indispensable de préciser les termes du débat et quelques concepts dont l'usage impose des précautions scientifiques.

3.1.1. Les TIC changent-elles les formes de sociabilité traditionnelle ? La dialectique virtuel / réel et le potentiel socialisant des TIC

L'expansion de l'usage de l'Internet à large échelle et la place de plus en plus importante que les TIC acquièrent dans la vie quotidienne des individus ont interpellé les chercheurs en sciences sociales depuis le début des années quatre-vingt dix. Dans son fameux ouvrage

Welcome to Cyberia, Arturo Escobar (1994) a attiré l'attention des anthropologues sur l'apparition d'un nouveau terrain d'étude et sur la nécessité de lancer des « études cyberculturelles » afin de décrire, analyser et comprendre comment la construction de la réalité est modifiée et négociée suite à l'adoption des TIC à toutes les échelles de la vie sociale (Panagakos et Horst, 2006). Il a identifié et indiqué de nouveaux domaines ethnographiques : l'usage des TIC, l'apparition de communautés, de langages et de cultures médiatisés par ordinateur, l'économie politique de la cyberculture, etc. Leur investigation exigeait une curiosité renouvelée, ainsi que l'adaptation des outils de recherche à ce nouveau terrain.

Dans un premier temps, les théories sociologiques cristallisées autour de l'impact social des technologies de communication et d'information se sont focalisées principalement sur la dialectique entre les déterminismes technologique et sociologique (Jouët, 1992) en insistant sur les décalages entre les discours sur les TIC et les pratiques effectivement constatées (Breton et Proulx, 1994). Il a été généralement difficile de s'écarter d'une certaine tradition de recherche concevant les TIC plus en tant qu'instruments de communication que des espaces inédits de sociabilité ou des « espaces de médiation » dans lesquels on (re)constitue des liens sociaux. Les débats scientifiques autour du potentiel socialisateur de l'espace virtuel ont envisagé les communautés et les rapports virtuels/réels comme un jeu à somme nulle : un usage intensif d'Internet et le développement des relations en ligne éloignerait l'individu de son entourage « en chair et en os » et vice versa. Le débat a été catalysé depuis la fin des années quatre-vingt par deux types de discours. Le premier critique et exacerbe la crainte d'un processus de virtualisation et d'apparition d'une « hyper-réalité » (Baudrillard, 1976) avec des effets désocialisateurs sur les internautes fervents. La technosocialité propre à la cyberculture (Saint-Martin, 2001) serait ainsi l'apanage d'un phénomène d'isolement et d'éloignement social, avec le risque d'une perte de contact avec la vie réelle (Jones, 1995a, 1997 ; Turkle, 1995). Le deuxième discours, enthousiaste, prône l'émergence de nouveaux univers sociaux et de nouvelles formes d'organisation sociale, la démocratisation de l'accès à des nouveaux médias communautaires, etc. (Rheingold, 1993, 2002 ; Rheingold et Kimball, 2000 ; Wellman et Gulia, 1999).

De nombreux chercheurs ont étudié les implications de l'Internet et de l'interaction en ligne sur l'identité, l'ordre et le contrôle sociaux, la structure et la dynamique des communautés virtuelles ainsi que sur les formes et les principes de l'action collective (Kollock et Smith,

1999 ; Wellman and Haythornthwaite, 2002 ; Proulx et Breton, 2002 ; Proulx, 2001 ; Wellman et Gulia, 1999 ; Proulx et Latzko-Toth, 2000). Ils ont mis en évidence la complexité des dynamiques d'interaction, des identités mises en scène dans l'espace virtuel et des mécanismes d'autorégulation des groupes virtuels ; ils ont étudié, entre autres, comment Internet influence le capital social, le soutien civique, l'école, le travail, etc.

La généralisation des réseaux globaux de communication à large échelle a également ramené la notion de communauté au cœur des débats scientifiques. Utiliser des notions telles que communauté virtuelle ou diaspora virtuelle soulève cependant des problèmes d'ordre théorique, car il n'est pas seulement question d'une simple juxtaposition de concepts, mais également de la recherche de nouveaux syntagmes mieux adaptés pour décrire la dynamique d'une réalité sociale en évolution. Comment définit-on une communauté[26] ? Est-ce qu'on peut vraiment parler de l'existence de relations communautaires à l'intérieur de l'espace virtuel ? De nos jours, il est communément accepté que les communautés soient moins basées sur la proximité spatiale, mais qu'elles soient plutôt fondées sur un tissu dense de relations sociales. Suite à la déterritorialisation des modes de vie de nos jours, les communautés d'intérêt[27] – composées d'individus qui partagent soit une identité, soit des expériences et des préoccupations communes – remplacent de plus en plus les communautés de voisinage.

Barry Wellman propose une définition de la communauté qui est adéquate à cette réalité sociale. Pour cet auteur, les communautés consistent de nos jours dans une maille de réseaux des liens interpersonnels qui fournissent de la sociabilité, du support, de l'information, un sens d'appartenance et de l'identité sociale (Wellman, 2001). Son approche s'avère utile pour aborder les changements sociaux produits par l'expansion d'une nouvelle culture de la communication qui efface, grâce aux TIC, les contraintes de l'espace et du temps. Le réseau virtuel, comme tout autre type de réseau social, fournit des ressources se mesurant dans la

[26] La notion de communauté a été définie par le philosophe allemand Ferdinand Tönnies dans son célèbre ouvrage *Gemeinschaft und Gesellschaft* publié en 1887. Selon cet auteur, à la base de toute communauté on retrouve deux élements fondateurs : la famille et les relations de voisinage et d'amitié. La communauté se développe autour de la « concorde » résultant naturellement de toutes ces relations, qui trouve sa parfaite expression dans l'organisation villageoise (Tönnies, 1977). Par ailleurs, Tönnies a analysé aussi les transformations que cette forme d'être en société était en train de subir suite au passage de l'ère préindustrielle à l'ère industrielle. Ainsi, selon lui, dans la société moderne la *volonté organique* est remplacée par une *volonté réfléchie* et les liens de nature individuelle « fondés sur le sang, l'affection, le respect et la crainte de la communauté traditionnelle » cèdent la place aux liens « d'ordre rationnel fondés sur le contrat et l'intérêt de la société moderne » (Tönnies, 1977).

[27] Par ailleuers, la notion de communauté d'intérêt a été introduite par un des pionniers de l'Internet, l'informaticien J.C.R. Licklider, pour imaginer les futures communautés virtuelles. Pour lui, « *[these communities] will be communities not of common location, but of common interest. In each field, the overall community of interest will be large enough to support a comprehensive system of field-oriented programs and data.* » (Licklider, 1968 : 38)

qualité de l'information qu'il véhicule et le type de support (psychologique, social, professionnel, culturel) offert à ses membres, tout en renforçant l'identité sociale de ces derniers. Cette définition insiste sur la dimension sociale de la communauté, en minimisant l'aspect spatial. Si un groupe forme une communauté ce n'est plus parce que ses membres sont voisins les uns avec les autres et qu'ils ont des contacts fréquents en face-à-face, mais parce qu'ils manifestent un sentiment d'appartenance et une identité sociale collective et pratiquent des relations sociales d'entraide. Autrement dit, la communauté existe parce que ses membres croient « faire communauté ». La contiguïté professionnelle, sociale, ethnique se déterritorialise dans une dynamique simultanée de l'espace et du temps. Les proximités sociales et spatiales fondatrices de la cohésion des voisinages communautaires perdent ainsi leur pertinence en tant qu'éléments d'attache de ces *communautés réticulaires* fondées plutôt sur les affinités électives de leurs membres. A l'ère des « sociétés en réseaux » (Castells, 1998), des appartenances multiples et de la « modernité réflexive » (Giddens, 1991 ; Beck, 2001) cette approche rend compte de façon pertinente des transformations sociétales importantes. Elle fournit un outil conceptuel particulièrement approprié pour l'analyse des communautés virtuelles, dans le sens où les frontières de ces formes sociales sont souples, les hiérarchies peuvent être transcendées, les connections se diversifient, permettant ainsi de passer facilement d'un réseau à l'autre. La communication médiatisée par ordinateur a une fonction commutative qui place l'individu au cœur de l'aménagement de l'environnement social qui l'entoure. Il est à l'origine des relations et des échanges qui font l'ensemble des espaces sociaux dont il est acteur, ce qui lui confère autonomie et pouvoir de décision. Wellman (2001) décrit clairement le potentiel de la mise en réseau à travers le Net:

> « Knowing how to network (on and offline) becomes a human capital resource, and having a supportive network becomes a social capital resource. The cost is the loss of a palpably present and visible community to provide a strong identity and belonging. The gain is the increased diversity of opportunity, greater scope for individual agency and the freedom from a single group's constrictive control » (Wellman, 2001 : 16).

Une des premières définitions du concept de communauté virtuelle – souvent prise de référence quand on se prête à l'analyse de l'émergence et du fonctionnement des groupes online – indique quelques-uns de ses traits incontournables en accentuant l'importance de l'engagement de ses membres :

> « Virtual communities are social aggregations that emerge from the Net when enough people carry on… public discussions long enough, with sufficient

> human feeling, to form webs of personal relationships in cyberspace » (Rheingold, 1993: 5).

Deux éléments fondateurs résultent de cette définition : la capacité de partager des émotions (feelings) et de communiquer (discussions) sans être forcément engagé dans une relation de face-à-face. Même les communautés territorialement identifiables ne sont pas fondées que sur l'interaction, l'imaginaire étant à l'origine d'une bonne partie des représentations et des sentiments d'appartenance à l'une ou l'autre communauté[28]. Les deux dimensions essentielles de la communauté virtuelle seraient donc *l'interaction* et *l'imagination* ou, autrement dit, le réseau des relations et le sentiment d'appartenance qui peuvent reposer sur des pratiques, des représentations et des convictions de nature très différente.

Il a été montré entre autres que l'anonymat enlève un grand nombre de signes qui font part d'une interaction en face-à-face, ce qui encourage les participants aux forums en ligne d'être moins inhibés. Les sociologues des TIC ont découvert que si cette donne permet de jouer avec l'identité, elle n'empêche pas la reproduction de hiérarchies et d'inégalités traditionnelles dans l'interaction en ligne (Kollock et Smith, 1999). Les conséquences en sont doubles et ambivalentes : d'une part, certaines interactions deviennent plus difficiles, d'autre part, on assiste au développement de relations fortes d'attachement entre des personnes partageant des valeurs et des intérêts communs. Cette asymétrie des interactions en ligne produit de la violence symbolique, ce qui soulève la question du contrôle social dans les groupes virtuels. De quels outils d'autorégulation disposent alors ces groupes sociaux particuliers, dans les conditions où leurs frontières sont ouvertes (les membres pouvant entrer et sortir à leur gré et au moindre coût), l'interaction dans le groupe se fait sous la couverture confortable de l'anonymat et ils se caractérisent par une grande diversité sociale ?

D'autres recherches se sont penchées sur les possibilités et les limites de la coopération en ligne et le potentiel d'Internet en tant qu'espace d'initiation d'actions collectives. Les travaux pionniers dans ce domaine ont précocement mis en évidence que le travail collaboratif a joué

[28] Benedict Anderson (1991: 6) fut le premier à trancher la dichotomie qui oppose réalité et virtualité : « in fact, all communities larger than primordial villagers of face-to-face contact (and perhaps even these) are imagined. Communities are to be distinguished not by their falsity/genuineness, but by the style in which they are imagined ». Dans son analyse des nations vues comme des communautés mentalement construites, il souligne que les médias ont très tôt apporté leur contribution pour reconstruire et entretenir le sentiment d'appartenance communautaire ou, plus largement, nationale, des diasporas et des minorités ethniques. Pourquoi Internet, en tant que nouveau média – plus démocratique car d'essence décentralisatrice, interactif, plus accessible au niveau de la création et de la manipulation et doté du pouvoir commutatif – ne deviendrait-il pas l'espace social qui donnera visibilité aux populations migrantes, géographiquement dispersées mais symboliquement « coagulées » autour d'une origine partagée ?

un rôle clé dans la création même de l'Internet (Wellman et *al.*, 1996). Il est par ailleurs habituel de trouver des personnes qui sont particulièrement généreuses à offrir leur temps et leur expertise dans les échanges en ligne (Kollock et Smith, 1999 ; Rheingold, 2002). Howard Rheingold (1993) utilise l'économie du don pour décrire les interactions sociales dans les communautés virtuelles. Il montre que ces interactions se caractérisent par une forme d'échange qui comporte à la fois plus de générosité et plus de risque que dans une relation don/contre-don. Les ressources produites dans les communautés virtuelles sont des biens publics, c'est-à-dire des ressources dont tout un chacun peut profiter, sans forcément avoir participé à leur création. En même temps, la tentation est grande d'adopter une position de *free-rider* ou de *lurker*, de bénéficier de manière égoïste et sans réciprocité des efforts, des informations et d'autres ressources produits par d'autres participants aux échanges, d'autant plus que l'environnement internet est moins contraignant que d'autres regroupements sociaux[29]. Se pose alors la question de savoir comment la coopération est-elle possible dans une situation qui englobe une tension de base entre la rationalité individuelle et collective (Kollock and Smith, 1996, 1999 ; Rheingold, 2002 ; Kollock, 1998). L'internet est un espace particulièrement favorable à ce genre de « dilemmes sociaux », c'est-à-dire des situations dans lesquelles la rationalité individuelle mène à l'irrationalité collective (Kollock, 1998).

3.1.2. L'hybridation des pratiques sociales

L'argumentation que nous proposons émet l'hypothèse qu'Internet est plus qu'un outil, un support ou un média : il est producteur de social. A l'heure du numérique, il est nécessaire de repenser la dialectique entre le réel et le virtuel. La diversité des environnements virtuels et la multitude des connexions qui s'établissent entre les communautés réelles et les groupes virtuels sont deux aspects qui imposent d'emblée une analyse plus profonde de ce processus, la frontière virtuel/réel étant plutôt perméable et fluide (Proulx et Latzko-Toth, 2000). Il conviendrait dès lors de regarder comment s'actualisent les pratiques virtuelles en lien à un quotidien ancré géographiquement et socialement. A la dichotomie entre virtualité et réalité qui a monopolisé jusqu'à présent l'espace des débats scientifiques autour des communautés virtuelles, nous prêtons davantage attention à une troisième voie, celle de l'« hybridité » (Proulx et Latzko-Toth, 2000 : 109). De nombreux arguments empiriques permettent de

[29] Dans l'espace virtuel, les abus peuvent prendre différentes formes : ne pas respecter le thème (*topic*) d'un forum de discussion, demander de l'information et poser souvent des questions sans jamais répondre aux questions des autres, accumuler de l'information sans la redistribuer, ignorer les efforts des autres pour maintenir la civilité des échanges et transgresser les normes de conduite du groupe, etc.

montrer que les liens en ligne et hors ligne s'avèrent fortement imbriqués ; une intense sociabilité en ligne renforce également les contacts et les liens sociaux à proximité et vice-versa (Wellman, 2001 ; Wellman et Gulia, 1999 ; Wellman et Haythornwaite, 2002). Ce constat est particulièrement saisissant dans le cas des communautés des migrants (Nedelcu, 2002, 2003, 2006).

Les appartenances sont toutefois métissées, surtout dans une situation de regroupement symbolique causée par la dispersion géographique que suppose la migration. La socialisation de la technologie repose sur les réseaux sociaux qui se servent d'Internet pour faciliter la reproduction des liens sociaux à distance, tandis que les ressources véhiculées par la technologie contribuent à une (re)socialisation des migrants. Les professionnels immigrés trouvent dans cet environnement dynamique et perméable le terrain favorable pour mobiliser et convertir leur capital de connaissances et de compétences en capital social de réseau. Il en résulte des collectifs inédits qui ne se définissent plus selon une modalité particulière de communication mais au contraire conjuguent tous les modes d'interaction et de communication pour mobiliser des ressources et tisser un réseau dense de liens sociaux transnationaux.

3.1.3. L'élasticité du rapport temps/espace : diversification et innovation dans les e-pratiques migratoires

L'inter-connectivité et la simultanéité apparaissent comme des clés d'analyse indispensables pour la compréhension de la dynamique de reconstruction du lien social en situation migratoire. Elles offrent aussi la possibilité d'analyser l'émergence des modes de vie « cosmopolites », hybrides, à cheval sur plusieurs réalités sociales, dans un monde où les frontières se diluent, parfois se renforcent ou changent de significations. Travail en réseau, chats et forums de discussion, médias communautaires ou globaux en ligne sont autant de moyens de façonner autrement l'expérience culturelle nationale des nouvelles générations. L'Internet et la télécommunication par satellite apparaissent comme des outils transnationaux par essence, car à la fois interactifs et décentralisés. Les forums de discussions et l'e-mail sont devenus la modalité la moins chère et la plus rapide de communiquer avec des parents et des amis restés au pays ou dispersés dans d'autres coins du monde, mais aussi de repérer et de se retrouver avec des co-nationaux avec lesquels on partage un même endroit de résidence. Des référents locaux et transnationaux se recoupent dans ces pratiques, autour de finalités souvent contrastées, personnelles ou collectives. De ce fait, Internet ne se substitue pas aux rapports de

face-à-face, mais les enrichit par d'autres pratiques de coprésence. Photos attachées en fichier-joint, transmission d'images par des webcameras, communications par msn et par skype ou téléconférences de travail à distance ne sont que quelques-uns des exemples possibles d'une co-présence instantanée et d'une participation continue à des univers géographiquement éloignés, mais parfaitement en phase d'un point de vue culturel.

L'espace virtuel, en tant que « socially produced space » (Jones, 1995a : 17), de même que la communication médiatisée par ordinateur, possèdent par ailleurs un potentiel remarquable de préservation et de reproduction du capital social du migrant lors du passage d'une société à l'autre. Qui plus est, il offre un environnement propice à l'ancrage de marqueurs qui permettent de réinvestir les repères de stabilité dans le processus délicat de reconstruction de l'identité psychologique, professionnelle et sociale du migrant, sans cesse fragmentée dans l'interaction sociale que suppose la migration. La technologie de l'internet offre ainsi un espace intermédiaire, un « bridgespace », support pour la formation d'une identité transnationale, des relations sociales et d'un sentiment d'appartenance collective ; formé des lieux virtuels multiples, interconnectés entre eux, dont le but est le soutien de la mobilité internationale des personnes et des liens culturels à distance, ce « bridgespace » est un environnement qui incite à l'action (Adams et Ghose, 2003). Il concoure à l'intensification des échanges transnationaux, car « the greater the access of an immigrant group to space – and time – compressing technology, the greater the frequency and scope of this sort of activity » (Portes et *al*., 1999 : 224).

3.2. Questions de recherche et hypothèses de travail

Le dispositif de recherche choisi nous a permis d'étudier les nouveaux sens des migrations internationales, dans un contexte global qui favorise les mobilités, la circulation des personnes, les identifications plurielles, les actions transnationales, et plus généralement l'émergence d'un nouvel ordre cosmopolitique.

A partir du constat de l'ampleur qu'avaient pris depuis le milieu des années quatre-vingt dix les migrations des professionnels roumains hautement qualifiés, et plus particulièrement des informaticiens et des ingénieurs dans le domaine des TIC (électroniciens, spécialistes en télécommunication, etc.) au Canada, notre objectif initial était de décortiquer ce type de flux migratoires dont la complexité interfère au carrefour de plusieurs typologies : migration des cerveaux, circulation des compétences, émigration durable. Il est ici question d'une catégorie

professionnelle très mobile, devenue de plus en plus recherchée sur les marchés mondiaux. Dans le cadre paradoxal d'une mobilité générale rendue difficile pour les Roumains au début des années quatre-vingt dix, pour de multiples causes, les informaticiens – maîtres du langage universel de la technologie de l'information – semblaient bénéficier d'un passeport efficace. Ils disposaient de leurs compétences, leur servant de monnaie d'échange sur les marchés du monde et leur permettant de se déplacer vers les pôles les plus attrayants. Les départs s'étaient multipliés d'une année à l'autre et ce phénomène soulevait des interrogations quant à la perte d'un important potentiel de spécialistes, fort inquiétant pour un pays qui avait besoin de toutes ses forces pour réussir à se reconstruire économiquement, politiquement et socialement.

En constatant le manque de données et de connaissances relatives à ce phénomène, nous avons formulé nos questions de recherche autour de trois dimensions principales des processus migratoires des professionnels roumains au Canada, à savoir :

- *Les projets migratoires et les trajectoires professionnelles des migrants, ainsi que les stratégies de déploiement des ressources et de conversion des capitaux en situation migratoire, dans un monde de plus en plus globalisé et maillé en réseaux.* Il s'agissait plus particulièrement de comprendre comment se fait le choix du pays d'immigration, avec le soutien de quels acteurs intermédiaires ? Sur quels réseaux de solidarité s'appuient les migrants et sur quelles obligations de réciprocité reposent ces réseaux ? Dans quelle mesure des mobilités géographiques antérieures sont à l'origine des projets migratoires plus amples, voire définitives ? Quels projets de vie et de carrière matérialisent les parcours migratoires et professionnels des informaticiens migrants ? Sur quelles motivations se fonde le projet migratoire ? Quels types de réseaux de support sont activés (familiaux, professionnels, de tiers, etc.) et quelle est leur étendue, leur polarité, la multiplexité des liens ?

- *Les échanges et circulations matérielles et symboliques, économiques, sociales, politiques et culturelles qu'entraîne la mobilité géographique entre les pôles de la migration, révélant ainsi la richesse des processus réticulaires dans les différentes étapes de la migration.* Comment les migrants valorisent les appartenances multiples qui déterminent leur identité sociale, professionnelle, ethnique ? Selon quel usage du réseau dans l'appropriation et la circulation du capital social et symbolique en situation migratoire ? Comment se construit un savoir partagé et la circulation des

ressources dans un espace social transnational ? Quels liens sociaux sont entretenus, activés, inventés avec d'autres migrants dans le pays d'accueil, avec des non-migrants dans le pays d'origine, par quels moyens, avec quelle finalité ?

- *Le lien migration – développement, et plus particulièrement la prise de conscience quant au capital incorporé par les migrants roumains hautement qualifiés, les formes de leur participation au développement du pays d'origine, le rapport entre l'Etat roumain et ses ressortissants.* Peut-on parler d'un usage stratégique des réseaux professionnels qui dépassent les frontières étatiques, permettant à la Roumanie de mettre à profit l'expatriation de ses cerveaux ? Les formes de travail à distance et la facilité de s'organiser en réseaux grâce aux TIC concourent-elles à l'émergence d'une dynamique d'investissement post-migratoire dans le pays d'origine ? L'Etat roumain prend-il en compte le potentiel de ses migrants et adapte-il sa politique afin d'encourager la captation de ce potentiel ?

Ces premières pistes se sont davantage précisées dans leur permanente confrontation avec les données de terrain recueillies dans une première étape exploratoire. En fait, nous avons abordé cette étape (déroulée entre 2001 et 2002) dans l'esprit de la *grounded theory*, favorisant une approche plutôt inductive, caractérisée par un va-et-vient permanent entre l'immersion dans les données empiriques et l'ajustement permanent de notre problématique de départ à ce qui se passait sur le terrain (Guillemette, 2006). Ce « développement en parallèle » ou « approche en spirale », selon l'expression de Glaser (2001), favorise l'écoute des données et la genèse des nouvelles théories, dans un processus d'analyse progressive dans lequel « ce sont les concepts qui doivent s'ajuster aux données empiriques et non l'inverse […] par une démarche de découverte de théories qui correspondent à ce qui émerge des données » (Guillemette, 2006 : 39). Cette approche nous a permis de dégager un premier trait essentiel de ces processus, pourtant insoupçonné au départ. En l'occurrence, il s'agit de la maîtrise des technologies d'information et de communication, qui est facile et instrumentale dans le monde des élites scientifiques et techniques. En outre, les TIC constituent des moyens efficaces et particulièrement aptes à une transnationalisation accélérée des pratiques professionnelles, culturelles, sociales, économiques ou politiques des migrants hautement qualifiés. Dans le cas des professionnels roumains, l'usage des TIC fait partie des stratégies leur permettant de tirer profit des appartenances multiples et de gérer leur co-participation dans des espaces sociaux dispersés. C'est être *« here and there »* (Grillo, 2000)

quotidiennement, en étalant une sociabilité qui ne connaît plus les limites physiques de l'interaction.

La multiplicité des formes que revêt Internet en tant que nouveau médiateur social (websites, forums et listes de discussion, chats, journaux électroniques, etc.) et la variété des usages qui en découle, nous conduit, dans le cadre de notre recherche, à étudier :

- les relations entre virtualité, communication et communauté en rapport avec la reproduction et la conversion du capital social et humain en situation migratoire ;
- le rôle des TIC dans la transnationalisation des pratiques des migrants et des non-migrants, et leur contribution au façonnement d'un imaginaire cosmopolite lié à des façons d'être et d'appartenir dans un monde d'interconnexions et d'interdépendances multiples ;
- l'instrumentalisation des TIC par des acteurs individuels et institutionnels et la mise en place de plateformes de communication et de travail à distance, vecteurs de co-présence et de co-participation des migrants roumains hautement qualifiés à des projets transnationaux de développement ;
- la politique migratoire de l'Etat roumain et son récent positionnement en tant que « Etat-nation transnational ».

Comme déjà mentionné, la première phase, exploratoire, de notre recherche a été de type inductif ; elle a permis l'émergence des nouveaux concepts « sensibilisateurs ». Notre démarche a exigé un travail constant de distanciation de l'objet, car le chercheur « ne peut pas faire complètement abstraction de ses « préjugés » et de sa perspective théorique (ou de sa sensibilité théorique), c'est-à-dire de l'angle sous lequel il appréhende les phénomènes à l'étude » (Guillemette, 2006 : 44). Ainsi, l'avancement dans cette étude passe par la formulation des hypothèses à tester sur le terrain ; cependant celles-ci font partie de l'élaboration d'un cadre d'analyse et d'interprétation des données, la déduction étant, dans ce contexte, au service de l'induction (Guillemette, 2006).

- Les migrants roumains hautement qualifiés, et en particulier les informaticiens, instrumentalisent la maîtrise des technologies de pointe et des compétences professionnelles spécifiques afin de mettre en scène leur expérience migratoire et leur appartenance ethnique.

- Nouveau média qui véhicule une information dont la production est davantage décentralisée et interactive, « agora » des minorités, instrument de mobilisation et d'affirmation identitaire mais aussi espace de pré et re-socialisation des migrants à caractère performatif, Internet crée un espace privilégié d'expression et d'action sociale transnationales.

- Si le face-à-face (ou le présentiel) n'est plus indispensable pour le maintien du lien social, la sociabilité amorcée dans le virtuel s'actualise néanmoins continuellement dans des rapports sociaux complexes. Car, si les liens sociaux médiatisés par ordinateur sont par essence déterritorialisés, ils ne sont jamais déconnectés de l'expérience du vécu. La communication en ligne acquiert du sens par rapport au quotidien des migrants et toujours en dialogue avec leurs expériences et pratiques culturelles traditionnelles.

- L'avènement de l'Internet, des médias satellitaires et de la téléphonie mobile implique un saut qualitatif dans la façon d'être ensemble des migrants et des non-migrants. Grâce à ces technologies, on n'est pas seulement d'ici et de là-bas, mais on peut être ici et là-bas au même moment, prendre des décisions en temps réel, mener une vie quotidienne (familiale, professionnelle, sociale) en rapport avec deux ou plusieurs lieux, éloignés dans l'espace, mais parfaitement synchrones dans une biographie largement déterritorialisée.

- Le sens du national change, dans une imbrication de dynamiques qui sortent de la logique dedans/dehors. L'Etat d'origine mobilise ses ressortissants au nom de l'intérêt national, tandis que les migrants réinvestissent leur origine là où ils se trouvent. L'équation identité – territoire est ainsi rompue, ou du moins mal menée.

3.3. Questions de méthodologie

3.3.1. Les défis méthodologiques de l'approche transnationale

Afin de développer un cadre d'étude donnant visibilité aux connexions transnationales, il est nécessaire de proposer une méthodologie nouvelle. Celle-ci permettra de sortir d'une analyse basée exclusivement sur les binômes caractérisant la recherche traditionnelle des migrations internationales : pays d'origine/pays d'accueil ; citoyen/non-citoyen ; migrant/non-migrant ; acculturation/persistance culturelle ; assimilation/différenciation culturelle (Levitt et Glick-

Schiller, 2003). Nous avons privilégié surtout les échanges et les flux se développant dans les espaces sociaux transnationaux, en suivant dans leur mouvement

> « the people (especially migrants), the thing (commodities, gifts, money, works of art, and intellectual property), the metaphor (including signs and symbols and images), the plot, story or allegory (narrative of everyday experience or memory), the life or biography (of exemplary individuals), or the conflict (issues contested in public space) » (Vertovec, 1999 : 457).

Il faut pouvoir capter également les relations qui s'établissent entre les dynamiques transnationales et les relations sociales au sein d'un seul Etat-nation. Faisant l'hypothèse que les dynamiques et les pratiques transnationales des migrants roumains hautement qualifiés s'inscrivent dans un processus plus complexe de cosmopolitisation des sociétés, le chercheur doit se poser ensuite la question du choix des échelles d'analyse. Ce choix n'est pas anodin. De prime abord, une analyse de la migration centrée sur la société d'accueil ou la société d'origine ne semble pas très utile, car elle ne permet pas de dépasser l'enfermement dans la logique du nationalisme méthodologique. En même temps, se pencher sur l'échelle transnationale pose un certain nombre de difficultés méthodologiques, tandis que s'orienter vers la dimension locale des pratiques transnationales pourrait paraître trop restrictif.

Il nous semble cependant intéressant de souligner que les réseaux transnationaux et les pratiques qui transgressent les frontières sont tous ancrés dans une ou plusieurs localités. Des acteurs « cosmopolites » ou « transnationaux » peuvent mobiliser des référents ou des ressources locales pour agir à distance, tandis que des activistes nationalistes ou des défenseurs des particularismes peuvent engager des ressources globales pour défendre leurs intérêts. Saisir les dynamiques transnationales et globales nécessite dès lors une re-conceptualisation du local, car ces processus ont lieu à l'intérieur des territoires et des domaines institutionnels construits en termes nationaux. Saskia Sassen souligne que le local doit être vu comme une dimension multi-échelles, très utile au niveau empirique si on tient compte des trois postulats suivants : (1) le lieu a une grande importance dans de nombreux circuits constitutifs de la globalisation économique et politique ; (2) les technologies interactives de communication participent à une reconstruction du sens que nous donnons au local et permet de rejeter, au moins partiellement, la conceptualisation de l'échelle locale comme premier niveau d'une hiérarchie d'échelles emboîtées (du local au régional, national, international et global) ; et (3) il existe une interaction complexe entre les dynamiques globales et des composantes particulières des Etats-nations, le global étant souvent incorporé

dans des structures toujours perçues et analysées comme nationales (Sassen, 2003). Glick-Schiller, Çaglar et Guldbrandsen (2006) développent un argument différent – centré sur la nécessité de déconnecter l'étude des migrations de l'« ethnic lens » – pour mettre aussi l'accent sur l'étude des migrations et des connexions transnationales à l'échelle locale des petites villes.

Ces arguments incitent à développer une méthodologie permettant au chercheur d'observer des dynamiques de l'ordre du glocal, c'est-à-dire de saisir les imbrications et les interactions entre les différents niveaux, dans une relation non linéaire. Cette exigence dirige notre démarche en fonction de plusieurs impératifs méthodologiques :

- pratiquer une recherche multi-sites, tout en valorisant l'intérêt d'étudier les relations transnationales en regardant les vies et les réseaux des migrants dans leurs contextes locaux ;
- chercher les points d'intersection entre réseaux des migrants et réseaux de non-migrants pour distinguer et décrire l'expérience directe et indirecte de la migration ;
- situer autant que possible les dynamiques transnationales dans le temps (car l'engagement transnational varie avec les cycles de vie, les moments d'opportunité ou de crise) ;
- développer des méthodes pour observer les pratiques en ligne des migrants, tout en mettant en évidence l'impact que l'usage des TIC a pour le soutien des initiatives locales ou des alliances ayant comme but une action localement située (d'autant plus que les analyses des TIC se concentrent surtout sur leur étendue et déploiement global) (Sassen, 2003).

3.3.2. Sociologie « électronique », nethnographie ou sociologie des pratiques électroniques ?

Nous nous sommes tournés dans un premier temps vers un terrain inédit pour le sociologue, accoutumé à se rendre sur le terrain parmi sa population, l'observer, l'interviewer, l'analyser, etc. Or, Internet, devenu à la fois outil et objet de recherche pour le chercheur en sciences sociales, nous a fourni un moyen extraordinaire d'exploration de notre problématique. Comment alors approcher la Toile, vu sa dynamique, qui change à coup de click, dans lequel les configurations d'acteurs se modifient d'un moment à l'autre? Comment aborder un champ

d'observation volatile, comment constituer son corpus, quel statut donner à ces sources ? Comment saisir l'interaction virtuel-actuel et l'impact des e-pratiques sur le quotidien des migrants ?

L'observation – c'est-à-dire l'insertion prolongée de l'enquêteur dans le milieu qu'il veut étudier – est une des techniques particulièrement adaptées pour recueillir des données sur le fonctionnement des communautés virtuelles. Observer les groupes de discussion de type liste de diffusion ou forum est une nouvelle forme de « champ » anthropologique (Clifford, 1997). Le chercheur peut pratiquer l'observation participante des relations en ligne, lui-même engagé dans les échanges ou simple observateur non intrusif de la dynamique d'interaction. Il peut alors être lui-même acteur, « jouant » la provocation et lançant le débat vers des thèmes qui intéressent la recherche, ou simple témoin des échanges, se conformant au « moule » du groupe de discussions (Héas et Poutrain, 2003). Les situations d'interaction particulières issues du net peuvent en général être objectivées par l'utilisation d'outils méthodologiques classiques.

Néanmoins, cette transposition des méthodes d'observation élaborées dans des contextes « classiques » de sociabilité ne manque pas de faiblesses épistémologiques. Il n'existe que très peu d'études ethnographiques des communautés virtuelles permettant d'identifier les caractéristiques des internautes interconnectés, les thèmes de leurs discussions ou le nombre d'heures que les gens passent pour se relier dans l'espace virtuel. Le chercheur intéressé par le fonctionnement d'une « communauté virtuelle » sera attentif aux thèmes-clé qui focalisent l'intérêt, aux acteurs qui animent le débat et déterminent l'activisme des répondants, en suivant les structures, les données, les intérêts et les fréquences d'intervention.

Internet fait circuler des manières de dire, qui sont des véhicules de formes de pensée, chargées culturellement et idéologiquement. Mais la production des discours via Internet s'accompagne d'une utilisation complexe. Par ailleurs, l'approche ethnographique permettra de comprendre comment l'usage d'Internet s'insère dans des objectifs pratiques, en créant de nouveaux espaces de sociabilité dans la vie quotidienne (Miller et Slater, 2000). Et ce sont ces usages, conjugués autour de plusieurs finalités complémentaires – information, communication, action – que nous avons voulu saisir, afin de comprendre comment ils s'articulent à des projets plus vastes et comment ils se répercutent sur le quotidien des migrants. Dans le cas des espaces virtuels qui ont été analysés dans cette recherche, la

dichotomie qui oppose virtualité et réalité n'est pas immuable. La structuration de l'espace virtuel pratiquée par les migrants reflète la superposition d'espaces sociaux réels, parcourus en migration, reconstruits dans les échanges sur les forums de discussions et dans le design des sites web à travers le partage d'une expérience migratoire devenue ainsi ressource collective. La question de la virtualité pourrait être alors formulée autrement : comment l'espace vécu est-il structuré à travers le virtuel? Y-a-t-il un effet-miroir dans l'organisation diasporique des Roumains de l'étranger ou dans l'orientation activiste de certains réseaux en ligne des migrants ?

Pour restituer l'impact de l'usage des espaces virtuels sur l'organisation locale ou transnationale des migrants, il ne suffit pas d'observer les pratiques online, mais il est nécessaire d'aller plus loin et de se mettre à proximité des (migrants) internautes et de voir comment ils choisissent et interrogent les sites web, avec quelle utilisation de l'information disponible en ligne. Saisir l'hybridation des formes de sociabilité et l'impact des *e*-pratiques au quotidien constitue une précaution minime afin d'éviter le piège d'une pensée simplificatrice marquée par le déterminisme technique. Plusieurs études de cas nous ont permis d'interroger la complexité des formes d'actualisation continue des pratiques online des migrants roumains hautement qualifiés.

3.3.3. Les atouts de la triangulation méthodologique : développer une méthodologie hybride

En raison de la complexité de notre objet d'étude, nous avons opté d'une part pour la *triangulation méthodologique* qu'il autorise. Cette stratégie de recherche, qui combine et superpose plusieurs techniques de production et d'analyse des données, présente plusieurs avantages : compensation des biais inhérents à chaque méthode, obtention de données plus riches et plus complètes et vérification des résultats par comparaison (Mucchielli, 2004). Le recours à cette démarche « décrit un état d'esprit du chercheur, lequel tente activement et consciemment de soutenir, de recouper, de corroborer les résultats de son étude » (Mucchielli, 2004 : 289). D'autre part, en utilisant différentes sources de données (différents types d'archives web, données recueillies par entretien, données secondaires, etc.), nous avons procédé également à une *triangulation des données*.

Plusieurs études de cas sont abordées à travers cette approche multi-méthodes, ce qui permettra de procéder à un examen et une compréhension approfondis des cas retenus. Plus

précisément, nous avons fait appel à un faisceau de techniques complémentaires, choisies en fonction des besoins et de l'avancement de la recherche.

Une première *enquête exploratoire par entretiens semi directifs* auprès de quelques futurs migrants, membres d'un même réseau migratoire, nous a mis sur la piste du rôle qu'un site web, conçu par un couple d'informaticiens immigrés à Toronto, jouait pour l'acclimatation à distance des futurs migrants et pour la création des réseaux migratoires entre la Roumanie et le Canada. La fréquence avec laquelle le recours à ce site web était cité par nos interlocuteurs a attiré notre attention sur la nécessité d'analyser les différents contenus de ce site et de comprendre l'usage qu'on en faisait. Il a alors fallu, dans un premier temps, se lancer sur un terrain à approcher par écran interposé (Héas et Poutrain, 2003). Internet est devenu à l'heure actuelle un terrain de recherche stratégique ; la durabilité des traces de l'interaction sociale dans ce milieu permet l'accès (à) et l'étude de processus sociaux fondamentaux (Kollock et Smith, 1999). Une *observation « netnographique »* de l'espace virtuel choisi – *www.thebans.com* – nous a familiarisé avec les réseaux qui se forment à partir des forums de discussions, d'observer les dynamiques d'interaction, les sujets de discussion et les termes des débats et de s'« imprégner » des opinions et des valeurs véhiculées dans les discussions[30].

L'*analyse de contenu des corpus webographiques* qui font la substance d'un forum de discussions a accompagné les techniques d'observation, car les processus étudiés sont de nature communicationnelle, écrite dans la plupart des cas. Cette démarche s'est appliquée ultérieurement à d'autres sources, en particulier à l'analyse des données accumulées à partir d'un suivi systématique de deux autres listes de discussion. La première – *Escape from Romania* – est une liste dédiée aux échanges entre futurs migrants et migrants roumains au Canada[31]. Les sujets abordés traitent principalement de la préparation de la migration, des conseils pratiques pour le départ et l'arrivée, de la sollicitation et de l'offre de l'aide à l'arrivée, de l'organisation des rencontres à Toronto, ou des duplex virtuels Toronto –

[30] Nous avons suivi le forum de discussions de ce site de façon systématique, entre mars 2001 et février 2002, en répertoriant les thèmes, leur fréquence, le taux de participation. Pourtant, deux précisions s'imposent : premièrement ce forum est partie intégrante d'un réseau de sites Web très ambitieux dans sa facture et dans la richesse de ses contenus, dont nous avons suivi l'évolution et l'élargissement pendant plus de quatre ans (entre 2001 et 2005). Deuxièmement, nous avons bénéficié d'une source inespérée d'information dans l'archive soigneusement structurée par les gestionnaires de ce site, mémoire vivante de la dynamique des interactions. L'archivage des échanges et des conversations sur le Forum depuis son apparition en avril 2000 est devenu automatiquement une base de données à activer à tout moment. Les informations stockées pouvaient être valorisées dans les nouvelles interactions. Cette cartographie des échanges permet aux gens de se rapporter à une mémoire de la communauté, ce qui renforce le pouvoir opératoire de l'espace ainsi que le prestige de ses créateurs.

[31] Une archive de 984 messages a pu être constituée entre octobre 2004 et mai 2007, constituant le corpus de données sur lequel s'est basée cette étude de cas.

Bucarest par l'intermédiaire des webcams, etc. La deuxième liste de discussions, *Ad Astra*[32], reflète la dynamique d'un réseau des scientifiques roumains expatriés qui, dispersés dans les grands laboratoires et universités du monde, se retrouvent dans l'espace virtuel avec comme but de produire un changement des milieux académiques roumains.

Mais pour pouvoir réellement comprendre les effets de cette sociabilité virtuelle entre migrants, futurs et non-migrants sur le quotidien des acteurs, la netnographie a ses limites ; c'est pourquoi des liens privilégiés ont été établis avec quelques acteurs-clés, identifiés suite à l'étape d'observation du site *www.thebans*.com. Des *échanges longs et fructueux par e-mail* avec ces personnes nous ont permis de repérer l'impact de la sociabilité développée online sur l'organisation communautaire des Roumains à Toronto, ainsi que la participation au champ transnational, des migrants, des futurs migrants mais aussi des populations non-migrantes. Des échanges répétés, par courrier électronique, avec les propriétaires et les administrateurs du site nous ont aidés à mettre un peu plus au clair les motivations, les dynamiques et les pratiques des acteurs impliqués dans ce processus. Ce genre d'« entretien » s'est parfois échelonné au cours de dizaines d'échanges de courriels, et « le décryptage sociologique consiste alors à repérer, au fil du temps, les confusions, les paradoxes, mais aussi les cohérences par delà les « discours » fractionnés » (Héas et Poutrain, 2003).

Dans un deuxième temps, nous avons procédé à *une enquête par entretiens semi-directifs et compréhensifs* auprès de migrants roumains à Toronto, lors de deux séjours de terrain au Canada en avril-mai 2002 et octobre-novembre 2003. Au total, 62 personnes ont été interviewées, dont 41 hommes et 21 femmes. Une cinquantaine d'entre elles disposaient déjà d'un diplôme universitaire (avec un minimum de 16 années d'études) avant leur arrivée au Canada. Nos informateurs privilégiés ont fonctionné comme relais dans le processus de sélection des personnes à interviewer par la technique de la boule de neige. Ces dernières ont été choisies dans le cadre d'un processus d' « analyse progressive » dans lequel le chercheur procède à un échantillonnage théorique. Nous avons cherché ainsi un « échantillon de situations » nous permettant de « cueillir des données « théorisables », c'est-à-dire des données qui permettent de toujours mieux comprendre le phénomène plutôt que de simplement le documenter » (Guillemette, 2006 : 41).

[32] Nous avons répertorié une archive de 6432 messages échangés entre août 2001 et janvier 2007, à laquelle s'ajoutent les riches informations véhiculées par le site internet www.ad-astra.ro: un journal en ligne des scientifiques roumains de l'étranger, une base de données *Who's Who* dans la science roumaine, une bourse d'emploi, un agenda des congrès et des colloques scientifiques, etc.

Des entretiens avec des responsables politiques (à Bucarest et Toronto), complétés par une étude des textes de lois régissant les relations de l'Etat roumain avec ses ressortissants, et différentes prises de position dans les mass-médias roumains, nous ont permis de dresser un panorama assez large et complet des transformations en cours des rapports entre migrants, institutions étatiques et société civile.

DEUXIEME PARTIE

LE MIGRANT ROUMAIN ON-LINE, UNE FIGURE NOUVELLE DANS LES DYNAMIQUES MIGRATOIRES ET TRANSNATIONALES RECENTES

4. La Roumanie et ses migrations

4.1. Une brève mémoire migratoire

4.1.1. Les migrations roumaines de la fin du XIX^e^ siècle à la chûte du régime communiste

Même si un certain nombre d'études récentes prennent comme référence la chute du communisme en décembre 1989, en suggérant que les phénomènes migratoires y commencent alors, la migration internationale ne constitue pas un phénomène nouveau pour la Roumanie moderne. Depuis sa fondation en 1856, celle-ci a connu plusieurs vagues migratoires, dont l'ampleur, les motivations, le type et l'intensité des liens avec la mère-patrie ont varié selon les époques et le contexte historique et politique.

De 1880 à 1924, on a assisté à l'émigration de plus de soixante-dix mille personnes vers les pays du Nouveau Monde (les Etats-Unis, le Canada et, en moindre mesure, dans les pays de l'Amérique du Sud). Ce flux migratoire se réfère surtout à des Roumains des provinces (austro-hongroises jusqu'en novembre 1918) de Transylvanie, de Bucovine et du Banat, qui avaient connu des conditions socio-économiques difficiles, en raison de la politique d'assimilation du royaume de Hongrie[33]. La plupart des migrants étaient des jeunes hommes d'origine rurale, devenus des ouvriers et des mineurs en Amérique du Nord. Une grande partie d'entre eux est ensuite rentré en Roumanie. Au cours de la période de 1908 à 1924 on a enregistré selon certaines sources, près de soixante quatre mille retours, l'unité nationale de 1918 constituant un important facteur d'amélioration des conditions de vie des Roumains en Transylvanie (Potot, 2003). Mais les départs des Roumains vers l'Amérique du Nord se sont poursuivis aussi après la Première guerre mondiale, pour des raisons principalement économiques. Le recensement américain de 1940 dénombre 247'000 personnes d'origine roumaine, dont un tiers de Juifs, 20% Saxons de Transylvanie et 6% Hongrois (Marinescu, 1999) [34].

La France a constitué une autre destination de migration entre les deux guerres mondiales, notamment pour les intellectuels roumains. La formation et la libre circulation au sein de

[33] L'Etat roumain s'est bâti sur la réalité d'un héritage pluriculturel, son territoire constituant, pendant des siècles, l'objet de convoitise entre trois grands empires : l'empire austro-hongrois, l'empire turc et celui de la Russie tsariste.

[34] Par ailleurs, la composante ethnique représente une constante des mouvements migratoires roumains jusqu'à nos jours. Avant la deuxième guerre mondiale, nous pouvons noter encore, par exemple, l'émigration d'environ 200'000 Magyars de Transylvanie et des autres territoires hongrois annexés en 1918 en Hongrie, ainsi que le départ de 42'000 Turcs de Dobrogea en Turquie (Hitchins, 1996).

l'Europe étaient alors la règle pour l'intelligentsia. La deuxième guerre mondiale – qui aboutit le 23 août 1944 au passage de la Roumanie dans la sphère d'influence soviétique – mit brutalement fin à ce mythe. Il a été interdit alors aux Roumains de posséder un passeport et de quitter le pays.

Malgré l'installation du régime communiste et d'un Rideau de Fer quasi-infranchissable, les Roumains ont continué cependant à émigrer. Ionel Muntele (2003) estime un solde migratoire négatif d'environ 800'000 personnes entre 1948 et 1989. Des milliers de personnes ont quitté le pays en tant que réfugiés politiques, aussitôt après l'armistice du 23 août 1944 entre la Roumanie et les Soviétiques et l'occupation du pays par ces derniers. Entre 1944 et 1955, les départs ont touché surtout quelques catégories particulières de personnes : des diplomates et des représentants du gouvernement du général Ion Antonescu qui ont refusé d'être rapatriés, des membres des partis démocratiques historiques, des industriels fuyant la menace communiste, et des prisonniers roumains dans les territoires occupés par les alliés occidentaux qui, libérés par ces derniers, émigrèrent massivement aux Etats-Unis (Marinescu, 1999). Ainsi, pendant les deux premières décennies de communisme, la fuite, la persécution à outrance et l'exil ont décimé les classes politiques anti-communistes, la bourgeoisie et les intellectuels roumains. Il est difficile d'en estimer l'ampleur, car un grand nombre de réfugiés politiques a quitté le pays en prenant de grands risques ; passant illégalement des frontières illégalement et s'exposant à des dangers de mort. Cette migration politique a été le plus souvent synonyme de rupture, d'isolement et de souffrance. Dans certains cas, la police secrète a préféré fermer les yeux sur la fuite de certaines voix dissidentes, qui n'avaient pas leur place dans le régime communiste.

D'autres formes de migration sont encore à signaler pendant cette période. Premièrement, il s'agit des mobilités des travailleurs migrants inscrites dans des programmes intergouvernementaux, strictement réglementées et surveillées par l'Etat et la police politique (la « securitate»). Parmi les destinations de ces migrations, on distingue quelques pays occidentaux (par ex. L'Allemagne de l'Ouest) ainsi que des pays de l'Afrique et du Moyen Orient. Deuxièmement, le trafic frontalier a permis aux citoyens roumains vivant dans les régions limitrophes de se rendre pour visiter des parents de l'autre côté de la frontière. Troisièmement, la mobilité des étudiants était une autre forme de migration de courte durée, accessible à une catégorie particulière d'étudiants, appartenant à la Nomenklatura

communiste, autorisés à étudier à l'étranger, parfois dans des universités occidentales, mais surtout à Moscou (Lazaroiu et *al.*, 2004).

Dernièrement, il faut mentionner que le régime communiste a autorisé près de 360'000 Roumains d'émigrer légalement durant les décennies soixante-dix et quatre-vingt (Muresan, 1996 ; Viruela-Martínez, 2004). Ces migrations – ayant un caractère ethnique accentué – ont été rendues possibles surtout grâce aux accords conclus avec les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Israël et l'Hongrie ; ceux-ci sont devenus les principaux pays de destination, suivis par la France, l'Autriche, le Canada et l'Australie. Le régime de Ceausescu avait trouvé ainsi un moyen astucieux de gagner de devises étrangères ; la République Fédérale d'Allemagne lui payait, par exemple, à partir de 1978, une somme de 5'000 DM pour chaque Aussiedler, en guise de remboursement des coûts d'éducation (Bachman, 1991 ; Münz, 2003).

4.1.2. Les rapports entre la nation roumaine et ses ressortissants à l'étranger jusqu'à la deuxième guerre mondiale

Rares sont les études qui s'intéressent à l'histoire de l'organisation des Roumains expatriés et à leur contribution au façonnement culturel, politique ou économique de la nation roumaine. Après 1990, seuls quelques auteurs ambitionnent – fort timidement – de combler cette lacune (Dumitrescu, 1997 ; Marinescu, 1999, 2002 ; Nemoianu, 1999 ; Ciobanu, 1995 ; Zbuchea et Dobre, 2003). Nous apprenons ainsi que la création et la consolidation de l'Etat roumain moderne doit beaucoup aux jeunes intellectuels formés à Paris au début du XIX^{e} siècle. Un peu plus d'une centaine de Roumains résidait dans la capitale française, en 1847, pour parfaire leurs études. Mais, en même temps, imprégnés par les valeurs de la Révolution française et par l'esprit révolutionnaire des milieux qu'ils fréquentaient, ces jeunes intellectuels se formaient en tant que futurs hommes d'Etat. Une grande partie d'entre eux se mobilisa et intervint dans la lutte pour la libération et l'émancipation des principautés roumaines (Marinescu, 1999 ; Zbuchea et Dobre, 2003). C'est de Paris qu'ils ont organisé la révolution roumaine de 1848 et ont œuvré pour l'union des trois régions : la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie. Les liens qu'ils avaient noué au sein des milieux politiques français, ainsi que l'activité de lobby en faveur de leur pays ont permis l'émergence d'un courant favorable à la cause roumaine. Ce courant a obtenu gain de cause lors de la conclusion du Traité de Paix de Paris de 1856, créant ainsi les prémices de l'union de la Valachie et de la Moldavie en 1859 et de la formation de l'Etat roumain moderne (Marinescu, 1999).

Les historiens Gheorghe Zbuchea et Cezar Dobre (2003) montrent que, quelques décennies plus tard, les communautés roumaines de Canada et des Etats-Unis – qui comptaient déjà une bonne centaine de milliers de personnes, dans leur majorité originaires de Transylvanie – ont joué un rôle important dans la réalisation de l'union de tous les Roumains du Royaume (Valachie et Moldavie) et de la Transylvanie au 1er décembre 1918. Le rappel succinct de quelques événements qui ont précédé cet acte historique nous permettra de mettre en exergue l'apport des Roumains expatriés, pendant la Grande Guerre, dans la construction de la Grande Roumanie. Une délégation de Roumains et un représentant diplomatique de la Roumanie se sont rendus en Amérique du Nord pendant l'été de l'an 1917. Leur but était de mobiliser les Roumains américains pour la cause de l'Union[35], la contribution des migrants pouvant être décisive pour la sensibilisation des milieux politiques américains à ce sujet. Ainsi, au début de l'année 1918, dans un contexte critique pour les Roumains de Transylvanie[36], l'Union des Sociétés Roumaines d'Amérique lançait « l'appel aux Roumains des Etats-Unis et du Canada » ; par cet appel, elle incitait à une mobilisation exemplaire des immigrés roumains pour soutenir leurs frères de Transylvanie et réaliser le rêve séculaire d'une union avec la Roumanie. Une première séance de l'assemblée nationale des Roumains Américains eut lieu le 9 mars 1918 avec la participation d'une délégation officielle de l'Etat roumain. Les participants à cette réunion décidèrent leur union avec la Roumanie neuf mois avant l'acte historique du 1er décembre 1918, et au nom de 150'000 Roumains Américains originaires de Transylvanie et de Hongrie ; en outre, ils adressèrent un télégramme au Président américain Wilson, lui faisant part de leur adhésion aux idéaux d'unité et de liberté des Roumains de Transylvanie, mais aussi de leur loyauté et leur reconnaissance à leur patrie d'adoption, les Etats-Unis (Zbuchea et Dobre, 2003). Les représentants de 182 associations et paroisses des Roumains d'Amérique du Nord créèrent à ce moment la Ligue Nationale Roumaine, qui fusionna ultérieurement avec le Comité National Roumain d'Amérique. Selon Zbuchea et Dobre (2003), grâce aux activités intenses de lobby menées par ces organismes, les autorités américaines reconnurent la Grande Roumanie en octobre 1918, avant même qu'elle ne soit réalisée politiquement le 1er décembre 1918.

[35] En 1916, la Roumanie avait signé le Traité avec la France, la Grande Bretagne, la Russie et l'Italie, par lequel elle s'engageait d'entrer en guerre contre les pouvoirs centraux ; en contrepartie, les pays de l'Entente avaient promis au gouvernement roumain leur accord pour l'union de la Transylvanie avec la Roumanie.

[36] La plupart de leurs territoires avaient été pris par les pouvoirs centraux, avec des conséquences dramatiques pour la Roumanie ; celle-ci devait non seulement renoncer à ses aspirations d'unification mais, en plus, avait été obligée de céder le territoire de Dobrogea, province dans le sud du pays.

La question de la Transylvanie attira à nouveau l'attention des Roumains américains en 1940, quand, suite au diktat de Vienne, l'Allemagne de Hitler et l'Italie de Mussolini arbitrèrent le différend entre la Roumanie et la Hongrie, en attribuant à cette dernière le nord-ouest de la Transylvanie. Les communautés et les associations des Roumains aux Etats-Unis s'engagèrent et protestèrent vigoureusement contre cette tragique amputation. Des télégrammes furent envoyés au Président américain F.D. Roosevelt, au Premier britannique W. Churchill et au Général Ion Antonescu. Toutes les publications des Roumains américains déclenchèrent une campagne de presse pour dénoncer les horreurs du régime d'occupation de Horthy en Transylvanie de nord-ouest auprès de l'opinion publique américaine. Des grandes manifestations de protestation se déroulèrent dans les villes américaines abritant d'importantes communautés roumaines, à Detroit, Cleveland, Philadelphia, etc. (Marinescu, 1999). Ces prises de position se sont multipliées pendant la guerre. A partir de l'arrivée des troupes soviétiques en 1944 et avec l'influence croissante des communistes en Roumanie, l'activité des associations des Roumains américains prend une tournure politique anticommuniste plus accentuée.

Les quelques études évoquées ci-dessus rappellent combien, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Etat roumain avait cultivé des liens complexes avec les communautés roumaines de l'étranger. Par leur capacité d'agir et d'influencer des cercles politiques occidentaux, ces dernières constituaient un soutien important à la politique extérieure du gouvernement roumain.

4.1.3. Quand les « Roumains de l'étranger » deviennent des « ennemis du peuple » …

Plus tard, pendant la période communiste, la position de l'Etat roumain vis-à-vis de ses ressortissants a été très différente. La migration des Roumains est devenue synonyme de fuite et d'exil. L'Etat communiste, notamment par ses institutions policières, effrayait les réfugiés politiques qui continuaient souvent à être poursuivis, menacés et persécutés (Nemoianu, 1999 ; Marinescu, 1999 ; Dumitrescu, 1997). Malgré cette tension permanente, susceptible de décourager toute action des exilés, la mobilisation politique des Roumains expatriés a donné lieu à quelques formes de dissidence contre le régime communiste, sans pour autant réussir à changer le cours de l'histoire. Dans un premier temps, les représentants des partis politiques démocratiques qui se trouvaient en exil après 1945 constituent, en janvier 1948, le Conseil des Partis Politiques (Intergrupul). Une année plus tard, avec l'accord du Roi Michel I^{er} de

Roumanie, le Comité National Roumain (CNR) est créé. Avec son siège aux Etats-Unis, ce comité devait fonctionner comme un gouvernement en exil. Il était composé de dix membres et avait des représentants dans les principaux pays démocratiques européens. De par son caractère nettement anti-communiste, il jouissait de la reconnaissance, voire du soutien, de l'administration américaine (Marinescu, 1999). Ses activités se sont concrétisées lors de nombreuses réunions, conférences et prises de positions anti-communistes ; différents documents, des mémoires et des protestations, ont été remis aux instances des Nations Unis. Bien que l'activité du CNR ait été importante dans les premières années qui ont suivi sa constitution, Aurel Sergiu Marinescu (1999) rappelle, dans son *Histoire de l'Exil Roumain,* que cet organisme se scinda suite aux disputes politiques et aux confrontations intestines[37]. Notons également l'activité d'autres associations, telles que l'Association culturelle des Roumains d'Angleterre (ACARDA), créée en 1956. Cette association a milité pour l'organisation de l'exil sur des bases démocratiques. Ses prises de position ont montré à l'opinion publique occidentale et aux milieux politiques britanniques toute l'hypocrisie du « libéralisme communiste » de Ceausescu (Marinescu, 2002). ACARDA a été très active dans les années soixante-dix, précédant et préparant la création de l'Union des Roumains libres, ultérieurement devenue l'Union mondiale des Roumains libres (UMRL). Cet organisme s'est constitué suite au congrès des Roumains libres qui réuni à Genève, en mai 1984, 130 représentants d'associations roumaines en exil, provenant de 11 pays et de 4 continents (Marinescu, 2002). Ses objectifs principaux – parmi lesquels figurent la réunification des territoires roumains dans les frontières de 1939, la restauration de la démocratie, la défense des droits des Roumains au pays et à l'étranger, etc. – ont été qualifiés par certains analystes de très ambitieux, sinon d'irréalistes compte tenu de l'étendue réelle de ses actions (Marinescu, 2002). Néanmoins, cette alliance représentait une sérieuse tentative de constitution d'un mouvement coordonné de l'exil roumain. A la fin des années quatre-vingt, dans un contexte global de redéfinition des sphères d'influence mondiales et des rapports de pouvoir, les cercles politiques internationaux étaient devenus plus attentifs aux signaux de faiblesse des systèmes communistes. Profitant de ce climat, l'UMRL demanda à

[37] La raison principale des disputes qui ont empêché la cohésion d'une diaspora roumaine influente vient d'un « fond secret suisse ». Il s'agissait de vingt millions de francs suisses transférés dans les pays occidentaux, au nom des légations roumaines (notamment de celle de Suisse), par Mihai Antonescu (à l'époque ministre d'affaires extérieures) ; cet argent a alimenté un fond secret, destiné à permettre ultérieurement à une élite roumaine expatriée de s'organiser et d'agir contre le régime communiste. Ce fond a été détourné par les personnes chargées de sa gestion ; il a constitué, pendant très longtemps, l'objet de convoitise des organisations roumaines en exil qui ont essayé, en vain, de récupérer cet argent (Marinescu, 1999).

l'administration américaine de Ronald Reagan de supprimer la clause de la nation la plus favorisée à la Roumanie pour sanctionner la dictature communiste, de boycotter les visites officielles de Ceausescu dans les pays occidentaux, d'intervenir pour la libération des détenus politiques et pour la réunification des familles en exil, etc.

Sans être exhaustifs, ces quelques exemples permettent de constater la cristallisation de certaines formes d'organisation diasporique des Roumains. En somme, on pourrait penser que l'existence et le fonctionnement des groupes de Roumains militants anticommunistes, l'organisation de nombreuses associations culturelles roumaines dans les pays du monde libre, l'émergence de quelques organismes représentatifs au niveau mondial des Roumains expatriés, ainsi que la publication de nombreux journaux et revues, véritables agoras de l'exil roumain[38], ont constitué des prémices solides pour l'émergence d'une vraie diaspora.

Pourtant, l'attitude hostile d'un Etat roumain « dénonciateur » (Levitt et Glick-Schiller, 2003) face à ses ressortissants a contribué à l'exacerbation d'un sentiment d'insécurité et au maintien d'une suspicion permanente quant aux possibilités infiltration des agents de la Securitate parmi les représentants de la diaspora (Pacepa, 1988 ; Dumitrescu, 1997 ; Marinescu, 1999, 2002). Conséquemment, le doute, la peur et la crainte d'éventuelles répressions ont brisé la cohésion des différents noyaux diasporiques et ont fracturé leur solidarité et unité d'action. Paradoxalement, l'héritage de cet état de méfiance généralisée a pesé d'emblée sur les nouvelles vagues migratoires et a empêché une continuité entre la migration roumaine d'avant et celle d'après 1989.

4.2. Le contexte de la transition économique

Décembre 1989 représente un tournant historique dans le destin politique de la Roumanie. La chute violente du régime de Ceausescu – concomitante à l'effondrement généralisé des systèmes communistes dans les PECO – a ouvert la voie vers la liberté, le pluralisme politique, la démocratie, l'économie de marché. Les Roumains ont regagné, entre autres, le droit de circuler librement à l'étranger.

[38] Plusieurs publications parues en exil pendant les « années rouges » ont donné la parole aux voix diasporiques. Signalons quelques-unes d'entre elles : *La Nation Roumaine*, organe du Conseil des partis politiques, créé en 1948 à Paris ; *Monitorul Comitetului National Roman*, paru à Washington, depuis 1951 ; *Curentul*, un des plus importants quotidiens d'avant 1944, édité à Munich par Pamfil Seicaru à partir de 1978 (Dumitrescu, 1997) ; *Free Romanian Press*, journal édité par Ion Ratiu ; *Romanul Liber*, organe de l'UMRL, publié à Londres depuis 1985 ; *Cuvantul Romanesc (The Romanian Voice)*, organe de l'Association Culturelle Roumaine, fondée en 1957 à Hamilton, au Canada, etc.

Mais si on pouvait croire que la Roumanie allait s'inscrire rapidement sur la voie d'un changement politique et économique radical et qu'elle allait retrouver son équilibre social, en réalité, la période de transition fut plutôt longue et douloureuse (Zamfir, 2004). Cette période correspond à une dégradation temporaire de l'économique qui a accentué la dérive sociale, en provoquant une profonde crise d'identité des acteurs sociaux. Des nombreuses études de la société roumaine en transition ont critiqué le manque d'un projet social cohérent qui a favorisé l'évolution vers une « société de survie » (Pasti et *al.*, 1997 ; Light et Phinnemore, 2001 ; Sandu, 1999 ; Zamfir et *al.*, 2000 ; Zamfir, 2004). Les conséquences d'un changement chaotique ont conduit à une accentuation de la pauvreté, la polarisation et l'isolement social des différents groupes sociaux. Le terme de survie paraît comme le mieux adapté pour décrire les attitudes défensives et les formes d'adaptation de la population confrontée à une paupérisation grandissante (Pasti et *al.*, 1997 ; Zamfir et *al.*, 2001). Dans la stratification sociale on a assisté à l'apparition de tendances extrêmes. La nouvelle élite qui s'impose au début des années quatre-vingt dix, de type économique, manque de capital culturel et des valeurs nécessaires pour accomplir les nouveaux rôles sociaux. La modification des statuts sociaux a entraîné une instabilité de la position sociale des individus et implicitement l'impossibilité d'accomplir les rôles sociaux traditionnels. Cela se reflète dans une totale faiblesse et marginalisation des normes sociales conduisant à une condition temporairement anomique de la société roumaine, caractéristique pour la première moitié des années quatre-vingt dix

Les réformes introduites par les gouvernements démocratiques roumains depuis 1990 ont réussi à bouleverser les anciens équilibres économiques sans proposer, dans un premier temps, d'alternatives fiables. Les hésitations successives et les tentatives d'imposer une stabilité macroéconomique sans une réforme structurelle complète ont entraîné une croissance économique négative et une augmentation rapide de la pauvreté, qui est passé de 20% en 1996 à 41% en 1999. L'industrie a connu un déclin brusque et important[39]. Les branches dites de l'industrie lourde (la sidérurgie, les mines, etc.) qui occupaient une grande proportion de la population active ont été les plus affectées, ayant comme conséquence un déclin prononcé du niveau de vie. L'évolution de l'emploi est un indicateur significatif à cet égard : de 1990 à 1994, 1716000 postes de travail (dont près de 50% dans l'industrie) ont été supprimés, soit

[39] Après un déclin économique constant, en 2000 la Roumanie a enregistré une faible croissance économique pour la première fois depuis la chute du communisme.

20% de l'ensemble des emplois. Le taux de chômage a connu une courbe ascendante jusqu'en 2000 (de 1.6% en 1991, 5.4% en 1992, 10% en 1995, 11.4% en 1999, 11.2% en 2000), avec un fort taux du chômage de longue durée (plus de 12 mois). Un grand nombre de chômeurs, déjà sortis du système des assurances sociales, ne figurent d'ailleurs même plus dans ces chiffres. Les vagues successives de retraites anticipées ou d'offres de compensations salariales pour la demande de chômage volontaire, conçues comme un moyen d'assouplir le processus de restructuration économique et les coûts sociaux de la transition ont conduit à la situation paradoxale d'avoir une population active inférieure en nombre à celle des retraités. La vision des choses en termes de survie n'est pas métaphorique, elle renvoie à des fondements profonds, encore d'actualité même dans les conditions de la reprise économique vigoureuse se manifestant depuis 2004. Entre 1990 et 2000, la Roumanie est confrontée à une inflation galopante, qui a atteint un niveau record de 254.8% en 1997. Pour cette raison, le pouvoir d'achat stable qui garantissait l'accès à des biens de consommation essentiels a connu une baisse impressionnante : près de la moitié selon les chiffres officiels pour la période 1990-1997, sans doute plus en réalité, quand on sait qu'à l'époque la subsistance alimentaire était devenue un problème central de la vie quotidienne pour une bonne partie de la population. La crise des logements s'est accentuée au fil des années et il arrive souvent que plusieurs générations d'une famille soient obligées de se regrouper dans un même appartement, car elles n'arrivent plus à acheter des biens immobiliers ou ils ont dû même en vendre pour survivre.

Sur le plan de l'activité de recherche, le déclin a été dramatique tant au niveau de l'infrastructure et des sources de financement, que des ressources humaines. Le rapport « Principaux indicateurs et statistiques de base de la science et de la technologie en Roumanie, 1991-1996 » de l'OCDE montre sans équivoque la précarité de l'infrastructure et la diminution en chute libre des effectifs et des budgets de la recherche. Si en 1989 la Roumanie disposait d'environ 150'000 chercheurs, ces effectifs ont diminué jusqu'à 19'726 en 2001, pour ré-augmenter à 21'257 en 2004 (Ciumasu, 2007 ; Florian, 2004). La diminution drastique enregistrée pendant la première décade après la chute du communisme a une double explication. Environ trente mille chercheurs a quitté la Roumanie dans les années quatre-vingt dix, tandis qu'une partie importante des scientifiques et du personnel de recherche et de développement s'est tournée vers des activités plus lucratives, dans le secteur privé, afin de pallier à la dévalorisation de son statut économique et symbolique.

Le secteur des technologies d'information et de communication (TIC), en expansion explosive partout dans le monde, a connu une croissance rapide également en Roumanie. Cependant, la fiscalité excessive d'un Etat pauvre et affaibli ainsi que le manque d'une volonté politique cohérente d'encouragement de ce secteur, qui aurait pu devenir le tremplin de ré-lancement de l'économie roumaine, ont découragé dans un premier temps les initiatives des entrepreneurs. Un grand nombre des spécialistes dans le domaine des TIC ont quitté le pays depuis 1990, et cette tendance à l'émigration ne s'est pas encore inversée[40].

Toutes les données à notre disposition montrent sans équivoque que la Roumanie a présenté pendant des longues années les traits d'une économie en récession, signe d'une transition prolongée et douloureuse. Face à ces difficultés péniblement surmontables, de larges fractions de la population se sont retrouvées dans la situation de devoir inventer des stratégies de survie et de développement, plus ou moins efficaces. La migration à l'étranger est restée une des plus productives, utilisée au mieux pour échapper au déclassement social. Les migrants ont développé une vraie culture de la mobilité, ils se sont appropriés l'espace d'une manière très créative, avec l'appui des filières de passeurs ou des réseaux migratoires qui ont tissé une infrastructure invisible de l'espace migratoire (Diminescu, 2003; Potot, 2003 ; Michalon, 2003 ; Lazaroiu et *al.*, 2004).

4.3. La reprise économique

La trajectoire économique de la Roumanie a connu une phase ascendante depuis l'an 2000. Entamée timidement, la croissance de l'économie roumaine est aujourd'hui saine et constante, avec une moyenne annuelle de 5.3% jusqu'en 2006. En 2006, la Roumanie a connu pour la première fois une croissance économique explosive, de 7.8%, située au dessus de la moyenne des autres 10 pays nouveaux membres de l'UE et les prévisions pour 2007 indiquent le maintien de cette tendance, avec 8%. En parallèle, le taux de chômage est descendu de 11.2% en 2000 à 7.1% en 2004 et 5.6% en 2006, en dessous de la moyenne européenne de 8%. D'une inflation galopante qui a ravagé le niveau de vie de la population pendant la dernière décennie du siècle passé, on retrouve une monnaie stable, avec une inflation modérée de 8.6% en 2005 et de seulement 4.9% en 2006. Ces indicateurs confirment que le pays a réussi des performances économiques remarquables pendant les cinq dernières années et bénéficie aujourd'hui d'une économie de marché fonctionnelle, de plus en plus attractive pour les

[40] Ceci malgré les mesures législatives incitatives à l'égard de cette industrie adoptées depuis 2001.

investisseurs étrangers. Un rapport de la Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement (UNCTAD, 2006) souligne que le volume des investissements étrangers directs en Roumanie a augmenté en 2006 avec environ 34.1% (pour 8.6 milliards US$), niveau supérieur à la moyenne de l'UE (30%) mais reste encore nettement inférieur à la Pologne, où les investissements ont augmenté de 109%. L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne au 1er janvier 2007 a ouvert la voie à des nouveaux espoirs. Elle s'accompagne d'un réel assainissement du climat économique, principalement grâce à d'importantes réformes fiscales, législatives et de la justice, à la progression des milieux d'affaires et aux efforts faits pour éradiquer la corruption.

Sur le plan des migrations internationales, cette adhésion aura, à terme, des implications cruciales. Dans un premier temps, à l'exception de la Suède et de la Finlande, tous les autres « anciens » Etats membres ont décidé de limiter l'accès de leur marché du travail aux ressortissants bulgares et roumains. L'Italie envisage de les laisser pénétrer son marché après avoir trouvé un accord européen sur la lutte contre le crime organisé, et la France a annoncé qu'elle ouvrirait 62 métiers connaissant des difficultés de recrutement aux ressortissants des deux pays. Tous les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont décidé d'ouvrir leur marché du travail, à l'exception de Malte, qui en limite l'accès, et de la Hongrie, qui impose certaines conditions.

Bien que les citoyens roumains soient soumis – comme les citoyens des autres neuf nouveaux pays membres – à un système « 2+3+2 », ce qui signifie que les Etats membres doivent encore indiquer leur position quant à la libre circulation des travailleurs roumains en 2009 et 2012, l'ensemble des restrictions seront levées d'ici le 1er janvier 2014[41]. Cette nouvelle situation a déjà sensiblement changé les conditions de voyage à l'étranger des ressortissants roumains et a permis l'entrée en légalité d'un important nombre de migrants en situation irrégulière. Pour les professionnels hautement qualifiés, le marché européen devient une alternative accessible et extrêmement attractive. En même temps, la frontière extérieure de l'Union Européenne se déplaçant vers l'est, la Roumanie se confronte avec une nouvelle pression migratoire. Environ soixante mille immigrés provenant principalement de la République de Moldavie, de la Turquie, de la Chine et des pays arabes étaient installés en

[41] L'Espagne a été un des premiers pays européen à lever toute restriction pour les travailleurs roumains. Ceux-ci n'ont plus besoins à demander un visa de travail depuis février 2007.

2006 en Roumanie, dont 19.2% aux études, 70% avec des titres de séjour temporaire et seulement 5.2% de séjour permanent[42].

4.4. Un panorama des migrations roumaines contemporaines

Après 1989, l'ouverture des frontières a généré une forte poussée migratoire des Roumains vers les pays occidentaux. Cette nouvelle vague migratoire se caractérise par une dynamique extrêmement complexe et variée. Elle a connu une diversification sans précédent, mais les mouvements ont été, en règle générale, contenus par les politiques migratoires restrictives des pays d'accueil.

4.4.1. Imaginaire et réalités migratoires

Le matériel statistique décrivant les flux migratoires des Roumains après 1989 est néanmoins parcellaire et approximatif. Les sources roumaines à disposition proviennent des structures institutionnelles et normatives (les rapports annuels de l'Institut National de Statistique et d'Etudes Economiques, ci-après INSSE, du Ministère de l'Intérieur, les documents émis par le législatif roumain) ainsi que d'un nombre très limité de recherches quantitatives d'instituts privés de recherche et de sondage. Dans le cas des sources étrangères, nous avons utilisé des statistiques consulaires, des rapports de l'OIM, des plans d'immigration des ministères d'immigration de Canada (CIC) et des Etats Unis ainsi que des rapports européens sur les politiques et la dynamique des flux intra européens. Néanmoins il est ardu, voire impossible, d'obtenir une information précise sur les migrants roumains hautement qualifiés. Toutes les analyses non-différenciées et l'étude des statistiques chiffrées n'offrent pas toujours des indications précises sur cette nouvelle dynamique migratoire. Des variations très importantes sont à noter dans l'enregistrement des migrations roumaines, en fonction des pays d'accueil, de départ, et du type de migration (permanente, temporaire, circulaire ; légale ou illégale ; etc.). Dans l'annuaire statistique édité par l'INSSE figurent seulement des données sur la migration permanente. Aucune étude, ou module de questions, concernant la migration internationale des Roumains n'ont été, jusqu'à présent, inclus dans les enquêtes périodiques de cette institution. D'autres instituts privés de recherche – notamment le Baromètre de l'Opinion Publique (financé par la Fondation SOROS) et le Centre de Sociologie Urbaine et Régionale (CURS) – ont introduit toutefois dans leurs études des variables ayant trait à la

[42] Selon l'Annuaire Statistique de la Roumanie, 2006, l'Institut National de Statistique et d'Etudes Economiques (INSEE).

migration internationale, en produisant des données fiables quant à certains aspects de ces migrations (Lazaroiu et *al.*, 2004).

Plusieurs estimations indiquent le potentiel migratoire de la Roumanie au gré des années. A ce titre, *L'Organisation Internationale pour les Migrations*, qui surveille les flux et les mouvements migratoires dans le monde, a étudié dans plusieurs enquêtes les tendances migratoires dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale. En 1993, le rapport « *Profiles and Motives of Potential Migrants in Romania* » (OIM, 1993) mettait en évidence la préférence des Roumains pour une migration temporaire, de travail, à court et moyen terme, ainsi qu'une orientation vers les opportunités d'étude et de formation à l'étranger. Seulement 9% de la population interrogée se déclarait prête à partir dans un futur proche dont 2% envisage une émigration définitive. Par contre, 75% ne se voyait quitter le pays ni tout de suite, ni plus tard. La destination préférée des migrants potentiels était l'Allemagne (36%) tandis que les pays traditionnels d'immigration avaient une position marginale parmi leurs préférences: les États Unis 10%, le Canada 6%, l'Australie 5%. Ce fait s'explique par la préférence des Roumains en faveur d'une migration à court et moyen terme, vers des pays moins lointains. La France suivait avec 10%, l'Autriche, la Suisse et l'Angleterre avec 4%, la Belge, la Grèce et les Pays Bas bénéficiant de 2% dans les options exprimées par les migrants potentiels. Le choix prépondérant en faveur des pays tels que l'Allemagne et la France se justifie par le biais des représentations des migrants concernant la facilité des démarches administratives leur permettant d'y rester pour une longue durée. Les informations nécessaires pour la préparation et la réussite de la migration étaient fournies surtout à travers des canaux informels (amis, famille à l'étranger, etc.). Les catégories les plus enclines à partir étaient constituées d'entrepreneurs et de professionnels (27%), suivi d'intellectuels (21%). Les plus démunis, sans posséder de capital humain et social important, espéraient également trouver un emploi à l'étranger grâce à une migration temporaire. Parmi les détenteurs d'un grade universitaire, la catégorie la plus mobile était représentée par les personnes ayant des diplômes et de l'expérience dans le domaine technique. Les motivations de ces migrants potentiels étaient surtout d'ordre économique ; et les principales raisons les incitant à partir étaient le travail (44%) et l'obtention des revenus plus importants (28%). Ceux qui se déclaraient prêts à partir avaient déjà voyagé l'étranger (67%), y avaient des amis et de la famille (60%) ou y avaient vécu eux-mêmes (13%). Les candidats au départ semblaient avoir une perception réaliste de la migration : elle était vue comme un choix désespéré, qui implique des sacrifices, la capacité

d'assumer des risques et la solitude dans des environnements étrangers et hostiles. La migration à court terme était facilitée, d'ordinaire, par le biais de contrats temporaires de travail et d'opportunités de formation et d'études à l'étranger, était à ce moment préférée à la migration permanente, perçue comme trop coûteuse sur le plan psychologique.

Cinq ans plus tard, en 1998, un autre rapport de monitoring d'OIM « *Migration Potential in Central and Eastern Europe* » révèle les mutations opérées au niveau du potentiel migratoire roumain, par comparaison avec les pays de la région (Wallace, 1999). Ce rapport rend évident que la Roumanie a un très large potentiel migratoire, qui couvre tous les formes migratoires: 48% des Roumains auraient quitté le pays pour quelques semaines, 47% pour quelques mois, 36% pour quelques années et 21% de façon permanente. Seules la Croatie et la Yougoslavie disposaient d'un potentiel migratoire plus élevé. Les pays d'immigration favoris sont alors les pays du Nouveau Monde, les États-Unis et le Canada. L'Allemagne faisait exception étant désigné comme première destination d'une migration de travail. Les facteurs poussant au départ invoqués alors étaient surtout les conditions économiques (70%) et les problèmes ethniques (41%). Parmi les facteurs d'attraction on mentionne le niveau des salaires (97%), les expériences positives des autres (85%), les emplois meilleurs qu'au pays (83%), une liberté plus grande (68%) et les conditions de vie (30%). Selon l'étude citée ci-dessus, il est surprenant que cette forte poussée migratoire ne repose ni sur une longue tradition migratoire ni sur l'organisation des réseaux qui sont récents et peu nombreux. Sans être ni bien connectés ni les mieux informés, les Roumains se montraient pourtant parmi les plus confiants à trouver du travail à l'étranger. Toutefois, ils se montraient les plus inquiets, avec les Polonais et les Yougoslaves, redoutant la précarité de leur statut à l'étranger, et craignant le mauvais traitement des autorités des pays occidentaux. En 1998, la Roumanie, la plus atteinte par la pauvreté des pays de la région, enregistrait donc un potentiel migratoire très élevé qui la place en troisième position, après la Croatie et la Yougoslavie (qui avaient connu une guerre).

On peut ajouter que, selon un *sondage* réalisé en 2000 par *INSOMAR*, deux tiers des étudiants roumains envisageaient l'émigration comme réponse à leurs attentes professionnelles, après la fin des études. Par ailleurs, en 2000, dans une marche de protestation face à l'état précaire de la recherche en Roumanie, les chercheurs roumains ont déposé, auprès des ambassades des États Unis, du Canada, de la France, du Belgique et de l'Allemagne, une liste commune de 2000 noms de scientifiques qui voyaient dans l'émigration la seule chance de reconnaissance de leurs compétences et statuts.

Le potentiel migratoire de la Roumanie – tout en restant relativement élevé – a toutefois paradoxalement diminué dans les années suivant l'élimination des visas touristiques au 1er janvier 2002. Ainsi, en 2002, 24% des personnes interrogées envisageaient de vivre et travailler dans un pays de l'UE dans les cinq futures années et 26% (soit 3% de la population) d'émigrer (Krieger, 2004). A nouveau, le profil du potentiel migrant met en évidence la propension à partir des jeunes hommes célibataires, avec un niveau de formation secondaire ou tertiaire, le plus souvent des étudiants n'ayant pas encore fini leurs études, les principales raisons de partir étant d'ordre financier (60%), l'insatisfaction dans les conditions de travail (14%) ou encore des raisons personnelles (13%)[43]. Une enquête réalisée par le CURS en avril 2003 indique que 17% des personnes entre 18 et 65 ans projetaient de trouver du travail à l'étranger, 8% avait l'intention de faire des études à l'étranger et 5% de quitter le pays de manière définitive. En 2004, une autre enquête (CURS, juin 2004) indique 18% de potentiels candidats à une migration de travail de courte durée, et 4% de potentiels immigrés permanents (Lazaroiu et *al*., 2004).

Il existe pourtant de forts décalages entre l'imaginaire et la réalité migratoires. Pour apprécier l'ampleur des migrations roumaines après 1989, on doit prendre en considération le fait que, dans l'ensemble, le volume des migrations permanentes ne varie pas beaucoup par rapport aux vagues migratoires de l'époque communiste. La migration internationale des Roumains entre 1980 et 1989 est estimée à environ 280'000 personnes (Sandu et *al.*, 2004 ; UN, 2002), comparable avec la migration permanente de la décennie suivante, entre 1990 et 1999, appréciée à 300'000 personnes (INSSE, 2003). Les statistiques de l'OIM et de l'OCDE[44], corroborées avec les données de l'Institut National de Statistique de la Roumanie (INSSE, 2003), évaluent à 338'000 le nombre des citoyens roumains qui ont émigré de façon permanente de 1990 à 2002. Selon d'autres sources, ce chiffre serait largement sous-estimé ; en réalité, jusqu'en 2000, plus de 800'000 personnes – soit 3.5% de la population totale de la Roumanie – auraient émigré, dont les trois quarts auraient demandé le droit de résidence après leur arrivée dans le pays d'accueil[45]. Mais la forte poussée migratoire d'après 1989 (année de la chute du système dictatorial de Ceausescu) s'est traduite par une dynamique extrêmement complexe et variée. La spécificité et la nouveauté de ces nouvelles migrations résident dans la

[43] Source: Candidate Countries Eurobarometer 2002, 1 April, 2002
[44] Les rapports SOPEMI de l'OCDE, éditions 1997, 1999, 2000, 2003.
[45] Selon la déclaration du responsable de la Direction « Passeports » du Ministère Roumain de l'Intérieur, cité par la revue Capital, no. 13, 29 mars 2001.

diversité des flux et des opportunités de mobilité, ainsi que dans la liberté de circulation qui fait le retour possible à tout moment.

Nous observons, par ailleurs, une large diversification des formes de mobilité : migration permanente, migration ethnique, mobilité des étudiants, migration de travail, migration d'affaires, fuite de cerveaux, migration de transit, etc. (Lazaroiu et *al*., 2004).

En Europe, l'installation dans la mobilité est le trait principal des migrations économiques, plutôt circulatoires, des Roumains. Les va-et-vient à l'étranger, parfois dans des situations précaires, plus ou moins clandestines, ont représenté et représentent encore, pour de larges fractions de la population, une ressource et une stratégie de survie, en réponse au marasme économique dans lequel le pays s'est débattu pendant plus d'une décennie (Lagrave et Diminescu, 1999 ; Lazaroiu et *al.*, 2004 ; Diminescu, 2003 ; Potot, 2003 ; Sandu et *al.*, 2004).

Nous pouvons distinguer entre deux principales phases migratoires : d'abord, les premières années après la chute du communisme ont été caractérisées par une migration permanente considérable[46]. Cette vague migratoire, dirigée vers les pays de l'Europe occidentale, a eu une forte connotation ethnique, car elle a concerné principalement des Roumains d'ethnie allemande ou hongroise. Les migrations temporaires restent faibles jusqu'au milieu de la décennie quatre-vingt dix. Ensuite, après 1996, le Canada et les Etats-Unis sont devenus les premières destinations des migrants roumains quittant le pays de façon permanente. Nous remarquons également une tendance nettement à la baisse de ce type de migration: de 25'675 personnes émigrées en 1995 à seulement 8'154 en 2002, avec un nouveau trend ascendant depuis 2003 (10'673 en 2003 et 13'082 en 2004) (INSSE, 2003, 2006). Il s'agit principalement des migrants jeunes, très qualifiés, conscients d'être en possession d'un capital de formation et de compétences facilement négociables sur un marché global toujours à la recherche de nouveaux talents et spécialistes. En même temps, on assiste à une intensification des circulations migratoires internationales des larges fractions de la population, en provenance tant des régions urbaines que rurales (Potot, 2003 ; Sandu et *al*., 2004 ; Diminescu, 2003 ; Lazaroiu et *al.*, 2004). Leur ampleur a été en général difficile à cerner, car les outils statistiques n'y étaient pas adaptés. Pour mesurer ces formes de mobilité et de migration, il faudrait prendre en considération différents cycles de mobilité, des périodes de migration de

[46] Presque 100'000 personnes ont quitté le pays en 1990, ensuite 45'000 en 1991 et 31'000 en 1992 (selon les Annuaires Statistiques de la Roumanie, éditions 1993-2003, INSEE).

courte durée, ainsi que des parcours migratoires complexes tenant compte des changements dans les politiques migratoires des pays de destinations, de l'établissement des réseaux, des changements de destinations, etc. (Potot, 2003 ; Lazaroiu et *al.*, 2004). Dans une première tentative de mensuration du phénomène, l'Etat roumain a dénombré, lors du recensement de 2002, 360'000 émigrés temporaires (résidant plus de six mois par an à l'étranger) (Sandu et *al.*, 2004). Une autre enquête représentative au niveau national du Centre de Sociologie Régionale et Urbaine (CURS), indiquait, en avril 2003, la présence à l'étranger de presque un million de travailleurs roumains, tant en situation légale qu'irrégulière[47]. En se basant sur cette étude, Sebastian Lazaroiu et ses collègues (2004) mettent en évidence des caractéristiques des flux migratoires des travailleurs roumains entre 1990 et 2003 : une population de dominante masculine (71%), dans une fourchette d'âge de 18 à 45 ans (45%), d'éducation moyenne (57% études professionnelles et lycée), avec une expérience de travailleur qualifié avant 1989 (35%) et à présent (22%), provenant de Bucarest et des grandes villes (52%). D'autres études récentes montrent que ces circulations migratoires constituent des vraies stratégies de survie au niveau du noyau familial, voire de développement au niveau des communautés rurales (Sandu, 2000, 2006). Ces va-et-vient répétés à l'étranger pour des séjours de courte durée, à raison économique, se sont généralisés à partir de la fin des années quatre-vingt dix. 17% de tous les ménages roumains ont déclaré au moins un membre du ménage ayant travaillé à l'étranger entre 1990 et 2001, ce qui correspond à environ 1.2 millions de ménages (Lazaroiu et *al.*, 2004). L'intensité du phénomène migratoire s'est accentuée avec la libéralisation de la circulation dans l'espace Schengen en 2002, les migrations temporaires pour le travail étant trois fois plus importantes en 2006 qu'en 2002.

Une autre recherche récente sur les migrations temporaires des travailleurs roumains en Europe (Sandu, 2006) indique qu'en 2006, un tiers des ménages roumains (soit 2.5 millions) a déclaré avoir eu au moins un membre travaillant à l'étranger après 1989. Les principaux secteurs d'activité de ces migrants sont le bâtiment (98% d'hommes migrants ont travaillé au moins une fois dans ce domaine), les activités ménagères (88% des femmes) et l'agriculture (72% d'hommes et 28% des femmes). La part du travail clandestin, surtout dans les deux derniers secteurs, a augmenté de 34% dans la période 1990-1995 à 53% après 2001. Ces migrations constituent une source très importante de revenu pour une grande partie de la

[47] Selon www.curs.ro, consulté le 30 juin 2003.

population (soit un ménage sur dix). Les transferts monétaires qui en résultent améliorent la qualité de vie, notamment en modernisant ou en construisant du logement et par l'acquisition des biens électroménagers (Sandu, 2006). Les personnes ayant travaillé à l'étranger font preuve d'une attitude d' « optimisme dynamique » (Sandu, 2006) ; ils reviennent au pays avec des aspirations supérieures, sont plus critiques par rapport à la réalité sociale locale mais plus optimistes quant à l'avenir, par rapport aux personnes manquant d'expérience migratoire.

Des réseaux, voire des chaînes migratoires, se sont constitués entre des régions de la Roumanie et différents pays d'accueil, notamment en Allemagne (Michalon, 2003), en France et au Royaume-Uni (Potot, 2003), et plus récemment en Italie (Weber, 2004 ; Vlase, 2007) et en Espagne (Potot, 2003 ; Viruela-Martìnez, 2004). Ces deux derniers Etats sont devenus les principales destinations des migrations économiques des Roumains depuis l'an 2000 (Sandu, 2006)[48]. Nous pouvons par ailleurs constater la polarisation de ces flux migratoires entre certaines régions de départ et des régions de destinations, notamment de l'est de la Roumanie au nord de l'Italie, et du sud et du nord-ouest de la Roumanie en Espagne (OIM, 2001 ; Lazaroiu et *al*., 2004).

Tantôt légales, tantôt irrégulières, ces migrations restent à géométrie variable. Elles se recomposent sans cesse en fonction des (re)configurations des politiques d'immigration des pays d'accueil et des opportunités du marché du travail. L'élimination des visas touristiques en 2002 pour les citoyens roumains désirant voyager dans l'Union Européenne a constitué un tournant important dans la migration économique des Roumains. Même si la décision de supprimer les visas a été suivie de mesures drastiques de contrôle et de sanction par les autorités roumaines, elle a facilité la circulation des Roumains dans l'Union Européenne. Elle a suscité des migrations de travail innovatrices[49] (Lazaroiu et *al*., 2004) et permis la mise en contact des travailleurs roumains migrants avec des employeurs potentiels. Il est connu qu'une large partie des migrants économiques ont quitté le pays et sont entrés dans l'Union Européenne en tant que touristes, mais qu'ils avaient déjà des arrangements de travail sur le marché noir, dans les pays d'accueil (Lazaroiu et *al*., 2004 ; Sandu, 2006). Parallèlement, les

[48] 82'000 Roumains sont partis en Espagne avec des contrats de travail conclus par l'intermédiaire de l'Office pour la Migration de la Force de Travail, et le Ministère Roumain de l'Extérieur estime qu'environ 1'200'000 Roumains vivent et travaillent légalement actuellement en Espagne. En Italie, environ 300'000 Roumains bénéficient d'un permis de séjour temporaire ou permanent, mais des sources officieuses signalent que les Roumains constituent la communauté étrangère la plus nombreuse et véhiculent des chiffres situés entre un million et 2.5 millions de personnes (source : www.osf.ro; www.euractiv.ro).

[49] Notons, par exemple, l'invention d'un mécanisme d'emploi à remplacement. Le même emploi, au noir, est assuré, de manière cyclique, par plusieurs travailleurs qui se relayent tous les trois mois (Lazaroiu et *al*., 2004).

canaux légaux de migration se sont multipliés ; le nombre d'accords bilatéraux conclus entre la Roumanie et des pays européens a augmenté nettement pendant ces dernières années, ce qui a permis la conclusion de contrats saisonniers de travail garantissant une protection sociale correcte des travailleurs roumains à l'étranger. Dans quelques cas, des grand syndicats roumains tels que le BNS ou ALFA ont médiatisé la signature des accords avec leurs homologues en Italie et Espagne, afin de pouvoir garantir une protection et des conditions de travail égales à celles réservées aux travailleurs natifs de ces pays (Lazaroiu et *al.*, 2004).

Le volume des remises monétaires (*remittances*) a augmenté dix fois entre 1990 et 2000. L'aide financière fournie chaque mois par les migrants à leurs familles en Roumanie est estimée d'être deux à trois fois supérieure au salaire moyen roumain (Daianu et *al.*, 2001). La Banque nationale de Roumanie évaluait en 2002 à 1.2 milliards de dollars US les sommes transférées par les travailleurs migrants uniquement par les voies légales de transfert (banques, Western Union, etc.). Mais le volume réel des transferts monétaires était estimé à la même période à environ 2 milliards USD chaque année, soit approximativement le double du volume des investissements étrangers directs (Lazaroiu et *al.*, 2004). En 2006, les remises monétaires circulant par des canaux à la fois officiels et officieux tournent autour de 3 milliards d'euros (Sandu, 2006). Si cet argent est surtout utilisé dans la consommation des biens et services, il existe toutefois une nouvelle tendance parmi les migrants de retour en faveur de nouveaux business et de l'importation de nouvelles technologies. En outre, les migrations de travail et l'entreprenariat semblent fortement liés ; si dans la population adulte de la Roumanie la proportion d'entrepreneurs est de 10%, elle s'élève à 16% parmi ceux qui ont travaillé à l'étranger (Sandu, 2006). Cette tendance se renforce avec la multiplication des cycles de migration. Il reste par contre plus difficile d'estimer la part des montants transférés par les migrants hautement qualifiés et des migrants durablement installés dans les pays d'immigration, car des études spécifiques en font défaut.

Au terme de ce panorama des migrations roumaines, un premier bilan indique qu'environ dix millions de Roumains vivent à présent hors du territoire actuel de l'Etat roumain[50] (la Roumanie actuelle comptant 22 millions d'habitants). Cette population comprend à la fois des personnes issues de plusieurs vagues migratoires depuis la création de la Roumanie en 1859, et des populations de souche roumaine établies hors des frontières nationales actuelles. En

[50] Selon l'estimation du Ministère Roumain des Affaires Etrangères, le Département des relations avec les Roumains de partout. Source : http://domino.kappa.ro/mae/politica.nsf/Teme/, consulté le 25 juin 2002.

effets, ce chiffre englobe les minorités ethniques roumaines qui, pour des raisons historiques, vivent dans les Etats d'autres républiques ex-communistes voisins (dont 3.4 millions résident en République de Moldavie, 500'000 en Ukraine, 250'000 dans les pays d'ex URSS, 800'000 en ex-Yougoslavie, 150'000 en Bulgarie, 300'000 en République de Macédoine et autant en Albanie, 27'000 en Hongrie). Dans les pays occidentaux, le nombre de Roumains est estimé en 2002 à approximativement : 1.1 millions de Roumains aux États Unis, 140'000 au Canada, 750'000 en Allemagne (dont 350'000 Saxons de Roumanie), 60'000 en France, 60'000[51] en Italie, 30'000 en Autriche, etc. L'Etat de l'Israël fondé en 1948 abrite près de 500'000 Juifs venant de Roumanie. De surcroît, près de 80'000 Roumains travaillent dans le bâtiment en Israël.

Ces chiffres sont, bien évidemment, à manier avec prudence, car ils ignorent la part des migrants en situation irrégulière dont les effectifs ont connu une croissance exponentielle pendant les dernières années. Toutefois, cette estimation, tout aussi approximative qu'elle puisse l'être, est importante, permettant de se représenter l'ordre de grandeur des populations d'origine roumaine résidant en dehors de la Roumanie. Elle apporte un argument fort en faveur d'une extension *de facto* extraterritoriale de la Roumanie et de la pertinence sociologique de la question des rapports entre l'Etat roumain et ses ressortissants.

4.4.2. Les migrations des scientifiques et des professionnels roumains

Les migrations postcommunistes des élites scientifiques et techniques représentent une des facettes multiples de la mobilité qu'a entraîné l'ouverture des frontières suite à la chute du communisme (de Tinguy, 1996 ; Morokvasic, 1996a ; Straubhaar, 2000). La Roumanie ne fait pas figure d'exception, connaissant une émigration croissante de ses professionnels qualifiés pendant les années quatre-vingt dix. Les travailleurs hautement qualifiés, et en particulier les spécialistes du secteur de la technologie de l'information, ont été très nombreux à émigrer de façon définitive, peu de temps après la fin des études, dans des pays comme le Canada et les Etats-Unis. Le pourcentage des diplômés d'universités en migration a augmenté de 6% en 1990 à 23% en 2000, ce qui est le double du pourcentage des diplômés d'universités (environ 10%) dans la population adulte totale (Lazaroiu et *al.*, 2004). Certaines études récentes indiquent que la proportion des diplômés d'universités a représenté même une part beaucoup

[51] Les circulations migratoires entre la Roumanie et l'Italie ont pris de l'ampleur après 2002. On estime qu'environ un million de ressortissants roumains se trouvaient en Italie en 2006.

plus importante des migrations internationales des Roumains, en dépassant les 50% (Salt et *al*., 2005 ; OCDE, 2001).

Le contexte international d'ouverture face à la mobilité des spécialistes, les politiques migratoires ciblées des pays occidentaux, combinées à une situation socio-économique instable et peu attirante au pays, ont induit plusieurs types de migrations des cerveaux roumains : les migrations pour études[52], la circulation au sein d'un marché de compétences de plus en plus attirant et les migrations permanentes de professionnels, surtout vers les pays traditionnels d'immigration. Il ne s'agit cependant pas de flux nettement différenciés car les passages d'une catégorie à l'autre sont souples, des migrants circulants pouvant décider de s'installer durablement à l'étranger tout autant que des immigrés permanents pourraient revenir en Roumanie si des opportunités intéressantes se présentaient.

En même temps, la mobilité des étudiants, ingénieurs et scientifiques apparaît comme plus discrète parmi les flux migratoires récents, mais elle a un impact important sur la dynamique du développement de la Roumanie. Souvent de longue durée, ces migrations concernent une population jeune, très qualifiée, consciente d'être en possession d'un capital de formation et de compétences qui peuvent se négocier facilement sur le marché mondial.

Toutefois, ces nouvelles migrations diffèrent de celles de l'époque communiste (qui étaient, d'ailleurs, presque tout aussi importants en termes de nombre et de qualifications des migrants[53]), par le fait de la liberté de circulation qui rend le retour possible à tout moment. Les départs ne sont plus à sens unique, et des loyautés socioculturelle et politique multiples peuvent s'exprimer ouvertement par des actions d'investissement transnational, liant plusieurs univers sociaux avec lesquels on garde des attaches réelles ou symboliques.

[52] Nombreuses mobilités de courte durée, ouvertes aux étudiants de 3ème cycle, ont été facilitées par les accords européens, et constituent une des politiques d'aide au développement pour les pays est européens. Préparés au mieux pour la recherche, ces jeunes étaient censés rentrer dans leur pays pour participer directement à la réforme. La donne européenne est pourtant en train de changer, car ces mêmes scientifiques s'intègrent désormais à l'ERA (*European Research Area*). L'insertion dans des réseaux scientifiques d'excellence est, de ce fait, un facteur non-négligeable dans la production d'un champ transnational de mobilité, qui se nourrit de la circulation des informations, des idées, des productions scientifiques, des technologies, des expertises et des personnes. La formation des étudiants à l'étranger devient ainsi une composante à part entière de la migration des cerveaux, car *« the experience of being a foreign student significantly increases the likelihood of being a skilled migrant at a later stage »* (Vertovec, 2002 : 6). En plus, le manque de perspectives pour continuer une activité scientifique en Roumanie au même niveau de compétitivité contribue à pousser les jeunes scientifiques à chercher ailleurs des environnements plus propices à leur créativité (Haiduc, 2002 ; Frangopol, 2002).

[53] La perte des cadres qualifiés avait déjà pris des proportions non négligeables incitant, en 1983, le régime roumain à exiger de la part des candidats à l'émigration le remboursement en devises des coûts de leurs diplômes (Gheorghiu, 1997).

4.5. La migration des professionnels roumains au Canada : ampleur et dimensions spécifiques du phénomène

Les projets migratoires des professionnels roumains dépendent d'aspirations complexes. Leurs attentes et stratégies se recomposent en permanence, en fonction des contraintes et des opportunités économiques et politiques, et dans un souci de cohérence de l'identité et de l'action qui n'est pas toujours facile à cerner. Nous avons, d'une part, le contexte de la dérive socioéconomique engendrée par la chute du communisme et de l'instabilité d'une économie en transition. Ces deux éléments ont favorisé un imaginaire migratoire dans lequel le départ à l'étranger était devenu, au début des années quatre-vingt dix, « la » solution pour échapper à ce processus qui s'annonçait long et douloureux. D'autre part, cette tendance migratoire a été circonscrite par l'évolution des marchés et les politiques migratoires des pays occidentaux. Bien que l'Europe occidentale ait toujours représenté une destination convoitée par les candidats au départ hautement qualifiés, elle est restée quasi-inaccessible pendant les années quatre-vingt dix. Le fait que les contrats de travail sur ce marché ont été rares a dirigé les flux migratoires roumains vers des horizons plus accueillants. Le Canada occupe dès lors une position à part, étant devenue la première destination des travailleurs qualifiés pendant de longues années[54]. Un marché dynamique des compétences et une politique fédérale canadienne d'immigration incitative accompagnée par des procédures facilitées de naturalisation rendent cette destination très attractive pour les migrants qualifiés du monde entier, et pour ceux hautement qualifiés tout particulièrement. Nous dressons par la suite un tableau succinct de la migration roumaine d'après 1990 au Canada.

---

[54] Il est à noter qu'au fil du temps le Canada avait déjà attiré plusieurs dizaines de milliers de migrants roumains. L'histoire de la migration roumaine au Canada comporte plusieurs vagues : la première se situe entre 1882 et 1918 et concernait principalement des agriculteurs, sans instruction, décidés à bâtir une meilleure vie par la force de leurs bras. Des paysans roumains de Transylvanie, de Bucovine et de Dobrogea viennent massivement pour travailler à la construction du réseau des chemins de fer, avec le projet de rentrer au pays et de pouvoir racheter des terres et des outillages agricoles. La première communauté des Roumains s'installe à Saskatchewan, et la deuxième génération connaît une ascension sociale, accédant à la classe moyenne. Après la première guerre mondiale et jusqu'en 1929 une deuxième vague migratoire en provenance de Roumanie renforce le nombre d'originaires de Roumanie (qui s'élevait en 1931 à environ 30'000 personnes). Cependant, l'an 1929 représente un moment de crise économique, suite à une forte sécheresse, qui conduit le gouvernement canadien à prendre des mesures d'endiguement de l'immigration ; en 1941, les Roumains ne sont plus que 25'000 à vivre au Canada. La troisième vague commence après la 2ème guerre mondiale jusqu'en 1955 et concerne une population urbaine, instruite, fuyant les représailles du régime communiste. Les raisons pour quitter le pays deviennent politiques, religieuses, raciales et sociales. Durant les années '70 et '80, en raison de la guerre froide, une nouvelle vague d'immigrants Roumains allait apparaître, composée des gens éduqués sous le système communiste mais qui refusaient à s'y subordonner. Environ 5'000 Roumains, majoritairement jeunes et de différentes professions, s'établissent au Canada en fuyant le système communiste.
Le nombre des canadiens d'origine roumaine est très controversé, mais d'après les statistiques canadiennes officielles ils étaient environ 45'000 à vivre en 1980 dans les villes de Regina, Windsor, Montreal, Toronto, Kitchener, Vancouver, Edmonton, Winnipeg, Calgary, etc.
Sources : Documents internes du Consulat roumain à Toronto, consultés le 27 octobre 2003 ; Dan Fornade, *Les Roumains du Canada. Bref historique de l'émigration*, http://membres.lycos.fr/romanianamericana/romanianamericana/mtl_fornade_en.htm.

Pour comprendre le cadre structurel dans lequel ont lieu ces migrations, ainsi que pour évaluer son effet sur la mobilité de la population qui fait l'objet de notre analyse, nous examinons par la suite les conditions-cadres de l'immigration au Canada.

4.5.1. Les conditions de départ et le profil des migrants roumains hautement qualifiés au Canada

Le système roumain d'éducation a longtemps privilégié l'enseignement supérieur technique. En Roumanie, les écoles polytechniques ont connu un développement important dans les années soixante-dix. Le régime communiste a beaucoup investi dans ce type d'enseignement, censé être le moteur de l'industrialisation accélérée propre à l'économie planifiée. Par ailleurs, un fort taux de scolarisation (l'enseignement obligatoire de douze ans avait été généralisé à partir des années quatre-vingt) a eu comme résultat une relative surqualification de la main-d'œuvre, celle féminine en particulier[55].

Néanmoins le haut niveau de la formation technique a connu ensuite un déclin avec la dégradation de certains secteurs économiques, suite à la chute du communisme. Bon nombre d'ingénieurs se sont retrouvés sans emploi après 1989, et forcés à une reconversion professionnelle (Zamfir et *al.*, 2000). D'autre part, face à l'évolution du marché roumain et aux tendances des marchés globaux, on assiste à une reconversion prévisible de l'enseignement technique. Conjuguées avec la tradition d'une école roumaine en mathématiques de haut niveau, les écoles polytechniques ont fourni une base solide pour un enseignement supérieur performant dans le domaine des technologies de l'information. La Roumanie est ainsi devenue, à partir du début des années quatre-vingt dix, un « pool » de compétences informatiques. Le secteur IT a été déclaré prioritaire pour le développement économique du pays depuis l'an 2000[56]. Des mesures d'incitation fiscale (réduction d'impôts,

[55] Pour des raisons idéologiques, les femmes roumaines ont été fortement incitées, pendant la période communiste, à s'investir dans des professions traditionnellement masculines (ingénieures, techniciennes, travailleuses en bâtiment, etc.). L'égalité des sexes faisait partie du projet politique d'uniformisation et d'effacement des différences sociales dans la société communiste. Ce projet n'a réussi que partiellement, car s'il a encouragé la participation égalitaire des femmes et des hommes sur le marché du travail, en même temps il n'a pas empêché la reproduction des inégalités dans la sphère privée (Popa, 2003).

[56] Nous signalons la décision gouvernementale OUG 94/2001 quant à l'exonération d'impôt du revenu obtenu des activités de créations de logiciels, l'ordre 268/2001 émis par le ministère des communications et de la technologie de l'information, conjointement avec le ministère du travail et celui des finances publiques, concernant l'encadrement dans une nouvelle classe professionnelle – celle de créateur de logiciels, l'adoption d'une nomenclature des métiers dans le domaine IT compatible avec les standards internationaux, etc. Ce sont quelques-unes des mesures qui ont ouvert le chemin vers la définition d'une stratégie nationale de promotion d'une nouvelle économie informationnelle (pour plus de détails, voir la décision gouvernementale 1440 du 12 décembre 2002). Ces différents actes législatifs reconnaissent les mutations qui ont eu lieu dans le marché de travail suite aux développements technologiques et ont comme but d'inciter les jeunes professionnels de ces domaines émergeants à exercer leurs activités dans le pays. Source: Le Ministère des Communication et de la Technologie de l'Information http://www.mcti.ro

création de parcs technologiques, etc.), ciblées sur l'industrie des TIC, visent la rétention et la valorisation de ces compétences à l'intérieur du pays. Par ailleurs, depuis la fin des années quatre vingt-dix, les entreprises informatiques étrangères sont nombreuses à délocaliser leur activité en Roumanie, en mettant à profit une main-d'œuvre spécialisée et encore bon marché (Ferro, 2004).

La masse de spécialistes hautement qualifiés dans les technologies d'information et de communication n'est cependant pas intégralement absorbable par le marché national. Les spécialistes sont encore nombreux à émigrer. Les causes principales de cette migration résident, entre autres, dans l'instabilité du marché du travail, les opportunités et les perspectives d'emploi et de carrière plus intéressantes à l'étranger qu'en Roumanie (en terme de salaires, outils, technologies, savoirs, etc.), les aspirations et les attentes d'une meilleure qualité de vie, mais aussi la déception et la frustration relatives à un système politique corrompu et une économie instable (Comsa, 2001 ; Ferro, 2004). Si on ajoute à tous ces facteurs la politique canadienne d'immigration, qui renforce l'attractivité de cette destination par rapport aux pays européens, il en résulte après 1990 une migration massive vers le Canada des professionnels roumains. Il s'agit des migrants au bénéfice d'au moins 16 ans de scolarité et d'au moins deux ans d'expérience de travail avant le départ, souvent dans une entreprise internationale, et/ou avec une expérience migratoire préalable dans un pays européen, possédant de bonnes compétences linguistiques. Les professions techniques et informatiques sont largement représentées, mais ce profil n'est pas exclusif (Nedelcu, 2002 ; Ferro, 2004).

Il a fallu ainsi moins de dix ans pour que la Roumanie se situe parmi les dix premiers pays source d'immigration au Canada, avec une croissance régulière de ses flux migratoires vers ce pays. Si en 1990, la Roumanie fournissait 2'784 immigrés sélectionnés par le système canadien, en 2002 leur nombre est monté à 5'689, dont une large majorité, soit 4'538 immigrés acceptés dans la catégorie des travailleurs qualifiés (requérants principaux et personnes à charge)[57].

[57] A ce propos, pour mettre en garde quant aux limites des analyses fondées sur les statistiques des flux migratoires, nous mentionnons que dans l'Annuaire statistique de la Roumanie 1995-2005, l'INSSE, le recensement des émigrants roumains à destination du Canada enregistre des effectifs fortement différents.

Année	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2005**
Nombre d'immigrés	2'286	2'123	2'331	1'945	1'626	2'518	2'483	1'437	1'444	1'445

Le tableau ci-dessous indique l'évolution récente, de 1997 à 2006, de cette migration, en précisant la position de la Roumanie dans la hiérarchie des principaux pays-source (d'Europe, respectivement toute origine confondue) pour l'immigration au Canada.

Tableau 1 : Nombre de résidents roumains permanents admis au Canada entre 1997 et 2006

Année	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
Nombre des résidents permanents originaires de Roumanie (entrées)	3'916	2'976	3'468	4'431	5'589	5'689	5'466	5'658	4'964	4'393
Rang selon les pays d'origine d'Europe	2	5	4	3	1	1	1	2	3	3
En pourcentage	10.1	7.7	8.9	10.3	12.9	14.6	14.6	13.5	12.1	11.6
Rang selon les pays d'origine	12	15	14	11	8	7	8	8	11	13
En pourcentage	1.8	1.7	1.8	2.0	2.2	2.5	2.5	2.4	1.9	1.8

Source : Selon *Faits et chiffres (1996-2006). Aperçu de l'immigration.* CIC, Canada.

En 2002, l'an de l'apogée de la migration roumaine au Canada, elle venait en 7ème position des pays-source (et 1er pays-source européen), après les grands fournisseurs asiatiques d'immigrés au Canada : la Chine, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, l'Iran et la Corée du sud. Le système canadien de sélection à points favorisant l'immigration des professionnels avec un niveau élevé d'éducation et en possession de compétences pointues et recherchées sur le marché du travail canadien, la grande majorité des migrants roumains, hommes et femmes confondus, sont des travailleurs qualifiés et hautement qualifiés[58]. Un nombre important de personnes à charge, sans être passé par le système de sélection canadien, bénéficie aussi d'un haut niveau de formation acquis dans le pays d'origine.

Actuellement, on estime qu'environ 140'000 personnes d'origine roumaine[59] vivent au Canada, principalement dans les centres métropolitains tels que : Toronto, Montréal, Vancouver, mais aussi à Windsor, Kitchener, Edmonton ou Hamilton[60]. La province d'Ontario concentrait lors du recensement de 2001 environ 56'500 citoyens d'origine

Ces écarts pourraient, en partie, s'expliquer par la diversification des procédures migratoires (une partie des résidants permanents au Canada ayant profité d'un statut de visiteur ou d'études pour faire une demande de résidence déposée depuis les Etats-Unis) et par les différences entre les instruments de mesure utilisés. Il reste toutefois très étonnant que pour l'année 2002 les statistiques roumaines enregistrent le plus faible taux de départs, en sachant que cette même année la Roumanie est le premier pays-source européen de l'immigration au Canada.

[58] Par ailleurs, la majorité des Roumains arrivent au Canada dans la catégorie « économique », tandis que la Roumanie ne figure pas parmi les dix premiers pays-source de la catégorie « famille ».

[59] Il s'agit de personnes nées en Roumanie ou avec au moins un parent né en Roumanie.

[60] Selon des documents internes du Consulat roumain à Toronto, consultés le 27 octobre 2003.

roumaine, suivie par l'Alberta, la Colombie britannique et le Québec, chacune avec environ 20'000 personnes d'origine roumaine. Dans la catégorie d'immigrants récents[61] sont recensés 43'200 immigrants de Roumanie, établis principalement à Toronto (16'000), Montréal (9'600) et Vancouver (3'700).

Plus de 90% des migrants roumains admis au Canada pendant les années 1986 à 1995 ont acquis la citoyenneté canadienne, et plus d'un quart possèdent une double citoyenneté ; par ailleurs, pour les deux catégories précitées les immigrants roumains sont en tête de liste (CIC, 2005). Cette forte propension à acquérir la citoyenneté canadienne s'explique, comme nous allons le voir plus loin dans nos analyses, par le caractère instrumental que les migrants lui accordent dans leurs projets migratoires ; par ailleurs, en gardant la citoyenneté roumaine, ils conservent la possibilité de retourner dans leur pays de naissance ou le droit de s'établir et de travailler dans un autre Etat membre de l'Union Européenne (depuis le 1er janvier 2007).

4.5.2. Les principaux traits de la politique migratoire du Canada

Le Canada est un pays d'immigration qui repose sa politique migratoire sur les principes du multiculturalisme. Ceux-ci ont été définis dans les années soixante-dix quand le premier ministre Pierre E. Trudeau a défendu l'idée de la richesse d'un pays basé sur le pluralisme culturel pour défaire la conception du Canada en tant que pays biculturel (anglophone/francophone). Cette nouvelle vision a forgé l'identité nationale sur l'idée de diversité culturelle. La politique multiculturaliste s'assoit sur quatre principes de base : la préservation des cultures minoritaires ; l'encouragement de la participation de tous les Canadiens à la société ; la stimulation des échanges culturels afin de favoriser une meilleure compréhension interculturelle entre les groupes ; et l'obligation de l'apprentissage d'au moins une des deux langues officielles (Houle, 1999). Nous retrouvons dans cette optique les traits de la politique libérale de reconnaissance de l'égale dignité (Taylor, 1994), qui s'attache à l'idée que la reconnaissance – traduite dans une égalité de traitement, de droits civiques et de droits du vote, sans considération de race ni de culture – forge l'identité[62]. De cette politique

[61] Dans les statistiques du ministère de la citoyenneté et de l'immigration du Canada (CIC), le terme « immigrants récents » désigne les immigrants qui sont devenus des résidents permanents, ont été admis, ou ont obtenu le droit d'établissement après 1985 et qui vivaient au pays le 15 mai 2001, date à laquelle le recensement de la population a eu lieu. Par ailleurs, le terme « immigrants très récents » désigne les immigrants qui ont été admis après 1995.

[62] En même temps, nous pouvons aussi nous interroger sur le limites du multiculturalisme canadien, en soulevant au moins trois aspects : les réminiscences des discriminations culturelles et économico-politiques qui ont régné entre anglophones et francophones tout au long de l'histoire canadienne ; l'omniprésence des deux langues nationales dont l'imposition n'est pas sans conséquence sur l'abolition des différences culturelles ; et la question des Premières Nations, qui se sont retrouvées dans une position marginale, malgré leur primauté sur sol canadien.

résulte une nation-mosaïque qui garantit aussi des droits quant à la préservation et à la reproduction des cultures d'origine des migrants.

En même temps, la politique migratoire du Canada est sélective et ciblée. En privilégiant l'entrée des travailleurs qualifiés, des investisseurs, des entrepreneurs et de leurs familles, elle vise à combler le besoin de force de travail et à assurer une absorption optimale des immigrés sur le marché. L'immigration joue un rôle clé pour le renouvellement de la population canadienne, tout en représentant un moyen pour contrecarrer son vieillissement croissant. Une répartition équilibrée hommes-femmes caractérise les cohortes annuelles d'immigration. Les statistiques sur l'immigration au Canada entre 1966 et 1996 montrent que, en dépit d'une augmentation progressive du nombre d'immigrants admis, le profil démographique n'a presque pas subi de changements au cours des trente dernières années[63]. 5,4 millions d'immigrants vivent actuellement au Canada, dont la moitié est arrivée après 1986. La moitié des immigrants récents est originaire d'Asie, le Canada dépendant plus que jamais des pays en développement (surtout de la Chine (18%), de l'Inde (11%), des Philippines (7%), du Pakistan (4%), mais aussi de la Roumanie (4%)) (CIC, 2005, 2006 ; Hawthorne, 2006). Quatre immigrants récents admissibles sur cinq ont acquis la citoyenneté canadienne (CIC, 2005).

La catégorie « travailleurs qualifiés et professionnels » – représentant un peu plus de 50 % du contingent annuel des immigrés acceptés au Canada[64] – comprend des personnes qui ont un niveau élevé d'éducation et de l'expérience de travail, qui connaissent l'anglais ou le français[65] et qui sont dotées d'autres capacités qui les aideront à s'établir au Canada à titre de résidents permanents. Les critères fixés par le gouvernement canadien pour la sélection des candidats à la résidence permanente au Canada visent à prouver que les personnes sélectionnées sont en mesure de s'intégrer à la vie économique du Canada. Les six facteurs de sélection sont les suivants : les études, les aptitudes linguistiques en français et en anglais (les deux langues officielles du Canada), l'expérience professionnelle, l'âge, un emploi réservé au

[63] *Statistiques sur la citoyenneté et l'immigration*, 1966-1996, CIC. Tirées le 10/01/2004 de http://www.cic.gc.ca/english/pdf/pub/1996stats.pdf

[64] En 2004, le Canada a sélectionné 133'746 immigrants dans la catégorie économique ; les immigrants qualifiés ont représenté ainsi 59.6% du nombre total de 224'346 nouveaux arrivants (CIC, 2005).

[65] Par ailleurs, 90% des immigrants très récents parlent anglais ou français en même temps que deux sur trois d'entre eux parlent une langue étrangère à la maison (CIC, 2005).

Canada et l'adaptabilité. Un système de points[66] évalue ces six facteurs et le candidat à l'immigration est admissible s'il cumule un minimum de 67 points sur 100. Il doit en tout cas satisfaire à quelques exigences minimales : prouver qu'il possède au moins un an d'expérience professionnelle continue rémunérée à plein temps, acquise au cours des 10 dernières années, et que cette expérience professionnelle figure dans les catégories 0 (les postes de gestion), A (emplois professionnels) ou B (emplois techniques et spécialisés) de la Classification nationale des professions (CNP) du Canada. Par ailleurs, le futur migrant doit également démontrer qu'il a suffisamment des moyens financiers[67] pour subvenir à ses besoins et aux besoins des personnes à sa charge dès son arrivée au Canada. Pour finir, il doit aussi subir un examen médical et passer les contrôles de sécurité et de criminalité.

Dans le cas des familles de professionnels, le requérant principal sera en général celui qui – de par ses qualifications, compétences et expériences – acquiert le nombre de points le plus élevé. En même temps, la politique canadienne d'immigration donne la possibilité aux résidents permanents et aux citoyens canadiens de parrainer leur famille (que ce soit l'époux, le conjoint de fait, le partenaire conjugal, un enfant à charge ou un autre membre de la famille jugé admissible, comme par exemple les parents ou grands-parents). Tous les immigrants admissibles à ce processus de parrainage familial sont regroupés sous la catégorie du « regroupement familial ». À titre de parrain, le résident au Canada doit fournir au parent l'aide financière dont il a besoin à son arrivée au Canada et doit s'engager à subvenir à ses besoins matériaux de sorte que celui-ci n'ait pas besoin à faire appel au gouvernement pour obtenir une aide financière.

Cette politique a conduit à une diversification des processus migratoires des Roumains au Canada et a permis une hétérogénéité nouvelle pour les processus migratoires récents. Elle a donné lieu, en particulier, à une migration des personnes à la retraite – les parents des migrants – que nous allons analyser plus tard (§ 6.1 *infra*). Il est d'ailleurs à noter que les immigrants récents vivent plus souvent que les personnes nées au Canada dans des familles élargies (seulement 6 % des personnes nées au Canada font partie d'une famille élargie, par rapport à 12 % des immigrants arrivés entre 1996 et 2001). Plus du tiers des immigrants très

[66] Le système de points accorde pour chacun des critères de sélection un nombre précis de points : les études – maximum 25 points ; les aptitudes linguistiques en français et en anglais – maximum 24 points ; l'expérience professionnelle – maximum 21 points ; l'âge – maximum 10 points ; un emploi réservé au Canada – maximum 10 points ; et l'adaptabilité – maximum 10 points (selon la législation en vigueur en juillet 2007).

[67] Le migrant doit prouver qu'il apporte avec lui au minimum 12'000 CAD au moment de l'arrivée au Canada en tant que résident permanent.

récents âgés de 65 ans et plus vivent dans une famille élargie, contre moins d'une personne âgée née au Canada sur dix. Les immigrants récents âgés qui vivent dans une famille élargie sont le plus souvent apparentés à un membre de la famille nucléaire, mais n'en font pas partie (CIC, 2005).

Sur un plan général, une étude récente (CIC, 2003) souligne les mutations profondes que l'immigration au Canada a connues pendant la dernière décade (entre autres : l'augmentation du nombre d'immigrés qualifiés, la concentration des nouveaux arrivés dans certains groupes professionnels et la variété plus restreinte des pays source). Le rapport du CIC sur le profil des immigrants récents (CIC, 2005) met en évidence qu'une des différences les plus frappantes entre les immigrants et les personnes nées au Canada à trait au niveau de formation. Plus d'un tiers des immigrants très récents (arrivés au Canada après 1995) détiennent un diplôme universitaire, comparativement à 14 % des personnes nées au Canada. Les immigrants qui y sont arrivés entre 1986 et 1995, et les immigrants antérieurs sont aussi plus susceptibles de détenir un diplôme que les personnes nées au Canada, mais la différence est moindre. Les immigrants qui détiennent un diplôme d'études postsecondaires sont plus susceptibles que les personnes nées au Canada d'être spécialisés dans les sciences physiques, le génie ou un métier technique, tandis que les personnes nées au Canada sont plus susceptibles d'avoir un diplôme en sciences sociales, en éducation ou en arts. Cette tendance s'observe dans toutes les générations d'immigrants; les différences sont par contre plus prononcées chez les immigrants très récents. Fait très remarquable, 28 % de toutes les nouvelles femmes immigrantes titulaires d'un diplôme universitaire ont étudié les sciences, le génie ou un métier technique, comparativement à seulement 12 % des femmes nées au Canada.

Par ailleurs, si on regarde les projets des migrants très récents (de 1996 à 2000), on peut constater que la programmation informatique constitue la principale profession envisagée par les requérants principaux qualifiés. Ainsi, le groupe professionnel « Sciences naturelles et appliquées », auquel appartiennent les ingénieurs, les informaticiens et d'autres travailleurs des secteurs S&T, représente le groupe dominant (CIC, 2003).

4.5.3. Les barrières structurelles à l'arrivée

En arrivant au Canada, la plupart des migrants rencontrent un nombre élevé de difficultés et d'obstacles avant d'accéder à un emploi conforme à leur niveau d'instruction et en rapport avec leur expérience de travail préalable. Les Roumains n'en font pas exception. Les faibles

performances des nouveaux arrivants sur le marché canadien du travail sont dans un surprenant décalage avec l'image attractive que le ministère de la citoyenneté et l'immigration au Canada essaie de promouvoir pour racoler les meilleurs candidats à l'immigration. Par ailleurs, le rapport sur les professions du ministère de l'immigration (CIC, 2003) tire un signal d'alarme sur l'écart constaté entre les niveaux élevés de compétences dont disposent les nouveaux arrivés et leur degré de réussite professionnelle. Les reconversions professionnelles sont nombreuses dans les premières années qui suivent la migration, et la flexibilité semble être le véritable critère d'une bonne intégration professionnelle sur le marché de l'emploi canadien. La situation change toutefois après quelques années de résidence au Canada. Si le chômage est un phénomène fréquent durant les premières années, la part des migrants occupant un emploi augmente proportionnellement à la durée du séjour. La formation des immigrants récents n'est toutefois pas pleinement exploitée, les emplois des immigrants récents titulaires d'un diplôme universitaire n'exigeant pas le même niveau de compétence que les emplois des personnes nées au Canada (Skills for Change, 1998). A titre d'exemple, seulement 57% des hommes et 40 % des femmes immigrants récents titulaires d'un diplôme universitaire occupent un emploi exigeant des études universitaires (CIC, 2005). Une étude de CIC (1999) portant sur « les résultats économiques des immigrants selon le niveau d'études lors de l'obtention du droit d'établissement » met néanmoins en évidence que, en 1995, les titulaires d'un diplôme universitaire lors de leur arrivée au Canada et qui se trouvaient au pays depuis cinq ans ou plus ont déclaré des revenus d'emploi comparables ou supérieurs à la moyenne canadienne (de 27 848 CAD/année)[68]. Ces données laissent entendre qu'il s'agit d'une situation transitoire que les migrants arrivent à dépasser après une période plus ou moins longue d'accommodation. Cela n'empêche toutefois le désarroi d'un grand nombre des nouveaux arrivés qui doivent affronter une réalité en décalage avec l'imaginaire migratoire longuement nourri par des histoires de succès des migrants qui occultent les difficultés des débuts.

Les performances économiques des immigrés et leurs comportements d'intégration socioprofessionnelle sont influencés par plusieurs facteurs dont la catégorie d'admission à l'entrée, le type de profession exercée (réglementée ou non par un ordre professionnel) et le

[68] Les résultats d'une recherche récente (Renaud, 2004) convergent dans ce même sens, montrant qu'environ 70% des personnes immigrées dans la catégorie « travailleurs qualifiés » accèdent à un emploi correspondant à leur niveau d'éducation dans les cinq années suivant leur arrivée au Canada.

sexe. Une autre étude de CIC (1998b), basée sur l'analyse des performances économiques des immigrants admis entre 1980 et 1995, montre que les requérants principaux de la catégorie « économique » (travailleurs qualifiés, investisseurs, entrepreneurs) affichent des revenus d'emploi plus élevés que la moyenne canadienne, ainsi qu'un faible recours à l'assurance-chômage et à l'aide sociale (inférieurs à ceux de la moyenne canadienne) ; les conjoint(e)s et les personnes à charge de la catégorie « économique », tout en affichant de faibles revenus d'emploi, recourent rarement à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. De leur côté, les personnes immigrées de la catégorie « famille » affichent de faibles revenus d'emploi et un recours élevé à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. Selon cette étude, un élément explicatif pourrait être le fait que les requérants principaux de la catégorie « économique » soient passés par un processus de sélection exigeant et qu'ils sont censés s'être préparés pour maximiser la probabilité de réussir sur le marché du travail. Par contre, les personnes à charge et celles de la catégorie « famille » ont, peut-être, moins de compétences (professionnelles, linguistiques, sociales) pour participer d'une manière similaire au marché du travail et à la vie socioprofessionnelle dans la société canadienne.

On peut signaler également des différences notables entre les performances des hommes et des femmes migrants. Une spécialisation et une ségrégation du marché de travail en fonction du sexe est incontestable[69]. Selon les déclarations d'intention de travail des immigré(e)s à l'entrée au Canada, les groupes de professions à dominante masculine sont principalement : « entrepreneurs », « investisseurs », « directeurs, administrateurs et personnel assimilé », « travailleurs spécialisés dans les ventes », « agriculteurs, horticulteurs et éleveurs », « fabrication, montage et réparation », « travailleurs du bâtiment ». Tandis que les secteurs où prédominent les femmes sont les suivants : « personnel administratif et travailleurs assimilés », « travailleurs spécialisés dans les services », « enseignants », « sciences sociales et secteurs connexes ». Cette tendance à la polarisation du marché de travail est confirmée par une étude plus récente (CIC, 2003) qui documente la répartition des immigrant(e)s selon le niveau de compétence professionnelle en cinq catégories (« 0 - gestion », « A - personnel professionnel », « B - personnel spécialisé », « C - personnel intermédiaire et de bureau» et « D - personnel élémentaire »). L'analyse de cette répartition montre que deux tiers des requérants principaux qualifiés et plus de la moitié des personnes à leur charge possèdent des

[69] *Statistiques sur la citoyenneté et l'immigration* 1996, CIC. Tirées le 10/01/2004 de http://www.cic.gc.ca/english/pdf/pub/1996stats.pdf

compétences de niveau professionnel, et qu'un nombre croissant d'hommes est sélectionné à ce niveau. Inversement, un pourcentage élevé de femmes est associé aux professions de bureau. Si on regarde de plus près les spécificités des parcours des hommes et des femmes à l'intérieur de cette catégorie, d'autres aspects révèlent des inégalités liées au genre. Ainsi, d'une part, les immigrants de sexe masculin ont déclaré des revenus d'emploi moyens plus élevés que les immigrantes de la même cohorte. D'autre part, il est à noter que, si les immigrants titulaires d'un diplôme universitaire dépassent le revenu moyen canadien deux ans après leur arrivée au Canada, leurs homologues femmes arrivent à dépasser la moyenne canadienne seulement sept ans et demi après leur entrée au pays et la moyenne des femmes canadiennes six ans après. Cependant, l'écart observé entre les revenus des immigrants femmes et hommes (les femmes immigrées gagnant environ 38% de moins que les hommes immigrés) est inférieur à celui de l'ensemble des répondants canadiens (les femmes canadiennes gagnent 42% de moins que les hommes immigrés). Par conséquent, on peut imaginer qu'il ne s'agit pas d'une discrimination des femmes migrantes, mais plutôt des conditions structurelles d'inégalité qui désavantagent les femmes en général. Ensuite, si on analyse brièvement les données disponibles sur l'immigration au Canada en 2002[70], sur un total de 229'058 immigrés, les travailleurs qualifiés (requérants principaux et personnes à charge) forment une majorité d'environ 54%. La répartition hommes-femmes est équilibrée dans l'ensemble. Concernant le niveau de scolarité à l'entrée, environ 46% des immigrés ont déjà une formation « bachelor, maîtrise et doctorat ». Les femmes représentent un quart des requérants principaux dans la catégorie « travailleurs qualifiés » – soit 13'556 (25%)[71] contre 39'892 (75%) hommes. Elles forment, par contre, la majorité de la catégorie « travailleurs qualifiés - personnes à charge » (43'042, soit 61,55% de cette catégorie). En croisant les variables « niveau de scolarité », « sexe » et « catégorie d'entrée », force est de constater que si dans la catégorie « travailleurs qualifiés - requérants principaux », environ 83% des hommes et 80% des femmes ont accompli des études de niveau « bachelor, maîtrise et doctorat », parmi les « travailleurs qualifiés - personnes à charge », la situation se présente différemment. Les femmes, trois fois plus nombreuses que les hommes dans cette catégorie, sont aussi plus qualifiées. Ainsi, si environ 35% d'hommes ont moins de 12 années d'études et environ 40% ont un niveau « bachelor, maîtrise ou doctorat », seulement 21% des femmes

[70] *Faits et Chiffres 2002*, CIC Canada.
[71] Environ 6% du total d'immigrés - résidents permanents entrés au Canada en 2002.

ont moins de 12 années d'études, tandis qu'environ 53% d'entre elles ont un niveau « bachelor, maîtrise ou doctorat ». Ces chiffres montrent sans équivoque que, si la plupart des femmes entrent au Canada avec un statut de migrant à charge, elles ne manquent pas en général d'une formation de haut niveau. Les analyses mentionnées ci-dessus signalent cependant que les femmes se trouvent dans des positions désavantagées sur le marché du travail, affichant des revenus d'emploi moins élevés que les hommes, avec un recours plus fréquent à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. Peu d'études permettent toutefois, pour l'instant, de mettre en évidence des comportements différenciés (ou non) entre hommes et femmes migrants (Ruddick, 2004)[72].

Cette brève analyse des conditions structurelles endiguant les performances professionnelles et économiques des migrants suggère que, bien que le Canada mette en scène ses atouts économiques pour attirer les professionnels qualifiés du monde entier, l'insertion des migrants sur le marché du travail canadien n'est pas assurée par la seule possession d'une formation bien cotée par le système de points à l'entrée. Les ressources sociales et les compétences linguistiques limitées des nouveaux arrivants, la méconnaissance des mécanismes du marché local du travail ainsi que la politique canadienne de protection des ordres professionnels discriminatoire à leur égard, expliquent en partie les difficultés que la plupart des migrants rencontrent au début de leur vie au Canada (Krahn et al, 2000 ; Man, 2004 ; Ruddick, 2004).

Ce qui plus est, dans ce pays, la reconnaissance des qualifications et des compétences acquises dans d'autres systèmes de formation et de travail est soumise à l'autorité des ordres professionnels. Le « Rapport sur les professions : tendances et questions récentes » du CIC (2003) met en évidence qu'un nombre croissant de travailleurs qualifiés admis au Canada visent à exercer une profession protégée. La proportion de ces migrants varie fortement d'un pays source à l'autre, en fonction de la composition, en termes de professions, des marchés du travail de ces pays. Dans le cas des Roumains, environ un quart de tous les immigrant(e)s avaient en 2002 l'intention d'exercer une profession réglementée (CIC, 2003). Des difficultés inévitables en matière d'intégration au marché du travail en découlent. Prenons par exemple

[72] Par ailleurs, l'intérêt récent que l'administration canadienne – par le ministère « Citoyenneté et Immigration Canada » – manifeste pour la compréhension des limites de l'insertion professionnelle des immigrés de la catégorie « travailleurs qualifiés » se restreint à l'étude des difficultés et des performances des requérants principaux de cette catégorie. Des écarts importants sont observés entre les hommes et les femmes à l'intérieur de ce sous-groupe, mais aucune étude n'est consacrée aux migrantes qualifiées de la catégorie « travailleurs qualifiés – personnes à charge » (CIC, 2003).

le cas de l'Ordre canadien des ingénieurs : la certification dans la profession d'ingénieur est un processus discriminatoire et de longue haleine. Une formation complémentaire est exigée afin que les compétences soient reconnues et validées (Slade, 2003). Bien que souvent plus qualifiés que leurs homologues canadiens, les ingénieurs immigrés, hommes et femmes confondus, rencontrent de ce fait beaucoup de difficultés à regagner le statut professionnel dont ils jouissaient dans le pays d'origine (Salaff et Greve, 2003 ; Couton, 2002 ; Chica, 2004).

La situation est encore plus dramatique pour les médecins, qui n'arrivent que très rarement à exercer leur métier, malgré une pénurie croissante de personnel médical au Canada. Cette situation est due principalement à la protection de la profession par un ordre professionnel très puissant qui fait de ce domaine un terrain réservé exclusivement aux médecins formés par le système d'éducation canadien. Les procédures d'équivalence des titres sont tellement longues et coûteuses, que nombre de médecins roumains se contente d'emplois sous-qualifiés, notamment d'assistants médicaux, pour lesquels la conversion est plus rapide et financièrement moins coûteuse. D'autres renoncent définitivement à exercer leur métier et se qualifient dans des secteurs plus lucratifs.

Seul le cas des informaticiens semble faire figure d'exception. Les programmeurs représentent une catégorie professionnelle qui suit typiquement la dynamique et les tendances d'individualisation du travail sur le marché global. Ils se déplacent souvent à l'appel d'un marché d'une grande flexibilité et s'adaptent à ses exigences. S'agissant d'une profession non-réglementée par un ordre professionnel et d'un marché dynamique, avec un rythme de croissance explosant durant les années quatre-vingt dix, la conjoncture économique leur a été très favorable à plusieurs reprises. Cette situation a amplifié l'attractivité de ce marché. Une insertion professionnelle et une ascension sociale rapides dans les années quatre-vingt dix ont contribué à la reproduction d'une représentation très positive de la migration des informaticiens au Canada, qui a incité et continue d'inciter au départ. En réalité, si vers la fin des années quatre-vingt dix la demande était devenue tellement importante qu'il suffisait d'une formation intensive et accélérée aux technologies de l'information pour que toute personne désireuse puisse travailler dans la branche, depuis la fin de l'an 2000 le contexte est beaucoup moins favorable. Les opportunités ont diminué de façon drastique et les nouveaux arrivés sont confrontés, ces dernières années, à une crise durable (Skills for Change, 2001).

Cet aperçu des conditions structurelles qui circonscrivent les migrations des travailleurs qualifiés au Canada, sans être exhaustif, nous permettra par la suite de mieux comprendre les défis auxquels les migrants roumains – hommes et femmes – sont confrontés sur le marché du travail canadien, ainsi que les stratégies qu'ils déploient pour surmonter le danger du déclassement social et pour accomplir leur projet migratoire.

5. Les Roumains au Canada : trajectoires, stratégies et modèles migratoires

Les données statistiques exposées précédemment confortent les représentations selon lesquelles le Canada est un pays très accueillant pour les ingénieurs et les informaticiens roumains. En réalité, cette destination tant convoitée est accessible à une population beaucoup plus hétérogène qu'on ne le pense et même si le groupe en question apparaît le plus important en nombre, les modèles de migration varient légèrement selon les catégories professionnelles, ainsi que le capital humain et social des migrants.

Bien que nous ayons étudié principalement les parcours et les stratégies migratoires des informaticiens et que la recherche ait pris forme autour des usages des TIC (notamment d'Internet) par les migrants roumains au Canada, les enquêtes successives de terrain (réalisées entre 2001 et 2003 en Roumanie à Craiova et au Canada, à Toronto, Québec et Montréal) nous ont permis une connaissance de type monographique de la migration roumaine récente au Canada. Une compréhension pointue de ces mécanismes et processus et la confiance que nous ont témoignée les personnes interviewées nous obligent à un rendu fidèle de l'ensemble des configurations et des stratégies migratoires, ainsi que des logiques d'acteurs et des dynamiques communautaires. De ce fait, les analyses qui suivent ne se limitent pas à la seule population faisant l'objet central de nos interrogations, mais tentent plutôt de la situer par rapport aux autres migrants qualifiés au Canada. Cela permet de repérer les régularités qui les rapprochent ou les contrastes qui les séparent. Le rôle central qu'un site Internet – www.thebans.com – a joué dans les dynamiques migratoires et communautaires des Roumains entre 1996 (année de sa création) et 2005 (année de sa clôture) fournira la principale clé de lecture des processus migratoires et des rapports entre les différentes catégories de migrants. Après quelques considérations générales, le tableau des migrations roumaines au Canada se composera comme un puzzle, au fur et à mesure, autour de l'histoire de ce site.

5.1. Le Canada dans l'imaginaire migratoire

Dans l'imaginaire migratoire des professionnels roumains qualifiés et hautement qualifiés, le Canada est perçu comme une destination facile à atteindre pour plusieurs raisons. Premièrement, le processus de sélection mis en place par le gouvernement canadien est considéré transparent et il donne une chance de partir à tous ceux qui sont capables

d'accumuler le nombre minimum de points par le biais de leurs compétences et ressources. En deuxième lieu, l'image fortement attractive du Canada est renforcée par deux éléments : d'une part, l'octroi d'un nombre important des points à l'entrée pour les formations universitaires en sciences et technologies ; et, d'autre part, la multiplicité des sources véhiculant une information (excessivement) positive montrant les réussites des migrants. Troisièmement, la présence d'amis, de collègues ou d'autres membres de la famille sur place est considérée comme un élément facilitant la réussite du projet migratoire. Dernièrement, le Canada apparaît comme un pays passeport, c'est-à-dire une étape facile d'un parcours migratoire plus complexe qui vise l'accès à une migration durable dans un pays d'Europe occidentale avec une forte reconnaissance des formations et des compétences. Ce dernier argument a été invoqué à maintes reprises, ce qui laisse entendre que beaucoup de projets migratoires visent le Canada soit comme un tremplin vers l'Europe, soit comme soupape à un projet migratoire embourbé à cause des conditions trop restrictives sur les marchés européens.

Suite aux récits des nos informateurs, on constate que les motivations de départ sont très variées, certainement pas uniquement économiques. La trajectoire et l'histoire personnelle, la formation, l'expérience professionnelle, la capacité d'assumer et de faire face aux risques, les expériences migratoires intermédiaires ainsi que l'imaginaire constituent des facteurs déterminants dans le processus complexe qui conduit les individus à devenir des immigrés. L'émigration au Canada est perçue par nos interlocuteurs de manière très différente. Elle représente pour certains une chance d'épanouissement personnel et de reconnaissance d'une valeur professionnelle dans un environnement ouvert et stimulant ; pour d'autres, elle est envisagée comme une échappatoire, unique possibilité de se soustraire à un déclassement social inévitable en Roumanie et d'acquérir un statut de citoyen respecté et libre à se mouvoir partout dans le monde.

Cristi, jeune informaticien ayant bénéficié d'une expérience de travail de quatre ans dans une entreprise informatique à Bucarest, est arrivé au Canada en 2001, après deux expériences migratoires de courte durée en Allemagne qui lui ont permis de bien peser ses chances d'émigrer durablement en Europe. Pour lui,

> *« Venir au Canada c'était comme un mirage. L'idée initiale était de venir ici, rester 3-4 ans pour obtenir la citoyenneté canadienne ; si le style de vie canadien ne me plaisait pas, je pensais rentrer avec un passeport canadien qui me donnait le droit d'aller partout en Europe sans que personne ne puisse m'imposer les restrictions de*

> *circulation auxquelles étaient soumis les Roumains. »* (Cristi[73], informaticien, 31 ans)

Alexandru a parcouru plusieurs pays européens avant de s'établir au Canada, et il juge que la société canadienne présente des atouts incontestables :

> *« Si tu émigres dans n'importe quel pays européen, le sentiment que t'es un immigré, rejeté par la société, est très fort et il te suit toute la vie durant. Tandis qu'au Canada tu n'as pas ce sentiment, ici 52% de la population n'est pas née au Canada »* (Alexandru, physicien, 55 ans)

Pourtant, la plupart des migrants rencontrés auraient préféré s'installer dans un pays européen, notamment pour des raisons de proximité géographique et culturelle avec la Roumanie ; mais, à défaut d'opportunités migratoires en Europe, ils ont dû réévaluer leurs projets migratoires et reconnaître les avantages du système d'immigration canadien. C'est aussi le cas de Dan, qui a travaillé en tant que programmeur pour une entreprise italienne installée à Bucarest et qui a pu bénéficier dans le cadre de son travail de brèves mobilités au sein de l'entreprise-mère à Milan.

> *« J'aurais bien sûr préféré pouvoir obtenir un contrat à Milan pour y rester quelques années. Mais dès que j'abordais ce sujet, je sentais que mes chefs se crispaient… personne n'a jamais voulu m'aider dans mes démarches dans ce sens, j'ai contacté d'autres employeurs en Italie, mes efforts n'ont cependant pas porté leurs fruits. Alors, bien qu'au départ ma femme ne voulait pas se séparer de ses parents, il a fallu qu'on pense sérieusement à émigrer ailleurs ; et, vu mon profil professionnel, le Canada est apparu comme le meilleur choix »* (Dan, programmeur, 33ans)

Un autre trait commun surgit : les migrants cherchent une reconnaissance sociale que la Roumanie ne pourra pas leur offrir avant plusieurs dizaines d'années. La répétition de l'argument de la *normalité*, qui est au cœur de récits reçus de façon explicite ou implicite, traduit la recherche d'une qualité de vie dans un monde stable qui garantit la sécurité financière et sociale, permettant l'épanouissement personnel. Le changement de mentalités et d'attitudes, l'effort d'adaptation et d'intégration à la société d'accueil sont plus faciles à assumer lorsque les retours sociaux sont compensateurs.

On peut distinguer deux périodes différentes dans la migration récente des professionnels roumains au Canada. La première concerne le début des années quatre-vingt dix jusque vers 1995 : c'est une migration pionnière, qui ne repose pas sur des réseaux préexistants. Les migrants roumains arrivés pendant cette période se remarquent par leur relative homogénéité professionnelle et d'âge (jeunes, principalement dans la classe d'âge de 20 à 40 ans, et de

[73] Tous les noms utilisés sont fictifs pour garder l'anonymat de nos interlocuteurs.

professions intellectuelles, principalement ingénieurs et spécialistes dans le domaine des TIC). Leurs trajectoires migratoires varient cependant fortement selon les parcours de vie, le capital social, ainsi que les conjonctures socio-économiques qui encadrent leur mobilité. Les processus de sélection sont relativement rapides, le traitement des dossiers étant assuré par les Consulats canadiens de Vienne et de Budapest (le Canada ne disposant pas à l'époque d'un service consulaire à Bucarest). L'Europe restait quasi-fermée aux ressortissants roumains à ce moment, les mobilités pour études constituant le seul créneau à exploiter par les jeunes qualifiés qui ont parfois profité pour compléter leurs formations avec des études de 3ème cycle. Les sources d'information se limitaient au début des années quatre-vingt dix à quelques brochures mises à disposition par le gouvernement canadien, contenant une information certes attractive mais impersonnelle. Les réseaux de compatriotes à l'étranger étaient rares. Avec la multiplication des départs, le « bouche à oreille » commence néanmoins à fonctionner et la nouvelle que le Canada « reçoit » facilement des migrants roumains et que les opportunités de travail dans le domaine de l'informatique sont très intéressantes se répand vite. L'imaginaire migratoire est alors stimulé par la diffusion des nouvelles positives qui mettent cette destination dans une lumière d'« eldorado informatique ».

Des réseaux migratoires – souvent greffés sur des réseaux professionnels – commencent à prendre forme, offrant un soutien précieux aux nouveaux candidats au départ. Leur multiplication marque l'entrée dans une deuxième période, qui va de la deuxième moitié des années quatre-vingt dix à présent, caractérisée par une présence fort nombreuse des Roumains dans les principales villes canadiennes, notamment à Toronto, Montréal et Vancouver. A Toronto, on note la concentration des Roumains dans certains quartiers de la ville, ayant comme conséquence la coagulation des voisinages et des solidarités ethniques. On assiste à un processus de maturation de la communauté roumaine, signalé par la mise en place de processus associatifs, l'apparition de médias communautaires, de services religieux et la multiplication d'organisations et d'associations roumaines. Les départs au Canada connaissent une courbe ascendante, le consulat ouvert à Bucarest est pris d'assaut par les candidats à l'immigration mais aussi par les membres des familles des résidents permanents déjà installés qui multiplient leurs visites au Canada. On constate en plus une forte diversification de la population migrante. D'une part, d'autres domaines professionnels sont de plus en plus représentés, d'autre part les parents des professionnels – une population à l'âge de la retraite –

parrainés par les professionnels roumains établis au Canada, représentent une part très importante de la migration pour la réunification familiale.

Les sources d'information se diversifient, les migrants peuvent dorénavant les croiser pour avoir accès à une information de qualité. La prolifération des sites web et des forums de discussions centrés sur les processus migratoires engendre un saut qualitatif des processus de préparation de la migration. Elle rend ainsi possible une accommodation à distance à l'environnement du pays d'accueil qui est « domestiqué » à l'avance.

Cette période connaît aussi quelques événements ayant mis leur empreinte sur les dynamiques migratoires. Tout d'abord, l'an 2000 marque un pic économique pour l'industrie informatique. Ainsi, la fin des années quatre-vingt dix représente une période particulièrement propice pour les programmeurs, les conversions professionnelles des migrants vers ce secteur étant fort nombreuses. Ensuite, l'économie canadienne – dépendante des variations du marché américain – décline brusquement après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. Enfin, l'Union Européenne a supprimé les visas touristiques pour les citoyens roumains au 1er janvier 2002, laissant entrevoir aussi l'espoir d'une libre circulation sur le marché européen. L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne le 1er janvier 2007 signifie l'entrée dans une nouvelle ère migratoire pour les Roumains, qui aboutira à l'horizon de l'an 2014 au plus tard par une circulation sans restrictions de la force roumaine de travail sur le marché européen unique. Nous n'avons pas pu étudier les conséquences de cet événement historique en ce qui concerne les migrations des Roumains au Canada. Néanmoins, nous pouvons prévoir une diversification des opportunités et des destinations pour les professionnels roumains qui pourrait réduire, à terme, l'attractivité de ce pays.

5.2. Les réseaux migratoires

Ce découpage de la migration roumaine en deux périodes permet de mettre en évidence le changement produit dans les modèles migratoires vers le Canada, notamment avec la création et la multiplication des réseaux migratoires offrant aux futurs migrants un support inexistant auparavant. Dans le pays de départ, la nouvelle d'une migration réussie est largement diffusée au sein de la famille concernée et des groupes d'amis et de connaissances. Au Canada, toute une filière se met en place pour informer, accueillir et aider les nouveaux migrants. C'est un processus inhérent à toute migration, les voies migratoires débroussaillées par les premiers migrants étant ensuite apprivoisées, améliorées et empruntées par de nombreux autres. Le

réseau migratoire – définit par Douglas Massey (1988) comme « l'ensemble des liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants, et les non-migrants dans les espaces d'origines et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée » – se constitue ainsi en espace d'une nouvelle socialisation à la société d'accueil, espace qui repose sur la convergence de destins et d'intérêts des migrants et sur une solidarité instrumentale. Il joue un rôle essentiel dans l'accomplissement du projet migratoire. Les mouvements nouveaux profitent de réseaux déjà existants, les projets migratoires se nourrissent de l'expérience migratoire des anciens migrants qui mettent en place des réseaux transnationaux, autant de voies riches et privilégiées d'information et d'échange avec les espaces d'origine.

5.2.1. La constitution de réseaux migratoires pionniers

Au début des années quatre-vingt dix, malgré l'existence d'un nombre important de personnes d'origine roumaine au Canada, les liens entre cette population et la nouvelle vague de jeunes professionnels qui commencent à venir au Canada sont plutôt faibles. Ces relations se limitent à quelques contacts avec des membres des familles émigrés pendant la période communiste et à des aides ponctuelles (par exemple, loger pour quelques jours ou quelques semaines un neveu ou une nièce à l'arrivée). Ce n'est pas un phénomène de masse, d'autant plus qu'à ce moment les structures communautaires sont quasi-inexistantes la migration d'avant 1989 étant fragmentée à cause des sentiments de suspicion et de peur inoculés par la politique répressive de la police politique communiste.

Les migrants roumains arrivés au Canada dans les premières années après la chute du communisme sont par ailleurs perçus et reçus avec méfiance par leurs co-ethniques installés ici pendant la guerre froide. Cette suspicion a persisté jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix, les ponts entre ces deux générations de migrants, provenant de deux moments historiques et politiques très différents, se construisant difficilement. *A priori*, tout sépare ces migrants. Ceux qui ont fuit le communisme sont partis sans l'espoir de retour et portent les stigmates des humiliations et des frustrations subies. La plupart d'entre eux sont arrivés au Canada en tant que réfugiés politiques et ils ont du se reconstruire entièrement dans le pays d'adoption ; la réussite de leurs projets a souvent été conditionnée par un travail douloureux d'oubli, voire de reniement forcé des origines. Les efforts d'intégration à la société canadienne ont été en

général doublés d'une rupture des liens avec la famille restée au pays[74]. Ce qui plus est, il existait à l'époque une crainte permanente de l'œil policier et omniprésent de la Securitate ; le mythe de l'infiltration des agents à l'étranger, en tant que faux exilés, a persisté même après 1990, ce qui explique pourquoi les migrants de l'époque communiste ont longtemps préféré rester discrets et ne pas afficher ou revendiquer leur origine. On comprend alors les sentiments contradictoires de ces migrants après les événements du décembre 1989. La chute du communisme gommait soudainement les raisons de leur fuite. Elle ouvrait une possibilité de retour qu'ils ne s'imaginaient même plus. Aussitôt après ce changement de régime, une avalanche d'informations et de récits sur les évolutions politiques et économiques a permis de renouer le contact avec leur ancienne patrie. On assiste à des retrouvailles à la fois douloureuses et émouvantes, qui permettent de réécrire les trajectoires familiales dans un monde libéré de barrières politiques auparavant insurmontables. La présence de plus en plus nombreuse au Canada de nouveaux migrants en provenance de Roumanie oblige aussi cette génération de migrants à revenir sur ses origines.

Les premiers migrants qui commencent à venir au Canada après 1990 ont un tout autre profil. Il s'agit de jeunes professionnels, ayant acquis une bonne formation dans le système d'enseignement communiste qui, confrontés à un déclin accéléré du marché roumain du travail, apprennent à tirer bénéfice d'un droit à la mobilité que leurs prédécesseurs n'ont pas pu connaître. Emigrer au Canada devient alors une possibilité parmi d'autres et découle d'un libre choix. Les départs s'enchaînent, les programmeurs étant parmi les premiers à profiter des conditions attractives sur le marché canadien. La dimension professionnelle apparaît d'ailleurs structurante de premiers réseaux migratoires qui se constituent autour de quelques « éclaireurs ».

> *« Je fais partie d'une vague d'amis qui ont commencé à venir en 1992. Je connaissais de loin une personne partie une année avant, et c'est par elle que j'ai appris qu'on peut émigrer assez facilement ici. C'était à une époque où la sélection ne prenait pas plus de six mois, le Canada n'avait pas de section consulaire à Bucarest, il a fallu qu'on dépose nos dossiers à Budapest. L'information fournie par le consulat était très formelle, une belle publicité touristique. On avait l'impression de partir en vacances, dans le coin le plus merveilleux du monde. Au départ, on s'était retrouvé cinq familles de très bons amis à partir à la même période, plus quelques autres que je connaissais moins. Mais dans les mois et les années suivant*

[74] La fuite d'un proche donnait lieu à des pénibles interrogatoires de la famille restée au pays, et les mesures répressives pouvaient aller jusqu'à la mise à l'écart sur le plan professionnel, la confiscation des biens, voire l'emprisonnement en cas de suspicion de complicité. La peur des représailles que les membres de la famille restée sur place auraient pu subir de la part des forces de la Securitate a conduit pendant les années quatre-vingt à une coupure forcée des liens avec les proches.

> *mon arrivée, d'autres collègues ont continué à venir. Nous avons trouvé des bons jobs, bien payés, et la nouvelle qu'au Canada on vit bien s'est vite répandue à la maison. Alors plusieurs de nos collègues de travail de Craiova sont venus, et comme nous avions déjà une certaine expérience, nous avons pu les aiguiller pour aller droit au but. Aujourd'hui nous formons le clan d'Olteni*[75]*, quand on fait une fête on se retrouve facilement une cinquantaine. Seulement de ma famille nous sommes une quinzaine ! »* (Radu, programmeur, 38 ans)

Le récit de Radu, acteur pionnier d'un réseau d'informaticiens, nous permet de reconstituer le rôle du regroupement générationnel[76] et professionnel dans la structuration de réseaux et de l'espace migratoire. Le fonctionnement et la dynamique d'un tel réseau dépend de l'existence de relations de confiance établies depuis longtemps. Provenant de la même promotion de l'école polytechnique de Craiova et employés par le même Institut d'informatique (ITC) en 1993, les acteurs de ce réseau (d'anciens collègues) dont nous avons suivi en partie les parcours migratoires, ont utilisé les relations entre eux pour s'assurer une mobilité professionnelle optimale ; la migration – qu'elle soit interne ou externe – semble être seulement une étape nécessaire dans un projet professionnel et de vie plus complexe. Suite au déclin qui a touché toute institution de recherche, y compris les ITC, une première migration interne vers la sphère privée a réuni ces jeunes professionnels autour d'une petite entreprise informatique qui s'est lancée dans le domaine du soft très tôt, en 1992, sur un marché encore vierge qui n'avait pas encore fait ses preuves. Le gérant de cette entreprise, ayant une expérience d'une vingtaine d'années dans le domaine, a amplement fait jouer ses relations et ses connexions sur le marché interne, mais aussi dans le monde scientifique, pour démarrer ses activités entrepreneuriales. Il s'est également entouré de jeunes programmeurs très doués, qu'il connaissait parfois depuis leur période d'études et qu'il avait formé lui-même.

Un capital de confiance a été bâti sur les relations d'amitié et de complicité nouées entre ces jeunes professionnels. Ce capital est à la base des contacts et des partenariats, des échanges d'information sur les opportunités de mobilité et de travail et du support matériel et psychologique accompagnant les étapes difficiles du processus migratoire. L'usage du courrier électronique et des listes de discussions a servi à l'origine comme support d'échanges à l'intérieur de ce groupe. Ces pratiques se sont naturellement prolongées au-delà des limites de l'espace professionnel avec les premières migrations externes, dans la région de Toronto,

[75] Habitants de la région d'Olténie, dans le sud de la Roumanie, dont la ville chef-lieu est Craiova.
[76] Nous employons ici ce terme dans un sens très restrictif pour nous référer aux membres d'une même promotion d'école polytechnique ou d'université.

des membres de ce groupe. Le simple échange d'informations s'est transformé au fur et à mesure en la transmission d'une vraie culture de la mobilité, géographique et sociale, mais à raison professionnelle. Une permanente mise à jour de leurs connaissances dans le domaine des TIC et l'obtention d'une information rapide en matière de travail à l'étranger constituent le principal capital de ce groupe de professionnels. Les transferts technologiques, les partenariats professionnels à distance, mais aussi les projets migratoires se sont multipliés au fil des années grâces aux ressources et au soutien que ce réseau social, constitué à l'aide d'Internet, avait pu fournir. La dimension professionnelle, tout en restant structurante, s'est facilement métissée à la dimension migratoire.

Les liens tissés grâce à la présence d'anciens collègues dans les deux milieux sociaux et professionnels ont amené la petite entreprise roumaine à dérouler son activité de production en dépendance directe d'un partenaire canadien, une entreprise dont le patron est un immigrant roumain de deuxième génération. Ce dernier a développé son affaire en engageant sur place, en Roumanie, à partir des contacts qu'un premier migrant de ce réseau professionnel avait fournis. *« Travailler avec de co-ethniques c'est une question de confiance »*, dit-il, *« et puis Radu, par son expertise, m'avait prouvé qu'il provient d'une bonne équipe »*.

Par ailleurs, Radu a joué un rôle clé dans la multiplication des départs au Canada, car c'est lui qui a eu l'idée de relier la filiale roumaine à l'entreprise de son ancien employeur et d'utiliser ainsi à distance les compétences de ses anciens collègues d'école et de travail.

> *« Mon patron, né en Roumanie mais arrivé au Canada à l'âge de 7-8 ans, avait l'idée d'ouvrir une filiale en Roumanie. Il savait qu'on pouvait y faire du soft de bonne qualité et, en plus, avec l'argent avec lequel tu payes ici deux personnes, là-bas tu pouvais à l'époque payer 8-9 programmeurs. On était déjà deux Roumains à travailler en 1994 à l'entreprise de Toronto et je lui ai proposé de greffer cette filiale sur la firme où on avait travaillé à Craiova en Roumanie. Les avantages étaient multiples : on connaissait le niveau là-bas, on travaillait avec nos anciens collègues, on s'entendait sans trop de mots car on se connaissait bien. A un moment donné, vers 1997-1998, on était arrivé à avoir chaque matin une séance de travail commune, entre Craiova et Toronto, par webcam. Mais cette histoire de succès à un revers aussi. Les collègues roumains sont venus plusieurs fois ici, pour une-deux semaines de formation, et ils ont commencé à vouloir rester. ».* (Radu, programmeur, 38 ans)

La filiale roumaine s'est peu à peu transformée en pépinière pour la compagnie mère. En 2000 la firme canadienne avait déjà neuf employés, tous Roumains, la plupart d'entre eux ayant déjà travaillé à distance pour cette entreprise avant de quitter la Roumanie. Leur

émigration a été réconfortée par un emploi sûr à l'arrivée et un milieu professionnel familier. D'autre part, un gros pourcentage du chiffre d'affaires de l'entreprise roumaine reposait sur le déroulement de contrats avec le partenaire canadien, au prix du renouvellement continu de sa force de travail. Tout en favorisant l'essor de l'industrie locale de software, ces dynamiques ont développé le potentiel migratoire du réseau professionnel. L'ouverture d'une deuxième filiale à Bucarest a permis de suppléer les besoins croissants de l'entreprise canadienne en « cerveaux ».

> *« Si au départ on était moins de dix employés à Toronto, maintenant la compagnie a plus de cent employés, la moitié venant des filiales roumaines. Ceux qui sont arrivés après 2000 ont même bénéficié des facilités d'intégration, la compagnie en ayant acheté une maison pour loger les collègues roumains à leur arrivée, pour qu'ils puissent commencer à travailler tout de suite. Il y a eu une période où on ne parlait que roumain dans l'entreprise. Mais maintenant les choses ont changé, dans le sens où nous – les Roumains – nous ne sommes plus au pouvoir, toutes les positions de cadres sont occupées par des canadiens depuis que l'entreprise s'est développée et a un beau chiffre d'affaires. »* (Radu, programmeur, 38 ans)

Ce cas de figure représente un nouveau modèle migratoire dans lequel se sont inscrits beaucoup de professionnels roumains dans le domaine des TIC. Les réseaux migratoires, liées aux réseaux professionnels, ont réuni les savoir-circuler dans un « collectif circulatoire » (Tarrius, 2001a, 1993). Le regroupement par mobilité est ainsi créateur d'un lien social novateur. Si ces réseaux ont d'abord fonctionné sur la base des liens forts – de parenté, d'amitié et de collégialité, avec le temps, un nombre de plus en plus croissant de professionnels a commencé à avoir accès à ces ressources par le biais des liens faibles (Granovetter, 1973). « Les amis des amis », des relations distantes, de « simples connaissances » ont commencé à jouer un rôle important dans la diffusion d'informations décisives pour faire aboutir les projets migratoires. Nous allons revenir sur l'importance des « liens faibles », principale source de diversification des ressources par la connexion à des personnes qui évoluent dans un environnement – un secteur d'activité, des réseaux sociaux – très différent du nôtre[77]. Ces liens connectent le futur migrant à des territoires éloignés, ce qui est particulièrement intéressant dans les moments de recherche et d'exploration.

L'accès à ce type de ressources a pu se généraliser vers la fin des années quatre-vingt dix avec le déploiement ultérieur de réseaux électroniques orientés vers la migration. Les futurs

[77] A ce titre, les relations qu'on appelle des liens faibles nous informent d'opportunités que nous n'aurions pas pu déceler sans elles. Alors que nos proches, constituant les « liens forts » de nos réseaux sociaux, disposent à peu près des mêmes informations que nous, justement parce qu'ils évoluent dans notre proximité.

migrants ont pu ainsi recueillir des informations très diverses et contrastées sur l'univers migratoire, entrer en contact avec des inconnus disposés à partager leurs expériences migratoires, se faire aider par des personnes prêtes à offrir leur soutien et nouer des amitiés fondées sur des affinités découvertes à distance.

5.2.2. Les réseaux électroniques : la constitution d'un nouveau modèle migratoire

L'avènement d'Internet a conduit à l'émergence d'un autre modèle migratoire que nous analysons à travers le « succes story » d'un couple d'informaticiens roumains. Par leur capacité d'innovation, ces derniers ont créé à l'intérieur de l'espace virtuel un espace migratoire transnational. Ils ont tracé le chemin de plusieurs milliers de futurs migrants en décrivant les parcours migratoires des professionnels au Canada et en diffusant les valeurs d'un mode de vie cosmopolite adopté par eux-mêmes au quotidien. En outre, ils ont imprimé un dynamisme nouveau aux pratiques communautaires des Roumains à Toronto. Cette histoire n'est pas singulière, elle se reproduit actuellement sous différentes formes. L'apparition et la multiplication des dynamiques migratoires et communautaires en ligne nous permettent d'analyser aujourd'hui les transformations auxquelles donnent lieu l'instantanéité et la simultanéité de la communication permise par les TIC.

Les débuts de ce couple d'informaticiens ressemblent aux parcours de tant d'autres jeunes professionnels de leur génération. Mihnea a fini ses études en informatique à l'école polytechnique de Timisoara en 1991 ; jeune assistant universitaire, il avait d'ambitieux projets de recherche, mais il se heurte, comme tant d'autres camarades, aux difficultés et aux barrières bureaucratiques d'un système académique arriéré, en quête d'une nouvelle légitimité. Une collègue de faculté lui parle de la possibilité d'émigrer au Canada et, avec sa femme Daniela (diplôme d'école polytechnique en poche), ils prennent la décision de tenter leur chance. Jeunes mariés, ils passent leur voyage de noces en Allemagne où ils travaillent dans l'agriculture afin d'épargner l'argent nécessaire pour émigrer. Arrivés à Toronto en 1994, ils sont logés pendant trois semaines par une connaissance. Mis au courant par celle-ci des démarches à entreprendre, Mihnea commence d'emblée à chercher du travail dans son domaine, la technologie de l'information. Malgré un marché en pleine floraison, ses premières expériences dans ce processus ne sont toutefois pas très brillantes.

> *« Le premier CV que j'ai envoyé était catastrophique, je n'avais pas l'expérience de vendre mes compétences. J'ai eu la chance de connaître quelqu'un qui travaillait dans le domaine des ressources humaines et qui, confidentiellement, m'a donné une*

> *pile de résumés pour que j'apprenne à convaincre un recruteur qu'il vaut la peine de me rencontrer. […] J'ai eu la première interview de ma vie avec un recruteur d'une agence de recrutement, j'ai été très désorienté car il m'a donné à remplir un formulaire avec environ 200 questions, il y avait une liste de 200 langages de programmation et il fallait cocher ce que je connaissais. Je n'avais pas compris qu'il voulait faire mon profil, j'ai pensé que je suis nul car je n'ai coché que 8 cases, je croyais qu'au Canada on n'embauche que les génies »* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Mihnea évoque sans pitié le manque d'expérience et la naïveté avec laquelle il avait abordé le marché canadien du travail. Après plusieurs entretiens, il se rend compte que pour décrocher le poste qui lui convient il doit se mettre en scène et « vendre » ses compétences. Les défis ne font pas peur à ce jeune de vingt-six ans à l'époque, il adapte alors sa stratégie selon les interlocuteurs et fait valoir des compétences linguistiques et de négociation acquises dans des formations complémentaires.

> *« J'ai décroché un poste très intéressant. C'était un défi permanent, ils m'ont demandé de développer un système qui n'existait pas encore au Canada, avec des langages jamais utilisés, c'était nouveau pour tout le monde. Je pense qu'ils m'ont engagé moins pour mon expérience que pour mon attitude. La façon de communiquer avec eux, l'assurance, et la disponibilité d'apprendre rapidement des nouveaux langages de programmation. En Roumanie j'avais suivi pendant trois ans un cours de MBA, en anglais, et j'avais appris quelle est la mentalité américaine ; je me suis rendu compte que je savais négocier, il fallait en fait être un peu gonflé. Autre chose : il faut savoir adapter ses arguments et son langage en fonction de la personne qui est devant toi. T'as une interview avec le président de l'entreprise, tu vas lui parler des politiques d'entreprise et de business ; t'es devant le directeur technique, là tu changes de registre, tu entres dans des détails techniques »* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Sans disposer d'aucune expérience préalable sur le marché global, il fait preuve d'une grande habileté d'adaptation, ce qui lui permet de se plier rapidement aux exigences des employeurs canadiens. A la recherche du *challenge* professionnel, il fait de la flexibilité et de l'ouverture face à la nouveauté ses premiers atouts.

En Roumanie, Mihnea était au cœur d'un réseau dense de sociabilité avec lequel il a gardé de nombreux contacts. Il informe régulièrement ses amis et collègues de son parcours et de ses réussites au Canada. Comme Radu, il devient le maillon principal d'un réseau migratoire qui ne cesse de s'accroître au fil des mois. Au bout d'un moment, il se sent submergé par ses connaissances qu'il se charge d'accueillir et de guider dans les premières semaines à Toronto. Il imagine alors une autre manière de satisfaire aux demandes de plus en plus nombreuses de ses camarades. Il s'agit là d'une idée révolutionnaire, qui a bouleversé les modèles classiques

de reproduction des réseaux migratoires et a produit un vrai tournant dans la circulation des ressources migratoires à distance. Avant de décrire et d'analyser ce tournant, nous reproduisons ici le récit de Mihnea, qui explique comment est né son projet :

> *« Nous sommes venus au Canada en 1994, c'était l'époque où on commençait à entendre que le Canada accueille des immigrés. Le processus de sélection prenait environ une année. La majorité de mes anciens collègues de faculté travaillait à Alcatel et, comme ils avaient des lignes gratuites, ils nous téléphonaient tout le temps pour nous demander des informations et de l'aide […] quand ils ont commencé à venir, chaque année nous en accueillions chez nous une vingtaine, il fallait raconter à chacun la même histoire, quoi faire, où aller, l'initier, lui donner un peu d'espoir avant de l'envoyer se débrouiller tout seul. Nous habitions à l'époque un appartement de deux pièces, nous n'avions pas la place, et cette situation avait commencé à nous agacer. J'ai pensé alors faire quelque chose d'intelligent pour aider sous une autre forme toute cette vague d'amis qui venaient sans arrêt. J'ai commencé à repérer des articles de journal d'intérêt pour le nouvel arrivé : les adresses où postuler pour le numéro SIN, pour le* health card, *des numéros de téléphones des médecins roumains, des fournisseurs, des agences de recrutement, etc. J'ai fait une sorte de base de données en utilisant un programme «* organizer way *»… et c'est ainsi que m'est venue l'idée de faire un* binder *qui pouvait être actualisé par ses utilisateurs. Si un numéro de téléphone n'est plus valable, quelqu'un peut le corriger et tous peuvent ensuite en profiter, et ainsi de suite. J'avais pensé à publier un livre, mais un ami qui travaillait à l'université de Toronto (et qui actuellement travaille à IBM en Suisse) m'a ouvert les yeux sur une technologie qui gagnait de la place dans les universités. J'ai vu alors pour la première fois comment fonctionne le web, il n'y avait aucune entreprise qui l'utilisait à l'époque, uniquement les universités, c'était en 1995. Cet ami m'a montré comment on peut écrire quelques lignes de code htm, comment je peux les mettre en ligne ; j'ai ouvert un compte, j'ai réservé un domaine .com, j'ai commencé à fréquenter les conférences des universitaires sur la programmation web, et j'ai créé le site web www.thebans.com. J'ai pris des cours et je me suis dit qu'au lieu de faire des exercices sans finalité, je ferais mieux de m'exercer avec quelque chose d'utile. J'ai transcris et traduit les informations de ce* binder *pour les nouveaux arrivés. C'est ainsi que j'ai créé the Newcomers Guide to Toronto, en anglais pour qu'il puisse être utile aussi à l'immigrant indien ou chinois. C'était à l'époque où je recevais 20 à 30 appels téléphoniques par jour, des Roumains qui me demandaient des informations, qui cherchaient du travail, qui demandaient de l'aide pour faire le résumé… au début il s'agissait des amis et des amis des amis, mais après tout le monde me cherchait. J'ai commencé à leur donner ce site web comme référence. Les choses ont pris de l'ampleur quand le web est devenu accessible à large échelle, les gens ont commencé à avoir des adresses e-mails ; notre website était d'avant-garde, avec une base de données en ligne, peut être la première créée au Canada, car les pages web étaient en général conçues comme une brochure, statiques. Nous avons utilisé des concepts très avancés à l'époque, la base de données RomUniv était une innovation. Environ six ou sept mille roumains se sont inscrit dans cette base de données, de partout dans le monde. C'était le premier pas vers un réseau des roumains qualifiés, même si on s'est heurté à beaucoup de suspicion. Au départ, certains avaient peur de mettre en ligne leurs adresses et numéros de téléphones, il y*

> *avait encore cette phobie de la Securitate, j'ai d'ailleurs été accusé souvent d'être agent des services secrets roumains chargé de surveiller les Roumains immigrés au Canada. Les réminiscences d'un passé traumatisant ! Les gens sont très surpris quand ils font ma connaissance, je suis trop jeune par rapport à l'image qu'ils se font de moi, j'avais vingt-six ans à l'époque. Mais pourquoi il faudrait être âgé pour avoir des idées et faire quelque chose d'innovant ? »*

5.2.2.1. www.thebans.com[78] – le catalyseur électronique d'une dynamique migratoire novatrice

Dans une première étape, faite de tâtonnement et d'apprentissage social dans le processus de leur accommodation à la société canadienne, Mihnea et sa femme ont su trouver avec Internet une modalité créative pour transférer instantanément leurs expériences migratoires et créer ainsi une mémoire-ressource de la migration récente des Roumains au Canada. En tant que programmeurs (« software developers »), doués des compétences professionnelles et techniques particulières, ils sont devenus peu à peu les artisans d'une nouvelle ingénierie sociale en diaspora, forgée sur la communication médiatisée par ordinateur. Leur connaissance privilégiée des milieux professionnels dans le domaine des TIC au Canada, leur aptitude à cultiver les relations sociales et leur capacité à récréer un réseau de sociabilité en toute circonstance ont contribué à la mise en œuvre de ce projet.

Leur initiative de créer un site web pour mettre en valeur leur expérience migratoire dévoila un énorme potentiel de développement et d'autoreproduction, en vertu de sa triple finalité: (1) carrefour de canaux d'information autour des processus migratoires et communautaires des Roumains au Canada, (2) reconstruction de repères de stabilité de l'univers d'origine et reproduction d'une sociabilité à distance en tant que support pour l'ancrage progressif dans la société d'accueil et (3) interface entre les recruteurs/employeurs canadiens et les professionnels roumains immigrés. Elle a été également à l'origine d'une entreprise prospère, fondée sur la propension de la mise en réseaux des migrants roumains, la plupart d'entre eux avec des qualifications et un degré élevé d'expertise dans le domaine des ordinateurs et des nouvelles technologies. Nous allons explorer chacune de ces dimensions au fur et à mesure de nos analyses.

[78] Le nom des initiateurs du site signifiant « argent » en roumain, l'intitulé et le logo de leur site valorisent la connotation et l'impact de ce jeu de mots. Le logo est chargé d'un message fort : il représente la monnaie canadienne enveloppée dans les couleurs du drapeau roumain, soit l'image de la réussite, au moins matérielle, des Roumains en terre canadienne. On peut penser que la suggestivité visuelle de ce symbole a contribué à renforcer ce message en alimentant l'imaginaire migratoire.

Le site web www.thebans.com s'est rapidement constitué en catalyseur des dynamiques migratoires des professionnels roumains au Canada, référence première pour les candidats au départ. Internet est devenu le support de reproduction d'un modèle archétypal d'expatriation par la mise anticipée en situation migratoire, facilitant une préaccommodation à distance à la future société d'accueil. L'espace virtuel en question a permis la création de deux principaux canaux de communication et d'information : le premier est axé sur une diffusion statique, à travers les différentes websites mis en réseau à travers thebans.com, l'autre est basé sur l'interaction des usagers à travers des forums de discussion, à l'origine d'une source dynamique et cumulative d'informations sur les processus migratoires. Ces deux formes d'interaction (qu'on pourrait qualifier, en simplifiant, de passive et d'active) entraînent la formation de deux types de communautés virtuelles: l'une culturelle constituée autour de la dissémination et la consommation de représentations via Internet et l'autre sociale basée sur l'interaction et les relations de réciprocité (Sokefeld, 1999). La structure et les flux d'information dans les deux reflètent les logiques sociales, migratoires, communautaires ou économiques qui gèrent les échanges. Sans procéder à une analyse détaillée de tout le contenu des websites composant *TheBans.com*, nous commençons par décrire la structure de cet espace virtuel, en s'attardant sur quelques-uns de ses éléments constitutifs.

The Bans Newcomers' Guide to Toronto constitue la première pierre de ce site, réunissant au départ l'information accumulée par Mihnea et sa femme sur les premiers pas au Canada (annexe 1). Ce guide s'est enrichi ensuite de multiples témoignages d'expériences migratoires partagés par les immigrés roumains d'une manière personnalisée, accompagnés de leurs conseils, appréciations ou interprétations. Il contient des informations précieuses pour les candidats au départ, concernant, par exemple, l'entretien d'immigration à l'ambassade du Canada en Roumanie, les démarches administratives d'obtention du statut de résident, les opportunités présentes sur le marché du travail, la bourse des logements à Toronto, le réseau torontois de transport, les cartes d'assurances (le SIN « social insurance number » et le OHIP « Ontario health insurance plan »), le permis de conduite, les transferts bancaires, etc., en bref tout ce qui fait partie de l'univers d'une expérience migratoire. A cette information objective s'ajoutent des témoignages personnels d'un vécu jamais facile en situation migratoire. Adela, collaboratrice bénévole qui s'est occupée de la mise à jour de l'information publiée sur le site, explique comment ses propres expériences ont nourri cette section du site :

> *« J'étais dans un autre groupe de discussions et quelqu'un a proposé que chacun raconte ses premières expériences au Canada : les premières impressions, comment on a trouvé le premier job, quelles sont les exigences au travail, quelle est l'attitude des canadiens vis-à-vis de nous, etc. Comme j'avais déjà raconté toutes ces choses à mes collègues de travail en Roumanie, j'ai repris tous les e-mails et j'ai rédigé une histoire un peu plus longue. Moi, j'avais été très impressionnée par la propreté, les autoroutes à huit voies ; ou je me suis rendu compte que j'avais renoncé à certaines choses en partant – les habits d'hiver, l'ordinateur – et j'aurais pu éviter des dépenses inutiles si je les prenais. Alors je me suis dit que cela pouvait être intéressant à savoir pour d'autres. Le modérateur de la liste m'a demandé s'il pouvait la publier en donnant mon nom réel et mon adresse e-mail. J'ai reçu une trentaine des messages par la suite, des gens qui me demandaient poliment d'autres informations, d'autres gens un peu impertinents qui voulaient savoir combien je gagne. Quand j'ai commencé à m'occuper du site thebans.com je me suis rappelé de cet e-mail et je l'ai utilisé pour alimenter le guide pour les nouveaux arrivés. »* (Adela, informaticienne, 39 ans)

La reproduction de l'information véhiculée dans cette section du site a été dès lors cumulative (ce qui est par ailleurs un trait spécifique des ressources migratoires reproduites en ligne) car la communauté en ligne s'est vite élargie depuis un noyau d'amis auquel elle était destinée à l'origine, vers un groupe plus large, souvent fluctuant, qui partage un trajet ou une aspiration migratoire ainsi qu'une culture nationale et professionnelle commune.

Ce guide a été ensuite intégré au portail torontois (***Toronto Portal***), domaine virtuel conçu en tant que support pour les nouveaux immigrés. Il contient des sous-domaines comme *IT Jobs, IT Consulting/Recruitement, IT Learning Center* qui touchent les aspects liés à la vie professionnelle. Comme nous allons le voir plus tard, la dimension professionnelle est très importante, *The Bans* agissant aussi comme interface entre les professionnels roumains de l'informatique et les employeurs canadiens. Une autre partie est consacrée à l'acclimatation à la société d'accueil, en l'occurrence le Canada : *Canadian News*, *Info Canada*, etc. Des liens vers les publications torontoises en ligne et vers les sites officiels de l'administration canadienne ainsi que des informations sur les procédures d'obtention de la citoyenneté canadienne viennent répondre aux besoins informationnels des nouveaux immigrants.

Le portail roumain (***Romanian Portal***) est conçu comme support communautaire. Il concentre une information focalisée sur la vie communautaire des Roumains à Toronto: annonces de spectacles, expositions, concerts, journaux, programmes TV et chaînes radio en roumain, promotions d'affaires ethniques des compatriotes, offres d'emplois, etc. Il contient plusieurs domaines : *Romanian World* (Forums, nouveautés, la Une, coutumes roumaines, informations pratiques), *Romanian Universe* (culture, religion, histoire, langue), *Toronto* (Romanian News,

l'école roumaine de Toronto, artistes roumains à Toronto, *Romanian Business Network*[79]), *Directories* (liste de liens vers des websites roumaines, la base de données RomUniv, albums de photos), *IT Consulting* (présentation de l'équipe et des services offerts par TheBans). L'univers d'origine est reconstruit à travers des repères qui font appel à une mémoire collective, non pas de manière nostalgique mais en tant que réalité co-présente dans laquelle on peut s'immerger à tout moment, par des retours symboliques et virtuels. Internet reste l'outil privilégié pour se mettre au courant avec « la Une » du pays, des liens vers les médias roumains accessibles en ligne étant accessible depuis la page « Romanian Portal » du site (annexe 2).

Pendant les premières années, le site www.thebans.com s'est limité à donner accès à une information riche, rigoureusement sélectionnée, nourrie par les expériences migratoires de Mihnea et de ses quelques collaborateurs ; mais le succès et la grande fréquentation du site ont augmenté davantage la visibilité de son créateur. Celui-ci s'est vu contacté par un nombre croissant de compatriotes, et avec des sollicitations de plus en plus variées. Le nombre d'e-mails reçus quotidiennement devenant alors ingérable, il cherche un autre moyen pour pallier cette surcharge qu'il ne peut pas assumer seul. Il ne veut pas limiter les demandes, mais diversifier les ressources disponibles à travers son site. Il s'inspire du principe *open source* sur la base duquel fonctionne le développement de certains logiciels dans le domaine universitaire. Dans un premier temps, il exploite au maximum l'information qui lui parvient dans les champs d'intérêt pour les usagers du site (migratoire, professionnel et communautaire) afin d'alimenter son website et de maximiser les ressources disponibles. Ensuite, la deuxième phase consiste dans la création d'une plateforme de communication permettant les échanges directs entre les usagers du site *thebans.com*, chacun étant ainsi libre de contribuer directement à l'enrichissement de l'information collectivement disponible.

Cette plateforme comporte deux dimensions : une base de données et des forums de discussion. Mihnea crée d'abord ***RomUniv***, une base qui réunit plusieurs milliers de membres[80], afin d'identifier et de mettre en contact des professionnels roumains hautement

[79] Ce domaine fait la promotion d'affaires ethniques des Roumains à Toronto : vente de voitures, design, graphisme, consultants financiers, traducteurs, dentistes et médecins, peinture et rénovation de maisons, groupes de musique, transferts vidéo, radio et journaux roumains à Toronto, etc (annexe 3).

[80] En mars 2000, sur 2942 enregistrements, 881 étaient des Roumains du Canada (dont 412 à Toronto), 423 des Etats-Unis, 1263 de Roumanie, 68 d'Allemagne. Selon les dires de Mihnea, quelques dizaines de milliers (!) de Roumains hautement qualifiés (parmi lesquels des chercheurs roumains émigrés dans 40 pays) avaient adhéré en 2003 à cette « Académie virtuelle

qualifiés dispersés de par le monde (annexe 4). Cette base représente à la fois un réservoir de ressources qualifiées et une source très riche de contacts latents à laquelle a accès tout membre qui s'y inscrit. Il est ainsi possible de retrouver d'anciens amis ou collègues, d'échanger des idées, de former des groupes de discussions, de se mettre en réseau. Dans certains cas, les contacts établis par cet outil se sont transformés en vraies relations d'amitiés. Celles-ci sont dotées de toutes les caractéristiques des liens forts, au niveau du support émotionnel, symbolique et matériel offert, de la réciprocité, de l'intensité et de la fréquence des pratiques interactionnelles. Au moment de sa création, cette base de données offrait un énorme potentiel pour la création de réseaux des cerveaux roumains ; elle constituait une des premières formes émergeantes de mise en commun de ressources incorporées par les professionnels roumains de l'étranger. Elle pouvait former, le cas échéant, un support pour l'organisation d'une nouvelle diaspora roumaine, scientifique et technocratique.

La création de plusieurs ***forums de discussion*** représente la deuxième dimension de la plateforme de communication du website. Mihnea donne à tout un chacun de devenir acteur des échanges, des interactions et des réseaux créés online. Les usagers peuvent de la sorte tirer profit de leur engagement dans les échanges virtuels. Ces forums, créés en mars 2000, ont été structurés en plusieurs domaines, autour des thèmes qui touchent au processus migratoire : la vie au Canada, les opportunités professionnelles, les racines, l'éducation des enfants, les services offerts par les Roumains, etc. (annexe 5). Des archives rigoureusement classées du forum ont été ensuite mises à disposition des internautes, pouvant être consultées par tout utilisateur selon des critères spécifiés (selon le titre du *threat* ou du domaine, l'auteur du message, la date ou un mot-clé).

Ces archives ont constitué une mémoire collective de la migration récente au Canada. La possibilité asynchrone de les consulter en tout temps a donné lieu à des réactions sélectives, en fonction des intérêts et des affinités des participants aux échanges. Dans le tableau ci-dessous nous synthétisons brièvement l'état de ces forums en janvier 2002, environ deux ans après leur création.

---

de l'intelligence roumaine dans le monde ». Le rythme d'inscription est de 2 à 10 personnes par jour, la plupart provenant du domaine de l'ingénierie et de l'informatique.

Tableau 2 : Données extraites du site web www.thebans.com. (état au 4 janvier 2002)

Domaines du Forum	**Nombre de thèmes/messages**	**Date de création**
Romania Online	1953/10718	03.04.2000
Romanian Network (bussiness/science)	26/53	20.11.2001
What to visit/Travel	20/43	01.09.2001
Gordon Page FAQ	51/56	12.12.2000
Classifieds Toronto	391/1036	01.04.2000
Jobs in Canada	522/1649	23.03.2000
IT World	238/636	03.04.2000
Buy/Own a Car	110/341	02.04.2000
Real Estate	168/387	03.04.2000
Kids/Schools in Toronto	150/338	01.01.2001
They need our help	154/454	29.03.2000
Matrimonials	593/5688	03.01.2001
Doctors&Pharmacists	62/176	21.06.2001
Romanian Club	3/59	06.07.2001
Romania Online Archive		03.04.2000
Matrimonials Archive		03.01.2001

Ces forums de discussions ont par ailleurs structuré les échanges en ligne, donnant lieu à plusieurs types de réseaux, orientés vers les processus migratoires ou l'organisation communautaire, en fonction d'intérêts partagés, passagers ou durables, des acteurs à l'origine de cet espace réticulaire en permanentes recomposition.

Romania Online est le forum le plus fréquenté, avec une dynamique qui a dépassé parfois cent messages échangés par jour. Son sous-titre suggère qu'il s'agit d'une sorte d'espace national reconstitué à l'intérieur de l'espace virtuel, une Roumanie virtuelle. Le rapport au pays, tel qu'il transparaît dans les échanges en ligne, est complexe. L'appartenance nationale, culturelle et linguistique d'origine est omniprésente dans les échanges entamés dans les forums de discussion. L'affiliation à la culture roumaine marque en définitive autant les échanges que la structure même du website. La volonté d'affichage d'une appartenance ethnique assumée et de l'affiliation à la culture roumaine se traduit par exemple, par la mise en scène d'une image valorisante de la Roumanie à travers le site[81]. La mobilisation des

[81] L'impact de cette forte affirmation identitaire ne tarde pas à se manifester. Des agents touristiques, des entrepreneurs canadiens, des associations humanitaires ou des investisseurs potentiels trouvent en *TheBans* un partenaire de discussion averti.

ressources est possible par l'effet de la réimagination de la nation (Anderson, 1991), de la « la Roumanie que l'on porte en nous », comme le dit un jeune informaticien de Toronto. Dans cette reconstruction, une unité est recréée là où elle faisait défaut à l'origine. D'une part, les migrants réussissent ainsi à recréer la nation roumaine à l'intérieur de l'espace virtuel en instrumentalisant ses marqueurs symboliques (la langue, les traditions, les fêtes nationales, la religion, etc.). D'autre part, du processus que nous venons de décrire, découle un nationalisme transnational qui renforce le sentiment d'appartenance nationale des migrants.

En même temps, l'espace virtuel permet une juxtaposition tactique d'espaces socioculturels favorisant la maîtrise sociale d'un univers élargi. Les migrants internautes développent ainsi une expertise multiple leur permettant de s'adapter d'une manière flexible au pays d'accueil.

Dans les autres forums plus spécialisés, l'information véhiculée est concise, riche en détails, répondant à un besoin immédiat du migrant. Il s'agit en particulier de la transmission des précisions concernant la procédure d'émigration (par exemple le déroulement de l'entretien avec tel ou tel fonctionnaire de l'ambassade), d'un savoir-faire concernant le rapport aux autorités canadiennes découlant de l'expérience (par exemple le dépôt de plaintes au sujet des services défectueux), l'adresse d'un dentiste, d'un notaire, la prolongation d'un visa sur place, la location d'un logement, etc.

La propagation d'une culture de la mobilité s'est formalisée ainsi par la concentration des ressources migratoires dans le virtuel. Les forums ont rempli cette fonction au mieux car ils ont amené les futurs migrants à une mise en situation anticipée, leur facilitant l'accommodation au contexte migratoire. La diffusion d'une information diversifiée, parfois riche en subterfuges, témoignant d'une expérience migratoire rendue ainsi collective, leur permet de se sécuriser et d'échapper aux malheurs des rites initiatiques de l'errance. Les aspects autobiographiques sont particulièrement intéressants, car ils sont le produit des acteurs individuels qui racontent de propre initiative leurs expériences migratoires. C'est le cas du jeune Radu qui publie en ligne des pages de journal depuis le jour de son arrivée à Toronto. Il témoigne du vécu de ses premiers jours sur terre canadienne, ses espoirs, ses déceptions, ses rêves, ses acquis, etc. Participant au forum *Romania Online*, il a le souci d'objectiver une information partielle et subjective, fournie dans les échanges quotidiens, dont lui-même avait bénéficié avant d'émigrer. Une autre Roumaine, Anda, envoie régulièrement à *TheBans* des lettres écrites à sa famille, en vue de publication. Comme la richesse des lettres du paysan

polonais (devenu le protagoniste de la première étude sociologique de l'immigration en Amérique au début du siècle) avait inspiré Znaniecki (Thomas et Znaniecki, 1998 [1919]), celle des témoignages disséminés dans le virtuel nous incite à explorer cette nouvelle mémoire migratoire.

Entre autres, grâce aux contacts établis par le biais des forums de discussions, de nouvelles relations d'amitiés se nouent, des initiatives de support ou d'entraide sont prises, des contacts d'affaires sont établis. Les futurs migrants multiplient ainsi leurs chances de trouver le soutien dont ils ont besoin au moment opportun.

Il ne faut toutefois pas croire exclusivement aux bienfaits et à la positivité de ces échanges. Les forums constituent aussi un espace de négociation, de dispute et de controverse, où les migrants et les futurs migrants expriment leurs frustrations, leurs doutes ou leurs espoirs sans crainte du jugement de l'autre. Sous la couverture confortable de l'anonymat personne ne s'expose physiquement et socialement. Chacun se sent alors encouragé à participer dans ce réseau de sociabilité « virtuelle » c'est-à-dire auquel il peut se soustraire à tout moment. Certains sujets s'avèrent néanmoins plus sensibles que d'autres : les thèmes qui touchent aux aspects économiques et politiques dans le pays d'origine, au passé communiste ainsi qu'aux difficultés du processus d'intégration et de reconstruction identitaire donnent lieu à des controverses et provoquent des réactions parfois démesurées. Le clivage entre les différentes vagues migratoires d'avant et d'après 1989 transparaît dans la suspicion de censure et de surveillance évoquée de façon répétée sur le forum.

5.2.2.2. Escape from Romania : la reproduction d'un nouveau modèle migratoire

La reproduction de ce modèle d'émigration au sein de la jeune génération d'ingénieurs roumains a conduit à l'émergence d'autres expériences similaires, mais de taille plus réduite. Il nous semble intéressant de signaler, par exemple, la création, en août 2000, d'une liste de discussions au sujet du processus migratoire, intitulée *Escape from Romania.* Cette liste a été créée par un jeune ingénieur qui se trouvait à l'époque à Timisoara, en Roumanie. Celui-ci avait déposé son dossier pour émigrer au Canada et cherchait à s'informer sur les étapes de la migration. Il était à la recherche de témoignages divers, son but étant d'apprendre des expériences des autres les formules gagnantes, afin de contourner les difficultés et d'éviter les erreurs. La liste a été dès le départ ciblée sur les échanges visant les expériences migratoires de ses membres, dans le but de fournir aux futurs migrants les clés de la réussite du projet

migratoire. Petru, son initiateur, a d'ailleurs lui-même sélectionné et invité quelques personnes repérées sur d'autres forums avec lesquelles il voulait entrer en contact et qui, par la suite, sont devenus des membres fidèles de cette liste. Lui-même a joué le rôle de modérateur, en veillant à ne pas s'éloigner du but et du thème de la liste.

> *« Quand j'ai commencé à chercher des informations pour préparer mon départ, j'ai trouvé de nombreux sites et listes de discussions qui traitaient de la migration au Canada, mais aucun ne fournissait quotidiennement une information de qualité, utile pour le futur migrant. Il y avait surtout des websites proposés par des cabinets de consultance et d'avocats, qui insistaient surtout sur les aspects légaux et les documents nécessaires. Et les forums TheBans, mais là il y a une information éparse, qu'il faut dépouiller et trier jusqu'à ce que tu trouves celle qui t'intéresse. Alors j'ai créé moi-même une liste pour combler ces lacunes. J'ai contacté par e-mail des personnes que j'avais rencontrées sur d'autres listes et forums. J'ai ciblé deux groupes : d'une part des gens qui étaient encore en Roumanie et se préparaient à partir ; d'autre part, des personnes qui avaient déjà émigré, au Canada ou ailleurs (en Allemagne, en Australie, etc.). J'ai invité ces derniers à raconter leurs péripéties migratoires, dire quelle est leur perception sur la société où ils sont arrivés, quels conseils donneraient-ils aux nouveaux arrivés ou aux futurs migrants pour éviter certaines difficultés. J'avais besoin d'une information précise, de détail, pour savoir me débrouiller pendant les premiers jours et pour ne pas perdre inutilement du temps en arrivant à Toronto. […] Une collègue de liste s'est offerte de me loger pendant quelques jours et elle est venue me chercher à l'aéroport. Et la même chose se passe aujourd'hui avec d'autres ; car même si tu n'a jamais vu la personne avant, après 10 e-mails échangés tu peux dire que tu la connais suffisamment pour avoir confiance »* (Petru, ingénieur mécanicien, travaille en informatique, initiateur d'EfR, 29 ans)

Comme dans le cas de *TheBans*, l'initiative de Petru a conduit aussi à la production d'une mémoire migratoire, source d'accumulation des ressources migratoires partagées entre migrants et futurs migrants. Cette liste a renouvelé sans cesse son public. Les premiers membres de la liste, la plupart déjà au Canada, ont donné des informations précieuses à ceux qui se préparaient à migrer. Une bonne partie ne sont plus actifs ou se sont retirés de cette liste, mais ils ont été remplacés par d'autres qui ont franchi entre temps le pas de la migration et, à leur tour, continuent à alimenter la liste avec des nouvelles fraiches en aiguillant les futurs migrants sur leur chemin migratoire. Trois ans après sa création, la liste comptait environ 2'600 membres, dont au moins un quart d'actifs. La spécialisation de la liste dans la diffusion d'informations concrètes et utiles à ses membres a contribué à créer une cohésion dans le groupe, ce qui explique sa longévité. En 2007 cette liste existe toujours, elle comprend quelques 4'400 messages condensés (*digest*). Comme tous les modérateurs se trouvent aujourd'hui à Toronto, elle a permis aussi de développer une sociabilité ancrée dans le

quotidien canadien de ses membres. Des rencontres mensuelles permettent à ces derniers de se connaître en chair et en os, des liens d'amitiés se sont nouées après quelques mois ou quelques années de communication en ligne. Une partie des « vétérans » de la liste se constituent, à tour de rôles, en comité d'accueil pour les nouveaux arrivés. Des contacts, des adresses, des conseils, des objets sont échangés dans ce réseau dont le but est de rendre plus douce la période d'accommodation dans la société canadienne. Ces rencontres entre les membres de la liste qui se trouvent déjà à Toronto ont été doublées quelques fois par des rencontres « virtuelles » entre des membres de la liste du Canada et de Bucarest. Ces vidéoconférences par webcam donnent consistance aux liens établis par e-mail, et permettent de mettre un visage sur le nom des personnes qui s'entraident sans se connaître, des futurs amis peut-être. Ces mêmes rencontres virtuelles ont permis aussi de garder le contact avec beaucoup de membres de la liste qui sont venus non pas à Toronto, mais à Montréal. Ils sont nombreux, car aujourd'hui l'émigration est plus facile (car plus rapide) au Québec qu'à Toronto, et

> *« on ne veut pas qu'ils se sentent exclus de nos activités et qu'ils cessent de participer aux échanges sur la liste à cause d'une question de distance géographique »* (Petru, ingénieur, initiateur d'EfR, 29 ans)

L'initiateur de cette liste avoue que tout son réseau social est composé de personnes avec lesquelles il est entré en contact à travers EfR. Cette liste est aussi le principal moyen par lequel il reste en contact avec la réalité roumaine, la plupart des informations sur l'actualité socioéconomique et politique en Roumanie lui parviennent par ce biais. L'utilité du réseau, soumis à une recomposition continue, se fonde sur son caractère souple et dynamique et sa capacité de répondre constamment aux besoins de ses membres.

A la lumière de tous ces éclairages, nous découvrons que l'espace virtuel constitue un environnement qui favorise la reproduction d'un modèle d'expatriation qui devient l'archétype, permettant de raccourcir les procédures d'intégration sociale. Ce modèle de migration est doté des caractéristiques de l'innovation sociale, le processus de sa diffusion sociale est auto-reproductif et ses promoteurs jouent le rôle de pionniers ou d'innovateurs.

5.3. Les stratégies migratoires

Avec la multiplication des réseaux migratoires, et en particulier de ceux qui sont soutenus par Internet, l'information sur les processus migratoires est devenue abondante et diverse ; l'accès à des personnes-ressource s'est banalisé. Bien informés, les migrants sont capables de

déployer de nouvelles stratégies. Celles-ci sont censées maximiser la réussite de leur insertion dans la société d'accueil, qu'ils apprennent à domestiquer souvent à distance, pendant la phase préparatoire de la migration.

5.3.1. Se préparer au départ

La migration des professionnels roumains au Canada relève d'une décision bien réfléchie et préparée, surtout quand elle représente l'aboutissement d'un processus qui s'étale sur quelques années. La réussite des projets migratoires est directement proportionnelle avec le type, le volume et la diversité des ressources que le migrant est capable à mobiliser en amont de son départ. Ces ressources se conjuguent sur différents plans, en termes de formations complémentaires, de compétences linguistiques, d'informations sur les parcours et les expériences migratoires d'autres migrants, de relations et de contacts avec des Roumains déjà installés au Canada et avec des potentiels employeurs, etc.

5.3.1.1. Maximiser son capital de départ

Le niveau socioprofessionnel du migrant est le premier élément qui entre en ligne de compte par rapport au choix de sa stratégie migratoire et d'accès au marché du travail. S'ajoutent ensuite son statut familial, son expérience migratoire préalable, les liens sociaux qu'il possède dans les lieux d'immigration, l'éventuel support qu'il peut espérer de ses amis, collègues ou parents déjà émigrés, les situations se complexifiant au croisement de ces différentes variables. Plusieurs cas de figures sont possibles. Par exemple, dans le cas de couples de professionnels, des choix rationnels sont opérés à chaque étape pour accomplir le projet migratoire. Ainsi, ce sera l'homme ou la femme qui postulera comme requérant principal en fonction de tout un processus d'évaluation objective et instrumentale des compétences respectives et de négociation subjective des rôles au sein du couple. D'ailleurs, ce processus n'est pas linéaire. Ultérieurement, au contact des réseaux mais aussi des opportunités et des contraintes du marché du travail, les projets et les rôles sont souvent reconsidérés.

Les migrants en possession de qualifications dans le domaine S&T demandées sur le marché canadien – hommes et femmes confondus – sont nombreux à acquérir des formations complémentaires dans la période pré-migratoire afin d'optimiser leurs chances à trouver un emploi stimulant dans le domaine des technologies de l'information. Alina et son mari, tous deux informaticiens, ont abordé le processus de sélection par l'ambassade canadienne comme un vrai examen pour lequel ils se sont préparés avec beaucoup de sérieux.

> *« Pendant six mois on s'est préparé à plein temps pour le départ. Tous les jours, 6-8 heures par jour. D'abord nous avons pris des cours d'anglais deux fois par semaine. Ensuite, avec mon mari, on a énormément investi dans les certifications Microsoft. Cela nous a coûté cher, mais notre stratégie a porté ses fruits, car dès qu'on les a montrées à l'ambassade on a reçu les papiers*[82]. (Alina, informaticienne, 35 ans)

La pratique de validation des compétences par l'obtention de certificats internationaux (comme par exemple, les certificats Microsoft) est très répandue au sein de cette catégorie professionnelle ; la Roumanie fait d'ailleurs bonne figure en se situant parmi les pays avec le plus grand nombre de certifications par année[83]. Conscients que leurs compétences constituent le seul passeport valable sur le marché global, les informaticiens investissent beaucoup de temps et d'argent pour se maintenir à niveau avec les dernières technologies et valider leurs connaissances. C'est une stratégie qui paye seulement en partie car, en arrivant au Canada, ils se heurtent toutefois à une barrière imprévisible : le manque d'expérience canadienne. D'autres stratégies seront alors trouvées pour surmonter ce handicap du nouvel arrivant.

5.3.1.2. Apprivoiser la société d'accueil à distance : le rôle de TheBans dans l'accumulation d'information

Une information précise et exhaustive de toutes les étapes de la procédure migratoire, complétée par les expériences des pionniers dans cette voie migratoire, constitue une assurance que l'on ne répétera pas les erreurs de ces derniers. Les canaux de diffusion de cette information se sont multipliés avec l'avènement d'Internet. L'e-mail est devenu un des principaux moyens de circulation de l'information migratoire. Lucian, jeune électronicien venu à Toronto en 1998, raconte :

> *« Quelqu'un nous a transféré un e-mail écrit par un Roumain du Canada pour les Roumains de Roumanie où il expliquait pas à pas ce qu'il faut faire après avoir obtenu le visa canadien. On a été plusieurs à utiliser cet e-mail comme un guide migratoire, il circulait dans les réseaux d'amis qui se préparent à partir. Je l'ai reçu d'ailleurs trois ou quatre fois, il était retransmis sans cesse dans nos cercles ».* (Lucian, électronicien, programmeur, 29 ans)

Ces outils permettent une transmission cumulative des ressources, ainsi que leur possession collective. En outre, les témoignages issus d'expériences vécues par les migrants sont féconds

[82] Tout changement qui intervient dans le statut du candidat à l'émigration par rapport au moment de l'interview doit être communiqué à l'ambassade et pris en compte dans le traitement du dossier. Il est connu des migrants que l'envoi d'une nouvelle pièce au dossier (changement d'adresse, changement de poste de travail, nouvel diplôme, etc.) peut ramener celui-ci au dessus de la pile et accélérer la prise de décision.

[83] Avec 16.000 certifications IT online en 2001, la Roumanie se situait en 1ère position en Europe et 6ème dans le monde. Source : rapport Brainbench, *Global IT IQ Report*, 2002.

de richesse et de qualité que n'atteignent pas les informations recueillies à partir des brochures, des guides et des websites officiels, la plupart mises à disposition par le ministère canadien de l'immigration et de la citoyenneté ou par les différents intermédiaires agréés (avocats, conseillers, etc.). Les futurs migrants parviennent ainsi à alimenter leur imaginaire migratoire tout en objectivant les représentations migratoires.

Par ailleurs, la reproduction de relations sociales en ligne représente une vraie stratégie, adoptée par le migrant pour satisfaire un besoin social en termes d'information, de sociabilité, de support émotionnel, culturel, d'opportunité de travail ou autre. Un trait commun des migrations récentes des professionnels roumains au Canada surgit indéniablement : www.thebans.com est un incontournable pendant toutes les étapes migratoires ! Les réseaux virtuels que nous avons observés à travers ce site se sont constitués en espace initial (et initiatique) d'une nouvelle socialisation, d'accoutumance à la société d'accueil et au statut impliqué par l'errance. L'information mise à disposition dans les différentes sections du website ainsi que la mise en commun des savoir-circuler à travers les forums de discussion composent un capital migratoire que chacun s'approprie au gré de ses besoins. Les témoignages suivants décrivent les premiers pas de quelques-uns de nos interlocuteurs. Marius est informaticien et sa femme enseignante d'anglais, ils venaient d'arriver au Canada au moment de l'interview, en octobre 2003. L'Internet a constitué leur principale source d'information, www.thebans.com et la liste de discussion *Escape from Romania* tout particulièrement.

> *« Nous nous sommes renseignés au mieux avant de partir : sur le site www.thebans.com, sur la liste de discussion Escape from Romania, et auprès des gens qu'on connaissait, partis il y a 3-4 ans et qui travaillent tous dans l'informatique. Nous sommes arrivés un vendredi et le lundi nous nous sommes déjà inscrits pour le SIN, ouvert un compte en banque, inscrit pour le permis de conduire et trouvé quelqu'un qui s'est déclaré garant pour qu'on puisse louer un appartement. Pendant les deux premières semaines nous avons juste eu un matelas et l'ordinateur avec Internet. Nous n'avons pas perdu une seule seconde, nous avons fait pendant le premier mois au Canada ce que d'autres font en trois ou quatre mois ».* (Marius, informaticien, 26 ans)

Le fait d'arriver bien documentés leur a permis de gagner du temps précieux pour entamer très rapidement leurs démarches pour trouver du travail. Ayant emprunté l'argent nécessaire pour obtenir le visa (10'000 CAD), ils sont obligés à rendre leur dette sans délai afin d'être autonomes d'un point de vue financier.

Claudiu, jeune informaticien arrivé à Toronto depuis quatre mois au moment de l'interview en novembre 2003, a beaucoup « surfé » sur la toile avant de partir, afin de réunir toute information potentiellement utile pour les premiers jours et semaines après l'arrivée. Sans avoir des amis ou des connaissances directes établis à Toronto, il réussit à entrer en contact avec un certain nombre de personnes qui lui fournissent des pistes et des tuyaux pour accéder à l'information dont il a besoin. Il découvre le site et les forums *thebans* et connaît par cet intermédiaire son futur colocataire. Une fois à Toronto, il est parfaitement préparé à commencer ses démarches, car il avait établi – encore au pays – un plan d'action et un agenda rigoureux.

> *« Le jour où je suis arrivé à Toronto, je savais parfaitement quels sont les pas que je devais faire au début. J'avais même établi un agenda, jour par jour, pour résoudre très vite les choses administratives. Encore au pays, j'avais cherché des gens, des contacts. Je suis tombé sur un groupe de Roumains de Vancouver et j'ai posé des questions sur cette liste de discussion. Ils m'ont répondu et m'ont envoyé l'adresse du site www.thebans.com. Il y avait une section – the newcomer guideline – où on expliquait comment se préparer au départ, quoi apporter dans ses bagages, ce qu'il faut faire en arrivant au Canada, pas à pas, pendant la première semaine. J'ai pratiquement passé les deux derniers mois avant mon départ sur le site et sur les forums du site, en me documentant au mieux.[…] Sur le forum je suis entré en contact avec quelqu'un qui était encore en Roumanie et qui allait en même temps que moi à Toronto ; on a cherché ensemble à louer un appartement, il est actuellement mon colocataire ; et pratiquement toutes les personnes que je connais actuellement à Toronto sont des personnes rencontrées sur les forums thebans, on s'était envoyé des e-mails mais maintenant on se téléphone, parfois on se rencontre, on est resté en contact ».* (Claudiu, informaticien, 26 ans)

Il cherche fréquemment à rencontrer d'autres Roumains, afin de diversifier le réseau de ses connaissances et, par conséquent, les ressources auxquelles il peut avoir accès.

Maria, professeur de français et son mari, professeur d'histoire se sont servis dès le départ du même site – découvert par hasard – pour recueillir les informations dont ils avaient besoin et ils y sont restés fidèles.

> *« Nous avons eu la chance de découvrir par hasard le site www.thebans.com avant de quitter le pays. Là nous avons trouvé toute l'information dont on avait besoin et on a continué de l'utiliser une fois arrivés ici : nous avons su quel loyer s'attendre à payer pour un deux pièces, mon mari a trouvé des numéros de téléphone des moniteurs auto et a pu trouver un moniteur roumain pour faire l'autoécole, nous avons trouvé des médecins, des garderies, chaque fois que nous avons besoin d'une information nous regardons d'abord sur le site ».* (Maria, professeur de français, éducatrice, 28 ans)

C'est également le cas de Cosmin, qui a longuement pesé ses atouts migratoires avant de partir, ainsi que sa situation professionnelle en Roumanie et ses chances à retrouver dans un laps de temps raisonnable, de deux à trois ans, la même position sociale. Chef du département des technologies d'information dans une chambre de commerce d'une grande ville roumaine, il bénéficiait d'un statut social et matériel privilégié, et d'une bonne qualité de vie. Le Canada représentait pour lui un défi, l'attraction d'un marché compétitif qui lui donne envie de mesurer ses forces dans un environnement professionnel stimulant. Mais Cosmin est en même temps conscient que le défi peut être difficile à relever et qu'un échec n'est pas impossible. Il prend alors ses dispositions pour minimiser à la fois les risques et les dégâts d'une telle alternative.

> *« Conseillé par un ami, j'ai choisi de venir d'abord sans ma famille, pour que les difficultés des débuts – trouver un logement, un bon emploi, gagner un peu de stabilité – soient plus facilement surmontables. […] J'étais préparé à tout scénario, y inclus de rentrer en Roumanie. Parce qu'en général les gens, quand ils émigrent, doivent vendre tous leurs biens pour se procurer l'argent nécessaire. Au Canada, après 4-5 ans t'arrives en général à une stabilité économique, tu possède une voiture, une maison. Moi, j'avais déjà tous ces biens en Roumanie et je n'ai pas voulu prendre le risque de tout liquider, j'ai voulu tout garder pour voir si je peux aussi réussir au Canada […] Depuis le site www.thebans.com et un autre forum ciblé sur les questions migratoires du site www.kappa.ro j'ai sélectionné beaucoup d'information et j'ai constitué une petite base de données très utile. Je suis venu avec les cartes de la ville, le plan et les horaires de bus imprimés déjà en Roumanie, je connaissais énormément de choses sur la ville, je savais où il y a les plus grandes concentrations de Roumains, où sont leurs lieux de rencontre, j'avais même imprimé l'agenda des activités communautaires pour la semaine où j'étais arrivé. Par ailleurs, j'ai apporté mon ordinateur portable, j'avais stocké une grande quantité d'informations, y inclus des logiciels, des bases de données avec des contacts, des adresses des firmes canadiennes et roumaines, d'ici et de là-bas. Même si tu as beaucoup d'amis et des contacts parmi les Roumains à Toronto, l'information circule principalement par e-mail, même avec le voisin de l'immeuble d'à côté. L'accès à Internet est facile, pas du tout cher, immédiat. En plus, je suis ainsi en contact permanent avec ma femme et ma famille, on s'écrit tout le temps, plusieurs fois par jour, on se téléphone avec skype, avec la webcam on se voit, c'est ainsi que j'ai pu voir la première dent de ma fille ! »* (Cosmin, ingénieur automaticien, IT manager, 43 ans).

Sa stratégie a supposé donc de se familiariser avec l'environnement torontois avant le départ. A travers l'information extraite à partir d'Internet, Cosmin s'est approprié une géographie raisonnée de la ville de Toronto, jalonnée par des repères administratifs et communautaires.

Adela et son mari, tous les deux informaticiens, ont trouvé dans le même site web non seulement un réservoir inestimable d'informations utiles pour préparer leur départ, mais aussi la clé leur ouvrant la porte d'entrée au marché du travail canadien.

> *« En préparant le départ, une connaissance de ma mère qui se trouvait déjà au Canada nous a donné une piste : un site Internet où il y avait beaucoup d'information pour les futurs migrants, www.thebans.com. J'ai imprimé des dizaines de pages, et pendant les dernières semaines avant notre départ j'ai tout lu : comment rédiger un résumé, comment me préparer pour l'interview, quoi faire pendant les premiers jours… c'est la seule information précise que nous avons eue, et qui aurait pensé qu'un jour ce serait moi qui mettra à jour ces pages web ! Avec mon mari, nous avons écris des e-mails à Mihnea, sans le connaître, avant de venir à Toronto. Mon mari lui a même envoyé un CV et Mihnea l'a conseillé, lui a dit comment le corriger et l'adapter. Il lui a aussi dit de lui envoyer une version finale de son CV à son arrivée, car le marché canadien du travail est très dynamique et flexible et il ne pouvait pas lui retenir une position pendant un mois. Et finalement c'est grâce à lui que mon mari a trouvé toute de suite son premier emploi, quelques jours après notre arrivée à Toronto. Mihnea a pris le risque de le recommander à un de ses anciens clients sans le connaître, il lui a pris rendez-vous… comme il partait en vacances, il a donné à mon mari l'adresse où il fallait se présenter et ils ne se sont rencontrés qu'après ! »* (Adela, informaticienne, 39 ans)

Ces situations se sont révélées plus répandues qu'on ne le pensait : le site www.thebans.com était devenu au début des années 2000 la principale source d'information pour les futurs migrants, leur offrant un premier point d'ancrage dans la société d'accueil. Elles témoignent aussi de la qualité des ressources qui peuvent circuler dans cet espace virtuel et nous incitent à explorer davantage les mécanismes qui gèrent leur circulation et reproduction ; le recours à ces ressources est libre, mais l'accès dépend néanmoins d'une combinaison gagnante de capital humain, culturel et social ainsi que des conditions du marché.

5.3.2. L'initiation : un modèle récurrent d'accommodation migratoire

Tous nos interlocuteurs soulignent l'importance des informations recueillies pendant la phase préparatoire de la migration, indépendamment de sources utilisées : sites web, forums de discussions, amis ou membres de la famille déjà installés au Canada, de simples connaissances rencontrées sur la toile !

Le support reçu de la part de ces personnes va au-delà de simples conseils, il se prolonge pendant la période d'installation du migrant. L'emprunt d'argent pour partir (il s'agit surtout de la somme de 10'000 dollars canadiens dont il faut prouver la possession aux autorités canadiennes d'immigration à l'arrivée au Canada), l'hébergement à l'arrivée (qui peut varier de quelques jours à plusieurs mois), l'insertion dans un groupe de compatriotes constituant le

cercle de connaissances de l'hôte, une recommandation auprès d'un employeur qui peut remplacer le manque d'expérience professionnelle canadienne, ce sont des détails qui rassurent les nouveaux venus dans les premiers jours de contact avec une réalité inconnue. Ils sont ainsi initiés aux démarches administratives à suivre pour ouvrir un compte bancaire, pour obtenir le SIN (social insurance number), pour trouver un appartement dans un bon endroit, pour se présenter aux interviews, etc.

5.3.2.1. L'ami qui héberge

« L'ami qui héberge » pendant quelques jours, voire quelques semaines ou mois, est une figure centrale dans les récits des migrants interviewés. Trouver une personne capable et disposée à offrir ce type de soutien est une des préoccupations majeures du futur migrant ; à une époque où les réseaux migratoires sont devenus denses et les ressources qui y circulent très riches, le migrant choisira de façon instrumentale lequel, parmi ses amis et connaissances, pourra jouer au mieux ce rôle. Le témoignage de Titus, arrivé au Canada en 2000, est éloquent à cet égard. En préparant son départ, il a procédé à l'inventaire de ses connaissances établies au Canada afin de choisir celle qui pourrait être la plus utile au moment de son arrivée à Toronto et lui fournir l'aide dont il avait besoin.

> *« J'ai fait une liste avec tous les gens que je connaissais à Toronto et j'ai choisi celui qui était le mieux placé pour m'aider. Je ne l'avais rencontré que deux fois en Roumanie et je ne l'avais pas revu depuis 7 ans, mais nous étions restés en contact par e-mail ; je savais qu'il s'était bien débrouillé professionnellement au Canada et que, célibataire, il pourrait être plus disponible que d'autres à s'occuper de moi pendant quelques jours. Je lui ai téléphoné et il a été tout de suite d'accord de m'attendre à l'aéroport. Il m'a donné des bons conseils pour faire un CV convaincant et m'a conseillé où démarcher pour mon premier job. »* (Titus, ingénieur, 27 ans)

Ces acteurs-relais sont le plus souvent des simples connaissances, des amis des amis, ou encore des personnes « connues » sur les forums ou les chats de discussion, jamais rencontrés auparavant en chair et en os. Par ailleurs, Internet est devenu le principal pourvoyeur de liens faibles, donnant accès à une diversité de ressources dont l'utilisation est fluctuante. La relation dans laquelle s'engagent les internautes, migrants et futurs migrants, ne se résume pas en général à un échange « virtuel » ; très souvent, ces relations se prolongent dans une dynamique sociale ancrée dans la vie quotidienne des acteurs et conduisent à des actes de soutien concret et à des relations d'amitié de longue durée. Adela nous en donne l'exemple :

> *« J'ai des amis qui ont connu un couple sur le chat, à travers les forums de TheBans. Ils les ont attendu à l'aéroport, les ont logé pendant deux semaines, ils ont eu*

> *confiance et c'est formidable. Maintenant ils sont des très bons amis »* (Adela, informaticienne, 39 ans)

Le fait de s'appuyer sur des co-ethniques pour se loger a conduit à un regroupement ethnique qui constitue souvent le reflet des réseaux migratoires utilisés. Ce phénomène a entraîné une concentration roumaine dans certaines régions de Toronto, et a conduit notamment à l'apparition d'immeubles occupés majoritairement par des Roumains[84].

5.3.2.2. Le principe de la réciprocité généralisé : quel contredon entraîne le don ?

Cette pratique d'hospitalité s'est instaurée comme une coutume qui découle d'un devoir de réciprocité.

> *« Aider des gens qui arrivent, c'est un devoir d'honneur pour nous. Comme quelqu'un nous a aussi aidés à notre arrivée. Si personne ne t'initie, tu es totalement perdu. Alors, nous avons déjà accueilli plusieurs amis : tu vas les attendre à l'aéroport, tu les loges quelques jours, voire quelques semaines, jusqu'à ce qu'ils trouvent à louer un logement, tu les accompagnes en voiture, tu te mets garant pour qu'ils puissent ouvrir un compte en banque ou pour pouvoir louer un appartement ; si tu peux, tu leur donnes quelques meubles, une vieille télé, un tapis. Nous avons aussi commencé comme cela »* (Calin, ingénieur électronicien, programmeur, 35 ans)

Le fait d'avoir reçu ce genre d'aide à ses débuts dans la société canadienne, incite à offrir à son tour le même type de soutien aux nouveaux arrivés. On retrouve ainsi la logique du don pur, car le don transporte avec lui un impulse à donner chez celui qui reçoit (Godbout, 2004, 2007). Le don prend alors la forme d'une circulation des ressources (Mauss, 2001 [1924]), mais il faudra éloigner l'idée de la symétrie de la réciprocité car le don n'est pas un contrat (Godbout, 2007). On sort ici de la conception traditionnelle du don en sciences sociales, en tant qu' « échange intéressé, tendant vers l'équivalence » (Godbout, 2004 :178). Le fait de « donner » libère l'autre de l'obligation contractuelle de (contre)donner à celui dont il a reçu quelque chose. Cela ne veut néanmoins pas dire que le contredon n'existe pas, mais plutôt que le retour apparaît à un autre moment et vers quelqu'un d'autre dans une situation similaire. La réflexion sur ce rapport « obligation-liberté » va guider Mauss à une idée-force de l'« Essai », celle du don comme expression de l'identité sociale. Donner quelque chose à quelqu'un c'est donner quelque chose de soi-même et, de ce fait, le don affecte l'identité des partenaires (Mauss, 2001 ; Godbout, 2004). Ce principe est au cœur de l'impulsion d'offrir son aide que prouvent la plupart des migrants ayant eux-mêmes bénéficiés d'un soutien quelconque. Le

[84] C'est par exemple le cas d'un ensemble d'appartements surnommé hôtel « Bucuresti ». Ce bâtiment est devenu un vrai lieu de passage, les nouveaux arrivés trouvant très souvent un premier abri à cet endroit.

témoignage de Radu indique comment se reproduit, à partir de ce principe, un modèle de solidarité généralisée qui contribue à consolider le lien social.

> *« Quand les autres ont commencé à venir, nous détenions déjà la recette du succès. La coutume était qu'on soit logé par quelqu'un du clan à l'arrivée. L'idée est, qu'au lieu de rendre le service à celui qui t'a accueilli, tu fasses la même chose pour quelqu'un d'autre. Et j'ai fait ça plusieurs fois aussi, même au début, on était à un moment donné 10 personnes dans un appartement de deux pièces. En connaissant déjà toutes les étapes – ce qu'il faut faire à l'arrivée, où les amener, quoi leur montrer – j'ai facilité la vie de quelques amis qui ont pu ainsi entrer dans le circuit dès le lendemain de leur arrivée ! »* (Radu, programmeur, 38 ans)

Ce même principe est évoqué par Petru, l'initiateur de la liste de discussions *Escape from Romania*, qui met l'accent sur le rapport qui existe entre la circulation des ressources au sein de la liste et du groupe formé autour de cette liste et le lien social qui unit ses membres.

> *« Je pense que nous résistons comme groupe grâce à notre flexibilité. Nous ne sommes pas une organisation, nous sommes seulement un groupe de personnes où nous sommes tous égaux, nous sommes flexibles et adaptables ; ce qui plus est, nous sommes tous dans ce groupe car nous avons eu besoin de l'aide des autres et nous sommes à notre tour désireux d'aider. Personne ne nous le demande, mais c'est une sorte de dette d'honneur que nous avons à rendre. Ce genre de contacts est inestimable, et à mon avis un groupe est plus puissant qu'une personne toute seule ! […] mais il ne faut surtout pas attendre quelque chose de quelqu'un en particulier, car alors tu seras probablement très déçu».* (Petru, ingénieur mécanicien, travaille en informatique, initiateur d'EfR, 29 ans)

Force sociale élémentaire, ce genre de don peut renforcer ou affaiblir le lien social. Ce dernier se mesure dans la circulation des choses, or cette circulation peut être néanmoins bloquée ou se faire difficilement, en fonction du message que le don transmet. Il s'agit d'un message implicite sur ce que le donneur est et sur ce qu'il pense que le receveur est (Godbout, 2004). Nous allons par ailleurs aborder cet aspect plus tard dans notre analyse, car il nous paraît explicatif tant de la montée que du déclin du website www.thebans.com.

5.4. Les premiers pas au Canada : entre enthousiasme et déception

> *« Partir est une chose, savoir arriver en est une autre »* (Gabriela, programmeur, 28 ans)

Les migrants roumains arrivent en général au Canada munis d'une information de qualité et d'une connaissance complexe de la réalité du marché de travail et de la vie quotidienne. Les efforts et les démarches entrepris pour faciliter l'accommodation initiale n'enlèvent cependant pas complètement les surprises, comme Cristina nous l'explique.

> *« Tu peux être très informé et toutefois te tromper. Avec mon mari, nous avons consulté Internet pendant des mois, nous avons lu toute l'information publiée sur*

> *thebans.com, nous savions parfaitement quoi faire en arrivant. Des amis nous avaient raconté leurs expériences migratoires, nous savions quelles erreurs éviter. Il y a néanmoins un facteur subjectif impossible à anticiper… on ne croyait pas être si choqués par l'architecture, par la platitude (esthétique) de la ville, je n'aime tout simplement pas cela et je ne veux pas vivre ici. […] C'est pourquoi le premier conseil que je donne aux futurs migrants que je fréquente sur les forums de discussion est qu'ils viennent d'abord en visite pour voir s'ils peuvent s'adapter, s'ils aimaient vivre au Canada, à la canadienne. Je me suis même offert de loger quelqu'un pour deux semaines de vacances, je pense que c'est le plus grand service que je peux rendre à un futur migrant pour qu'il puisse juger de lui-même, par le prisme de ses valeurs et de ses attentes. »* (Cristina, professeur d'anglais, femme d'informaticien, 25 ans).

Les espoirs qui investissent le projet migratoire s'appuient encore trop souvent sur une image simplifiée de l'Occident, associée à la prospérité, la démocratie et la civilisation. Ces valeurs se retrouvent dans l'idée d'un haut niveau de vie, de l'argent facile, du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine. Les difficultés et les échecs, occultés autrefois dans les histoires de succès racontées par les migrants à leurs familles, surgissent dans les témoignages en ligne, confortées par l'anonymat des migrants internautes ; mais ce sont des avertissements qu'on n'entend pas de la même manière, selon les parcours migratoires et les expériences antérieures de l'altérité. Etre bien informé n'évite pas toujours le choc culturel, en fonction du degré d'exposition préalable à d'autres cultures et à d'autres coutumes.

Nous pouvons distinguer deux types de migrants (programmeurs et ingénieurs en informatique) qui, bien que possédant des qualifications initiales égales, se comportent différemment en situation migratoire. D'abord il est question de professionnels qui, ayant pris conscience de leur valeur sur le marché, se sentent stimulés par une compétition réelle dans laquelle ils sont prêts à s'inscrire et prouver leur valeur. Ils raisonnent souvent en termes de carrière et veulent tirer le maximum de profit des qualifications et des compétences en leur possession. Ils s'approprient l'espace d'une manière particulière et endossent une identité de « citoyen du monde » qui les conforte. La catégorie la plus apte à réussir comprend des personnes ayant déjà un haut degré de mobilité et entrées précédemment en contact avec la réalité occidentale. Ces personnes connaissent la dynamique des marchés internationaux et bénéficient du support des réseaux professionnels. L'imaginaire s'avère très proche de la réalité et l'émigration au Canada représente un pas stratégique valorisant la meilleure opportunité du moment dans un projet général d'ascension sociale, qui leur assure une totale liberté de circulation (professionnelle et géographique). Ces migrants font preuve d'une habileté d'instrumentalisation des réseaux de relations qui leur est spécifique et leur permet

d'accéder à des ressources-clé tout au long du processus migratoire. Une seconde catégorie inclut des migrants qui tirent profit d'une qualification et d'une profession qui leur assurent le passeport d'entrée au Canada. Ils vivent néanmoins l'émigration comme un exil économique, plutôt subi que choisi. Le manque d'un projet précis d'avenir est à l'origine d'un vécu difficile de la situation migratoire. Il s'agit surtout de personnes qui ne sont jamais sorties du pays auparavant et pour lesquelles le projet migratoire n'est pas soutenu par une aspiration personnelle forte mais est nourrit par l'imaginaire, par les nouvelles répétées des réussites des amis et les projections subjectives qu'ils avaient faites de l'expérience migratoire.

5.4.1. La principale difficulté des débuts : l'absence d'expérience canadienne

> *« C'est très difficile au début, quand il faut montrer ce que tu peux et ce que tu sais. On dit qu'au Canada les meilleures conversations on les a dans les taxis, car la majorité des chauffeurs de taxi étaient des médecins, des professeurs et des ingénieurs dans leurs pays d'origine qui ne trouvent pas du travail dans leur domaine après la migration […] mais au Canada quand on a le courage et la volonté de réussir, personne ne t'empêche de le faire* » (Paul, journaliste, 40 ans)

L'enthousiasme qui anime en général le migrant à son arrivée est tempéré par certaines difficultés inhérentes aux débuts. Ces difficultés concernent en premier lieu l'accès au marché du travail, le premier emploi étant souvent très difficile à dénicher. Les barrières évoquées par nos interlocuteurs à ce sujet sont d'ailleurs multiples : l'exigence d'avoir acquis une expérience canadienne pour être embauché, le coût des formations supplémentaires, les compétences linguistiques spécifiques, la procédure compliquée et coûteuse d'équivalence des diplômes, etc. Par ailleurs, les politiques étatiques protectionnistes dirigent et requalifient les migrants hautement qualifiés en fonction des besoins immédiats du marché (Slade, 2003 ; Chica, 2004) et c'est une des critiques très âpres que les migrants interviewés adressent au système canadien d'immigration :

> *« Ils essorent toute l'Europe de cerveaux pour les utiliser à leur bonne vouloir »* (Lidia, 34 ans, ingénieure mécanicienne).

Les Roumains sont nombreux à qualifier le « système » de « pervers » car, à la lumière de leurs propres expériences, ils considèrent que les migrants qualifiés sont sélectionnés moins pour leurs compétences spécifiques que pour le potentiel qu'ils représentent en termes de conversion professionnelle orientée selon les fluctuations du marché. Comme Dan, ils sont nombreux à se sentir trahis dans leurs espoirs :

> *« C'est une grande perfidie bureaucratique : le gouvernement mène une politique d'immigration qui est en rupture totale avec le marché du travail. En fait, le Canada*

> *recrute des immigrés très bien éduqués et qualifiés, mais l'économie canadienne n'a pas forcement besoin de leurs compétences. En arrivant, t'es obligé de t'adapter à la demande, c'est pourquoi de nombreux migrants sont déçus, se déqualifient ou se requalifient dans d'autres domaines. […] Personnellement, j'étais spécialisé dans le software d'aviation, et le processus de sélection a été pour moi très rapide, en partie pour cette raison. Hors, je m'attendais à trouver rapidement un emploi dans ce domaine, mais l'économie était en pleine récession ; non seulement il n'y avait pas d'offre sur ce créneau, mais les compagnies congédiaient massivement ».* (Dan, programmeur, 33 ans)

Ce genre de situations s'est multiplié dans les périodes de récession économique (comme par exemple celles de 1990-1992 et de 2001-2002) et les nouveaux arrivants – soumis à un processus de sélection étalé sur environ deux ans en moyenne – ont été confrontés à un décalage entre la réalité du marché et leurs attentes alimentées par les nouvelles des réussites de leurs prédécesseurs.

A cette contrainte d'un marché en situation critique à certains moments, s'ajoute ce qu'on peut appeler le handicap du manque d'expérience canadienne. Tout employeur canadien regarde, avant même de s'intéresser aux compétences du potentiel employé, s'il a déjà « fait ses épreuves au Canada », c'est-à-dire s'il a déjà acquis une expérience de travail sur le marché canadien. Cristiana, ayant une qualification dans un domaine à prédominance masculine au Canada, résume cette exigence ainsi :

> *« Jusqu'au premier emploi, les Canadiens ne t'accordent aucune confiance, tu n'as pas de crédits, ils ne te connaissent et ne te reconnaissent pas. A partir du moment que t'as un* record*, c'est-à-dire une histoire au Canada, et qu'ils peuvent demander des références sur toi, alors tu commences d'exister».* (Cristiana, ingénieur mécanicienne, 30 ans)

Le nouvel arrivé est pris dans un cercle vicieux, car il ne peut *a priori* pas obtenir un premier emploi sans avoir une « expérience canadienne » et ne peut pas acquérir de l'« expérience canadienne » sans qu'un employeur accepte de l'embaucher !

> *« Le système qui fonctionne ici est très désavantageux pour les nouveaux arrivés. On met beaucoup l'accent sur l'expérience canadienne. Or, quand tu viens de débarquer à Toronto, t'as peut-être une excellente formation, une expérience de 10 ans dans ton domaine, des compétences très pointues, mais tu n'as pas comment avoir aussi une expérience canadienne. Et c'est un énorme handicap, ce manque d'expérience canadienne te déqualifie dès le départ ».* (Dan, programmeur, 33 ans)

Cosmin, informaticien au bénéfice d'une expérience de quelques années dans un poste à responsabilité en Roumanie, était persuadé que ses compétences lui suffiraient pour continuer une carrière professionnelle prometteuse. Or, il se rend compte que le prix à payer pour y aboutir consiste en un ajustement d'attitude qui passe par un apprentissage des règles

régissant le marché canadien et l'acceptation d'une période transitoire dont la flexibilité est un trait indispensable.

> *« En Roumanie j'étais IT Manager dans une chambre de commerce et je n'étais pas du tout préparé à devoir passer l'éponge sur mon expérience préalable. Je pensais que mes compétences professionnelles suffiraient pour trouver un bon emploi. […] Maintenant je comprends que l'exigence d'avoir acquis une expérience canadienne se justifie en quelque sorte, car cette expérience représente pour l'employeur la garantie que tu connais le système canadien. Avant de s'intégrer, ont doit avoir appris ce que le Canada signifie. […] Le job auquel tu as accès est le reflet de ce que tu peux toi-même donner ; il n'est pas la mesure de ta formation, mais de ta flexibilité. La première chose qu'il faut faire pour réussir c'est de changer ton attitude, d'être ouvert à tout, et c'est la première leçon que j'ai appris ici. C'est en même temps ce qui me plaît dans cette société. »* (Cosmin, ingénieur automaticien, IT manager, 43 ans)

Pour sortir de cette impasse il faut recourir à différentes stratégies que nous allons examiner. Le migrant doit aussi accepter des incongruences statutaires, des ambivalences normatives, des contrariétés provisoires. Il devra, entre autres, apprendre à gérer une nouvelle appartenance, dans laquelle son statut ne peut pas être ramené entièrement à une position sociale conçue d'une manière unitaire et homogène. Cela fait partie d'un vécu hétéroclite, en lien direct avec l'expérience migratoire préalable de l'individu, et peut mener parfois à des visions plus pessimistes et désenchantées. Nous évoquons ici le cas de Marius, un jeune informaticien ayant quitté un poste d'informaticien bien rémunéré dans une banque privée en Roumanie. Arrivé récemment à Toronto lors de l'interview en octobre 2003, il est confronté au contexte d'un marché informatique en phase de saturation. Ses démarches assidues visant à ouvrir la porte d'un employeur sont condamnées à l'échec. Il vit très mal cette situation qu'il apprécie comme un déclassement social et ne s'empêche pas d'exprimer ouvertement sa furie contre un système qu'il trouve malhonnête :

> *« Nous avons été très vite déçus du Canada, nous considérons que nous avons été trompé par l'Etat canadien. Quand on nous a évalués les compétences sur la base d'un système de points très exigeant, on a été accepté pour nos formations, expériences et compétences… on s'attendait de venir dans un pays qui a besoin de nous et qui nous donne une chance. Le gouvernement te donne en quelque sorte cet espoir. […] En arrivant, rien de tout cela ! T'es pris seulement pour ton intelligence et, sous-entendu, pour ta capacité à une requalification ou à une reconversion professionnelle, et pour ton potentiel de servir les intérêts conjoncturels de l'économie canadienne.* (Marius, informaticien, 26 ans).

Son désenchantement est complet et, sans disposer de toutes les ficelles de la réussite au Canada, il préfère accepter immédiatement l'échec afin de le surmonter le plus rapidement

possible. Son discours est radical et contradictoire, ponctuée par l'impatience de réaliser à tout prix son projet professionnel à l'étranger.

> *Je ne suis pas leur esclave ; avec les atouts de mon âge et de ma profession, je n'ai pas l'intention d'y rester. Le confort matériel ne signifie plus grande chose en comparaison avec le manque d'opportunités professionnelles sur le marché – en tous les cas pendant cette dernière année. Moi, je cherche les défis, je veux augmenter mes compétences, et je suis prêt à aller ailleurs. L'Europe me semble plus intéressante maintenant, et j'ai commencé à prospecter sérieusement le marché. En plus, dans 5 ans, pour travailler en Europe la citoyenneté roumaine sera beaucoup plus attractive que celle canadienne »* (Marius, informaticien, 26 ans).

Si les retours ne sont néanmoins pas très fréquents, notons que les difficultés sont réelles et les déceptions nombreuses pendant les quelques mois qui suivent l'arrivée au Canada. La rencontre avec une société complexe, hautement différenciée, produit des réactions singularisées, aux croisements d'une pluralité de facteurs. La capacité de se projeter dans un univers multiculturel, la flexibilité identitaire, la richesse et la diversité des liens sociaux en sont quelques-uns.

5.4.2. Les chemins sinueux de l'intégration professionnelle

> *« Moi, je ne me laisse pas engloutir par le système. Toute impasse a une solution ; sinon, il faut l'inventer ! »* (Maria, 37 ans, comptable en Roumanie, property manager à Toronto).

Les migrants ne subissent pas passivement les situations contraignantes auxquelles ils sont confrontés en arrivant au Canada. L'attitude qu'ils adoptent presque sans exception est celle de la résistance, de l'expérimentation, de l'innovation, voire de l'action. Une fois les premières démarches administratives accomplies, le principal objectif des migrants roumains est de gagner rapidement une autonomie financière. Leur aptitude à s'adapter aux exigences et à surmonter les difficultés d'accès au marché du travail canadien se mesure à leur capacité d'agir.

Nous avons repéré des logiques et des stratégies d'action multidimensionnelles se composant de plusieurs éléments : les trajectoires de vie des migrants, les facteurs socioculturels et de genre, et les contraintes institutionnelles. Si nous nous appliquons par la suite à la mise à plat des mécanismes par lesquels les migrants roumains essayent de dépasser les difficultés et les discriminations auxquelles ils doivent faire face, c'est pour faciliter la compréhension des processus dont le sens n'est peut-être déchiffrable que dans l'alchimie de l'agencement des facteurs qui les composent. Ces migrants, confrontés aux obstacles du manque d'expérience

canadienne et de la protection des métiers par les ordres professionnels (surtout pour le cas des ingénieurs et des médecins), choisissent différentes stratégies et voies de contournement. Ils optent pour des démarches de reconnaissance et d'équivalence des titres et des qualifications professionnelles ; ils prennent des emplois de survie en attendant d'accéder au statut souhaité ; ils empruntent parfois la voie du bénévolat leur permettant d'ajouter une expérience canadienne au parcours professionnel ou ils s'engagent dans des formations supplémentaires pour acquérir un diplôme canadien ; il ne faut pas oublier le networking comme principale stratégie professionnelle, la recommandation d'un co-ethnique pouvant remplacer l'expérience canadienne préalable.

Certaines différences ont pu parfois être notées entre les stratégies des hommes et des femmes et, quand ceci est le cas, nous l'indiquons explicitement dans nos analyses. Pour le reste du temps, le terme « migrant » se réfère indifféremment aux hommes et aux femmes migrant-e-s.

5.4.2.1. La reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles

Le cheminement qui conduira le migrant à décrocher l'emploi correspondant à ses compétences et qualifications professionnelles peut exiger une démarche – en général longue et coûteuse – d'équivalence des titres universitaires et de reconnaissance des qualifications professionnelles obtenues dans un autre pays que le Canada. Les conditions et critères d'accès à son métier ou profession sont en général assez mal connus avant le départ, les informations qui circulent dans les réseaux migratoires se résumant aux difficultés accrues auxquelles se confrontent deux catégories de migrants plus particulièrement : les médecins et les ingénieurs. Ces catégories sont d'ailleurs les plus exposées à la discrimination sur le marché du travail et les plus enclines à s'engager dans une telle démarche.

En règle générale, la procédure permettant aux migrants d'évaluer leurs diplômes est variable. Elle dépend de plusieurs facteurs : le souhait d'exercer un métier ou de poursuivre des études ; la réglementation ou non de la profession qui l'intéresse ; la province ou le territoire dans lesquels il souhaite s'installer. Certaines professions sont réglementées dans certaines provinces, et ne le sont pas dans d'autres. Une profession réglementée est régie par des lois provinciales (et parfois fédérales) et des mesures d'application dépendant d'associations ou d'un ordre professionnel. Ces groupements professionnels ont le droit de fixer les critères d'accès et les normes d'exercice d'une profession, d'évaluer les qualifications et les diplômes des candidats et d'accorder le certificat, le titre réservé ou le permis d'exercer aux candidats

qualifiés. Les conditions d'accès à la profession, indépendamment des différences régionales, comportent en général des examens, des périodes de travail supervisé, une évaluation des compétences linguistiques, etc. De surcroît, chaque migrant voulant exercer au Canada une profession réglementée et utiliser un titre réglementé, devra obtenir le permis d'exercer, le certificat ou le titre réservé de l'organisme qui régit la profession. Selon la loi canadienne, le système de réglementation vise à protéger la santé et la sécurité de la population en garantissant que les professionnels venus de l'étranger respectent les normes applicables en matière d'exercice et de compétence. On estime qu'environ 20% de la population canadienne exerce une profession réglementée (médecin, ingénieur, vétérinaire, électricien, plombier, physiothérapeute, etc.)

5.4.2.2. L'emploi de survie et le déclassement social transitoire

Il n'est pas rare qu'en raison des difficultés persistantes à trouver un emploi correspondant à leurs qualifications pendant les premiers mois, voire les premières années de séjour au Canada, les migrants soient contraints à redéfinir leurs attentes. Le choix d'un « emploi de survie » survient au moment où leurs ressources financières initiales diminuent drastiquement. Les migrants nouveaux arrivés peuvent se retrouver dans des situations critiques où la subsistance devient primordiale. Les migrants célibataires, hommes et femmes confondus, développent alors une stratégie de survie qui laisse une ouverture pour l'accomplissement d'un projet professionnel ascendant : ils acceptent un travail déqualifié, le plus souvent non-qualifié ou manuel, parfois de nuit qui, tout en assurant un revenu minime couvrant les frais de subsistance, leur permet d'utiliser une partie de leur temps pour continuer à chercher activement un emploi qualifié ou pour acquérir une nouvelle formation.

Dans un contexte de « marché segmenté » (Piore, 1979), ces emplois « bottom level » peu gratifiants, sans aucune valeur de statut ou de prestige, représentent le plus souvent le tremplin vers le marché primaire, dans lequel les professionnels migrants pourront mettre pleinement au profit leurs formations et compétences spécialisées (Massey et *al.*, 1998).

Les ingénieurs sont nombreux à passer par ce chemin, mais les informaticiens n'ont pas été épargnés non plus à certaines périodes.

> *« J'ai passé les premiers deux mois à chercher un contrat d'informaticien, seulement c'est un moment où ce domaine ne marche plus si bien* [septembre 2003]. *J'ai dû alors prendre en considération d'autres alternatives, et depuis un mois j'ai trouvé un job de surviver* [avec gêne, il avoue que son travail consiste à assembler des cadres

> de photos]. *J'ai résolu le problème d'avoir un revenu de base, c'est un part-time qui me laisse les après-midi et les weekends libres pour continuer à postuler pour des jobs d'IT. Je vais utiliser ce temps de manière optimale, car je me suis donné un délai d'une année au maximum pour trouver le travail qui me conviendrait et me permettrait de m'épanouir professionnel. Au-delà de cet horizon, je changerai de stratégie : soit en allant faire un master en IT ou en bio-ingénierie, soit en prenant en compte la possibilité de changer de pays, je retournerais peut-être en Europe ».* (Claudiu, informaticien, 26 ans)

Le récit de Claudiu met l'accent sur le caractère temporaire de cette solution de secours. Dans le cas où celle-ci ne conduit à des résultats satisfaisants, elle sera alors remplacée par d'autres stratégies.

Au sein des familles, la situation est quelque peu différente : il s'agit des choix délibérés, résultant des stratégies du couple. En règle générale, la priorité est donnée aux hommes dans la recherche d'un emploi conforme à leur degré de formation, stable et bien rémunéré. L'enquête a montré que les femmes mariées sans enfants[85] sont plus souvent en situation d'accepter un premier emploi en dessous de leur niveau de qualification, fréquemment en tant que travailleuses non-spécialistes. Dans un deuxième temps seulement, une fois ce projet accompli et la stabilité financière du couple assurée, les migrantes entreprennent des études ou s'emploient à réussir une intégration professionnelle valorisante. Ce modèle d'intégration professionnelle fonctionne typiquement dans le cas des couples homme informaticien – femme médecin, la protection de la profession médicale réduisant drastiquement les chances des médecins à exercer leur métier au Canada. Par ailleurs, les femmes ingénieur se confrontent aussi avec de nombreuses difficultés structurelles, étant connu que l'Etat canadien n'encourage pas les femmes à investir des secteurs professionnels traditionnellement masculins (Nedelcu, 2005)[86].

[85] Les migrantes en couple qui ont des enfants renoncent plutôt à ce genre d'emploi, le coût de l'externalisation de la garde d'enfants étant souvent plus élevé que la part du revenu du couple assurée par l'« emploi de survie » de la femme (en général des emplois très précaires, à temps partiel, mal rémunérés et sans garantie de continuité ou de promotion).

[86] Conformément à une étude récente (Slade, 2003), les femmes immigrées possèdent souvent des qualifications dans des professions non-traditionnelles pour les femmes au Canada. Ainsi, des 85'780 ingénieurs immigrés au Canada entre 1978 et 2000, environ 12'000 sont des femmes (Couton, 2002 ; Skills for Change, 1999). C'est une proportion non négligeable sachant qu'il s'agit de fait d'une profession dans laquelle les femmes ont été très longtemps invisibles et exclues. Au Canada, elles ne représentaient en 1970 que 0,2% des ingénieurs certifiés et 3,6% des étudiants en Génie inscrits dans les universités canadiennes en 1975. En 2000, cette situation avait changé (20,3% des étudiants en génie étaient des femmes), mais l'accès au marché du travail reste encore tributaire de ces tendances discriminatoires (Slade, 2003). En plus des difficultés inhérentes à l'installation dans un autre pays, les migrantes doivent également surmonter les barrières des préjugés et des mentalités rémanentes d'une société par tradition peu ouverte aux femmes qualifiées. Il s'ensuit qu'en dépit du fait qu'environ 15% des femmes annuellement entrées au Canada en tant qu'immigrées ont des diplômes universitaires en S&T, leurs connaissances restent fortement sous-utilisées.

En choisissant de se « sacrifier » pendant une période temporaire pour conforter le mari dans ses recherches d'un emploi gratifiant, la femme court cependant le risque d'entrer dans un cercle vicieux où la déqualification initiale et l'absence d'expérience canadienne récurrente mènent à l'installation durable d'une situation de précarité (Renaud, 2004 ; Chica, 2004). Par ailleurs, Françoise Battagliola (1984) a montré que cette différenciation entre les carrières féminines et masculines implique une « rigidification de la division du travail » dans le couple. Les relations entre les sexes, appréhendées comme des rapports sociaux qui participent à orienter les carrières, contribuent aussi à jalonner d'une manière déterminante la trajectoire professionnelle de la femme migrante. D'autres facteurs, par exemple l'origine sociale, guident le style d'orientation de carrière. En fonction du capital culturel de la femme et des modèles qu'elle reproduit, ce style peut être soit de type « maintien et adaptation », ce qui va orienter la femme vers des carrières traditionnelles, dans des secteurs conventionnels et des professions féminisées, soit un style « d'ouverture, de créativité et d'audace » qui va faciliter l'accès à de carrières moins traditionnelles (Gagné & Poirier, 1990).

5.4.2.3. Le bénévolat : preuve de la capacité d'adaptation à la société canadienne

Une autre manière de se procurer une première expérience canadienne consiste à proposer ses services bénévolement dans le cadre d'associations à but non lucratif. Quelques mois de travail dans un ONG offrent au nouveau migrant plusieurs avantages : d'une part c'est l'occasion d'entrer en contact avec la société d'accueil à travers une expérience directe, de se familiariser avec la culture canadienne, de rencontrer des gens et d'élargir son cercle de connaissances, en brisant l'isolement ; d'autre part, une telle expérience permettra de faire valoir ses compétences, de développer ses habiletés en anglais et d'acquérir une expérience de travail au Canada. Le plus souvent, le bénévolat aboutira à un certificat de travail et à une lettre de recommandation qui prouveront aux futurs employeurs que leur possesseur est capable de s'adapter au monde du travail canadien.

Conscients des barrières que les migrants doivent surmonter pour faire reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience acquis à l'étranger, plusieurs organismes canadiens ont mis en place des programmes d'acquisition d'expérience de travail et proposent des programmes de stage. Dans certains cas, accepter un emploi en deçà de ses qualifications dans un domaine connexe à sa spécialisation s'avère plus facile et permet ainsi de se faire connaître et de se faire valoir en tant que travailleur. Il existe aussi des programmes de mentor

qui permettent à l'immigrant demandeur d'emploi de tisser des liens avec une personne qui exerce la même profession que lui en Ontario.

5.4.2.4. Retourner sur les bancs d'école : un moyen d'acquérir une légitimité supplémentaire sur le marché canadien de travail

Menacés de déqualification, les migrants qui ne trouvent pas facilement un emploi correspondant à leurs attentes et à leur niveau de formation pendant les premiers mois prennent en considération l'alternative de retourner à l'école. Ils sont nombreux à entamer une formation pouvant durer de quelques mois à quelques années. Qu'il s'agisse d'une spécialisation supplémentaire (master, doctorat) dans un domaine proche ou d'une reconversion professionnelle totale, cette option n'est pas perçue comme une déqualification. En fait, le projet de formation s'accompagne en règle générale d'une ascension sociale et d'un (re)gain de statut. D'autres formations pratiques de courte durée (stages, cours de qualification ou reconversion, volontariat) ne sont pas tout aussi valorisantes mais ouvrent souvent une porte d'accès au marché du travail.

Par ailleurs, les projets de formation se développent davantage au sein des jeunes couples, une fois qu'un des membres du couple, le plus souvent l'homme, a déjà investi le monde professionnel en assumant un confort minimal de subsistance. Aussi, ce sont surtout les femmes jeunes, de 25 à 40 ans, qui sont prêtes à reconsidérer les termes de leur projet de vie en faveur d'une nouvelle formation. La reprise des études constitue néanmoins un choix coûteux. En particulier, les migrantes mariées ou célibataires avec enfants sont souvent contraintes à un remaniement de l'organisation familiale pour s'investir dans ce projet[87].

Une autre option de formation permet de suivre une voie particulière d'intégration au marché du travail. Il s'agit des écoles de type « co-op ». S'inspirant des principes de l'économie sociale, ces centres d'enseignement coopératif connaissent une tradition de plus de 50 ans au Canada, s'inscrivant dans un mouvement initié en 1957 par l'Université de Waterloo (Ontario). Destiné à rapprocher la formation universitaire des besoins des entreprises privées

[87] Pour les femmes avec enfants qui veulent investir le monde des études (aussi bien que celui du travail), il s'agit notamment de trouver des solutions satisfaisantes pour assurer la garde de leurs enfants. L'externalisation de cette dernière suppose une charge financière supplémentaire pour le couple ou pour la mère célibataire, qui peut s'avérer lourde quand ce(tte) dernier(e) se trouve déjà dans une situation précaire (chômage, travail sous rémunéré, etc.). Le retour de ces migrantes sur les bancs des écoles « coûte » alors souvent aux proches. Nous avons rencontré des situations diverses : des maris qui assument ces tâches ou qui prennent un deuxième emploi, d'appoint, pour financer leur externalisation, des migrantes ou des mères de migrantes qui gardent, à tour de rôle, plusieurs enfants dans un réseau de solidarité féminine, des grands-parents qui répondent sans hésitation à l'appel et se mettent sur la route canadienne, etc.

et étatiques, ce type d'enseignement a rapidement séduit les employeurs, cette formule leur permettant d'embaucher temporairement des jeunes-ressources qualifiés et disponibles, et de les former selon leurs besoins. Plus globalement, le régime coopératif université-industrie est aujourd'hui très développé dans les universités canadiennes, dans des nombreux programmes de bachelor et de master. Il est particulièrement apprécié par les immigrés roumains car, en plus d'une formation reconnue par le système d'enseignement canadien, ces programmes leur permettent d'acquérir des compétences pratiques (comment rédiger un curriculum vitæ vendeur, comment chercher un emploi dans leur domaine, comment se présenter lors d'un entretien d'embauche, etc.). En outre, ils ont la possibilité de travailler lors des stages dans plusieurs secteurs reliés à leur spécialité, pour plusieurs compagnies et employeurs différents, et d'établir ainsi des contacts utiles pour trouver un emploi à plein temps après cette formation. Comme Cristi le souligne :

> *« C'est un bon moyen d'acquérir une première expérience canadienne. Ce programme est spécialement conçu pour donner une chance aux nouveaux arrivés ; nous étions 100 personnes à suivre ce programme et j'ai rencontré des immigrés du monde entier, la plupart des ingénieurs car c'est un domaine protégé, mais aussi des chimistes, des physiciens, etc. »* (Cristi, ingénieur, 31 ans)

Les stages temporaires dans le cadre de cette formation aboutissent assez souvent à des propositions fermes d'embauche de la part d'employeurs, car les stagiaires coopératifs sont non seulement très motivés, mais – selon une étude menée par le Conseil des sciences du Canada – sont compétents pour accomplir des tâches difficiles et deviennent rapidement productifs. Ces stages représentent alors la clé de la porte du marché du travail et le chemin d'une ascension professionnelle pour les migrants.

5.4.2.5. L'entreprenariat ethnique

L'entreprenariat ethnique est un autre choix possible afin de contourner la difficulté d'intégrer un marché du travail segmenté, fluctuant et discriminant (CIC, 2001). Les migrants qui se tournent avec prédilection vers cette alternative sont des professionnels qui, voulant exercer des professions réglementées, se heurtent à de rudes barrières pour faire reconnaître leurs compétences et qualifications professionnelles. Les ingénieurs (hommes et femmes confondus) sont alors nombreux à investir les niches ethniques, développées de manière prépondérante dans le domaine des services : agences de voyage, agences immobilières, agences de baby-sitting, commerces ethniques, assurances, etc. Il s'agit en effet de petites entreprises qui construisent une activité orientée principalement envers une clientèle

roumaine. Dans un environnement favorable à l'entreprenariat, les migrants osent alors plus facilement prendre des risques, faisant preuve de flexibilité.

> *« Le système canadien t'encourage à entreprendre, la bureaucratie est moindre, il suffit d'une semaine pour monter une petite entreprise. Mais il faut avoir un plan d'action bien ficelé pour réussir, et le courage de se lancer, surtout quand il ne s'agit pas de ton domaine de spécialisation »* (Anca, propriétaire d'agence de voyage, formation d'ingénieur mécanicien, 42 ans).

Certains domaines du marché canadien se prêtent plus facilement que d'autres à un découpage selon des critères ethniques. Les assurances-vie et l'immobilier constituent deux exemples typiques dans ce sens, où se superposent réseaux ethniques et professionnels.

Les migrants parviennent ainsi à engager des activités créatrices, qui se basent non seulement sur leur capacité à innover et entreprendre, mais s'appuient surtout sur une dimension relationnelle essentielle à leur travail. En effet, le talent des migrants à nouer des liens dans la communauté roumaine au Canada et leur capacité à alimenter continuellement les réseaux tissés autour de leur activité fondent la réussite de ces entreprises. Cornel, professeur d'histoire, a pu se lancer dans le secteur des assurances-vie grâce à ses aptitudes à entrer facilement en contact avec les gens, à communiquer et à se reconstruire rapidement un tissu dense de relations sociales parmi les migrants roumains rencontrés à Toronto.

> *« Mon travail – d'assureur – dépend beaucoup de ma réputation dans la communauté, ma clientèle étant à 80% formée de Roumains. Je suis très content car j'ai l'avantage d'avoir un même background culturel avec mes clients, de parler avec eux dans ma langue maternelle et d'avoir affaire avec des gens plus éduqués par rapport à d'autres clients potentiels non roumains. »* (Cornel, professeur d'histoire, assureur, 42 ans)

Cet homme apprécie tout particulièrement le confort d'une proximité culturelle avec ses clients, qui le met à l'aise dans ses rapports professionnels. C'est également le cas de Robert qui, de profession ingénieur agronome et conscient de ses limites linguistiques, n'hésite pas à se requalifier dans le domaine de l'immobilier, en saisissant l'opportunité d'exploiter ce créneau au sein de la communauté roumaine. En effet, il recrute sa clientèle parmi ses compatriotes, et repose son activité sur les liens qu'il a établi avec de nombreux migrants roumains grâce à sa jovialité, à son esprit communautaire et à sa popularité.

> *« Sans bien connaître la langue, et malgré les différents cours et formations acquises après mon arrivée, je me suis rendu compte que pour réussir professionnellement je dois m'orienter vers des activités adressées à la communauté roumaine. J'ai suivi un cours à distance de Real Estate et j'ai pris le risque de travailler comme indépendant ; au début c'était un peu plus difficile, dans ce domaine tu n'as pas d'horaires fixes et tu gagnes en fonction du nombre de maisons que tu vends. Et tu ne*

> *commences à vendre que si t'as déjà acquis une crédibilité, si les gens ont confiance en toi. Je me suis axé sur les Roumains car j'avais beaucoup de contacts dans la communauté, et c'est un réel avantage de parler dans ta langue maternelle, avec des gens qui ont un même système de pensée que toi. En plus, la communauté a mûri, les Roumains sont des bons clients sur le marché immobilier, ils veulent des belles maisons dans les zones résidentielles. […] Avec le temps j'ai diversifié ma clientèle, si au début 95% de mes clients – tant pour la vente du miel que pour celle des maisons – faisaient partie de la communauté roumaine, aujourd'hui je vends seulement 20% de ma production de miel aux Roumains et pour l'immobilier, la moitié de mes clients reste parmi mes compatriotes. »* (Robert, ingénieur agronome et agent immobilier, 35 ans)

Précisons aussi le fait qu'ils se sont servis d'un réseau élargi de connaissances greffé à la fois sur les réseaux migratoires utilisés pour venir au Canada et sur les liens multipliés grâce à leur habitation dans un même quartier à haute densité de migrants roumains.

L'apparition des voisinages ethniques mérite en elle-même de l'attention, car c'est un phénomène qui non seulement constitue le support de l'émergence de telles entreprises, mais est aussi le résultat de la création d'une niche ethnique dans le domaine de la gestion d'immeubles. L'intendance d'immeubles représentait au départ une échappatoire pour les nouveaux-arrivés en situation précaire, ne pouvant trouver un premier emploi. Etre un « super » [intendant] présente plusieurs avantages : les employés profitent de la location gratuite d'un logement dans l'immeuble, ils travaillent en quelque sorte « à la maison » et bénéficient d'horaires flexibles, ce qui leur permet de pouvoir s'occuper à la fois des tâches professionnelles et ménagères. Pour toutes ces raisons, les femmes investissent davantage ce métier. Un grand nombre d'entre elles ont acquis des formations supplémentaires et ont investi ce champ professionnel dans les échelons supérieurs : gérant(e) d'immeuble, gérant(e) de patrimoine immobilier, etc. Ce phénomène a conduit au renforcement des filières de recrutement ethniques. En outre, une association des travailleurs roumains dans ce domaine s'est constituée en 2003, comptant environ 160 membres dont les trois quarts sont des femmes.

Par ailleurs, on peut dire que ce secteur d'activité acquiert les traits d'une « enclave ethnique » (Portes et Manning, 1985 ; Massey et *al.*, 1998). Envisagé plus comme un espace d'apprentissage et de transition qu'un espace d'exploitation (Waldinger, 1993), cette niche présente les caractéristiques d'un marché tertiaire qui combine solidarité ethnique, emploi de survie et perspectives de formation et de mobilité ascendante. Son fonctionnement repose sur l'existence de réseaux ethniques (capital social) et un niveau de formation élevé des migrants

(capital humain). Elle offre aux nouveaux arrivés qui cherchent à intégrer rapidement le marché de travail une alternative plus valorisante que le marché secondaire (Massey et *al.*, 1998).

Pour conclure, ces configurations et stratégies reposant sur le fort esprit d'entreprise des migrants présentent des avantages incontestables. L'obstacle linguistique étant surmonté, la réussite dépend de la capacité à manier des repères culturels et à instrumentaliser une origine commune. Le petit entreprenariat ethnique constitue ainsi une voie alternative d'ascension sociale.

5.4.2.6. La recommandation d'un co-ethnique : la voie « royale » pour contourner le manque d'expérience canadienne

La mobilisation de l'une ou l'autre des différentes stratégies illustrées ci-dessus dépend des ressources que le migrant possède au départ. Nous avons déjà compris que la réussite des projets migratoires, et implicitement des projets professionnels et de vie qu'ils accompagnent, est fonction de capitaux social (ressources disponibles à travers les réseaux sociaux, personnels et professionnels) et humain (compétences, expérience, expertise) dont dispose le migrant. Nous allons analyser plus particulièrement le rôle de ces capitaux dans le chapitre suivant. Nous nous contentons pour l'instant de signaler qu'il existe toutefois un « raccourci » pour intégrer le marché du travail rapidement et sans avoir à passer par des subterfuges longs et psychologiquement coûteux. Dans certains secteurs, notamment dans l'informatique qui reste une profession non-réglementée pour lesquelles les employeurs jouissent encore d'une grande liberté dans le recrutement, quand l'expérience canadienne fait défaut, la recommandation d'un co-ethnique peut faire l'affaire. Cristian, jeune informaticien très confiant dans ses compétences, s'est heurté à la rigidité d'un marché entré en phase de récession en 2001 ; bien que très déterminé et assidu dans ses démarches de recherche d'emploi, il n'arrive à obtenir un contrat que par l'intervention d'un ami qui recommande son CV à un collègue responsable des ressources humaines.

> *« En deux ans j'ai envoyé peut-être 700 résumés, et j'ai été invité à environs 30 interviews. Mais je ne connaissais pas les techniques d'interview et je ne savais pas me mettre en valeur. En plus, avec ma femme, nous nous sommes basés sur mon expérience comme informaticien mais nous ne savions pas que le marché allait si mal. Finalement j'ai trouvé mon job grâce à un ami qui m'a recommandé à son patron »* (Cristian, informaticien, 32 ans)

Marius est passé par une expérience similaire : ses démarches auprès d'environ 600 employeurs restent sans écho. Entrant en contact avec d'autres compatriotes, il relativise son échec en comparant son expérience avec celles des autres ; il arrive aussi à établir des liens avec des professionnels prêts à l'aider, en recommandant sa candidature auprès de leurs propres employeurs.

> *« Je suis allé à la bibliothèque et j'ai pris l'annuaire de toutes les firmes en IT, j'ai regardé le profil de chacune, j'ai ensuite cherché leurs sites sur Internet et j'ai envoyé partout des e-mails et des fax, environ 600 résumés en un mois. Et rien ! J'étais désespéré, mais j'ai connu à l'école roumaine d'autres Roumains qui sont passés par les mêmes difficultés et j'ai compris qu'ici il faut bluffer car le résumé doit t'ouvrir une porte, il doit t'amener en face d'un recruteur. Mais jusque là il faut convaincre que tu le mérites, que t'es meilleur que d'autres ! Et j'ai appris que certains sont allés jusqu'à s'inventer une expérience canadienne ! Le système canadien est tel que t'es obligé à trouver une stratégie pour contourner toutes ces barrières. […] Et c'est finalement par la filière de TheBans que je suis entré en contact avec une Roumaine qui m'a demandé un CV pour me recommander à son chef, car elle savait que dans leur entreprise il y avait un poste vacant, de ceux qui ne sont pas publiés dans les journaux »* (Marius, informaticien, 26 ans, arrivé à Toronto depuis 3 mois au moment de l'interview)

La « recommandation » fait figure de clé-miracle, capable d'ouvrir la porte autrement impénétrable du marché. C'est la voie qu'a empruntée également Cornel, assureur-vie, qui a utilisé un réseau de co-professionnels pour entrer dans le métier à Toronto.

> *« Je ne connaissais pas mes collègues actuels en Roumanie, mais on travaillait tous dans des filiales différentes de la même compagnie d'assurances-vie. Le premier arrivé chez mon employeur actuel a ouvert le chemin pour les autres ; je l'ai rencontré à Toronto et c'est lui qui m'a donné une bonne recommandation. C'est la règle du jeu ici, il ne faut pas donner du bakchich, mais il te faut une recommandation. Si tu ne l'as pas, la porte reste fermée ; par contre, tout devient facile si quelqu'un se met garant pour toi, tout est une question de confiance. »* (Cornel, assureur, 42 ans)

Dans le cas des professionnels IT (programmeurs, administrateurs de système, analystes de réseau, etc.), les mécanismes d'intégration professionnelle les plus fréquemment utilisés reposent aussi sur les réseaux ethniques. La recommandation constitue dans ce domaine un chemin rapide et privilégié, la « voie royale » comme nous l'explique Dan, pour contourner sans délai l'exigence d'une expérience canadienne autrement difficile à acquérir.

> *« Alors, le migrant qui vient d'arriver à Toronto peut parfois contourner ce critère* [de bénéficier d'une expérience canadienne] *si quelqu'un de l'intérieur de la compagnie le recommande à l'employeur en garantissant qu'il peut s'intégrer rapidement dans une équipe canadienne, qu'il a les compétences – professionnelles mais aussi humaines – pour le faire. C'est la voie royale, si tu veux, pour accéder au poste de tes rêves… Mais à nouveau, celui qui est arrivé hier ne connaît pas*

> *forcément des personnes qui peuvent jouer ce rôle. C'est pourquoi le networking est essentiel. »* (Dan, programmeur, 33 ans)

Certains professionnels acceptent spontanément de jouer le rôle de médiateurs ; c'est le cas d'Alina, travaillant dans une banque qui, chaque fois qu'un poste est disponible dans son entreprise, cherche à rendre service à des Roumains en quête d'emploi.

> *« Je savais que chez nous* [dans l'entreprise] *il y avait un poste vacant. Mais c'était ce qu'on appelle une position cachée. Et j'ai demandé à mon chef si je pouvais lui recommander quelqu'un. Je ne visais personne à ce moment-là, mais le lendemain je lui ai porté deux CV, dont celui d'une ancienne collègue de travail qui venait d'arriver à Toronto »* (Alina, 35 ans, informaticienne)

L'accès à ce type de réseaux et de ressources s'annonce comme un enjeu primordial pour les nouveaux migrants. Dès lors, la capacité du migrant à multiplier son capital social fait partie d'une « culture de la réussite » dont l'ingrédient de base est le *networking*. La multiplexité des liens dans les réseaux trouve son équivalent dans la multiplicité des ressources, filtrées selon les intérêts, les attentes et les affinités qui structurent les interactions. Par ailleurs, la conversion et l'accumulation ultérieure de capitaux sont déterminées par l'habileté à mobiliser le capital initial de réseau dont le migrant dispose. La formation, le degré d'expertise, le statut économique, l'étendue et le potentiel des relations sociales ou le bagage culturel du migrant constituent des éléments qui entrent en jeu à la fois dans la prise de décision d'émigration comme dans la réussite économique et sociale du projet migratoire. On arrive ainsi à faire appel à une théorie du capital qui prend en compte toutes ses dimensions fondamentales: capital humain, social, matériel et culturel.

5.4.3. L'informaticien « entrepreneur de lui-même »: une figure à part parmi les professionnels roumains à Toronto

Parmi les migrants roumains, les informaticiens représentent une catégorie professionnelle particulièrement intéressante. Non seulement celle-ci est numériquement dominante, mais elle se distingue par une très grande mobilité et flexibilité au sein du métier. Pour ces migrants, le challenge professionnel reste le principal moteur du projet migratoire. La performance et la reconnaissance professionnelle au sein de cette catégorie se mesurent par ailleurs par le degré de mobilité : plus un informaticien est libre d'attaches et accumule des contrats différents, de courte durée, plus il gagne du prestige parmi ses collègues. De fait, une distinction nette peut être établie en termes de stabilité et de flexibilité de l'emploi. Les plus expérimentés dans leur métier recherchent une intégration professionnelle où la stabilité de l'emploi n'est pas garantie mais qui se trouve valorisée et gratifiante par une grande mobilité ascendante au sein

du métier, source de reconnaissance et de prestige. La chasse aux contrats à durée déterminée, mais intéressants et stimulants de par le contenu du travail, est d'ailleurs l'expression de l'esprit de compétition qui gouverne cette nouvelle culture du métier, et représente une forme de distinction sociale au sein de cette catégorie professionnelle. Car le fait d'être un « contractor[88] », que les employeurs se disputent, constitue le symbole de la réussite, à la fois matérielle et professionnelle. Ceci est le propre d'une élite de jeunes professionnels, le plus souvent célibataires, menés par l'ambition de réussir une carrière de pointe dans ce domaine. Calin fait partie de cette élite, et il nous explique quels sont les avantages dont il jouit, mais aussi les exigences auxquelles il doit répondre.

> *« Il y a une grande différence entre travailler full-time ou travailler « sur contrat ». On a plus de responsabilités, mais on gagne aussi beaucoup plus d'argent. L'employeur attend de la performance, on est le « high must professionnal », le spécialiste indispensable, dont il attend de résoudre tous les problèmes. On doit être disponible à faire des heures supp, mais on est très bien payé […] C'est un défi permanent, ainsi on ne peut pas stagner professionnellement car il faut être à la hauteur pour remplir ou dépasser les attentes de l'employeur. Il m'est arrivé de ne pas connaître très bien une technologie qu'on me demandait, mais j'ai dit oui, ensuite je suis rentré à la maison et j'ai étudié intensivement pendant une semaine pour me mettre à niveau avec cette technologie.»* (Calin, ingénieur électronicien, programmeur, 35 ans)

Les « contractors » jouissent ainsi du respect de leurs confrères. Ils se mettent rapidement à leurs comptes, en créant ce qu'ils appellent des *« one man business »* – c'est-à-dire des petites entreprises dont ils sont souvent l'unique employé. Ils privilégient le système de *freelance*, en réservant leurs services au plus offrant. Ces expériences alimentent la propension à l'entreprenariat de ces migrants, tout en se nourrissant de la richesse de leurs parcours professionnels et migratoires. Ils combinent différentes stratégies pour y arriver et, quelquefois, ils envisagent des projets plus complexes leur permettant de se dérober aux contraintes des lieux, comme l'illustre le propos de Claudiu :

> *« Je suis arrivé un vendredi à Toronto, et le lendemain je suis déjà allé à une fête avec beaucoup de Roumains qui m'ont donné différents tuyaux: des conseils et des contacts. J'ai trouvé relativement vite mon job, j'avais préparé une stratégie même avant d'arriver au Canada. J'avais mis mon CV en ligne, je me suis inscrit auprès de plusieurs agences de recrutement spécialisées en head hunting et, une fois ici, j'ai envoyé des lettres adressées directement aux personnes responsables. Je me suis montré flexible et désireux d'apprendre des technologies nouvelles. J'étais spécialisé en applications web et en soft pour les téléphones mobiles, et j'avais deux ans d'expérience professionnelle en Italie. Maintenant, en parallèle avec le contrat*

[88] Il s'agit du terme anglais que les acteurs mêmes utilisent pour s'auto-désigner.

> *actuel dans une banque, j'essaie de développer ma propre entreprise et j'ai quelques autres petits contrats qui doublent mon revenu. Mais je voudrais obtenir des gros contrats pour être indépendant. Et j'aimerais à l'avenir faire de l'off-shore, c'est-à-dire obtenir des contrats importants ici et les réaliser en Roumanie, je peux compter sur des anciens collègues de faculté qui ont des petites entreprises en Roumanie et développent du software de haute qualité. […] Je veux développer mon affaire principalement sur Internet ; si ça marche, il ne compte plus après où tu te trouves, un laptop et une bonne connexion suffisent ; c'est ce que la plupart de mes collègues en Roumanie sont en train de réussir aussi. […] Par ailleurs, je n'exclus pas l'éventualité de rentrer dans quelques années »* (Claudiu, programmeur, 30 ans)

La réussite en tant que « contractors » est la garantie de l'indépendance de ces « jeunes loups » dont la mobilité représente un capital très important ; c'est aussi le passeport qui le qualifie à aspirer à d'autres horizons, une grande partie de ces professionnels n'hésitant pas à envisager d'autres projets migratoires.

> *« Nous sommes partis comme des "haïdouks" et nous le sommes restés. C'est-à-dire libres d'attaches. Si demain on me propose un job très intéressant ailleurs, en Europe ou aux Etats-Unis, j'irais sans trop réfléchir »* (Radu, programmeur, 38 ans)

La préférence pour une forte mobilité à l'intérieur du marché canadien peut néanmoins s'avérer problématique pour certains dans les moments de crise. Par exemple, les projets de développement et les secteurs innovants sont les premiers qui ont souffert suite à la chute du marché américain – et conséquemment de celui canadien – après l'attentat du 11 septembre 2001. Les emplois des « contractors » ont été affectés en premier, les employeurs canadiens préférant garder les emplois permanents pour se dispenser d'une partie des collaborateurs temporaires, dans l'attente des jours meilleurs. Les privilèges d'un contrat temporaire joint à un travail de pointe ont donc comme revers une insécurité importante. Dan, ayant vécu deux périodes de pénurie de contrats, est conscient de ces risques qu'il a choisi pourtant d'assumer.

> *« Depuis que je suis arrivé au Canada, il y a 10 ans, j'ai travaillé uniquement comme « contractor ». C'est incontestablement un avantage financier, il faut considérer cet aspect comme un business. Personnellement, j'ai renoncé à la garantie d'un emploi sûr en Europe pour faire ce qui me plaît, quand je veux, et pour plus d'argent. Si t'as un contrat de 6 à 8 mois, tu es payé comme un spécialiste de haut de gamme et t'arrives au même gain qu'un professionnel qui travaille full time une année entière. Il est vrai que cette situation a été possible car le domaine des TIC a connu une croissance spectaculaire durant les dix dernières années. Mais il y a aussi les revers : on a connu un phénomène d'avalanche migratoire, un très grand nombre des spécialistes IT sont venus d'Inde et de Chine, le marché a régressé après 2000 et les premiers qui en ont souffert sont les « contractors ». Jusqu'en 1999 il était possible d'apprendre sur le tas un peu de programmation et de travailler dans l'informatique sans une formation universitaire dans ce domaine. Mais le système s'écroule maintenant, c'est un phénomène qui ressemble à la criée vers l'or du début*

> *du siècle. Les premiers arrivés ont trouvé, mais pour ceux qui arrivent maintenant il n'y a plus rien. »* (Dan, programmeur, 33 ans)

En outre, tous les immigrés roumains actifs dans le domaine de l'informatique n'ont pas une formation professionnelle initiale dans cette branche. De nombreux ingénieurs polytechniciens, disposant ou non d'une expérience professionnelle dans une autre industrie, se sont convertis à l'informatique par opportunité. L'accès aux ressources véhiculées par les réseaux professionnels en situation migratoire n'est cependant pas identique, ces réseaux peuvent rester exclusifs et difficile à joindre pour certains. Ceci explique, en partie, les trajectoires différenciées de ces professionnels, ainsi que les différences de standing entre des migrants arrivés dans des contextes similaires. A ce titre, la plupart des femmes informaticiennes, mais aussi une grande partie des ingénieurs convertis à l'informatique, apprécient davantage la stabilité de l'emploi et des revenus (contrat à durée illimitée, emploi stable, etc.). Ils préfèrent le confort d'un revenu constant et limité, en diminuant le risque du chômage. Dans le contexte de la crise économique qui a touché également le domaine IT après l'an 2000, ces personnes mettent en avant les avantages d'un emploi stable :

> *« Si je regarde autour de moi, les plus touchés* [par la crise économique] *sont les chasseurs de contrats. Ce sont en général des hommes, et même les meilleurs dans leurs domaines. Ils étaient habitués à bien gagner leur vie et aujourd'hui ils sont obligés de revoir leurs attentes à la baisse. Moi, je préfère un salaire plus modeste, mais sûr »* (Ioana, 31 ans, analyste système).

Si la place que les uns et les autres accordent à la carrière dans leur projet de vie reste un dénominateur commun qui rapproche les informaticiens migrants, les « chasseurs de contrats » sont d'un avis différent à propos de l'instabilité du travail :

> *« En 2001, j'ai dû accepter un contrat de longue durée car le marché est entré en dérive. Mais ce n'est pas très intéressant ; moi, ce que j'aime c'est le 'challenge', la liberté d'innover. C'est plus risqué, mais aussi plus stimulant. »* (Alin, 42 ans, programmeur).

Le défi professionnel constitue pour ces informaticiens d'élite une vraie philosophie de vie, les conduisant à devenir des « *entrepreneurs de soi-même* », projet dans lequel la mobilité occupe une place centrale.

5.5. Une mise en réseau instrumentale : le *networking*[89], principale stratégie des professionnels roumains migrants

> *« J'ai appris que pour réussir au Canada il importe moins qui tu es, et plus qui tu connais ! »* (Cristiana, informaticienne, 30 ans)

La description précédente des premières étapes de la migration attire déjà l'attention sur la centralité des processus réticulaires dans la mise en scène des ressources migratoires des professionnels roumains. Le réseau social est l'outil permettant d'accéder aux mécanismes qui gouvernent les trajectoires migratoires, les projets professionnels, les échanges et les circulations matériels et symboliques entre les pôles des migrations, qu'ils soient économiques, sociales, politiques ou culturelles. Par la suite, nous mettrons en évidence les stratégies par lesquelles migrants, en particulier les informaticiens, arrivent à s'intégrer à plusieurs types de réseaux et à valoriser leurs appartenances réticulaires multiples pour s'approprier des ressources variées, indispensables pour le succès de leurs projets migratoires.

5.5.1. Multiplier et diversifier son capital social : clé principale de lecture des processus migratoires

Bien que les principaux auteurs ayant contribué d'une manière significative à la définition du concept de capital social adoptent des positions nettement différenciées, ils s'accordent généralement sur le fait que la structure sociale est à l'origine des privilèges compétitifs pour accéder à différents types de ressources (Bourdieu, 1980 ; Coleman, 1988, 1994 ; Putnam, 1993). En effet, cet accès est d'autant plus facile que l'individu est connecté à des réseaux sociaux denses. Pierre Bourdieu (1980) fut le premier à définir le capital social comme

> « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotes de propriétés communes ... mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles » (Bourdieu, 1980 : 2).

Selon cette définition, le capital social désigne à la fois les réseaux et les ressources qui circulent à l'intérieur de ces réseaux. Il se fonde sur « le principe d'une appréhension relationnelle du monde social » (Bourdieu, 1994) où les individus et les groupes sociaux occupent des positions relatives dans un espace de relations. Les liaisons sont basées sur des échanges matériels et symboliques, elles dépendent de la morphologie du réseau, ainsi que des

[89] Utilisé par les migrants-même pour décrire leurs pratiques, nous préférons de garder le terme de « networking » au lieu d'employer celui de réseautage.

capitaux des membres du réseau. Le volume du capital social d'un individu découle de l'étendue et de la densité de son réseau, des contacts réellement mobilisables, ainsi que de son capital économique, culturel et symbolique (Comet, 2007). De ce fait, on peut constater un « rendement très inégal d'un capital (économique ou culturel) à peu près équivalent » (Bourdieu, 1980). Lié à la structure sociale, le capital social est à la fois collectivement possédé et individuellement instrumentalisable. Le réseau constitue l'objet de stratégies individuelles et collectives, l'accumulation et l'entretien du capital social supposant un investissement non négligeable en temps, en énergie et en argent.

Si Pierre Bourdieu met l'accent sur les avantages et les meilleures opportunités que les gens tirent de l'appartenance à certains groupes, James Coleman s'attache à analyser la dimension structurelle du capital social qu'il décrit comme une ressource qui réside dans les liens sociaux des individus (Coleman, 1994, 1988). Sa contribution, malgré le caractère un peu flou de sa définition, représente une avancée capitale pour la compréhension des mécanismes permettant l'accumulation et la reproduction du capital social. Selon cet auteur, le capital social en tant que ressource individuelle est comparable au capital financier (déposé dans les comptes bancaires) ou au capital humain (concentré dans le niveau de formation et les diplômes acquis). Justifiant l'action par la théorie du choix rationnel, James Coleman décrit le capital social comme une fonction du réseau social produite par la confiance qui relie ses membres. La quantité de capital social dépend de la stabilité (*closure*) du réseau social, ceux fermés favorisant la production de normes et l'interaction efficace entre leurs membres. Le capital social aboutit à des fins productives, l'apparition de normes qui régulent les échanges à l'intérieur du réseau n'étant que le résultat prévu de l'action rationnelle de l'acteur (*ego*)[90].

L'accès inégal aux ressources véhiculées par les réseaux sociaux et l'inégalité des relations de pouvoir entre les « egos » échappent cependant à l'analyse de ces deux sociologues.

Mark Granovetter (1973) avait introduit dans son célèbre « *The strength of the weak ties* » une autre dimension décisive, en distinguant les relations sociales selon la force du lien. Mesurée par la quantité de temps passé ensemble, l'intensité émotionnelle, l'intimité de la relation et les services échangés, la force du lien social constitue un facteur clé dans la production de capital social. Granovetter montre que les liens faibles (les simples connaissances ou les amis

[90] On parle ici de réseaux personnels ou égocentriques qui sont restreints aux seuls liens qui existent entre un individu, l'*ego*, et l'« ensemble » des membres de son réseau, ses *alters* (Degenne et Forsé, 1994).

des amis) sont plus efficaces que les liens forts (amis, famille). Reliant des mondes sociaux différents, ces liens jouent un rôle important dans la diffusion d'information, la mobilité sociale et la cohésion sociale, permettant d'accéder à des opportunités nouvelles (Granovetter, 1973 ; Comet, 2007).

Ronald Burt (1992, 1995), de son côté, ajoute une dimension nouvelle à la théorie des liens faibles. Il introduit le concept de trou structural pour « définir l'absence de relation entre deux contacts non redondants, c'est-à-dire appartenant à des cercles sociaux séparés » (Comet, 2007 : 69-70). Cet auteur apporte une contribution originale en proposant une analyse de la relation entre capital social et performance à l'intérieur d'une théorie de l'action sociale fondée sur l'analyse des réseaux. Il introduit l'idée de contrôle des ressources, dépendant de la position occupée par l'acteur dans le réseau. Un acteur qui bénéficie d'un réseau riche en trous structuraux en tirera des avantages incontestables car il jouera le rôle de pont, de *tertius gaudens*, d'acteur tiers qui bénéficie de sa capacité à relier entre eux des individus ou des réseaux isolés tout en promouvant ses propres intérêts (Burt, 1992). Il jouira davantage de son capital social qu'un acteur ayant un réseau tout aussi étendu mais fermé (moins riche en trous structuraux). Cette perspective théorique met en évidence qu'il existe un lien étroit entre la position qu'un acteur occupe dans un réseau social et son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur de celui-ci. Le contrôle et la non-redondance des ressources (Burt, 1992, 2000) deviennent alors des facteurs déterminants dans la production de capital social. Dans cette perspective, ce dernier constitue un indicateur des relations du pouvoir entre les membres des réseaux sociaux dont les principaux attributs sont le degré dans lequel la structure d'un réseau permet l'accès aux ressources ainsi que le contrôle qu'on pourrait exercer sur d'autres nœuds par le biais de ressources possédées. Ronald Burt ignore cependant le « qui » (accède les ressources) au profit du « comment » (on accède aux ressources) dans une logique de généralisation théorique. En effet, sa théorie localise les mécanismes de l'action uniquement au niveau des motivations des acteurs rationnels animés par l'intérêt propre (*self interest*), ce qui est cohérent avec l'idée que la nature des liens est secondaire par rapport à la position de l'acteur dans la structure. Dans cette théorie, la confiance dans le réseau constitue un attribut des individus. En s'interrogeant sur le lien qui existe entre les individus et la structure, on peut toutefois se demander si c'est l'existence de la confiance et des attentes généralisés qui produit le réseau ou, plutôt le contraire, l'existence des réseaux génère-t-elle de la confiance et des attentes de réciprocité ? Ce questionnement renvoie à l'approche de Robert Putnam

(1993, 1995), dans la vision duquel le capital social devient un « bien public », propriété des groupes, véhiculé au niveau de la communauté et non pas de l'individu, étant le produit d'autres activités sociales. En effet, pour cet auteur, le capital social consiste dans un ensemble de réseaux, de normes et de confiance, facilitant la coopération et la circulation réciproquement avantageuse des ressources. Il se mesure par sa capacité de favoriser l'association volontaire. Bien évidemment, dans cette perspective, le capital social collectif n'est pas la simple somme des capitaux sociaux individuels.

Dans les approches plus compréhensives du capital social, la confiance est une fonction des caractéristiques du réseau. Portes et Landolt (1996) l'appelle par exemple « solidarité obligée » ou « confiance imposée » et Thomas Brown (1998) considère que la valeur de la non redondance d'une relation est justement une fonction de sa qualité d'être une relation de confiance. Selon lui, la théorie des trous structuraux est un instrument opérationnel au niveau méso social.

> « Network analysis is compatible with a variety of theories of social structures and agency, as long as networks are seen as meso-level outcomes of action on the micro and macro levels, rather than as generative forces in themselves » (Brown, 1998:8).

Cet auteur critique le déterminisme univoque micro → macro qui résulte de la centralité de la confiance en tant que produit de la mise en réseau ; il attire l'attention sur l'idée que l'existence de réseaux de capital social pourrait également être expliquée comme une conséquence de la confiance répandue et des attentes généralisées de réciprocité dans une société. Il conçoit alors le capital social en tant que processus systémique d'allocation et de distribution de ressources à travers une structure sociale (le réseau).

En s'appuyant sur les différentes perspectives théoriques proposées par ses prédécesseurs et décrites brièvement ci-dessus, Thomas Brown s'adosse aussi sur les concepts d'ancrage politique et culturel (*political embeddedness* et *cultural embeddedness*) qui soulèvent la soumission de l'action à des contraintes normatives, culturelles et politiques. Il propose alors trois idéaux-types de réseaux de capital social.

> « 1) "Economic" describes a network of egos motivated by economic considerations; 2) "status" describes a network of egos motivated by reputational considerations; 3) "sociability" describes a network whose egos forge ties according to altruistic or particularistic motivations » (Brown, 1998: 10).

Sa perspective correspond à une conceptualisation qui permet de construire une théorie générale du capital social, c'est-à-dire une théorie consistante à tous les niveaux d'analyse (micro, meso et macro sociale), articulée aux théories de l'action, de la motivation et de la structuration sociale. De même, elle nous permet de concevoir le capital social comme un *processus dynamique* de production de bénéfices grâce aux relations causales réciproques entre l'ego et la structure sociale dont il fait partie.

Cette vision processuelle du capital social correspond à l'approche que nous privilégions. Elle consiste à considérer que, dans la reproduction du capital social en situation migratoire, les dynamiques d'interaction entre les membres du réseau, ainsi que la circulation des ressources qu'elles produisent, sont toutes aussi importantes que la structure du réseau elle-même.

5.5.2. De la structure vers la dynamique des processus réticulaires.

La seule appartenance à un réseau n'est certainement pas suffisante pour que l'individu réalise ses objectifs. Ses liens sociaux doivent être mobilisées et mobilisables (Forsé, 1997). Cette mobilisation est synonyme d'une circulation permanente des ressources dans le réseau. Pour cette raison, les liens et les contacts deviennent denses et systématiques au sein des réseaux des professionnels migrants. L'analyse des réseaux sociaux est fondée principalement sur une approche structurelle dans laquelle la structure du réseau est essentielle pour une circulation et une instrumentalisation optimales des ressources. Nous adoptons néanmoins une autre perspective dans notre analyse, celle développée par l'école de Manchester à partir des travaux de M. Gluckman. Cette approche, reprise dans les travaux plus récents de Maurizio Gribaudi et de son équipe (Gribaudi, 1998), se focalise sur la dynamique du réseau et non pas sur sa structure ; l'accent est alors mis sur les processus et les pratiques au sein des réseaux de sociabilité, ce qui permet d'accéder à la complexité des dynamiques de reproduction des relations interpersonnelles. Maurizio Gribaudi met en évidence trois aspects-clé de la démarche de l'école de Manchester que nous rappelons ici très succinctement : (1) l'idée de différenciation des formes ; les comportements observés ainsi que les formes des relations sont interprétés comme le produit d'interactions sociales ; (2) le déplacement de l'analyse du niveau des formes à celui des mécanismes d'interaction dans le souci de restituer « les répertoires de règles et d'images normatives à partir desquels les individus négocient concrètement leurs pratiques » (Gribaudi, 1998 : 20) ; et (3) le réseau ego centré en tant

qu'« instrument majeur qui permet d'observer les mécanismes de construction de l'espace social concrètement à l'œuvre » (Gribaudi, 1998 : 20).

La spécificité de cette démarche réside donc dans la « différenciation des pratiques, l'observation des dynamiques individuelles d'interaction, la reconstitution des mécanismes » (Gribaudi, 1998 : 21). L'individu est perçu comme le centre nodal de la construction du sens de la dynamique interactionnelle et du mécanisme génératif du réseau. Le réseau égocentré permet d'étudier ce mécanisme. Dans l'approche générative, une matrice n'est que l'instantané d'une configuration d'éléments en mouvement. Les réseaux sociaux, en tant que configurations sociales dynamiques, peuvent alors être conçus comme des kaléidoscopes qui, grâce à d'infinies possibilités d'interaction, laissent place à des processus sociaux totalement ouverts. Dès lors, ils se présentent « à la fois comme les cadres et les objets de l'action sociale : cadres, en tant qu'éléments qui déterminent dans une mesure très importante les pratiques individuelles, objets, parce que totalement déterminés et modifiés par ces mêmes pratiques » (Gribaudi, 1998 : 40).

Ce type d'étude des réseaux sociaux nous a permis d'analyser les dynamiques des processus réticulaires et l'évolution des relations interpersonnelles au sein du réseau. Ces dynamiques varient d'ailleurs selon les ressources recherchées, subséquemment aux étapes différenciées du processus migratoire. Le rôle et les stratégies de reproduction du capital social transporté par le réseau varient aussi selon ces mêmes étapes.

Par ailleurs, être connecté aux bons réseaux aux bons moments semble être la clé du succès pour une intégration professionnelle réussie des migrant(e)s qualifié(e)s (Vertovec, 2002). Les nouveaux arrivés ont compris l'enjeu et cherchent à s'insérer rapidement au sein des réseaux de co-ethniques, capables de fournir des informations et des connexions intéressantes. En outre, des réseaux migratoires, professionnels et communautaires se superposent souvent en fournissant des ressources complexes aux migrants, en leur permettant de s'arrimer à la dynamique d'un marché du travail qui ne leur est pas immédiatement compréhensible.

Savoir cultiver des relations sociales diversifiées fait, dès lors, partie des compétences migratoires. Par ailleurs, la situation migratoire met son empreinte sur la perception que les migrants ont eux-mêmes des pratiques de mise en réseau. Par contraste avec les relations de clientélisme qui donnaient accès à des positions privilégiées dans le système économique

roumain, les liens sociaux noués en situation migratoire sont en quelque sorte anoblis par le sentiment de désintéressement qui régit la transmission des ressources.

> *« Le* networking *représente une porte d'accès au marché, inégalable par aucune autre ressource. En Roumanie, avoir des relations signifiaient bénéficier d'un système corrompu, qui fonctionnait sur des critères de népotisme ; au Canada, ces relations – ce qu'on appelle le networking – reposent sur un système réticulaire à travers lequel tu peux avoir accès aux personnes qui peuvent t'aider et qui fonctionne sur le principe de la solidarité et de la réciprocité. Quelqu'un t'aide à un moment donné, avec une information, ou avec des choses plus concrètes, et toi, à ton tour, tu vas rendre un service à quelqu'un d'autre, à un autre moment. C'est un service normal, sans aucune obligation, si tu peux tu aides, sinon non. C'est ainsi que j'ai pris contact avec ceux qui gravitent autour du groupe thebans et, par eux, je suis entré dans l'entourage des hommes d'affaires d'origine roumaine. Au début, c'était surtout moi qui les appelais, qui leurs envoyais des emails pour poser des questions… mais quand il y a eu l'idée de créer une chambre de commerce roumano-canadienne, on m'a contacté parce que quelqu'un s'est rappelé que j'avais travaillé dans une chambre de commerce en Roumanie. Le networking et mon expérience m'ont ouvert une voie et m'ont assuré un futur emploi dans ce domaine, je suis engagé actuellement comme secrétaire de cette organisation. »* (Cosmin, ingénieur automaticien, IT manager, 43 ans)

Cosmin a réussi à se constituer un capital social dans un laps de temps très bref, moins de huit mois après son arrivée, en s'appuyant sur son capital-réseau initial. Dans son récit, il évoque la logique du don pur, qui incite à une réciprocité généralisée et écarte l'attente d'un équilibre de contredon orienté vers le donneur.

De plus, les réseaux sociaux des informaticiens roumains coïncident le plus souvent avec des réseaux professionnels très denses. En effet, ils ne se limitent pas à fournir de l'aide pour la recherche d'emploi, les ressources qui y circulent sont variées, et parfois elles sont très spécialisées.

> *« Connaître beaucoup de monde parmi les collègues roumains du même profil est un réel avantage. D'une part, quand tu cherches un contrat ou un job dans un domaine très précis, tu peux rapidement faire appel à ton réseau et quelqu'un pourrait te donner une piste… d'autre part, si tu cherches une solution à un problème professionnel, c'est pareil. Tu envoies un e-mail, tu téléphones, et parfois tu trouves quelqu'un qui s'est déjà confronté au problème respectif et sait te donner la solution. Il y a aussi beaucoup d'information sur les nouveautés technologiques dans notre domaine qui circulent ainsi »* (Catalin, ingénieur électronicien, programmeur, 35 ans)

En outre, ces réseaux constituent des bassins de compétences dans lesquels les informaticiens puisent leurs ressources. L'effet d'accumulation est significatif, car :

> *« Les professionnels roumains dans le domaine de l'IT se distinguent des autres immigrés. Ils sont nombreux et branchés sur Internet en permanence. Etant moi-même dans la branche et sur Internet comme eux, je sais comment les joindre en cas*

> *de besoin. J'ai eu besoin par exemple de trouver des contrats pour quelques personnes, j'ai envoyé leurs CVs à certains collègues ; le réseau a été ainsi activé et l'information propagée. TheBans est un des éléments-clé de ces réseaux professionnels. »* (Calin, informaticien, 30 ans)

Le potentiel de la mise en réseau pour la formulation collective des solutions à des problèmes spécifiques n'est pourtant pas une caractéristique propre aux réseaux professionnels. En se basant sur ses propres expériences, Tudor, avocat stagiaire, a travaillé avec des immigrés nouveaux arrivés pour mettre en place des groupes de soutien. A titre expérimental, il a ainsi démontré la force du *networking* comme levier du succès en situation migratoire.

> *« Quand j'ai travaillé comme conseiller pour l'agence fédérale de* settlement *j'ai mis en place l'expérience suivante : j'ai proposé un séminaire de brainstorming pour les nouveaux arrivés, dont le but était de créer des groupes de soutien à travers lesquels les immigrés peuvent s'encourager les uns les autres à atteindre leurs buts et se soutenir par le neworking, la communication et le brainstorming. J'ai été moi-même surpris par les résultats des groupes ; dans un groupe il y avait 10 immigrés, beaucoup d'entre eux des Roumains ; chacun amenait en débat un problème avec lequel il se confrontait et partait avec 10 solutions viables, c'est merveilleux de voir qu'une personne vienne en disant « je ne sais pas quoi faire » et parte en se disant « je ne sais pas quelle solution choisir » ».* (Tudor, avocat, 36 ans)

C'est précisément à travers l'interaction entre les membres du réseau que des ressources nouvelles sont produites ; la structure réticulaire conjoncturellement créée offre le support nécessaire pour la multiplication des solutions. Tudor envisage de partager cette expérience avec d'autres Roumains et de la reproduire au sein des groupes de nouveaux arrivés. Il a contacté pour cela un groupe de Roumains – constitué à partir des forums *TheBans* – qui se réunit régulièrement dans le but de fournir des repères et de l'aide aux migrants fraîchement arrivés à Toronto.

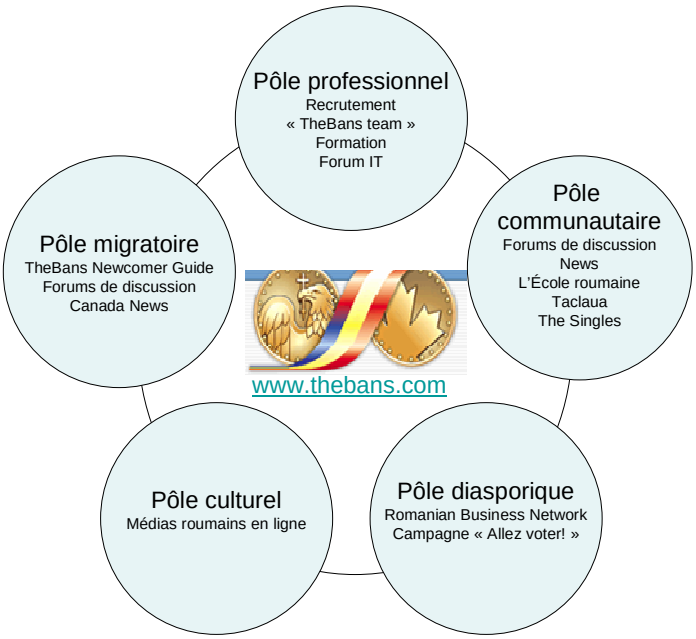
L'Internet joue par ailleurs un rôle-clé dans la circulation du capital social, les pratiques en ligne contribuant au tissage d'une maille dense de liens sociaux. Le capital est ainsi instrumentalisé, reproduit et stratégiquement converti par une conjonction articulée des modalités d'interaction, de communication et de sociabilité médiatisées par ordinateur. Nous allons par la suite étudier de près ces dynamiques et processus.

5.5.3. L'espace virtuel en tant que générateur de capital social : diversité des ressources, spécialisation, durabilité et réciprocité des liens.

Dynamiques, jeunes, pourvus d'une formation censée leur permettre de manipuler au mieux les technologies d'information et de communication, les initiateurs du projet www.thebans.com ont vite converti leurs compétences techniques en source d'accumulation

de capital social. Ainsi, Mihnea, le créateur du site, se retrouve dans une position privilégiée au cœur de l'environnement social des Roumains au Canada, grâce à l'ascendant conféré par son ancienneté, la parfaite maîtrise de l'environnement social, professionnel et institutionnel canadien, ainsi qu'à un usage innovatif des TIC. Il sert alors de pont aux réseaux migratoires, professionnels et communautaires des Roumains, et joue, de fait, un rôle essentiel dans la redistribution des ressources (informations, relations sociales, etc.) dans ces réseaux.

En même temps, à l'échelle du groupe étudié, les TIC se transforment en instruments privilégiés de reproduction des liens sociaux. La structure du site a incité à différentes formes d'interaction sociale, correspondant à la reproduction de différentes ressources : migratoires, professionnelles, communautaires, culturelles, diasporiques. Le schéma suivant tente de mettre à plat ses composantes.



En effet, nous assistons à deux phénomènes distincts mais complémentaires : d'une part, le maintien des réseaux sociaux à l'aide des moyens de communication médiatisés par ordinateur et leur prolongement dans l'espace virtuel, ce qui réduit significativement la perte de capital social que pourrait provoquer la migration. D'autre part, l'émergence de nouveaux « collectifs migratoires » dans l'espace virtuel, à travers les chats et les forums de discussions, moyen d'accumulation en ligne d'un nouveau capital social, directement transposable dans le quotidien immédiat. A la place de *liens forts* qui perdent de leur efficacité et immédiateté

suite à une implantation dans un autre univers social – quoique ce sujet mérite un développement plus raffiné – on cherche à cultiver des *liens faibles* susceptibles de pourvoir des ressources plus variées. Le capital social dont chacun dispose est réinvesti, la mise en commun des ressources conduisant à la formation d'un « bien collectif ».

Les acteurs sont munis de logiques distinctes mais complémentaires, selon les intérêts, les ressources recherchées ou mobilisées et les capitaux véhiculés. Il est possible de construire une typologie très simple en fonction de leurs compétences et de la façon dont ils s'approprient l'usage des TIC.

Nous identifions en premier lieu deux catégories différentes d'usagers parmi les participants aux dynamiques des forums de discussions : d'une part, des professionnels de la technologie de l'information pour lequel les outils de travail, l'ordinateur et l'Internet, sont devenus des technologies médiatrices de la plupart des relations sociales ; d'autre part des « profanes » qui, sans avoir une maîtrise particulièrement pointue de ces technologies, se les approprient de façon instrumentale. Cette distinction pourrait paraître sans fondement en 2007, quand l'accès à Internet s'est pratiquement généralisé. Il faut pourtant situer ces phénomènes à l'horizon des années 1997-1998, quand posséder une connexion Internet était un fait encore relativement rare, intermittent et cher pour les Roumains. A cette période, les informaticiens formaient une catégorie spéciale d'utilisateurs, qui possédaient une « computer-mediated culture », inaccessible à d'autres migrants. Pour ces gens, être en ligne signifie d'être connectés en permanence à leur univers social ; le courrier électronique et la navigation sur le Net constituant pour eux des pratiques usuelles et quotidiennes pour communiquer et pour s'informer. Le soutien émotionnel ainsi que l'information, les relations sociales développées et entretenues via Internet constituent des ressources non matérielles qu'ils obtiennent sans un investissement coûteux en temps, énergie ou argent. Ils développent ainsi une « communauté de pratiques » avec des pairs qu'ils n'ont parfois jamais rencontré en face-à-face, mais avec lesquels ils partagent des « know-how » et une empathie online (Wellman et Hogan, 2004). Le fait d'être « branché » devient alors la mesure du potentiel de réseau et d'intégration du professionnel migrant.

Cette réalité a renforcé l'image de l'informaticien migrant qui puise ses ressources principalement, voire exclusivement, dans ses réseaux professionnels soutenus par internet.

A l'encontre de ces spécialistes des TIC, les profanes ne pouvaient que bénéficier passivement des contenus produits par les premiers. L'accès à Internet était plus sporadique pour cette catégorie d'utilisateurs et son usage ciblé sur une recherche d'information précise. Cependant, depuis le début des années deux mille, ces ressources sont devenues facilement accessibles à (presque) tout migrant et les inégalités d'utilisation d'Internet se sont sensiblement estompées.

Selon le mode d'interaction et les modalités de consommation des ressources véhiculées par l'espace virtuel étudié, nous pouvons procéder à une autre classification et distinguer des usagers passifs et actifs. Les passifs sont les utilisateurs des TIC qui cherchent une ressource spécifique pour combler rapidement un besoin d'information, sans investir du temps ou de l'émotion dans un échange prolongé. Ils peuvent être soit de futurs migrants qui, en attendant le déroulement des longues procédures d'immigration, procèdent à une acclimatation à distance avec leur future société d'adoption, en l'occurrence le Canada ; soit des immigrés anciens qui se mettent au courant de « la Une » du pays. Ils cherchent généralement une information disponible à travers les sites, sans entrer nécessairement en interaction avec d'autres compatriotes sur le forum *RomaniaOnline.* Quant aux actifs, ce sont principalement des participants au Forum, qui cherchent de manière interactive de l'information tout en manifestant un besoin de sociabilité. Pour eux, l'implication dans la dynamique d'échanges virtuels constitue une source d'accumulation, consciemment ou pas, de capital social de réseau, par l'élargissement et la diversification des relations sociales.

Quant à la fluctuation et à la durabilité des rapports noués à travers les forums de discussions, une distinction peut être fait entre des usagers épisodiques et des usagers permanents. En effet, la participation des premiers dans les forums est transitoire et intermittente. Ils sont motivés par la recherche d'une ressource clairement définie, en général de l'information précise sur une étape ou autre de la migration, d'une connaissance objectivée des réalités migratoires, des adresses, etc. Ils peuvent interagir ponctuellement avec d'autres participants, établir parfois des binômes durables en fonction des intérêts spécifiques, mais ils ne sont en général pas intéressés par une interaction constante et le maintien de liens sociaux stables. Par contre, les seconds sont des participants assidus et constants aux forums ; ils s'agit le plus souvent d'immigrés qui possèdent le capital de leur expérience migratoire et ont tendance à s'ériger en modérateurs de cette nouvelle communauté réticulaire. Le fait de partager leurs expériences et leur capital d'expertise est un moyen de nuancer et d'exprimer une identité

reconstruite. Aider les autres augmente l'estime de soi mais aussi le prestige et la reconnaissance dans la communauté virtuelle, en stabilisant le statut acquis au fur et à mesure. Leur réaction, parfois explicitement sollicitée, augmente visiblement le taux de participation aux échanges et provoque un dialogue qui reproduit une sociabilité fondée sur des intérêts et des valeurs partagées. L'usage des TIC devient alors un moyen de valorisation non seulement professionnelle, mais surtout symbolique et sociale.

Il existe aussi une autre catégorie de participants assidus aux forums, les « provocateurs », dont la présence et la contribution aux débats est peu constructive pour la cohésion des groupes virtuels. Il s'agit des personnes qui, sous la protection de l'anonymat, prennent toujours une position méfiante, critique, voir virulente, quant à toute initiative d'entraide, de collaboration, de regroupement. Peu nombreux, ces participants peuvent toutefois avoir un très grand impact sur les dynamiques des forums : ils provoquent des réactions très vives de certains internautes, les discussions dégénérant parfois en querelles personnelles. Ces dérapages noircissent et déqualifient quelques fois les initiatives plus constructives, en éloignant une partie des migrants qui pourraient potentiellement alimenter le capital social de ces réseaux virtuels[91].

Les frontières de ces catégories ne sont pas stables, les passages de l'une à l'autre se font selon les intérêts des utilisateurs. Un acteur « passif » peut à tout moment devenir « actif » s'il est suffisamment motivé, intéressé ou si ses besoins changent, de même qu'un usager « épisodique » pourra entrer dans la catégorie des « permanents » si ses intentions se transforment, et vice-versa.

Les interactions entre les différents participants à ces échanges mènent à des rassemblements autour de buts, d'intérêts et de finalités fort variables. La mise en réseau à laquelle donne lieu la migration génère, dans le cas étudié, deux types de configurations. D'une part, il peut s'agir d'un réseau d'intérêt, de solidarité de courte durée, centré sur l'accomplissement des projets migratoires et par lequel on cherche à trouver une porte d'accès à des acteurs qui détiennent des compétences, des savoir-faire ou des informations-clé pour accomplir le projet de migration. La localisation et la transférabilité des ressources sont des principes-clé du fonctionnement de ces réseaux sociaux soutenus par ordinateur. Ce sont plutôt des réseaux

[91] Pour décourager cette pratique indésirable, les gérants du site ont dû introduire un accès identifié (login) aux forums et un code de bonne conduite ; ils ont supprimé systématiquement les messages injurieux, ce qui a produit des réactions de protestation de la part de certains internautes contre des soi-disantes interventions de censure et des polémiques enflammées.

conjoncturels, fluctuants, orientés vers les processus migratoires, dont la structure est très flexible. D'autre part, il se crée un réseau de confiance où les échanges se superposent à la trame des contacts professionnels qui définissent un espace relationnel préalablement construit (c'est surtout le cas des professionnels du groupe *TheBans*). Ce sont des réseaux orientés à la fois vers l'intégration sociale et professionnelle au Canada et vers la mise en place de liens économiques avec le pays d'origine.

Par ailleurs, dans un premiers temps, la diversité et la qualité des relations faibles assurent l'accès à une gamme large de ressources possédées par des individus avec des caractéristiques sociales différentes et s'avèrent essentielles pour la gestion du capital social circulant dans le réseau. Ce n'est que dans un deuxième temps que les liens forts deviennent nécessaires, dans la phase de pérennisation des activités et des projets collectifs qui réclament un investissement constant et de qualité.

5.5.3.1. Le développement de TheBans en tant que pool de compétences en informatique

La trajectoire professionnelle de Mihnea a connu deux étapes importantes. Au début, grâce à son esprit de compétition et à son goût du challenge, il a enchaîné des contrats intéressants, frôlant le défi permanent. Il s'est saisi des avantages du statut de « contractor » et s'est lancé rapidement en tant que consultant indépendant, en créant simultanément avec le site Internet une entreprise qui porte le même nom : *TheBans*. Brillant et apprécié par ses employeurs, en peu de temps il a été sollicité pour de nombreux projets et contrats, qu'il ne pouvait plus assumer tout seul.

Contacté également, par le biais du site Internet, par un très grand nombre de compatriotes, programmeurs migrants à la recherche d'opportunités de travail, il n'hésite alors pas à connecter l'offre à la demande. Il conçoit un nouveau concept de recrutement :

> *« J'ai commencé par recommander d'autres Roumains à ma place, ensuite j'ai demandé une licence de firme de recrutement. J'ai mis au point un concept novateur de recrutement: des programmeurs d'élite – higher developpers – recrutant d'autres programmeurs, la qualité était assurée. J'ai pu placer beaucoup d'informaticiens roumains dans d'excellentes positions. »* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Ensuite, il sélectionne quelques excellents spécialistes parmi des camarades travaillant comme lui, en système de freelance, et forme ce qu'il appelle « *the Romanian team* ». Ce pas lui permettra de traiter des projets d'une plus grande envergure et de renforcer sa position sur le marché.

> *« J'ai trouvé trois-quatre amis qui travaillaient comme moi, en tant qu'indépendants, et on se dit qu'il y a plein d'avantages si on forme une équipe: on aura une bonne ambiance de travail, stimulante, on développe des projets d'une autre ampleur, plus complexes – ce qui pour nous est plus intéressant professionnellement – et on partage le profit. Bref, l'avantage était qu'au lieu de travailler avec d'autres collaborateurs que je ne connaissais pas, notre équipe assumait tout le projet de A à Z. On évitait ainsi la perte de temps d'accommodation les uns avec les autres ; parmi les mille informaticiens que je connaissais, j'ai choisi les meilleurs pour chaque bout du projet. Nous sommes une petite famille, nous connaissons parfaitement les plus et les moins de chacun ; en sachant dans quel secteur chacun excelle, nous constituons une équipe très efficace. Nous sommes connus et demandés comme the Romanian Team, et notre renom rend service à d'autres Roumains de la branche ».* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

La mise en réseau, doublée d'une professionnalisation des échanges et de la mise en valeur de la différence, de l'altérité, d'une origine ethnique partagée est ainsi devenue une source créatrice de capital, en l'occurrence de capital matériel. Munie d'une logique essentiellement économique, l'entreprise fonde sa réussite financière sur l'articulation autour de ce que Mihnea appelle lui-même « *vision of building a successful net based business model* ». Cette formule assure en premier lieu une parfaite adéquation aux fluctuations du marché, et la possibilité de redimensionner l'équipe en fonction des besoins de chaque projet.

> *« Il y a eu à un moment donné une conjoncture économique très favorable, j'étais sollicité pour 3-4 projets en même temps et j'avais le choix. Dans le projet précédent on était treize roumains, dans le projet actuel nous ne sommes que six, je dimensionne l'équipe en fonction du projet, pour qu'il y ait zéro overtime. Je n'ai pas de temps morts et je ne me charge pas de personnel superflu, je préfère pouvoir doubler le salaire des quelques collaborateurs dont j'ai réellement besoin. Je suis la courbe du marché : si aujourd'hui je gagne le triple, mes collaborateurs le font aussi ; si je ne gagne rien, ils ne gagnent aussi rien. […] Ils ont tous gardé leur statut de consultant indépendant et je les emploie chez moi temporairement, selon les projets. Pour moi c'est un peu plus cher, mais je sais que je peux compter sur eux à tout moment du jour et de la nuit, personne ne m'a jamais laissé tomber. Avec ce système, j'ai eu de nouveaux arrivés qui m'ont demandé x et j'ai pu leur payer 2x. Car ils avaient des compétences dont j'avais besoin urgemment, je ne demande pas au bon spécialiste s'il a de l'expérience canadienne ou s'il parle l'anglais, il est bon, cela me suffit. Bien sûr que cette personne ne me quittera pas. […] Je leurs propose soit un forfait global par projet, soit un tarif horaire, en fonction de comment je peux traduire mes coûts dans le contrat que je signe avec le client. Ils connaissent et assument le risque de l'instabilité du marché, qui ce dernier temps est fluctuant, il y a eu des mois où c'était la dérive! »*

Les collaborateurs de Mihnea gardent eu aussi un certain degré de liberté, tout en assumant les risques du travail indépendant. Ils sont tous des professionnels en possession d'un solide capital humain, des compétences spécialisées et des connaissances globales à fructifier. Au

bénéfice d'une formation initiale universitaire dans le domaine de la technologie de l'information et de la programmation acquise en Roumanie, ils ont presque tous fait une formation supplémentaire aux Etats-Unis ou en Europe occidentale, et possèdent une expérience professionnelle très riche, de niveau international.

De la sorte, le site web www.thebans.com est devenu, entre autres, le miroir d'une entreprise à traits ethniques qui joue le rôle d'interface entre les professionnels en informatique et les employeurs canadiens. Le recrutement s'est doublé ainsi d'une professionnalisation des relations et des activités développées en ligne. L'expertise professionnelle a été mise au service d'autres entrepreneurs par l'intermédiaire d'un groupe de consultants qui offre des conseils dans la mise en route de projets informatiques. *TheBans* est également devenu un partenaire prestigieux dans l'organisation de colloques, séminaires, formations, et autour duquel gravitent beaucoup de professionnels roumains du Canada et des Etats Unis. Pendant les ateliers de formation, ces professionnels ne perfectionnent pas uniquement leurs connaissances techniques, mais ils apprennent aussi à se mettre en valeur et à vendre leurs compétences. Mihnea transmet ainsi plus loin la première leçon apprise dans son contact avec le marché canadien : pour convaincre, il faut se montrer confiant en soi-même et oser se mettre en scène sans complexes.

> *« En Roumanie t'es modeste, tu ne sais pas te vendre, ici tout le monde est « the Best ». J'ai recruté à mon tour et je peux apprécier que les Roumains nouveaux arrivés perdent devant un Canadien à cause d'un manque d'assurance. Quelqu'un qui est familier avec le style canadien et n'a lu peut-être que deux jours sur un langage informatique va dire « I'm excellent » et un Roumain qui excelle réellement dans ce langage va dire « oui, je me débrouille ». […] Les Roumains ont tort de se contenter de peu, ils sont inhibés et complexés par leur manque d'expérience au Canada. J'ai placé des Roumains qui ont commencé avec quatre-vingt mille CAD par année, ce que d'autres ne gagnent ni après cinq ans au Canada… mais ça dépend aussi du contexte, souvent c'était « the right person at the right time on the right place » ».* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Les informaticiens recrutés à travers *TheBans* profitent aussi du capital social de Mihnea qui est redistribué dans son réseau d'interconnaissances. Ils bénéficient, en particulier, de la reconnaissance dont celui-ci jouit parmi les employeurs canadiens et de son exceptionnelle visibilité grâce au site web.

> *« Quelqu'un m'a appelé récemment pour me demander de lui trouver trois informaticiens roumains pour trois postes vacants dans son entreprise. Et je lui ai demandé pourquoi moi, il ne me connaissait même pas… la réponse: « j'observe ton site depuis 5 ans, je sais ce que tu fais et que t'es sérieux, j'ai confiance! ». J'ai cherché dans ma base de données, j'ai placé les gens, c'est un service que*

> *l'employeur a payé à notre agence de recrutement… et j'ai obtenu en plus de bons salaires pour les informaticiens employés ».* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Le récit ci-dessus décrit explicitement la manière dont le site Internet contribue à maximiser les ressources de son propriétaire. Les relations de ce dernier avec les programmeurs roumains étant privilégiées de par la nature de sa formation et de son travail, elles lui permettent de connecter l'offre à la demande sur le marché de travail informatique. En même temps, Mihnea reçoit aussi des demandes les plus diverses, par exemple de la part d'ingénieurs mécaniciens ou électriciens. Sans avoir les compétences nécessaires pour répondre directement à ce genre de sollicitations mais convaincu du pouvoir des liens sociaux, Mihnea a conçu le site web comme une plaque tournante, une vraie plateforme virtuelle d'organisation et de diffusion de l'information pour les migrants roumains. Ce site sert ainsi toute la communauté roumaine, étant devenu une référence importante de *networking* entre les Roumains, indifféremment à leur formation professionnelle.

5.6. L'ancrage local des pratiques « virtuelles » et leur reflet dans l'organisation d'une communauté roumaine à Toronto

S'il est clair que les ressources sociales produites online ont été à l'origine de la réussite personnelle, professionnelle et migratoire des concepteurs du site *TheBans*, ce dernier a permis aussi l'émergence d'un nouveau modèle d'organisation communautaire, efficace et accéléré, cette stratégie acquérant un important pouvoir associatif dans la vie réelle. Le capital collectivement produit de cette sorte s'est ensuite matérialisé par la création de nouvelles structures communautaires, donant lieu à des projets rassembleurs très ambitieux. Il s'agit d'une finalité originale et puissante des dynamiques virtuelles produites par les migrants, à caractère reproductif, que nous allons analyser de près. En effet, d'une part le capital social accumulé en ligne a servi de moteur à une dynamique sociale qui se prolonge dans la réalité quotidienne, d'autre part, l'intensification des dynamiques communautaires alimente les échanges virtuels.

Si la concrétisation de la mobilisation online dans des activités et des organisations communautaires réelles représente en soi un phénomène social de la plus grande importance, son impact nécessite néanmoins d'être pondéré et mis en perspective en rapport avec d'autres formes associatives.

Dans cette perspective, dans un premier temps nous allons passer en revue les formes traditionnelles de regroupement communautaire des Roumains à Toronto. Nous décrivons

ensuite les structures communautaires issues des dynamiques virtuelles développées à travers www.thebans.com. Enfin, nous identifierons les atouts et les limites d'Internet pour la mise en œuvre des projets rassembleurs à grande portée. A la fin de ce chapitre, l'analyse des blocages qui ont conduit à la dissolution du site web *TheBans*, mais aussi de la reproduction de son expérience par d'autres espaces virtuels, nous permettra de tirer quelques conclusions quant aux spécificités des ressources sociales mobilisées à travers Internet en situation migratoire.

5.6.1. Bref panorama des formes d'activisme communautaire des Roumains à Toronto

Jusque vers la fin des années quatre-vingt dix, les *services religieux* orthodoxes ont constitué les principaux lieux de rencontre des Roumains. Si avant 1989 il n'y avait qu'une seule paroisse orthodoxe roumaine à Toronto[92], plusieurs autres ont été créées depuis 1990 ; en 2004 on pouvait en compter une dizaine (sur vingt-six paroisses – orthodoxe, gréco-romaine, adventiste, etc. – fréquentées par les Roumains au Canada). Cette prolifération s'explique par l'intensification des migrations récentes et la diversification de la communauté roumaine en termes d'âge et de classes sociales. Par ailleurs, les pratiques religieuses des migrants s'intensifient au Canada, d'une part en raison d'un besoin renforcé d'exprimer une identité différenciée ; et de l'autre, par l'opportunité que ce rassemblement hebdomadaire à la messe représente en terme de *networking*, en l'absence de centres communautaires plus importants. Dans les années quatre-vingt dix, les « agapes » qui prolongent la messe sont devenues des lieux privilégiés d'échanges et les prêtres orthodoxes jouent souvent le rôle d'intermédiaires entre de nouveaux arrivés dans le besoin et d'autres compatriotes. Des associations ou des clubs roumains ont parfois vu le jour autour de ces dynamiques.

Notons également l'apparition de quelques *associations professionnelles*. *L'Association des professeurs d'origine roumaine des universités canadiennes d'Ontario* (*ACRUPO*) a été créée par un mathématicien spécialisé en intelligence artificielle, arrivé à Montréal en 1985, après trois ans passés en Algérie en tant qu'enseignant en mathématiques. Actuellement professeur au Collège Glendon de l'Université York à Toronto, il a fondé cette association avec un noyau de professeurs roumains de cette université. En 2003, l'ACRUPO regroupait environ 50 membres, principalement des professeurs d'universités, mais aussi quelques étudiants en maîtrise ou des doctorants. Ses projets s'organisent autour de deux objectifs principaux :

[92] Il s'agit de l'église orthodoxe roumaine « Sf. Gheorghe » de Toronto, qui date de 1954. Une association culturelle, « Dacia », a été créée en 1972 liée à cette paroisse roumaine.

renforcer les relations et les échanges universitaires avec la Roumanie afin de promouvoir et de partager des valeurs académiques ; et diffuser la culture roumaine dans la province de l'Ontario, par une série d'activités socioculturelles. Cette association s'est engagée à établir, promouvoir et consolider des liens avec d'autres groupes et associations de Roumains nord-américains (American-Romanian Academy (ARA), la Chambre de Commerce Roumano-Canadienne (RCCC), etc.) ainsi qu'avec des institutions roumaines (l'Académie roumaine, la Fondation culturelle roumaine, le Ministère des affaires étrangères, etc.). Les principales activités de cette association concernent l'initiation de programmes d'échanges d'étudiants et de professeurs entre les deux pays, le jumelage d'universités canadiennes et roumaines (comme par exemple celles de York et de Timisoara), la mise sur pied de séminaires, de conférences et d'ateliers, l'organisation d'écoles d'été en Roumanie, la réalisation de recherches communes, etc. L'ACRUPO est orientée vers le transfert d'expertises et de connaissances vers la Roumanie principalement à travers les liens maintenus par les professeurs canadiens d'origine roumaine avec des collègues d'universités du pays, ainsi que des partenariats institutionnels récemment établis. Elle cherche aussi à faciliter l'intégration de professionnels roumains hautement qualifiés fraîchement arrivés à Toronto dans la communauté académique canadienne.

Cette association organise annuellement à Bucarest un « Forum de coopération universitaire roumano-canadienne » dans le but de réunir, d'orienter et de coordonner les projets de collaboration des scientifiques et des professeurs roumains et canadiens. Ce forum a proposé, entre autres, des modalités concrètes d'implication des Roumains Canadiens dans les processus de réforme du système d'éducation et de recherche en Roumanie (par exemple, par la nomination dans les universités roumaines de vice-recteurs honorifiques provenant de la diaspora). Le président de cette association, reconnu en tant que partenaire de dialogue averti et fort de ses relations dans le monde scientifique international, a établi des contacts étroits avec les représentants du gouvernement roumain.

L'Association des Ingénieurs Roumains du Canada (AREC) a été créée en 2003 par un homme d'affaires d'origine roumaine, ingénieur, arrivé au Canada en 1980, après un parcours migratoire en plusieurs étapes (passant par la Grèce et Israël). Celui-ci est un excellent connaisseur des milieux d'affaires canadiens et des difficultés des ingénieurs étrangers pour se faire une place dans le marché du travail. Familiarisé avec les exigences et les procédures

de certifications nécessaires pour obtenir la reconnaissance des diplômes d'ingénieur, il envisage l'association comme :

> *« …une plateforme de communication et de réseautage entre les ingénieurs roumains au Canada. Notre but est d'aider les ingénieurs à élargir leur cercle de connaissances, de connaître et d'interagir avec d'autres collègues, de se mettre en réseau afin de trouver plus facilement du travail, d'améliorer leurs qualifications et de les aider à faire reconnaître leur formation en accédant à l'ordre «* Professional Engineering *» d'Ontario. […] L'habileté des ingénieurs à faire des contacts et à créer des réseaux est essentielle pour compenser le manque d'expérience canadienne. […] Le succès est davantage lié au nombre de contacts que tu es capable de nouer chaque jour, chaque semaine, et est moins fonction du nombre de CVs que tu envoies ! »* (ingénieur et homme d'affaires, président d'AREC, 52 ans)

L'AREC s'engage alors à créer des événements (par exemple, des séminaires, des conférences, des soupers d'affaires, etc.) facilitant l'interconnaissance et la mise en réseau d'ingénieurs roumains. En même temps, cette association bénéficie de l'expertise d'autres associations professionnelles du même type et s'intègre dans un réseau qui a comme objectif la signature d'accords bilatéraux de reconnaissance des diplômes des migrants provenant des pays d'Europe centrale et orientale. A ce sujet, elle a établi des contacts avec les autorités roumaines (le Ministère de l'éducation, l'association des ingénieurs professionnels de Roumanie, etc.) afin d'identifier des pistes d'action pour la reconnaissance mutuelle des diplômes. Une liste de distribution (par email) d'environ cent trente personnes représente le principal moyen de communication entre les membres de cette association.

Un *club d'étudiants roumains* de Toronto existe depuis 1996. Il organise des activités culturelles s'adressant principalement aux jeunes étudiants d'origine roumaine dans les universités torontoises.

Quelques *journaux* de langue roumaine sont publiés à Toronto depuis le milieu des années quatre-vingt dix[93]. Ces médias écrits constituent une source importante d'information communautaire. Ils couvrent la plupart des événements culturels de la communauté, ainsi que les faits économiques, culturels et politiques les plus importants du pays d'origine.

Par ailleurs, un *cénacle d'art et de littérature* est organisé en prolongement de l'édition d'un journal culturel (*Observatorul).* Le rédacteur en chef de ce journal, en bénéficiant du support logistique de l'éditeur (homme d'affaire d'origine roumaine) réunit mensuellement dans sa typographie des créateurs roumains. Il joue un rôle-clé pour la promotion de la culture

[93] A titre d'exemple, mentionnons entre autres : *Faptu' Divers, Actualitatea, Observatorul, Cuvantul Romanesc*.

roumaine, ainsi que des productions des artistes roumains de Canada (musiciens, sculpteurs, écrivains, etc.). Il encourage aussi la littérature de langue roumaine produite en migration, en publiant des ouvrages (autobiographiques, de poèmes, de fiction, etc.) marqués par l'expérience migratoire de leurs auteurs.

Signalons aussi l'existence d'un *programme de radio* d'une heure, *Radio Nostalgia*, émis depuis janvier 2000, et d'un programme ethnique de *télévision Noi Romanii* qui a commencé son activité depuis septembre 2003. Très récents, ces médias audiovisuels viennent combler une lacune importante dans le paysage ethnique de l'information, jouant un rôle important dans la création d'une cohésion communautaire.

> *« Le but d'une télévision ethnique est, à mon avis, d'être un liant, principalement par la diffusion d'informations d'intérêt pour la communauté roumaine. Elle complète l'image d'une vraie communauté, arrivée à un degré de maturité où elle possède tous les éléments d'une microsociété, y inclus ses propres mass-médias, ses églises, ses institutions financières et commerciales, etc. Alors, la télévision, d'une part fait partie du tableau général et, d'autre part, sert à créer une cohésion. Déjà par le fait que les samedis à 12h quelques milliers de Roumains de Toronto regardent l'émission et ressentent une certaine émotion, qu'elle soit positive ou négative. […] Le titre, « Noi, Romanii » - « Nous les Roumains » - suggère ce sentiment d'unité. »* (ingénieur, réalisateur TV, 42 ans)

Sur le plan des activités économiques, une *chambre de commerce* roumano-canadienne a vu le jour en octobre 2003 à l'initiative d'un groupe d'hommes d'affaires d'origine roumaine, avec le soutien du consulat roumain de Toronto. Dans un contexte où l'intérêt des firmes canadiennes pour l'Europe est faible, l'objectif de cette association est d'encourager et de dynamiser les partenariats et les échanges économiques entre la Roumanie et le Canada. Son public-cible est formé d'hommes d'affaires canadiens d'origine roumaine.

Par ailleurs, la plupart des regroupements communautaires énumérés ci-dessus sont très récents, datant de la fin des années quatre-vingt dix. Néanmoins, certains d'entre eux (comme les associations ACRUPO, AREC ou la chambre de commerce) ont été fondées par (ou réunissent) des migrants roumains arrivés à Toronto avant 1989. Bénéficiant de situations professionnelles et économiques confortables, ces migrants retrouvent actuellement de l'intérêt pour leurs origines et cherchent à créer de nouveaux ponts vers la Roumanie. Ils s'inscrivent ainsi dans une logique d'action transnationale dans laquelle ils engagent leur capital social et économique d'expertise en rapport avec les deux sociétés.

Il faut mentionner aussi l'existence d'autres organisations, notamment culturelles, fondées dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Leur impact sur le dynamisme communautaire actuel reste toutefois mineur, raison pour laquelle elles n'ont pas fait l'objet de cet inventaire.

5.6.2. TheBans.com – un nouveau creuset communautaire

Dans ce paysage communautaire en construction vont s'insérer à partir de l'an 2000 des nouveaux groupes et organisations créés par des jeunes professionnels, provenant de la nouvelle vague migratoire. Par rapport à l'ancienne immigration roumaine au Canada, minée par les frustrations d'une génération qui a subi l'émigration comme un exil, cette vague commence à construire, avec les moyens qui lui sont spécifiques, sa propre identité. Si la première n'avait pas réussi à construire des repères communautaires solides (à l'exception de quelques églises orthodoxes et quelques associations éphémères), *TheBans* a eu une contribution majeure dans la cristallisation d'une identité collective, en soudant la communauté autour du noyau de professionnels à l'origine du site web. De fait, www.thebans.com a réussi, dans un laps de temps très court, à rendre visible une communauté dispersée, fédérée autour d'une origine ethnique commune et une pratique migratoire à partager. Les TIC ont ainsi servi au tissage d'une maille dense et fine de liens de confiance et à la mise sur pied d'une infrastructure communautaire complètement inexistante auparavant.

L'espace virtuel dispose d'ailleurs d'une ambivalence dialogique. Tout en étant favorable à la démultiplication du collectif (tribune de l'individu), Internet a permis la production d'une centralité (collective). Il est aussi perméable aux présences « transitoires » des migrants internautes, ce qui n'empêche pas ces derniers de nouer de nouveaux rapports sociaux, de cristalliser des valeurs communes, de concentrer autant de l'émotion que de l'information et de la raison. De la sorte, des relations durables, transposées dans le quotidien des migrants, émergent souvent en tant que fruit des pratiques de sociabilité médiatisées par les TIC.

Dans le cas des migrants roumains installés à Toronto, cette ambivalence dialogique a permis la transformation des forums de *TheBans* dans un levier du communautarisme roumain à Toronto. L'usage de l'espace virtuel a constitué à la fois le liant d'une organisation locale structurée et efficace et l'incitateur de la diasporisation de ces migrants. Ce processus s'inscrit de toute évidence dans un phénomène plus général produit par Internet : l'émergence de nouveaux territoires « virtuels » permet de construire une unité extraterritoriale, indépendamment de la dispersion des individus dans l'espace et de leurs trajectoires

différenciées. Par ailleurs, à Toronto le local et le territorial ont acquis du sens à travers des pratiques électroniques, donc déterritorialisées.

Nous analysons par la suite les traits de ce processus, en soulignant ses apports novateurs, ainsi que quelques-unes de ses failles et limites.

5.6.2.1. L'autonomisation des structures de sociabilité issues du web : formalisation et institutionnalisation des dynamiques virtuelles

Plusieurs actions de mobilisation sur la toile, entamées à partir des forums de discussions du portail *The Bans*, ont abouti à diverses formes associatives. Décrivons ici la naissance de deux groupes constitués à partir des forums *TheBans* qui se réunissent régulièrement. Le premier, *Taclaua Romaneasca*[94], est un groupe né du souhait de quelques internautes de se rencontrer « en chair et en os », de dévoiler leur identité réelle et de prolonger leurs échanges autour d'un café.

> *« Nous avons lancé un threat sur le forum, et il y a eu un enthousiasme général pour qu'on se rencontre. Les gens sont venus, la plupart des participants ont voulu décliner leur identité virtuelle, on a fait un tour de table où chacun s'est présenté avec son vrai nom et le surnom virtuel ».* (Lucian, électronicien, programmeur, 29 ans)

Entre 2001 et 2005, les membres de ce groupe se sont rencontrés chaque premier samedi du mois dans un bistrot torontois. La composition du groupe a été très fluctuante, mais un noyau de quelques personnes du groupe initial a perpétué la tradition. Ils se sont constitués aussi en comité d'accueil de nouveaux arrivés. Pour ceux-ci, *Taclaua* est devenue une référence, lieu de passage obligatoire pour une première prise de contact avec d'autres compatriotes[95].

Notons aussi les rencontres hebdomadaires des « *Singles* », un groupe de célibataires, participants au forum matrimonial du site, qui ont voulu briser la carapace de l'anonymat et transposer les liens développés online dans une sociabilité déplacée dans des espaces plus concrets et conviviaux.

---

[94] Ce groupe s'est intitulé la « causerie roumaine », en indiquant déjà par son nom le but du groupe : d'offrir aux Roumains un espace où ils puissent se rencontrer et discuter de toute chose.

[95] L'attachement de Lucian, l'« âme » de ce groupe, aux valeurs et aux réalités de l'univers roumain a incontestablement contribué à la persistance du groupe. Ce jeune informaticien et sa femme sont venus au Canada dans le but d'acquérir une stabilité et un confort économique et d'obtenir une citoyenneté garante de liberté de mouvement pour ensuite retourner en Roumanie au bout de quelques années de résidence canadienne. Ce projet se reflète dans un contact régulier avec ses compatriotes et un intérêt constant pour l'actualité du pays et l'activité communautaire des Roumains à Toronto. Cet intérêt l'a d'ailleurs conduit plus tard à intégrer le groupe *Taclaua* à une association roumaine qui servira mieux ses objectifs.

> *« Quelqu'un, « la curieuse », a lancé un défi aux forumistes : « je suis curieuse de savoir qui sont ceux qui écrivent sur ce forum, allons nous rencontrer si vous avez le courage de vous montrer ! ». Trente personnes se sont présentées à l'appel et c'est resté une tradition. Ils se rencontrent dans un club, le vendredi soir, mais c'est devenu plus un lieu de networking, il n'y a pas d'histoires d'amour qui se sont nouées là-bas. »* (Carmen[96], informaticienne, 28 ans)

Ces soirées sont devenues également des lieux-phares pour les jeunes professionnels roumains.

Les deux groupes, à composition variable, représentent des références pour les nouveaux arrivés qui connaissent généralement leur existence, via Internet, depuis la Roumanie. Il se développe ainsi une sorte de sociabilité hybride, à la fois déterritorialisée et localisable. Cela prouve une fois de plus qu'il n'existe pas de fracture entre les mondes virtuel et réel, il s'agit plutôt du reflet d'un continuum social.

5.6.2.2. L'Ecole roumaine, un vrai incubateur communautaire

Les synergies créatrices stimulées par les débats et les discussions online ont aboutit en 2001 à un projet communautaire de grande portée : la création d'une école roumaine à Toronto. Quelques jeunes professionnels du noyau gravitant autour de Mihnea et de son site web, ayant des enfants en bas âge, ont souhaité transmettre à leurs enfants des bases culturelles solides en rapport avec leur origine, dans un cadre scolaire. Ils ont testé l'intérêt pour une telle entreprise, en lançant un débat sur le forum *Romania Online* du site *TheBans.* L'idée a trouvé un large écho au sein de la communauté roumaine. Adela, gérante du portail communautaire du site, explique comment la mobilisation autour de ce projet a pu avoir lieu :

> *« On a sondé un peu l'intérêt pour savoir si c'était une idée fiable. On a d'abord lancé un débat sur le forum et ensuite on a conçu un formulaire d'inscription en ligne ; c'était plutôt pour nous, pour connaître le nombre d'intéressés. Les informations fournies là restaient sur le site thebans, elles n'étaient pas transmises directement au ministère de l'enseignement. Ensuite nous avons fait un vrai formulaire, les parents l'ont imprimé, rempli, envoyé par la poste chez Mihnea, on a créé une base de données et Mihnea a entrepris les démarches nécessaires auprès du ministère pour ouvrir cette école. C'est ensuite le ministère qui a recruté par concours les professeurs, des Roumains qui enseignent l'histoire, la religion, la langue et la littérature roumaine. Cent trente élèves se sont présentés le premier jour d'école, c'était un vrai succès, même les représentants du ministère étaient étonnés car d'habitude il y a peut-être cinquante sur papier et seulement dix se présentent le premier jour ».* (Adela, informaticienne, 39 ans)

[96] Carmen, par ailleurs mariée et mère d'un enfant, a participé aussi à quelques sorties des Singles, histoire de connaître d'autres Roumains et de s'amuser ensemble.

En 2003, deux ans après sa création, quelques cent soixante enfants suivaient des cours de langue, d'histoire et de géographie de la Roumanie, ainsi que de religion dans cette école. Ces cours constituent ainsi des outils pour une double intégration de la deuxième génération, dans une espace bi-, voire multiculturel. En effet, les parents n'hésitent pas à projeter leurs aspirations de réinvestissement matériel et professionnel dans le pays d'origine sur une génération d'enfants éduqués dans un monde davantage cosmopolite et ouvert à l'universalisme. Ils les « entraînent » de cette sorte à la maîtrise d'une espace transnational, tout autant économique que politique. La mobilité est envisagée comme moteur de l'action et reste un capital à faire valoir à court et long terme. Mihnea expose la philosophie de cette école, qui s'appuie sur sa propre vision d'un monde cosmopolite dans lequel la mobilité et le networking constitueront les principaux capitaux des individus capables à agir à distance sans difficulté.

> *« L'Ecole roumaine a la vocation de former la génération d'enfants roumains nés en Roumanie et éduqués au Canada qui, dotés d'un capital culturel roumain maintenu vif et bons connaisseurs de l'univers canadien, libérés des frustrations des parents immigrés, seront capables d'influencer l'évolution économique de la Roumanie et de constituer une diaspora influente, connectée à la réalité roumaine. »* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Le fonctionnement de l'école a bénéficié également de l'expertise des parents d'élèves dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Une section spécifique du site web www.thebans.com a été dédiée à l'école ; elle est devenue ensuite la principale plateforme de communication entre élèves, parents et professeurs. Cette école de samedi prolonge ainsi ses activités pendant la semaine ; les professeurs ont joué aussi le jeu et se sont approprié cet instrument afin de donner une plus grande visibilité à leur activité. Ils mettent en ligne les devoirs hebdomadaires, les résultats à des concours organisés à l'école, les annonces des fêtes scolaires, etc. Un forum des élèves donne également la parole aux enfants en quête de repères identitaires. Ceux-ci évoquent leurs souvenirs liés à la Roumanie et expriment aussi leurs incertitudes, leurs découvertes et leurs inquiétudes.

Le fonctionnement de l'école a été assuré par des subventions fédérales, mais les parents font aussi des donations ; un comité des parents gère le fond de l'école, et la comptabilité des dépenses et des donations peut être consultée en toute transparence en ligne. De plus, les membres inscrits sur le site web reçoivent un bulletin hebdomadaire d'informations, synthétisant les dernières nouvelles concernant les activités de l'école, etc.

La création de l'école roumaine a constitué un grand succès, la mobilisation en ligne des parents pour créer cette école étant exemplaire. Le ministère canadien de l'enseignement a même souhaité homologuer ce système innovant de recrutement des élèves afin de l'étendre à d'autres communautés. L'école roumaine est ainsi devenue

> *« la première expérience d'école communautaire « internet-based » de l'histoire du Canada »* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Par ailleurs, cette expérience met en scène plus qu'une simple école du samedi pour les enfants roumains. En effet, elle a permis la création d'un nouvel incubateur communautaire, en fournissant un nouveau champ d'action pour le groupe de professionnels roumains gravitant autour de *TheBans*. Les cours des enfants ont constitué pour les parents le prétexte pour se rencontrer régulièrement et l'occasion de déplacer leur discussions et échanges (menés auparavant principalement à travers les forums online) dans une agora bien plus réelle. Les samedis matins, pendant les heures de cours, la grande salle d'accueil située au rez-de-chaussée du bâtiment de l'école s'était transformée en le plus important lieu de *networking* roumain de Toronto (annexe 6). Les jeunes se réunissant autour de cette agora ont mis de la sorte les bases d'un large réseau communautaire. Leurs motivations étaient de nature diverse : s'informer, promouvoir des services ciblés sur la communauté roumaine, monter des projets économiques ou tout simplement s'amuser ensemble. Le projet d'un club et d'un centre d'affaires roumains à Toronto a pris forme pendant ces rencontres hebdomadaires. Aussi, ce lieu a commencé à être fréquenté par différentes personnes ; sans forcement avoir des enfants à l'école, d'autres Roumains ont commencé à s'y intéresser, en raison du potentiel de ce rassemblement communautaire.

TheBans a réussi ainsi le défi de combler le manque de tradition et d'expérience communautaire et diasporique, en incitant les Roumains de Toronto à répondre en tant que communauté. Le projet d'une association en est le couronnement.

5.6.2.3. La création de l'Association des Roumains Canadiens (ARC)

Sans tomber dans le piège d'une vision trop enchantée quant aux conséquences de la sociabilité online, on doit remarquer qu'Internet a stimulé la participation communautaire, tout en offrant des outils pour la préservation d'un héritage culturel d'origine (langue, traditions, éducation) et le développement de réseaux. Il a entraîné également une institutionnalisation progressive du communautaire, un minimum de stabilité des échanges

culturels et politiques se formalisant au cœur de la société d'accueil. En disposant de ce que Robin Cohen (1997) appelle « an advantageous occupational profile », les membres de *TheBans* ont su profiter d'une niche créative d'organisation, dans un pays d'accueil ouvert et tolérant.

D'ailleurs, ce processus n'aurait pas pu se développer avec la même intensité et rapidité, ni avec les mêmes résultats, dans un pays européen. En effet, à l'encontre d'autres pays occidentaux, le Canada, en tant que pays d'immigration, incorpore dans son projet de légitimité l'idée de diversité. Le gouvernement canadien encourage la préservation d'une identité d'origine, individuelle et collective. On peut souligner que, d'une manière plus générale et au sein d'une société permissive à l'expression du particularisme socioculturel – l'Etat canadien étant volontairement le résultat de recomposition d'une large mosaïque culturelle – l'identification ethnique non seulement nourrit un sentiment de cohésion communautaire mais en même temps facilite, dans un rapport paradoxal, une intégration aisée à la société d'accueil. La société canadienne offre ainsi un environnement propice au développement d'un projet identitaire collectif fondé sur une culture de diaspora.

Le rôle des conditions structurelles est ici crucial pour la mise en œuvre du projet communautaire roumain. Les créateurs du site *thebans.com* ont saisi et exploité cette spécificité de la société canadienne, tout en trouvant dans l'espace virtuel un nouveau creuset identitaire, permettant le ré-captage du *« lost sense of belonging »* (Guarnizo et Smith, 1998). Le capital social accumulé online a constitué le liant assurant la crédibilité du projet communautaire et l'adhésion des Roumains à ce projet.

Le projet d'une association institutionnalisant les relations sociales, professionnelles et économiques au sein de la communauté roumaine à Toronto s'est concrétisé en décembre 2002 par la création de l'Alliance des Roumains Canadiens (ARC).

Ce projet a pu se réaliser notamment suite aux rencontres organisées régulièrement à l'école roumaine et a répondu à la nécessité des professionnels roumains de donner un autre contenu à leur regroupement. Il est aussi le signe de maturation d'une communauté dont les besoins se diversifient et représente l'accomplissement d'un processus par lequel toute migration récente passe.

Par rapport à d'autres organisations fondées sur des bases ethniques, ARC présente toutefois la spécificité de matérialiser une communauté dont les premiers contours se sont dessinés au

sein de « l'agora électronique ». Il est incontestable que ce processus a été fortement dynamisé et accéléré par le développement, en amont, d'une identité collective et d'une conscience communautaire cristallisés à partir de l'espace virtuel www.thebans.com. Elle concrétise ainsi les compétences de management communautaire développées à partir d'échanges médiatisés par ordinateur. La mobilisation à l'égard de la création de l'association ne pouvait d'ailleurs pas s'en passer.

> *« On était nombreux à nous connaître depuis les forums de TheBans, mais ensuite l'école a représenté le liant. L'idée de l'association a mûri, Mihnea* [l'initiateur du website] *a envoyé un e-mail collectif aux amis, les amis l'ont transmis à leur tour à leurs amis et ceux qui ont considéré qu'il mérite d'investir du temps dans ce projet ont envoyé les fichiers .jpg avec leurs adhésions. Ensuite ces membres fondateurs se sont réunis pour décider du spécifique de cette association. Il y avait trois propositions : (1) mettre l'accent sur le business ; (2) mettre l'accent sur l'aspect communautaire ; ou (3) se focaliser sur le soutien accordé aux nouveaux-arrivés. Tout le monde n'a pas embrassé l'idée du business car certains se seraient sentis exclus, mais finalement c'est un peu de chaque : car on fait la promotion des business des Roumains, on organise des événements communautaires et les nouveaux arrivés nous connaissent et viennent chercher des contacts et des informations ».* (Adela, informaticienne, 39 ans)

Dans ces propos on retrouve la conjugaison des trois principaux pôles du website (professionnel, communautaire et migratoire), ainsi qu'une recherche d'équilibre entre les différentes logiques des acteurs.

Dans un premier temps, Mihnea projette avec enthousiasme sa vision du *networking* comme principal support d'une communauté roumaine en réseaux, forte du capital social de ses membres ; sa philosophie repose sur l'idée de la libre circulation des ressources dans les réseaux, qui deviendraient ainsi des biens collectivement possédés. Visionnaire et riche de ses expériences dans un monde global dans lequel il est parfaitement à l'aise, il veut transformer cette association dans un organisme représentatif des Roumains au Canada, reconnu par les autorités canadiennes et roumaines. Celui-ci deviendrait alors un vrai nœud d'échanges transnationaux entre des migrants entrepreneurs et leurs pays d'origine. Pour mettre en pratique sa vision, il pense pouvoir reproduire au sein de l'ARC les modèles d'accumulation de capital social développés à travers *TheBans*, les rendre utilisables à large échelle et superposer des ressources produites online et offline ligne grâce à un principe de réciprocité généralisé.

> *« L'ARC pourrait devenir un centre de networking. T'es un* newcomer, *tu viens à l'ARC, t'as quelques rendez-vous avec des membres qui ont des* business *prospères, tu laisses un CV, une carte de visite, tu connais du monde qui pourrait te mettre en*

> *contact avec des employeurs… je fais cela depuis longtemps, mais c'est à travers TheBans que je le fais. Hier j'ai reçu quelques e-mails de quelques business roumains à Toronto qui aimerait vendre leurs services dans la communauté. Et la communauté s'est beaucoup diversifiée ces dernières années, il n'y a plus que des informaticiens et des ingénieurs, il y a les spécialistes dans les ventes de maisons, les assureurs roumains, les agences de tourisme, les magasins roumains, les dentistes et beaucoup d'autres ».* (Mihnea, programmeur, 35 ans)

Impatient de matérialiser son idée, il propose de créer un centre communautaire basé sur un concept de business, avec une dizaine d'investisseurs qui auraient pris le risque d'engager 10'000 CAD chacun pour lancer l'association. Ce fond initial aurait pu servir pour louer ou construire un siège avec des locaux polyvalents situé dans une bonne location torontoise. En revanche, les fondateurs-investisseurs auraient pu jouir du droit de véhiculer leurs intérêts d'affaires parmi les membres de l'ARC. Or, cette proposition se heurte d'emblée à beaucoup de critiques de la part des futurs membres, craignant d'être exclus des processus décisionnels et de voir ainsi limité leur accès aux ressources des réseaux communautaires.

La priorité est alors donnée à une structure associative traditionnelle et plus démocratique, où la qualité de membre est assurée par une cotisation annuelle de 50 CAD. Cette option est censée susciter une large participation. Dans cette même optique, le lancement de l'Association des Roumains Canadiens a été organisé symboliquement le 1er décembre 2002 (date qui coïncide avec la fête nationale roumaine célèbrant l'Union des trois provinces roumaines – la Valachie, la Transylvanie et la Moldavie – et la création de la Grande Roumanie le 1er décembre 1918). La première grande manifestation organisée ensuite par l'ARC a été la célébration du printemps, la fête de « Martisor », chargée d'une puissante symbolique du renouvellement chez les Roumains. Le choix de dates et d'événements rassembleurs a visé la transmission d'un message explicite quant à l'ouverture de cette organisation à tous les Roumains de Toronto, indifféremment de leur profession, de leur région d'origine ou de leur appartenance générationnelle. Des personnes extérieures au réseau TheBans ont été invitées dans le comité directeur, afin d'attirer « les amis des amis » dans des milieux divers et d'élargir ainsi le cercle des membres.

Ayant comme objectifs de « préserver et propager les valeurs culturelles roumaines, de faciliter l'intégration personnelle, professionnelle et sociale des nouveaux-arrivés dans la société canadienne et de stimuler le dialogue intra-communautaire »[97], l'ARC reflète

[97] http://www.arcweb.ca, consulté le 16 janvier 2003.

l'orientation activiste de cette nouvelle communauté réticulaire de migrants. Ses initiateurs font preuve d'une stratégie de gestion cohérente qui se reflète dans une structure associative minutieusement organisée en départements et services (développement professionnel/business, intégration, services socioculturels, finances/membres et marketing/relations publiques). Un organigramme aussi détaillé est rare pour une association ethnique et rappelle le background et les compétences du groupe d'initiative :

> *« On n'a pas pensé, c'était naturel de faire ainsi. Nous sommes tous des ingénieurs, nous avons un background commun et je ne pense pas que quelqu'un d'entre nous aurait pu penser autrement. C'était sous-entendu, on n'a pas du tout discuté ça ! »* (Corina, informaticienne, 36 ans)

Un concours de graphisme professionnel a permis le choix d'un logo suggestif, mettant en valeur la double appartenance, roumaine et canadienne, des membres de l'association. Le slogan de l'ARC « Ensemble on réussit ! »[98] indique une fois de plus le caractère instrumental du regroupement communautaire. Celui-ci devrait permettre de pérenniser les pratiques de *networking* déjà institutionnalisées à travers le site web et autour de l'école roumaine, d'associer à cette initiative d'autres groupes de Roumains pour créer un centre communautaire fort, de rendre les ressources ainsi coagulées accessibles à tous les migrants originaires de Roumanie et d'encourager une dynamique transnationale incitant des échanges économiques avec le pays d'origine.

[98] « Impreuna reusim ! », en roumain.

5.6.3. Capitalisation et partage des ressources : le transfert du capital social de Thebans vers l'ARC

« Unde-i unul nu-i putere… »[99]

La création de l'ARC va constituer un tournant dans le développement ultérieur du site *TheBans* car elle va produire, comme nous allons le voir, une translation du centre de gravité communautaire du site vers l'association.

La dynamique engendrée par le site web et l'école roumaine a produit un effet de boule de neige, attirant de nouvelles personnes désirant s'impliquer dans un projet communautaire.

> *« L'Ecole roumaine m'a prouvé que les Roumains peuvent se mettre ensemble et faire quelque chose. J'étais très sceptique à ce sujet, mais ce fait m'a donné la motivation de faire moi-même quelque chose pour la communauté, de m'impliquer dans l'association ARC* » (Corina, informaticienne, 36 ans)

Le capital symbolique de Mihnea a contribué à l'adhésion à ce projet des compatriotes hors de son réseau proche. Cette reconnaissance a permis le transfert vers la communauté d'une partie de son capital social (accumulé principalement grâce à son site Internet). L'ARC présente en plus la particularité de commencer son existence riche des réseaux, des ressources et de l'infrastructure de *TheBans*. Les bases sont alors solides pour mobiliser les membres de ces réseaux et reposer ses activités sur l'engagement garanti du noyau *TheBans*. Aussi, certaines activités initiées par *TheBans*, et notamment celles liées à l'école roumaine, seront transférées au sein de l'association. En outre, des idées et des principes développés dans les forums de discussions sont transformés en objectifs de l'association.

En même temps, en profitant de l'expérience acquise avec *TheBans*, les collaborateurs de Mihnea ont proposé un nouveau site Internet, www.arcweb.ca, en tant que principale plateforme de communication et d'interaction entre les membres de l'association. Le modèle communautaire virtuel est ainsi validé et reproduit. Avant de devenir autonome, ce site s'est d'abord développé comme un satellite de www.thebans.com, en reprenant ou renvoyant aux informations qui y sont publiées.

> *« J'ai créé une page d'impressions de voyage sur TheBans et j'en ai proposé aussi une à l'ARC. L'association ne bénéficiant pas encore d'une structure et des ressources matérielles pour aider les nouveaux arrivés, j'ai alors mis des liens vers les pages « The Newcomers Guide » et « Romanian Portal » du site*

[99] « L'union fait la force ! ». *Motto* extrait du forum *Romania online*, qui singularise les interventions du créateur de *TheBans*, en définissant ainsi son identité virtuelle et son *credo*. Ce *motto* est chargé de significations symboliques, car il s'agit d'un extrait de l'hymne roumain de l'unité, qui a marqué l'union historique des trois provinces roumaines le 1er décembre 1918.

> *www.thebans.com. L'école roumaine est aussi apparue suite aux échanges sur le site de Mihnea et maintenant on aimerait l'intégrer à l'ARC. On pourrait se demander s'il n'y a pas de conflits d'intérêt si l'ARC reprend des idées lancées sur TheBans ?»* (Adela, informaticienne, 39 ans)

En outre, une partie des pages communautaires du site www.thebans.com ont été transférées sur le site web de l'association pour renforcer son impact et sa reconnaissance dans la communauté.

Cette stratégie a voulu propulser rapidement l'association en tant que centre nodal des réseaux communautaires et rassembler les autres regroupements collectifs des Roumains à Toronto (organisations, communautés religieuses, médias, associations, etc.) autour de ses objectifs.

En même temps, comme nous allons le montrer, l'associationisme se heurte à des limites (de légitimité, de reconnaissance et de participation) que les réseaux virtuels ne connaissent pas.

5.6.4. La loi de la concurrence et l'échec d'un projet de mise en réseau des associations roumaines de Toronto

En 2002 Mihnea était identifié par différents acteurs institutionnels en tant que représentant informel de la communauté et porte-parole des intérêts des Roumains de Toronto. Par ailleurs, la stabilité économique et la reconnaissance sociale acquises dans un intervalle relativement bref de temps l'ont conforté dans la formulation d'un projet économique et politique transnational. Le militantisme communautaire représentait à ses yeux un outil pour poursuivre des projets plus ambitieux, avec une couverture plus large. Promoteur d'une image valorisée de la Roumanie et de son potentiel (humain, culturel, économique, touristique) sur Internet, il manifeste la volonté d'attirer dans cette démarche des compatriotes avec les mêmes compétences et aspirations. Il pense, entre autres, qu'avec l'ARC il pourrait mettre les bases d'une structure représentative favorisant l'affirmation d'une identité collective puissante.

De ce fait, une des premières initiatives de l'ARC consiste à présenter un projet de rassemblement communautaire essayant d'y associer des représentants ecclésiastiques, des professeurs d'universités canadiens d'origine roumaine et d'autres acteurs communautaires de Toronto (groupes et organisations, médias ethniques, associations professionnelles, etc.). Ces démarches avaient pour but de lancer un dialogue communautaire dont TheBans et l'ARC voulaient être les pivots centraux :

> *« Nous avons aussi proposé aux autres associations roumaines – l'association des professeurs d'origine roumaine, les églises roumaines, le groupe de Taclaua – de*

> *collaborer, voire de se mettre tous ensemble pour augmenter notre force, pour donner une visibilité à la communauté roumaine et pour créer des réseaux intelligents et efficaces. ARC aurait pu devenir une sorte d'organisation parapluie, structurée en départements pour que chacun puisse garder son orientation, avec un comité de personnalités reconnues et de personnes influentes. A terme, l'association serait devenue un outil de lobby pour la Roumanie auprès du gouvernement et des entrepreneurs canadiens, afin d'éveiller leur intérêt pour les produits et le marché roumains, pourquoi pas ? Mais, pour arriver à ce résultat il faut avoir une structure solide et reconnue, avec des membres connus dans les milieux d'affaires. »* (Mihnea, programmeur, 35 ans, créateur du site TheBans)

Pourtant, seulement le journal *Observatorul*, le groupe *Taclaua* et deux églises roumaines ont accueilli favorablement la proposition et se sont engagés à s'informer réciproquement et à renforcer mutuellement la visibilité de leurs activités respectives. Les autres organisations communautaires sollicitées ont manifesté de la réticence, voire de l'hostilité, à l'égard de cette initiative.

Plusieurs raisons peuvent être à l'origine de cet échec. Premièrement, ces associations sont plutôt jeunes, à la recherche de leurs propres marques. Elles craignent le fait de perdre leur identité et leurs spécificités en mettant leurs ressources à disposition de l'ARC. Ceci explique le manque de perspective, de synergies et la difficulté de mettre sur pied un large projet communautaire.

> *« Il n'y a pas de cohésion dans la communauté roumaine en général, il y a plutôt des rivalités entre des petits groupes organisés et c'est dommage car on ne réunit pas nos forces »* (Corina, informaticienne, 36 ans)

S'installe ainsi un climat de concurrence entre les différentes institutions communautaires, défavorable à un dialogue constructif pour la mise sur pied d'actions communes. L'exemple d'ACRUPO nous semble illustratif à cet égard :

> *« Il existe des différences majeures entre l'ACRUPO et l'ARC. Le site TheBans est parmi les meilleurs websites roumains, du point de vue du professionnalisme ; les informaticiens roumains sont très performants et ils sont reconnus sur le marché comme d'excellents professionnels. Seulement ils se sont laissés emportés par leur propre succès, ils s'enrichissent vite et l'argent devient la principale raison de leurs actes. Cela transparaît dans la structure et les aspirations de l'ARC qui est très orientée vers le business. Ils nous ont proposé à un moment donné de nous mettre ensemble dans une même structure, mais cela était profondément faux car les buts et l'attitude sont complètement différents entre l'ACRUPO et l'ARC. Nous avons d'autres valeurs et nos objectifs ne convergent pas »* (Alexandru, physicien, 55 ans)

En réalité, il existe toutefois une convergence de fait, ou du moins une complémentarité, entre les buts de l'ACRUPO et le projet diasporique que sous-tend l'initiative d'ARC. Si l'association des professeurs d'origine roumaine s'engage dans un projet politique de

réinvestissement des élites universitaires en Roumanie par un transfert de connaissances et d'expertises, l'ARC cherche aussi à créer une ample dynamique d'échanges (économiques et culturels) entre la Roumanie et le Canada.

Deuxièmement, le projet de l'ARC pèche certainement par une carence d'information (à l'extérieur des réseaux virtuels) et un manque d'ancrage dans le temps, qui joue en défaveur de sa reconnaissance en tant qu'instance intégrative et représentative des Roumains de Toronto, voire du Canada. Par ailleurs, la performance, le dynamisme et la rapidité avec lesquelles les jeunes professionnels se sont imposés en tant que leaders communautaires déplaisent à plus d'un. Aussi, leur réussite économique relativement rapide et le caractère instrumental de leur regroupement forgent une image d'opportunisme qui ne convient pas aux buts d'autres associations. De plus, l'impatience avec laquelle cette génération de migrants se précipite pour tracer son destin et affirmer une identité composite n'est pas sans dénoncer le statisme et les hésitations des migrants arrivés au Canada avant 1989. Or, basculer d'une logique d'isolement et de crainte à une culture du lien et de la mobilité ne peut pas s'imposer du jour au lendemain.

Troisièment, le prestige de Mihnea et du groupe de professionnels qui gravitent autour de lui n'est pas perçu positivement par tous ses compatriotes. L'identification de l'ARC avec *TheBans* ne constitue alors pas toujours un avantage. Pour certains, elle est synonyme de la crainte d'une association exclusive, qui s'adresse en priorité aux informaticiens et à une catégorie de migrants ayant réussi professionnellement et financièrement. Cette identification a constitué un frein pour d'autres catégories de migrants roumains, et cela malgré l'enthousiasme général, la volonté d'effacer les barrières et une large médiatisation des activités de l'ARC. Cette réalité est invoquée dans le récit suivant :

> *« On a choisi un bel endroit, on a invité les médias, on a exigé une tenue élégante à l'entrée, on a tout fait très professionnellement ; pour les événements suivants cela a été pareil, car on voulait montrer une image professionnelle de nous-mêmes et de notre communauté. Mais on a gagné ainsi une réputation d'élitistes qui tient certains à distance. Beaucoup de monde croit qu'il y a seulement des professionnels IT dans cette association, ceux associés à TheBans. Mais c'est faux, par exemple dans le conseil directeur de l'ARC il n'y a pas du tout de mes amis, il y a des gens extérieurs à mon réseau, connus à l'école, dans l'idée d'augmenter et diversifier le cercle car ces personnes ont accès à d'autres. J'étais persuadé que dans 6 mois on aurait facilement mille membres, qui feraient vivre cette organisation ; je me basais sur le réseau développé à travers le site, et d'ailleurs mon idée était de transférer le capital de confiance accumulé par TheBans au sein de l'association. C'est la raison pour laquelle j'ai investi autant d'énergie dans ce projet, j'étais persuadé que les gens*

> *que j'ai aidés sous une forme ou sous une autre viendraient et donneraient à leur tour un peu de leur temps et de leurs expériences… dans ma vision, cette association aurait représenté le moyen de multiplier les ressources de tout un chacun, qui aurait du fonctionner sur le principe de la réciprocité, sur un networking efficace ».* (Mihnea, programmeur, 35 ans, créateur du site TheBans)

L'appartenance des initiateurs du projet à une élite professionnelle, ainsi que la spécificité de leurs valeurs et manières de faire, ont conduit ainsi à une situation paradoxale. Car, cette même composition « élitiste » représente le principal atout de cette association qui se distingue des autres organisations ethniques par son dynamisme et une vision complexe des mécanismes d'action au niveau local et transnational.

> *« L'ARC est la première association avec un grand potentiel. Elle est encore très jeune, mais dans son comité de pilotage il y a des jeunes professionnels très dynamiques, la plupart dans le secteur de l'IT, qui ont une direction très claire, ils ont une vision ! Ils aimeraient produire une fusion avec les autres associations roumaines, pour canaliser et multiplier les ressources, on sait bien que l'unité c'est la force ! Ce qui distingue cette association d'autres regroupements de Roumains, c'est sa capacité de se rendre visible, grâce à ses actions, mais surtout grâce au site web. Elle touche ainsi un très grand nombre de Roumains, qui même s'ils ne sont pas actifs, peuvent se tenir informés, peuvent avoir des contacts et, potentiellement, peuvent être des futurs membres. »* (fonctionnaire consulaire MAE à Toronto)

Dernièrement, une confusion persistante entre l'association, les forums et les réseaux virtuels du website *TheBans* engendre une vision déformée des objectifs et des intentions de l'ARC.

> *« Il existe un très fort esprit critique sur les forums en ligne, sur Thebans, mais c'est une critique destructive et non pas constructive ; il y a sur ces forums des jeunes, pour la plupart des spécialistes IT, qui ont des exigences et des prétentions très élevées, qui ne font que critiquer ce que les autres font… ils ne sont pas très aimés dans la communauté roumaine, car ils ont créé une atmosphère trop élitiste sur ces forums… et on ne voit pas leurs visages, ce sont des gens qui ne descendent pas parmi nous, ils ne font rien pour contribuer à améliorer la qualité d'une émission de radio, de l'organisation d'un bal ! Ils ne constituent pas un élément de cohésion dans la communauté, au contraire. »* (Petru, ingénieur, réalisateur TV, 42 ans)

Dans cet ordre d'idées, les forums de discussions, laissant place à des avis et des opinions très divers, souvent critiques et contradictoires, étaient devenus en 2003-2004 le théâtre de débats, de disputes et de controverses qui ont nui à l'image de *TheBans*. L'absence de réponses directes et le faible respect des normes dans les échanges ont encouragé des formes plus extrêmes de communication (Wellman et Hampton, 1999). L'introduction d'une identification des membres par un *login* et le travail de modération de l'administrateur du website (qui procèdait au filtrage des comportements indésirables, allant de l'élimination des messages jusqu'à la limitation des droits d'accès des internautes transgresseurs, voire leur interdiction

dans le groupe) n'a pas suffi pour dissuader les « agitateurs » de provoquer l'anarchie au sein des forums *TheBans.* L'augmentation significative du nombre de personnes participantes aux interactions en ligne a rendu ce processus très difficile. Par ailleurs, chaque mesure de régulation/limitation introduite unilatéralement par l'administrateur du site a été sanctionnée par une partie des participants, étant jugée comme discriminatoire. Par contre, on a pu observer l'exercice d'un contrôle social par le groupe même. Des interactions très vives provoquées par les *threads* instigateurs, voire malveillants, ont sanctionné sans délai chaque dérapage. L'opinion de certains participants assidus aux forums ayant acquis un prestige positif dans le groupe[100], est expressément sollicitée dans de telles situations. Leur intervention a été parfois plus efficace que celle du modérateur.

De cette façon, la crédibilité du site web en tant que lieu de cohésion et d'unité des migrants roumains a été peu à peu compromise et contestée à cause d'un certain nombre de discordes « virtuelles ». L'anonymat qui crée le confort et la mise en confiance des participants aux forums, a constitué également une source de suspicion pour les observateurs extérieurs des dynamiques virtuelles.

> *« Il est difficile de savoir qui parmi ceux qui sont très actifs dans les forums de discussions le sont aussi dans la communauté, à cause de l'anonymat et des noms d'emprunt (nicknames). Ils sont tous très soucieux de bien cacher leur identité. Mais les participants aux forums sont aussi nombreux à donner des conseils utiles et constructifs. Je suis persuadée qu'ils aident aussi en réalité, pourquoi ils perdraient le temps à répondre à ceux dans le besoin et n'iraient pas aussi chercher quelqu'un à l'aéroport ?* » (Adela, informaticienne, 39 ans)

Paradoxalement, il se généralise ainsi, à tort et à travers, l'image d'un groupe élitiste formé d'informaticiens se tenant à l'écart des activités communautaires, qui se contentent de « commenter », voir de « critiquer » les initiatives des autres, tout en restant enfermés dans un monde déconnecté de la réalité. Cette représentation s'est propagée avec rapidité parmi certaines catégories de migrants roumains, jaloux des avantages produits par les différences de ressources et de statut sociaux.

> *« Mon score à l'entrée en tant qu'ingénieur agronome était tout aussi bon qu'un score d'informaticien. Mais il y a eu une période où les informaticiens étaient très recherchés sur le marché, ils trouvaient tout de suite des emplois bien rémunérés. Ils*

[100] L'anonymat et la possibilité de simuler des identités différentes dans les interactions en ligne n'empêchent pas le repérage d'éléments qui contribuent à la création d'une identité « virtuelle ». Parmi ces éléments se trouvent, par exemple, le nom du compte, les surnoms, le contenu et le style des messages envoyés, la signature (certains choisissent des brefs motto ou crédo pour signer leurs contributions aux débats). La réputation des participants aux forums découle de leur crédibilité (*accountability)* qui est assisse sur ces éléments (Kollock et Smith, 1999).

> *étaient bons, mais ce succès leur est monté à la tête, ils n'ont pas commencé depuis tout en bas comme les autres. Et cela se voit dans la communauté, ils restent parmi ceux qui ont des revenus au-dessus de la moyenne et ne se mélangent pas avec les autres. »* (Robert, assureur, ingénieur agronome en Roumanie, 35 ans)

A partir de ces perceptions controversées, les polémiques autour du rôle de Mihnea et de son site en tant que véritable liant de la communauté roumaine à Toronto se sont multipliées. L'ARC a hérité de la sorte de certaines réticences et animosités dues au rapprochement avec *TheBans.*

Par ailleurs, ce rapprochement tient aussi à l'écart une partie importante de migrants installés au Canada avant 1989. D'une part, ceux-ci ne disposent pas de la même aisance dans la maîtrise des outils modernes d'information et de communication. D'autre part, ils ont de la peine à accepter la réussite rapide des jeunes, s'érigeant trop brusquement en leaders.

> *« Il existe cette idée de rupture, de concurrence… certaines associations qui datent depuis plus longtemps (ou plutôt leurs leaders qui sont des gens animés par de bons projets, mais d'une autre génération), n'ont pas pu s'adapter aux moyens modernes : Internet, d'autres types de communication, le pragmatisme des jeunes. Ils sont restés nostalgiques, trop fixés sur les traditions populaires, sur des actions culturelles traditionnelles, sans la capacité de s'ouvrir vers les outils modernes, la médiatisation, l'Internet. Il y a un décalage, un clivage, qu'aucune des deux catégories n'a pas su dépasser. Les plus âgés n'ont pas trouvé la flexibilité pour accorder aux jeunes le mérite de leur dynamisme et partager avec eux leur expérience ; et les jeunes, incapables de reconnaître les types antérieurs d'activités, n'ont pas su apprécier les valeurs et les contributions de leurs prédécesseurs. La symbiose ne s'est pas produite. Il n'y a pas eu de conflit ouvert, mais il n'y a pas eu de véritable réunion non plus. Il s'agit de deux moments de l'émigration roumaine qui sont restés d'une certaine manière en rupture, ce qui n'a pas aidé la cohésion de la communauté »* (fonctionnaire consulaire MAE à Toronto)

Cette distinction met en évidence une fois de plus les clivages qui séparent les différentes vagues migratoires. Ils existent des incompatibilités indéniables entre d'un côté, la nouvelle génération qui transforme sa capacité d'être mobile et d'agir dans un monde global en ses atouts ; et, de l'autre côté, les migrants d'avant 1989, dont les repères identitaires sont plus rigides, ancrés dans des réalités territoriales, culturelles et politiques plus figées. Ces générations manifestent des besoins différents d'expression et de reconnaissance, qui impliquent des formes distinctes d'autorité et de leadership.

Une mentalité encore trop parcellisée – d'une part de ces deux générations, d'autre part des différentes catégories socioprofessionnelles des migrants de la nouvelle vague – empêche

l'émergence d'une vision globale et d'une volonté d'action commune. Chacun se contente d'accuser l'autre, inconscient de sa propre myopie :

> *« Les gens ne sont pas des visionnaires, ils ont tous leur ego et croient que je veux les déposséder de leurs projets, ils ne peuvent pas mettre l'intérêt collectif avant l'intérêt personnel et voir le potentiel d'une telle entreprise »* (Mihnea, programmeur, 35 ans, créateur du site TheBans)

Suite à cette réception peu enthousiaste du projet intégratif, l'ARC a revu ses objectifs à la baisse, se concentrant sur le développement d'activités communautaires et s'adressant prioritairement aux membres de l'association pour répondre à leurs besoins.

5.6.5. La dissolution de www.thebans.com et la récupération d'expériences et de ressources migratoires et communautaires à travers le site www.romanianstoronto.ca

« Le roi est mort, vive le roi ! »

En 2005, après un transfert temporaire des forums et du contenu des portails communautaires du website www.thebans.com sur le site www.servus.ca, Mihnea décide de se retirer de toute action visible dans la communauté. D'une part, ses attentes concernant le réinvestissement collectif du capital social produit et accumulé en ligne se sont avérées surdimensionnées. D'autre part, le capital social qu'il a créé pour la communauté est à double tranchant, lui attirant autant de prestige que de jalousies ou de rancunes. Il est rebuté aussi par l'ampleur des bruits qui prennent forme autour de sa personne et de soi-disant bénéfices financiers qu'il aurait retirés du fonctionnement de son site. Il découvre ainsi que la popularité dont il jouit parmi les migrants roumains, tout en renforçant la reconnaissance de son pouvoir et de son statut de leader, peut aussi desservir ses projets communautaires, voire transnationaux.

> *« Je me suis rendu compte que la notoriété a aussi un côté négatif. C'était merveilleux quand je pouvais aider les gens à trouver du travail ; je recevais ensuite un e-mail de remerciements mais tout s'arrêtait là. Ils n'ont pas joué le jeu à leur tour, pour aider les autres et donner de leur temps et de leur énergie pour la communauté roumaine. »*

Contrariés par ce manque de réciprocité dans la circulation des ressources, Mihnea et sa femme décident de garder le site web www.thebans.com uniquement en tant que vitrine de leurs activités professionnelles. Usés par un investissement total et sans relâche, pendant dix ans, pour créer des bases communautaires solides, ils abandonnent – non sans regrets et amertume – ce projet. Riches de leurs expériences, ils vont mettre à profit les ressources de leurs réseaux sociaux pour accomplir un autre défi, celui d'un nouveau parcours migratoire

qui va les amener encore vers d'autres horizons. La trajectoire cosmopolite de ces migrants fera l'objet d'une autre analyse (voir chapitre 7.2.2).

Néanmoins, la dissolution du portail communautaire de www.thebans.com ne signifie nullement la perte de l'expertise migratoire et communautaire accumulée en ligne pendant près de dix ans grâce à ses forums de discussions et à la mise en commun d'expériences.

Cette expertise a été entièrement récupérée et reproduite au sein de l'ARC. Le website de l'association ARC (www.arcweb.ca entre 2003 et 2006, transféré ensuite sur www.romanianstoronto.ca depuis 2006) continue de fournir le même type de ressources, enrichies d'une dynamique d'interaction communautaire « en vrai », à travers les structures de l'association. Un forum de discussions, géré par une équipe de modérateurs, recrée l'agora virtuelle dans laquelle tout un chacun est libre de s'exprimer et de participer avec ses propres expériences et perceptions à la production collective d'une connaissance migratoire complexe.

Ecole roumaine

Les premiers pas

Romanian directory

Le café de vendredi

Bulletin roumain

Le club IT

Le club d'échecs

Ciresarii

Le club des enfants

Le club de randonnée

Singles club

Le club de tennis de table

La structure du site recoupe les activités proposées au sein de l'association. Le slogan « *Give back to the community* : comment traduirait-on cela en roumain ?» et le logo qui figure sur la

page d'accueil du site www.romanianstoronto.ca annonce la couleur : la communauté t'aide pour que tu l'aides à ton tour[101] ! En promouvant le même principe de la réciprocité généralisé dans une structure horizontale, il est intéressant de constater que là où *TheBans* a échoué, ARC et son site Internet semblent réussir.

En récupérant le célèbre *The Bans Newcomer Guide to Toronto*, la partie « Les premiers pas au Canada » de ce site propose une information riche et complète sur un nombre immense d'aspects de la vie du migrant au Canada : astuces pour chercher du travail, agences de recrutement, assurances auto, assurance-vie, assurance médicale, quartiers avec une forte population de Roumains, carte des immeubles gérés par des Roumains[102], zones à éviter à Toronto, différences de la vie sociale au Canada, système d'enseignement canadien et ses imperfections, protection de la femme et de l'enfant, système médical et ses imperfections, rôle du volontariat dans la société canadienne et dans la communauté roumaine, estimation des dépenses mensuelles, moyens les plus avantageux pour garder le contact avec la famille restée en Roumanie, conditions dans lesquelles les enfants peuvent voyager seuls en Roumanie, alimentation, magasins spécifiques, mythes et vérités de la vie du migrant roumain au Canada, etc.

Cette section du site web est consolidée par un programme gratuit de conseils et d'aide adressés aux nouveaux arrivés au Canada valorisant l'expérience migratoire collective accumulé au fil du temps. Une équipe de bénévoles, membres de l'association et anciens participants assidus aux forums de discussions *TheBans,* gère ce programme. Elle organise régulièrement un séminaire d'information pour les nouveaux arrivés, et propose les types d'aide suivants : recherche d'un premier logement pour le futur migrant, avec recommandation et mise en contact auprès d'une gérance ou d'un propriétaire immobilier ; location d'une voiture pour le chercher à l'aéroport à son arrivée ; réponse à des questions plus spécifiques par email ; mise en contact du futur migrant avec d'autres Roumains disposés à l'aider ou à le conseiller dans les domaines du web programming, finances/crédits, du système d'éducation universitaire, ingénierie, transport depuis l'aéroport, accueil des nouveaux arrivés à Guelph, etc.

---

[101] Dans l'imaginaire populaire, les Roumains sont réputés pour leur manque de cohésion et de solidarité. Un proverbe ancien « Que la chèvre de mon voisin meurt aussi ! » illustre l'esprit jaloux et envieux du Roumain qui, au lieu de souhaiter partager son succès avec l'autrui, préfère voir son malheur gagnant aussi les autres. Un autre *motto* du site – « Que la chèvre du voisin vive aussi ! » (« Traiasca si capra vecinului » !) – est illustratif de la volonté de l'association à vouloir renverser cette image.

[102] Une liste de 25 immeubles gérés par des superintendants roumains et/ou habités en grandes proportions par des Roumains figure sur le site internet, avec une carte indiquant les quartiers à forte densité roumaine (annexes 7 et 8).

Le groupe *Taclaua* a intégré l'association et poursuit ses rencontres hebdomadaires sous le nom générique « Le café de vendredi ». Le noyau initial de ce groupe régit aussi le programme « Les premiers pas au Canada ». Les professionnels membres de ce groupe ont trouvé ainsi une structure permettant de concrétiser leurs initiatives et de fournir un support plus formel aux nouveaux arrivés.

L'école roumaine est devenue l'image de marque de l'ARC. Deux autres « écoles du samedi » ont ouvert leurs portes aux élèves roumains, dans deux lieux différents (liés à l'implantation roumaine sur le territoire torontois).

Le département social de l'ARC propose aussi, au sein d'un club des aînés (les grands-parents), des activités à l'intention d'une nouvelle catégorie de migrants roumains, retraités, dont la présence au Canada pour des périodes assez longues prend toujours plus d'ampleur. Ces activités répondent ainsi à un besoin identifié et formulé très tôt par les initiateurs de l'ARC.

Le « Répertoire roumain » est né en prolongement du Romanian Business Network. La base des données créée par *TheBans* a été complétée avec les adresses de nombreux commerces roumains. Cette base des données constitue un répertoire virtuel de type annuaire « pages jaunes » des Roumains de Toronto et réunit les coordonnées d'entreprises et d'associations roumaines de la région de Toronto dans les domaines suivants : agents immobiliers (25 entreprises), agences de voyages (6), apiculture (2), art (2), assurances (13), associations et organisations roumaines (11), audio – vidéo (2), réparations et ventes auto (10), avocats (14), églises (18), maisons d'éditions et de distribution (1), coiffure et cosmétique (7), consultance et services IT (9), comptabilité (4), culture (1), danse sportive (1), discothèques (1), éducation – écoles et garderies (6), films et production vidéo (2), finances – consultances – investissements (17), fleurs (1), photographie (3), inspection d'immeubles (1), chauffage (2), moniteurs auto (6), aménagements, décorations et rénovations (17), magasins roumains (10), massage (1), médecins de famille (6), médecins homéopathes (3), médecins stomatologues (16), médecins vétérinaires (1), médecine alternative (4), opticiens (1), développement personnel (1), journaux et publications (6), radio et TV (3), restaurants (3), sport (2), traducteurs (9), transport (2), configuration de sites Internet (web design) (12)[103].

[103] Etat au 13 novembre 2006.

Le site web de l'ARC a hérité aussi de la popularité du site *TheBans*. Son ascension très rapide (dans l'intervalle d'une année, depuis août 2006 et jusqu'en septembre 2007, il compte environ sept millions de visiteurs, avec une moyenne de quinze mille pages consultées quotidiennement) témoigne d'un réel besoin et d'une reconnaissance incontestable de l'utilité des ressources ainsi offertes.

Des sondages d'opinion en ligne sont régulièrement lancés par les gérants du site. Ces sondages visent à tester, d'une part, l'adhésion des internautes à certaines initiatives de l'ARC ; de l'autre, ils récupèrent les sujets et les questions alimentant les polémiques sur les forums de discussion afin de pondérer les excès et désamorcer d'éventuels conflits par une prise de position démocratique[104].

L'exemple de l'ARC prouve que le modèle migratoire, communautaire et diasporique lancé par Mihnea à travers son site Internet se poursuit, en se complexifiant. Sa contribution majeure pour la cohésion d'une identité collective est ainsi reproduite et capitalisée à travers des expériences communautaires cumulatives.

5.7. Une première conclusion : Internet – une ressource migratoire révolutionnaire ?

Cette étude de cas a permis de mettre en évidence les transformations des modèles migratoires à l'ère du numérique. Les TIC et notamment Internet s'avèrent être à l'origine de l'activation de nouveaux espaces réticulaires au service des migrants, supports dynamiques d'échanges intenses et complexes. Elles constituent des moyens efficaces et appropriés à une transnationalisation accélérée des pratiques professionnelles, culturelles, sociales, économiques ou politiques des migrants hautement qualifiés.

La recherche a montré que les stratégies novatrices d'instrumentalisation de l'espace virtuel en situation migratoire sont à l'origine d'un processus dynamique de reproduction des « savoir-circuler » et des capitaux (social, humain, culturel et matériel). Les pratiques et les liens sociaux en ligne des migrants acquièrent une fonction intégrative, l'espace virtuel devenant un

[104] En voici quelques exemples (état au 7 mai 2007):
- « Seriez-vous affecté si vous deviez renoncer à une des vos citoyennetés ? » : pas du tout (22%), d'une certaine manière (29%), beaucoup (49%) (sur 455 votes exprimés).
- « Si vous étiez obligés, à quelle citoyenneté renonceriez-vous ? » : roumaine (65%) canadienne (35%) (sur 107 votes exprimés).
- « Seriez-vous d'accord de donner 3 CAD par mois pour le fonctionnement d'un petit centre communautaire ? » : oui (93%), non (7%) (sur 190 votes exprimés).
- « avez-vous aidé ou avez-vous été aidé par des Roumains au Canada ? » : j'ai aidé et j'ai été aidé (88%) ; j'ai aidé mais je ne veux plus aider (6%) ; je ne le fais pas par principe (6%) (sur 316 votes exprimés).

espace social intermédiaire, c'est-à-dire, « a space that is both place-centered, in that it is embedded in particular and strategic locations, and it is transterritorial because it connects sites that are not geographically proximate yet are intensely connected to each other » (Sassen, 2000 : 151). Cet espace facilite l'initiation aux réalités sociales, culturelles et professionnelles du pays d'accueil. Outil-clé dans le triangle mobilité – communication – connexion, Internet a constitué pour les informaticiens roumains la meilleure plate-forme pour la mise en commun d'expériences migratoires. En facilitant la transmission d'un patrimoine migratoire et la constitution d'un collectif circulatoire (Tarrius, 2001a) qui fédère les « savoir-circuler » par l'effet d'émergence d'une mémoire collective de la migration de date récente, l'espace virtuel contribue à l'émergence d'un nouveau corps social transnational et devient potentiellement le nouveau territoire des diasporas modernes. Il se révèle comme un nouveau type d'espace social de communication, d'activisme et de socialisation, avec des conséquences sociales et culturelles significatives. Cette agora virtuelle performante est investie d'un potentiel cumulatif de créativité et de développement.

A travers ces nouveaux media, migrants et non-migrants se projettent et se réinventent dans un monde global, leurs manières d'être ensemble à distance connaissant un bouleversement remarquable. L'émergence des espaces-ponts (*bridgespaces*) dans l'espace virtuel facilite l'adoption d'un style de vie avec des racines dans des lieux multiples (Adams et Ghose, 2003). L'interconnectivité médiatisée par ordinateur représente de ce fait une clé d'analyse indispensable à la compréhension de la dynamique de reconstruction du lien social en situation migratoire, y compris les fractures sociales et générationnelles qu'elle peut engendrer.

En même temps, l'espace virtuel constitue un espace d'innovation et d'expérimentation sociale de nature dialogique. D'une part, il favorise l'émergence de nouvelles sphères publiques permettant la mise en commun de ressources, la définition d'objectifs et le dessin de formes d'action collectifs ; d'autre part, l'absence de standardisation et le faible contrôle social qui s'exerce dans les communautés virtuelles donnent lieu à une fragmentation qui accentue la différenciation sociale. Même si l'accès à Internet s'est largement démocratisé au fils des années et ce nouveau média se distingue par rapport aux médias traditionnels par son caractère décentralisé, participatif, non-régulé et égalitaire (Bernal, 2006), il engendre aussi de nouvelles inégalités. La production de son contenu reste ainsi l'apanage d'une population éduquée, ayant certaines compétences techniques.

5.7.1. Internet – principale source de capital social en situation migratoire

Les caractéristiques des TIC en tant qu'outils de production, reproduction et conversion du capital social en situation migratoire se conjuguent sur trois niveaux : individuel, public et communautaire. Ces niveaux correspondent à trois registres différents du lien social : le capital réseau des individus (ou leurs contacts sociaux), l'engagement civique (ou les réseaux sociaux organisés) et le sens ou l'attitude communautaire (ou le militantisme associatif) (Quan-Haase et Wellman, 2002).

Au niveau de l'individu, un usage assidu de l'Internet en situation migratoire a permis de diversifier et de croiser les sources d'information, d'apprivoiser à distance des univers sociaux inconnus et lointains, de multiplier ses chances à accéder à des personnes-ressources, de se connecter à des réseaux migratoires, professionnels et communautaires et d'alimenter ainsi une culture du lien qui devient la principale stratégie migratoire utilisée par les professionnels roumains. Les liens sociaux tissés grâce à Internet étant principalement des liens faibles, ils possèdent la capacité de fournir des ressources non-redondantes et des solutions innovantes. Ces modalités novatrices de reproduction du capital social ont conduit à une multiplication et à une valorisation optimale des ressources sociales des migrants roumains.

Au niveau collectif, les réseaux migratoires constitués à partir de l'espace virtuel *TheBans.com* sont devenus progressivement des environnements d'apprentissage social, concentrant une expertise migratoire inégalable par aucune autre source. Les réseaux virtuels ont fonctionné comme des réseaux d'échange de pratiques et de connaissances, dans lesquels circule une expertise composée de savoirs explicites et tacites. Ce sont les savoirs tacites intégrés aux pratiques et aux expériences personnelles qui contribuent à enrichir le savoir migratoire collectif véhiculé par ces réseaux. Par ailleurs, le support fourni en première instance par les membres des réseaux virtuels est généré par une sorte d'obligation morale qui découle de leur socialisation commune et de leurs expériences migratoires similaires. Ensuite, au fur et à mesure que les migrants développent leurs propres racines dans la société canadienne, les réseaux se reconfigurent autour d'affinités, d'intérêts et de buts plus sélectifs.

En fournissant les moyens d'une communication peu coûteuse, à la fois asynchrone et instantanée, les TIC produisent ainsi une transformation majeure des liens sociaux et des formes d'implication civique, transférés en dehors des solidarités locales, de groupe, basés sur la proximité géographique et sociale, vers des réseaux sociaux plus dispersés spatialement,

basés sur des modèles d'intérêts conjoncturels (Quan-Haase et Wellman, 2002 ; Wellman, 2001). La connectivité globale est au service d'actions locales, tout aussi bien que d'activités transnationales ; la façon dont on utilise les TIC remet ainsi en question les conceptions traditionnelles de l'espace et du temps, en formulant des nouveaux défis pour l'organisation sociale. Ces technologies jouent aussi un rôle de catalyseur pour l'émergence de nouveaux modes de reproduction de relations sociales. Ces modes, fluctuants, duals et ambivalents dans leur nature, dépouillés d'une obligation d'engagement mutuel et symétrique, sont susceptibes d'encourager une collaboration sociale informelle basée sur une réciprocité ouverte. Les TIC génèrent ainsi de nouveaux modèles de création et d'appropriation du capital social.

5.7.2. Ouvertures et limites de la production de capital social online

L'étude des dynamiques migratoires et communautaires entraînées par le biais du site Internet www.thebans.com a permis de comprendre l'ampleur et la complexité des impacts qu'un tel environnement social, déterritorialisé et démocratique a eu sur les processus migratoires récents des Roumains au Canada. L'analyse des impacts des TIC sur la reproduction du capital social en situation migratoire a montré la variabilité de l'accès à des ressources migratoires, sociales et professionnelles, en fonction de plusieurs facteurs : la socialisation du migrant aux TIC, le capital dont il est porteur au départ, son rôle et sa position dans les réseaux dont il est membre, les normes qui régulent les échanges dans le réseau. Ces facteurs influencent le volume et la qualité des ressources auxquelles le migrant peut avoir accès grâce à des liens sociaux médiatisés par ordinateur, les modalités de combinaison des relations sociales online et offline et les implications du fonctionnement des réseaux virtuels sur l'organisation sociale (Wellman et Hampton, 1999). Cette étude de cas a mis en évidence que si l'espace virtuel représente un environnement particulièrement propice pour la multiplication des liens faibles fournissant des réponses promptes et spécifiques aux besoins individualisés des migrants, et qu'il crée les conditions d'émergence des collectifs migratoires et communautaires, il a toutefois certaines limites dans la mobilisation autour d'un projet d'envergure exigeant une forte cohésion sociale.

Ce constat rappelle la critique de Portes et Landolt (1996) quant à l'usage du concept de capital social dans des contextes (et avec des finalités) exclusivement positifs. Les auteurs observaient dans un premier temps que les mêmes relations sociales qui permettent à un individu de mobiliser des ressources peuvent également entraîner des obligations envers les

autres membres du réseau (Portes et Landolt, 1996). Les normes implicites qui règlent les échanges pourraient encore imposer des contraintes à l'innovation et à l'entreprenariat individuel. Ils révélaient ensuite la tendance à confondre les sources du capital social avec les bénéfices qui dérivent d'elles. Ce fait conduit à un raisonnement circulaire, car la présence du capital social est souvent issue des ressources qu'un individu ou un groupe obtiennent. Pour que le capital social ait une valeur, il importe de savoir et pouvoir mobiliser les ressources circulant dans les réseaux sociaux, indépendamment de leur qualité. Troisièmement, Portes et Landolt attiraient l'attention sur le fait que trop souvent les chercheurs en sciences sociales se concentrent exclusivement sur les effets positifs de la participation associative, sans soulever les possibles implications négatives. Ils suggèrent que la participation sociale et la confiance réciproque représentent des sources positives d'accumulation du capital social, à condition de faire attention aux types de ressources obtenues, aux exclus et aux demandes de réciprocité. Par exemple, les liens forts qui relient les membres des réseaux fermés sont généralement exclusifs et les ressources qui en sont véhiculées deviennent difficilement accessibles aux « outsiders ». En découle d'ici l'idée d'évaluer le capital social à partir de la différence entre les bénéfices que l'appartenance au réseau pourrait produire et les obligations sociales auxquelles l'individu est contraint par cette même appartenance.

5.7.2.1. La position dans le réseau : une clé de lecture des processus de production de capital social

Cet éclairage nous semble utile pour discuter l'échec du projet de rassemblement de différents groupes associatifs autour de l'ARC. A partir de l'histoire de Mihnea, acteur-clé dans les dynamiques migratoires des informaticiens roumains, nous aimerions analyser ici l'impact de la position de l'acteur dans le réseau sur sa capacité d'agir, car elle occupe une place particulièrement importante dans la compréhension des mécanismes de production de capital social. Cette position définit les opportunités dont le migrant bénéficie et les contraintes pesant sur ses actions. Elle détermine sa capacité à répondre aux attentes implicites de réciprocité qui lui sont adressées et joue un rôle essentiel dans l'allocation des ressources dans le système.

Plusieurs indicateurs de position sont à prendre en compte. Premièrement, le *prestige* ou la *visibilité* de l'acteur, mesuré par la centralité de l'acteur dans le réseau (Freeman, 1979). Fortement connecté aux autres, Mihnea occupe une position centrale dans le réseau. Il est très

sollicité et donc plus populaire que tous les autres membres des réseaux (virtuels, professionnels, communautaires) dont il fait partie. Mais sa popularité est inégalement répartie dans les réseaux et entraîne des asymétries et des inégalités de prestige et d'autorité.

Deuxièmement, la position des acteurs dans le réseau est aussi en lien direct avec la *cohésion* du réseau. Plus le réseau est dense et plus les contacts et les interactions se multiplient, plus la pression exercée par la structure sur ses membres est forte. Or, les réseaux virtuels sont des réseaux ouverts, à configuration variable ; les acteurs sont libres d'entrer et de sortir dans ces réseaux à leur propre gré. De ce fait, la densité des réseaux virtuels (c'est-à-dire la proportion de liens établis par rapport aux liens possibles) est fluctuante, ce qui entraîne une faible normativité. La cohésion est également un indicateur de redondance, car des contacts fortement connectés les uns aux autres apportent très vraisemblablement les mêmes informations, procurant donc les mêmes bénéfices (Burt, 1992, 1995).

Troisièmement, l'*autonomie* est un autre indice de la position de l'acteur dans le réseau. Inversement proportionnelle à la contrainte qui pèse sur l'acteur, elle indique la capacité stratégique d'action dont dispose l'acteur. Le capital social de ce dernier est fonction de son degré d'autonomie ; l'action sociale dépendra alors de la capacité de l'acteur à poursuivre une finalité nécessitant une compétition ou une coopération entre les membres du réseau, ce qui renvoie aux attentes et aux obligations réciproques.

Un dernier indicateur est fonction des profils relationnels des acteurs dans le système (c'est-à-dire leurs relations avec le reste du système). Il rappelle *l'équivalence structurelle* de deux acteurs avec un même profil relationnel (Burt, 1992). Or, Mihnea occupe une position sans équivalence dans ses réseaux ; il est particulièrement bien placé pour en interconnecter d'autres plus distants.

Ces différents indicateurs de position permettent de mieux comprendre comment fonctionnent les réseaux virtuels des migrants, à la lumière de la théorie des trous structuraux de Ronald Burt (1992). Cette théorie met en évidence que le capital social « n'est pas réductible au simple volume de contacts d'un individu » (Degenne et Forsé, 1994), mais de sa capacité à relier des acteurs ou des groupes non redondants, fonction du nombre de trous structuraux dans son réseau. Ainsi, un individu faiblement connecté, mais indispensable en tant qu'intermédiaire dans les échanges des autres acteurs, possèdera un capital social élevé. Il occupera une position importante dans la hiérarchie du réseau, avec une contrainte plutôt

faible. Les bénéfices seront par ailleurs maximisés dans un réseau étendu de contacts non redondants. La diversification du réseau de l'acteur a un effet immédiat sur la contrainte qui pèse sur l'acteur et la hiérarchie dans le réseau (Burt, 1992). Dans cette perspective, il faut remarquer que, de par ses multiples contacts à l'intérieur et à l'extérieur des réseaux des migrants roumains, Mihnea occupe une position d'expert, centrale au fonctionnement de ces réseaux. Il joue le rôle de pont en comblant les « lacunes » ou les « trous » structuraux des réseaux sociaux (Burt, 1992, 2000) et il a un accès privilégié à un cumul de ressources inaccessibles à d'autres dans leur totalité. Sa position-clé est d'ailleurs auto réplicative : plus il est reconnu, plus il multiplie les liens sociaux ; plus il multiplie les contacts sociaux, plus il accumule des ressources ; et plus il accumule des ressources, plus il renforce son prestige et sa notoriété.

Sans disposer des données spécifiquement recueillies pour tester la validité de la théorie de Ronald Burt (1992) dans le contexte qui est le nôtre, nous considérons toutefois qu'elle peut servir pour déchiffrer les blocages liés au contrôle des ressources et aux normes qui régissent leur circulation.

5.7.2.2. Quelques facteurs explicatifs de la mise en échec du projet rassembleur de l'ARC

Plusieurs facteurs expliquent le demi-échec de l'ARC dans sa tentative de rassembler un grand nombre d'acteurs autour d'un projet communautaire et diasporique collectif. Premièrement, en projetant ses attentes de réciprocité et d'activisme sur l'ensemble des membres de ses réseaux, Mihnea émet une exigence inattendue pour une grande partie des migrants qui, à un moment ou un autre, ont bénéficié des ressources véhiculées à travers son site Internet. Tout d'abord, ils peuvent ne pas disposer de ressources à donner en retour ; n'oublions pas qu'il s'agit souvent des nouveaux arrivés dans des situations sociales et professionnelles encore incertaines, voire précaires. Ensuite, ce projet peut ne pas correspondre aux aspirations d'une majorité de migrants roumains au Canada dont les attentes et les ressources se dirigent vers des projets individuels ancrés dans l'immédiat. Préoccupés de consolider leur statut au sein de la société d'accueil et d'acquérir une meilleure qualité de vie, ces migrants réservent ainsi un accueil mitigé aux initiatives de l'ARC. Enfin, l'attente formulée à leur égard est perçue comme l'obligation de rendre une dette. Or, la plupart des migrants ne se sentent liés par aucun contrat à une obligation de participation à une forme associative qui exige une autre forme d'investissement. Ceci est contraire au principe du don

qui régit les échanges online (et justifie l'acte de donner en retour sans obligation, dans une logique de réciprocité).

Ce constat nous amène à analyser un deuxième facteur, lié à la faible normativité qui caractérise les échanges dans des réseaux virtuels. Il convient de souligner ici l'existence des différences fondamentales entre le fonctionnement des réseaux médiatisés par ordinateur et les manières d'être dans des groupes traditionnels, et conséquemment entre les processus de reproduction de capital social online et offline. L'espace virtuel renforce l'habileté de se connecter à un grand nombre d'activités ou de milieux sociaux, tout en diminuant le degré d'implication des acteurs (Wellman et Hampton, 1999). Ceci s'explique par le fait que les pratiques virtuelles reposent sur des engagements irréguliers, instrumentaux et plus flexibles. Les ressources produites dans ces interactions sont dès lors plus diverses, et leur production est accélérée et multipliée grâce à l'instantanéité des échanges. La participation dans des réseaux virtuels conduit à une diversification des choix et des opportunités, à un élargissement de l'univers des possibles, tout en diminuant la pression des normes d'appartenance au groupe (Wellman et Hampton, 1999). En même temps, les petits actes de soutien sont faits en toute transparence, ce qui perpétue une image d'assistance mutuelle : « the person I help may never be in position to help me, but someone else might be » (Rheingold, 1993). L'attachement au groupe est lié aux normes de réciprocité généralisée, mais les réseaux sociaux développés en ligne restent des réseaux fluctuants. Les contacts établis à distance produisent un réseau de sociabilité qui semble actif à tout instant car la population branchée n'est pas une et indivisible. Les relations gardées en ligne sont cependant intermittentes, spécialisées et variables en intensité, mobilisées selon les ressources à acquérir.

Ceci rappelle l'effet de libre redistribution des ressources, propre au fonctionnement des réseaux sociaux online. Internet étant un milieu ouvert et démocratique, il permet une circulation des informations et des ressources qui deviennent instantanément accessibles aux membres des réseaux virtuels (forums, chats, etc.). Son architecture ne permet pas au titulaire du réseau de s'opposer aux innovations et aux contenus qu'il n'agrée pas. Selon le principe end-to-end, tout un chacun pourra bénéficier du bien collectif créé par la mise en commun des ressources dans le réseau (Rheingold, 2002). Les migrants fraîchement arrivés ont eu ainsi un accès facile à des ressources variées, sans ressentir la pression d'une attente de réciprocité. Par conséquent, Mihnea voit diminuer sa capacité de contrôle sur l'information qui transite son site (malgré ses tentatives de modération des forums), ce qui mine parfois sa crédibilité et

le met dans des situations délicates. Il se sent dépossédé en quelque sorte d'une partie de son travail et de son investissement ; en même temps, selon le principe de l'« open source », les participants aux forums revendiquent et défendent leurs droits de co-auteurs et de co-bénéficiaires des ressources véhiculées par le site. Ils mettent ainsi en question le rôle de Mihnea, pourtant créateur et principal moteur du site et de tous les réseaux qui fonctionnent autour de lui (y inclus l'école roumaine et l'association ARC). La question de l'anonymat rend cette situation conflictuelle, des discussions dénigrantes étant souvent alimentées par les mêmes personnes qui se cachent sous plusieurs identités virtuelles.

De plus, si un réseau de grande taille, très diversifié, représente la garantie d'un accès à une large gamme de ressources, l'élargissement du réseau favorise aussi l'augmentation de la redondance, et par conséquent la diminution de son efficacité. Ainsi, il nous semble qu'au fur et à mesure que les réseaux se tissant autour de Mihnea et de son site Internet prennent de l'ampleur en se diversifiant, son capital social n'y est plus alimenté.

En troisième lieu, la constitution de réseaux de confiance favorables à une forte mobilisation autour d'objectifs communs soulève les questions de la stabilité du réseau, de l'intensité des échanges et de leur persistance dans le temps. Le capital d'image et de confiance accumulé par Mihnea suite à sa position centrale à l'intersection des réseaux migratoires et professionnels est le résultat d'un investissement constant et assidu de longue durée. Il repose sur des milliers d'heures de communication (par e-mail et par téléphone) et sur des contacts et relations établis et entretenus pendant de nombreuses années. Le succès et la reconnaissance de Mihnea sont dus au métissage de ses relations sociales online et offline, ayant produit un capital social circulant dans des réseaux sociaux qui ont des ancrages multiples. Le transfert de ce capital au sein de l'ARC ne peut pas se faire instantanément et sans perte, les autres membres du comité directeur de l'association ne bénéficiant pas de la même reconnaissance dans la communauté. Par ailleurs, l'obtention de mêmes ressources à travers une forme traditionnelle de participation, comme c'est le cas d'une association, exige un autre type d'engagement, caractérisé par une plus forte assiduité et constance des pratiques. Ce processus suppose un investissement et un effort permanent pour consolider des liens de confiance tissés dans un temps plus long. La création de business, de restaurants et de médias ethniques repose sur ce même principe ; leur existence dépend de la crédibilité, de la confiance et du prestige des acteurs au sein d'un réseau avec une structure relativement stable. La conjugaison des deux formes de production de liens sociaux, online et offline, permet,

certes, une amplification des ressources collectivement possédées, mais n'amène cependant pas à une réponse instantanée des migrants roumains aux stimuli communautaires.

Enfin, en misant sur le prestige du site www.thebans.com et sur une reconnaissance généralisée de sa vision d'être dans un monde global fait d'interconnexions, Mihnea espérait attirer la sympathie et la collaboration d'autres noyaux roumains à Toronto autour d'un projet à portée diasporique. Il visait la création d'un réseau associatif fort, capable de réunir des entrepreneurs, des scientifiques et des professionnels roumains, à rendre visible les Roumains du Canada en tant que communauté solide et prospère et à jeter des ponts culturels et économiques entre le Canada et la Roumanie. Mais il surestime ainsi son rôle, en ignorant d'une part le fait que ARC est une association trop jeune pour jouir de la même légitimité que lui et, de l'autre, que lui-même ne bénéficie pas de la même reconnaissance dans tous les milieux roumains (scientifiques, d'affaires, etc.).

Cette analyse n'est pas sans rappeler que le migrant du XXI^{e} siècle incarne un individu social pluriel (Hirschhorn, 2007 ; Lahire, 1998), capable de changer de casquette selon les rôles à tenir dans des contextes sociaux que la mobilité complexifient encore plus. Comme de nombreux auteurs se sont attachés à le montrer, la modernité promeut un individu qui ne se résume plus à la somme de ses héritages et ses appartenances sociaux. Il est, au contraire, « libre de choisir le début et la fin des ses attachements » (de Singly, 2003), de choisir ainsi ses appartenances ainsi que la qualité du lien qui l'unit aux autres. Cet « individu individualisé » se définit alors par l'autonomie de son projet de vie, et présente la caractéristique d'être multiple et multidimensionnel (de Singly, 2003). Les principales forces qui guident son action sont au nombre de trois : l'appel à l'autoréalisation (l'acteur est libre d'inventer sa vie, les liens sociaux vont être dès lors plus créatifs) ; le libre-arbitre (l'acteur est en mesure de décider lui-même du cours de sa vie, les liens sociaux seront plus autonomes et plus réflexifs) ; et l'appel à l'épanouissement (l'acteur est conduit dans ses décisions par le besoin de s'épanouir, les liens sociaux deviendront plus sélectifs et électifs, ce qui peut générer parfois une fragilité du lien social) (Coenen-Huther, 2007).

Cette réalité se reflète aussi dans l'usage électif que les migrants ont fait du site web www.thebans.com, ainsi que dans leurs choix par rapport à l'implication (ou non) dans une activité communautaire.

En effet,

> « la solidité d'un lien unique et « communautaire » peut être remplacée par plusieurs liens dont chacun est fragile » (de Singly, 2003 : 51).

Par ailleurs, le modèle de différenciation individuelle propre à la « seconde modernité » (Giddens, 1991 ; Beck, 2001 ; Beck et *al.*, 1994) réclame une nouvelle autonomie identitaire. Si l'individu contemporain résiste à certaines formes d'engagement dans la sphère publique,

> « c'est parce qu'il refuse la fusion d'un « je » dans un « on ». Il souhaite l'invention d'un autre modèle de lien qui l'autorise à rester soi-même (voire, mieux, à contribuer à devenir lui-même) au sein d'un groupe, d'une association » (de Singly, 2003 : 165).

Un individu peut alors se sentir lié par choix et non pas par obligation, et être alors perçu comme « désengagé ». Or,

> « ce qui rend difficile le débat sur l'enraciment et l'attachement c'est cette faible visibilité du sens que les gens donnent à l'engagement » (de Singly, 2003 : 70).

Ces facteurs entraînent une complexification du modèle motivationnel du lien social traditionnel et une mutation dans les processus reproductifs des liens sociaux.

Par ailleurs, Internet constitue une nouvelle scène sociale, particulièrement appropriée à l'accomplissement de cet individu dialogique (Dubet, 2005) qui cherche à trouver un équilibre entre « l'enracinement qui emprisonne et l'errance qui insécurise » (de Singly, 2003).

6. Etre d'un quelque part multiple : la banalisation de l'agir transnational et la cosmopolitisation du vécu quotidien

Dans le chapitre précédent nous avons démontré et expliqué le rôle de l'Internet pour la production de ressources migratoires et communautaires, ainsi que pour la reproduction de liens sociaux et l'ancrage social des migrants en rapport avec (au moins) deux univers de référence. L'analyse suivante permettra de compléter le tableau actuel des phénomènes migratoires en montrant que la mobilité concerne aussi des populations plutôt inattendues sur la scène migratoire (situées jusqu'ici, dans une logique analytique binomiale et exclusive, dans la catégorie des populations a priori sédentaires). L'étude des processus de transmissions intergénérationnelles et du fonctionnement de la famille élargie dans le cas des migrations roumaines au Canada révèle l'apparition des grands-parents en tant que nouveaux acteurs sur la scène migratoire. Même si rien ne prédestine à la migration internationale cette population, celle-ci apprend à être d'un quelque part multiple tout en restant très fidèle à ses origines roumaines. Par ailleurs, les grands-parents trouveront des moyens à réinsérer leurs racines roumaines là où ils seront amenés à vivre, en l'occurrence à Toronto.

En même temps, sur la base des cas étudiés précédemment, nous abordons les formes émergeantes d'une vie sociale transnationale sous l'angle des appartenances et des identités flexibles, et des allégeances multiples et métissées. Nous interrogeons plus particulièrement le positionnement des migrants roumains dans un continuum local/cosmopolite, révélant des attitudes et des postures complémentaires. Ces dernières vont de l'attachement à un pays et de l'identification à une culture locale solidement ancrée, jusqu'à un esprit fortement cosmopolite qui trouve ses marques partout et n'importe où, dans un monde fait de contrastes, de contradictions et d'ambivalences.

Nous pourrons, à la fin de ce chapitre, argumenter en faveur de l'émergence d'un nouveau type d'acteur cosmopolite qui diversifie ses ancrages et ses racines dans un monde global, tout en multipliant ses mobilités dans un parcours migratoire qui embrasse des lieux et des cultures hétéroclites.

6.1. Peut-il y avoir une *génération zéro*[105] de la migration ? Un acteur inattendu sur la scène migratoire

Les migrations des populations retraitées ont peu retenu l'attention des chercheurs, si ce n'est pour investiguer la mise en œuvre de projets mythiques de retour des cohortes de travailleurs immigrés venus dans les pays occidentaux au cours des années de reprise économique de l'Après-guerre. Dans la littérature sociologique, les études qui traitent de la migration des retraités se penchent principalement sur la migration de retour des immigrés qui, ayant travaillé dans le pays d'accueil toute leur vie durant, choisissent de « rentrer au pays » à l'âge de la retraite (Byron et Condon, 1996 ; Gustafson, 2001 ; Cassarino, 2004). La décision de rentrer au pays est fréquemment difficile et controversée, après des dizaines d'années vécues dans le pays d'accueil. Souvent, le retour est plus facilement envisageable s'ils ont de la descendance dans le pays d'origine (Bolzman, Fibbi et Vial, 2001). Un deuxième type de migration des retraités concerne les « seniors » des pays très industrialisés. Actives et en bonne forme physique, ces personnes aménagent leur retraite de sorte à pouvoir vivre dans des environnements naturels attrayants (au bord de la mer, au sein de la nature, etc.) tout en gardant le niveau de vie qu'ils avaient connu pendant leur vie professionnelle (Cribier, 1987 ; King et *al.*, 1998 ; King et Patterson, 1998).

Les parents des migrants, eux aussi en âge de retraite, restent quasi-invisibles dans les études des migrations internationales. On les considère très souvent comme des non-migrants qui subissent passivement les conséquences de la mobilité de leurs enfants. La question des générations de la migration se pose uniquement pour la descendance des migrants, c'est ainsi qu'on parle de première, deuxième, voire troisième génération de la migration. Qu'en est-il néanmoins de leurs ascendants ? Ce découpage générationnel reste-t-il toujours pertinent dans la lecture des mobilités migratoires dans un monde social en train de se cosmopolitiser ? Les processus d'interaction intergénérationnelle connaissent-ils une discontinuité relationnelle, voire une rupture, suite à la migration ; ou expérimentent-ils une transformation cruciale, étant transposés dans un autre espace, transnational, de reproduction de la famille élargie ?

[105] Dans ce chapitre, nous utilisons la notion de génération dans plusieurs sens : il s'agit en premier des générations de la migration. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous proposons le terme de *génération zéro* pour designer les parents des primo-migrants, tout en étant conscients des limites et des ambiguïtés que l'utilisation des catégories générationnelles introduit dans l'analyse des processus migratoires. Nous nous référons ensuite à la génération familiale, produite par le lien de la filiation au sein de la parenté, mais aussi à la génération dite historique qui « désigne ici un ensemble de personnes nées à une même période partageant des expériences, des référents et des influences sociales, puisés dans ce temps commun et qui forment leur empreinte historique et leur identité générationnelle » (Attias-Donfut, 2000 : 644-645).

6.1.1. Etre « transnational » avant d'être migrant

L'étude des migrations roumaines au Canada nous a permis de mettre en évidence une complexification nuancée des formes et des dynamiques migratoires qui reflète les effets de continuité d'un espace migratoire configuré sur des liens multiples reliant migrants, futurs migrants et non-migrants. Deux phénomènes observés lors de nos enquêtes de terrain laissent supposer qu'une nouvelle dynamique migratoire, dans laquelle sont entraînés les parents des migrants, est en train de s'établir.

Dans un premier temps, les parents restés dans le pays, en l'occurrence la Roumanie, contribuent à perpétuer la « présence en absence » de leurs enfants immigrés. Grâce aux technologies modernes de communication et d'information, ils sont en contact quotidien avec leurs descendants. L'email, les chats, la visio-téléphonie en ligne grâce à des programmes comme MSN ou Skype, permettent de nouvelles formes de coprésence, synchroniques et instantanées.

Ce sont par ailleurs des pratiques qu'un grand nombre de professionnels interviewés ont évoquées. Avant de partir au Canada, Mihai a équipé ses parents d'un ordinateur et les a initié à utiliser Internet pour créer ainsi les bases d'une communication quotidienne, malgré les quelques 7'000 km qui le sépare d'eux.

> *« Avant de partir j'ai appris à mes parents à utiliser l'ordinateur et maintenant ils sont instruits. Je leur ai laissé un ordinateur à la maison, et on s'écrit des e-mails pratiquement tous les jours ; une fois par semaine on se parle et on se voit avec la webcam. On s'est toujours raconté nos journées, ainsi ils connaissaient déjà bien notre vie à Toronto avant qu'ils viennent voir eux-mêmes. »* (Mihai, chercheur en bio-ingénierie, 28 ans)

C'est également le cas de Lucian pour lequel le début de la journée passe par un contact rituel avec sa mère et ses amis. Quand un ou l'autre n'est pas à l'appel ils s'inquiètent et la journée ne peut pas passer sans recevoir et donner des nouvelles.

> *« Je commence chaque journée en écrivant un e-mail à mes parents. Je garde aussi les liens avec des collègues et des amis, par MSN, chaque matin. […] Un de mes amis restés sur place est allé une fois vers ma maman (c'est elle qui est la plus à l'aise avec la technologie) et lui a appris à utiliser Skype; depuis peu de temps nous pouvons alors nous téléphoner et nous voir via Internet, c'est différent, car l'image apporte un plus de matérialité à notre lien. Ainsi, c'est comme si on ne s'était jamais quittés.* » (Lucian, électronicien, programmeur, 29 ans)

Ces nouvelles technologies, appropriées de manière créative par les uns et les autres, créent une espace de coprésence investi des qualités d'une interaction en temps réel. Celle-ci

favorise l'émergence des conditions nécessaires pour une prise de décision et une action conjointe à distance.

Bien informés sur le vécu migratoire et d'intégration de leurs enfants, les parents font ainsi eux-mêmes l'expérience d'une acclimatation à distance à l'univers social du pays d'accueil de ces derniers. En plus, en disséminant les nouvelles de la réussite de leur progéniture au Canada, les parents contribuent à forger une image souvent « positivée » de la migration des professionnels roumains au Canada. Ils assument parfois le rôle de relais pour de futurs migrants, provenant de l'entourage proche du fils ou de la fille immigré(e). Néanmoins, leur rôle ne se limite pas à la diffusion de nouvelles concernant leurs enfants émigrés ; dans certains cas, le plus souvent à l'âge de la retraite, ils gèrent les biens immobiliers de leurs enfants et représentent ces derniers dans les relations avec les autorités roumaines[106]. Ils sont en outre les acteurs de la mise en place de petites entreprises mixtes, fruits de l'investissement des professionnels immigrés dans leur pays d'origine. Tout en restant sur place, ils participent de la sorte à développer des pratiques et à gérer des activités de fait transnationales.

Dans un deuxième temps, les parents des migrants développent une mobilité accrue entre la Roumanie et le Canada. Ils sont nombreux à faire la navette pendant des années, pour finir par s'y établir. La « sponsorisation »[107] des parents dans le cadre du regroupement familial est devenue une suite logique à ces mouvements de va-et-vient. Habituellement appelés à décharger le couple de jeunes professionnels d'une partie des tâches domestiques, ces nouveaux acteurs vivent cependant la migration comme un déracinement de leur univers d'origine. Dans l'absence des compétences linguistiques et sociales propices à l'intégration dans la société canadienne, leur existence est ainsi radicalement bouleversée, non pas par la rupture mais par la continuité des rapports sociaux déplacés dans un espace transnational qu'ils n'étaient pas forcément préparés à maîtriser. Nous analysons les conséquences sociales de ce phénomène qui s'avèrent complexes et parfois surprenantes, le déracinement de cette population de retraités s'accompagnant d'innovation et de dynamiques transnationales et communautaires inattendues.

---

[106] Un grand nombre des immigrés récents au Canada ont gardé leur nationalité roumaine, continuant ainsi de bénéficier de tous leurs droits citoyens en Roumanie.

[107] Par « sponsorisation », nous entendons le parrainage des proches parents qui désirent devenir résidents permanents du Canada par des résidents ou des citoyens canadiens (conformément aux critères canadiens d'immigration dans la catégorie du regroupement familial, http://www.cic.gc.ca). Le « sponsor - parrain » s'engage à subvenir aux besoins du parent et des membres de la famille qui l'accompagnent pour une période de trois à dix ans afin de les aider à s'établir au Canada.

6.1.2. Solidarités intergénérationnelles et nouvelles logiques migratoires

> *« J'ai eu la chance d'avoir vingt ans quand les événements de 1989 se sont produits. J'avais encore toute la vie devant moi. […] Tandis que pour la génération de mes parents c'est tout-à-fait différent, ils constituent une génération de sacrifice. Pour eux, c'était trop tard. […] Alors,* [amener mes parents ici] *c'est la moindre des choses que je peux faire. Pour leur éviter la souffrance d'un déchirement de plus; et pour qu'ils puissent, enfin, voir le monde. Je pourrais bien sûr me contenter de leur envoyer de l'argent, mais ce serait une trahison. »* (Marina, ingénieur, 33 ans)

La chute des régimes communistes dans les pays de l'Europe de l'Est marque un tournant décisif pour toute une série de générations d'adultes. Ce qui pour les uns – en général les plus jeunes – a constitué un coup de chance extraordinaire en leur ouvrant des horizons auparavant inconcevables, fut pour d'autres un défi difficile à relever. Ce changement historique a engendré un processus de renouvellement des générations qui se concrétisera à terme par l'imposition des problématiques renouvelées, propres aux nouvelles générations, au détriment des anciennes et des enjeux qui furent les leurs (Chauvel, 1998 ; Chauvel et Imbert, 2002). Ces générations ont été socialisées dans des contextes sociopolitiques radicalement distincts et se trouvaient à des moments différents de leurs trajectoires de vie en 1989. Elles abordent par conséquent le changement social avec des moyens et des visions profondément inégaux. La population dont nous traitons ici a vécu essentiellement à une époque où, pendant le régime communiste, les frontières de la Roumanie étaient peu perméables et les circulations à l'étranger plutôt rares. Les départs, même s'ils ont continué pendant les « années rouges », étaient plutôt à sens unique. Ainsi, la plupart des parents des migrants d'aujourd'hui ne sont jamais sortis du pays avant l'ouverture des frontières en 1990[108]. La vie active de ces personnes, qui en 1989 figuraient dans la tranche d'âge de 45 à 60 ans, s'est déroulée dans un système économique centralisé. Celui-ci leur garantissait une stabilité du travail, tout en limitant la place à l'innovation et à l'entreprenariat. Dans les années quatre-vingt dix, ces personnes ont dû rapidement trouver les moyens nécessaires pour s'adapter à un changement politique, économique et social traumatisant pour de larges fractions de la population. Les restructurations économiques ont d'ailleurs frappé de plein fouet le dernier échelon de la population active, en âge de préretraite. De fait, une grande partie de celle-ci s'est retrouvée au chômage ou a volontairement choisi la voie des retraites anticipées, étant confrontée à des situations de précarité jamais connues auparavant (Teodorescu, 2002). Seulement une

[108] C'est pratiquement le cas pour tous les parents que nous avons rencontrés lors de nos enquêtes de terrain.

minorité dynamique a réussi à réinvestir le marché du travail par la reconversion professionnelle dans le secteur privé et parfois, par la création de petites entreprises.

Cette génération disposait de peu de marge de manœuvre, contrainte d'assumer le rôle ingrat de la « génération de sacrifice ». Elle était appelée à tout (re)construire pendant une période de transition plutôt longue et douloureuse. A l'opposé, les plus jeunes ont rejeté l'alternative du sacrifice en préférant s'orienter vers des univers plus accueillants et propices à leur épanouissement socioprofessionnel immédiat. Dans un tel contexte marqué par l'instabilité socioéconomique de la Roumanie, mais aussi par la transnationalisation de la structure sociale, quels liens sociaux se renforcent-ils ? Quelles inégalités se creusent-elles entre les générations ? En d'autres termes, comment se manifeste la solidarité familiale et intergénérationnelle en situation migratoire, dans un monde global et maillé en réseaux ?

6.1.2.1. Les raisons de migrer des parents de migrants

> *« En 1995 quand je suis arrivé à Toronto, il y avait déjà beaucoup de Roumains, mais surtout des gens de mon âge, des « jeunes loups », prêts à bouger si l'occasion se présentait. On aurait dit que le migrant était une race à part […] Un jour je me suis rendu compte pourquoi il y avait quelque chose d'étrange : il manquait les tout jeunes, il manquait aussi les plus âgés. […] Aujourd'hui, si tu regardes dehors* [il s'agit d'un quartier habité majoritairement par des immigrés roumains] *il y a plein d'enfants et de grands-parents »* (Radu, programmeur, 34 ans)

Pourquoi une partie des parents de migrants sont-ils prêts à suivre leurs enfants dans la migration ? De prime abord, la demande de prise en charge des tâches domestiques, en particulier la garde des petits-enfants, au sein des couples de professionnels roumains à Toronto est la principale raison des mobilités de cette population de retraités roumains. Cette demande résulte d'une migration des femmes qualifiées qui, au même titre que leurs compagnons hommes, mettent la carrière au centre de leur projet migratoire et de vie. Le taux élevé d'occupation, les horaires prolongés de travail, les distances étendues propres à une ville métropolitaine comme Toronto, ainsi que des structures préscolaires jugées insatisfaisantes exigent de la sorte l'externalisation du travail reproductif. Et ce sont les parents des immigré(e)s qui sont appelés les premiers à prendre en charge ces tâches, qu'importe les distances à parcourir et les changements de styles de vie à affronter.

Par ailleurs, cette solidarité s'inscrit dans un phénomène de société plus général à travers lesquel ces grands-parents de la modernité deviennent des acteurs pressentis comme aptes à produire, dans les décennies à venir, une « révolution grise » et à jouer un rôle de plus en plus

important dans la société (Attias-Donfut et Segalen, 2001). Ainsi, on estime que le XXI[e] siècle sera « le siècle des grands-parents », acteurs des transformations importantes dans les modalités et l'intensité des engagements (sociaux, culturels, économiques) vers les générations descendantes, enfants et petits-enfants confondus (Attias-Donfut et Segalen, 1998, 2001 ; Coenen-Huther, Kellerhals et von Almen, 1994).

Le modèle de solidarité de la famille élargie qui fonctionnait, pour des raisons différentes, dans le pays d'origine se reproduit ainsi en situation migratoire[109]. De ce fait, le parrainage des parents dans le cadre du regroupement familial est devenu la suite logique d'une période – qui varie de quelques mois à quelques années – de va-et-vient entre la Roumanie et le Canada, pendant laquelle « grand-mère » et « grand-père » succèdent leurs séjours dans les foyers canadiens de leurs enfants. Par ailleurs, nos observations suggèrent que, au moins dans cette première étape de la migration des « grands-parents », les tâches reproductives n'incombent pas naturellement aux « grand-mères » ; ce sont les deux parents des migrants qui assurent, en général à tour de rôle, la décharge du couple bi-professionnel de ces tâches. De surcroît, nous pouvons faire l'hypothèse que ce travail « non masculin » peut s'avérer même valorisant pour les « grands-pères », qui justifient ainsi l'utilité de leur présence au Canada dans un contexte où l'absence de compétences sociolinguistiques spécifiques rend leur insertion sociale difficile.

Comme résultat immédiat, la prise en charge quasi-permanente de la garde des petits-enfants et de l'organisation de la vie domestique par les parents permet notamment un investissement égal de l'homme et de la femme immigrés dans la sphère professionnelle. Celui-ci se traduit par une participation équilibrée des deux au revenu du foyer et par une ascension professionnelle et sociale rapide.

Les solidarités intergénérationnelles se manifestent sur plusieurs registres. Elles se basent sur des liens affectifs forts et sur un échange de ressources variées, qui contribuent au confort – tant matériel qu'émotionnel – des migrants, de leurs enfants et de leurs parents à la fois. La présence de plus en plus nombreuse et durable des parents de professionnels roumains immigrés au Canada se répercute sur l'aménagement de la vie familiale et professionnelle de

[109] En effet, en Roumanie, ce modèle qui hérite du modèle traditionnel villageois est resté une réponse à la précarité économique et, en particulier, à la difficulté des jeunes d'accéder à l'immobilier. Ainsi, de nombreux foyers comportent plusieurs générations qui partagent, en collocation, un même appartement. L'aide des parents et des grands-parents aux tâches domestiques et éducatives représente un soutien important pour les jeunes couples.

ces derniers, ainsi que sur le réaménagement de leur espace privé. De même, elle se reflète aussi dans la dynamique de la vie associative et communautaire des Roumains à Toronto.

6.1.3. Risques de dépendance et stratégies d'autonomisation : recréer la Roumanie au Canada

Les visites de quelques mois chez leurs enfants (qui précèdent leur installation définitive au Canada), acclimatent progressivement les parents des migrants roumains aux réalités de ce pays. Mais les ressources linguistiques, culturelles et sociales de cette génération d'acteurs restent fréquemment trop limitées pour leur permettre une réelle intégration à la société canadienne. Un retraité met en récit son amertume quant aux limites des compétences sociales de sa femme et de lui-même au sein de la société canadienne.

> *« Nous sommes venus au Canada pour la première fois il y a cinq ans, en tant que visiteurs. Nous sommes restés six mois, comme c'était permis ; et nous avons travaillé dans le restaurant que mon beau-fils avait ouvert avec trois amis. Ma femme s'occupait de la cuisine, moi de l'approvisionnement. Nous sommes revenus à tour de rôles, chacun pour trois mois. Et après deux ans nous sommes venus en tant que résidents, les enfants nous ont parrainés. C'est bien, nous avons tout ce qu'il nous faut, les enfants nous aident beaucoup financièrement, ils nous ont acheté un appartement dans un immeuble où il y a beaucoup de Roumains, le beau-fils nous a donné sa vieille voiture. Mais nous vivons avec la nostalgie de la Roumanie, de nos amis, nous ne parlons pas la langue et c'est difficile à faire de nouvelles connaissances. Nous avons l'avenir derrière et le passé devant. »* (Ion, retraité, 65 ans)

La dernière remarque de Ion annonce une caractéristique de ces migrants particuliers : ils restent attachés profondément à leur passé et aux repères roumains de leur existence !

Aussi, d'un point de vue financier, les parents immigrés demeurent très longtemps dépendants de leurs fils/filles sponsor(e)s. De même que, dans un premier temps, leur univers social se limite à l'espace familial, qu'ils investissent pleinement et avec dévotion.

L'existence de quartiers ou d'immeubles à forte concentration de Roumains à Toronto facilite la reproduction des solidarités propres aux voisinages ethniques et joue un rôle important pour pallier le manque d'entourage extrafamilial des parents des migrants. Cristian, père d'une fille de trois ans et demi, fait venir en alternance ses parents et ses beaux-parents pour garder la petite ; il apprécie tout particulièrement les avantages d'un entourage roumain dans le quartier, qui remplace l'absence de liens avec la société d'accueil et assure la (ré)socialisation des parents.

> *« Le fait d'habiter un immeuble où la plupart des voisins viennent de Roumanie, a eu une grande importance pour nous, surtout depuis que nos parents sont venus en visite. Ils ont rencontrés d'autres grands-parents qui les ont initiés, ils ont échangé des expériences, tout se discute ici, le niveau des salaires, les prix, c'est une bourse communautaire. […] Quand ils étaient en Roumanie on se voyait tous les jours par webcam, Skype marche bien pour cela, et ils avaient même connu ainsi quelques-uns de nos amis et de nos voisins »* (Cristian, informaticien, 32 ans)

De fait, le risque d'isolement social de cette population, voire de sa « ghettoïsation » dans des quartiers ethniques, existe réellement et les situations d'exclusion de parents des immigrés roumains ne sont pas rares de par le fonctionnement de la société canadienne.

Cependant, ils n'acceptent pas d'être réduits au rôle de « substituts féminins » et limités au seul univers de la famille. En effet, ils éprouvent une certaine fierté du fait que leur soutien est essentiel à l'ascension sociale de leurs enfants dans la société canadienne et trouvent ainsi une raison forte, qui donne un sens profond à leur présence dans le lieu de destination. Le statut social des enfants devient, d'autant plus dans ce contexte, « un élément du statut des parents, à mesure de leur vieillissement » (Attias-Donfut, 2000 : 661).

Par ailleurs, pour compenser l'insuffisance de ses ressources intégratives à la société canadienne, la *génération zéro* développe une riche vie sociale autour de son origine roumaine.

Très attachés aux valeurs et à la culture du pays d'origine, les parents retraités restent connectés quotidiennement et à distance, d'une manière plus souvent effective que symbolique, à la réalité socioéconomique et politique de la société roumaine. Lire la presse roumaine ou regarder les chaînes TV roumaines en ligne constituent, par exemple, des pratiques courantes des migrants et de leurs parents.

Maria, sexagénaire, ancienne institutrice, et son mari Gelu, sont très fiers d'avoir acquis de nouvelles compétences et de savoir manipuler Internet pour lire les journaux roumains en ligne et maintenir ainsi à jour leur lien avec la réalité roumaine.

> *« Nous lisons tous les journaux roumains par Internet, jusqu'à deux heures du matin ; nous les attendons avec impatience, car nous voulons savoir ce qui se passe dans le pays, dans l'espoir d'avoir des bonnes nouvelles. Et souvent, à cause du décalage horaire, nous apprenons les nouvelles avant nos amis en Roumanie. […] C'est important pour nous, aussi pour avoir des sujets communs de conversation avec les gens de notre génération qui sont restés* [en Roumanie], *nous téléphonons aux amis et à ma sœur une fois par semaine. »* (Maria, 69 ans, retraitée, mère de Radu – programmeur).

Leur fils est programmeur et a installé chez eux un réseau d'ordinateurs permettant à chaque membre de la famille de préserver sa liberté pour utiliser Internet à sa guise.

> *« Mes parents ont chacun leur ordinateur, ainsi mon père peut rédiger ses articles et ma mère lire les journaux sans se bagarrer. Ma femme en a aussi le sien, et moi j'ai quatre dans ma chambre. Nous sommes tous en réseau, et il nous arrive de communiquer sans nous déplacer d'une pièce à l'autre »* (Radu, programmeur, 38 ans)

Par ailleurs, en tirant profit d'équipements performants à disposition dans les foyers de leurs enfants (informaticiens), l'usage quotidien de l'e-mail ainsi que les visioconférences hebdomadaires deviennent des modalités concrètes d'agir à distance. Ces moyens n'entretiennent pas l'illusion « d'être ensemble » mais représentent une autre manière de l'être. Ils constituent les outils d'un mode de vie nouveau, combinant repères locaux et transnationaux, dans un environnement essentiellement déterritorialisé.

La *génération zéro* figure également au cœur de la vie associative et communautaire des Roumains de Toronto. Elle engendre une dynamique communautaire visant à pallier une éventuelle marginalisation des parents immigrés. L'Association des Roumains Canadiens (ARC) organise ainsi des cours d'anglais et d'informatique à l'intention de ces personnes. Cette idée est apparue suite au rassemblement des grands-parents autour de l'école roumaine, celle-ci constituant pour eux une des rares circonstances permettant de se retrouver et de passer quelques heures avec d'autres gens de leur âge. Quelques informaticien(ne)s, ayant eux-mêmes des enfants gardés par les grands parents, ont saisi le besoin de sociabilité de ces personnes et ont eu l'initiative de proposer des activités s'adressant exclusivement à cette catégorie de migrants.

> *« Pendant tout l'hiver les grands-parents amenaient les enfants à l'école et restaient les attendre dans une salle en bas. Ils étaient contents de rencontrer d'autres personnes de leur âge et c'est comme ça qu'on a pensé à un club des grands-parents. Car j'ai regardé les miens, mes parents, mes beaux-parents, mes tantes et oncles, tous sont venus en visites quelques mois. Ils sont contents de nous voir, d'être responsables de leurs petits-enfants, mais ils ne se débrouillent pas pour être autonomes en ville. Alors on a d'abord proposé une rencontre des grands-parents. Les grands-mamans ont fait des gâteaux, ils étaient tous très enthousiastes, pour eux c'était un événement. On a discuté avec eux de ce qu'ils aimeraient comme activité et une dame nous a confié qu'elle aimerait suivre un cours d'anglais, basique, pour pouvoir se débrouiller toute seule aux commissions et savoir saluer un voisin. Un autre a proposé un cours d'initiation à Internet, et j'ai pensé que c'était une bonne idée. Moi, j'ai appris à mon père à écrire des emails et à lire les journaux, quand il « click » sur un lien bleu il dit qu'il feuillette le journal. C'est comme cela que l'idée du club a pris racines. »* (Adela, informaticienne, 39 ans)

Le club de grands-parents constitué à l'intérieur de l'ARC représente un lieu important de sociabilité. L'impact des cours d'anglais et d'utilisation des ordinateurs proposés dans ce cadre sur leur capacité à acquérir des nouvelles compétences et de s'ouvrir face à l'altérité et aux autres est pourtant contrasté.

Maria fréquente le cours d'anglais pour des raisons bien différentes que celles qu'on pourrait imaginer !

> *« Nous ne pouvons plus dépasser la barrière de la langue à 70 ans ! Nous allons au cours d'anglais organisé à l'école roumaine pour les grands-parents, mais c'est plutôt pour voir du monde et parler* [roumain] *avec des gens de notre âge »* (Maria, 69 ans, retraitée, mère de Radu – programmeur)

Les cours offerts par l'ARC (dont le but est de faciliter les contacts avec la société d'accueil et d'encourager l'autonomie sociale des grands parents) se révèlent en définitive des lieux qui sont des prétextes aux rencontres entre co-nationaux. Ces rencontres nourrissent un réseau de sociabilité intra-communautaire.

Par contraste, Mihnea donne l'exemple de sa belle-mère qui, en fréquentant des cours d'anglais offerts par le gouvernement américain, a réussi à diversifier le cercle de ses connaissances et à nouer des contacts avec des personnes d'autres origines.

> *Le plus difficile a été de convaincre ma belle-mère de suivre des cours d'anglais, mais c'est ainsi qu'elle a connu d'autres gens d'autres cultures, maintenant elle se visite avec une allemande et une chinoise et commence à percevoir différemment les « étrangers » de Toronto. Une fois qu'ils apprennent la langue, les grands-parents commencent à sortir seuls en ville, à se promener, à avoir une vie sociale à eux ».* (Mihnea, programmeur, créateur de Thebans, 35 ans)

L'ARC propose aux « grands-parents » d'autres programmes et services : des sorties en groupe pour faire des achats, des excursions, des ateliers d'initiation à la topographie de la ville de Toronto.

En même temps, du fait du recentrage de leur vie sociale sur l'origine roumaine, les parents des migrants non seulement bénéficient de plusieurs services communautaires mais innovent et stimulent eux-mêmes les dynamiques communautaires roumaines. Ils sont omniprésents dans les rencontres communautaires et n'hésitent pas à donner un coup de main à l'organisation d'activités culturelles (bals, soirées culturelles, permanence à la bibliothèque roumaine, etc.). Par ailleurs, ils organisent un cénacle littéraire mensuel, réunissant quelques dizaines de Roumains autour de leurs racines. Le but de ce cénacle est de promouvoir la culture et la production artistique roumaines au Canada. Dans ce cadre, des artistes, des

musiciens, des écrivains présentent leurs œuvres, celles-ci portant souvent l'empreinte de leur expérience migratoire (annexe 9). Les parents des professionnels migrants sont les principaux animateurs de ces activités et aussi, dans certains cas, auteurs d'essais littéraires, de poésies, d'épigrammes.

> *« J'écris dans le journal Observatorul, car j'ai le temps et je peux exprimer librement mes idées dans ce journal. J'ai été enseignant (de langue roumaine), et pendant le communisme j'étais très frustré car il fallait être dans la ligne : c'est-à-dire écrire seulement dans la ligne idéologique du parti communiste. Maintenant on me publie des articles sur l'histoire de la Grande Roumanie, j'écris surtout sur des thèmes de culture et d'histoire, c'est important de maintenir vivace l'esprit roumain parmi les jeunes, nous sommes Roumains et c'est une fierté de l'être »* (Gelu, retraité, père de Radu – programmeur, 70 ans)

Comme Gelu, enseignant à la retraite, plusieurs auteurs découvrent dans ce cénacle un espace d'expression dont ils seraient autrement privés dans la société canadienne, et ils l'utilisent pour renforcer, parfois aussi avec nostalgie, les repères roumains de leur existence. D'autres « grand-parents » participent à la publication et la diffusion de journaux roumains à Toronto, au fonctionnement d'une bibliothèque roumaine, à l'organisation de services religieux, etc. La présence nombreuse des parents de professionnels immigrés a conduit, par exemple, à la multiplication de services religieux roumains (principalement orthodoxes) ainsi qu'à la construction d'une église roumaine orthodoxe à Toronto.

Aux difficultés d'intégration, la génération zéro répond par le repli identitaire qui se concrétise dans une permanente actualisation des valeurs nationales – traditions, langue, culture – dans l'espace où elle se trouve. La reproduction des repères de l'univers d'origine se greffe par ailleurs sur une structure multiculturelle propre à la société canadienne qui encourage et qui offre un cadre propice au maintien de l'identité ethnique. Il est ainsi tout à fait possible de *« passer sa retraite au Canada »*, en tant que résidant permanent, voire en tant que citoyen canadien, tout en restant profondément roumain. La politique migratoire et de citoyenneté canadienne est permissive à cet égard, et les parents des migrants l'ont vite compris pour tirer bénéfice de leurs multiples appartenances et pour améliorer sensiblement leur qualité de vie au Canada. L'Etat providence multiethnique qu'est l'Etat canadien leur donne plein accès à de nombreux services sociaux (assurances vieillesse, logements sociaux, etc.). La solidarité publique parachève ainsi la solidarité familiale, permettant à ces migrants de définir leurs propres projets et trajectoires dans le cadre de leur *« nouvelle vie au Canada »*. Une autonomie résidentielle apparaît dès lors possible grâce aux logements en

« condominium » mis à disposition par l'Etat canadien aux personnes âgées, ayant acquis la citoyenneté canadienne, sous certaines conditions d'ancienneté et de revenu. Cette possibilité complète une organisation de l'espace résidentiel familial qui permet, tant aux migrants qu'à leurs parents, de garder leur indépendance tout en étant présents et disponibles quand c'est nécessaire[110].

Par ailleurs, l'affranchissement social de la génération zéro est rendu possible par une autonomie financière, même partielle, par rapport aux enfants sponsors. Celle-ci est acquise à travers différentes prestations, et notamment la vente de services domestiques (ménage, garde des enfants, petits travaux de bricolage) à l'extérieur de la famille. Ces revenus, assez modestes, s'ajoutent en général à une source plus stable : il s'agit de la pension payé par l'Etat roumain à ces retraités. Transférée souvent au Canada par l'intermédiaire du Consulat roumain, cette pension – de l'ordre de deux à trois cents dollars canadiens – tout en restant modique, assure déjà une certaine autonomie. Dans certains cas (qui concernent surtout l'élite des informaticiens immigrés), les parents des migrants ont intégré les entreprises de leurs enfants dès leur arrivée à Toronto, ce qui leur permet d'acquérir une ancienneté de travail minimale au Canada et leur donne droit à l'avenir à une rente-vieillesse ou à une pension payée par l'Etat canadien.

Par ailleurs, les plus entrepreneurs et plus jeunes de ces migrants, en jouissant d'un double domicile et d'une double pension, parviennent à construire leur vie à cheval sur deux pays. Vivant six mois par année en Roumanie et six mois au Canada, ils apprennent de la sorte à gérer la mobilité qui devient une ressource de qualité de vie et de confort matériel et affectif.

6.1.4. Les ponts et les transmissions intergénérationnels

En présence de trois générations qui cohabitent, les échanges, les transmissions, les entraides et les solidarités intergénérationnels sont réciproques, prenant des formes parfois inédites et surprenantes de richesse. Cette réciprocité s'exprime tout d'abord entre la génération zéro et ses descendants. D'un côté, l'apport des grands-parents pour la réussite sociale des jeunes professionnels en contexte migratoire est indéniable. La garde des petits-enfants et la prise en charge du travail domestique soulagent les jeunes parents qui peuvent ainsi investir pleinement le monde du travail. De l'autre côté, se considérant responsables de la prise en

[110] Le plus souvent, et notamment dans le cas des informaticiens migrants, les parents habitent souvent un appartement ou un étage séparé de la maison de leurs enfants.

charge matérielle et affective de leurs parents vieillissants, souvent dans des situations précaires en Roumanie, les professionnels roumains leur permettent ainsi de vivre la période de la retraite dans de meilleures conditions tout en leur évitant le choc de la dispersion familiale. Le devoir de solidarité réciproque entre parents et enfants paraît ainsi s'accomplir.

La présence des grands-parents, dont l'ancrage dans l'univers culturel roumain est irréversible, influence aussi l'attachement des jeunes professionnels au pays d'origine. Cristian précise comment ces liens peuvent se matérialiser :

> *« Quand nos parents viennent chez nous, nous nous intéressons plus à ce qui se passe en Roumanie car ils écoutent les chaînes radio roumaines en ligne, ils lisent les journaux roumains en ligne, depuis peu on peut enregistrer depuis le web des émissions de la chaîne de la télévision nationale, tvr1. Nous avons des centaines des films roumains enregistrés sur dvd, il y a d'ailleurs tout un système d'échanges entre les Roumains. Et les programmes roumains de télévision transmis par satellite sont très appréciés, non seulement ils tiennent les parents occupés, mais ils sont vraiment de qualité.»* (Cristian, informaticien, 32 ans)

Les parents des migrants assument par ailleurs un rôle complexe, de médiateurs entre deux cultures de référence ; au prix de réinventer leur vie au quotidien, ils apportent une solution de continuité du lien familial. Sur le plan identitaire, ils constituent des racines mobiles, leur présence au Canada assurant un confort indéniable de stabilité pour leurs enfants. La rupture avec l'univers d'origine n'est ainsi pas consommée, elle est au contraire remplacée par la perpétuation des liens et des pratiques déplacés à l'extérieur du territoire du pays d'origine.

Les échanges qui s'établissent entre grands-parents et petits-enfants, soit entre la génération zéro et la deuxième génération de la migration, sont intéressants à maints égards. Les grands-parents jouent le rôle de « gardiens » de la langue roumaine au sein de la famille. En s'occupant de l'éducation des petits-enfants, ils encouragent ces derniers à parler roumain et leur transmettent les valeurs et les repères propres à la culture roumaine. La connaissance de la langue, des traditions, de l'histoire roumaines cristallise dans l'esprit des petits enfants un noyau dur d'une identité d'origine qu'ils perdraient autrement plus facilement. Mais, à leur tour, les grands-parents apprennent également de leurs petits enfants à devenir plus autonomes dans la société canadienne, par exemple en s'initiant à manipuler les ordinateurs ou à parler l'anglais. Adela décrit comment ces échanges entre générations ont lieu tout naturellement:

> *« Mon père aide mon fils avec les exercices d'arithmétique, il est en 2ème élémentaire. Et à son tour celui-ci est le professeur d'anglais de mon père, il faut les entendre comment ils apprennent l'un de l'autre des mots en anglais et en roumain.*

> *Ou quand mon fils corrige les devoirs de mon père qui suit aussi le cours d'anglais à l'école roumaine. »* (Adela, informaticienne, 39 ans)

La relation qui s'établit ainsi entre petits-enfants et grands-parents est profonde, correspondant à une initiation socialisatrice, dans les deux sens. Les enfants, éduqués à l'école (canadienne) dans un esprit multiculturel, ouvrent souvent les yeux et la mentalité des grands-parents sur la richesse de la diversité culturelle. Le processus dans lequel les deux parties s'engagent est complexe, et favorise un métissage culturel des visions du monde des jeunes et de plus âgés.

L'échange intergénérationnel, doublé de cet apprentissage mutuel de l'altérité et de la différence, ne se résume pas aux situations de coexistence de plusieurs générations sous un même toit. Une fois initié dans les foyers canadiens des migrants, il peut continuer dans un autre espace pour les périodes quand les grands-parents rentrent en Roumanie (il est assez souvent qu'ils y passent plusieurs mois). D'une part, les petits-enfants les accompagnent parfois pendant les périodes de vacances, en se familiarisant ainsi avec l'univers dans lequel leurs grands-parents (et parents) puisent leurs racines. D'autre part, une autre pratique – moins répandue mais extrêmement novatrice – annonce la révolution qui est en train de se produire sur le plan du fonctionnement de la famille à distance. Le récit suivant en est éloquent :

> *« Ma fille vit en dépendance de sa grand-mère. Quand ma belle-mère va en Roumanie et elle ne peut pas l'accompagner, nous avons trouvé une modalité ingénieuse pour qu'elles puisent passer du temps ensemble. Comme elle va à l'école l'après-midi (et ça nous arrange, car autrement ce ne serait pas possible à cause de la différence de fus horaire), le matin elles sont les deux branchées avec une caméra sur Internet, et elles se parlent ; ma belle-mère l'aide et surveille un peu ses devoirs scolaires. C'est pratique, cela nous rassure aussi car ainsi on sait qu'elle n'est pas en train de faire n'importe quoi à la maison en notre absence, c'est une sorte de contrôle »* (Alina, informaticienne, 35 ans).

Pour la fille d'Alina, Alicia, 12 ans, et sa belle mère Ramona, âgée de 61 ans, les technologies de l'information et de la communication deviennent l'univers coprésentiel leur permettant de poursuivre leurs rapports d'affection, de complicité et de transmission d'expériences et de connaissances malgré leur éloignement géographique temporaire.

Enfin, des ponts se construisent également entre des Roumains établis au Canada dans les années du communisme (arrivés eux-mêmes à l'âge de la retraite) avec les retraités roumains installés plus récemment à Toronto. Ces retrouvailles d'une même génération divisée par le Rideau de Fer sont parfois très émouvantes. Car les départs de l'« époque rouge » ont été douloureux, les liens avec le pays d'origine, la famille et les amis restés en Roumanie ayant

été coupés pendant des décennies. L'arrivée de la génération zéro a permis à un certain nombre d'« exilés » de renouer avec le passé et de se projeter plus facilement et sans rancune dans la société roumaine actuelle. Appartenant à une même génération historique, ces personnes ont évolué dans des contextes sociopolitiques très différents. Leur rencontre permet de comparer des parcours, d'échanger des expériences et, cela est très important, de partager des compétences sociales distinctes. Les nouveaux venus font (re)découvrir à leurs co-générationnels leur origine, en les entraînant dans des manifestations culturelles roumaines à Toronto ou en les invitant à les accompagner dans leurs séjours périodiques en Roumanie ; dans l'autre sens, bien intégrés dans la société canadienne, les retraités roumano-canadiens guident les parents des professionnels immigrés dans leurs démarches administratives et leur font découvrir la ville et les lieux de loisir dans les environs de Toronto. Ces liens stimulent l'intérêt des anciens migrants pour leur patrie et les arriment solidement à leur culture d'origine.

6.1.5. La mobilité comme ressource d'une socialisation sans frontières

Ces différents constats conduisent vers de nouvelles pistes et questionnements de recherche. On peut se demander en effet si ces nouvelles formes migratoires vont intensifier (ou non) à l'avenir les pratiques transnationales entre la Roumanie et le Canada.

Des études récentes indiquent que l'intensification ou la diminution des transferts financiers sont en lien direct avec la dispersion de la famille élargie et le fonctionnement des réseaux de parenté, ces pratiques persistant dans le temps tant qu'elles sont le support de liens à longue distance (Grieco, 2004). On pourrait alors craindre que le regroupement familial aura comme finalité le déclin de ces pratiques et, conséquemment, la diminution des échanges (matériels, monétaires, technologiques et symboliques) avec le pays d'origine. Néanmoins, d'après nos observations, la présence des parents des migrants dans les lieux de destination, conjuguée à leur loyauté persistante aux origines, encourage davantage l'investissement des professionnels immigrés en faveur de leur pays d'origine. Elle renforce aussi la transmission des repères identitaires vers la deuxième génération et contribue à la pérennité d'un espace de coprésence immuable, établi (notamment à travers l'usage des technologies d'information et de communication) entre différentes populations, migrantes et non-migrantes.

S'agit-il seulement d'une tendance transitoire, ou plutôt d'un signe de changement profond au niveau des phénomènes migratoires actuels ? Peut-on alors penser qu'on assiste à une

reconfiguration du sens de la mobilité dans laquelle les binômes catégoriels migrant/non-migrant, mobile/sédentaire perdent de leurs significations originelles ?

Cette question sera cruciale à l'avenir pour l'étude des migrations internationales, car migrants et non-migrants tissent conjointement une maille sociale transnationale et apprennent les uns des autres à être d'un quelque part multiple. La facilité avec laquelle les liens sociaux peuvent actuellement se reproduire à distance conduit à une (re)socialisation des populations jugées jusqu'ici plutôt sédentaires et qui peuvent ainsi, à tout moment, basculer dans la mobilité. Car si celle-ci fabrique du lien social, le lien social – et plus particulièrement ici le lien intergénérationnel – produit aussi de la mobilité. Les nouvelles formes de participation à distance, technologiquement révolutionnaires, ouvrent des possibilités jamais connues auparavant. Elles favorisent l'accomplissement de nouveaux modes de vie, détachés de la contrainte du territoire ; et affranchissent l'individu de la limite d'une identité réduite à un seul et unique répertoire culturel déterminé à l'intérieur d'un espace national prédéfini et immuable.

D'autres études, encore en phase d'émergence, suggèrent que des dynamiques migratoires similaires se développent en Europe (Salvan, 2007). Par exemple en France, une frange de migrants roumains retraités apprend à vivre dans la mobilité dans le contexte d'une politique migratoire qui leur est moins favorable. Elle profite par ailleurs de la proximité des espaces parcourus et d'un droit de résidence touristique de durée limitée et circule à travers l'Europe en répondant à un besoin de solidarité familiale. Comme au Canada, les déplacements de ces nouveaux migrants résultent principalement de la demande de garder les petits-enfants. Leurs mobilités s'inscrivent dans un processus de transmission culturelle intergénérationnelle transnationale. Souvent monolingues, ces migrants renforcent l'usage de la langue roumaine au sein des familles mixtes, en provoquant une vive interaction entre les deux cultures ; ils participent à la socialisation de leurs petits-enfants, en complexifiant la vision du monde qui leur est transmise (Salvan, 2007). La multiplication et l'enchaînement des mobilités au cours de périodes ne dépassant pas trois mois successifs (correspondant à la durée maximale d'un séjour touristique dans l'espace Schengen) donnent lieu à un style de vie pendulaire, mis sous le signe d'une médiation culturelle et familiale active.

En Suisse, nous avons pu observer des pratiques similaires au sein de couples de migrants roumains qualifiés. Investis à plein temps dans une carrière professionnelle de succès, ils font

appel aux membres de la famille élargie pour la prise en charge des tâches domestiques. Ayant droit de séjourner en Suisse pendant au maximum six mois par année, mais pas plus de trois mois successifs, parents, sœurs, tantes, oncles relayent leurs présences dans les foyers roumains. Ils y reconstruisent sans délai les repères de leur univers d'origine : le Roumain est la langue exclusive de communication à la maison, les enfants sont socialisés prépondéramment à travers la culture roumaine, y étant exposés quotidiennement. Les médias satellitaires permettent aux membres de la famille résidant temporairement en Suisse (mais aussi aux migrants) de vivre en prise avec l'actualité du pays, en évitant ainsi une éventuelle discontinuité. Le captage des chaînes roumaines de radio et de télévision par satellite est largement répandu en Suisse, notamment parmi une certaine catégorie des élites techniques (ingénieurs en informatique, télécommunication, microtechnique). Les décodeurs livrés en Roumanie fonctionnant également en Europe Occidentale, y inclus en Suisse, la plupart de ces migrants ont contracté des abonnements auprès d'un fournisseur roumain, au nom d'un parent domicilié au pays. Ils exploitent ainsi une faille du système de diffusion roumain, en payant des titres d'émission très bon marché, et peuvent réceptionner la totalité des chaînes et des programmes émis pour le public du pays.

Ces mobilités pendulaires influent aussi sur le métissage de la vision du monde des grands-parents. Il en résulte une nouvelle optique, enrichie de pratiques et de représentations véhiculées dans les foyers français ou suisses de leurs enfants, qui sera transmise ensuite et appliquée dans la société roumaine.

Cette circulation migratoire devient un vecteur de cosmopolitisation du vécu, et implique une approche différente d'un quotidien dans lequel se recoupent et se mélangent des références locales et globales. Ce processus changera probablement à l'avenir, lorsque l'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne sera totalement achevée et que l'on aura une libre circulation de personnes, sans contraintes administratives. Il en découlera en plus une transposabilité des droits sociaux des populations retraitées à l'intérieur de l'espace européen[111].

[111] Conformément à la législation communautaire, les retraités ont le droit de choisir librement leur pays de résidence, une partie des droits sociaux (sécurité sociale, pension, etc.) leur y étant aussi transférés.
Source : http://ec.europa.eu/youreurope/nav/fr/citizens/index.html

6.2. Les défis et les paradoxes identitaires des modes de vie transnationaux

La diversité et la complexité des phénomènes suscités par la migration des professionnels roumains hautement qualifiés au Canada, analysés précédemment, nous rendent attentifs aux implications de la mobilité dans le domaine des processus identitaires. Le regroupement ethnique et l'attachement constant des migrants à leur univers d'origine sont-ils synonymes d'une stabilité dans les repères de l'identité individuelle et collective ? Indiquent-t-ils un risque d'exclusion ou de marginalisation dans la société d'accueil ? Sont-ils la manifestation d'un nationalisme transnational, moins culturel et plus social, qui peut s'exprimer dorénavant indépendamment des territoires nationaux (Kastoryano, 2006) ? Constituent-ils un invariant nécessaire dans le processus enchevêtré de reconstruction de l'identité dans la mobilité ? Ou ne représentent-ils qu'un des possibles registres de conjugaison des appartenances multiples et différenciées des migrants (acteurs dans un monde tissé en réseaux, dans lequel se fondent des référentiels locaux, nationaux et globaux à la fois) ?

La réponse est complexe, parce qu'il s'agit d'une mosaïque composée de toutes ces dimensions. Celles-ci sont différemment pondérées dans un écheveau dans lequel des histoires, des intérêts et des motivations individuelles s'entremêlent à des contextes politiques et socioéconomiques variables. L'avènement de l'« ère de l'information » (Castells, 1998) catalyse les échanges et accélère les métissages culturels, accentuant la tension entre les deux forces « en lutte pour remodeler notre monde et notre vie : la mondialisation et l'identité » (Castells, 1999 :11).

N'oublions que, dans le cas des migrants roumains, ceux-ci appartiennent à un peuple peu confronté à l'altérité dans son histoire récente[112], notamment sous le régime communiste. Ce régime avait non seulement isolé ses citoyens par rapport au monde extérieur, mais il avait également transformé son objectif d'égalitarisme en idéologie d'Etat. Les réactions des anciennes et des nouvelles générations en contact avec une nouvelle réalité sociale bâti sur des altérités et des interconnexions complexes sont ainsi très différenciées. Elles se situent sur une échelle qui va du repli identitaire total et le rejet de l'Autre pour la plupart des plus âgés, jusqu'à un accueil tolérant de l'altérité, voire une ouverture vers un mode de vie cosmopolite qui célèbre la diversité et le mélange des cultures, pour une certaine catégorie des plus jeunes.

[112] Cela n'avait pourtant pas été le cas avant la constitution de la Roumanie moderne, quand sur son territoire se côtoyaient des populations d'origines diverses : valaques, moldaves, autrichiens, allemands, turcs, slaves, etc.

Quelques exemples permettront d'illustrer les tonalités marquées de différence dans les réactions identitaires de ces migrants.

6.2.1. Les processus de métissage et de reconstruction identitaire

6.2.1.1. La découverte du multiculturalisme canadien : une ouverture sur le monde

Pour la plupart des migrants interviewés, le contact avec la société canadienne a eu lieu bel et bien avant la migration proprement dite ; encore en Roumanie, ils cherchaient déjà à connaître, par écran interposé, à quoi ressemblait le monde qui leur ouvrait ses portes et dans lequel ils projetaient de construire une carrière professionnelle et de vivre à l'avenir, seuls ou avec leurs familles. C'est ainsi que les premières impressions, vraies ou fausses, ont pris forme.

Les forums de discussion *TheBans* ont constitué des espaces intermédiaires d'acclimatation à distance à la société d'accueil, culturellement différente de la société roumaine. Ils ont été la scène de nombreuses mises en débat de l'identité et des transformations identitaires produites par la migration. Dans ces discussions, des stéréotypes forts (véhiculés notamment par les futurs migrants résidants en Roumanie) ont été confrontés à des visions plus objectives, résultant de l'expérience vécue des migrants roumains au Canada. A titre d'exemple, en mai 2002, un débat virtuel au sujet de la cohabitation multiculturelle et multiraciale au Canada a mobilisé beaucoup d'énergies et suscité de vives réactions. En résumé, ce débat a été polarisé par deux camps : d'un côté, les défenseurs de l'enrichissement identitaire facilité par un environnement sociopolitique favorable à la diversité culturelle et un contexte social de grand métissage ; et de l'autre, les partisans d'une supériorité de l'homogénéité culturelle, source de cohésion et d'unité sociale. Les images et les comparaisons évoquées dans ce débat ont été fortes, parfois choquantes[113] ; elles ont incité à des prises de position véhémentes, prouvant que l'apprentissage de l'altérité est un processus qui perturbe les repères identitaires. Ce processus peut aboutir à des attitudes de large ouverture sur le monde, donnant lieu à des optiques et des modes de vie cosmopolites ; mais il peut aussi produire le renfermement dans

[113] Mentionnons, à titre d'exemple, la comparaison des migrants indiens (de l'Inde) au Canada avec la minorité tsigane de Roumanie. La comparaison entre ces deux populations dépend uniquement de critères de discrimination raciale (par exemple, la couleur de la peau) et repose sur des arguments fortement subjectifs, issus d'un imaginaire essentiellement monoculturel. Ainsi, certains migrants roumains éprouvent un sentiment de supériorité face aux migrants indiens ; ils jugent, entre autres, que l'on doit éviter d'habiter à côté d'une famille indienne. Les raisons qu'ils invoquent sont souvent d'ordre olfactif, les senteurs de la cuisine indienne très épicée étant perçues comme un envahissement de l'espace privé ; toutefois, elles rappellent des préjugés solidement ancrés dans leur pays.

une optique étroite, autour d'un « noyau essentialisé » de l'identité (Melucci, 1989), célébrant les vertus d'un entre-soi homogénéisant.

L'une des personnes interviewée se rappelle de ce débat, qu'elle commente par le biais de son expérience vécue ultérieurement au Canada.

> *« Je me rappelle que j'avais suivi attentivement les polémiques nées autour de la présence massive des migrants indiens, pakistanais et chinois au Canada. J'étais encore à Bucarest, et c'est vrai qu'on a réfléchi pendant quelques jours à qu'est-ce que cela pourrait nous faire, de vivre parmi ces gens là ! On a vécu un sentiment contradictoire, car cela mettait en question nos représentations du Canada, symbole de civilisation et de qualité de vie. Il était difficile d'imaginer que la qualité de vie et la diversité culturelle vont de pair ! […] Je ne me rendais pas compte à l'époque, mais l'image créée à travers ce débat était fortement connotée ; avec le recul, je peux dire qu'elle était indubitablement raciste ! On occultait par ailleurs que ces « exotiques » étaient aussi des gens éduqués, des professionnels et des informaticiens comme nous. L'Inde a toujours été le principal pourvoyeur d'informaticiens dans le monde ! »* (Amina, informaticienne, 32 ans)

Ce récit soulève la question d'un travail nécessaire sur soi auquel le migrant ne peut pas échapper. La migration implique presque toujours un ajustement des représentations de soi et de l'autrui. L'exposition à l'altérité et à la diversité culturelle, ainsi que le contact avec une société accueillant des immigrés qualifiés indifféremment à leur origine, produisent un remaniement des valeurs autour de cette nouvelle réalité.

> *« Nous avons appris ce qu'est la diversité culturelle. En Roumanie c'était inimaginable d'accepter que des gens des pays dont tu n'as pas d'idée où ils se trouvent sur la carte viennent travailler… nous avons vécu dans une société exclusive d'un point de vue culturel. Or, au Canada c'est tout le contraire. Je disais à un collègue que je ne suis pas Canadienne, et il m'a répondu : « tu n'y es pas encore car tu es arrivée il y a une année seulement, mais tu y seras dans deux ou trois ans ». Si tu vis ici, t'es Canadien ! »* (Carmen, informaticienne, 28 ans)

Sa propre différence est ainsi intégrée à un système de reconnaissance multiculturelle des droits citoyens (Taylor, 1994) sur laquelle repose la politique d'immigration et de citoyenneté canadienne. Si la plupart des sociétés occidentales sont fondées sur une communauté de droits, celle du Canada est basée sur les droits des communautés. L'Etat fédéral canadien comprend dans son concept d'identité nationale la notion et la reconnaissance des minorités culturelles. Dans cette perspective, les lois de la citoyenneté et les politiques multiculturalistes[114] comportent le principe que toute culture doit bénéficier d'un respect égal,

[114] Voir à ce titre la politique canadienne de multiculturalisme (1971), la Loi sur l'immigration (1977), la Loi sur le multiculturalisme canadien (1988), etc. http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/policy/act_f.cfm; http://www.pch.gc.ca/multi/plan_action_plan/tous_all/part_one_1_f.cfm

appliquant ainsi l'idée de la diversité. Les résidents venus de tout horizon peuvent jouir de la sorte de l'égalité des droits civiques et de vote, indépendamment de la race et de la culture. De même, ils considèrent, de par ce statut au sein de l'Etat canadien, que leur culture traditionnelle est reconnue à l'égal des autres.

Le multiculturalisme canadien est d'autant plus apprécié qu'il se différencie fortement de la politique d'enfermement des pays d'Europe occidentale, rejetant la réalité d'une mixité culturelle inévitable dans le monde actuel. Pour Tudor, arrivé au Canada par une procédure d'asile politique[115] après quelques mois passés dans un camp de réfugiés en Autriche, la pleine reconnaissance des droits civiques et culturels des migrants au Canada est équivalente à une libération identitaire. Dans ce contexte, l'individu se sent libre de répondre à l'appel de l'autoréalisation.

> *« Je reconnais la valeur du multiculturalisme canadien ; il y a une grande différence entre l'Autriche et le Canada quant à l'habileté du migrant à s'intégrer. […] Le Canada a un système de reconnaissance juridique et de protection sociale très solide et cela te permet, même sans avoir l'expérience du risque, de prendre des risques. Tu peux alors faire ce qui te plaît et pas uniquement ce que tu dois faire pour survivre. Et cette liberté t'amène naturellement à te libérer de complexes, à trouver ta vraie identité et aller vers le domaine où t'es le meilleur et tu peux avoir du succès, par un processus fait de tâtonnement et d'élimination que cette sécurité te permet »* (Tudor, avocat, 36 ans)

Face à la reconnaissance politique de la légitimité de la diversité et de la différence dans la sphère publique, les migrants roumains sont confrontés au besoin de concevoir une manière nouvelle de vivre ensemble.

> *« Les premiers mois il a fallu s'accommoder à d'autres habitudes, une autre culture, une autre société. Parfois j'étais frustré car je pensais que les choses que je connaissais étaient meilleures, mais ce n'est pas toujours vrai. C'est d'ailleurs le principal bénéfice de vivre ici : en étant ouvert à ce qui se passe autour, je peux choisir ce qui est bon d'ici et de là-bas […] J'ai appris à apprécier différemment les amitiés profondes que j'avais nouées en Roumanie. Par contre, ici j'ai appris ce qu'est la tolérance, les gens sont plus calmes et plus tolérants au Canada »* (Calin, ingénieur électronicien, programmeur, 35 ans)

[115] Opposant aux néo-communistes, il était parmi les jeunes étudiants ayant milité activement contre le régime d'Iliescu en 1991. La répression violente de la manifestation pour la démocratie déroulée pendant quelques semaines à Bucarest en 1992 – Piata Universitatii – lui a laissé des souvenirs traumatisants. Battu bestialement par les mineurs, il a été récupéré à la morgue par un ami. Conseillé de quitter d'urgence le pays, il a été aidé par des organismes internationaux à se réfugier en Autriche. Il est devenu avocat et défend les droits des réfugiés et d'autres immigrés au Canada.

6.2.1.2. La place de l'origine dans la reconstruction identitaire

L'appartenance à l'univers culturel roumain reste, certes, le pilier de référence de leur identité et leur existence.

> *« La Roumanie représente pour moi un lieu de référence, un repère pour toutes mes expériences actuelles, tant positives que négatives, je me rapporte en permanence aux lieux, aux traditions, à l'éducation reçue là-bas »* (Petru, ingénieur, réalisateur TV, 42 ans)

Cette appartenance se conjugue différemment, sur plusieurs plans de la vie du migrant. Ce dernier s'identifie à un certain nombre d'éléments culturels ayant façonné très tôt sa manière d'être, puis il ressent parfois le frémissement de ses attaches roumaines, au gré de sensations, d'émotions et de souvenirs du pays natal.

> *« Je me suis posé la question qu'est-ce que signifie pour moi le fait d'être Roumain, de parler la langue roumaine. Il y a plusieurs aspects : tout d'abord l'émotionnel. Je suis lié à travers ma propre histoire à une série d'idées, d'histoires, de personnalités roumaines. Mais il s'agit ici d'un réseau social, formé des personnes et d'idées, qui n'a pas affaire avec le fait d'être roumain. Il y a ensuite une certaine sensibilité, une certaine éducation, une certaine culture. Il est clair que de ce point de vue je suis roumain, ou peut être européen, il y a des différences entre moi et les autres – dans la façon d'inviter des gens à la maison, dans l'existence d'une certaine gradation dans l'amitié, un certain rythme de la vie sociale – qui ont affaire avec mes racines roumaines. […] Mais il y a des énormes différences entre les Roumains d'ici et ceux de la Roumanie, entre les vieux et les jeunes. Il me semble par exemple que les personnes plus âgées sont plus attachées à l'idée d'être Roumain, pour eux cette origine roumaine donne couleur à tout ce qu'ils font ; ils vibrent quand tu parles d'une poésie, d'une chanson, d'un auteur roumain. Tandis qu'une partie des jeunes professionnels qui viennent aujourd'hui faire leur vie au Canada me semblent être des Canadiens de langue roumaine* » (Calin, informaticien, 30 ans)

Il est aussi mis en évidence un effet de génération sur le rapport à la culture d'origine, les plus jeunes ayant déjà été socialisés dans un environnement social dominé par les messages et les référents fédérateurs de la globalisation.

En même temps, le sens de la centralité culturelle change. En contact avec d'autres réalités et d'autres valeurs culturelles, les migrants développent un sens critique aigu à l'égard de la société roumaine. Ils cherchent à réduire les « dissonances » en recherchant des explications formulées à travers leurs nouvelles expériences culturelles.

> *« Une fois que t'as vécu dans une autre société, libre et démocratique, à l'étranger, tu changes de mentalité et tu as envie de faire quelque chose, de montrer aux tiens qu'on peut vivre autrement. En même temps tes attentes augmentent, et parfois on a l'impression de ne plus se comprendre, car le langage se modifie et le contenu de la communication aussi ; je fais référence au contenu subtil de la communication, y*

> *inclus des attentes tacites. Il m'arrive de ressentir un sentiment douloureux de non-appartenance au chaos de la société roumaine actuelle, que je regrette beaucoup ; les Roumains n'ont pas l'expérience de la liberté et sont déroutés »* (Tudor, avocat, 36 ans)

6.2.1.3. Une identité « mosaïque », flexible et hybride

Acteurs stratégiques de leur propre (re)configuration identitaire, les individus négocient les frontières de leurs identités et apprennent à vivre avec un sens multiple de « soi ». Ils sont amenés à faire constamment des choix, à apprendre de nouveaux langages et codes sociaux, ce qui leur permet de revendiquer leur autonomie et de redéfinir leur identité « mosaïque » (Melucci, 1989).

Dans les lieux de résidence, ce processus mène naturellement à un façonnement permanent des attitudes, des valeurs et des mentalités, à la recherche d'un équilibre relatif entre les repères de l'univers d'origine et ceux de la société d'accueil. Il se met en place, de ce fait, une sorte de « cohabitation culturelle », qui consiste « à établir des règles permettant à chaque culture de se protéger tout en dialoguant avec les autres cultures » (Wolton, 2003b : 48).

> *« Pour moi être Canadien se traduit par savoir vivre tous ensemble, accepter les différences, les valeurs et les apports de chacun ! C'est la leçon que j'ai appris en vivant ici et je me sens aujourd'hui Canadien pour cela. Mais je ne peux pas nier qu'en arrivant j'ai eu un choc culturel. En métro je me croyais à une assemblée de l'ONU, tellement il y avait des gens de différentes couleurs, origines, cultures. »* (Paul, journaliste, 40 ans)

Les migrants s'exercent de la sorte à acquérir une capacité nouvelle, celle de percevoir et de s'approprier de manière créative les contradictions et les complémentarités des cultures différentes, tout en contribuant à l'émergence d'une valeur nouvelle, celle du respect de la culture des autres.

Ils font ainsi preuve de ce qu'Ulrich Beck appelle une *imagination dialogique* (Beck, 2002a), et inscrivent leur responsabilité dans une sphère globale ; cette expérience les oblige à une négociation permanente des expériences culturelles contradictoires sur les plans politique, économique et social.

Les migrants roumains apprennent ainsi à être « d'ici et de là-bas », d'être pareil et différent à la fois et de jongler avec leurs appartenances selon les circonstances. Ils admettent que le métissage culturel ne signifie pas un affaiblissement identitaire. Bien au contraire, ce métissage leur permet de mieux se situer dans un monde fait d'interdépendances globales et leur fournit des outils pour mieux négocier leurs intérêts en rapport avec une société ou

l'autre. Une partie d'entre eux adhère sans réserve à l'« expériment multiculturel » qu'ils perçoivent comme une étape incontournable dans l'histoire future de l'humanité.

> *« Ils sont éduqués dans cet esprit, le multiculturalisme est une réalité quotidienne. Dans une publicité pour n'importe quel service ou produit, dans le premier plan apparaît un asiatique, dans le second un britannique, un indien. […] A mon avis, au Canada on expérimente la société du futur où toutes les ethnies et toutes les races vivent en harmonie. Le multiculturalisme est un mixage d'identités composites et je vois la société canadienne comme une expérience dans un monde global dans laquelle l'identité ethnique et religieuse deviennent secondaires »* (Lucian, électronicien informaticien, 29 ans)

Cette perception enthousiaste du multiculturalisme n'est pas partagée par tout un chacun, mais elle indique indéniablement l'émergence d'un type nouveau d'acteur. Il s'agit d'un individu cosmopolite qui, de par son aisance culturelle et sociale dans plusieurs univers, pourra jouer un rôle de médiateur et gérer plus efficacement les situations de crise ou de controverse.

> *« C'est une chance de parler plusieurs langues et de maîtriser le système social et politique de plusieurs pays, c'est une ouverture, une brèche dans mon horizon qui me permet d'entrevoir une réalité en plus. Je me sens enrichi avec une culture et davantage prêt à connaître des autres »* (Ovidiu, informaticien, 32 ans)

Ces nouvelles réalités offrent la possibilité d'appartenir à plusieurs mondes culturels dans son existence.

Calin, émigré avec ses parents à l'âge de l'adolescence, avec une trajectoire migratoire qui relie des étapes multiples (Paris et Perpignan en France, l'Allemagne, ensuite Montréal et puis Toronto au Canada) a été perpétuellement exposé au mélange des cultures. Ses débuts français dans la migration sont marqués par le sentiment d'être un provincial (« *provenant d'un village du fond de l'Europe* »), en décalage culturel avec les jeunes de son âge. Plusieurs moments de rupture et de reconstruction identitaire ont été nécessaires avant qu'il puisse trouver ses marques à travers les espaces socioculturels parcourus. Ce processus d'« hybridation culturelle » (Werbner, 1997) lui a permis de comprendre qu'il existe une infinité de nuances même à l'intérieur d'une seule culture.

> *« En vivant parmi des immigrés depuis mon plus jeune âge, je pensais que les Roumains étaient tous les mêmes. Car, en tant qu'immigré, tu rencontres un certain groupe et tu penses qu'il est représentatif. Or j'ai compris seulement au moment où j'ai pu aller à nouveau en Roumanie, après 1989, qu'on peut être Roumain sous une multitude de formes. »* (Calin, informaticien, 30 ans)

Son parcours l'a amené en permanente coexistence avec l'Autre, façonnant une nouvelle représentation de soi dans le monde (Hannerz, 1990).

> *« Si tu me demandais où je me sens « chez moi » je ne saurais pas te répondre. D'une part, pour moi il s'agit moins d'un endroit que d'un contexte où je peux être moi-même. D'autre part, il s'agit peut être d'un style de vie, où on n'a plus besoin d'un endroit situé sur le globe pour être chez soi ! » »* (Calin, informaticien, 30 ans)

Cette optique lui permet de s'identifier un peu à chaque espace parcouru, de se projeter comme « citoyen du monde » et de développer des racines métisses qui donnent une rationalité différente à son sens d'appartenance.

On assiste aussi à l'émergence d'un type d'acteur qui s'identifiera moins à une culture et à un groupe, et plus à un mode de vie nouveau, cosmopolite, à l'intérieur duquel il faut faire un effort permanent d'adaptation à une réalité dynamique, fragmentée, faites de contrastes. La statique sociale sera alors inappropriée pour valoriser la flexibilité et la multiplicité des appartenances de cet acteur (Coenen-Huther, 2007). Si l'individu reste « le lieu où s'articule l'acteur et le système, l'action et les faits sociaux, la subjectivité et l'objectivité, la construction de la société et l'imposition de la société aux acteurs » (Dubet, 2005 : 3), cet « homme pluriel » (Lahire, 1998) traverse et fréquente plus ou moins durablement des espaces (« matrices ») de socialisation différents, hétérogènes, parfois contradictoires. Il apprend ainsi à puiser sa force dans une culture de la différence, étant capable de modifier les sens de la contrainte et de trouver des moyens pour dépasser les limites imposées par les rigidités structurelles. Il transforme le voyage (qu'il soit réel ou imaginaire) dans des mondes contrastés, sa connaissance et son immersion dans l'altérité en outil principal pour la création d'un espace de liberté de l'acteur.

6.2.2. L'acteur cosmopolite : une figure nouvelle dans le paysage migratoire du XXI^e^ siècle

On retrouve dans les récits précités une partie des prédispositions et des pratiques cosmopolitiques qu'identifient Bronislaw Szerszynski et John Urry (2002, 2006), à savoir :

> « extensive *mobility*, in which people have the right to 'travel' corporeally, imaginatively and virtually, and for significant numbers also the means to so travel ; the capacity to *consume* many places and environments en route ; a *curiosity* about many places, peoples and cultures, and at least a rudimentary ability to locate such places and cultures historically, geographically and anthropologically ; a willingness to take *risks* by virtue of encountering the 'other' ; an ability to '*map'* one's own society and its culture in terms of a historical and geographical knowledge, to have some ability to reflect upon and judge aesthetically between different natures, places and societies ; the *semiotic* skill to be able to interpret images of various others, to see what they are meant to represent, and to know when they are ironic ; and an *openness* to other

> peoples and cultures and a willingness/ability to appreciate some elements of the language or culture of the 'other' ». (Szerszynski et Urry, 2002:470)

Les migrants apprennent à s'enraciner partout dans le monde et à être en même temps d'un quelque part multiple, en y développant de nouveaux systèmes de références transformant les relations entre le global et le local, tant dans la sphère de proximité qu'à distance. Ils développent de la sorte ce que Beck nomme un « cosmopolitisme banal » (Beck, 2006 : 83).

Par ailleurs, une mobilité extensive traversant réellement des espaces et des sociétés n'est pas forcément nécessaire. L'exposition permanente à des informations hétérogènes provenant de sources très variées, les interactions à distance avec des individus dispersés dans le monde, culturellement et socialement différents, sont les nouveaux éléments socialisateurs du XXI^{e} siècle. Les cultures mêmes – traditionnellement définies dans le sillage d'un territoire circonscrit – deviennent mobiles ; nous sommes entrés ainsi dans une ère où les nouvelles formes d'interaction à distance changent drastiquement nos manières d'être dans le monde. D'une part, il se crée et s'accentue une conscience de l'interdépendance et de la globalité (Beck, 2006). Cette conscience encourage l'émergence d'une solidarité globale qui combine une conception universaliste des droits humains avec une conscience cosmopolite de la différence (Szerszynski et Urry, 2006) et donne lieu à une cosmopolitisation réflexive (Beck, 2006). De l'autre, un nombre croissant de personnes développe de nouvelles aptitudes d'« habiter » à distance leurs propres mondes. Ces personnes sont capables de reconstruire et vivre de la sorte dans des cultures particularistes, tout en incorporant dans leurs identités les dispositions universalistes d'une existence cosmopolite (Beck et Sznaider, 2006 ; Szerszynski et Urry, 2006). C'est la tension de l'ambivalence de l'optique cosmopolitique (Beck, 2006), dans laquelle les individus ne sont pas tenus de se détacher de leur appartenance aux lieux, aux groupes et aux cultures spécifiques pour atteindre une émancipation cosmopolite (Latour, 2004). Cela permet de regrouper des notions contradictoires, puis de nous interroger sur la coexistence de comportements antagonistes. Des revendications très locales, culturellement enracinées, sont confrontées à des pratiques transcendantes, élitistes et universalistes, se déployant translocalement et transnationalement.

Cela explique en conséquence la diversité de situations rencontrées dans notre recherche : des migrants âgés dont l'identité semble résister à l'hybridation tout en renforçant son essence d'origine (Werbner, 1997) et qui apprennent les lois de la mobilité transnationale dans le seul but de continuer à vivre dans leur micro-univers familial et en prise avec leur univers

d'origine (qu'ils n'hésitent pas par ailleurs à reconstruire à Toronto) ; des jeunes professionnels qui se bâtissent un univers de vie dans lequel se combinent des références socialisatrices locales et globales à la fois ; des migrants qui se cantonnent dans une relation fidèle à leur patrie, tandis que d'autres s'émancipent pour s'épanouir à l'intérieur de trajectoires et de modes de vie cosmopolites. La coexistence d'orientations divergentes chez les mêmes acteurs se légitime aussi, dans un mouvement de va-et-vient paradoxal entre les repères stables ou plus fluides de leur existence. Une « cosmopolitisation (inégale) de la biographie » (Beck, 2006) se manifestera ainsi différemment, en fonction des facteurs socioculturels et démographiques spécifiques (âge, formation, socialisation et accès inégaux aux technologies, etc.). De la sorte, l'hybridité n'est pas un processus accessible indifféremment à toutes les catégories sociales. Les différences sociales font sens pour expliquer le positionnement des migrants dans le continuum local – global.

Les informaticiens migrants inscrivent leur parcours de vie dans une culture de la mobilité (professionnelle et géographique) qui les rend particulièrement aptes à développer des visions et des trajectoires cosmopolites. Leur rapport privilégié aux TIC permet de transformer ces dernières dans des outils indispensables à un savoir-vivre détaché des contraintes spatiales et temporelles. Cet informaticien migrant ayant fait de son outil de travail l'extension de son savoir-être dans le monde, incarnera une figure nouvelle, celle d'un acteur cosmopolite.

Dans l'ère numérique, dans cet écheveau d'Internet, de haut débit, de rapidité, d'immédiateté et de coprésence, ce migrant construit sa façon d'être (avec les autres) dans le monde en accord avec une biographie aux frontières intérieures abolies, dont le symbole

> « n'est plus le « flâneur », mais la boîte e-mail : on est là ou pas, on ne répond pas, et pourtant on répond automatiquement, on envoie et on reçoit – avec un décalage temporel et spatial – des messages que l'on peut techniquement stocker et réceptionner aux quatre coins du monde.» (Beck, 2006 : 89)

Par ailleurs, ces nouvelles possibilités techniques permettent et encouragent d'une manière unique et inédite une « polygamie géographique » (Beck, 2000) d'une intensité jamais connue par le passé. L'acteur cosmopolite sera alors cet individu polygame géographiquement et culturellement, qui saura s'approprier de manière créative les particularismes des lieux et des cultures transités pour mieux s'en servir dans l'accomplissement de ses projets dans un monde global. Aussi, les TIC engendrent une portabilité de la culture d'origine qui s'inscrit d'une manière originale dans ces parcours cosmopolites, s'enchevêtrant à des nombreux autres référents identitaires.

Plusieurs des trajectoires de migrants hautement qualifiés étudiées dans notre recherche mettent en scène de telles compétences cosmopolites. Celle de Mihnea, le migrant roumain ayant produit une révolution des pratiques migratoires grâce à son site web *TheBans*, apparaît d'une exemplarité idéal-typique.

Son parcours, postérieur à la dissolution du portail communautaire du site web www.thebans.com et à son retrait progressif des activités communautaires, est le résultat d'une valorisation de ses ressources transnationales et d'une mise en œuvre d'une vision cosmopolitique du monde. Le défi professionnel est omniprésent dans toutes les étapes de son projet ; la mobilité représentant seulement un moyen particulièrement adapté pour y parvenir. Nous synthétisons ici le récit de ce parcours, riche d'enseignements.

Encadré 1 : Notes de terrain suite à plusieurs discussions informelles avec Mihnea, en été 2005 et au courant de l'année 2006.

Entre janvier et juillet 2005, Mihnea et Daniela sont resté à peine deux mois à Toronto. A la recherche de nouveaux défis, ils ont bénéficié pendant quatre mois d'un contrat de visiting professor à l'Université de Beijing en Chine où ils ont enseigné des technologies de pointe dans le domaine bancaire. Cette expérience en Asie a confirmé leur capacité de s'insérer dans des processus qui se déploient à une échelle globale, en tirant avantage de leur double culture, roumaine et canadienne. En Chine, leur expérience roumaine dans un régime communiste draconien a permis de comprendre le quotidien éprouvant de leurs étudiants chinois ; l'empathie qui s'est établie ainsi entre eux leur a attiré la sympathie de ces derniers. Ceux-ci ont apprécié que, « par rapport aux autres professeurs nord-américains ou ouest-européens, les canadiens nous comprennent le mieux », en ignorant que les « Canadiens » étaient aussi des Roumains.

Au terme de leur engagement, en juillet 2005, ils commencent à chercher de nouveaux contrats et lancent des « amorces » à Toronto, en Chine et en Suisse. Ils se sentent prêts à tenter de nouvelles expériences. Ils décident de ne pas rentrer immédiatement au Canada et prennent un mois pour prospecter le marché européen. Pour se déplacer pendant leur séjour prospectif en Europe, ils ont acheté une voiture d'occasion en Allemagne qu'ils laisseront à la famille en Roumanie à la fin du séjour.

Ayant accumulé un capital social transnational, ces jeunes professionnels roumains n'hésitent pas à activer, dans leur campagne de prospection des marchés occidentaux, leurs relations sociales avec des personnes résidant en Suisse et en Allemagne (des Roumains-Canadiens revenus en Europe, ainsi que des personnes connues par relations d'affaires ou pendant leurs voyages en Antarctique, Patagonie, Argentine). Un homme d'affaire suisse, rencontré aux antipodes, les invite chez lui pour deux jours pendant leurs vacances. Mihnea connaît ainsi une autre personne qui le met sur la piste d'une boîte lausannoise à la recherche d'un expert informatique correspondant à son profil. Il envoie un CV par email, deux jours après il a une interview fixée ; le courant passe entre lui et l'employeur. Sur le point d'être engagé, il se confronte toutefois à l'obstacle du permis de séjour. En Suisse, le nombre annuel de permis attribuables à des non-ressortissants de l'UE est délimité en fonction de critères économiques et politiques ; en plus, son obtention peut prendre jusqu'à six mois, or l'employeur a besoin de quelqu'un tout de suite.

Cette première opportunité est ainsi ratée. Ils rentrent à Toronto en automne, en attendant que les efforts engagés dans la recherche du travail en Suisse produisent des effets.

Suite à l'activation des personnes ressources de son réseau, un ancien collègue roumain de Toronto, travaillant dans le cadre de la succursale IBM de Zürich, lui annonce qu'il y a une position vacante chez eux. En décembre 2005 il est appelé à Zürich pour un entretien d'embauche : il est soumis à 15 heures d'interview, avec 15 personnes différentes, pendant trois jours. Le directeur, d'origine australienne, est séduit par son parcours et convaincu par ses compétences. Sa candidature est cependant rejetée par ses potentiels futurs collègues, dans une procédure de consultation collaborative. Ces personnes, attachées à leur entreprise au sein de laquelle elles ont construit une carrière de longue durée, craignent que leur nouveau collègue les quitte aussitôt qu'il sera appelé par d'autres défis. Paradoxalement, ce qui dans la logique de Mihnea semblait équivalent à un engagement de longue durée (il avait promis de rester au moins deux ans à l'IBM), est perçu par les autres comme un manque de fidélité et un risque de désengagement qu'ils préfèrent ne pas assumer. Dans le contexte suisse, les valeurs de la flexibilité et du challenge (complétées par des conditions financières et professionnelles optimales) qui guident son projet professionnel et qui sont fortement appréciées au Canada, ne sont pas ressenties de la même manière.

Rentré à Toronto où il continue de faire tourner en vitesse de croisière sa propre entreprise *TheBans*, il ne se décourage pas et continue d'envoyer des dizaines de CV à d'autres employeurs en Suisse. Ses démarches débouchent sur plusieurs entretiens téléphoniques. Il se rend compte que ses compétences techniques et professionnelles sont recherchées. En mai 2006 il y revient pour se présenter à huit interviews pendant une semaine et reçoit deux offres d'emploi. En attendant, il avait pris des renseignements précis (auprès d'un cabinet d'avocats) sur la législation suisse en matière d'immigration[116] afin d'éviter tout éventuel blocage bureaucratique. Entre le moment de sa première tentative de chercher un contrat de travail en juillet 2005 et la concrétisation de son projet en mai 2006, il s'était familiarisé avec les principaux obstacles administratifs auxquels il aurait pu être confronté et les subterfuges lui permettant de les éviter. Il apprend ainsi qu'il peut obtenir plus facilement un permis de séjour en tant qu'investisseur. Pendant le mois suivant il enregistre son entreprise en tant qu'entreprise de consultance, transfère une partie de son capital canadien dans un canton suisse à basse fiscalité et loue une maison. En pesant les avantages et les inconvénients de deux offres de contrats reçues, il choisit celle qui apporte le plus à son CV et au portfolio de son entreprise tout en étant la moins contraignante. Il s'agit d'un contrat dans un domaine toujours d'avant-garde (le développement de la technologie vidéo et TV en ligne sur les téléphones mobiles). En été 2006 il s'installe avec sa famille en Suisse.

Sa femme bénéficiera dans un premier temps d'un permis de séjour dans le cadre du regroupement familial (en tant qu'épouse) et il l'engagera ensuite dans le cadre de leur entreprise pour sous-traiter d'autres contrats. Il se considère ainsi fair play vis-à-vis du système suisse, en épargnant une place contingentée.

[116] Comptant 20 % d'étrangers, la Suisse constitue un important champ de discussion et de réflexion sur la migration. Par rapport au Canada, pays traditionnel d'immigration, qui a mis en place une politique migratoire très attractive, la politique migratoire suisse est beaucoup plus restrictive et sélective. L'accès au marché de travail suisse est régit par le modèle dit « des cercles ». En 1991, en prévision de l'adhésion de la Suisse à l'Association Economique de Libre Echange (AELE), la Suisse a mis en pratique une politique de recrutement selon laquelle la priorité est donnée aux travailleurs recrutés au sein des Etats membres de l'UE (premier cercle), suivis par les travailleurs provenant d'autres pays traditionnels de recrutement hors de l'UE (Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle Zélande – 2ème cercle) et, troisièmement de tous les autres pays. Depuis 1998, le modèle des trois cercles a été remplacé par un système binaire de recrutement (à 2 cercles : UE et les autres pays) (Florez, 2004), renforcé par un système de quotas. Les autres types de migrations sont plutôt dissuadés. A cette politique migratoire restrictive s'ajoute un système de naturalisation particulièrement compliqué, reposant sur un système de décision à trois niveaux (communal, cantonal et fédéral) unique au monde. La naturalisation ordinaire requiert entre autre une durée de résidence en Suisse de douze ans (Wanner et Piguet, 2002).

En moins d'une année son entreprise devient partenaire Swisscom certifié et développe ses activités. A l'avenir, il souhaite former en Suisse une équipe d'après le modèle *TheBans* et reproduire ainsi sa recette du succès professionnel.

Entre-temps, il a reçu à nouveau une proposition de contrat en Chine qu'il a déclinée ; son entreprise continue à fonctionner avec une antenne à Toronto, les projets canadiens étant gérés par sa femme et par quelques collaborateurs de l'équipe *TheBans*. L'avenir reste ouvert, il garde la possibilité de revenir au Canada dans quelques années. Pour l'instant les avantages de la Suisse font pencher favorablement la balance : une bonne école pour les enfants, une meilleure qualité de vie avec plus de temps à disposition pour la famille, la proximité de la Roumanie qui se trouve à une heure et demie d'avion.

Le choix de la Suisse comme nouvelle étape dans leur parcours de vie est d'ailleurs justifié par de nombreuses raisons, à la fois personnelles et structurelles. Premièrement, il s'agit de la recherche du défi professionnel dans le domaine des technologies de pointe (l'environnement suisse étant reconnu dans le monde comme ouvert et stimulant dans ce domaine). En deuxième lieu, ils cherchent une meilleure qualité de vie ; en contraste avec les villes américaines, avec des distances chronophages, la Suisse présente la particularité d'être un pays confiné, avec un excellent système de transports publics. Une meilleure organisation des trajets et des temps de travail leur permet de dégager plus de temps pour les loisirs. S'ajoute à cela une offre de loisirs beaucoup plus attractive qu'au Canada. Troisièmement, le système d'éducation scolaire suisse semble présenter, aux yeux de Mihnea et de sa femme, des avantages incontestables.

> *« Les enfants arrivent à l'âge scolaire et ici* [en Suisse] *le système d'enseignement public nous semble encore solide. En plus, nos enfants sont déjà parfaitement bilingues en anglais et roumain. Ce serait pour eux un avantage incontestable de suivre une formation dans une autre langue, respectivement en allemand. Ils pourront ainsi aller vivre n'importe où dans le monde ».*

On constate sans surprise que la socialisation des enfants dans l'esprit d'un mode de vie cosmopolite occupe une place importante dans leurs projets. Enfin, mais non dernièrement, ils sont attirés par la proximité avec la Roumanie, de laquelle ils sont reliés par des liens affectifs, mais aussi par des projets économiques.

Ce qui est remarquable dans ce parcours, c'est qu'il se déploie sans trop perturber d'autres activités professionnelles que Mihnea continue de maintenir à distance.

> *« Pour nous, le monde est devenu petit. Nous sommes partout « chez nous », nous allons là où on est bien, nous habitons le monde en quelque sorte. […] L'avantage de notre ère est que tu peux être n'importe où et paraître présent là où il faut. Par exemple, nos clients canadiens ne savaient pas que nous étions en Chine, car notre entreprise TheBans a continué de fonctionner, malgré notre absence. Nous répondions aux emails professionnels d'un hôtel en Chine, de la plage au Brésil, ce*

> *matin de nos amis de Bâle ; seulement deux-trois collaborateurs très proches se trouvant à Toronto connaissent notre localisation et nous contactent en cas de besoin. Mais nous faisons un métier qui ne nécessite pas une présence physique, en tout cas pas tous les jours. ».*

Il instrumentalise aussi ses différentes appartenances, dont celles nationales. En Suisse, seulement quelques proches connaissent son origine roumaine, la plupart de ses collaborateurs professionnels savent seulement qu'il est Canadien. Aux yeux des autorités suisses, il passe également pour un investisseur canadien, statut plus valorisant que celui de travailleur migrant.

L'individu avec des attaches modulables fait ainsi de ses « appartenances choisies » (de Singly, 2003) à une échelle transnationale, voire globale, les atouts à l'origine des parcours innovants (Wievorka, 2007). Nous retrouvons ici le pouvoir d'un « individu dialogique », capable à combiner des logiques différentes à l'intersection des contraintes des systèmes sociaux d'intégration (l'individu social), des opportunités des marchés divers (l'individu rationnel) et de l'affirmation d'une autonomie morale (l'individu éthique) (Dubet, 2005). Selon François Dubet, cet individu dialogique n'est plus sujet des déterminismes sociaux, mêmes si les contraintes sociales continuent à exercer une forte pression, en se complexifiant. L'exigence de son autonomie émerge dans le contexte d'une dissonance des capitaux et de ses habitus. Il développe alors la capacité d'agir « comme un stratège dans un contexte social défini en termes de concurrence et de ressources » et se construit « en arrachant son autonomie aux contraintes sociales » (Dubet, 2005 : 9-10).

Cette donne de la modernité permet d'envisager le migrant comme un individu capable de produire à lui seul le sens de sa mobilité, de construire son monde dans une distance et une tension continues avec la société et les espaces sociaux parcourus. De nombreux jeunes professionnels roumains inscrivent leurs projets de vie en rapport avec cette réalité.

> *« Pour moi, l'avenir peut m'amener n'importe où, je suis ouvert à tout ! La Roumanie aurait le potentiel de devenir un contre-pôle de développement en Europe, une alternative de délocalisation des marchés européens face à la Chine. Ce serait peut-être très intéressant dans quelques années de rentrer en Roumanie, si je trouve par exemple une entreprise canadienne qui voudrait ouvrir une antenne en Roumanie. […] L'Europe pourrait être aussi une alternative, la richesse culturelle pourrait peser dans la balance, malgré une moindre attractivité d'un point de vue professionnel. […] Mais j'attendrai le moment où je pourrai rentrer en Europe en tant qu'européen de Roumanie et non pas comme un Roumain de Roumanie »* (Petru, informaticien, 29 ans)

6.2.3. L'instrumentalisation des appartenances multiples : pourquoi avoir deux citoyennetés[117] ?

6.2.3.1. Acquérir la citoyenneté canadienne : une soupape de sécurité

Au Canada, la loi sur la citoyenneté repose sur le double principe du droit du sol et du droit de sang[118]. La citoyenneté canadienne peut être obtenue par filiation, par naissance sur le sol canadien ou par naturalisation. Le Ministère de l'immigration et de la citoyenneté (CIC) attribue la citoyenneté canadienne à toute personne majeure en faisant la demande qui remplit les critères suivants : a été admis en tant que résident permanent, a résidé au Canada pendant au moins trois ans durant les quatre dernières années précédant la demande[119], possède une connaissance suffisante d'une des langues officielles (le français ou l'anglais), connaît suffisamment le Canada, son histoire et sa géographie, ainsi que les devoirs et les privilèges conférés par la citoyenneté canadienne et il n'est pas poursuivi pour des actes criminels. En plus, la loi canadienne autorise la double citoyenneté ; les candidats à la citoyenneté canadienne ne sont pas tenus à renoncer à celle d'origine.

Depuis 1947, plus de six millions de personnes ont obtenu la citoyenneté canadienne. Chaque année, environ 200'000 immigrants deviennent des citoyens canadiens par naturalisation (soit près de 85% de tous les immigrants acceptés annuellement) et prêtent le serment de citoyenneté. Dans la répartition de ces migrants naturalisés par province de résidence, plus de la moitié font serment d'allégeance dans l'Ontario. En 2005, c'était le cas de 115'636 personnes sur les 196'3008 immigrants naturalisés.

---

[117] Les termes « citoyenneté » et « nationalité » sont souvent employés de façon interchangeable. Cependant, sur le plan juridique, il existe une différence notable entre ces deux termes. Ainsi, la double nationalité fait référence au statut formel d'appartenance à un Etat, tandis que la citoyenneté renvoie aux droits et aux devoirs des nationaux. De cette sorte, la double nationalité va permettre aux individus d'appartenir à deux ou plusieurs Etats, sans forcément leur garantir l'accès aux attributs de la citoyenneté nationale dans les deux Etats, et en particulier au droit de vote et celui d'occuper des fonctions publiques (Levitt et de la Dehesa, 2003). Par la suite, nous employons volontairement le terme de « double citoyenneté », ce qui est conforme au statut permis par la législation roumaine et canadienne.

[118] Selon le texte de loi en date du 9 octobre 2007. Source : http://laws.justice.gc.ca/fr/ShowFullDoc/cs/C-29///fr

[119] La première loi du Canada en matière de citoyenneté est entrée en vigueur en 1947 et a été remplacée par une nouvelle loi qui a été promulguée en 1977. Depuis, un certain nombre d'incohérences ont été signalées. Pour pallier à ces incohérences, un projet de modification de la loi de citoyenneté (C-16) propose entre autres de préciser les exigences en matière de résidence. Le changement important porte sur la définition de la résidence comme présence effective au Canada. Les demandeurs seraient tenus d'accumuler trois ans (soit 1'095 jours) de présence effective au cours des six ans précédant la présentation de leur demande. Selon la loi actuelle, le terme de résidence donne lieu à des interprétations radicalement divergentes. Il n'exige pas obligatoirement la présence effective au Canada, des preuves de liens importants avec le Canada tout au long de la période étant suffisantes. La nature de ces preuves est variée : le maintien de la résidence, des permis de conduire d'une province canadienne, des comptes bancaires canadiens, l'appartenance à des associations ou à des clubs, etc. Conséquence extrême, par le passé certains demandeurs ont obtenu la citoyenneté canadienne même si la période de présence effective au Canada se résumait à quelques mois, voire quelques jours.

Les migrants roumains s'inscrivent dans cette tendance générale ; plus de 90% des résidents admis au Canada pendant les années de 1986 à 1995 ont acquis la citoyenneté canadienne, et plus d'un quart possèdent une double citoyenneté (CIC, 2005).

Notre recherche a mis en évidence un fort intérêt pour l'acquisition de la citoyenneté canadienne. Par rapport au statut de résident permanent, cette dernière présente un certain nombre d'avantages incontestables. Non seulement elle assure en plus le droit de vote et d'éligibilité, et donc de participation à la vie politique canadienne, mais elle enlève les restrictions de mobilité auxquelles le résident permanent est tenu à se soumettre[120]. En effet, la plupart des migrants roumains interviewés apprécient ses vertus non pas par la plénitude des droits que cette reconnaissance juridique leur confère à l'intérieur de la société canadienne, mais surtout à travers les possibilités de mobilité que ce nouveau statut leur offre. Paradoxalement, une fois acquise, la citoyenneté canadienne ne les lie pas au territoire canadien. C'est une citoyenneté passeport, garante d'une reconnaissance sans réserve du droit à la mobilité, que le passeport roumain n'offrait pas jusqu'en 2002 (quand l'exigence de se procurer des visas touristiques pour voyager en Europe a été levée). De ce fait, l'acquisition de cette citoyenneté constitue une revanche à l'égard de l'Europe. Dans leur propos, les migrants naturalisés invoquent le plus souvent la mobilité potentielle acquise, même si celle-ci ne se produit pas toujours dans les faits.

> *« La citoyenneté canadienne est pour moi comme une protection, elle te donne la sécurité que tu peux à tout moment revenir dans un pays où le minimum vital, « the basic », est assuré ! Elle t'assure aussi le respect des autres. […] j'ai vécu en Allemagne, et je me rappelle les humiliations que je subissais dès que je disais être Roumaine. A cause de la mauvaise réputation que certains Roumains, souvent des Rroms, ont acquis par leurs actes douteux. […] Le passeport canadien me procure ce respect dont je n'ai pas pu jouir en tant que Roumaine et la liberté de voyager où je veux, quand je veux, sans dépendre d'une lettre d'invitation pour obtenir un visa, ni en perdant des heures dans les files d'attente devant les ambassades occidentales en Roumanie »* (Marta, ingénieur, 31 ans)

L'acquisition de cette citoyenneté représente pour certains migrants un but en soi, l'objectif instrumental d'un projet migratoire plus vaste, qui peut viser un retour (temporaire) en Roumanie ou l'accès sur le marché du travail européen.

---

[120] Jusqu'en 2002, en vertu de l'ancienne législation sur l'immigration, lorsqu'un résident permanent séjournait à l'étranger pour une durée de plus de 183 jours au cours d'une période de 12 mois, il était réputé avoir cessé de résider en permanence au Canada, ce qui pouvait entraîner la perte du statut de résident permanent. Après la modification de la Loi concernant l'immigration et l'asile au Canada en 2002, cette condition de résidence a été un peu adoucie, le résident permanent devant séjourner au Canada pendant au moins 730 jours (deux ans) au cours d'une période de cinq ans.

> *« Nous ne sommes pas venus pour y rester ! Notre plan était le suivant : nous allons au Canada, nous obtenons la citoyenneté canadienne, nous faisons un enfant, nous épargnons pour acheter une maison en Roumanie… et dans 5 ans au maximum nous rentrons, en Roumanie ou ailleurs en Europe ! […] Dans cette idée, le fait d'avoir la citoyenneté canadienne t'offre une sécurité en plus : de savoir qu'il y a un endroit où tu peux aller en étant respecté, si la situation se détériore en Roumanie ou dans les Balkans. Car la sécurité consiste dans la liberté de circulation que te confère ce passeport ! »* (Lucian, électronicien, programmeur, 29 ans)

Cette nouvelle classe de professionnels migrants développe une logique plus flexible à l'égard de la citoyenneté, et cela sur plusieurs plans : professionnellement, ces migrants sont adaptables à une grande variété de situations sur le marché global qui réclament des compétences techniques pointues ; culturellement, ils sont flexibles et s'imprègnent et empruntent des valeurs propres aux différentes sociétés transitées ; juridiquement et politiquement, ils bénéficient de l'appartenance à plusieurs Etats-nations qui continuent à réglementer leurs circulations (Ong, 1999).

> *« La citoyenneté canadienne à un prix très élevé, des années de frustrations, des efforts, des renonciations, mais elle t'assure une grande liberté de mouvement dans le monde. […] Ce qui nous a vraiment aidé à dépasser notre statut d'immigrants c'était notre éducation, je pense que c'est ça le vrai passeport. Car seul le passeport canadien, si tu ne le combines pas avec un certain mode de vie, ne signifie pas grand chose. […] En même temps, être Roumain est quelque chose de très précieux, je suis très fier de l'être ! Car être Roumain signifie être européen, c'est-à-dire avoir un bagage culturel et revendiquer un héritage historique et culturel.* (Cristian, informaticien, 32 ans)

La citoyenneté canadienne s'intègre alors à une palette de signifiants identitaires dont seule la conjonction explique l'articulation d'appartenances que ces individus mobilisent pour amplifier leur capacité d'agir en rapport avec plusieurs sociétés et Etats. Ces migrants bénéficient entre autres de différents régimes de droits (en termes de soins médicaux, de sécurité sociale, etc.).

Dans cet esprit, on peut constater que même les migrants âgés, qui résident au Canada en continuant de vivre culturellement en phase avec la Roumanie et qui ont peu de contacts avec la société et les institutions canadiennes, prennent conscience des avantages d'une double citoyenneté. De fait, ils souhaitent acquérir la nationalité canadienne au plus vite afin de mieux profiter des privilèges sociaux de l'Etat-providence canadien.

> *« Nous avons maintenant déjà trois ans depuis que Radu nous a parrainés, l'année prochaine nous pouvons demander la citoyenneté canadienne. Pourquoi ne jouir pas des avantages d'un statut complet ? D'ailleurs, même comme résidents nous avons*

> *droits à l'assistance médicale, nous avons des droits !* » (Gelu, instituteur à la retraite, père de Radu – programmeur, 70 ans)

Ces exemples montrent que, en accord avec ses orientations locales ou cosmopolites, chaque migrant utilisera la possibilité de devenir citoyen canadien pour optimiser son autonomie et diversifier ses outils d'action.

6.2.3.2. Vivre au Canada en gardant la citoyenneté roumaine

La possibilité de garder la citoyenneté roumaine après avoir émigré et acquis la citoyenneté d'un autre Etat est récente. La politique roumaine de la citoyenneté a ouvert cette possibilité après la chute du communisme, simultanément à l'ouverture des frontières, suite à l'adoption d'une nouvelle loi de la citoyenneté[121].

Un grand nombre de personnes ayant fui le régime communiste avait recouru au statut de réfugié politique. Dans certains cas, cette procédure a fait de ces migrants des apatrides ; dans d'autres cas, ils ont du renoncer à la citoyenneté roumaine de droit (en signant un acte de renonciation) ou de fait (par la coupure de contacts avec l'Etat roumain et le non-renouvellement des passeports roumains). Après 1991, ces personnes ont obtenu le droit de demander à nouveau la citoyenneté et le passeport roumains, tout en gardant une éventuelle autre citoyenneté acquise entre temps et le domicile dans un pays étranger. Ce droit a été également accordé aux descendants de premier et deuxième degré (enfants et petits-enfants).

Ce problème ne se pose pas à la nouvelle génération de migrants qui garde tous les droits de la citoyenneté roumaine. Celle-ci est conservée d'office, sauf demande explicite de renonciation. Selon la loi, tout citoyen roumain qui s'établit temporairement ou de façon permanente dans un autre pays a l'obligation de déclarer son départ, de déposer sa carte d'identité et de faire inscrire la mention « domicilié à l'étranger » sur son passeport roumain. Dans les faits, cette obligation n'est pas une contrainte, et nombreux sont ceux qui résident à l'étranger sans le déclarer auprès des autorités roumaines[122]. Un grand nombre de migrants roumains au Canada détient, de la sorte, à la fois un passeport et une carte d'identité roumains. Certains d'entre eux feignent ainsi d'avoir une présence et une résidence formelles en Roumanie. Cela est concrétisé par le maintien de propriétés (notamment des biens

[121] La Loi no. 21/1991 de la citoyenneté roumaine, http://legislatie.resurse-pentru-democratie.org/21_1991.php.
[122] Ce fait explique très probablement les sous-estimations des flux migratoires dans les statistiques roumaines.

immobiliers) à leur nom. En même temps, le passeport roumain renforce le sentiment d'appartenir à la Roumanie par une reconnaissance institutionnelle de ce lien.

D'un point de vue pratique, le fait de continuer à détenir la citoyenneté roumaine tout en résidant au Canada présente une série d'avantages bureaucratiques, notamment dans les procédures de rétrocession de propriétés, d'héritages, d'achat et de vente, mais aussi dans les relations d'affaires et les investissements économiques.

> *« Le passeport roumain est un lien concret avec le pays d'origine qui donne des droits. Pour une mobilité facilitée en Europe ils utilisent le passeport canadien, mais en Roumanie ils ont des avantages à faire valoir avec le passeport roumain. Certains préparent sérieusement une retraite à cheval sur les deux pays. Ils investissent maintenant en Roumanie, achètent des terrains, construisent des maisons… et ils font le projet de vivre à l'avenir 6 mois par année en Roumanie et 6 mois au Canada, pour ne pas perdre des droits sociaux ici » (*fonctionnaire consulaire MAE à Toronto*)*

L'usage du passeport roumain est instrumental et suit une logique de coprésence qui cherche à maintenir entrouvertes toutes les voies de l'avenir et à garantir d'amples marges de manœuvre sur plusieurs territoires et espaces.

L'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne au 1er janvier 2007 ajoute une dimension nouvelle à l'attractivité de la citoyenneté roumaine, car elle donnera à l'avenir des droits – de circulation et de résidence – élargis à l'Europe toute entière. Il est difficile d'anticiper si les migrants roumains établis au Canada seront nombreux à faire valoir dans le futur la reconnaissance de leur appartenance européenne ; il est à supposer toutefois que les plus entreprenants d'entre eux en profiteront davantage pour élargir leur sphère d'action et déployer leurs projets de vie avec plus de facilité.

L'usage des droits citoyens dans l'un ou l'autre des Etats au bon gré des intérêts du migrant souligne la complexité de la problématique des doubles (multiples) allégeances. La double citoyenneté implique aussi une tension entre les devoirs de loyauté envers les Etats. Cette tension est source de dilemme, comme un de nos interlocuteurs n'hésite pas à exprimer :

> *« Le multiculturalisme canadien est très permissif. Non seulement on permet aux migrants de s'organiser sur la base des critères ethniques, mais en plus on les finance pour le faire. Or, je me suis sincèrement posé la question de la loyauté ! Une fois devenu citoyen canadien, ce serait un devoir moral et éthique d'être loyal au Canada… qu'est-ce que je ferais dans la situation, hypothétique, d'un conflit entre la Roumanie et le Canada, entre la Roumanie et l'OTAN ? Je suis très attaché à la Roumanie, une partie de ma famille vit là-bas, je garde la citoyenneté roumaine, mais j'ai choisi néanmoins d'être canadien… »* (Tudor, avocat, 36 ans)

L'autorité des Etats est ainsi mise en doute ; les acteurs étatiques doivent aussi s'adapter à la flexibilité des individus, diversifier leurs discours monologiques et développer de nouveaux régimes de « souveraineté graduelle » (Ong, 1999).

7. Nouvelles formes de mobilisation transnationale : militantisme online et actions collectives

La large pénétration des TIC dans tous les domaines de la vie sociale et leur adoption au quotidien par migrants et non-migrants ont provoqué l'émergence de sphères publiques transnationales et de nouveaux espaces d'action collective qui permettent la rencontre et la mobilisation de populations dispersées autour d'objectifs communs.

Internet, de par sa capacité à établir des liens entre identités, locations et cultures, crée *a priori* un espace d'expression égalitaire dans lequel se rencontrent des migrants, des futurs migrants et des non-migrants. Il permet à ces populations de (re)construire assidûment leur horizon socioculturel à travers l'échange de ressources matérielles et symboliques. Cet espace d'expression démocratique représente par ailleurs un medium particulièrement approprié pour véhiculer et coaguler différents points de vue dans une voix collective capable de défendre les intérêts des populations minoritaires dans les sociétés d'accueil (Mitra, 2005). Les populations migrantes peuvent ainsi s'organiser collectivement pour dépasser des barrières économiques et socioculturelles. Nous empruntons le concept de « voix » à Ananda Mitra ; selon cet auteur, la voix peut être abordée selon deux perspectives qui engendrent chacune une lecture spécifique des pratiques virtuelles (Mitra et Watts, 2002 ; Mitra, 2005). Une première perspective, *discursive*, conçoit Internet comme une sphère publique virtuelle résultant de l'intersection d'une multitude de voix individuelles. Cette sphère permet le développement de points de vue et de courants d'opinion dominants, assurant la visibilité en tant que collectivité. Dans cette optique, l'espace virtuel – en offrant un environnement rassurant et un lieu sûr pour se dévoiler anonymement – conforte et encourage l'expression de traits identitaires temporairement mis en retrait dans la société d'accueil. Cela permet aux migrants de mieux négocier leur identité dans la vie réelle (Mitra, 2005).

La seconde perspective met l'accent sur la capacité d'Internet à générer les conditions de base de *l'agency*, cristallisant une volonté collective d'action. L'émergence d'une sphère publique transnationale se prolonge par le transfert de dynamiques sociales nées dans l'espace virtuel vers l'espace public. Internet détermine ainsi un modèle participatif nouveau, alimenté par la sphère transnationale, dans lequel la localisation des individus et des ressources devient secondaire. Les exemples exposés dans ce chapitre s'inscrivent dans cette optique. Ils nous

permettent d'une part d'analyser les formes de mobilisation transnationale des migrants roumains hautement qualifiés et, d'autre part, d'interroger l'impact de cette mobilisation sur les phénomènes et les processus l'ayant généré.

7.1. Les Netizens : mobilisation online et participation politique

La participation politique des migrants dans les pays d'origine et d'accueil constitue une dimension du transnationalisme migrant largement étudiée par de nombreux auteurs (Levitt et Glick-Schiller, 2003 ; Glick-Schiller et Fouron, 2001 ; Kastoryano, 2006 ; Smith, 2003 ; Fitzgerald, 2000). Le nombre des pays d'origine ayant adapté leur législation afin de permettre différentes formes d'implication des migrants dans la vie publique est en permanente augmentation (Levitt et de la Dehesa, 2003). Des différences significatives peuvent être notées, en fonction des statuts accordés aux migrants (double nationalité/double citoyenneté) ainsi que de l'étendue de leurs droits (de vote, d'être élus et représentés dans le parlement, etc.).

Dans le cas roumain, la double citoyenneté autorise les migrants à poursuivre la participation à la vie politique du pays d'origine, principalement par l'exercice du droit de vote. Selon les estimations du ministère roumain des affaires étrangères, environ 10 % de citoyens roumains ayant le droit de vote vivent à l'étranger. De plus, à l'heure du numérique il est devenu beaucoup plus facile de s'informer, de suivre des campagnes électorales, de prendre position et de se mobiliser pour exprimer son vote. Les électeurs de l'étranger deviennent d'ailleurs une préoccupation pour les forces politiques des pays d'origine. Les campagnes électorales investissent aussi les TIC, les candidats dialoguent avec les électeurs à travers leurs blogs, les grands débats sont diffusés online, des équipes de communication spécialisées dans les nouveaux médias constituent des pions importants dans les engrenages électoraux qui œuvrent pour la réussite politique[123].

Grâce à Internet, les migrants disposent ainsi d'outils leur permettant d'une part de se forger directement une opinion et, d'autre part, de débattre et de confronter leurs options politiques. Sous cet angle, il s'agit d'étudier l'implication et le rôle des websites des Roumains de

[123] Un exemple récent est celui de la campagne présidentielle de France (2007), où les deux principaux candidats – Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal – ont fait d'Internet et de leurs sites web de candidature des vraies tribunes électorales (http://www.desirsdavenir.org/; http://www.sarkozy.fr/home). Lors de ces élections, un nombre exceptionnellement élevé de Français de l'étranger (soit 535'000) se sont inscrits sur les listes consulaires. Cette élection s'est également distinguée par le développement du vote électronique : 1,5 millions d'électeurs ont voté par le moyen d'un ordinateur de vote.

l'étranger dans la mobilisation politique de ces derniers. www.thebans.com s'est engagé par exemple à deux reprises pour promouvoir un vote de changement politique en Roumanie : lors des élections présidentielle et parlementaire de 2000 et lors du référendum de novembre 2003 ayant eu comme but la modification de la constitution roumaine. En 2000, la campagne déclenchée par *Thebans* a provoqué des réactions virulentes sur les forums de discussion, ainsi que des analyses très drastiques des évolutions des milieux économiques et politiques roumains. Des prises de position divergentes ont polarisé les débats, même si un courant anti-Iliescu[124] a pu incontestablement être cerné. Il reste cependant difficile d'apprécier l'impact de cette campagne sur le taux de participation au vote (en sachant que cette participation a été très faible à Toronto) ou sur les intentions de vote des participants aux forums ou des observateurs passifs de ces débats. En 2003, l'enjeu des votations référendaires était différent. Il s'agissait d'une harmonisation de la constitution roumaine à la législation européenne concernant, entre autres, l'élargissement des droits d'exercice des fonctions publiques de l'Etat à toutes les personnes détenant la citoyenneté roumaine et le domicile en Roumanie (indifféremment si elles possèdent ou non une autre citoyenneté). Les sites web www.thebans.com et www.arcweb.ca ont participé à nouveau à la mobilisation d'électeurs roumains de Toronto, en fournissant une documentation complète sur les objets des votations et les procédures de vote à l'étranger. Par ailleurs, le consulat roumain de Toronto a approché tous les médias communautaires pour transmettre dans des conditions optimales les informations relatives à l'organisation et aux modalités pratiques du référendum ; le gérant du site www.thebans.com a été invité comme observateur du processus de vote, au même titre que des représentants d'autres médias traditionnels.

Ces exemples laissent pressentir le rôle qu'Internet peut jouer dans une mobilisation politique transnationale autour d'enjeux majeurs pour le pays d'origine. En 2004, une autre campagne de mobilisation online de grande envergure a été mise en scène, en vue d'obtenir une large participation aux élections parlementaires et présidentielles des Roumains établis à l'étranger. Si les élections de 2000 avaient suscité peu d'intérêt de la part des Roumains de l'étranger, cette fois-ci la situation est très différente. Cette campagne – « Mergi la vot ! » – a réuni pour

[124] Ancien membre de la nomenklatura communiste, Ion Iliescu a été propulsé au pouvoir lors des événements révolutionnaires du décembre 1989. Président du Front de Sauvetage National (premier gouvernement national révolutionnaire, transformé ensuite dans le Parti Social Démocrate), il a cumulé plusieurs mandats présidentiels (1990-1992 ; 1992 -1996 ; 2000-2004). Les partis de l'opposition et une partie de la société civile roumaine le considèrent responsable du retard des réformes socioéconomiques et d'avoir toléré la corruption dans son parti et dans l'administration roumaine.

la première fois 42 websites communautaires des Roumains de l'étranger[125] et 17 médias et représentants de la société civile roumaine. Ces sites web se sont engagés à encourager leurs utilisateurs à voter ; ils ont fourni une information mise à jour sur les programmes et les débats électoraux, médiatisé les candidats à la présidence, transmis des communiqués de presse, etc. Chaque site web a informé les électeurs de l'emplacement des centres de vote sur le territoire des pays d'accueil respectifs et a rendu compte du déroulement des votations, des résultats et d'éventuels incidents. En outre, des groupes virtuels constitués *ad-hoc* ont milité pour inciter les citoyens roumains vivant à l'étranger à prendre position face la situation politique du pays. Ces initiatives ont porté leurs fruits, car la participation a été massive et le vote de ces Roumains a sanctionné l'inertie et la corruption du pouvoir en place (le Parti Social Démocrate et le président Iliescu). Le vote des Roumains de l'étranger a été par ailleurs décisif dans le deuxième tour de scrutin, faisant pencher la balance en faveur de la démocratie et du changement. Avec un vote largement majoritaire pour l'alliance D.A.[126] (constitué du Parti national libéral et du Parti démocrate) et son candidat à la présidence, les Roumains de l'étranger ont réussi à propulser Traian Basescu en première position. Celui-ci a devancé ainsi Adrian Nastase, son concurrent, appartenant au même parti politique que l'ancien président Ion Iliescu. Nastase avait obtenu une avance confortable après le premier tour (41% des voix, contre 33% pour Basescu). Par contre, les résultats finaux ont été très serrés (Basescu, 51.23% ; Nastase, 48.77%) et probablement influencés par le vote des Roumains de l'étranger. Ceux-ci se sont prononcés à plus de 80% en faveur de Traian Basescu (81.86% en France ; 95% au Canada ; 83% aux Etats-Unis, …). Par ailleurs, dans son discours d'investiture, le président élu a remercié les Roumains de la diaspora pour leur vote.

---

[125] Voici ci-dessous une liste non-exhaustive de principaux partenaires communautaires enregistrés dans cette campagne :

1. www.romanianstoronto.ca – le website de la communauté roumaine de Toronto (ARC).
2. www.casa-romanilor.ch – « Casa Romanilor din Elvetia », le portail des Roumains de Suisse
3. www.romportal.com – « Diaspora romana in Statele Unite » : source no. 1 d'information sur l'émigration aux Etats-Unis
4. www.rovancouver.com – La communauté des Roumains de Vancouver
5. www.fratia.it – « Fratia » : Association de promotion sociale et culturelle des Roumains de Turin
6. www.onlinero.com – « La Roumanie pour les amis » : website de la diaspora roumaine en France
7. www.RoMontreal.info – « Romani din Montreal Online » : portail d'informations utiles à la diaspora roumaine de Montréal
8. www.romanians-fi.info/ro - le portail des Roumains de Finlande
9. www.romani.co.uk – principal espace de rencontre des Roumains de Grande Bretagne
10. http://blog.romaniaitalia.net/
11. www.romanian-portal.com – portail de la diaspora roumaine des Etats-Unis et du Canada
12. www.romanians.bc.ca – le Centre communautaire roumain de British Columbia, Canada
13. www.romanians.nl – le portail des Roumains des Pays-Bas
14. www.rombel.com – le website des Roumains de Belgique

[126] « Dreptate & Adevar » - « Justice & Vérité »

En avril 2007, la campagne virtuelle « Mergi la vot ! » a été relancée à l'occasion du déclenchement d'une procédure référendaire de suspension du président en exercice. Le site web www.voteaza.org a constitué la principale plateforme centralisatrice d'information et de communication des ressortissants roumains à l'étranger. Les websites diasporiques partenaires dans cette campagne leur ont fourni des informations spécifiques. Dans les 178 bureaux de vote installés à l'étranger, on a enregistré un total de 75'027 voix valables, dont 70'044, soit 93.36%, contre la démission du président. En parallèle, avant le vote, l'Association des Roumains Canadiens (ARC) avait pris position – par son site web www.romanianstoronto.ca et par les forums et les listes de discussion sous-jacents – en ce qui concerne la décision du Parlement roumain de suspendre le président Traian Basescu. Elle a encouragé la signature d'une pétition en faveur de ce dernier. Cette pétition, signée en ligne par 948 Roumains du Canada, a été adressée aux présidents du Sénat et de la Chambre des députés du parlement roumain. Elle exprimait l'inquiétude à l'égard de l'instabilité du climat politique en Roumanie. En outre, quelques dizaines de personnes ont participé le 12 mai 2007 à un miting organisé à Toronto (annexe 10).

Un autre problème a mobilisé online les communautés roumaines de l'étranger. Plusieurs d'entre elles ont lancé en 2007 une pétition en faveur du vote par correspondance. Jusqu'alors les ressortissants roumains ne pouvaient voter que dans les consulats roumains. Or, cette procédure dissuade la participation au scrutin, car les électeurs doivent souvent accomplir des longs trajets pour voter. Cette pétition et le débat qu'elle a suscité ont contribué à une nouvelle initiative législative du Ministère des affaires étrangères selon laquelle les citoyens roumains résidant à l'étranger pourront voter aussi par correspondance dans le cadre des élections parlementaires, présidentielles et celles pour le Parlement Européen.

Dans le même ordre d'idées, les prises de position des citoyens roumains à l'étranger se sont multipliées au fil du temps. La mobilisation online prend des formes nouvelles, concernant des sujets divers à portée transnationale et diasporique. Elle permet d'amorcer des actions collectives déterritorialisées, en réunissant des personnes d'origine roumaine dispersées dans le monde autour d'objectifs communs. Mentionnons, à titre d'exemple, une pétition contre le manque d'objectivité et de professionnalisme de la chaîne de télévision CNN qui avait diffusé à huit reprises, entre décembre 2003 et mai 2004, à des heures d'audience maximale, un reportage montrant une image négative de la Roumanie. Cette pétition a été lancée par un groupe de lobbies constitués de Roumains de la diaspora (Romanian WorldWide) ; elle a été

ensuite véhiculée et médiatisée par les listes de discussion et les websites des Roumains de l'étranger, et signée (online) par 4'662 Roumains. Elle dénonce en particulier la programmation par CNN d'un portrait déformé et unilatéral de la Roumanie du XXI^{e} siècle. Elle attribue cette déformation à des jeux politiques de coulisses. Aux yeux de ses signataires, il s'agirait ainsi d'une pression de la part du lobby américain sur le gouvernement roumain pour qu'il accepte de modifier la législation qui interdit actuellement l'adoption internationale des enfants. Par ailleurs, cette hypothèse a été ensuite reprise et amplement commentée par les mass-médias roumains et internationaux.

D'autres actions de ce type peuvent encore être signalées. Par exemple, au Canada, l'ARC s'est jointe à la communauté roumaine de Québec pour lutter en faveur de la reconnaissance des droits sociaux des ressortissants roumains. Plus particulièrement, une pétition online a été lancée pour la signature d'un accord bilatéral de sécurité sociale. Elle demande la reconnaissance de l'ancienneté de travail cumulée dans les deux pays pour le calcul des droits à la retraite (rente vieillesse, d'invalidité, de conjoint survivant, etc.). Signée en ligne par 2'856 personnes (état au 02 octobre 2007), elle renforce les démarches entreprises dans ce sens par le gouvernement roumain auprès de l'Etat canadien.

Tout cela montre qu'une pression citoyenne transnationale peut tantôt conforter et soutenir les politiques étatiques, tantôt s'y substituer ou les contester et combattre. Par ailleurs, Internet favorise l'expression d'un nationalisme transnational qui stimule l'engagement politique des migrants binationaux. Il donne la parole à des citoyens qui ne sont pas dans des positions d'autorité. Il permet aussi la rencontre des Roumains tenus autrefois à l'écart de la nation et de leurs compatriotes plus jeunes pour lesquels la migration complexifie leurs appartenances, sans rien enlever à leur identification nationale. Les TIC contribuent ainsi à la reconfiguration des frontières de l'appartenance nationale.

Ces citoyens « de l'étranger » ne se contentent pas d'être des sujets récepteurs du pouvoir étatique, mais ils participent activement à sa production (Bernal, 2006). Vivant dans d'autres Etats démocratiques, ces migrants ont été exposés à des nouvelles valeurs et pratiques, à des systèmes politiques plus stables et plus performants. Dès lors, ils apportent souvent un souffle nouveau et de changement. Leurs idées se propagent à travers Internet, qui possède toutes les caractéristiques d'une nouvelle sphère publique (transnationale) : un accès ouvert, une égalité de statuts des participants et, même si les discours ne sont pas toujours rationnels, une libre

expression d'opinions et d'avis très divers (Habermas, 1989 ; Bernal, 2006). Par ailleurs, comme nous allons le voir, la rencontre entre migrants et non-migrants à l'intérieur de l'espace virtuel représente un vecteur potentiel de transformation de la société d'origine. Le transfert au sein de la société civile des idées et des dynamiques produites à l'intérieur de cette nouvelle sphère publique pourrait avoir dorénavant un impact politique considérable.

7.2. « Ad Astra » : Un projet online pour la communauté scientifique roumaine

Examinons maintenant un autre projet online. En 2000, le Président de la Roumanie et l'Ambassade des Etats-Unis à Bucarest, conscients de l'ampleur prise par les migrations pour études, ont mis sur pied une série de programmes et d'événements s'inscrivant dans le cadre d'incitation au retour des étudiants et des doctorants roumains formés dans des universités occidentales et américaines. L'organisation d'un Forum des jeunes Roumains formés à l'étranger a eu comme but de mettre en lien les étudiants roumains expatriés avec des employeurs internationaux actifs sur le marché roumain[127]. Cette manifestation a constitué une opportunité d'affirmer explicitement l'intérêt et la volonté du pays – par ses représentants légitimes – de voir ses cerveaux rentrés ou, au moins, les sensibiliser à un effort de réinvestissement pour la Roumanie. L'initiative, qu'on pourrait qualifier de transnationale « par le haut », resta toutefois éphémère et ponctuelle, car elle n'a pas été suivie dans l'immédiat d'une politique soutenue, cohérente et articulée, à l'égard des migrants hautement qualifiés.

Toutefois, ce lieu de rencontre a permis la création de liens informels entre les jeunes scientifiques participants au forum et l'identification d'intérêts communs de recherche et d'action. A cette occasion, un petit noyau a adhéré à la proposition d'un participant de créer un journal en ligne, première « agora » délocalisée des scientifiques roumains engagés dans la production scientifique mondiale. Par ailleurs, les participants ont créé *ad-hoc* un répertoire d'adresses de jeunes roumains intéressés par ce projet qui a servi de base à la création d'un groupe et d'une liste de discussion.

[127] Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat roumano-américain pour le développement qui a mis sur pied plusieurs projets. Mentionnons à titre d'exemple « *Return to Romania - Career Development Project* », géré par l'*International Research and Exchange Board* (IREX). Ce programme a eu comme objectif d'accompagner le retour de jeunes professionnels roumains formés dans les universités américaines et de faciliter leur intégration sur marché roumain du travail et de la recherche. A titre d'exemple, au lancement de ce programme en 1999, 1807 étudiants roumains étaient inscrits dans les universités américaines, dont 1200 en programmes de troisième cycle.

Dans les pages suivantes, ce projet de mise en réseau nous permettra d'analyser l'impact des dynamiques qui en résulte et les processus de réforme du système d'éducation et de recherche qu'il engendrera.

7.2.1. « Per aspera ad astra » : la création d'un réseau virtuel de jeunes chercheurs roumains

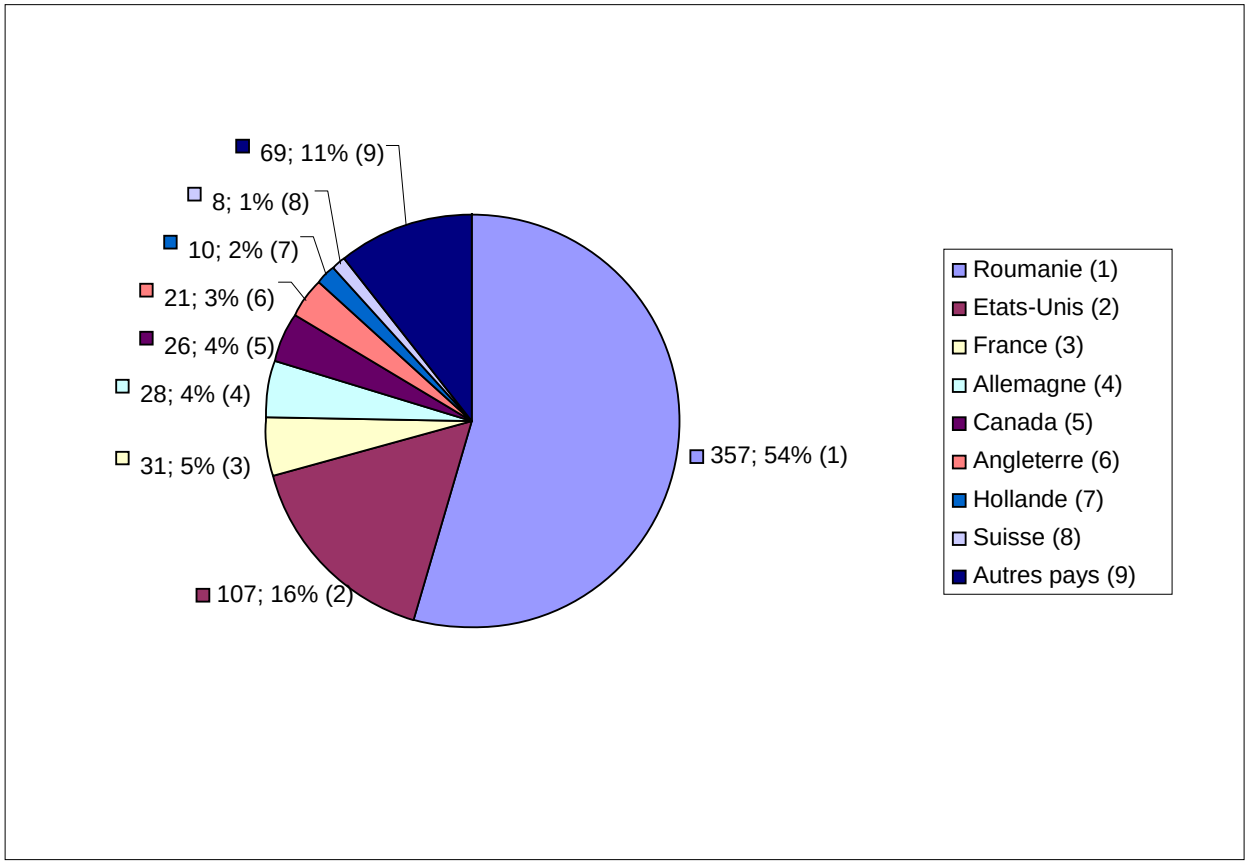
Le journal électronique *Ad-Astra* a vu le jour une année plus tard, en 2001. Des vifs échanges par courrier électronique ont précédé sa création. Pendant une année, ses initiateurs (dispersés aux Etats-Unis, en Suède, en France, en Roumanie, etc.) ont réfléchi et débattu de la meilleure forme à donner à ce projet. L'objectif était d'une part d'assurer une meilleure visibilité aux résultats scientifiques des chercheurs d'origine roumaine et, de l'autre, d'améliorer la qualité de l'activité de recherche développée en Roumanie. Très tôt, la liste de discussion de ce groupe d'initiative s'est avérée être un outil de communication particulièrement adéquat pour la mise sur pied du projet. Le site web, proposé au départ comme support du journal scientifique *Ad-Astra,* est rapidement devenu une plate-forme d'échanges scientifiques et de mise en commun d'expertise et de compétences. Ce site *www.ad-astra.ro* héberge : *« Ad Astra journal »*, une base de données *« Who's who »* dans la science roumaine (structurée par domaine scientifique), une bibliothèque de la science roumaine *« Science Library »*, un agenda de nouveautés, un calendrier à jour des événements scientifiques et une bourse aux financements de recherche (annexes 11 et 12). Les critères d'inscription dans le *Who's who* ont été définis selon les exigences de production scientifique de la communauté internationale. Tout étudiant, jeune chercheur ou chercheur confirmé peut adhérer librement à cette communauté online en enregistrant ses principales publications scientifiques. Cependant, seules les personnes ayant une importante activité scientifique sur le plan international peuvent figurer dans le *Who's who*. Parmi les 143 membres qui s'y sont inscrits après une année, 48 résidaient aux Etats Unis, 46 en Roumanie, 12 en France, 8 en Allemagne, 5 au Canada et en Grande Bretagne, 3 en Grèce, Pays Bas et Suisse, 2 en Italie, Australie et Moldavie, 1 en Suède, Belgique, Irlande et Autriche[128]. Sans refléter la dispersion des scientifiques roumains dans le monde, cette répartition mettait néanmoins en évidence l'attrait des Etats-Unis en tant que pôle d'excellence scientifique. L'impact ultérieur de ce projet et la large reconnaissance d'*Ad-Astra* dans les milieux scientifiques et académiques roumains se traduit dans la nouvelle version 2006 plus étoffée du *Who's who* regroupant plus de 650

[128] Selon l'interrogation de cette base le 27 novembre 2002. http://www.ad-astra.ro/whoswho/?lang=ro

scientifiques roumains reconnus internationalement et plus de 3700 de leurs publications[129]. En outre, plus de la moitié de ses membres résident en Roumanie (voir graphique ci-dessous). Cette base de données constitue actuellement un réservoir réel de compétences et peut servir à l'initiation de collaborations entre les chercheurs roumains.

La réussite de ce projet est due au fonctionnement transnational de son groupe d'initiative. Celui-ci a joué aussi le rôle de catalyseur de la communauté scientifique roumaine.

Graphique 1 : Répartition des membres d'Ad-Astra par pays de résidence (état au 05 novembre 2007)

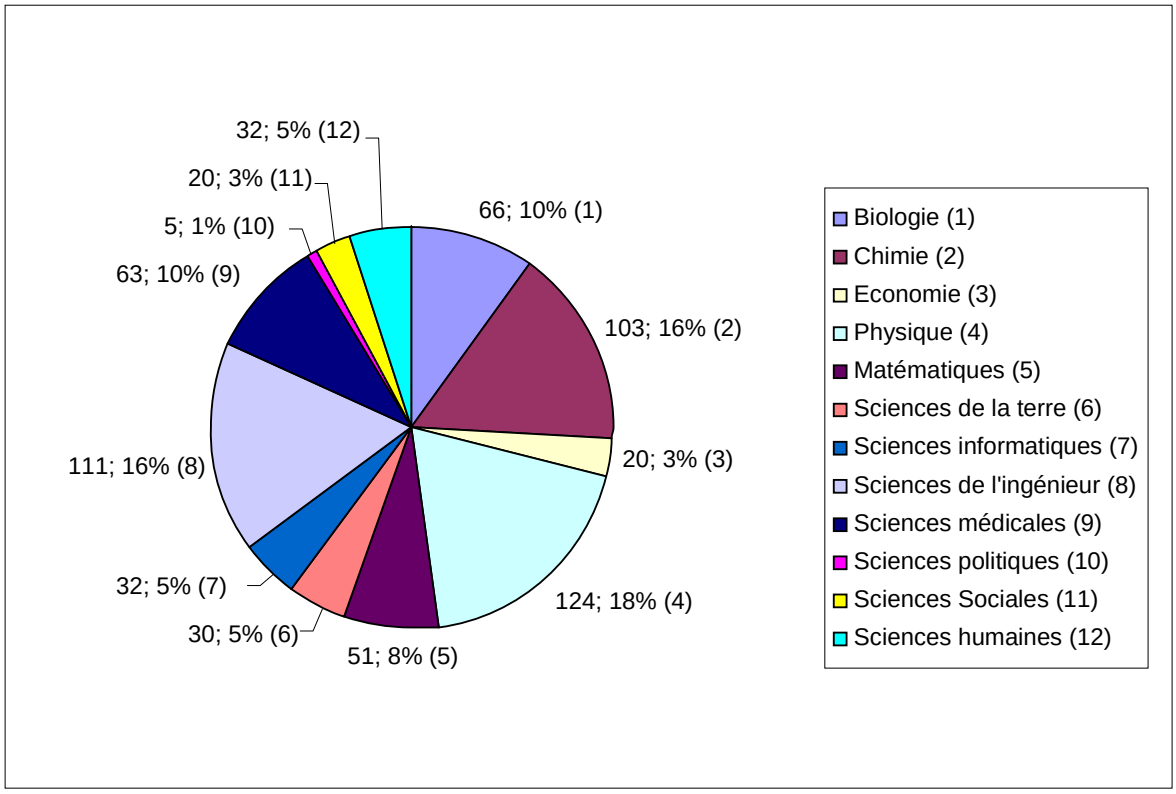


Des 14 éditeurs en ligne, 2 résident en Roumanie, 5 aux Etats-Unis, 3 en France, 1 en Suède, 1 en Suisse, 1 en Australie, 1 en Grande Bretagne (état au 16 novembre 2006). Tous sont de jeunes chercheurs actifs dans des instituts de recherche occidentaux prestigieux, membres de réseaux scientifiques de haut niveau, bien intégrés socialement et professionnellement dans leurs pays d'accueil respectifs.

[129] En réalité, Ad Astra dispose d'une base de données d'environ 1400 chercheurs roumains, inscrits indifféremment de leur performance scientifique.

Il convient aussi de noter certaines polarités disciplinaires, les domaines S&T étant de loin surreprésentés. La physique, la chimie, les sciences de l'ingénierie, la biologie dominent la répartition des membres *Who's who* selon le domaine de recherche, tandis que les sciences humaines, politiques et sociales sont très faiblement représentées.

Graphique 2 : Répartition des membres d'Ad-Astra par domaine scientifique (état au 05 novembre 2007)



Cette agora virtuelle se mobilise et s'exprime par rapport à une centralité culturelle, la vocation scientifique de ces jeunes chercheurs s'articulant dans le sens d'un engagement civique à l'égard du pays d'origine. Ainsi, l'orientation militante du réseau *Ad-Astra* se nourrit de l'attachement au pays d'origine, formulée dans l'aspiration et la volonté d'exercer une influence sur son développement. Les articles et les rapports publiés dans le journal *Ad-Astra* visent à attirer l'attention de la communauté scientifique et de l'opinion publique roumaines à l'égard des processus de réforme du système d'éducation et de recherche. Dès les premiers numéros de ce journal, une préoccupation constante des initiateurs de ce projet a été celle de rendre compte d'une manière fidèle de l'état réel de la recherche en Roumanie. La « *Science Library* » regroupe d'ailleurs plusieurs rapports qui reflètent objectivement la

qualité actuelle de la production scientifique en Roumanie[130]. Plusieurs analyses secondaires de données statistiques et un état de l'évolution de la recherche fondamentale en Roumanie pendant les dix dernières années ont permis aux éditeurs d'*Ad-Astra* de produire une radiographie assez fine des champs scientifiques roumains et des facteurs qui les transforment.

Les causes de la « fuite » des cerveaux et les conditions socio-économiques ayant jugulé le potentiel de développement dans les domaines R&D ont revêtu une grande importance dans les premières études d'*Ad-Astra*. Celles-ci ont tiré un signal d'alarme sur la diminution dramatique des effectifs des chercheurs (de 150'000 en 1989 à seulement 38'433 en 2002). La Roumanie se situait ainsi en 2001 en avant-dernière position en Europe, avec seulement 0.39% de la force de travail constituée de chercheurs (tandis que la moyenne européenne était de 1.39%). Par extrapolation des statistiques produites par Ad-Astra, il est à croire qu'environ 64% des scientifiques roumains au bénéfice d'une production scientifique internationalement reconnue résident à l'étranger (Florian, 2004).

Par ailleurs, la parole est donnée aux chercheurs. Ceux-ci, par leur expérience à l'étranger et en Roumanie, peuvent comparer les conditions de recherche dans les deux situations d'une manière pertinente ; ils peuvent aussi fournir des arguments précis quant aux motivations qui poussent les spécialistes au départ[131]. Les membres de la liste de discussion ont débattu de sujets particulièrement sensibles. Ils critiquent en particulier l'anachronisme, la corruption et l'inertie qui paralysent les structures de la recherche et empêchent la réorganisation de l'enseignement universitaire sur de nouvelles bases (notamment sur des critères précis de compétition et de performance). Un premier état des lieux des problèmes avec lesquels se confrontent les milieux scientifiques roumains révèle une situation critique qui n'encourage

[130] Mentionnons quelques-unes des premières publications auxquelles ont donné lieu les études lancées par les membres du groupe : L. Giosan, T.I. Oprea, « Stiinta in Romania postcomunista : viitorul nu este luminos », Ad Astra 1 (2), 2002. http://www.ad-astra.ro/journal/editorial_ro.pdf; T.I. Oprea, « De veghe in cercetarea romaneasca : Eseuri de filozofia cercetarii », Ed. Mirton, 2001. http://www.ad-astra.ro/library/books/oprea_de_veghe.pdf; R. Florian, « Migratia cercetatorilor romani. Situatia actuala, cauze, solutii », Ad Astra 3 (2), 2004. http://www.ad-astra.ro/journal/6/florian_migratia.pdf ; S. Buhai, « Conditia cercetatorului. Intre realitatea de acasa si idealul din afara », Ad Astra 3 (2) 2004, http://www.ad-astra.ro/journal/6/buhai_conditia_cercetatorului.pdf; S. Szedlacsek, « Zece cai de a atrage cercetatorii romani spre Romania », Ad Astra 3 (2) 2004, http://www.ad-astra.ro/journal/6/szedlacsek.pdf. Pour une liste complète des articles le lecteur peut consulter les numéros du journal en ligne http://www.ad-astra.ro/journal.

[131] *Ad Astra* a lancé un concours d'essais sur le thème « Pourquoi je (ne) rentrerais (pas) faire de la recherche scientifique en Roumanie ? », pour les jeunes chercheurs roumains de l'étranger, ou « Puis-je faire de la recherche scientifique de qualité en Roumanie ? », pour ceux actifs en Roumanie. Cette initiative a suscité de vives prises de positions et des témoignages imprégnés par la subjectivité des expériences personnelles, qui mettent en balance les aspirations d'affirmation et de reconnaissance au sein d'une communauté scientifique internationale avec les contraintes institutionnelles dans des milieux rigides, voire dissuasifs, à l'égard de la recherche en Roumanie.

guère le retour des chercheurs roumains expatriés. En même temps, la discussion active de ces problèmes par quelques dizaines de membres d'*Ad-Astra* témoigne de leur réelle préoccupation pour l'avenir du système roumain d'enseignement et de recherche, ainsi que de leur volonté à s'engager dans une action commune susceptible d'enclencher un processus de réforme.

7.2.2. Quand le réseau virtuel devient un véritable acteur de la société civile roumaine

Ad-Astra a cherché par conséquent un outil permettant d'investir l'espace public, de diffuser les résultats de ses rapports et analyses à large échelle et de produire un débat public attirant l'attention des milieux décisionnels roumains. Une spécificité du fonctionnement de ce réseau virtuel réside dans le fait que, si tout le travail d'édition du journal en ligne se déroule par courrier électronique (la plupart des éditeurs, contributeurs ou membres de la communauté en ligne n'ayant pas de rapports de face-à-face), le dit réseau s'est doté d'une personnalité juridique en Roumanie. Une organisation non-gouvernementale a été fondée en 2002 dans le but d'acquérir une légitimité d'action réelle. Cette association permet aux jeunes chercheurs réunis dans le réseau *Ad-Astra* de se situer en tant que partenaires à part entière des autres acteurs institutionnels du monde de la recherche et de la société civile roumains. Ses buts sont les suivants[132] : soutenir et promouvoir la science roumaine moderne, qu'elle soit produite en Roumanie ou à l'étranger par des chercheurs d'origine roumaine ; promouvoir les droits et les intérêts des chercheurs d'origine roumaine, notamment ceux de la nouvelle génération ; faciliter la communication et la collaboration entre les chercheurs roumains du pays et de l'étranger ; soutenir et faciliter l'intégration de la recherche roumaine au système scientifique européen et mondial ; contribuer à la réforme du système d'enseignement et de la recherche en Roumanie. En 2007, l'association *Ad-Astra* réunissait 47 membres, tous des chercheurs confirmés, avec de nombreuses publications de niveau international[133]. Cette institutionnalisation de la mise en réseau de chercheurs à travers Internet représente une capitalisation politique et économique des ressources sociales, humaines et culturelles dont ils sont porteurs. L'ancrage national est dans ce cas la principale clé d'action qui rend effectif l'impact des réseaux à distance. Le réinvestissement des scientifiques dans la société d'origine peut ainsi devenir effectif et passer d'initiative incitative en action performante. Dans cette nouvelle configuration, les membres du réseau résidant en Roumanie ont un rôle important à

[132] Selon les statuts d'Ad Astra, en ligne à http://www.ad-astra.ro/asso/statut.php
[133] La liste des membres de l'association peut être consultée à l'adresse : http://www.ad-astra.ro/asso/members.php?lang=ro

accomplir dans la mise en œuvre d'initiatives « virtuelles ». Ils constituent l'interface réelle entre une entité transnationale (physiquement déterritorialisée) et les autorités roumaines (le ministère de l'éducation et de la recherche, universités, instituts de recherche, représentants de la société civile, mass-médias, etc.)[134].

Si l'association *Ad-Astra* possède un siège social correspondant de fait à l'emplacement technique du site (à Cluj-Napoca), les formes d'interaction et d'action au sein de cet ONG restent néanmoins dictées par la dispersion géographique de ses membres. Ceci fait d'ailleurs sa spécificité. Dès le début il a été ainsi stipulé dans les statuts de l'association que l'Assemblée générale peut se dérouler à l'aide d'outils électroniques de communication interactive à distance (voire Internet), à condition que tous les membres possèdent les moyens techniques de participer aux débats et qu'ils puissent s'identifier par une signature électronique (celle choisie à l'inscription dans la base de données ou l'adresse e-mail). Les statuts ont été ensuite complétés en 2005 par un règlement interne, stipulant les normes de son fonctionnement et codifiant la pratique du déroulement de ses activités. La liste officielle des discussions, ad_astra_members@yahoogroups.com est ainsi reconnue comme « lieu » principal de rencontre de ses membres (la qualité de membre de l'association assurant automatiquement l'appartenance à la liste de discussion). Les discussions par e-mail sont assimilées à des débats d'une session continue de l'assemblée générale. Par ailleurs, toutes les questions de nature à être débattues par l'ensemble des membres de l'association doivent être discutées exclusivement sur la liste de discussion. Le règlement propose également des principes clairs de bonne conduite, le conseil directeur de l'association pouvant intervenir pour arbitrer d'éventuelles divergences ou situations conflictuelles. Pour être admis dans l'association, une procédure spécifique est prévue : le candidat doit d'abord inscrire ses publications sur le site www.ad-astra.ro. Sa candidature est ensuite soumise au débat sur la liste de discussion. S'il remplit des conditions bibliométriques minimales et qu'aucune réserve n'est émise dans les 24 heures par les autres membres, il est admis.

La procédure de prise de décisions fait l'objet d'un chapitre à part du règlement. Tout membre dispose du droit de proposer un débat sur une thématique spécifique. Il peut aussi demander que celle-ci soit examinée et qu'une décision soit prise à ce propos (prise de position,

[134] Un jeune informaticien résidant en Roumanie, membre fondateur du réseau et de l'association, est ainsi devenu le directeur exécutif et le porte-parole du groupe en diffusant les intérêts de celui-ci dans le pays. D'autres chercheurs roumains ont (re)présenté le point de vue de l'association dans le cadre de différents débats publics (conférences, tables rondes, etc.), à tour de rôles et selon leurs disponibilités.

publication d'un rapport, communiqué de presse, etc.). La formulation de la décision est débattue par les membres sur la liste de discussion au moins pendant 48 heures, et en tout cas jusqu'à ce que toutes les objections formulées sur sa clarté soient levées. La décision est ensuite soumise à une procédure de vote, par la création d'un sondage (poll). Un délai de minimum cinq jours est accordé aux membres pour s'exprimer. Aucune action impliquant l'association ne peut ainsi être engagée sans qu'une décision soit prise selon cette procédure de consultation sur Internet. Par ailleurs, les membres ne peuvent pas engager le nom d'*Ad-Astra* dans des discussions avec d'autres personnes, groupes ou associations sans informer l'assemblée générale, par un message sur la liste de discussion. D'autres listes de discussions supplémentaires ont été créées pour le développement de débats plus spécifiques (l'élaboration par Ad Astra de matériaux concernant l'éducation et la vulgarisation des sciences, la collaboration avec d'autres collègues externes au sujet de la politique de la science en Roumanie, etc.).

Le code de fonctionnement de l'association résulte d'une expérience de trois ans d'échanges sur la liste de discussions du groupe, qui a mis en évidence les avantages mais aussi les failles de ce système de communication. L'institution de règles transparentes et unanimement reconnues par les membres de cette communauté virtuelle a garanti l'efficacité des interactions, imposant une tenue cohérente et productive des débats. De fait, ce réseau virtuel se remarque par la qualité et la pertinence des échanges. A l'encontre de l'expérience éphémère de *TheBans*, les « bonnes pratiques » instaurées dans ce groupe semblent être garantes de sa pérennité. Les dites pratiques s'expliquent aussi par plusieurs facteurs : premièrement l'homophilie socioprofessionnelle des membres du réseau, ces derniers partageant des valeurs communes qui orientent leur participation dans le réseau ; deuxièmement, la transparence exigée sur les identités des participants et la restriction de l'accès à la liste de discussion aux seuls membres de l'association ; ensuite, la définition commune d'un objectif collectif du regroupement virtuel ; enfin l'institution d'une charte et des règles précises du fonctionnement du groupe de discussion qui a assuré un contrôle implicite de la conduite de ses membres.

Avec ces règles, nous trouvons quelques solutions possibles au dilemme social d'Internet, c'est-à-dire à l'inévitable tension entre des rationalités individuelle et collective qui orientent les actions des participants dans le réseau virtuel (Kollock et Smith, 1999 ; Rheingold, 2002). Ces règles rappellent les trois types de solutions qui apparaissent dans la résolution des

dilemmes sociaux en général : l'ordre motivationnel (l'orientation des valeurs sociales, communication, identité de groupe) ; l'ordre stratégique (choix de partenaires, apprentissage social, réciprocité dans le groupe) ; et celui structural (identification, taille et frontières du groupe, normes et sanctions) (Kollock, 1999). Le cadre social d'Internet devient ainsi un outil d'empowerment particulièrement efficace pour les communautés de taille réduite, guidées par des identités, des idéologies et des intérêts précisément délimités (Panagakos et Horst, 2006).

De la sorte, le climat de confiance et les légitimités de ce réseau virtuel ont rendu possible une dynamique intense et efficace des échanges de cette communauté scientifique en ligne. Il a également favorisé une décision de qualité. Par ailleurs, cet espace social transnational tiers a pu encourager des discussions et des critiques qui autrement n'auraient pas pu être formulées ailleurs.

Le groupe de discussions réunissait 51 membres en 2007. Un nombre d'environ 8'100 messages ont été échangés sur cette liste depuis sa création, entre août 2001 et octobre 2007.

Tableau 3 : Nombre de messages échangés mensuellement dans le groupe de discussions (entre juin 2003 et novembre 2007)

	Jan	**Feb**	**Mar**	**Apr**	**May**	**Jun**	**Jul**	**Aug**	**Sep**	**Oct**	**Nov**	**Dec**
2007	204	109	155	96	136	47	157	50	59	65	6	
2006	90	190	295	405	498	157	187	72	9	109	116	172
2005	175	665	675	382	339	269	206	269	230	300	283	83
2004	63	21	25	8	7	8	11	31	23	43	126	149
2003						21	1	39	24	15	88	60

L'information véhiculée est complexe, centrée principalement sur l'avancement des réformes du système d'éducation et de la recherche roumain et sur l'actualité scientifique mondiale et nationale. A partir des politiques développés dans d'autres pays[135] et de leur propre expérience en matière de formation à la recherche dans les grands instituts universitaires occidentaux, les participants aux échanges partagent une expertise scientifique et sociale qu'ils souhaitent mettre au service de réformes en Roumanie.

Plusieurs thèmes ont été soumis au débat dans le groupe de discussion *Ad-Astra*. A titre d'exemple, une des premières initiatives du groupe a été une radiographie exacte du système roumain d'admission au doctorat, complétée par une étude sur le financement de la recherche

[135] « Le modèle hongrois » a suscité, par exemple, tout un débat sur l'importance des mesures incitatives prises par l'Etat pour stimuler l'intégration des chercheurs autochtones à un système de recherche compétitif, de niveau mondial.

et les critères d'occupation des postes de professeurs d'université. Les quelques 500 messages qui ont circulé entre les mois de mars et de mai 2003 ont abouti à la rédaction d'un document intitulé « L'état de la recherche I. Le doctorat ». Celui-ci représente une synthèse des exigences de la formation doctorale en Roumanie s'articulant autour des impératifs d'excellence du marché mondial de la recherche et du travail. Ce texte traduit une prise de position critique de ses auteurs. Ceux-ci jugent d'une manière sévère le système actuel de doctorat et le projet de nouvelle loi de l'enseignement (qui conserverait une formation doctorale tributaire d'un héritage archaïque favorable à l'« inertie » scientifique). Ce premier rapport d'*Ad-Astra* a constitué un signal d'alarme d'autant plus inquiétant qu'il venait de l'intérieur de la communauté scientifique. Publié dans les mass-médias roumains et le journal *Ad-Astra* online, repris par d'autres groupes de discussion, ce texte stigmatise les initiatives gouvernementales qu'il juge souvent superficielles.

La dimension générationnelle n'est pas neutre dans ce positionnement, les jeunes ayant une expérience différente de la compétitivité du monde scientifique (Frangopol, 2002). La proposition d'*Ad-Astra* d'introduire des critères de production scientifique – inspirés de la pratique internationale – pour une évaluation objective de l'activité de recherche permettraient de diminuer le poids de la vieille génération de chercheurs constitutive actuellement d'une oligarchie autarcique au sein du monde universitaire roumain.

Deux autres projets ont encore jalonné les discussions menées sur le web : « L'état de la recherche II. Le financement » constitue le résultat d'une analyse des processus de financement de la recherche roumaine (l'importance des subventions internationales comme soupape pour la survie de l'activité scientifique, la qualité et l'objectivité des commissions d'évaluation, etc.), tandis que « L'état de la recherche III. Générations » a abordé les questions plus sensibles du changement nécessaire des mentalités, de sorte à donner un souffle nouveau aux activités de recherche et d'enseignement. Des problèmes et des expériences concrets auxquels les jeunes sont quotidiennement confrontés, ont été régulièrement partagés dans ce groupe de discussion. Les échanges se sont focalisés sur les obstacles liés à la corruption et au népotisme qui se manifestent dans les rapports de pouvoir, notamment dans l'accès aux postes d'enseignement et de recherche à l'université.

A la suite de ces premières réflexions qui ont tracé la voie d'action de ce réseau de jeunes scientifiques roumains, d'autres thèmes ont émergé et en ont orienté l'activité ultérieure.

Parmi ces thèmes, citons entre autres : l'analyse de la construction du budget de la recherche et de son utilisation, la critique des critères d'évaluation de la performance des universités, la proposition d'un nouveau règlement d'admission au doctorat, la participation à des conférences au sujet de la migration de jeunes chercheurs, la mise sur pied d'un programme de vulgarisation de la science par des conférences données par des membres de l'association dans des collèges et des lycées, etc. Ces activités ont voulu sensibiliser l'opinion publique roumaine à l'importance de la recherche, ainsi qu'aux défaillances de son encadrement ; puis elles ont comme ambition d'améliorer l'objectivité de l'évaluation de l'activité de recherche et d'accroître la transparence du processus d'allocation de fonds et de promotion universitaires[136].

Ce réseau virtuel a produit de la sorte une série de documents : synthèse des problèmes et des failles des processus de mise au concours et des programmes de financement de la recherche, proposition d'un « index Ad-Astra » permettant l'introduction des critères bibliométriques d'évaluation de la capacité de recherche des universités et des chercheurs, réalisation d'un classement des universités roumaines (comparable au classement Shangai), synthèse de bonnes pratiques internationales dans le domaine du financement compétitif de la recherche, etc.[137]. A travers ces études, *Ad-Astra* a réalisé un état des lieux actualisé de la condition de chercheur en Roumanie. L'association vise un double objectif : d'une part, la dénonciation des résistances auxquels les chercheurs compétents sont confrontés (le manque de transparence, la corruption, les critères aléatoires et le manque de professionnalisme des évaluateurs, etc.) ; d'autre part, la propositions d'alternatives aux politiques du gouvernement, permettant la restructuration profonde du système de la recherche.

L'association a réalisé entre autres un « Livre blanc » de la recherche scientifique en Roumanie à partir des données Thomson ISI[138] (SUA), mis à jour annuellement. Il s'agit plus

---

[136] Un sondage réalisé par *Ad-Astra* en 2006 parmi les chercheurs roumains avait montré que les principales difficultés qu'ils perçoivent résident dans l'utilisation de critères de financement de la recherche qui ne récompensent pas la qualité et la performance, ainsi que la présence de facteurs subjectifs dans l'évaluation de la recherche. Les résultats du questionnaire peuvent être consultés à l'adresse : http://www.ad-astra.ro/phare/chestionar/rezultate.pdf

[137] http://www.ad-astra.ro/phare/studii.php.

[138] Les chercheurs roumains d'Ad-Astra ont proposé des scores de performance établis sur la base des critères internationalement acceptés par la communauté scientifique internationale, notamment selon les données de *l'Institute of Scientific Information* (ISI), institution qui répertorie environ 9'000 revues et publications scientifiques considérées de *mainstream.* (http://www.isinet.com, voire aussi ISI Web of Knowledge, http://www.isiknowledge.com).
Dans ses analyses, le réseau Ad-Astra a montré que, selon les données ISI disponibles pour 2002, la Roumanie ne se situait que sur la position 66 dans le classement mondial de la production scientifique, avec seulement 0.77 publications scientifiques pour mille habitants, dernière dans le peloton des pays de l'Europe de l'Est. Source : http://www.ad-astra.ro/cartea-alba/?lang=ro

précisément d'une base de données accessible online, qui répertorie tous les publications d'importance internationale produites par des chercheurs roumains ou d'origine roumaine au cours des cinq dernières années. Cette base de données peut être consultée selon plusieurs critères (domaine, année, université, individu) et elle constitue un outil (construit selon une méthodologie transparente) permettant une évaluation objective de la situation réelle de la recherche roumaine. L'accès à cette base de données est public et gratuit à partir du website *Ad-Astra*. Encore perfectible, cet outil a révélé qu'environ 9'000 chercheurs roumains (tous domaines confondus), soit 34% du nombre total de chercheurs, ont publié au moins un article dans une revue ISI pendant les cinq dernières années. A partir de ces données, *Ad-Astra* a montré que plus de 53% des experts gouvernementaux du programme « Recherche d'excellence » (CEEX) chargés d'évaluer les projets de recherche et plus de 45% des directeurs de projets financés dans ce cadre n'ont publié aucun article coté ISI entre 2001 et 2005[139]. En outre, sur la base des résultats scientifiques ISI du corps professoral des universités, l'association réalise chaque année (depuis 2005) le classement des universités roumaines.

7.2.3. Impact et reconnaissance des activités d'Ad-Astra

Pour réussir à faire entendre sa voix par des acteurs décisionnels, *Ad-Astra* a multiplié ses interventions dans l'arène publique. Publication d'analyses dans des journaux de grand impact (Revista 22, Ziua, Evenimentul zilei), interviews à la radio, participation à des ateliers et à d'autres débats de la société civile (sur des thématiques liées à l'intégration scientifique de la Roumanie à l'Europe, au développement du domaine IT, à la migration des spécialistes et à la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche) ont contribué à faire connaître l'activité et la position du réseau.

Par ailleurs, le rôle des membres du réseau *Ad-Astra* résidant en Roumanie a été primordial pour la représentation de l'association dans ces divers milieux. Ce qui plus est, ils ont pu asseoir la légitimité de leurs interventions sur le capital d'expertise de leurs collègues de l'étranger, opposant le dynamisme et l'esprit de compétition insufflés « *from outside* » à l'inertie locale. De cette façon, *Ad-Astra* affirmer et consolide une identité collective des

[139] Selon le rapport Ad-Astra : Florian, Razvan (2006) « Oamenii de sttinta din Romania si recunoasterea rezultatelor lor », Ad Astra 5 (1), 2006, www.ad-astra.ro/journal

chercheurs roumains dans le pays et à l'étranger ; elle développe par la même une vision commune du changement à produire en Roumanie.

Sur la base de ce capital, les scientifiques roumains exigent aujourd'hui de participer à l'élaboration de la stratégie de réforme et d'être associés aux décisions. Les prises de position auprès d'acteurs institutionnels ont été univoques, solidement construites et argumentées. L'association a interpellé constamment les autorités politiques nationales au sujet des blocages et des défaillances du processus de réforme[140]. L'engagement civique de ses membres, le monitoring de qualité qu'elle a engagé et l'insistance de ses interventions dans l'espace public ont abouti après quelques années de militantisme à des résultats significatifs. *Ad-Astra* a été sollicité en 2005 par le ministère de l'éducation et de la recherche pour proposer de nouvelles procédures d'évaluation. Le Conseil National de la Recherche Scientifique de l'Enseignement Supérieur (CNCSIS) a introduit dans ses procédures des critères supplémentaires d'évaluation de l'activité de recherche, de sélection et de financement des projets, ainsi que des promotions universitaires. Suite aux demandes récurrentes formulées par *Ad-Astra* à propos de la transparence et de la publication de certaines informations d'intérêt public, le ministère de l'éducation et de la recherche a commencé à publier depuis juillet 2007 les nominations aux postes de professeur et de maître de conférences dans les universités roumaines. Cette initiative écarte la suspicion du népotisme et montre le respect de critères rigoureux en matière de qualités scientifiques. Les classements des universités et les scores appréciant l'activité de recherche des scientifiques roumains proposés par *Ad-Astra* sont devenus les principales références auxquelles se rapporte la communauté scientifique roumaine. L'association a été approchée par d'autres groupes de la société civile (le Forum académique roumain (FAR), le Forum pour la stratégie et la réforme (FORS), etc.) préoccupés d'assainir le système de recherche roumain. Ce rapprochement a donné lieu à quelques actions coordonnées. Sur le plan international, *Ad-Astra* est devenu partenaire affilié de Sigma Xi, une organisation internationale similaire créée en 1886 par deux scientifiques américains, qui a donné environ 200 lauréats du prix Nobel et qui réunit actuellement environ 65'000 scientifiques du monde entier. Le soutien financier

[140] *Ad-Astra* a notamment envoyé des lettres ouvertes au premier ministre, à la commission parlementaire et au ministre de l'éducation et de la recherche, accompagnées de synthèses et de rapports mettant en évidence des directions prioritaires d'action pour améliorer rapidement la qualité de la recherche produite en Roumanie. Elle a aussi contesté la nomination à la direction de l'Autorité Nationale pour la Recherche Scientifique (ANCS) d'un secrétaire d'Etat qui ne remplit pas des critères minimaux de performance (un seul article ISI pendant une carrière de professeur de plus de 15 ans).

accordé par ce partenaire sous la forme d'un subside pour la consolidation de la mise en réseau des scientifiques roumains a d'ailleurs permis de pérenniser les activités d'*Ad-Astra*[141]. En 2006, l'association a bénéficié également d'un financement de l'Union Européenne pour son projet « Transparence et objectivité dans la gestion de la recherche en Roumanie », dans le cadre du programme PHARE « La consolidation de la société civile en Roumanie ». Ce financement a permis notamment d'engager une personne à plein temps pour assurer la coordination des débats virtuels, la réalisation de recherches documentaires menées à alimenter ce débat et la rédaction de synthèses et de rapports publiés sur le site[142].

La pertinence des prises de position *Ad-Astra* a augmenté sa visibilité et a renforcé sa légitimité auprès d'acteurs décisionnels et exécutifs. L'adoption progressive d'une partie des critères d'évaluation qu'elle avait proposée a néanmoins généré des réactions d'hostilité à son égard. Ses initiatives ont réussi à déranger l'ordre établi et à perturber les intérêts de certaines alliances de coulisses qui jusqu'ici avaient une grande influence sur la distribution des subsides de recherche et dans les processus de recrutement et de promotion pour les fonctions professorales. Cette situation s'est traduite par des affrontements directs, mais aussi par l'émergence d'engrenages politiques d'obstruction plus opaques qui ont ralenti mystérieusement les processus de réforme.

Pour dépasser ces blocages et en prévision de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, *Ad-Astra* a organisé une pétition online qui défend l'adoption des réformes profondes et l'instauration d'un système d'évaluation et de promotion des chercheurs selon les pratiques internationales. Signée (en ligne) par 466 scientifiques, cette pétition a été envoyée en décembre 2006 à l'Autorité nationale pour la recherche scientifique (ANCS), au Ministère de l'Education et de la Recherche (MEdC) et au Président de la Roumanie.

La création d'une commission présidentielle pour l'analyse et l'élaboration des politiques dans le domaine de l'éducation et de la recherche en 2007 a constitué la confirmation que la voix d'*Ad-Astra* et de ses partenaires a été entendue. Présidée par l'ancien ministre de l'éducation et de la recherche favorable à la réforme, cette commission inclut aussi trois membres de l'association. Un des membres très actifs du réseau *Ad-Astra*, âgé de 35 ans, docteur en chimie et directeur de recherches à l'université technique de Munich a été nommé

[141] Il s'agit d'un financement de 2500 USD alloué principalement à l'entretien et au développement du website www.ad-astra.ro entre 2003 et 2005.
[142] www.ad-astra.ro/phare

vice-président, tandis que le directeur exécutif de l'association est devenu le secrétaire de la commission. L'inclusion de ces membres *Ad-Astra* dans une structure chargée de collaborer avec le ministère MEdC pour l'élaboration d'une stratégie efficace de réforme a permis d'intégrer les idées, les principes et les valeurs promus par le groupe dans les documents, les analyses et les stratégies produites et proposées par cette commission.

7.2.4. L'option e-diaspora : une alternative réelle pour la valorisation de ressources des élites migrantes

L'exemple d'*Ad-Astra* montre comment un réseau virtuel déterritorialisé peut enclencher des débats qui se propagent dans la société civile roumaine et susceptibles, à terme, de produire des changements de fond du système de la recherche. De fait, le réseau virtuel constitue un vecteur clé d'échanges scientifiques, sociaux, culturels et politiques, entre ses membres et entre le réseau et des structures sociales et politiques de la société d'origine. Les scientifiques membres de ce réseau participent à la diffusion de valeurs démocratiques universelles, directement déduites de leurs expériences inter- voire trans-nationales. Les pratiques activistes du réseau créent une unité extraterritoriale et stimulent le développement d'un sens civique. En même temps, si Internet facilite essentiellement la propagation de valeurs et d'activités transnationales dans un champ englobant qui associe à la fois migrants et non-migrants, les transferts et la capitalisation de connaissances, d'expertises et d'expériences se réalisent par la symbiose des formes d'action et d'interaction (virtuelles et de face-à-face). Le rôle des membres du réseau qui se trouvent en Roumanie pour la mise en pratique d'idées émergées dans l'espace virtuel devient essentiel.

Par ailleurs, l'orientation activiste (Fibbi et Meyer, 2002) de ce réseau scientifique en ligne l'inscrit dans une option *diaspora* à effet performant. Les réseaux des diasporas représentent ainsi une alternative aux options de rétention et de retour des compétences, longtemps conçues comme seuls moyens de contrecarrer la fuite des cerveaux (Wickramasekara, 2004 ; Barré et *al*., 2003). Pour récupérer le potentiel des cerveaux roumains l'essentiel reste qu'ils soient connectés, qu'ils participent et souscrivent activement au travail collectif du réseau, nécessitant un effort social, politique et technique à long terme (Meyer et *al.*, 2001). La contribution des scientifiques roumains expatriés à l'amélioration du système de la recherche roumain est consolidée par la collaboration qui s'établit entre eux et leurs confrères du pays. L'écho que les initiatives d'*Ad-Astra* ont trouvé auprès des chercheurs du pays et d'autres acteurs de la société civile a permis de transformer le capital culturel et social, d'expertise et

de savoir-faire de ces migrants en une source directement exploitable pours la mise sur pied de projets. Indissociablement lié à l'efficacité de ces actions, la réceptivité des milieux politiques et institutionnels est fondamentale pour la capitalisation de ressources incorporées par les chercheurs roumains de l'étranger. Si, ponctuellement, des expatriés d'élite sont invités à participer aux processus de reconstruction socio-économique du pays, l'exemple d'*Ad-Astra* suggère sans équivoque que l'effet serait encore plus marquant en donnant la parole à un collège d'expertise collective. Dans le chapitre suivant nous analysons le rôle que l'Etat d'origine peut jouer dans ces processus.

TROISIEME PARTIE

LA CAPTATION DES RESSOURCES DES MIGRANTS. QUEL POTENTIEL POUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS D'ORIGINE ?

8. Le lien migration – développement. En quoi la migration des cerveaux peut-elle avoir des effets positifs sur le pays d'origine ?

La migration des élites est un sujet qui polarise constamment les débats politiques et scientifiques. D'une part, même les politiques migratoires les plus restrictives sont favorables à l'immigration de professionnels hautement qualifiés, la compétition étant plutôt serrée entre les pays développés qui se disputent les meilleurs cerveaux. D'autre part, l'intensification des migrations et des circulations des élites inquiète les gouvernements des pays d'origine et les organismes internationaux qui craignent une augmentation des inégalités de développement entre le Nord et le Sud. Le thème du lien entre migration et développement est apparu dans les réflexions de la communauté scientifique et de la sphère politique aussitôt dans les années de reprise économique de l'après deuxième guerre mondiale. Hein de Haas (2006) identifie quatre principales phases dans la recherche et les politiques relatives à ce thème. Une phase d'optimisme domine jusqu'en 1973, considérant la migration des spécialistes comme un phénomène positif susceptible d'encourager l'industrialisation et le développement économique des pays pauvres, notamment grâce aux transferts de capital et de connaissances des migrants. Ensuite, entre 1973 (premier choc pétrolier) et 1990 de nouvelles approches, plus pessimistes, mettent en garde contre les effets négatifs de la fuite des cerveaux sur l'économie des pays d'origine et le risque d'une dépendance de celle-ci des transferts monétaires (remittances) des migrants. Pendant cette période, les politiques d'aide au retour ont proliféré et de nombreux programmes d'aide au développement ont intégré la dimension migratoire. En même temps, les pays d'accueil se sont focalisés sur la problématique de l'intégration. Cette double polarisation semble problématique car une bonne intégration au pays d'accueil est supposée diminuer les liens avec le pays d'origine et empêcher ainsi le retour des cerveaux. Une troisième étape, située entre 1990 et 2001, correspond à une grande production de travaux empiriques. Le scepticisme continue de prédominer, mais les analyses deviennent plus subtiles. Les travaux des économistes s'affirment et nuancent les impacts des migrations des cerveaux. Ces études alimentent trois perspectives théoriques qui se recoupent (dans le temps) : la théorie économique néo-classique (Birks and Sinclair, 1980 ; Salt, 1987 ; Stalker, 2000), selon laquelle la mobilité des personnes hautement qualifiées est induite par les forces du marché, le sens de flux migratoires suivant les polarités économiques ; la théorie néo-marxiste (Sklair, 2000,

2001) qui postule que les migrants qualifiés forment une nouvelle classe capitaliste internationale, localisée dans les points nodaux des systèmes globaux ; et l'approche transnationale selon laquelle les migrants hautement qualifiés agissent en tant qu'agents globaux, capables d'agir à distance, de transformer les structures et de remodeler les espaces sociaux, culturels et économiques (Vertovec, 1999, 2004a ; Faist, 2000 ; Smith, 2003 ; Levitt et Glick-Schiller, 2003). Ces études ont débouché sur une quatrième étape de réflexion (depuis 2001) dans laquelle le lien entre la migration et le développement regagne une place centrale dans l'étude des migrations des scientifiques et des professionnels hautement qualifiés. Cette dernière phase est dominée par une analyse optimiste, s'appuyant sur des approches plus complexes. Sociologues, politologues et anthropologues s'y intéressent, montrant qu'en dépit de la forte attraction exercée par un marché exigeant et dynamique, conjuguée avec la mise en place de politiques migratoires sélectives, les migrations des professionnels hautement qualifiés ne s'inscrivent pas uniquement dans une logique marchande (Commander et al., 2004 ; Gaillard et Gaillard, 2002).

Si on s'accorde en général sur le fait que « la science est la patrie des scientifiques » (Morokvasic, 1996a), les migrations des professionnels hautement qualifiés représentent aussi une réponse nuancée à des problématiques plus individuelles, dans des contextes spécifiques. De la sorte, les projets des migrants sont très complexes. La rencontre entre ces projets individuels et les politiques publiques qui régissent les mobilités des élites scientifiques et professionnelles se traduit par des processus d'échanges à plusieurs niveaux – local, national, voire transnational – fruits de la capacité des individus à négocier avec les structures étatiques qui encadrent leurs migrations.

C'est de cette dynamique d'échanges que se nourrissent les nouvelles approches des migrations des cerveaux et, plus particulièrement, celles qui mettent l'accent sur l'impact positif de ces migrations sur le développement des pays d'origine. Ces perspectives sont dorénavant incluses dans les politiques des institutions internationales, conscientes du fait que :

> « globalisation has greatly expanded the means by which migrants can remain actively involved in the economic, cultural, social and political life of sending countries. Financial remittances, Internet communications and travel, diaspora and hometown associations, and other mechanisms for expatriates to reside abroad and maintain ties with their country of origin are today creating powerful tools for development » (IOM, 2005: 15).

8.1. Les mesures de la contribution des migrants au développement du pays de départ

A la lumière de ces considérations, les différentes instances politiques et institutionnelles et les chercheurs en sciences sociales s'accordent aujourd'hui sur le fait que les mobilités des professionnels hautement qualifiés ne sont plus à sens unique, et que la migration des cerveaux ne représente pas toujours et irrémédiablement une perte pour les pays d'origine (Salt et Findlay, 1989 ; Meyer et Charum, 1995 ; Khadria, 1999, 2002 ; Gaillard et Gaillard, 2002 ; Lowell et Findlay, 2002 ; Wickramasekara, 2004 ; Barré et *al.*, 2003). Dans les années quatre-vingt dix, plusieurs auteurs ont décrit et analysé non seulement les conséquences néfastes mais aussi les « externalités » positives et bénéfiques des migrations des professionnels qualifiés pour le développement des pays d'origine. Ils ont également étudié les mesures politiques que ces pays prennent, ou devraient prendre, pour en tirer meilleur profit.

Une nouvelle grammaire des migrations hautement qualifiées est proposée. De la sorte, de nouveaux concepts ou de nouvelles expressions (pour la plupart des anglicismes) sont actuellement utilisés pour désigner les variations de ce phénomène ; ils décrivent mieux la dynamique multipolaire, accélérée et diversifiée de ces flux dans l'actuel contexte économique, politique et technologique. Des termes comme « professional transients », « brain gain », « reverse transfer of technology », « transit brain drain », « delayed return », « skilled transients », « brain mobility », « brain exchange » (Appleyard, 1991 ; Gaillard et Gaillard, 1998 ; Salt, 1997 ; Findlay et Li, 1998 ; Straubhaar, 2000 ; Commander et *al.*, 2004 ; Findlay, 1988 ; Saxenian, 2000 ; Findlay et *al.*, 1994) signalent l'apparition d'autres approches des migrations des élites professionnelles.

En premier lieu, un volet important de ces études s'attache à montrer que la possibilité d'émigrer est plus facile si l'on est en possession d'une formation de haut niveau et que cette éventualité encourage les individus à se former. Cela incite à l'éducation et conséquemment à l'accumulation de capital humain dans les pays d'origine (Mountford, 1997 ; Khadria, 1999 ; Wickramasekara, 2004). Dans la mesure où seule une partie des travailleurs qualifiés vont finalement émigrer, le pays d'origine connaîtra ainsi un *brain gain*, par l'augmentation du niveau de son capital humain et, à terme, une croissance générale. Dans ce sens, Michel Beine et ses collègues (2003) ont prouvé, à partir d'analyses empiriques, que la plupart des pays à bas niveau de capital humain et à faible taux de migrations de professionnels qualifiés sont

positivement affectés par le *brain drain*. Ensuite, d'autres formes de capitalisation de ressources incorporées par les cerveaux expatriés ont été mises en évidence. Citons, entre autres, les transferts de fonds, la migration de retour, la création de réseaux d'affaires et de commerce entre les lieux d'installation et ceux d'origine, le transfert d'expertise et de technologies à travers des réseaux scientifique (Gaillard et Gaillard, 2002 ; Lowell and Findlay, 2002 ; Meyer et Hernandez, 2004 ; Barré et *al.*, 2003).

Pyiasiri Wicramasekara (2004) dresse un bilan de la fuite des cerveaux pour les pays d'origine (principalement des pays en voie de développement). Il s'attache à souligner les processus de complexification et de diversification des circulations et des échanges entre les pays « attracteurs » et les pays source.

Tableau 4 : Bilan de la fuite des cerveaux pour les pays d'origine

Effets bénéfiques	**Effets néfastes**
Accès à des perspectives intéressantes manquantes dans le pays de départ des travailleurs qualifiés	Perte sensible de capital humain, particulièrement en ce qui concerne les personnes possédant une précieuse expérience professionnelle
Transferts financiers et apports de devises[143]	Diminution de la croissance et de la productivité due à la perte de capital humain
Incitation à l'investissement dans l'éducation nationale et dans le capital humain individuel	Perte financière sur de gros investissements en éducation subventionnée
Le retour des travailleurs qualifiés accroît le capital humain local, assure le transfert des compétences et les contacts avec les réseaux étrangers	Les transferts financiers des migrants qualifiés peuvent se tarir progressivement avec le temps
Transferts de technologie, investissement et capital-risque par le canal de la diaspora	Baisse de qualité de services essentiels de santé et d'éducation
La circulation des cerveaux favorise l'intégration dans les marchés mondiaux (Inde, Taiwan, Chine)	Contribution probable des étudiants formés aux frais de l'Etat ou par leurs propres moyens dans des pays étrangers à l'augmentation des fuites
Les mouvements à court terme de prestataires de services (AGCS mode 4) sont bénéfiques aux pays d'accueil comme aux pays d'origine	Restrictions des possibilités de mouvement de courte durée des individus par les politiques d'immigration des pays développés
Les TIC permettent aux pays de bénéficier de leurs diasporas	Accroissement des disparités de revenus dans le pays d'origine

Source : Wickramasekara, 2004 :176.

[143] Sur le plan international et selon les estimations du Fond Monétaire International, en 2004 les transferts de fonds ont atteint 126 milliards USD, en dépassant le volume de l'aide publique au développement dans plusieurs pays d'émigration (OCDE, 2004).

Par ailleurs, en reprenant les résultats d'une synthèse du Bureau International du Travail (Lowell et Findlay, 2002), cet auteur insiste sur les réponses politiques possibles face aux différents impacts négatifs de la migration des professionnels. Il regroupe ces réponses en six catégories (d'où l'appellatif de « la stratégie de six R ») : R*estriction* (de la mobilité internationale imposée aux travailleurs nationaux et étrangers) ; R*etour* (des migrants dans leurs pays d'origine), R*ecrutement* (politiques ciblées de recrutement de migrants internationaux), R*éparation* (compensation des pertes en capital humain) ; R*étention* (des cerveaux par des politiques de l'éducation et par le développement économique) ; R*essources* (de la diaspora d'expatriés) (Wickramasekara, 2004). Nous constatons de la sorte que de nouvelles alternatives se profilent face à la fuite des cerveaux. Tout d'abord, la rétention et le retour définitif des personnes. Ces deux stratégies ne sont efficaces que si les conditions d'une croissance réelle sont remplies, c'est-à-dire traduites par l'amélioration substantielle des infrastructures de recherche, des conditions de travail et de vie dans les pays source. Dans le deuxième volet, nous pouvons énumérer le retour d'expertises et de compétences à distance, ainsi que l'association d'experts expatriés aux projets de développement dans leurs pays d'origine. Pour autant que ces alternatives soient réalisables, les pays en développement – qui dans la perspective du *brain drain* apparaissaient toujours comme perdants dans la course mondiale aux talents – doivent désormais être prêts à fournir un effort politique et économique à long terme. En fait, pour amorcer le réinvestissement des élites professionnelles expatriées, ils doivent soutenir et renforcer le milieu académique et de recherche, entamer une croissance économique durable, créer une infrastructure technique compétitive et mettre en place des stratégies pour inciter et stimuler l'intérêt des « cerveaux expatriés » envers leur pays d'origine.

De nombreuses études empiriques de ce courant d'analyse montrent l'intérêt particulier d'une nouvelle approche en terme de « réseaux diaspora » (Meyer et Hernandez, 2004 ; Barré et *al.*, 2003 ; Devan et Tewari, 2001 ; Lowell and Findlay, 2002 ; Nedelcu, 2004). Meyer et Brown (1999) identifient plusieurs types de réseaux de scientifiques, en révélant la volonté des diasporas intellectuelles/scientifiques à agir pour le développement du pays d'origine. Leurs actions se concrétisent par l'élaboration de projets de recherche en partenariat avec les chercheurs du pays, par des transferts de technologies et d'expertises, par la création de ponts entre les investisseurs étrangers et les acteurs de l'économie locale, etc. De fait, les « réseaux

diaspora » constituent des sources de prospérité et d'investissement pour les pays d'origine, réservoir de ressources en technologies et savoir-faire (Wicramasekara, 2004 ; Meyer et Hernandez, 2004). Par ailleurs, l'implication des migrants dans le développement économique et social de leur patrie va de pair avec leur intégration réussie dans le pays d'accueil. Ce sont souvent les migrants les mieux intégrés (professionnellement et socialement) qui possèdent les ressources (matérielles, sociales et de know how) nécessaires pour engager des transferts monétaires envers leur pays ou s'activer dans des organisations transnationales (de Haas, 2006).

Dans cette approche, la diaspora représente un outil privilégié d'analyse car ce concept – dans sa version maximaliste – incorpore la richesse d'un débat déjà ancien mais toujours d'actualité sur le fonctionnement des maillages transnationaux de réseaux de migrants (Anteby-Yemini et Berthomière, 2005 ; Nedelcu, 2003, 2006). Par ailleurs, une nouvelle vision de la diaspora apparaît, lorsque celle-ci prend forme autour de l'action et de la projection dans un avenir pour lequel les migrants s'investissent (Meyer et Hernandez, 2004). L'attention vers un objectif collectif pousse ces derniers à œuvrer pour le pays d'origine. Cet activisme s'exprime sous diverses formes : signalons la participation à distance à l'espace national, les retours d'hommes d'affaires qui s'engagent politiquement dans la reconstruction du pays d'origine, la constitution de réseaux de scientifiques expatriés qui se mobilisent sur la toile et institutionnalisent les transferts technologiques et d'expertises professionnelles et sociales vers le pays d'origine. Notons aussi que l'essor actuel des TIC est une donne qui concourt essentiellement à l'intensification et à l'accélération des pratiques de coprésence des migrants. Ce développement technologique participe à façonner une identité collective. Comme nous l'avons montré dans ce travail, de nouveaux modèles collectifs d'action et de mobilité se propagent à travers les e-réseaux de migrants qualifiés, participant à la production d'une expertise collective au profit du pays d'origine.

Jean-Baptiste Meyer et Valeria Hernandez (2004) ont étudié les configurations et les activités des diasporas scientifiques et techniques (DST). Selon diverses formes d'évolution et de cristallisation dans le temps, ces DST engagent des moyens différents (matériels, symboliques et politiques) et se déploient dans des structures (réseau professionnel, amicale, association, fédération, etc.) n'ayant ni le même poids ni la même reconnaissance dans les rapports avec les institutions des Etats d'origine. Les logiques de réinvestissement par rapport au pays d'origine

qui s'en suivent, varient elles aussi : bénévolat, philanthropie, volontariat, mais aussi investissement économique (avec, à terme, l'espoir de réaliser des affaires profitables) ou politique (Barré et *al*., 2003).

Tableau 5 : Les principales formes d'activités des DST

Activités générales
• promouvoir les relations mutuellement bénéfiques entre le pays d'accueil et celui d'origine • soutenir financièrement les étudiants venant du pays d'origine • établir un réseau de communication et d'information via Internet • créer des supports matériels de visibilitéde type magazine ou lettre du réseau
Activités spécifiques
• constitution d'une base de données des expatriés incluant leurs domaines de spécialisation, les disciplines d'appartenance, etc. • création de forums de débats • colecte de fonds pour les causes humanitaires et pour l'éducation des jeunes expatriés dans le pays d'accueil ainsi que pour ceux restés dans celui d'origine • développement d'une influence sur la politique interne tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine • faciliter l'assimilation des nouveaux arrivants • former la seconde génération • faire des investissements et renforcer l'infrastructure du pays d'origine • se proposer comme représentants des expatriés vis-à-vis des autorités du pays d'accueil mais aussi du pays d'origine
Activités usuelles des DST autonomes
• envoi de matériel bibliographique et d'équipement technologique au pays d'origine • mise en rapport de la communauté locale avec une information pertinente dans un domaine disciplinaire • échange scientifique et de savoir-faire entre les pôles multiples de la diaspora • association avec des partenaires restés au pays dans des projets mis en place dans le pays/région d'accueil

Source : Meyer et Hernandez, 2004 : 48-49.

Selon Meyer et Hernandez (2004), plusieurs éléments contribuent à assurer une continuité des activités des DST dans le temps et à renforcer la durabilité de leur impact sur le développement du pays d'origine. Il s'agit tout d'abord de l'importance cruciale d'un enracinement local pour

garantir un dynamisme associatif constant et puissant et, conséquemment, une forte capacité de mobilisation, ainsi qu'une visibilité optimale se référant tant au pays d'origine qu'à celui d'accueil. Ensuite, il est important de pouvoir capitaliser les ressources expatriées afin de créer un noyau d'action concertée. La fédération des différents pôles diasporiques représenterait dans ce sens le stade supérieur d'organisation, permettant aux DST de « ne pas perdre leur force de négociation dans les pays d'accueil, leur visibilité par rapport aux pays d'origine et leur valeur ajoutée en tant qu'outil de coopération efficace » (Meyer et Hernandez, 2004 :57). En troisième lieu, le mode de communication entre les membres de ces réseaux va déterminer l'efficacité organisationnelle, la capacité de mobilisation, la visibilité des réseaux diasporiques et la réalisation de projets de partenariat durable pour le développement. Internet et les autres formes actuelles très dynamiques de communication jouent un rôle significatif dans ce processus en permettant de prendre position et d'agir à distance en temps réel. Pour les migrants hautement qualifiés, ces moyens constituent des outils d'innovation sociale qui leur permettent de franchir certaines limites spatio-temporelles de l'action, en rendant possible un rayonnement transnational de leur activisme pour le pays d'origine (Nedelcu, 2004). L'exemple d'*Ad-Astra* a mis d'ailleurs en lumière comment une mobilisation essentiellement électronique des scientifiques roumains peut enclencher un changement de fond dans l'organisation du système de recherche roumain.

Ces nouvelles approches soulignent, d'une part, l'habilité des migrants (surtout quand ils sont dotés d'un capital socioculturel élevé) à s'installer dans un monde global et à faire de la mobilité un modus vivendi ; et, de l'autre, la capacité des Etats d'articuler leurs politiques à une flexibilité identitaire (sociale, culturelle, professionnelle) dont les migrants font preuve. Grâce à la nouvelle donne communicationnelle, le lien social est actualisé en permanence dans une sociabilité quotidienne qui se déploie au-delà des frontières et des contraintes spatio-temporelles. De surcroît, les migrants qualifiés deviennent davantage les artisans des mondes vécus dépourvus de distances (Beck, 2001), capables d'être « ici » et « ailleurs » en même temps et de prendre des décisions en rapport avec plusieurs univers locaux à la fois. Ils s'approprient d'une manière créatrice les opportunités des marchés globaux et les contextes de mobilité qui y sont associés. Cette capacité d'innovation se bâtit sur la synergie possible entre le processus inéluctable de mondialisation et l'ancrage local de l'existence quotidienne des individus. Cette synergie se traduit par un « cosmopolitisme banal » (Beck, 2006) dans lequel

s'inscrivent les modes de vie des migrants hautement qualifiés. De la sorte, si tout processus migratoire était jusqu'ici conçu comme une dé-localisation suivie d'une re-localisation des ressources (correspondant à un transfert de capitaux depuis un pays/ région d'origine vers un pays/ région d'accueil), ce cosmopolitisme s'exprime par la capacité des migrants à se positionner en qualité de médiateurs sociaux et culturels dans plusieurs localités à la fois. Ils pourront y réussir grâce à la multiplicité d'appartenances, de légitimités, au potentiel grandissant des mises en réseaux et des acquis communicationnels d'un monde global (Nedelcu, 2004).

La circulation des cerveaux (qui s'exprime désormais par des transferts de ressources variées, matérielles ou symboliques, entre populations de migrants, de non-migrants et de futurs migrants, entre les espaces d'accueil, de transit et ceux d'origine) constitue alors l'alternative à la rupture présupposée par le modèle du *brain-drain*. En négociant leurs appartenances multiples avec les structures étatiques, ces migrants se comportent comme des vecteurs de changement et de développement.

De son côté, l'Etat s'affirme aussi en tant qu'acteur transnational. En misant sur les doubles loyautés de ces migrants, il crée des espaces de rencontre et incite à la participation et à l'expression d'une citoyenneté déterritorialisée et flexible (Ong, 1999). Cette reconnaissance de la capacité de négociation des appartenances à différents niveaux pourrait conduire dans le futur à de nouvelles politiques migratoires, tenant compte des possibilités complexes et nuancées pour récupérer les ressources de ces migrants. En effet, en plus des politiques orientées vers le maintien de contacts avec les migrants temporaires pour encourager les retours, il s'agira quasiment d'une politique de « nation globale » par laquelle l'Etat l'origine cherchera plutôt à maintenir et renforcer le sens d'appartenance et de loyauté envers lui parmi les communautés de migrants permanents (Levitt et de la Dehesa, 2003 ; Smith, 2003 ; Goldring, 1998). Ces types de politiques peuvent prendre des formes variées : des réformes législatives et consulaires ; des stratégies d'investissement visant à attirer et à orienter les transferts monétaires des migrants ; l'extension des droits politiques sous la forme de la double citoyenneté ou nationalité, accompagnée du droit de vote ou celui d'être élu dans des fonctions publiques ; l'extension des services traditionnels offerts par les consulats et l'instauration de nouvelles politiques de protection des ressortissants nationaux ; la mise en place de politiques de reconnaissance symbolique, destinées à renforcer les sentiments d'appartenance, etc. (Levitt

et de la Dehesa, 2003 ; Glick-Schiller et Fouron, 2001 ; Smith, 2003). Dans une étude récente, Hein de Haas (2006) identifie quatre principales directions dans lesquelles les gouvernements et les agences de développement devraient inscrire leurs actions afin de mobiliser les diasporas pour dynamiser le pays d'origine. Selon cet auteur, il faut faciliter et réduire les coûts des transferts monétaires ; encourager les projets d'entreprenariat et d'investissement à distance des migrants et de leurs familles, sans les conditionner par une exigence de retour ; soutenir des projets de développement initiés par des organisations diasporiques ; et construire des partenariats réels avec une partie de la diaspora, celle qui partage des objectifs similaires de développement et qui désire s'engager pour les atteindre (de Haas, 2006). Plusieurs pays ont mis en œuvre des programmes articulés sur une ou plusieurs de ces stratégies. Néanmoins, les résultats de ces différentes expériences varient fortement selon divers facteurs structuraux (Levitt et de la Dehesa, 2003 ; de Haas, 2006).

9. Le rôle de l'Etat roumain dans la création d'un espace transnational qui réunit migrants, société civile et institutions étatiques

Quels rapports s'établissent entre l'Etat roumain et ses ressortissants ? Quels rôles assume-t-il dans les processus transnationaux reliant migrants et non-migrants, dans les espaces de départ et d'accueil ? Quels sont les formes et les instruments institutionnels qui incitent, tout particulièrement aujourd'hui, à la mise en œuvre de liens transnationaux connectant les migrants avec leur univers d'origine ? Quelles politiques encouragent l'investissement des migrants hautement qualifiés dans l'achèvement des processus de transition économique et politique et, plus généralement, pour le développement de la Roumanie ?

Dans ce chapitre, nous tentons d'apporter une série de réponses à ces questions en mettant en perspective le rôle joué par l'Etat roumain moderne, pour encourager ou freiner les liens des migrants avec leur patrie. Une attention particulière est donnée à la nouvelle politique mise en œuvre par l'Etat roumain après la chute du communisme. Nous examinons sur quelles bases il procède pour redéfinir des projets et des stratégies nationales, et en particulier, quels sont les nouveaux outils institutionnels qu'il élabore pour mobiliser les élites hautement qualifiées. Nous nous interrogeons aussi sur l'articulation et l'adéquation de ces types d'initiatives « par le haut » avec les initiatives « par le bas » des migrants (en sachant que ces dernières, plus nombreuses et moins formelles, se déroulent le plus souvent en dehors des programmes étatiques, tout en se remarquant par leur portée et leur efficacité).

9.1. Aujourd'hui, comment l'Etat adapte-t-il ses instruments pour réincorporer « sa » diaspora ? Des « Roumains de l'étranger » aux « Roumains de partout »

L'histoire récente de la Roumanie, marquée par le tournant politique produit en décembre 1989 avec la chute du régime communiste et la restauration d'un système démocratique, pourrait laisser croire que l'intérêt que l'Etat roumain porte à ses ressortissants et à leurs ressources est nouveau.

Cependant, le bref historique des migrations roumaines du chapitre 4 (§ 4.1.2 et § 4.1.3) révélait l'existence d'une dynamique transnationale de longue date, variable en intensité selon les conditions sociopolitiques et technologiques de chaque époque. Par sa position, hostile ou incitative, l'Etat roumain a toujours joué un rôle important. Aujourd'hui, nous assistons à la

cristallisation d'un projet national qui englobe les quelques millions de ressortissants roumains de l'étranger. La réalisation de ce projet suppose une multiplication exceptionnelle des mises en réseaux et une dynamisation des échanges transnationaux encouragés par l'Etat. Examinons les nouvelles conditions-cadres qui contribuent à sa mise en œuvre.

9.1.1. Un nouveau cadre législatif

Dès 1989, la transformation profonde de l'organisation sociopolitique du pays et des institutions de l'Etat a inclus, entre autres, la réactivation des liens avec les Roumains de l'étranger, autrefois traités de « fuyards », de « traîtres » ou d'«ennemis du peuple ». Les autorités étatiques ont compris que la présence de ses ressortissants à l'étranger, notamment de ceux hautement qualifiés, représente une prolongation de son influence au-delà des frontières et des canaux diplomatiques. Dans cette perspective, après 1989, l'Etat roumain a pris une série de mesures législatives. Il a mis en œuvre plusieurs initiatives politiques, socioculturelles et économiques visant à réveiller l'intérêt des Roumains vivant à l'extérieur du pays et à les mobiliser pour le développement de celui-ci.

Un premier pas important pour le renouement des liens avec les Roumains de l'étranger a été de les mentionner explicitement dans la constitution roumaine. Ainsi, l'article 7 de la constitution adoptée en 1991 prévoit que « *l'Etat soutient le renforcement des liens avec les Roumains qui vivent en dehors des frontières du pays et agit pour la préservation, le développement et l'expression de leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, avec le respect de la législation de l'Etat dont ils sont citoyens* »[144]. De plus, la Roumanie d'aujourd'hui admet la double citoyenneté et offre la possibilité à une grande partie de nouveaux émigrés de garder leur citoyenneté roumaine, ainsi qu'à un grand nombre de personnes ayant perdu leur citoyenneté roumaine suite à l'émigration pendant le régime communiste de la reprendre. Ces migrants – dans la plupart de cas des binationaux – jouissent aujourd'hui de droits de propriété et de vote en Roumanie ; cela permet une vie sociale et politique qui dépasse les frontières étatiques, à l'instar des réseaux transnationaux qui circonscrivent les parcours familiaux, professionnels, sociaux et économiques des migrants. Un autre pas significatif a été franchi en 2003 quand la Constitution a été révisée en vue de

[144] Traduit du roumain.

l'adhésion future de la Roumanie à l'Union Européenne[145]. Ainsi, si l'article 16 de la Constitution roumaine de 1991 limitait encore drastiquement les droits civiques des migrants roumains binationaux, en stipulant dans l'alinéa 3 que « les fonctions et les dignités publiques, civiles ou militaires peuvent être occupées par les personnes qui ont uniquement la citoyenneté roumaine et le domicile au pays »[146], ce même paragraphe a été modifié comme suit : « les fonctions et les dignités publiques, civiles ou militaires peuvent être occupées, dans les conditions de la loi, par les personnes qui ont la citoyenneté roumaine et le domicile au pays ». Ceci élargit considérablement les droits et les possibilités des Roumains binationaux de participer à la vie politique et citoyenne de leur pays d'origine, sans avoir à renoncer au confort d'une seconde citoyenneté.

En outre, la Loi 150 du 15 juillet 1998 a établi les premières bases législatives des rapports institutionnels entre l'Etat roumain et les communautés roumaines de l'étranger. Ainsi, en 1998 a été créé le nouveau *Département pour les Roumains de partout*[147], organisme du Ministère des Informations Publiques. Transféré ensuite au sein de la chancellerie du Premier ministre, en 2003, et rattaché au Ministère des Affaires Extérieures en 2005, le but de ce département est « d'œuvrer pour la préservation, l'affirmation et le développement de l'identité nationale des Roumains de partout ». Il est actuellement organisé sur deux axes d'action distincts : d'un côté des actions à l'intention des minorités ethniques roumaines des pays voisins et, de l'autre, celles pour les autres originaires de Roumanie. Cette double orientation est importante car, elle va guider les types de programmes et d'actions proposées par le département. Les objectifs de ce dernier sont ambitieux. Parmi les plus importants : fédérer les organisations roumaines des pays voisins et occidentaux, afin d'établir un partenariat roumano-roumain efficace et de contribuer à l'amélioration de l'image externe de la Roumanie ; coordonner et harmoniser les activités des organisations roumaines de partout avec les efforts diplomatiques de la Roumanie en ce qui concerne l'adhésion du pays à l'Union Européenne ; élaborer, en partenariat avec d'autres institutions publiques roumaines, une stratégie unitaire concernant les rapports avec

[145] Par ailleurs, le référendum organisé en 2003 pour la modification de la Constitution a réuni un nombre significatif de votants roumains résidants à l'étranger.
[146] Traduit du roumain. Cette formulation est tributaire notamment du contexte politique très tourmenté dans lequel a été adoptée la constitution de 1991, par un parlement démocratique mais dominé par les néo-communistes ; ces derniers craignaient le retour de l'exil et l'imposition sur la scène politique des leaders des partis historiques et voulaient se mettre à l'abri d'éventuelles revendications monarchiques.
[147] Par la suite, nous utilisons dans le texte cette catégorie proposée par les autorités roumaines pour désigner les Roumains vivant à l'étranger.

les Roumains de partout. Il soutient, en particulier, le maintien d'un enseignement en roumain dans les communautés roumaines, la revitalisation des traditions locales, la création et le développement des mass-médias écrits et électroniques des Roumains de partout.

Les projets déroulés par cet organisme depuis sa création ont eu un caractère prioritairement éducationnel, linguistique et culturel ; ils ont surtout concerné les minorités roumaines vivant dans les pays voisins, notamment en Ukraine, en Moldavie, en Serbie et Monténégro, en Hongrie, Bulgarie, Croatie, Albanie et Macédoine. Si cette priorité est tout à fait légitime, de nombreuses voix diasporiques déplorent l'absence d'un programme cohérent, à long terme, susceptible de stimuler une réelle cohésion, mobilisation et participation des migrants roumains pour le développement de la Roumanie.

Dans ce sens, pour répondre à ces critiques, le Ministère des affaires étrangères a élaboré en 2006 le projet d'une nouvelle loi pour le soutien des Roumains de partout, en tenant compte d'un certain nombre de suggestions faites par les communautés roumaines. Ce projet de loi stipule, entre autres, la création d'un Conseil de représentation des Roumains de partout, institution publique fonctionnant sous l'égide du parlement de la Roumanie. Constitué de représentants élus par les communautés roumaines de partout, cet organisme doit jouer un rôle consultatif auprès du législatif roumain, ayant droit également à l'initiative législative. Ce projet a été soumis à un débat public en juillet 2006 et a été ensuite longuement discuté dans les deux chambres du Parlement roumain. Un certain nombre d'amendements ont été proposés. Finalement, avalisée par le Haut commissaire pour les droits des minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la loi concernant le soutien accordé aux Romains de partout a été adoptée en novembre 2006, et respectivement en mars 2007, par les deux chambres du Parlement, puis promulguée en novembre 2007 par le Président de la Roumanie[148] (Loi 299 du 13 novembre 2007). Elle définit les conditions-cadres qui régissent les rapports de l'Etat roumain avec les Roumains de partout. Ces conditions concernent les aspects suivants : la préservation, l'affirmation et la promotion de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des Roumains de partout, en conformité avec les standards et les pratiques européens et internationaux ; le développement des liens des

[148] Le Président Traian Basescu avait, dans un premier temps, renvoyé le texte de la loi au Parlement roumain, pour réexamination. Il avait en outre proposé plusieurs amendements, proposées en partie par les organisations des Roumains de partout. La demande de réexamination a néanmoins été refusée.

Roumains de partout avec la patrie ; le soutien des organisations et des associations représentatives des Roumains de partout dans le but d'établir un partenariat efficace pour l'amélioration de l'image de la Roumanie et des Roumains dans l'opinion publique des Etats de résidence ; la consolidation de l'espace culturel et spirituel roumain ; et le cadre institutionnel et juridique que l'Etat roumain met au service des intérêts des Roumains de partout[149]. La loi prévoit, entre autres, l'organisation annuelle d'un Forum des communautés roumaines de partout. Celui-ci sera convoqué par l'administration présidentielle, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères par son Département de relations avec les Roumains de partout. Un Conseil consultatif des Roumains de partout, composé d'au maximum 25 représentants désignés par les communautés roumaines, se réunira au moins deux fois par année pour mettre en œuvre les directions d'action décidées par le Forum. Sur demande, il pourra également offrir des services de consultance et d'expertise aux institutions roumaines dans des problèmes concernant les Roumains de partout.

Ce Conseil constitue toutefois un organisme seulement honorifique, sans personnalité juridique, sous le patronage du Premier ministre. Par ailleurs, la loi diffère tant sur la forme que sur le fond par rapport au projet initié par le MAE. Les représentants des communautés roumaines d'Europe occidentale et des Etats-Unis lui apportent plusieurs critiques. Il s'agit notamment de l'absence d'une vision unitaire au niveau de la structure des organismes et des départements gouvernementaux qui gèrent la relation avec les Roumains de partout. Actuellement, il existe dix structures dans le cadre de différents ministères qui opèrent sur ce plan. Il en résulte une bureaucratie lourde qui empêche un fonctionnement efficace et de qualité. Les migrants déplorent aussi l'absence d'un réel partenariat et le rapport de subordination de la diaspora à l'Etat roumain qui est institué par cette loi.

Néanmoins, malgré ses lacunes, celle-ci concrétise une stratégie étatique extraterritoriale de protection et d'affirmation de l'identité roumaine, axée sur les aspects éducationnel, culturel, linguistique, civique et spirituel[150]. Ainsi, le projet national acquiert une dimension transnationale concrète, les populations d'origine roumaine vivant à l'étranger devenant une réelle extension de la Roumanie.

---

[149] Pour des plus amples précisions, voire le texte de la Loi: http://www.mae.ro/poze_editare/LegeRP_2006.05.12.pdf
[150] Source : *Romanian Global Networks*, www.rgnpress.ro; le ministère des affaires extérieures www.mae.ro.

9.1.2. Renouer avec la diaspora roumaine : une priorité des missions diplomatiques roumaines

L'activité des ambassades, des consulats et des centres culturels roumains à l'étranger est déterminante pour la mise en œuvre de cette optique renouvelée de l'Etat à l'égard de ses ressortissants. Ces institutions jouent un rôle de médiateurs entre l'Etat roumain et les migrants ou les associations de migrants. De la qualité de ces rapports dépend en grande mesure la qualité de l'investissement des migrants pour leur pays d'origine. Par ailleurs, ces liens ont été cultivés avec beaucoup de diplomatie. Après le tournant de 1989, il a fallu surmonter le climat de méfiance installé entre les migrants/exilés et les structures diplomatiques de l'Etat pendant la guerre froide ; à l'époque, ces structures étaient perçues comme le prolongement menaçant d'un Etat hostile. Actuellement, les rapports se sont normalisés et les initiatives de rapprochement, voire de collaboration étroite, viennent des deux côtés.

Ayant compris que limiter les départs ne représente pas une solution fiable, le gouvernement roumain met en œuvre une stratégie claire pour attirer les Roumains de l'étranger. La reconnaissance et la mise en valeur des personnalités roumaines de l'étranger sont devenues des politiques d'Etat.

> *« Nous menons une politique d'activation, notre objectif est de réveiller l'intérêt des Roumains de sorte que tous ceux qui veulent s'impliquer puissent le faire, chacun à son niveau. Par exemple, le Premier ministre a lancé un projet pour attirer les roumains talentueux. Ceux-ci, en particulier les jeunes, sont invités au pays pour une période limitée, en tant qu'experts ou même en tant que conseillers du Premier ministre. Pragmatiques, ces gens ne se contenteront plus des promesses de propagande; ils doivent jouir d'une liberté d'opinion et d'action, ainsi que d'une reconnaissance sociale. On s'est bien rendu compte que c'est illusoire de stopper le flux des gens qui veulent émigrer. C'est beaucoup plus intelligent d'essayer à trouver des modalités pragmatiques pour les attirer, pour qu'ils soient intéressés de revenir. Il faut mettre en évidence des offres concrètes et il y aura des gens de valeur qui accepteront de revenir pour des périodes limitées dans le temps, pour moins d'argent que ce qu'ils gagneraient à l'étranger, et qui se contenteront de la satisfaction de faire quelque chose qui compte pour le pays, pourvus d'une reconnaissance sociale de leur acte. »* (fonctionnaire MAE à Bucarest)

Les cerveaux expatriés sont vus, dans ce cas, « comme une extension de la communauté scientifique nationale […] comme une *ressource – réservoir* » (Morokvasic, 1996a) d'intelligence et de compétences à mettre à profit par des transferts potentiels (de technologie, monétaires, scientifiques).

Par ailleurs, les membres des missions diplomatiques roumaines tâchent d'identifier et d'approcher des personnalités scientifiques et culturelles, des leaders communautaires, des hommes d'affaires d'origine roumaine ; ces personnes-ressources peuvent, potentiellement, apporter leur contribution pour la réalisation de divers projets nationaux. Des professeurs, des scientifiques, des économistes, des personnalités des mondes de l'art, de la musique et de la littérature internationalement reconnus ont été invités à contribuer au développement du pays par leurs expertises et de participer ainsi à une réflexion commune. Certains ont été fiers de pouvoir apporter leur tribut à la reconstruction du pays. Une partie s'est attachée à transmettre ses savoirs aux jeunes générations, d'autres ont assumé ponctuellement le rôle de conseillers auprès du Président de la Roumanie ou auprès de différentes commissions spécialisées du gouvernement.

Sur un plan plus général, le processus d'implication politique et économique des ressortissants roumains suppose plusieurs étapes.

> *« La participation est le premier pas. Quand on est installé à l'étranger, la préservation ou la reprise de la citoyenneté roumaine constitue la principale forme de participation. En plus, pour l'Etat roumain, cette extension réelle de la Roumanie* [représentée par sa diaspora] *devient ainsi vivante et quantifiable. La demande de passeports roumains représente la confirmation d'une réalité. »* (fonctionnaire MAE à Bucarest)

De la sorte, la citoyenneté, principale forme de régulation politique de l'appartenance, représente pour l'Etat un indicateur fort, à la fois de l'intérêt que ses ressortissants à l'étranger continuent de porter à leur appartenance nationale et des liens qu'ils continuent d'entretenir avec leur pays d'origine,

> *« …une confirmation qu'ils* [les migrants] *se rapprochent de la Roumanie par intérêt, par patriotisme, voire par passion. »*(fonctionnaire MAE à Bucarest)

Elle constitue aussi un indicateur du pouvoir politique de ces populations qui peuvent exprimer librement leurs opinions lors des élections parlementaires et présidentielles. L'organisation de bureaux de vote consulaires constitue d'ailleurs une activité importante pour les ambassades et les consulats roumains, traitée avec le plus grand soin par ceux-ci.

> *« Nous avons beaucoup médiatisé parmi les ressortissants roumains au Canada le référendum pour le changement de la constitution roumaine : dans les journaux locaux, à la télévision et la radio roumaine de Toronto, en participant à plusieurs rencontres communautaires, en mettant des affiches partout où il y a une présence roumaine, dans les magasins, à l'école, dans les églises. Au consulat nous mettons à disposition toute l'information sur le contenu du projet et le processus de vote, nous*

> *avons aussi créé une page web pour mieux communiquer avec les Roumains.* » (fonctionnaire consulaire MAE à Toronto)

L'intérêt exceptionnel des Roumains de l'étranger pour les dernières élections présidentielles (2004) et ensuite pour le referendum organisé au sujet de la suspension du président Traian Basescu (2007) a d'ailleurs donné lieu à quelques tensions, le nombre de bureaux de vote s'avérant insuffisant face au grand afflux d'électeurs.

La citoyenneté et le passeport roumain ne constituent toutefois pas une garantie absolue de l'implication des migrants roumains dans la vie politique et économique du pays. Il importe de pouvoir donner aux professionnels hautement qualifiés de bonnes raisons pour revenir en Roumanie ou pour vouloir s'y investir. Il s'avère pourtant qu'encourager les retours, soient-ils uniquement temporaires, n'est pas un objectif facile à atteindre sans un climat de confiance et de transparence et un véritable effort de croissance économique et d'amélioration des infrastructures. En effet, il est nécessaire de stimuler leurs intérêts, en particulier en reconnaissant la valeur et l'importance de leur participation politique, en encourageant les relations économiques avec le pays par des incitations fiscales attractives et en développant des rapports de confiance au sein des milieux d'affaires roumains.

L'attention de l'Etat roumain se tourne davantage vers les communautés roumaines nombreuses, avec une proportion importante de personnes qualifiées, ayant acquis un degré de maturité économique leur permettant d'engager des investissements dans le pays d'origine. Comme l'explique un fonctionnaire consulaire du Ministère des affaires étrangères (MAE), c'est le cas de la communauté roumaine au Canada

> *« qui est non seulement très nombreuse, mais qui est aussi de qualité ! Elle est formée pour plus de 90% de personnes avec une formation universitaire ; celles-ci possèdent une solide culture et jouissent d'une capacité d'intégration certaine. Une telle communauté peut jouer différents rôles pour la Roumanie. Tout d'abord sur le plan politique, car elle peut avoir un réel impact en exprimant son vote aux élections, il s'agit de 80-90 mille Roumains seulement au niveau de la province d'Ontario ! Ensuite sur le plan économique, car il y a une solidarité entre co-ethniques dans les milieux d'affaires. Et bien sûr sur le plan culturel, car il y a un forte dynamique culturelle dans cette communauté. Les bénéfices pour la Roumanie peuvent alors être très tangibles, il n'est pas question d'une propagande sans substance. Cette énorme extension civile de la Roumanie à l'étranger – car il y a quelques bons millions de ressortissants roumains – constitue un élément central de soutien pour la Roumanie et une carte de visite en même temps. »* (fonctionnaire consulaire MAE à Toronto)

Pourtant même si cette communauté est considérée comme un objectif cible de la politique gouvernementale, en réalité les projets capables de la mobiliser restent très ponctuels et manquent d'envergure. Le consulat roumain de Toronto dispose de moyens logistiques et financiers limités, insuffisants pour mettre sur pieds des actions notables.

En même temps, l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne depuis le 1er janvier 2007 a ouvert la voie à une circulation des travailleurs qualifiés dans l'espace européen. Les professionnels hautement qualifiés réussissent à s'insérer sur ce marché sans trop de difficultés. Malgré nombre de restrictions qui sont maintenues transitoirement par un grand nombre de pays occidentaux (mais très avides d'une main d'œuvre bon marché, notamment dans des pays latins comme l'Italie et l'Espagne), des millions de travailleurs migrants investissent des secteurs moins qualifiés (constructions, aide à domicile, etc.). Dans ce nouveau contexte, l'Etat roumain manifeste la volonté de veiller au respect des droits de ses ressortissants afin de limiter les nombreux abus de ces dernières années[151].

L'Etat roumain souhaite également reserrer les liens avec les professionnels hautement qualifiés qui travaillent dans les pays de l'Union Européenne. En captant l'inclination à la circulation de ces spécialistes et leur attirance pour de nouveaux défis professionnels dans des contextes économiques très dynamiques, l'Etat mise sur la croissance roumaine qui pourrait transformer le marché roumain dans une véritable alternative. A ce titre, il est intéressant de remarquer l'angle sous lequel un haut fonctionnaire du MAE conçoit la place de la Roumanie dans les trajectoires de ces migrants.

> *« L'intégration de la Roumanie à l'Union Européene renforce ce phénomène, avoir le passeport européen est équivalent à une grande liberté de mouvement. C'est un vrai renversement de situation : la Roumanie sera une sorte de base, où tu es chez toi, tu es à l'aise, tu baigne dans une culture que tu maîtrise parfaitement, tu peux acheter*

[151] Par exemple en 2007, le Ministre roumain de l'intégration européenne a établi un protocole de collaboration avec les autorités de Valencia, ville espagnole qui concentre une forte communauté de Roumains. Ce document vise à assurer aux Roumains d'Espagne des chances égales quant à l'accès à l'éducation et la protection sociale, mais aussi veille à préserver leur identité culturelle. Il a pour but de protéger les droits des Roumains qui vivent dans la société espagnole. D'autres conventions bilatérales ont été signées entre les autorités roumaines et celles des pays de résidence. En novembre 2007, suite à un incident qui a conduit à la mort d'une citoyenne italienne et à l'origine duquel s'est trouvé un ressortissant tzigane de Roumanie, l'Italie a adopté en urgence un décret d'expulsion d'étrangers membres de l'Union européenne au nom de la sécurité publique. Ce décret a été suivi par des mesures répressives prises par les autorités policières et par des réactions xénophobes de la population italienne qui ont touché également un grand nombre de travailleurs roumains en situation régulière. Dans ce contexte, le gouvernement roumain a pris une série de mesures pour la protection des citoyens roumains en Italie. Ainsi, le Ministère de la justice a engagé des avocats italiens pour assurer l'assistance juridique des Roumains en situation légale, abusivement touché par le décret d'expulsion. De même le nombre de policiers roumains délégués an Italie passera à trente, dont cinq seront d'ethnie Rom. Par ailleurs, des magistrats roumains seront envoyés dans tous les Etats européens pour participer aux recherches pénales contre des citoyens roumains.

> *des propriétés… ensuite tu vas travailler une année à Paris, tu rentres, tu repars ailleurs. La Roumanie est devenue une option fiable. D'ici 5 à 10 ans elle connaîtra une croissance inégalable! »* (fonctionnaire MAE à Bucarest)

Dans un contexte de compétition tous azimuts, l'Etat d'origine parie ainsi sur l'attachement culturel de ses ressortissants pour garantir le recentrage de la Roumanie dans leurs projets de vie. Avec cette vision, l'Etat s'adapte à une mobilité dynamique, à une dispersion réticulaire et aux modes de vie cosmopolites de ces professionnels.

9.1.3. L'apparition de nouvelles instances et projets rassembleurs

Soulignons aussi l'apparition et l'institutionnalisation d'autres formes et lieux de rencontre réunissant institutions étatiques, représentants de la diaspora et société civile. Ces nouvelles agoras peuvent être proposées, encouragées ou seulement fréquentées par l'Etat roumain. A titre d'exemple, nous en mentionnons ici quelques-unes de manière non-exhaustive :

- le *Forum des jeunes roumains scolarisés à l'étranger*, organisé pour la première fois en 2000, à l'initiative du Président de la Roumanie et de l'Ambassade des Etats-Unis à Bucarest. Cette manifestation a eu pour but d'établir un dialogue entre les étudiants roumains expatriés, des représentants du gouvernement roumain et du monde académique, ainsi que des employeurs internationaux intervenant sur le marché roumain. Bien que cette initiative soit restée ponctuelle et sans finalité probante, elle a été à l'origine de mises en réseaux moins formelles, mais très fructueuses. Ainsi a vu le jour le réseau électronique *Ad Astra*, que nous avons décrit précédemment (voir chapitre § 7.2).
- le *Forum de la presse roumaine de partout* a rassemblé pour la première fois en 1999 des représentants de la presse écrite, audio-visuelle et électronique produite en Roumanie ou au sein des communautés roumaines de l'étranger ; ce forum a pris des positions très fermes pour une action commune en faveur de l'intégration euro-atlantique de la Roumanie et de l'amélioration de son image aux yeux des sociétés occidentales. Un autre thème très préoccupant pour les participants à ce forum a été la liberté d'expression des communautés roumaines des pays voisins.
- le *Symposium des Roumains de partout*, organisé annuellement depuis 2003 au bord de la Mer Noire, est une initiative de la TVRi (la branche de la télévision nationale qui

émet pour les Roumains à l'étranger), en association avec la mairie de la ville de Mangalia et de l'association ProFamilia. Cet événement a connu une très large participation des représentants de la diaspora, des mass-médias roumaines de partout, mais aussi de nombreux prestataires de services qui visent un public cible diasporique (compagnies aériennes, agences de tourisme, etc.). Le Premier ministre, des représentants des différents ministères, de l'office pour la migration de la force du travail et des parlementaires ont répondu également à l'appel, essayant de trouver des réponses aux questions spécifiques soulevées par les Roumains vivant à l'étranger. Si en 2003 les débats ont concerné surtout la question de la revitalisation du tourisme, en 2004 l'accent a été mis sur la relation de la diaspora avec les organismes de l'Etat et les ambassades, ainsi que sur les problèmes culturels. Avec l'édition de 2005, des thèmes plus concrets ont été abordés, tels les droits des travailleurs roumains à l'étranger, la transmissibilité et le rapatriement des droits sociaux des retraités, la migration illégale, la restitution des propriétés immobilières, les opportunités d'affaires et d'investissements en Roumanie, etc. Par ailleurs, les délégués de la diaspora ont réitéré le souhait d'avoir leur(s) propre(s) représentant(s) au sein du parlement et d'autres institutions publiques.

- les *Rencontres annuelles de Sinaia*, organisées par l'Institut Culturel Roumain (ICR, continuateur de l'ancienne Fondation Culturelle Roumaine)[152] et le Président de la Roumanie, ont ouvert le dialogue entre les autorités roumaines et les scientifiques, chercheurs et professeurs universitaires, membres de la diaspora. Ces rencontres ont visé une meilleure mise en réseau des talents roumains actifs à l'étranger et la conception commune d'une stratégie de valorisation de l'expertise de ces personnalités pour une réforme du système universitaire et de la recherche, et plus largement, de l'économie du pays.

L'énumération des exemples pourrait encore se poursuivre. Dans ces nouvelles agoras (qui ne cessent de se multiplier ces dernières années) se rencontrent une partie des élites migrantes, des représentants politiques et la société civile roumaine. Cependant, à eux seuls, ces forums ne peuvent garantir ni la cohésion, ni la participation engagée et significative des migrants

[152] Organisé selon le modèle de l'Institut Goethe ou de l'Institut français, l'objectif principal de l'ICR est la propagation de la culture roumaine dans le monde.

roumains au développement de la Roumanie. En fait, les représentants de la migration roumaine dénoncent de nombreuses déficiences quant à l'élaboration et la mise en pratique des programmes concrets, valorisant le dialogue et les collaborations entamés à travers ces plateformes d'action diasporique ; ils incriminent, tout particulièrement, le manque de sérieux et de transparence, ainsi que la corruption et l'inertie qui touchent la sphère de l'action publique. De nombreuses associations de migrants déplorent une politique de « façade », vulnérable aux fluctuations gouvernementales. Elles estiment que cette vulnérabilité empêche la concrétisation des collaborations efficaces, s'inscrivant dans une vision cohérente et à long terme des rapports entre l'Etat roumain et ses ressortissants.

Pourtant, en même temps, une intégration progressive et concrète, par le bas, des ressortissants roumains à la vie socioéconomique, politique et culturelle de la Roumanie est indéniable. La contribution au développement de ce pays par les élites expatriées est réelle et les initiatives de mises en réseaux se multiplient. Ainsi, par exemple, un Congrès annuel des cadres roumains formés à l'étranger est organisé par le premier *Think Tank* roumain à Paris, « Le Club de Bucarest ». Initié par un jeune roumain, responsable des transferts technologiques et du développement international à l'Office national français d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), ce congrès a été beaucoup médiatisé, son but étant non seulement de réunir les cadres et les professionnels roumains de France, mais aussi de rendre publics les qualités et les exploits des cadres roumains qui vivent en Europe et dans le monde entier. Il a créé une dynamique fructueuse, en contribuant à la construction d'une nouvelle image, positive et attractive, de la Roumanie en Europe, et plus particulièrement en France. En bénéficiant du soutien des autorités politiques (roumaines, françaises, mais aussi européennes), cette manifestation a stimulé les partenariats et les relations d'affaires entre la Roumanie et la France.

D'autres projets œuvrent dans la même direction. Par ailleurs, quelques associations débattent déjà sur Internet de l'importance à rassembler les forces de la diaspora pour accélérer les changements dans le pays, en lançant même l'idée d'un futur candidat sur la scène politique roumaine. Les Roumains de l'étranger deviennent eux-mêmes conscients du pouvoir qu'ils pourraient acquérir par la mise en réseau des noyaux diasporiques. Ils se projettent de la sorte en tant qu'acteurs à part entière de la « société roumaine globale ». Le Conseil Mondial Roumain (Romanian World Council, Inc.), organisation sans but lucratif enregistrée en 2000 à

Los Angeles (qui avait commencé comme forum Internet) bâtit d'ailleurs son programme sur l'idée que la nation roumaine est dorénavant globalisée. Dans sa vision, celle-ci comporte une population globale d'environ trente-quatre millions de personnes, dont 36% vivent à l'extérieur du territoire de la Roumanie. Elle propose alors de créer un « réseau de la diaspora » qui puisse exprimer les intérêts de cette nation, tout en incluant les ressources des nouvelles générations de ses ressortissants à l'étranger, éduquées et totalement intégrées dans leurs pays de résidence. De plus, cette organisation a élaboré et communiqué aux autorités de l'Etat roumain une série de propositions législatives qui permettraient la concrétisation de sa vision. Il s'agit, entre autres, d'abroger le §3 de l'article 16 de la constitution roumaine qui limite l'exercice des fonctions publiques aux seuls citoyens roumains domiciliés au pays ; de délivrer un acte d'identité unique pour tous les citoyens roumains, indifféremment de leur lieu de domicile ; de modifier la loi électorale pour permettre la représentation de la diaspora roumaine au parlement ; de créer une circonscription électorale « diaspora » (jusqu'à maintenant les bureaux de vote consulaires étant rattachés à la circonscription électorale de Bucarest) ; de créer un Ministère des Roumains de partout (indépendamment du ministère des affaires étrangères) et des « centres roumains » à l'étranger (réunissant dans un même lieu centres culturels, consulats, bureaux des organisations communautaires, centres d'affaires).

Ces nombreux exemples prouvent qu'une réflexion sur le rôle des Roumains vivant en dehors de la Roumanie est lancée au sein même des communautés migrantes et qu'il existe aussi un grand nombre de structures diasporiques prêtes à s'engager dans un partenariat novateur avec l'Etat roumain pour mettre en pratique leurs visions et projets.

Il devient alors nécessaire et impératif de coordonner les initiatives de l'Etat avec celles des migrants ; seulement une réelle reconnaissance des apports déjà existants des communautés roumaines de l'étranger et une corroboration de leurs activités pouvant contribuer à la construction d'un climat de confiance et d'un vrai partenariat. Ce sont là des points incontournables pour la mise en place de politiques fructueuses mise en évidence par Hein de Haas (2006) dans son rapport *Engaging Diasporas.* Cet auteur attire l'attention sur quelques autres prémisses indispensables (et non-spécifiques à l'Etat roumain) : éviter de « patronner » l'engagement des migrants pour le développement du pays d'origine et d'« orienter » leurs actions ou participations financières, car ils ont leurs propres convictions sur ce qui doit être amélioré et mérite la dépense de leurs énergies et ressources ; reconnaître et valoriser les vertus

des activités diasporiques déjà existantes pour le développement du pays d'origine, et pas seulement le rôle potentiel de ces communautés migrantes ; éviter les « doubles agendas », car les migrants n'aiment pas coopérer avec les autorités et les agents de développement quand l'objectif caché de cette coopération est de dissuader la migration ou de stimuler le retour ; gagner une crédibilité solide à travers des politiques cohérentes et un engagement de longue durée ; réduire la divergence entre les politiques migratoires des pays d'accueil et les programmes de coopération pour le développement, en reconnaissant la réalité que les migrants bien intégrés socialement et professionnellement, capables de circuler librement, sont plus aptes que d'autres à contribuer au développement de leur pays d'origine ; et enfin, définir des attentes réalistes quant à l'impact que les migrants peuvent avoir sur les problèmes structuraux de développement (de Haas, 2006).

9.1.4. Une stratégie étatique renouvelée

Plus récemment, en 2006, le Département des relations avec les Roumains de partout (DRRP) a initié une série de conférences annuelles réunissant les représentants des communautés roumaines. La première édition de cet événement a eu lieu en octobre 2006 et elle s'est focalisée sur la relation avec les communautés roumaines d'Europe. Réunissant environ 450 personnes (représentants d'associations des migrants, de la société civile et des mass-médias roumains, du milieu académique et économique, des ministères de l'éducation, du travail, des affaires étrangères, des cultes, etc.), cette rencontre a permis aux autorités roumaines de transmettre un message clair d'ouverture et d'intérêt pour la construction de nouveaux rapports avec la diaspora. Ce message a été porté par les plus hautes autorités politiques de l'Etat (en particulier par le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères). Ce message a constitué d'ailleurs la base des échanges dans le cadre de ce forum. Les débats ont été structurés autour de quatre axes : « éducation, culture et religion : les piliers de l'identité roumaine en contexte européen » ; « l'organisation des communautés roumaines dans les pays de résidence : le partenariat avec les autorités publiques roumaines » ; « la construction de réseaux/communautés professionnels dans l'espace européen » et « les mass-médias dans le cadre des communautés roumaines d'Europe ». Ces ateliers ont permis des échanges riches d'enseignements entre les participants. Ceux-ci ont partagé leurs expériences, en invoquant les difficultés avec lesquels ils se confrontent dans les pays d'accueil, ainsi que les déficiences ou les blocages dans les rapports avec les autorités roumaines. Les débats ont été d'ailleurs

ponctués par quelques tensions. Il est clairement ressorti que les communautés roumaines se confrontent avec des problèmes spécifiques, parfois très différentes, et qu'il est dès lors nécessaire d'y concevoir des politiques et des programmes d'action adaptés. En effet, il a été mis en évidence une différenciation nette entre les besoins des deux catégories de Roumains de l'étranger. D'une part, les minorités ethniques roumaines des pays voisins (notamment celles qui vivent dans des territoires qui ont appartenu à la Roumanie par le passé) sont confrontées à des problèmes aigus liés à la préservation de leur identité culturelle. Il s'agit des populations victimes de l'histoire qui se retrouvent en dehors du pays, non pas parce qu'elles ont émigré, mais parce que les frontières ont été déplacées. Elles cherchent aussi un soutien politique de la part de l'Etat roumain dans leurs revendications auprès des gouvernements des actuels pays de résidence. D'autre part, les communautés roumaines des pays occidentaux se trouvent très souvent dans une position différente par rapport à l'Etat roumain ; elles cherchent, certes, un appui pour leurs activités dans le pays d'accueil, mais elles ont aussi quelque chose à lui offrir. Ces communautés ont alors réclamé des conditions-cadre pour la conjugaison de leurs efforts de valorisation et la mise sur pied d'une collaboration efficace avec les structures étatiques. Les réflexions engagées dans l'atelier « la construction de réseaux/communautés professionnels dans l'espace européen » ont permis d'identifier de nombreuses initiatives de mise en réseau des professionnels roumains de l'étranger[153] et de tracer des pistes d'action pour la mise en pratique d'un tel partenariat. Il a été souligné, entre autres, que l'Etat devrait encourager les projets de mise en réseau proposés par les migrants, les initiatives émanant de la base ayant un plus grand taux de succès. De plus, la nouvelle stratégie du DRRP – reconnaissant les professionnels roumains de l'étranger comme un « potentiel stratégique » de capital humain et social – devrait être complétée par d'autres mesures. Les participants ont suggéré ainsi plusieurs directions d'action : une législation fiscale incitative encourageant la participation de l'industrie au financement de la recherche ; la création d'incubateurs technologiques ; la création d'une agence de promotion de la recherche ; et la création de nouveaux mécanismes d'allocation des ressources (publiques et privées) pour la recherche. Ils ont identifié également

[153] Nous mentionnons, entre autres, le réseau des cardiologues roumains d'Italie qui a mis sur pied un programme de formation des médecins du pays dans le domaine de la cardioplastie ; le congrès des cadres d'origine roumaine en France, réseau engagé dans une action durable de soutien pour la Roumanie ; le réseau Ad-Astra des chercheurs roumains ; le réseau d'entrepreneurs roumains de Barcelone ; le partenariat informel entre un groupe de physiciens roumains en Grande Bretagne et des collègues du pays ; le projet « Internship in Romania » de la fondation culturelle « Delta », association basée en Roumanie qui encourage le retour des jeunes roumains formés dans des universités occidentales ; l'association des étudiants roumains à l'université d'Oxford (OURS).

des domaines précis dans lesquels l'expertise des scientifiques roumains expatriés pourrait être directement utilisée (par exemple, la rédaction de projets de recherche européens ou la mise sur pied de programmes de formation continue dans le domaine du management de projets). Par ailleurs, à l'issue de la conférence, comme premier pas pour la création de réseaux entre les communautés roumaines de l'étranger, il a été annoncé le projet de création d'une plateforme électronique de communication, www.romanidineuropa.ro, dans le but de pérenniser les liens entre les participants.

Cet événement de grande envergure marque la volonté des autorités roumaines d'ouvrir un nouveau chemin dans leurs rapports avec les ressortissants roumains, sur des bases renouvelées. Il a été ainsi donné le signal d'une nouvelle stratégie en transmettant clairement le message que le gouvernement s'intéresse à tous les ressortissants roumains résidant à l'étranger. De fait, l'Etat réinvente son rôle à l'extérieur de ses frontières territoriales et contribue ainsi à la reconfiguration des significations traditionnelles de la souveraineté, de la nation et de la citoyenneté (Levitt et de la Dehesa, 2003).

Plusieurs initiatives récentes s'inscrivent dans la voie ainsi ouverte. Par exemple, le secrétaire d'Etat qui dirige le DRRP a intensifié les contacts avec les communautés roumaines (des Balkans et d'Europe) dans le but d'établir de nouveaux rapports avec ces communautés[154]. De plus, le DRRP a élaboré un nouveau cadre de financement de projets de (et pour) la diaspora roumaine. De cette manière, dix programmes ont démarré en 2006, dans les domaines suivants : la diffusion de la langue roumaine, l'encouragement de l'enseignement de la langue maternelle, la diffusion de la culture roumaine, le soutien à la création musicale et aux arts visuels produits dans les communautés roumaines de partout, la récupération et la promotion du patrimoine matériel et symbolique des Roumains de l'étranger, la préservation de l'identité religieuse. Trois autres programmes concernent l'encouragement d'un processus de « brain gain » visant la récupération de compétences des élites roumaines, la structuration de la société civile roumaine de l'étranger et le développement de la recherche d'anthropologie culturelle ciblée sur les communautés roumaines de l'étranger.

[154] Pendant l'année 2006, il a initié une série de visites et de réunions de travail avec des représentants des communautés d'Ukraine, de la République moldave, de la Hongrie, de la Serbie, de France, d'Irlande et de la Grande Bretagne, des Etats-Unis, de l'Italie, de l'Espagne et de Chypre.

Dans ce cadre général, 33 projets issus des communautés roumaines d'Europe ont été financés en 2006 (sur 78 présentés). Parmi ceux-ci, plusieurs ont permis la création ou la consolidation des plateformes d'information et de communication (portails et journaux électroniques, émissions de radio en roumain, etc.), ainsi que l'organisation d'événements culturels censés renforcer la visibilité des communautés roumaines et produire de nouveaux liens avec l'espace culturel roumain. Par ailleurs, une initiative de plusieurs associations roumaines d'Italie a permis la création – avec le soutien financier de l'Etat roumain – d'une école roumaine au sein de l'institution d'enseignement d'Etat italienne. Vu la présence très nombreuse, mais temporaire, de travailleurs roumains en Italie, ce projet reflète la préoccupation des migrants, mais aussi des autorités roumaines, d'inscrire ces parcours migratoires dans une continuité culturelle et éducationnelle de la deuxième génération. Des projets similaires ont été mis en place par les communautés roumaines d'Espagne.

Tous ces exemples s'inscrivent dans une convergence (récente) des politiques de l'Etat roumain compte tenu des besoins et des initiatives des migrants. Dans ce contexte, les différentes plateformes diasporiques créées par l'Etat roumain, brièvement décrites dans ce chapitre, sont censées encourager davantage l'engagement des élites migrantes dans ce type de dynamiques transnationales et donner un sens nouveau à l'appartenance nationale.

Cependant, il reste encore un long chemin à faire pour que cette nouvelle stratégie produise des effets notables. L'interaction entre les champs d'action des migrants et des autorités étatiques n'est pas sans friction, car les intérêts, les motivations et les attentes de chacun de ces acteurs ne concordent que rarement. La définition d'objectifs communs n'amène pas automatiquement à une confluence des pratiques. Un certain nombre de divergences et d'incohérences persistent, et leur dépassement dépend, entre autres, des moyens que l'Etat est disposé à mobiliser et à investir dans ces politiques qui ont en général un coût élevé (Levitt et de la Dehesa, 2003).

Il s'en suit que l'articulation et l'harmonisation d'actions transnationales initiées « par le haut » et « par le bas » demandent la pleine reconnaissance des droits et des légitimités des migrants dans leur qualité de membres à part entière du pays d'origine. Il faut encore que cette reconnaissance respecte les principes du droit international et n'entre pas en contradiction avec la politique nationale des pays d'immigration. Un long processus d'ajustement est encore nécessaire pour que le projet national extraterritorial porte ses fruits. Dans le contexte de

l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, cette dynamique sera toutefois accélérée par la libre circulation des personnes. Ce nouveau statut favorisera l'émergence d'une identité hybride, dans laquelle le fait national et le fait européen seront des attributs complémentaires.

CONCLUSION GENERALE

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES A L'AGE DU NUMERIQUE

10. La contribution des TIC aux nouveaux modèles migratoires dans un monde cosmopolitique

Les TIC sont dorénavant présents dans tous les aspects de la vie sociale, engendrant ou accélérant des transformations sociétales fondamentales telles qu'elles défient les approches sociologiques traditionnelles de la structure sociale, de la transmission de la culture, de la socialisation, de la citoyenneté, de l'identité et de l'appartenance sociales. En sciences sociales, les TIC constituent un nouveau champ d'investigation, transversal à l'étude de nouveaux phénomènes sociaux, qui appelle à un renouveau théorique et méthodologique. Quant aux phénomènes migratoires actuels, ils sont indissolublement encastrés dans les dynamiques d'interconnexion de la société de l'information (Castells, 1998 ; 2002). La diversité des flux actuels d'information et de communication, la large accessibilité des TIC et l'intensité des connexions et des échanges à distance que celles-ci engendrent ont un impact certain sur les flux et les dynamiques migratoires de nos jours. Elles changent la nature même des migrations internationales (Ros et *al.*, 2007). De fait, elles stimulent de nouvelles formes de circulation et de participation transnationales et d'identification à un univers cosmopolite. Elles concourent aussi à l'émergence d'une nouvelle culture du lien et de l'action à distance. En même temps, tant le territoire que la communauté perdent de leur rationalité dominante, le monde fonctionnant surtout en réseaux (Coenen-Huther, 2007 ; Wellman, 2001 ; Wellman et Gulia, 1999 ; Wellman et Haythornwaite, 2002).

10.1. Le migrant online, un acteur puissant, à l'interface de plusieurs échelles d'appartenance et d'action

L'étude de l'usage des TIC par les migrants roumains hautement qualifiés a montré que ceux-ci, au bénéfice d'un capital professionnel, social et culturel élevé, ont trouvé dans les nouvelles technologies un outil d'innovation sociale qui leur permet de s'affranchir des limites physiques de l'action. Pour eux, Internet est devenu un espace social transnational intermédiaire (un « third space »), une sorte de

> « liminal site[s] characterized by a significant degree of creativity. This zone of multiple borders is a frontier of modernity, where new ways of addressing the problems of contemporary social relations are sought » (Karim, 2003:16, cité dans Bernal, 2006:163).

Dans cet espace d'expérimentation sociale, le migrant peut :

- s'acclimater plus rapidement à son futur pays d'accueil, en s'appropriant à distance sa géographie, ses politiques et sa réalité sociale ;
- se réinventer une identité, en entremêlant des signifiants culturels hérités de ses parcours migratoires (réels ou imaginaires) ;
- se mettre en scène, tout en intégrant les spécificités locales, nationales et universelles de ses appartenances ;
- domestiquer les distances, en s'informant et continuant de vivre en prise avec son pays d'origine ;
- éviter l'exclusion sociale et surmonter les contraintes structurelles dans le pays d'accueil, en accédant à des ressources sociales circulant dans les *e*-réseaux de ses compatriotes ;
- faire valoir ses compétences professionnelles et sociales, en participant à la production d'une expertise migratoire et communautaire collective ;
- s'identifier à une origine partagée, en initiant ou adhérant à des projets communautaires mis sur pied à l'échelle locale ;
- se mobiliser transnationalement et embrasser une position citoyenne à l'égard des politiques du pays d'origine, en signant des pétitions, alimentant des débats virtuels et s'imposer ainsi comme un acteur légitime devant l'Etat ;
- agir à distance pour le développement du pays d'origine, en participant à la production d'une société civile transnationale (dans laquelle se rencontrent migrants et non-migrants, à l'intérieur de l'espace virtuel) capable d'absorber, de s'approprier et de diffuser dans la société d'origine une expertise collective et cumulative.

Par ailleurs, de nouvelles catégories de migrants émergent et développent des stratégies de vie novatrices, basées sur la mobilité et l'interconnectivité.

Le *migrant on-line* s'impose comme une figure centrale de la modernité, capable de construire des ponts entre le local et le global et d'inventer de nouvelles formes de présence, de participation et de citoyenneté qui le projettent en tant qu'acteur averti dans plusieurs univers

sociaux et politiques à la fois. Ce migrant transnational développe aussi de nouveaux modèles d'action à distance et exploite de la sorte une capacité de s'insérer dans plusieurs localités grâce aux acquis communicationnels d'un monde global. Il acquiert ainsi une nouvelle légitimité face aux autorités étatiques et à la société civile des espaces parcourus. De ce fait, en créant des nouvelles géographies sociales (Bernal, 2006) et en inventant de nouvelles pratiques communautaires et politiques, il change le monde à sa façon.

Le *migrant on-line* est aussi un acteur privilégié des processus de cosmopolitisation (Beck, 2006) d'un quotidien qui se conjugue avec des échelles (territoriales, politiques et sociales) fortement enchevêtrées. Les relations sociales nouées et/ou reproduites grâce à Internet en situation migratoire sont multidirectionnelles et s'exercent en lien avec des nouvelles expériences de coprésence immuables. Les interactions entre migrants et non-migrants sont multiples et l'usage qu'ils font d'Internet participe à brasser les traits particularistes et universels des modèles culturels, conduisant à l'apprentissage graduel d'une culture cosmopolite, libérée des contraintes territoriales. De la sorte, le national se redéfinit dans des réalités plus vastes et le transnational n'a de sens que reflété dans un local quotidien et en relation avec un national de référence.

Dans ce contexte, globalisation et localisation ne relèvent pas de logiques opposées, au contraire, ce sont de processus qui se nourrissent l'un l'autre (Appadurai, 1996). La production sociale du local, paradoxalement, se délocalise. Une identité collective locale se dessine autour et en référence à l'expérience du transnational. Local et global se situent de cette façon dans une continuité culturelle, puisque les référents identitaires deviennent universels et interchangeables. L'origine culturelle est mise en scène, devient source d'intégration créative, en même temps que des compétences professionnelles entièrement transférables font des informaticiens migrants des innovateurs sociaux sur le plan de l'organisation sociale en diaspora. Leur volonté d'œuvrer conjointement (localement ou à distance) renforce l'imaginaire collectif et le sentiment d'appartenir à un espace national sans frontières.

Tout en intensifiant leurs mobilités, les migrants peuvent aussi travailler à distance et investir plusieurs mondes à la fois, en développant des trajectoires de vie qui embrassent des lieux multiples. Dès lors, les rapports entre individus, marchés du travail, Nations et structures étatiques connaissent ainsi des mutations profondes.

10.2. Quelques apports théoriques et méthodologiques originaux

L'analyse de ces transformations demande une « sensibilité transnationale » des outils de recherche, qui ne peut être acquise qu'en se libérant de l'emprise du nationalisme méthodologique. Dans ce sens, sur le plan théorique, les résultats de cette étude mettent en évidence l'attention que la *sociologie cosmopolitique* proposée par Ulrich Beck mérite à l'avenir pour étudier les phénomènes migratoires à l'ère du numérique. Cette perspective permet d'enrichir *le cadre théorique transnational* – que nous avons par ailleurs largement utilisé dans l'analyse et l'interprétation des résultats de recherche – en lui ajoutant une dimension nouvelle, celle de l'« imagination dialogique » (Beck, 2002a ; 2006). Grâce à cette perspective, le chercheur peut analyser des phénomènes et processus ambivalents, voire contradictoires, dans une approche de « double inclusion » ; elle permet de rendre compte de l'enchevêtrement des échelles territoriales d'appartenance et d'action, ainsi que de la capacité des individus à être « equal and different at the same time », par rapport à un ou plusieurs systèmes sociaux de référence. De cette manière, d'autres outils théoriques tels que, par exemple, la *théorie des réseaux sociaux* ou celle *du capital social*, ainsi que le lexique conceptuel spécifique à l'approche transnationale gardent tout leur pouvoir heuristique pour décrire et expliquer les mutations qui se produisent dans les processus reproductifs des liens sociaux en situation migratoire, le déploiement de réseaux et de stratégies transnationaux, de même que l'émergence et la reproduction de structures sociales et de modes de vie cosmopolites, à l'intérieur desquelles se développe une nouvelle autonomie identitaire.

Cette recherche a révélé également la complexité des configurations d'acteurs impliqués, à différentes échelles, dans l'engrenage des dynamiques transnationales : migrants et non migrants, acteurs individuels, institutionnels ou étatiques, etc. Elle démontre aussi l'effacement graduel des frontières entre mobiles et sédentaires, entraînés dans un même processus de brassage des repères socioculturels particularistes et universels au quotidien. Par ailleurs, l'étude des solidarités et des transmissions intergénérationnelles en situation migratoire a permis la découverte des pratiques de mobilité d'un acteur inédit : la *génération zéro*. Sans ignorer que le découpage générationnel des populations en migration est lui-même problématique, le choix de ce syntagme pour nommer les parents des migrants qui, parrainés par leurs enfants, émigrent à leur tour au Canada se veut délibérément provocateur. De cette manière, nous avons voulu attirer l'attention sur le glissement actuel de la frontière entre les

catégories de migrant et de non-migrant. En effet, la mobilité est devenue un trait fondamental des sociétés d'aujourd'hui et concerne également des populations jusqu'ici imaginées plutôt comme peu mobiles. Fortement attachée aux repères culturels de son origine, la *génération zéro* incarne ainsi les *racines portables* des jeunes professionnels cosmopolites, voire de leurs enfants. Sa présence dans les lieux d'accueil a des conséquences importantes sur les formes de transmission culturelle intergénérationnelle et les dynamiques transnationales.

Sur le plan méthodologique, ce travail pionnier de *nethnographie migratoire* souligne le potentiel inestimable que représentent les sources électroniques pour l'étude des nouvelles dynamiques migratoires. Il indique également la nécessité d'une réflexion approfondie au sujet du développement d'outils méthodologiques spécifiques au recueil et au stockage d'archives électroniques et de la triangulation méthodologique nécessaire pour la validation des résultats.

10.3. Internet : une ressource novatrice et dialogique en situation migratoire

Les deux principales études de cas sur lesquelles repose cette recherche (*TheBans* et *Ad-Astra*) ont révélé et confirmé le potentiel d'Internet en tant qu'instrument créateur de nouvelles ressources pour les migrants roumains. Ainsi, l'espace virtuel est devenu le creuset de nouvelles stratégies migratoires et communautaires. Internet a permis également la reproduction de réseaux sociaux à distance ; il a fourni un espace de mobilisation civique et politique des migrants et a constitué un outil performant de réinvestissement à distance dans la vie économique et politique du pays d'origine. Il est non seulement un lieu d'information, d'échanges et de savoir mais aussi un territoire de reconnaissance et d'action sociale.

Internet se distingue aussi par sa capacité de créer de nouvelles « façons d'être » dans le monde en alimentant des processus réticulaires multiples. Il engendre une nouvelle culture du lien qui se manifeste à la fois sur le plan individuel et collectif, tant dans la sphère privée que publique ; il contribue à une profonde transformation des processus de socialisation. De fait, la recherche révèle comment les solidarités intergénérationnelles s'inscrivent dans cette nouvelle « culture du lien », donnant naissance à de nouveaux modèles de fonctionnement transnational de la famille ; elle montre aussi comment les transmissions de valeurs et de repères culturels se maintiennent à distance grâce aux TIC. Par ailleurs ces processus entraînent à la fois des migrants et des non-migrants, puisque les frontières de ces catégories s'estompent.

Internet permet aussi une capitalisation des ressources collectives. Comme nous l'avons montré, il fournit l'environnement technique nécessaire pour stimuler des comportements coopératifs et favoriser l'émergence de « foules intelligentes » (Rheingold, 2002) qui se mobilisent pour des causes tantôt locales, tantôt universelles. De la sorte, des individus qui ne se connaissent pas peuvent agir conjointement. Plusieurs exemples ont mis en évidence les identifications et les motivations qui conduisent ces migrants à se reconnaître et à unir (ou non) leurs expertises et leurs énergies pour agir ensemble. Par ailleurs, ces nouvelles formes sociales qui sont les « foules intelligentes » (*smart mobs*) donnent naissance à de nouvelles provocations sociales, leurs effets dérivant non pas des caractéristiques de leurs membres, mais de la dynamique des situations qu'elles produisent (Rheingold, 2002).

Il faudrait étudier davantage les engagements à l'origine de ces mobilisations transnationales, tout comme les prémices des réussites et les causes des échecs de ce genre d'actions. Nous devons aussi nous interroger sur un certain nombre de limites dans la capacité des migrants à mobiliser cette nouvelle ressource migratoire, car Internet est une ressource de nature dialogique qui peut conférer de nouveaux pouvoirs à certains migrants, tout en excluant d'autres. Au terme de cette recherche, de nouvelles questions surgissent et de nouvelles pistes se précisent encore.

10.3.1. Quelles sont les inégalités engendrées ou accentuées par Internet dans une situation migratoire ?

Cette étude a montré la force des TIC quand celles-ci sont employées par des migrants hautement qualifiés, voire des experts (dans le cas des informaticiens). Elle a aussi mis en lumière un usage différencié d'Internet selon les intérêts et les compétences des migrants.

Au milieu des années quatre-vingt dix, l'accès à cette technologie était encore le privilège d'une population éduquée, plutôt aisée. Les informaticiens roumains migrants ont bénéficié de l'avantage de leurs compétences professionnelles qui leur ont permis de développer des stratégies spécifiques de reproduction du capital social et d'imaginer de nouvelles ressources migratoires. Mais en même temps, tous les migrants ne profitent pas de la même façon des TIC : des facteurs tels que l'appartenance sociale, professionnelle et générationnelle, l'accès et la socialisation aux technologies, les valeurs culturelles, les politiques des pays d'origine et

d'accueil continuent d'influencer à la fois l'accès et l'usage que ces populations font des TIC (Panagakos et Horst, 2006) et doivent être pris en compte pour expliquer leurs pratiques.

Quelles sont alors les opportunités et les contraintes d'accès à l'information en situation migratoire ? Comment fonctionnent les réseaux informationnels ? Produisent-ils une nouvelle distribution des pouvoirs entre les différentes catégories de migrants ? Y-a-t-il une nouvelle polarisation entre les migrations des élites et celles de masse due à l'accès et l'usage des TIC (Ros et *al.,* 2007) ?

De fait, on sait que les TIC participent à la reproduction d'inégalités sociales et à l'exclusion des populations défavorisés et/ou minoritaires (Georgiou, 2005) ; même si leur appropriation par toutes les catégories sociales est rapide, on assiste à l'émergence de nouvelles inégalités en terme d'accès et de savoirs qui discriminent les migrants non-socialisés à ce type de technologies (non-qualifiés, âgés ou en provenance des pays du Sud) (Wellman et Hogan, 2004). En même temps, quelques recherches en cours tendent à prouver que les TIC constituent de véritables ressources pour des migrants en situations précaires. Par exemple, Internet a permis à la diaspora kurde de construire un lieu de mémoire et d'exprimer ses revendications territoriales (Georgiou, 2002) ; il est devenu un espace communautaire pour les réfugiés éthiopiens en Grande-Bretagne (Georgiou, 2002) et s'est transformé en nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques tunisiens, mauritaniens et chinois (Egré, 2002). De la même manière, les recherches de Diminescu ont montré comment le téléphone portable devient un outil de lutte et d'intégration sociale pour des sans-papiers (Diminescu, 2002). Preuve faite, des migrants pauvres et peu éduqués peuvent aussi s'approprier des technologies sophistiquées et concourir à une révolution technologique dans leurs pays d'origine. Ainsi, les émigrés africains incitent leurs proches restés en Afrique à utiliser Internet et les téléphones mobiles, en leur fournissant les équipements nécessaires et contribuant ainsi, certes modestement, à la réduction du fossé numérique entre les pays du Nord et du Sud (Ros et *al.,* 2007).

Il faudrait explorer davantage cette piste par d'autres recherches empiriques afin de comparer les pratiques de populations différentes et analyser quels nouveaux fossés se créent, quelles inégalités se creusent et quelles barrières sociales s'effacent.

10.3.2. Quelles sont les nouvelles normes assurant le fonctionnement des réseaux virtuels de migrants et suscitant leur engagement dans des actions collectives ?

Internet est une technologie qui encourage le développement d'un « networked individualism » (Wellman et Hogan, 2004). Ainsi, les individus qui utilisent intensivement ces technologies choisissent de communiquer et de cultiver des relations avec qui, où et quand ils veulent, au gré de leurs besoins et envies. Une connectivité d'individu-à-individu prend de cette façon de l'ampleur. Sans s'affaiblir, le lien social devient plus sélectif et les appartenances à des structures plus traditionnelles (comme le ménage, le voisinage, la communauté, les organisations, etc.) semblent prendre moins de place et être peu à peu remplacées par un fonctionnement en réseaux élargis.

Mais Internet présente aussi la spécificité de pouvoir à la fois renforcer et fragiliser le lien social. En situation migratoire, l'expérience de l'*ARC* et *TheBans* a montré que ce type de lien social maintenu par Internet peut être plus constructif à distance, et plus rigide, voire destructeur à proximité. L'impasse dans lequel s'est trouvé le projet de rassemblement communautaire lancé par l'*ARC* a révélé les spécificités de la circulation des ressources dans les réseaux virtuels et du capital social produit online. Il a permis de peser, d'une part, la capacité d'Internet de construire un réservoir inépuisable de ressources grâce à la contribution d'une population fluctuante d'internautes (selon le principe « open source ») avec, d'autre part, ses limites dans la mise sur pied de projets coordonnés d'envergure communautaire. Ces derniers exigent l'adhésion de populations inégalement exposées aux TIC, hétérogènes en termes d'expériences migratoires, d'âges, de formation et d'appartenance sociale, avec des sensibilités et des intérêts contrastés. En outre, ils demandent un engagement de longue durée et assidu. Or, cette recherche a prouvé que la mobilisation virtuelle et la transposition des dispositions prises dans des forums et des groupes de discussion sont conditionnées par quelques règles incontournables : une homogénéité du groupe (en termes d'homophilie des membres, de motivations et de valeurs défendues) ; une consolidation (par la construction d'une identité de groupe, la définition d'objectifs collectifs et l'instauration d'un code de normes de fonctionnement) ; une délimitation (par la précision de ses frontières) ; et une articulation habile entre les dynamiques virtuelles et celles associatives.

Les études traitant de ces aspects sont encore insuffisantes pour comprendre quels sont les mécanismes qui permettent de transformer les dynamiques virtuelles en vrais leviers d'actions et de changements sociaux.

10.3.3. Le « réseau de réseaux » : de la visibilité d'une nation sans frontières et de sa concrétisation

On sait que les réseaux virtuels fonctionnent d'après le principe des « vases communicants », permettant la diffusion rapide de messages mobilisateurs. La campagne virtuelle « *Mergi la vot !* » encourageant la participation au vote en est la preuve. On remarque par ailleurs une tendance actuelle de créer et de multiplier les réseaux de sites web des communautés de migrants. Ces réseaux de réseaux permettent de donner une visibilité à une nation sans frontières et tissent une maille d'infrastructures technologiques capables d'enclencher une dynamique transnationale novatrice. Ils constituent des noyaux informationnels à haute densité et pourraient, entre autres, déclencher de grands mouvements protestataires et de pression avec les réactions en chaîne qu'ils pourraient produire dans les communautés expatriées.

Un aperçu rapide du contenu des liens renvoyant à des sites diasporiques roumains[155] indique qu'un peu moins de 5% d'entre eux sont créés par des Roumains à l'étranger ; une grande partie renvoie, par contre, à des pages de sites web institutionnels, à des blogs personnels, à des sites web de services pour la diaspora, à des articles de publications online, voire à des articles scientifiques. Une analyse montre en outre qu'un grand nombre des sites web qui s'adressent à une « diaspora roumaine », ou plus largement, aux « Roumains de l'étranger » sont produits dans le pays d'origine. La diaspora devient une cible de différentes institutions, car elle possède de nombreuses ressources à exploiter[156]. En outre, elle représente un nouveau marché

[155] A l'instar d'Emmanuel Ma Mung (2002), nous avons tenté d'identifier les sites web des communautés roumaines à l'étranger. Le recours au moteur de recherche Google (réputé être un de plus puissants) révèle quelque 2'040'000 entrées trouvées pour le mot-clé « Diaspora romaneasca ». On obtient 1'940'000 pages en utilisant comme critère de recherche « Romanian diaspora », 1'360'000 pour « diaspora romana » et 193'000 pour « diaspora roumaine ». Ces recherches ont été effectuées le 15 novembre 2007 (il est important de le préciser car ces chiffres augmentent de jour en jour).
Cette demande est très simpliste et sujette à des multiples biais, puisque le moteur de recherche n'examine pas toutes les pages ou sites web existants sur Internet ; de plus, le nombre de réponses trouvées par le moteur de recherche ne correspond pas au nombre de sites web en lien avec le critère de recherche (car il inventorie indifféremment toutes les pages qui contiennent le mot-clé, même si elles proviennent d'un même site). De ce fait, l'effet de redondance constitue le principal biais d'une telle recherche (Ma Mung, 2002). Il ne s'agit sûrement pas d'un outil fiable pour mesurer le phénomène diasporique (Ma Mung, 2002 ; Laflaquière et *al.*, 2005) ou la représentation des communautés migrantes sur Internet, mais il révèle l'ampleur et l'abondance des ressources virtuelles.

[156] On assiste par exemple à une floraison des sites web offrant des services commerciaux dont les principaux consommateurs sont les Roumains de l'étranger. Les ventes online ont d'ailleurs augmenté grâce à la clientèle roumaine expatriée, et souvent les sites web proposent aussi des services de livraison personnalisés. Il s'agit d'une part de l'achat de biens de large

culturel. Des entrepreneurs culturels ciblent ce marché en proposant une offre de plus en plus vaste de produits : expositions, spectacles, journaux. Les mass-médias traditionnels (journaux, programmes TV, radio) se dotent de versions online de leurs éditions, attirant un public de plus en plus large parmi les migrants roumains. Une agence de presse online des Roumains de partout (« Romanian Global News ») informe sur l'actualité des communautés roumaines à l'étranger. Son site web www.rgnpress.ro est une des sources d'information les plus complètes à ce sujet. Une collaboration étroite avec les webmasters d'autres sites communautaires permet de mettre à jour en permanence les informations publiées sur ce site. Cette plateforme de communication donne de la visibilité à une « nation roumaine globale », avec des ramifications dans le monde entier. D'autres journaux en ligne, tels « Repere romanesti » (sous-titré « bulletin online des associations roumaines de l'étranger », accessible à www.repereromanesti.ro) ou « Diaspora romana » (www. rodiaspora.com) oeuvrent dans le même sens.

Que retenir d'une telle interrogation d'Internet ? Nous retiendrons en premier lieu la vitesse fulgurante avec laquelle les sites web diasporiques et communautaires se multiplient. Ensuite, une multi-localisation de ces sites, ainsi qu'un investissement de la « niche » diasporique par des acteurs très divers. Une recherche à partir des critères plus spécifiques conduit à des résultats plus ciblés : chaque communauté importante des Roumains à l'étranger s'est pratiquement dotée d'un site web propre. Mais les démarches de création de ces sites web peuvent être très différentes. Une partie de ces sites ont été créés pour prolonger la visibilité et augmenter le rayonnement de certaines associations et regroupements de migrants déjà existants, ancrés dans un territoire donné (une ville, une région, un pays). D'autres reflètent plutôt une forte dispersion géographique de leurs membres, leur but étant de construire une unité extraterritoriale, sur la base d'une origine partagée et d'autres intérêts communs (annexe 13). Par extrapolation, il est légitime de croire que les dynamiques sociales encouragées par ces sites continuent aussi à se diversifier.

Au vu de ces considérations, il serait alors intéressant d'étudier comment ces réseaux de réseaux se créent, dans quels buts et avec quelles finalités.

---

consommation (notamment d'électroménagers, de la nourriture, des fleurs ou d'autres cadeaux) qui seront offerts à la famille restée sur place. D'autre part, il existe une forte demande de produits dérivés de la culture roumaine (livres, CD de musique, films, DVD, artisanat divers), destinés principalement à la consommation des Roumains de l'étranger.

10.3.4. Qui sont les nouveaux acteurs et rôles-clé de ces processus ?

Les personnes qui maîtrisent ces instruments vont acquérir de nouveaux pouvoirs, car ils possèdent la grammaire qui permet de déchiffrer le changement accéléré de la nature des espaces publics et des structures sociales qui se produit sous nos yeux. De nouveaux acteurs fonctionnent comme intermédiaires de ces nouvelles dynamiques migratoires : des webmasters, des propriétaires d'Internet café, des fournisseurs de technologies de communication et d'information, des services de transmissions par satellite et de téléphonie mobile, des services bancaires à distance (Ros et *al.*, 2007). Ces acteurs occupent de nouvelles places dans les dynamiques transnationales qui s'enclenchent entre les migrants et leur pays d'origine. Par exemple, les webmasters de sites web des communautés migrantes jouent un rôle clé dans le rayonnement et la dynamique des réseaux virtuels qui se créent à partir de ces sites. Ils acquièrent des pouvoirs redoutés car ils se trouvent dans des positions centrales dans ces réseaux sociaux, puisque capables de créer des ponts entre leurs sites respectifs.

Cette piste mériterait d'être explorée par les chercheurs en sciences sociales, car elle s'intègre dans un processus social plus complexe, Internet étant en train de bouleverser les rapports de pouvoir et les hiérarchies sociales.

10.3.5. Quelle méthodologie adopter ?

Notre recherche a montré que l'utilisation des TIC par les migrants fait partie intrinsèque d'un mode de vie à cheval sur plusieurs territoires et qu'en même temps elle est indissociable de leurs autres pratiques. L'analyse approfondie du site web www.thebans.com et du réseau *Ad-Astra* a mis en évidence l'interpénétration des *e*-pratiques transnationales et locales, ainsi que les impacts réciproques des dynamiques virtuelles et de face-à-face. Il apparaît dès lors comme indispensable de conjuguer des méthodes d'investigation online et offline afin de comprendre l'impact des TIC sur le quotidien transnational des migrants. Il nous semble aussi nécessaire de continuer à innover sur le plan méthodologique afin de saisir les transformations majeures de la société qui en découleraient. Par ailleurs, « la distinction entre pratique de mobilité des migrants et pratique de mobilité des sédentaires est de plus en plus difficile à cerner » (Diminescu, 2005 : 290). Il faut que les chercheurs en sciences sociales puissent adapter leurs outils afin de saisir les relations qui se développent entre migrants et non-migrants, diasporas et Etats-nations, réseaux transnationaux et sociétés civiles.

Les traces des pratiques migratoires qui existent actuellement dans l'espace virtuel sont d'une richesse extraordinaire. Elles nous informent non seulement sur le fonctionnement des réseaux migratoires et les pratiques transnationales des migrants, mais elles nous permettent aussi de comprendre les mécanismes des transformations identitaires, de l'organisation et de la mobilisation qui les concernent. Cette nouvelle mémoire migratoire constitue une riche source de connaissances, mais elle est éphémère, changeant à coup-de-click. Le cas de *TheBans* est riche d'enseignements à ce titre : le suivi de la dynamique de ce site web et de ses forums de discussions pendant presque quatre ans a permis de repérer l'ampleur des imbrications entre pratiques online et offline, migratoires et communautaires. Il a aussi orienté le choix du terrain d'enquête à Toronto et a permis d'élaborer le design de cette recherche. Cependant, la transformation ultérieure du site www.thebans.com – qui depuis 2005 se limite à être une vitrine de l'entreprise *TheBans* et n'héberge plus aucune information migratoire ou communautaire – avertit sur la nécessité de concevoir de nouveaux outils méthodologiques non seulement pour interroger de façon dynamique les sources électroniques, mais aussi pour conserver les données (en les stockant sur des supports informatiques). En suivant cette seconde piste, un groupe de recherche TIC/Migrations de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) s'est constitué en 2003, avec pour but de lancer une réflexion sur l'archivage du web et de créer un observatoire du champ migratoire online (Laflaquière et *al.*, 2005 ; Diminescu, 2005). Dans cette perspective, sociologues, politologues, anthropologues et ingénieurs en informatique travaillent ensemble pour créer un outil d'archivage des corpus webographiques (Laflaquière et *al.*, 2005). Selon ces chercheurs, ces corpus (constitués par des robots informatiques à partir des critères définis par les chercheurs) pourraient représenter un des terrains de demain des sciences sociales de la migration. Très ambitieux, ces outils restent encore imparfaits et limités.

Une réflexion plus approfondie sur les méthodes exigées par ce nouveau champ d'investigation nous semble urgente et nécessaire. En outre, l'innovation méthodologique doit s'inscrire, à notre avis, dans un changement épistémologique plus large.

10.3.6. Quel rôle les TIC jouent-elles dans la traçabilité et le contrôle des migrants ? Comment les Etats s'approprient-ils ces outils ?

Si les TIC constituent de nouveaux outils de lutte contre la discrimination, la précarisation et l'exclusion des migrants, il faut savoir que les acteurs étatiques s'approprient aussi ces mêmes outils, à plusieurs fins.

Les TIC peuvent être utilisées pour observer, surveiller, voire contrôler les mobilités et les activités des migrants transnationaux (Panagakos et Horst, 2006 ; Diminescu, 2001, 2005). Nous savons que les institutions de contrôle policier et frontalier utilisent les TIC pour contenir les mouvements migratoires. La « frontière informatique » de l'Espace Schengen semble beaucoup plus redoutée par les migrants que les vraies frontières étatiques (Diminescu, 2001). Cet aspect soulève une question d'ordre éthique. Il faut s'interroger si la production d'archives électroniques et la « traçabilité » (Diminescu, 2005) des migrants à laquelle concoure un certain type de travail de recherche ne servent pas (davantage) les intérêts des institutions chargées du contrôle des étrangers, allant ainsi à l'encontre des objectifs des migrants.

Les gouvernements manifestent un intérêt croissant pour les canaux informationnels (électroniques) à travers lesquels ils peuvent avoir accès à leurs ressortissants. Et cela pour deux raisons. D'une part, ils souhaitent préserver leur autorité, limiter l'influence politique des migrants, intervenir et désamorcer d'éventuels mouvements d'opposition alimentés par la diaspora[157]. D'autre part, dans certains contextes, les gouvernements souhaitent accroître leur influence géopolitique en incitant leurs ressortissants à s'engager dans des mouvements de soutien favorables au pays d'origine.

Il apparaît alors nécessaire d'étudier de manière approfondie quelles incidences peuvent avoir les TIC sur les rapports de pouvoir entre les structures nationales et supranationales d'une part, et les réseaux transnationaux des migrants de l'autre. Comment s'adapte l'Etat face au défi des TIC, avec quelles transformations des processus d'inclusion et d'exclusion ? Quels usages les pouvoirs publics, la société civile et les partis politiques font-ils d'Internet pour donner du sens ou au contraire pour freiner l'émergence d'une Nation sans frontières ?

[157] Dans ce sens, Victoria Bernal dévoile la crainte des migrants érythréens quant à l'infiltration de fonctionnaires gouvernementaux dans les groupes de discussions, chargés à leurs yeux de véhiculer une opinion favorable au pouvoir en place (Bernal, 2006).

10.4. Le deuxième âge du numérique : la conjugaison des TIC et les nouveaux cosmopolitismes. Quelles évolutions possibles ?

Nous aimerions encore attirer l'attention sur la rapidité avec laquelle les TIC ont évolué pendant la dernière décennie. Cette évolution fulgurante révèle la fragmentation et l'insuffisance des connaissances que l'on possède actuellement au sujet des transformations sociales dues aux TIC. Elle pointe aussi quelques limites des résultats mis en lumière par ce travail de recherche.

Tout en révélant des phénomènes inédits et d'une grande richesse ontologique, ce travail a permis d'approfondir l'impact de l'utilisation d'une seule technologie d'information et de communication – Internet – en situation migratoire. Or, il est connu que ceux qui sont familiarisés avec les TIC ont plutôt tendance à combiner et intensifier l'usage de plusieurs de ces technologies (Wellman et Hogan, 2004 ; Wellman et Hampton, 1999 ; Wellman et Haythornewaite, 2002 ; Wilding, 2006). Par ailleurs, il a été démontré que la téléphonie mobile et les cartes prépayées à faible coût ont eu aussi un grand impact sur la reproduction du lien social en situation migratoire, constituant la « social glue » qui relie les migrants transnationaux à leurs familles, aux collègues et amis restés dans le pays d'origine ou résidant ailleurs dans le monde (Vertovec, 2004b).

Une de nos interlocutrices à Toronto avait révélé une utilisation différenciée de l'e-mail et du sms dans la relation avec sa sœur à Bucarest. Elles s'envoyaient un e-mail tous les matins, mais elles pouvaient s'écrire plusieurs sms par jour (souvent via Internet pour éviter des frais) pour se transmettre immédiatement une émotion ou réagir rapidement à une question. De la sorte, elles reproduisent et prolongent à distance la complicité qui les relie depuis leur enfance.

Cette modalité d'interaction – à travers des communications courtes et fréquentes – assure ce que Licoppe appelle une « présence connectée » (Licoppe, 2004), dans laquelle

> « it is through the frequency and continuity of this flow – in which the fact of calling counts at least as much if not more than which is said, and which a presence is guarateed by expressing a state, feeling or emotion rather than by constructing a shared experience through relating past events and giving one's news – that the strength of the interlocutors' mutual engagement in the relationshio is guaranteed » (Licoppe, 2004 : 152).

L'usage combiné des TIC constitue ainsi une stratégie importante des familles transnationales

> « in constructing or imagining a 'connected relationship', and enabling them to overlook their physical separation – even if only temporarily » (Wilding, 2006 : 132).

Il devient dès lors nécessaire d'étudier et de comprendre comment les migrants se servent de façon cumulative de ces différentes technologies (www, email, chat, groupes de discussions, blogs Internet, mais aussi téléphonie mobile, sms) (Panagakos et Horst, 2006).

Rappelons qu'à l'époque où nous avons réalisé nos enquêtes de terrains (2002-2003), Internet sortait à peine de son « premier âge », période où son appropriation avait constitué le privilège d'une population instruite et à l'aise avec le progrès technique d'avant-garde. Mais depuis le début des années quatre-vingt dix, le développement connu par Internet a été spectaculaire, de même que son impact sur le quotidien de ses 1.35 milliard d'utilisateurs actuels (effectif atteint au niveau mondial en 2007)[158]. Nous sommes ainsi entrés dans une deuxième phase, un deuxième âge du numérique, dans lequel Internet « is embedded in everyday life » (Wellman et Hogan, 2004 ; Wellman et *al.*, 2002 ; Wellman et et Haythornwaite, 2002).

Durant ce bref intervalle de temps Internet a connu des évolutions encore inimaginables à ses débuts : la capacité et la vitesse de transmission des données sont passées de 110 bits par seconde (bps) dans les années quatre-vingt à 30'000 bps au début des années quatre-vingt dix, pour dépasser un million bps pour une connexion de grande vitesse en 2003 ; l'accès à haut débit est en train de se banaliser en même temps que les coûts d'accès ont drastiquement chuté ; l'accès à Internet n'est plus lié à une connexion personnalisée, des bornes d'accès sont disponibles dans un nombre de plus en plus important de lieux publics (grandes écoles, hôtels, aéroports, cybercafés, etc.) (Wellman et Hogan, 2004). De plus, la recherche dans le domaine des télécommunications numériques a permis d'associer les technologies Internet avec celles de la téléphonie mobile.

La connexion sans fil a non seulement permis de transformer l'ordinateur en un instrument portable, mais – encore plus révolutionnaire – a rendu les canaux de communication interactifs online accessibles à travers un nombre croissant d'appareils. Les téléphones mobiles ont ainsi intégré les capacités multifonctionnelles des ordinateurs. Ils offrent une connectivité multimédia permanente et il est dorénavant possible de surfer sur Internet ou de consulter sa

[158] Source : DigiTimes (http://www.digitimes.com/)

messagerie électronique depuis son téléphone. Outre ces fonctions devenues courantes, ce dernier peut en plus servir de télévision, de carte bancaire ou pour des services médicaux[159].

Si ces technologies de pointe restent hors de la portée d'un grand nombre de migrants, car soit elles exigent une connaissance technique que tout le monde ne possède pas, soit elles sont encore trop onéreuses (Panagakos et Horst, 2006), par contre le service « Skype » a engendré une nouvelle révolution. Proposé depuis 2005, ce logiciel et service propriétaire de voix sur IP (VoIP) se répand à grande vitesse, en remplaçant les appels téléphoniques tant à distance qu'à proximité. Ce logiciel permet de téléphoner gratuitement entre deux ordinateurs connectés à Internet, équipés de Skype, d'un microphone et de haut-parleurs.

A nouveau, certaines catégories d'utilisateurs migrants (au bénéfice de compétences spécifiques et d'un niveau d'éducation élevé) en ont été les pionniers. Si les « téléconférences » par Internet étaient usuelles dans les milieux professionnels depuis le milieu des années quatre-vingt dix en contribuant au déploiement du travail à distance[160], Skype a rendu la visiophonie accessible à tous, au moindre coût (depuis la sortie de la version 2.0 en janvier 2006). Cette technologie rend possible une communication semblable à celle de face-à-face, car elle conjugue plusieurs formes d'expression : écrite, vocale et visuelle.

Ce type d'échanges permet de maintenir un contact permanent, d'améliorer la qualité du lien affectif à distance, d'inventer de nouvelles formes « d'être ensemble » pour une famille dispersée et de construire ainsi une « présence connectée » de qualité (Licoppe, 2004 ; Wilding, 2006).

L'extrait part lequel commence ce travail en est un premier exemple. Une exploration sommaire de cette nouvelle problématique et quelques observations récentes parmi de jeunes couples de Roumains hautement qualifiés en Suisse mettent en lumière d'autres pratiques complètement innovantes. Par exemple, un ingénieur en télécommunications résidant en Suisse depuis sept ans, projette de construire une maison à Bucarest. Il nous explique comment il envisage de surveiller le futur chantier, en installant une webcam sur le balcon de ses parents

[159] En Corée du Sud, les diabétiques pouvant par exemple mesurer leur taux de sucre dans le sang à l'aide d'un petit accéssoire intégré au téléphone portable. Par ailleurs, des pays comme le Japon ou, plus récemment la Corée du Sud, créent volontairement des *ubiquitos society*, en généralisant l'accès de masse aux technologies de communication de dernière génération (cf. « La Corée du Sud, nouvelle frontière numérique », *Le Figaro*, 14 décembre 2007, p.14).
[160] Ces pratiques ont notamment été observées parmi les informaticiens roumains.

(qui habitent en face de sa nouvelle propriété). Cette caméra sera active et transmettra *live* 24 heures sur 24, ce qui lui permet de contrôler l'avancement des travaux !

D'autres migrants organisent régulièrement, à l'aide des visioconférences, des « conseils de famille » virtuels entre parents, frères et sœurs résidant aux Etats-Unis, au Canada, en Suisse et en Roumanie. De cette façon, ils décident collectivement de la gestion transnationale des affaires familiales, de la prise en charge de certains problèmes des parents vieillissants, de la nécessité de se déplacer ou non pour résoudre ces problèmes, etc. En même temps, ce type de communication s'ajoute aux autres pratiques des individus et des familles, sans s'y substituer (Wilding, 2006).

Les sites web utilisent de plus en plus cette technologie du visuel et tentent actuellement de réaliser une connexion territoriale avec le pays d'origine par l'intermédiaire des transmissions live par webcam[161].

Ces changements sont encore trop récents pour qu'on puisse mesurer toute l'ampleur de leurs effets sur le plan social. Toutefois, il est certain que ce nouvel âge du numérique crée les prémisses de nouvelles pratiques et de nouvelles attentes de communication, de solidarité et de participation à distance. Il fait naître le sentiment d'être toujours joignable, toujours « avec » ses amis et sa famille se trouvant à des milliers de kilomètres de distance et en prise avec plusieurs réalités socioculturelles. Les TIC de dernière génération pénètrent dans la vie quotidienne par de nouvelles voies : elles transforment encore davantage les notions de temps et d'espace et réorganisent les bases de l'interaction sociale.

Aujourd'hui nous nous trouvons sans doute aux premiers stades de changements sociaux engendrés par les TIC. Les frontières entre populations migrantes et non-migrantes semblent être de plus en plus floues et la cosmopolitisation du vécu quotidien de tout un chacun est un

[161] Par exemple, le site web www.romanianstoronto.com transmet simultanément des images live prises à Bucarest, Constanta, Iasi, Brasov, Cluj et Sibiu. Nous reproduisons ici l'histoire d'amour de Lucian, un jeune homme de 21 ans ayant émigré avec ses parents à Toronto à l'âge de 9 ans, telle qu'il l'a racontée sur le site web d'un radio roumain online. Lucian a revu Andrada, son amie d'enfance, après plusieurs années, lors de ses dernières vacances passées en Roumanie en été 2007. Il est tombé amoureux d'elle et à son départ il lui a demandé de venir le soir de son anniversaire à minuit devant la webcam située dans la grande place de sa ville roumaine. Il pourra ainsi non seulement l'appeler sur son téléphone mobile pour lui souhaiter « bon anniversaire », mais également la voir malgré l'océan qui les sépare. Le 12 novembre, Andrada est au rendez-vous. Pour sa plus grande surprise, Lucian est aussi là ; il a pris l'avion et est venu prouver son amour à son amie. Les parents et les amis torontois de Lucian ont vécu l'émotion de ces retrouvailles romantiques devant leurs ordinateurs, en regardant les images transmises par la caméra numéro 6 de la grande place de Sibiu…

processus avéré ; néanmoins, de nouvelles barrières sociales peuvent aussi surgir, le cas échéant.

Ce progrès technique accéléré continuera d'être un défi de taille pour les chercheurs en sciences sociales, car une solide transformation de l'organisation et des structures sociales, ainsi que du sens de la mobilité et des mouvements migratoires se développent actuellement sous nos yeux.

BIBLIOGRAPHIE

ADAMS, Paul C. et GHOSE, Rina (2003) « India.com: the construction of a space between », *Prog Hum Geogr*, 27, pp. 414-437.

ANDERSON, Benedict (1991) *Imagined Communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, éd. révisée, London, Verso.

ANTEBY-YEMINI, Lisa et BERTHOMIERE, William (2005) « Avant-propos – Di[a]spositif : Décrire et comprendre les diasporas », in L. Anteby-Yemini, W. Berthomiere, et G. Sheffer (sous la dir. de) *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 9-19.

ANTEBY-YEMINI, Lisa, BERTHOMIERE, William et SHEFFER, Gabriel (sous la dir. de) *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

APPADURAÏ, Arjun (1990) « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy », *Theory, Culture and Society*, 7, pp. 295-310.

APPADURAÏ, Arjun (1996) *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

APPLEYARD, Reginald Thomas (1991) *International Migration. Challenge of the Nineties*, Geneva: IOM.

ATTIAS-DONFUT Claudine (2000) « Rapports de générations : transferts intrafamiliaux et dynamique macrosociale », *La revue française de sociologie*, 41 (4) pp. 643-684.

ATTIAS-DONFUT Claudine, SEGALEN Martine (2001) *Le siècle des grands-parents : une génération phare, ici et ailleurs*, Paris : Autrement.

ATTIAS-DONFUT Claudine, SEGALEN Martine (1998) *Grands-parents : la famille à travers les générations*, Paris : Odile Jacob.

BACHMAN Ronald D. (ed.) (1991) *A Country Study : Romania*. Washington : Federal Research Divison, Library of Congress, 2nd edition.

BARRE, Rémi, HERNANDEZ, Valeria, MEYER, Jean-Baptiste et VINCK, Dominique (2003) *Diasporas scientifiques – Scientific diasporas*, Coll. Expertise collégiale IRD Éditions.

BASCH, Linda, GLICK-SCHILLER, Nina and SZANTON BLANC, Cristina (1994) *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. New York : Gordon and Breach.

BATTAGLIOLA, Françoise (1984) « Employés et employées. Trajectoires familiales et professionnelles », in *Le sexe du travail : structures familiales et système productif*, Ed. Collectif, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, pp. 57-70.

BAUDRILLARD, Jean (1976) *L'échange symbolique et la mort*, Paris : Gallimard.

BECK, Ulrich (2000) *What is Globalization ?* Cambridge : Polity Press.

BECK, Ulrich (2001) *La société du risqué. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Aubier.

BECK, Ulrich (2002a) « The Cosmopolitan Society and its Enemies », *Theory, Culture & Society*, Sage Publications, 19 (1-2) pp.17-44.

BECK, Ulrich (2002b) « The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited », *Theory, Culture & Society*, Sage Publications, 19 (4) pp. 39-55.

BECK, Ulrich (2002c) « The Cosmopolitan Perspective : Sociology in the Second Age of Modernity », in S. Vertovec et R. Cohen, *Conceiving Cosmopolitanism. Theory, Context, and Practice*. New York : Oxford University Press, pp. 61-85.

BECK, Ulrich (2006) *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Paris : Aubier.

BECK, Ulrich et BECK-GERNSHEIM, Elisabeth (2002) *Individualization. Institutionalized Individualism and its Social and Political Consequences*. London : Sage Publications.

BECK, Ulrich et LAU, Christoph (2005) « Second modernity as a research agenda: theoretical and empirical explorations in the "meta-change" of modern society », *The British Journal of Sociology* 56 (4), pp. 525-557.

BECK, Ulrich, BONSS, Wolfgang et LAU Christoph (2003) « The Theory of Reflexive Modernisation. Problematic, Hypotheses and Research Programme », *Theory, Culture & Society* 20, pp. 1-33.

BECK, Ulrich, GIDDENS, Anthony et LASH, Scott (1994) *Reflexive Modernization*, Cambridge: Polity Press.

BECK, Ulrich et SZNAIDER, Nathan (2006) « Unpacking Cosmopolitanism for the Humanities and Social Sciences », *British Journal of Sociology* 57 (1), pp. 1-23.

BEINE et *al.* (2003) *Brain drain and LDCs' growth : Winners and losers*, IZA Discussion Paper 819, Institut zur Zukunft der Arbeit, juillet.

BERNAL, Victoria (2006) « Diaspora, cyberspace and political imagination: the Eritrean diaspora online », *Global Networks* 6 (2), pp. 161-179.

BERTHOMIERE, William et CHIVALLON, Christine (sous la dir. de) (2006) *Les diasporas dans le monde contemporain*. Editions Karthala & MSHA.

BERTHOMIERE, William et HILY, Marie-Antoinette (2006) « Décrire les migrations internationales. Les expériences de la co-présence », *Revue Européenne des Migrations InternationalesI* (22) 2, pp. 67-82.

BHABHA, Homi (1994) *The Location of Culture*, London, Routledge.

BIRKS, J.S. et SINCLAIR, C.A. (1980) *International Migration and Development in the Arab Region.* Geneva: International Labour Office.

BOLZMAN, Claudio, FIBBI, Rosita et VIAL, Marie (2001) « La famille : une source de légitimité pour les immigrés après la retraite ? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 17 (1), pp. 55-78.

BOURDIEU, Pierre (1979) *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979.

BOURDIEU, Pierre (1980) « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n. 30/1980.

BOURDIEU, Pierre (1989) *Le Sens Pratique*, Paris : Ed. de Minuit.

BOURDIEU, Pierre (1994) *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil.

BRETON, Philippe et PROULX, Serge (1994) *L'explosion de la communication. La naissance d'une nouvelle idéologie*, Paris : La Découverte.

BROWN, Thomas (1998) « Theoretical Perspectives on Social Capital », http://jhunix.hcf.jhu.edu/~tombrown/econsoc/soccap.html

BRUBAKER, Rogers (2005) « The 'diaspora' diaspora », in *Ethnic and racial studies*. London, 28 (1), p. 1-19.

BRUNEAU, Michel (1995) « Espaces et territoires de diasporas », in M. Bruneau (coord), *Diasporas*, Montpellier : GIP RECLUS.

BURT, Ronald (2000) « The network structure of the social capital », in B. M. Staw and R. I. Sutton, *Research in Organizational Behavior*. Amsterdam; London and New York : Elsevier Science JAI, 2000, pp. 345-423.

BURT, Ronald (1995) « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue Française de Sociologie*, 36 (4), pp. 599-628.

BURT, Ronald (1992) *Structural holes : the social structure of competition*, Harvard University Press, Cambridge.

BYRON, Margaret et CONDON, Stephanie (1996) « A comparative study of Caribbean return migration from Britain and France: towards a context-dependent explanation », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 21 (1), pp. 91-104.

CARRINGTON, William et DETRAGIACE, Enrica (1998) *How big is the Brain drain ?*, IMF Working Paper 98.

CASSARINO, Jean-Pierre (2004) « Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited », *International Journal of Multicultural Societies* (IJMS), 6 (2), pp. 162-188, UNESCO, www.unesco.org/shs/ijms/vol6/issue2/art3

CASTELLS, Manuel (1998) *La société en réseaux. Tome I. L'ère de l'information*, Paris : Fayard.

CASTELLS, Manuel (1999) *La société en réseaux. Tome II. Le pouvoir de l'identité*, Paris : Fayard.

CASTELLS, Manuel (2002) *La Galaxie Internet*, Paris : Fayard.

CENTLIVRES, Pierre (2006) « Introduction. La diaspora comme condition ordinaire », in W. Berthomiere et C. Chivallon (sous la dir. de) *Les diasporas dans le monde contemporain*. Editions Karthala & MSHA, pp. 33-37.

CERVANTES, Mario et GUELLEC, Dominique (2002) « The brain drain: Old Myths, new realities ». *The OECD Observer*, no. 230/ 2002 www.oecdobserver.org

CHAUVEL Louis (1998) *Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, Paris : PUF.

CHAUVEL Louis et IMBERT Pierre-André (2002) « Les nouvelles générations sacrifiées », *Club démocratie-égalité*, n°.2.

CHAUVEL, Louis (2001) *La responsabilité des générations*, revue *Projet* n°. 266, pp. 14-22.

CHERNILO, Daniel (2006) « Social Theory's Methodological Nationalism: Myth and Reality », *European Journal of Social Theory* 9 (1), pp.5-22.

CHICA, Marie-Thérèse (2004) *Déqualification des travailleuses immigrantes et discrimination salariale*, communication présentée à la 9ème Conférence Internationale Metropolis, Genève, 27 sept. – 1 oct. 2004.

CHIVALLON, Christine (2006) « Introduction – Diaspora: Ferveur académique autour d'un mot », in W. Berthomiere et C. Chivallon (sous la dir. de) *Les diasporas dans le monde contemporain*. Editions Karthala & MSHA, pp. 15-27.

CIC (1998a) *Immigration et données démographiques canadiennes: Etat de la recherche. Mai 1998*. Ministre des Travaux publics et services gouvernementaux, Recherche et Examen Stratégiques, CIC, Canada. Tiré le 14/01/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/res/pdf/rsf3iii.pdf

CIC (1998b) *Les résultats économiques des immigrants selon les catégories d'admission.* Ministre des Travaux publics et services gouvernementaux, Collection Profils tirés de la BDIM, CIC, Canada, Tiré le 14/01/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/res/pdf/rsf3aiii.pdf

CIC (1999) *Les résultats économiques des immigrants, selon le niveau d'études lors de l'obtention du droit d'établissement*. Ministre des Travaux publics et services gouvernementaux, Profils tirés de la BDIM, CIC, Canada. Tiré le 12/01/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/res/pdf/rsf3aii.pdf

CIC (2001) *Attrait du travail indépendant pour les immigrants.* Ministre des Travaux publics et services gouvernementaux, Série de rapport de recherche de la BDIM, CIC, Canada. Tiré le 14/01/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/res/pdf/rsf3avii.pdf

CIC (2002) *Faits et chiffres 2002. Aperçu de l'immigration*. CIC, Canada, Tiré le 10/01/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/pub/faits2002/

CIC (2003) *Rapport sur les professions : tendances et questions récentes*, CIC, Canada, tiré le 21/11/2004 du http://www.cic.gc.ca/francais/recherche-stats/rapports/menu-speciales.html

CIC (2005) *Les immigrants récents des régions métropolitaines. Canada. Un profil comparatif d'après le recensement 2001*, CIC Canada, tiré le 15/08/2007 du http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/recherche-stats/2001-canada.pdf

CIC (2006) *Faits et chiffres 2006. Aperçu de l'immigration. Résidents permanents et temporaires*. CIC, Canada, Tiré le 10/07/2007 du http://www.cic.gc.ca/francais/pub/faits2006.pdf

CIOBANU, Mircea (1995) *In fata neamului meu. Convorbiri cu MS Regele Mihai*, Iasi : Editura Princeps.

CIUMASU, Ioan Manuel (2007) « International Circulation of Talent – A Solution for the Development of Romania », communication à la conférence *University within Society, UNISO*, 9-12.07.2007, University of Versailles Saint-Quentin-en Yvelines, tiré du http://www.ad-astra.ro/library/papers/Ciumasu_UNISO_2007_Diaspora_Review.pdf le 24.10.2007.

CLIFFORD, James (1997) *Routes: Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Harvard University Press.

COENEN-HUTHER, Jacques (2007) « Faut-il reconsidérer l'*homo « sociologicus »* » ?, in Monique HIRSCHHORN (sous la dir. de) *L'individu social. Autres réalités, autre sociologie ?*, Laval : Les Presses de l'Université Laval, Collection Sociologie contemporaine.

COENEN-HUTHER Josette, KELLERHALS Jean et VON ALLMEN Malik (1994) *Les réseaux de solidarité dans la famille*, Lausanne : Réalités Sociales.

COHEN, Robin (1997) *Global diasporas: an introduction*, London : UCL Press and Seattle : University of Washington Press.

COLEMAN, James (1994), *Foundations of Social Theory*, Belknap Harvard, Cambridge.

COLEMAN, James (1988) « Social capital in the creation of human capital », *American Journal of Sociology*, 94, supplement, pp. S95-S120.

COMET, Catherine (2007) « Capital social et profits des artisans du bâtiment : le poids des incertitudes sociotechniques », in *Revue française de sociologie*, 48 (1), pp. 67-91.

COMMANDER, S., CHANDA R., KANGASNIEMI M. AND L.-A. WINTERS (2004), *Must Skilled Migration be a Brain Drain? Evidence from the Indian Software Industry*, Discussion paper no. 1 422, IZA,Bonn.

COMSA, Mircea Ed. (2001) *Barometrul de opinie publica*, Fundatia pentru o societate deschisa MMT Romania.

CORNELIUS, Wayne, ESPENSHADE, Thomas and SALEHYAN, Idean (eds.) (2001) *The International Migration of Highly Skilled: Demand, Supply and Development Consequences in Sending and Receiving Countries*, San Diego : Lynne Rienner Publishers.

COUTON, Phillipe (2002) *Immigrants hautement qualifiés: questions et tendances récentes*, in *ISUMA*, volume 3 no. 2. (http://www.isuma.net/v03n02/couton/couton_f.shtml)

CRIBIER, Françoise (1987) *Retiring to the seaside: a housing perspective*. *Housing Studies*, 2 (1), pp. 42-56.

DAIANU, Daniel, VOINEA, Liviu et TOLICI, Mugur (2001) « Balance of payments financing Romania. The role of remittances », T*he Romanian Center for Economic Policies, Final Report*. http://www.cerope.ro/pub/study28en.htm, consulté le 9/03/2005.

DEGENNE, Alain et FORSE, Michel (1994) *Les réseaux sociaux. Une approche structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin, coll. "U", 263 pages.

DE HAAS, Hein (2006) *Engaging Diasporas. How governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries*, International Migration Institute, University of Oxford.

DE RUDDER Véronique (1992) « A propos de la construction d'un objet de connaissances : Migrations et relations interethniques », *Migrants -Formations* 90 (septembre1992), pp.21-33.

DE SINGLY, François (2003), *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Armand Colin (réédition, coll. Pluriel) .

DE TINGUY, Anne (1996) « Le départ des cerveaux de la CEI en France : fuite ou mobilité ? », in M. Morokvasic et H. Rudolph, *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris : L'Harmattan.

DEVAN, Janamitra et TEWARI, Parth S. (2001) « Brains abroad », *The McKinsey Quarterly* "Emerging Markets", n°4, 2001.

DIMINESCU, Dana (2001) « Le système D contre les frontières informatiques », *Hommes et Migrations*, no. 1230, mars-avril, pp. 28-34.

DIMINESCU, Dana (2002) « L'usage du téléphone portable par les migrants en situation précaire », *Hommes et Migrations*, 1240, pp. 66-79.

DIMINESCU, Dana (2003) « Introduction » in Diminescu, Dana (dir.), *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, Ed. de la MSH, Paris, pp. 1-23.

DIMINESCU, Dana (2005) « Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique », in *Migrations/Société*, vol. 17, 102, pp : 275-292.

DUBET, François (2005) « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net*, Textuel, pp. 1-17, tiré le 21/06/2005 du http://espacestemps.net/document1438.html

DUFOIX, Stéphane (2003) *Les diasporas*, Paris : PUF, coll. « Que sais-je ? ».

DUMITRESCU, Vasile C. (1997) *O istorie a exilului romanesc (1944 – 1999)*, Bucuresti : Editura Victor Frunza.

ESCOBAR, Arturo (1994) « Welcome to Cyberia: notes on the anthropology of cyberspace », *Current Anthropology*, 35, pp. 211-231.

EGRE, Pascale (2002) « Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil », *Hommes et Migrations*, 1240, pp. 53-61.

FAIST, Thomas (2000) « Transnationalization in international migration: implications for the study of citizenship and culture », *Ethnic and Racial Studies*, 23 (2), pp. 189-222.

FAIST, Thomas (2001) « Dual Citizenship as Overlapping Membership », Willy Brandt Series of Working Papers, *International Migration and Ethnic Relations*, no. 3, en ligne www.bit.mah.se/imer/publications

FEATHERSTONE, Mike (2002) « Cosmopolis. An Introduction », *Theory, Culture & Society*, Sage Publications, Vol. 19(1-2):1-16.

FERRO, Anna (2004) « A picture of Romanian's high skilled emigration », *UNESCO-CEPES Quarterly*, HEE 23 (3), CARFAX.

FIBBI, Rosita et MEYER, Jean-Baptiste (2002) « Le lien plus que l'essence », *Autrepart*, numéro « *Diasporas, développements et mondialisations* » 2 (22)/2002, IRD, Ed. de l'Aube, Paris, pp. 5-22.

FIBBI, Rosita (2004) « L'approche transnationale dans l'étude des migrations », in Mihaela Nedelcu Ed. *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles.* Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 61-75.

FINDLAY, Allan (1988) « From settlers to skilled transients: the changing structure of British international migration », *Geoforum* 19 (4), pp. 401-410.

FINDLAY, Allan et LI, F. (1998) « A Migration Channels Approach to the Study of Professionals Moving to and from Hong Kong », *International Migration Review*, 32 (3) (Autumn, 1998), pp. 682-703.

FINDLAY, Allan, LELIEVRE, Eva, PADDISON, Ronan and BOYLE, Marc (1994) « Skilled labour migration in the European context: Franco-British capital and skill transfers », *Espaces Populations, Sociétés*, 1, pp. 85-94.

FINE, Robert et COHEN, Robin (2002) « Four Cosmopolitanism Moments », in S. Vertovec et R. Cohen, *Conceiving Cosmopolitanism. Theory, Context, and Practice*. New York: Oxford University Press, pp. 137-162.

FITZGERALD, David (2000) *Negotiating Extra-Territorial Citizenship: Mexican Migration and the Transnational Politics of Community*, La Jolla, CA: Center for Comparative Immigration Studies, Monograph Series No. 2.

FITZGERALD, David (2002) *Locating the National and Local in 'Transnationalism'*, presentation UCLA Second Annual Interdisciplinary Conference on Race, Ethnicity and Immigration.

FLOREZ, Manuela (2004) « La politique migratoire de la Suisse sous l'angle du marché du travail : contexte actuel et défis futurs », in Mihaela Nedelcu Ed. *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles.* Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 213-231.

FLORIAN, Razvan (2004) « Migratia cercetatorilor romani. Situatia actuala, cauze, solutii », *Ad Astra* 3 (2), 2004. http://www.ad-astra.ro/journal/6/florian_migratia.pdf

FNUAP (2006) *Rapport mondial population 2006 : Rôle des femmes et de la migration internationale dans le développement.*

FORSE, Michel (1997) « Capital social et emploi », *L'Année Sociologique: Les réseaux sociaux*, vol.47, n°1, Paris : PUF.

FRANGOPOL, Petre (2002) *Mediocritate si excelenta. O radiografie a stiintei si invatamantului din Romania*, Bucuresti : Ed. Albatros.

FREEMAN, L. C. (1979) « Centrality in social networks : conceptual clarification », *Social Networks*, 1, pp. 215-239.

GAGNE, Evelyn et POIRIER, Pierre (1990), *Le choix de carrière de la femme dans une perspective systémique*, Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

GAILLARD Jacques et GAILLARD, Anne-Marie (1998) *International Migration of the Highly Qualified: A Bibliographic and Conceptual Itinerary*, New York : Center for Migration Studies.

GAILLARD, Anne-Marie et GAILLARD, Jacques (1999) *Les enjeux des migrations scientifiques internationales. De la quête du savoir à la circulation des compétences*, Paris : L'Harmattan.

GAILLARD, Anne-Marie et GAILLARD, Jacques (2002) « Fuite des cerveaux, circulation des compétences et développement : un enjeu politique », *Mots pluriels*, 20, février 2002. http://motspluriels.arts.uwa.edu.au/MP2002ajg.html.

GEDDES, Andrew et BALCH, Alex (2002) *The Political Economy of Migration in an Integrating Europe: Patterns, Trends, Lacunae and their Implications*, University of Liverpool, PEMINT, Working Paper 6/2002.

GEORGIOU, Myria (2002) « Les diasporas en ligne, une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes et Migrations*, no. 1240, pp. 10-18.

GEORGIOU, Myria (2005) « Mapping Diasporic Media Cultures: A Transnational Cultural Approach to Exlusion », in R. Silverstone (ed.) (2005) *Media, technology and Everday Life in Europe: From Information to Communication,* Aldershot : Ashgate.

GHEORGHIU, Mihai Dinu (1997) « La mobilité universitaire internationale, la formation et la reconversion des élites des pays ex-socialistes », in D. Broady et al. (éds.) *Formation des élites et culture transnationale*, Paris/Uppsala, pp. 297-318.

GIDDENS, Anthony (1991) *The Consequences of Modernity*, Stanford (Cal): Stanford University Press, Oxford : Basill Blackwell, Cambridge : Polity Press.

GIDDENS, Anthony (1994) *Beyond Left and Right — the Future of Radical Politics*. Cambridge : Polity Press.

GIDDENS, Anthony (2000a) *Runaway World: How Globalization Is Reshaping Our Lives*. New York : Routledge.

GIDDENS, Anthony (2000b) *The Third Way and Its Critics*. Cambridge : Polity Press.

GLASER, Barney (2001) *The Grounded Theory Perspective: Conceptualization Contrasted with Description*. Mill Valley, CA : Sociology Press.

GLICK SCHILLER, Nina (2005) « Long Distance Nationalism » in Melvin Ember, Carol R. Ember, and Ian Skoggard (eds) *Encyclopedia of Diasporas: Immigrant and Refugee Cultures Around the World* ., Vol. 1, pp. 70- 80, New York : Kluwer Academic/Plenum Publishers.

GLICK SCHILLER, Nina and FOURON, Georges (2001) *George Woke Up Laughing: Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham : Duke University Press.

GLICK SCHILLER, Nina, BASCH, Linda et SZANTON BLANC, Cristina (1992) « Towards a definition of „transnationalism": Introductory remarks and research questions », in N. Glick Schiller, L. Basch, C. Szanton Blanc (eds.) *Toward a transnational perspective on migration*, Nova York: New York Academy of Sciences, pp. ix-xiv.

GLICK SCHILLER, Nina, BASCH, Linda et SZANTON BLANC, Cristina (1994) « From immigrant to transmigrant: theorizing transnational migration », *Anthropological Quarterly* 68, pp. 48-63.

GLICK SCHILLER, Nina, CAGLAR, Ayse and GULDBRANDSEN, Thaddeus (2006) « Beyond the Ethnic Lens: Locality, Globality, and Born-Again Incorporation », *American Ethnologist* 33 (4), pp.612-633.

GLICK-SCHILLER, Nina (2004) « Transnationality », in David Nugent and Joan Vincent (eds) *A Companion to the Anthropology of Politics*, Malden, MA: Blackwell Publishing, pp. 448-467.

GODBOUT, Jacques T. (2004) « L'actualité de l' « Essai sur le don » », *Sociologie et Sociétés*, 36 (2), pp. 177-188. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

GODBOUT, Jacques T. (2007) « *L'homo donator*. Ce qui nous tient ensemble. », in Monique HIRSCHHORN (sous la dir. de) *L'individu social. Autres réalités, autre sociologie ?*, Laval : Les Presses de l'Université Laval, Collection Sociologie contemporaine.

GOLDRING, Luin (1998) « The Power of Status in Transnational Social Fields », *Comparative Urban and Community Research* 6, pp.165-195.

GOTTMANN, Jean (1996) « La généralisation des diasporas et ses conséquences », préface en Prévélakis G. (sous la dir. de), *Les réseaux des diasporas*, Paris : L'Harmattan, pp. 21-28.

GRANOVETTER, Mark (1973) « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), pp. 1360-1380.

GRIBAUDI, Maurizio (sous la dir. de) (1998) *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*, Paris : Ed. EHESS.

GRIECO, Elisabeth (2004) « Will Migrant Remittances Continue Through Time? A New Answer to an Old Question ». *IJMS: International Journal on Multicultural Societies*. 6 (2), pp. 243-252. UNESCO. ISSN 1564-4901. www.unesco.org/shs/ijms/vol6/issue2/art3

GRILLO, Ralph D. (2000) *Transmigration and Cultural Diversity in the Construction of Europe*, Barcelona, en ligne www.uoc.edu/web/cat/promocio/simposium/english/Grilloeng.rtf

GUARNIZO, Luis E. (1994) « Los Dominicanyorks: The Making of a Binational Society », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 533, Trends in U.S.-Caribbean Relations (May, 1994), pp. 70-86.

GUARNIZO, Luis Eduardo et SMITH, Michael Peter (1998) « The Locations of Transnationalism », in M. P. Smith et L. E. Guarnizo (eds), *Transnationalism From Below*, New Brunswick : Transaction Publishers, pp. 3-31.

GUARNIZO, Luis E. (1997) « The emergence of a transnational social formation and the mirage of return among Dominican transmigrants », *Identities* 4 (2), pp. 281-322.

GUILLEMETTE, François (2006) « L'approche de la *Grounded Theory* : pour innover ? », *Recherches qualitatives*, 26 (1), pp.32-50.

GUSTAFSON Per (2001) « Roots and routes: exploring the relationship between place attachment and mobility », *Environment and Behavior*, 33 (5), pp.667-686.

HABERMAS, Jürgen (1989) *The structural transformation of the public sphere*, Cambridge: MIT Press.

HAIDUC, Ion (2002). « Cercetarea stiintifica in Romania oglindita intr-un recent raport American », in *Curierul de fizica no. 42*, Bucuresti. http://www.fhh.org.ro/ed_fhh/reviste/arhiva_cdf/uncdf.htm

HANNERZ, Ulf (1990) « Cosmopolitans and Locals in World Culture », in M. Featherstone (ed.) *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*, London : Sage, pp. 237-252.

HARVEY, David (1989) *The Condition of Postmodernity* London: Basil Blackwell.

HAWTHORNE, Lesleyanne (2006) *Résultats sur le marché du travail des professionnels immigrants : Comparaison du Canada et de l'Australie*, CIC Canada, tiré le 15.08.2007 du http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/marchedutravail.pdf

HEAS, Stéphane et POUTRAIN, Véronique (2003) « Les méthodes d'enquête qualitative sur Internet », *ethnographiques.org*, no. 4, novembre 2003, en ligne http://www.ethnographiques.org/2003/Heas,Poutrain.html (consulté le 20.10.2006)

HIEBERT, Daniel (2002) « Cosmopolitanism at the Local Level : The development of Transnational Neighbourhoods », in S. Vertovec et R. Cohen, *Conceiving Cosmopolitanism. Theory, Context, and Practice*. New York : Oxford University Press, pp. 209-223.

HILLER, Harry H. et FRANZ, Tara M. (2004) « New ties, old ties and lost ties : the use of the internet in diaspora », *New Media Society*, 6, pp. 731-752.

HINTZEN, Percy (2003) « Diaspora, Globalization and the Politics of Identity », communication présentée dans le séminaire « La notion de diaspora : approches théoriques à partir de diverses expériences diasporiques », Université de Poitiers, France, 15-16 mai 2003.

HIRSCHHORN, Monique (sous la dir. de) (2007) *L'individu social. Autres réalités, autre sociologie ?*, Laval : Les Presses de l'Université Laval, Collection Sociologie contemporaine.

HITCHINS Keith (1996) *Romania, 1866-1947*, Editura Humanitas, Bucuresti.

HIX, Simon et NOURY, Abdul (2005) *Politics not Economic Interests: Determinants of Migration Policies in European Union*, Working Paper, Migration Policy Group, http://personal.lse.ac.uk/hix/Working_Papers/Hix-Noury-Migration_Votes_in_EP-27July05.pdf

HOULE, François (1999) « Citoyenneté, espace public et multiculturalisme: la politique canadienne de multiculturalisme », *Sociologies et sociétés* (Montréal), 31 (2), pp. 101-123.

HOVANESSIAN, Martine (2005) « La notion de diaspora : les évolutions d'une conscience de la dispersion à travers l'exemple arménien », in Lisa Anteby, William Berthomière, Gabriel Sheffer (ed.), *Les diasporas, 2000 d'histoire*, Rennes : Presses Universitaire de Rennes, 2005, pp. 65-78.

INSSE (2003) *Anuarul statistic al Romaniei 2003*, INSSE. www.insse.ro/anuar_2003/asr2003.htm

INSSE (2006) *Anuarul statistic al Romaniei 2006*, INSSE. www.insse.ro/anuar_2006/asr2006.htm

IOM/OIM Bucharest (2001) *Circulatory migration of Romanians from rural area and small towns*, survey with the support of the Ministry of Interior and Ministry of public information. Bucharest.

IOM (2005) *World Migration. Costs and Benefits of International Migration*. Genève: IOM.

IREDALE, Robyn (1999) « The need to import skilled personnel: factors favouring and hindering its international mobility », *International Migration*, 37, pp. 89-123.

IREDALE, Robyn (2001) « The Migration of Professionals: Theories and Typologies », *International Migration*, 39 (5), pp. 7-26.

ITZIGSOHN, José, CABRAL, Carlos Dore, MEDINA, Esther Hernandez et VAZQUEZ, Obed (1999) « Mapping Dominican Transnationalism: Narrow and Broad Transnational Practices », Ethnic and Racial Studies, 22 (3) pp.16-339.

ITZIGSOHN, José et SAUCEDO, G. Silvia (2002) « Immigrant incorporation and sociocultural transnationalism », *International Migration Review* 36 (3), pp. 766-98.

JACHIMOWICZ, Maia et MEYERS, Deborah (2002) *Temporary High-Skilled Migration*, Migration Policy Institute, http://www.migrationinformation.org/USFocus/print.cfm?ID=69, consulté le 23/01/2007.

JONES, Steve (1995a) *Cybersociety. Computer Mediated Communication and Community*, Sage Publications.

JONES, Steve (ed.) (1997) *Virtual Culture*, Thousand Oaks (Calif.) : Sage.

JONES, Steve (sous la dir. de) (1995b) *Understanding community in the Information Age*, Sage.

JOUET, Josiane (1992) « Relecture de la société de l'information » in P. Chambat, *Communication et lien socia*l, Paris : Descartes, pp. 177-190.

KARIM, H. Karim (2003) « Mapping diaspora mediascapes », in K. H. Karim (ed.) *The media of diaspora,* London : Routeledge Press, pp. 1-18.

KASTORYANO, Riva (2006) « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique,* Presses de Sciences Po, 56 (4), pp. 533-553.

KHADRIA, Binod (1999) *The migration of knowledge workers: second-generation effects of India's brain drain.* New Delhi : Sage Publications.

KHADRIA, Binod (2002). *Skilled Labour Migration from Developing Countries: Study on India*, International Migration Papers No. 49, International Labour Office, Geneva.

KING Russel, WARNES Anthony-M. et WILLIAMS Allan (1998) « International retirement migration in Europe », *International Journal of Population Geography*, juin 1998, 4 (2), pp.91-111.

KING Russel et PATTERSON Guy (1998) « Diverse paths: The elderly British in Tuscany », *International Journal of Population Geography*, juin 1998, 4 (2), pp. 157-182.

KIVISTO, Peter (2003) « Social spaces, transnational immigrant communities, and the politics of incorporation », *Ethnicities,* 3 (1), pp. 5-28.

KOLLOCK, Peter et SMITH, Marc (1996) « Managing the Virtual Commons: Cooperation and Conflict in Computer Communities », in S. Herring (ed.) *Computer-Mediated Communication: Linguistic, Social and Cross-Cultural Perspectives,* Amsterdam: John Benjamins.

KOLLOCK, Peter et SMITH, Marc (1999) « Introduction: Communities en Cyberspace », in M. Smith et P. Kollock (eds.) *Communities en Cyberspace.* London: Routledge.

KOLLOCK, Peter (1998) « Social dilemmas: The Anatomy of Cooperation », *Annu. Rev. Sociol.* 24, pp. 183-214.

KRAHN, Harvey, DERWING, Tracey, MULDER, Marlene et WILKINSON, Lori (2000) « Educated and Underemployed: Refugee Integration into Canadian Labour Market », *Journal of International Migration and Integration.* Winter, 1 (1), pp. 59-84.

KRIEGER, Hubert (2004) « Migration trends in an enlarged Europe », European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions »,

http://www.eurofound.eu.int/press/migration.htm
http://aa.ecn.cz/img_upload/9e9f2072be82f3d69e3265f41fe9f28e/20004_migration_trends.pdf

KUPTSCH, Christiane and PANG, Eng Fong (eds.) (2006) *Competing for Global Talent*, Genève: ILO, International Institute for Labour Studies.

LABELLE, Micheline et MIDY, Franklin (1999) « Re-reading citizenship and the transnational practices of immigrants », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 25 (2), pp. 213-32.

LAFLAQUIERE, Julie et *al.* (2005) « Archiver le Web sur les migrations : quelles approches techniques et scientifiques ? », in *Migrance* 23, numéro spécial *Les documents numérique : méthodologie d'archivage et perspectives de recherche sur les migrations,* pp. 72-93.

LAGRAVE, Rose-Marie et DIMINESCU, Dana (1999) « Faire une saison. Pour une anthropologie des migrations roumaines en France. Le cas du pays d'Oas », *Migrations-Etudes* no. 91, 14 p. http://www.adri.fr/me/pdf/me091.pdf

LAHIRE, Bernard (1998) *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris : Nathan.

LANDOLT, Patricia (2001) « Salvadoran Economic Transnationalism: Embedded Strategies for Household Maintenance, Immigrant Incorporation, and Entrepreneurial Expansion », *Global Networks* 1 (3), pp. 217-242.

LATOUR, Bruno (2003) « Is Re-modernization Occuring – And If So, How to Prove It ? A Commentary on Ulrich Beck », *Theory Culture Society*, 20 (2), pp. 35-48.

LATOUR, Bruno (2004) « Whose Cosmos, Which Cosmopolitics? Comments on the Peace Terms of Ulrich Beck », *Common Knowledge*, 10 (3), pp. 450-462.

LAZAROIU, Sebastian et *al.* (2004) *Volume IV – Romania. More 'Out' than 'In' at the Crossroads between Europe and the Balkans*, European Commission Project « Sharing Experience: Migration Trends in Selected Applicant Countries and Lessons Learned from the 'New Countries of Immigration' in the EU and Austria », OIM.

LEVITT, Peggy (1998) « Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion », *International Migration Review*, 32 (4), pp. 926-948.

LEVITT, Peggy (2001) *The Transnational Villagers*, Berkeley : University of California Press.

LEVITT, Peggy (2004) « Transnational Migrants: When "Home" Means More Than One Country », Migration Policy Institute.

LEVITT, Peggy et GLICK-SCHILLER, Nina (2003) « Transnational Perspectives on Migration: Conceptualizing Simultaneity », *International Migration Review* 38 (3), pp. 1002-1039.

LEVITT, Peggy and NYBERG-SORENSEN, Ninna (2004) « The transnational turn in migration studies », *Global Migration Perspectives*, No. 6 (October 2004).

LEVITT, Peggy et de la DEHESA, Rafael (2003) « Transnational Migration and the Redefinition of the State: Variations and Explanations », *Ethnic and Racial Studies*, 26 (4), pp. 587-611. http://www.wcfia.harvard.edu/sites/default/files/603__rafaelfinalismosent[2]_doc.pdf

LICOPPE, Christian (2004) « 'Connected' presence: the emergence of a new repertoire for managing social relationships in a changing communication technoscape », *Environment and Planning D: Society and Space*, 22, pp. 135-156.

LICKLIDER, Joseph C. R. (1968) « The computer as a Communication Device », *Science and Technology*, http://memex.org/licklider.pdf

LIGHT D., PHINNEMORE D. (sous la dir. de) (2001), *Post-Communist Romania. Coming to Terms with Transition*, New York : Palgrave.

LOWELL, B.L. and FINDLAY, Allan (2002) *Migration of highly skilled persons froms developing countries: Impact and policy responses.* International Migration Papers 44. Geneva: International Labour Office, International Migration Branch. Consulté le 15 février 2005, http://www.ilo.org/public/English/protection/migrant/download/imp/imp44.pdf

MA MUNG, Emmanuel (1999) « La dispersion comme ressource », *Cultures &Conflicts*, no. 33-34/ 1999, pp. 89-103.

MA MUNG, Emmanuel (2000) *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris : Ophrys.

MA MUNG, Emmanuel (2002) « La désignation des diasporas sur Internet », *Hommes et Migrations*, 1240, pp. 19-28.

MAN, Guida (2004) « Gender, Work and Migration: Deskilling of Chinese Immigrant Women in Canada », *Women's Studies International Forum*, 27 (2), pp. 135-148.

MARINESCU, Sergiu Aurel (1999) *O Contributie la Istoria Exilului Romanesc*, vol. I, Bucuresti : Editura Vremea.

MARINESCU, Sergiu Aurel (2002) *O Contributie la Istoria Exilului Romanesc*, vol. II, Bucuresti : Multiprint.

MASSEY, Douglas S. (1988) « Theories of International Migration: a Review and Apraisal », *Population and Development Review*, 19 (3), pp. 431-466.

MASSEY, Douglas et *al*. (1998) *Worlds in Motion. Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford : Clarendon Press.

MAUSS, Marcel (2001 [1924]) « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, Paris : PUF.

MCLAUGHLAN, Gail et SALT, John (2002) *Migration policies towards highly skilled foreign workers*, London : Home Office.

MCLUHAN, Marshall (1977 [1962]) *La Galaxie Gutenberg, la genèse de l'homme typographique*, Paris : Gallimard.

MEDAM, Alain (1993) « Diaspora/Diasporas. Archétype et typologie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, no.1.

MELUCCI, Alberto (1989) *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*. Philadelphia : Temple University Press.

MEYER, Jean-Baptiste et CHARUM, Jorge (1995) « La « fuite des cerveaux » est-elle épuisée ? Paradigme perdu et nouvelles perspectives », *Cahiers des sciences humaines*, 31 (4), pp. 1003-1017.

MEYER, Jean-Baptiste, KAPLAN, David et CHARUM, Jorge (2001) « Nomadisme des scientifiques et nouvelle géopolitique du savoir », *Revue Internationale des sciences sociales*, La science et sa culture, Unesco : érès, n° 168, pp. 341-354.

MEYER, Jean-Baptiste et HERNANDEZ, Valeria (2004) « Les diasporas scientifiques et techniques : état des lieux », in M.Nedelcu (sous la dir.) *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles*. Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 19-58.

MEYER, Jean-Baptiste et BROWN, Mercy (1999) *Scientific Diasporas: A New Approach to the Brain Drain*, World Conference on Science UNESCO-ICSU, Budapest.

MEYER, John, BOLI, John, THOMAS, George and RAMIREZ, Francisco (1997) « World Society and the Nation-State », *American Journal of Sociology* 103 (1), pp. 144-181.

MEZZADRA, Sandro (2004) « Capitalisme, migrations et luttes socials. Notes préliminaires pour une théorie de l'autonomie des migrations », *Multitudes*, Vol. 19, No. 5, pp. 17-30, http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=MULT_019_0017

MICHALON, Bénédicte (2003) « Circuler entre Roumanie et Allemagne: les Saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient », *Balkanologie*, VII (1), pp. 19-42.

MILLER, Daniel et SLATER, Don (2000) *Internet: an ethnographic approach*, Oxford: Berg.

MITRA, Ananda (2005) « Creating immigrant identities in cybernetic space: example from a non-resident Indian website », *Media Culture Society*, 27, pp. 371-390.

MITRA, Ananda et WATTS, Eric (2002) « Theorizing Cyberspace: the Idea of Voice Applied to the Internet Discourse », *New Media Society* 4, pp. 479-498.

MOROKVASIC, Mirjana (1992) « Une migration pendulaire : les Polonais en Allemagne », *Hommes et Migrations*, 1155, pp. 31-37.

MOROKVASIC, Mirjana (1996a) « La mobilité des élites scientifiques de l'Autre Europe: exode ou circulation? », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 3, pp. 31-73.

MOROKVASIC, Mirjana (1996b) « Entre l'Est et l'Ouest, des migrations pendulaires » in M. Morokvasic et H. Rudolph (dir.), *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris : L'Harmattan, pp. 119-157.

MOROKVASIC, Mirjana (1999) « La mobilité transnationale comme resource: le cas des migrants en Europe de l'Est », *Cultures & Conflits* 33-34, pp. 105-122.

MOROKVASIC, Mirjana et RUDOLPH, Hedwig Eds. (1996) *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*, Paris, L'Harmattan.

MOUNTFORD, Andrew (1997) « Can a brain drain be good for growth in the source economy ? », *Journal of Development economics* 53, pp. 287-303.

MUCCHIELLI, Alex et al. (2004). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris : Ed. Armand Colin.

MUNTELE, Ionel (2003) « Migrations internationales dans la Roumanie moderne », en Diminescu, Dana (dir.), *Visibles mais peu nombreux. Les circulations migratoires roumaines*, Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 33-48.

MÜNZ Rainer (2003) « Alemania y sus inmigrantes », *Migraciones*, 14, pp. 7-42.

MURESAN, Cornelia (1996) « L'évolution démographique en Roumanie : tendances passées (1948-1994) et perspectives d'avenir (1995-2030) », *Population*, 4-5, pp. 813-844.

NEDELCU, Mihaela (2002) « E-stratégies migratoires et communautaires. Le cas des migrants Roumains à Toronto », *Hommes et Migrations*, 1240, pp. 42-52.

NEDELCU, Mihaela (2003) « Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ? », *Balkanologie* VII (1), juin 2003, pp. 43-63.

NEDELCU, Mihaela (2004) « Vers une nouvelle culture du lien : les e-pratiques locales et transnationales des migrants roumains hautement qualifiés », in Mihaela Nedelcu (sous la dir.) *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles*. Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 9-17.

NEDELCU, Mihaela (2005) « Stratégies de migration et d'accès au marché du travail des professionnelles roumaines à Toronto : rapports de genre et nouvelles dynamiques migratoires », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21 (1), pp. 77-106.

NEDELCU, Mihaela (2006) « Les nouvelles technologies, creuset d'une nouvelle dynamique diasporique des Roumains », in Chivallon C. et Berthomière W. (sous la dir. de) *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Coédition Karthala & MSHA, pp. 159-174.

NEMOIANU, Alexandru (1999) *Cuvinte despre romani-americani*, Cluj-Napoca : Ed. Clusium.

OCDE (2001) *Trends in International Migration*, Annual Report, Paris : OCDE.

OCDE (2002) *International Mobility of Highly Skilled*. Paris: OCDE, www.oecd.org/migration.

OCDE (2004) *Migration, transferts de fonds et développement*, Paris : OCDE.

OIM (2005) « Migrations internationales, développement et société de l'information », SMSI Papier Conceptuel, OIM. http://www.iom.int

OIM (1993) *Profiles and Motives of Potential Migrants in Romania*, Genève : OIM.

OIM (1998) *Migration Potential in Central and Eastern Europe*, Genève : OIM.

OLOFSSON, Anna et OHMAN, Susanna (2007) « Cosmopolitans and Locals: An Empirical Investigation of Transnationalism », *Current Sociology*, 55 (6), pp. 877-895.

ONG, Aihwa (1999) *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*, Durham & London: Duke University Press.

PACEPA, Ion Mihai (1988) *Horizons rouges*. Paris : Presses de la Cité.

PANAGAKOS, Anastasia and HORST, Heather (2006) « Return to Cyberia: technology and the social worlds of transnational migrants », *Global Networks* 6 (2), pp. 109-124.

PASTI, Vladimir, MIROIU, Mihaela, CODITA, Cornel (1997) *La Roumanie – l'état de fait : La société*, Bucarest : Ed. Nemira.

PERALDI, Michl (dir) (2001) *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migratoires transfrontaliers,* Paris : Maisonneuve et Larose.

PIORE, Michael J. (1979) *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies,* Cambridge: Cambridge University Press.

POINARD, Michel (1992) « L'insaisissable objet d'une recherche « à problèmes » », *Migrants -Formations* n° 90.

POPA, Raluca Maria (2003) « The Socialist Project for Gender (In)Equality : A Critical Discussion », *Journal for the Studies of Religions and Ideologies*, 2 (6) winter 2003, pp. 49-72.

POPESCU, Raluca (2002) *Calitatea vietii de familie in Romania*, Rapport interne, l'Académie Roumaine, l'Institut de recherche de la qualité de la vie.

PORTES, Alejandro (1999a) « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, pp. 15-25.

PORTES, Alejandro (1999b) « Conclusion: Towards a new world – the origins and effects of transnational activities », *Ethnic and Racial Studies* 22 (2), pp. 463-477.

PORTES, Alejandro (2001) « Introduction: the debates and significance of immigrant transnationalism », *Global Networks* 1 (3), pp. 181-193.

PORTES, Alejandro et MANNING, Robert D. (1985) « L'enclave ethnique : réflexions théoriques et études de cas », *Revue internationale d'action communautaire*, 14 (54), pp. 45-59, Montréal : Ed. St-Martin.

PORTES, Alejandro, GUARNIZO, Luis E. et LANDOLT, Patricia (1999) « The study of transnationalism : pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies* 22 (2) March 1999, pp. 217-337.

PORTES, Alejandros et LANDOLT, Patricia (1996) « The downside of the social capital », *The American Prospect*, vol.7, no. 26.

POTOT, Swanie (2003) *Circulation et réseaux de migrants roumains : une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe.* Thèse de doctorat. Université de Nice, http://tel.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/34/80/index_fr.html

PREVELAKIS, Georges (1996) « Introduction » in Prévélakis G. (sous la dir. de), *Les réseaux des diasporas*, Ed. de l'Harmattan, KIKEM, 1996, pp.29-36.

PREVELAKIS, Georges (2002) « Les diasporas comme négation de l'idéologie géographique », communication présentée au colloque international « 2000 ans de diasporas », Poitiers, 14-16 février 2002.

PROULX, Serge et LATZKO-TOTH, Guillaume (2000) « La virtualité comme catégorie pour penser le social : l'usage de la notion de communauté virtuelle », *Sociologie et sociétés*, 32 (2), pp. 99-122.

PROULX, Serge et BRETON, Philippe (2002), *L'explosion de la communication au XXIème siècle,* Paris-Montréal : La Découverte-Boréal.

PROULX, Serge (2001) « Usages de l'Internet : la "pensée-réseaux" et l'appropriation d'une culture numérique », in E. Guichard (sous dir.), *Comprendre les usages de l'Internet*, Paris : Presses de l'École Normale Supérieure, pp. 139-145.

PUTNAM, Robert (1993) « The prosperous community. Social capital and public life », *The American Prospect*, vol. 4, no. 13.

PUTNAM, Robert (1995), « Bowling alone: America's declining social capital », *Journal of Democracy*.

QUAN-HAASE, Anabel and WELLMAN, Barry (2002) *How does the Internet Affect Social Capital*, http://www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications/index.html

RANTANEN, Terhi (2005a) « Giddens and the 'G'-word: An interview with Anthony Giddens », *Global Media and Communication*, 1 (1), pp. 63-77.

RANTANEN, Terhi (2005b) « Cosmopolitanization – now!: An interview with Ulrich Beck », *Global Media and Communication*, 1 (3), pp. 247-263.

RENAUD, Jean (2004) *The integration of migrants into the labour market*, communication présentée à la 9ème Conférence Internationale Metropolis, Genève, 27 sept. – 1er oct. 2004.

RHEINGOLD, Howard (1993) *The virtual community: Homesteading on the electronic frontier*, Addison Wesley : Reading, MA.

RHEINGOLD H. et KIMBALL L. (2000) « How Online Social Networks benefit Organizations », http://www.rheingold.com/associates/onlineworks.html.

RHEINGOLD, Howard (2002) *Smart Mobs. The Next Social Revolution. Transforming Cultures and Communities in the Age of the Instant Access.* Perseus Publishing.

ROBERTSON, Roland (1991) « The Globalization Paradigm: Thinking Globally. », *Religion and Social Order*. Greenwich: JAI Press, pp. 207-24.

ROBERTSON, Roland (1992) *Globalization: social theory and global culture*, London : Sage Publications.

ROBERTSON, Roland (1994) « Globalisation or Glocalization? », *The Journal of International Communication* 1 (1), pp. 33-52.

ROBERTSON, Roland (1995) « Glocalization: Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity. », in M. Featherstone, S. Lash, and R. Robertson (eds.), *Global Modernities*. London : Sage, pp. 25-44.

ROBINSON, William I. (1998) « Beyond Nation-State Paradigms: Globalization, Sociology and the Challenge of Transnational Studies », *Sociological Forum*, 13 (4), pp. 561-594.

ROCHER, Guy (1970) *Introduction à la sociologie générale, tome 3. Le changement social.* Paris : Ed. Du Seuil.

ROS, Adela, GONZÁLEZ, Elisabet, MARIN, Antoni et SOW, Papa (2007) *Migration and Information Flows. A new lens for the study of contemporary international migration,* Working paper, Immigration and Information Society Research Program, www.uoc.edu/in3/cat

ROUDOMETOF, Victor (2005) « Transnationalism, Cosmopolitanism and Glocalization », *Current Sociology*, 53 (1), pp. 112-135.

RUDDICK, Elizabeth (2004) *Skilled Female Immigrants to Canada*, communication présentée à la 9ème Conférence Internationale Metropolis, Genève, 27 sept. – 1er oct. 2004.

SAFRAN, William (1991) « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and return », *Diasporas*, 1 (1), pp. 83-99.

SAINT-MARTIN A. (2001) « Technosocialité et irrationalismes postmodernes: analyse d'une notion molle », *Esprit Critique*, 3 (10) / 2001, www.espritcritique.org

SALAFF, Janet et GREVE, Arent (2003) « Gendered Structural Barriers to Job Attainment for Skilled Chinese Emigrants in Canada », *International Journal of Population Geography* 9, pp. 443-456.

SALT, John (1987) « Aspects contemporains de la migration internationale. » *Migration internationale*. Vol. XXV (3) / septembre 1987, pp. 242-243.

SALT, John and FINDLAY, Allan (1989) « Les migrations internationales de personnel de haut niveau. Analyse théorique et incidences sur le développement », in R. Appleyard (ed.) *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement*. Paris : OCDE, pp. 181-218.

SALT, John (1997) *International Movements of the Highly Skilled.* International Migration Unit Occasional Papers No. 3, Paris : OECD.

SALT, John, CLARKE, James et WANNER, Philippe (2005) *Les migrations internationales de la main d'œuvre,* Etudes démographiques no.44, Strasbourg : Ed. du Conseil de l'Europe. http://www.coe.int/t/f/coh%E9sion_sociale/population/Population%20Studies%2044.pdf, consulté le 16/01/2007.

SALVAN, Monica (2007) « La mobilité des parents de migrants roumains : modèles de socialisation et liens identitaires », non-publié.

SANDU, Dumitru (1999) *Spatiul social al tranzitiei*, Iasi : Politrom.

SANDU, Dumitru (dir) (2006) *Locuirea temporară în străinătate. Migrația economică a românilor 1990-2006*, Bucuresti, Fundatia pentru o Societate Deschisa. http://www.osf.ro

SANDU, Dumitru, RADU, Cosmin, CONSTANTINESCU, Monica et CIOBANU, Oana (2004) *A Country Report on Romanian Migration Abroad: Stocks and Flows after 1989*, study for www.migrationonline.cz, Multicultural Center Prague, November 2004.

SASSEN, Saskia (1991) *The Global City. New York. London. Tokyo*, Princeton : Princeton University Press.

SASSEN, Saskia (1996) *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*. Paris : Descartes.

SASSEN, Saskia (1998) *Globalization and Its Discontents. Essays on the new mobility of people and money*. New York : The New Press.

SASSEN, Saskia (2000) « New Frontiers Facing Urban Sociology at the Millenium », *British Journal of Sociology* 51 (1), pp. 143-60.

SASSEN, Saskia (2003) « Globalization or denationalization », *Review of International Political Economy* 10 (1), pp.1-22.

SAXENIAN, A. (2000) *Brain Drain or Brain Circulation ? The Silicon Valley – Asia connection.* Harvard University, Asia Center : Modern Asia Series Fall 2000.

SAYAD, Abdelmayek (1999) *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré,* Paris : Ed. du Seuil.

SAYAD, Abdelmayek (1985) « Du message oral au message sur cassette : la communication avec l'absent », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales,* 59/septembre 1985, pp. 61-73.

SAYAD, Abdelmayek (1997) *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité,* Bruxelles : Éditions De Boeck et Larcier, Collection L'homme /L'étranger.

SCHMOLL, Camille (2004) *Une place marchande cosmopolite. Dynamiques migratoires et circulations commerciales à Naples*. Thèse, Univ. Paris X-Nanterre (sous la dir. de C. Vallat)

SCHNAPPER, Dominique (2001) « De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales,* 17 (2), pp. 9-36. http://remi.revues.org/document1943.html, consulté le 20/07/2005.

SHEFFER, Gabriel (1986) *Modern Diasporas in International Politics,* New York : Saint Martin's Press.

SHEFFER, Gabriel (1996) « Whither the study of ethnic diasporas? Some theoretical, definitional, analytical and comparative considerations », in Prévélakis Georges. (ed.), *Les réseaux des diasporas*, Ed. de l'Harmattan, KIKEM, pp. 37-46.

SIMON, Gildas (1995) *Géodynamiques des migrations internationales dans le monde,* Paris : PUF.

SKILLS FOR CHANGE (1998) *Dignity and Opportunity: Accessing the Economic Contribution of Foreign-Trained Newcomers*. Toronto: Skills for Change. Tiré le 20/01/2004 du http://www.skillsforchange.org/library/downloads/dignity_and_opportunity.pdf

SKILLS FOR CHANGE (1999) *Promoting Equitable Participation of Professional Foreign-Trained Immigrant Women,* Toronto, Status of Women. Tiré le 21/01/2004 du http://www.skillsforchange.org/library/downloads/foreign_trained_women.pdf

SKILLS FOR CHANGE (2001) *Access for Foreign-Trained IT Professionals : An Exploration of Systemic Barriers to Employment*. Tiré le 21/01/2004 du http://www.skillsforchange.org/library/downloads/access_report.pdf

SKLAIR, Leslie (1995) *Sociology of the Global System*, Londres : Prentice-Hall.

SKLAIR, Leslie (1999) « Competing Conceptions of Globalization », *Journal of World-Systems Research,* V (2), pp. 143-162.

SKLAIR, Leslie (2000) « The transnational capitalist class and the discourse of globalization », *Cambridge Review of International Affairs* 14 (1).

SKLAIR, Leslie (2001) *The Transnational Capitalist Class*. Londres : Blackwell.

SLADE, Bonnie (2003) « Gender, Race and the Social Construction of Skill », in *Canadian Engineering: The Deskilling of Immigrant Women Engineers,* Canadian Association for the Study of Adult Education, Online Proceedings.

SMITH, Michael Peter (1994) « Can You Imagine? Transnational Migration and the Globalization of the Grassroots Politics », *Social Text*, 39, pp.15-33.

SMITH, Michael Peter (2003) « Transnationalism, the State and the Extraterritorial Citizen », *Politics & Society*, 31 (4), pp. 467-502.

SOKEFELD, Martin (1999) « Alevism Online : Re-imagining a Community in Virtual Space », paper read at the workshop « Virtual Diaspora », Heidelberg, oct. 3-7.

SOPEMI (2000) Rapport *Tendances des migrations internationales*: SOPEMI - Édition 2000.

SOPEMI (2003) Rapport *Tendances des migrations internationales*: SOPEMI - Édition 2003.

SOPEMI (2004) Rapport *Tendances des migrations internationales*: SOPEMI - Édition 2004.

SOPEMI (2006) Rapport *Perspectives des migrations internationales*: SOPEMI - Édition 2006.

SOPEMI (2007) Rapport *Perspectives des migrations internationales*: SOPEMI - Édition 2007.

SOYSAL, Yasemin Nohoglu (1995) *Limits of Citizenship : Migrants and Postnational Membership in Europe*, Chicago : University of Chicago Press.

STALKER, Peter (2000) *Workers without frontier: the impact of globalization on international migration*. Geneva : International Labour Organisation (ILO).

STARK, Oded et BLOOM, David E. (1985) « The New Economics of Labor Migration », *The American Economic Review*, Vol. 75, No. 2, pp. 173-178.

STRAUBHAAR, Thomas (2000) *International Mobility of the Highly Skilled : Brain Gain, Brain Drain or Brain Exchange*, HWWA Hamburg Institute of International Economics, Discussion Paper No. 88.

SZANTON-BLANC, Cristina, BASCH, Linda et GLICK-SCHILLER, Nina (1995) « Transnationalism, Nation-States and Culture », *Current Anthropology*, 36 (4), pp. 683-686.

SZELENYI, Katalin (2003) *The Politics of Highly Skilled Migration: Policies in Whose Interest?*, Working Paper, UCLA Center for Comparative and Global Research http://www.international.ucla.edu/CMS/files/katipaper2.doc, consulté le 20/01/2007.

SZERSZYNSKI, Bronislaw et URRY, John (2002) « Cultures of cosmopolitanism », *The Sociological Review* 50 (4), pp. 461-481.

SZERSZYNSKI, Bronislaw and URRY, John (2006) « Visuality, Mobility and the Cosmopolitan: Inhabiting the World from Afar », *British Journal of Sociology* 57, pp. 113–131.

TARAN Patrick et GERONIMI Eduardo (2002) *Perspectives on Labour Migration 3E – Globalization, Labour and Migration: Protection is Paramount*, International Migration Programme, International Labour Office, Geneva. www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/pom/pom3e.pdf, consulté le 26/01/2007

TARRIUS, Alain (1992) *Les Fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris : L'Harmattan, Collection Logiques Sociales.

TARRIUS, Alain (1993) « Territoires circulatoires et espaces urbains », *Les Annales de la Recherche Urbaine* 59-60, pp. 50-60.

TARRIUS, Alain (2001a) « Nouvelles formes migratoires, nouveaux cosmopolitismes », in M. Bassand, V. Kaufmann, D. Joye (sous la dir. de), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne : PPUR, pp. 103-134.

TARRIUS, Alain (2001b) « Au-delà des Etats-nations: des sociétés de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 17 (2), pp. 37-61.

TARRIUS, Alain (2002) *La Mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris : Balland.

TAYLOR, Charles (1994) « La politique de la reconnaissance », in C. Taylor (ed.), *Multiculturalisme. Différences et démocratie.* Aubier : Flammarion, pp. 41-99.

TEODORESCU, Alin (dir.) (2002) *A Decade Later: Understanding the Transition Process in Romani*a, National Human Development Report Romania 2001-2002 UNDP,

THOMAS, William et ZNANIECKI, Florian (1998) *Le paysan polonaise en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant.* Paris : Nathan (Chicago, [1919].

TÖLÖLYAN, Khachig (1996) « Rethinking Diaspora(s): Stateless power in the transnational moment », *Diaspora*, 5 (1), pp. 3-36.

TÖNNIES, Ferdinand (1977 [1887]) *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure.* Paris : Les Presses Universitaires de France.

TOURAINE, Alain (2005) *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde aujourd'hui*. Paris : Fayard.

TOURAINE, Alain (2004) « La sociologie après la sociologie », *Revue du MAUSS, Une théorie sociologique générale est-elle pensable? De la science sociale.* Paris: La Découverte, no. 24, pp. 51-61.

TURKLE, Sherry (1995) *Life on the Screen: Identity in the Age of the Internet*. New York : Simon & Schuster.

UN (2002) *International Migration Report*, Genève : UN.

UNCTAD (2006) *Trade and Development Report*, Genève : UN.

URRY, John (2000) *Sociology Beyond Societies*. London : Routledge.

VAN DER POEL, Cédric (2004) « Share : une réponse suisse à la « fuite » des cerveaux » in Mihaela Nedelcu (Ed.) *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles.* Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 233-245.

VERTOVEC, Steven (1999) « Conceiving and researching transnationalism », *Ethnic and Racial Studies* 22 (2) March 1999, pp. 447-462.

VERTOVEC, Steven (2001) *Transnational Challenges to the 'New' Multiculturalism*. Transnational Communities Programme, Oxford, Working Paper WPTC-01-06, tiré le 01/05/2003 du www.transcomm.ox.ac.uk.

VERTOVEC, Steven (2002), *Transnational Networks and Skilled Labour Migration*, WPTC-02-02, tiré le 01/05/2003 du http://www.transcomm.ox.ac.uk/working_papers.htm

VERTOVEC, Steven (2004a) *Trends and impacts of migrant transnationalism*. Working paper, 3. Oxford : Centre on Migration, Policy and Society.

VERTOVEC, Steven (2004b) « Cheap calls: the social glue of migrant transnationalism », *Global Networks*, 4, pp. 219-224.

VERTOVEC, Steven et COHEN, Robin (eds.) (2002) « Introduction », in S. Vertovec et R. Cohen, *Conceiving Cosmopolitanism. Theory, Context, and Practice*. New York : Oxford University Press, pp. 1-22.

VIRUELA MARTINEZ, Rafael (2004) *El recurso de la emigración. Balance durante la transición en Rumania.* Papeles del Este, no. 9/2004, pp. 3-29.

VLASE, Ionela (2007) « Morphologie des rapports sociaux des migrant(e)s. Un ménage roumain à Genzano (province de Rome) », Note de recherche, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 23 (1), pp. 163-179.

WALDINGER, Roger (1993). « Le débat sur l'enclave ethnique : revue critique », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 9 (2), pp. 15-29.

WALDINGER, Roger (2006) « Transnationalisme des immigrants et presence du passé », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22 (2), pp. 23-41.

WALDINGER, Roger et FITZGERALD, David (2004) « Transnationalism in Question », *AJS*, 109 (5) (March 2004), pp. 1177-1195.

WALLACE, Claire (1999) « Migration Potential in Central and Easterm Europe », *International Organisation for Migrations*, http://tcc.iom.int/iom/images/uploads/IOM%20TCC%20Rep_1071067863.pdf.

WALLERSTEIN, Immanuel (1974) « The Rise and Future of the World-Capitalist System: Concepts for Comparative Analysis », *Comparative Studies in Society and History* 16, pp. 387-415.

WALLERSTEIN, Immanuel (1980) *Le système-monde du XVe siècle à nos jours*, Paris : Flammarion.

WANNER, Philippe et PIGUET, Etienne (2002) « La pratique de la naturalisation en Suisse: un aperçu statistique », *Population (French Edition)*, 57e Année, 6, pp. 913-922.

WEBER, Serge (2004) *Tous les chemins mènent à Rome - Trajectoires et espaces migratoires roumains, ukrainiens et polonais à Rome*, 2000-2004, thèse de doctorat.

WELLMAN, Barry (2001) « Physical Place and CyberPlace : The Rise of Personalized Networking », *International Journal of Urban and Regional Research* 25, http://www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications.

WELLMAN, Barry et GULIA, Milena (1999) « Net Surfers Don't Ride Alone : Virtual Communities as Communities », in P. Kollock et M. Smith (eds.) *Communities and Cyberspace*, New York : Routledge.

WELLMAN, Barry et HAMPTON, Keith (1999) « Living Networked in a Wired World », *Contemporary Sociology*, 28 (6), tiré du http://www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications/index.html

WELLMAN, Barry et HAYTHORNWAITE, Caroline (2002) *The Internet in Everyday Life*, Oxford : Blackwell.

WELLMAN, Barry et al. (1996) « Computer Networks as Social Networks: Collaborative Work, Telework and Virtual Community », *Annu. Rev. Sociol*. 22, pp.213–238.

WELLMAN, Barry, QUAN-HAASE Anabel, BOASE, Jeffrey et CHEN, Wenhong (2002) *Examining the Internet in Everyday Life*, http://www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications

WELLMAN, Barry et HOGAN, Bernie (2004) « The Internet in Everyday life », in William Sims Bainbridge (ed.) *Berkshire Encyclopedia of Human Computer Interaction*, Great Barrington, MA : Berkshire Publishing, pp. 389-397.

WERBNER, Pnina (2006) « Vernacular Cosmopolitanism », *Theory Culture Society*, 23 (2-3), pp. 496-498.

WERBNER, Pnina (1997) « Introduction: The Dialectics of Cultural Hybridity », in P. Werbner and Tariq Modood (eds.) *Debating Cultural Hybridity. Multi-Cultural Identities and the Politics of Anti-Racism.* London & New Jersey: Zed Books, pp. 1-28.

WICKRAMASEKARA, Piyasiri (2004) « Les options politiques en réponse à la migration des compétences : rétention, retour et circulation » in Mihaela Nedelcu (Ed.) *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles.* Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Sociologiques », pp. 167-201.

WIEVIORKA, Michel (2007) « Différences culturelles et individualisme », in Monique HIRSCHHORN (sous la dir. de) *L'individu social. Autres réalités, autre sociologie ?*, Laval : Les Presses de l'Université Laval, Collection Sociologie contemporaine.

WIHTOL DE WENDEN, Catherine (2003) « La mondialisation des flux migratoires », in Josepha Laroche (dir.) *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris : PUF, IRIS, pp. 79-92.

WIHTOL DE WENDEN, Catherine (2004) « Les frontières de la mobilité », Migration Without Borders Series, Unesco. http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001391/139147f.pdf

WIHTOL DE WENDEN, Catherine, DE TINGUY, Anne Eds. (1995) *L'Europe et toutes ses migrations*, Paris : Editions Complexe.

WILDING, Raelene (2006) « 'Virtual' intimacies ? Families communicating across transnational contexts », *Global Networks* 6 (2), pp. 125-142.

WIMMER, Andreas et GLICK-SCHILLER, Nina (2002) « Methodological Nationalism and Beyond: Nation-State Building, Migration and the Social Sciences », *Global Networks*, 24, pp. 301-334.

WIMMER, Andreas et GLICK-SCHILLER, Nina (2003) « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review* 37 (Fall), pp. 576-610.

WOLTON, Dominique (2003a) *L'Autre Mondialisation*, Paris : Flammarion.

WOLTON, Dominique (2003b) « La cohabitation culturelle, nouveau concept pour une autre Europe », *Cultures en mouvement* 62/novembre 2003, pp. 48-50.

ZAMFIR, Catalin (2004) *O analiza critica a tranzitiei*, Iasi : Polirom.

ZAMFIR, Elena, BADESCU, Ilie et ZAMFIR, Catalin Eds. (2000) *Starea societatii romanesti dupa zece ani de tranzitie,* Bucarest : Editura Expert.

ZAMFIR Catalin, POSTILL Kyoko, STAN Ruxandra (dir) (2001) - *Poverty in Romania*, UNDP, http://www.undp.ro/publications/pdf/poverty_in_romania1.pdf

ZBUCHEA, Gheorghe et DOBRE, Cezar (2003) *Diaspora romaneasca. Pagini de istorie. Tome I,* Bucuresti : Ed. Lucman.

ANNEXES

Annexe 1 : La page « The Bans Newcomers' Guide to Toronto » du site web www.thebans.com

Annexe 2 : Le portail « Romanian Portal » du site web www.thebans.com

Annexe 3 : La page « Romanian Business Network » du site web www.thebans.com

Annexe 4 : La base de données « RomUniv » du site web www.thebans.com

Annexe 5 : Les forums de discussions du site web www.thebans.com

Annexe 6 : Photos prises à l'Ecole roumaine de Toronto

Annexe 7 : Répartition des populations d'origine roumaine dans la *Great Toronto Area*

Annexe 8 : Liste d'immeubles habités, respectivement gérés, par des Roumains à Toronto

Annexe 9 : Photos prises lors des recontres du cénacle littéraire « Observatorul » dans la typographie de L'Express

Annexe 10 : Photos prises lors de la démonstration en faveur du Président Traian Basescu, organisé le 12 mai 2007 à Toronto

Annexe 11 : Le journal « Ad-Astra » et la structure du site web www.ad-astra.ro

Annexe 12 : La page d'actualités du site web www.ad-astra.ro

Annexe 13 : Liste non-exhaustive des sites web de la diaspora roumaine

Annexe 1 : La page « The Bans Newcomers' Guide to Toronto » du site web www.thebans.com

THE BANS
CONSULTING GROUP INC.

NEWCOMERS' GUIDE OF TORONTO

ABOUT US | FIRST STEPS | HEALTH | EDUCATION | MONEY | SERVICES | OTHERS

what,why,who?
introduction

Point system evaluation - Canadian embassies

home

Search our site

THE BANS NEWCOMER'S GUIDE TO TORONTO/CANADA

by .

The information presented here expresses only our point of view and is based on THE BANS experience in Toronto. Please use the information as a guide only. We do not assume any kind of responsability for the information presented here.

What Does This Page Contain?
This WEB page is designed to be a guide for newcomers (*with some emphasis on Romanians*) who would like to relocate to Canada, and more specifically to Greater Toronto area. Don't base your relocation decision solely on this information.

Why Have This Web Page Available?
There is a large number of newcomers who arrive in Toronto every year (*some of them from Romania*). In order to help them find their way in their new country we wrote a booklet called *"Newcomer's Guide To Toronto"*. This book was made available to all of those who contacted us. Before creating the booklet, we used to repeat the same "STORY" each and every time we were contacted by a new immigrant. While the booklet was convenient to carry, cost and distribution were a problem. On the other hand, we wanted to be able to update the information contained in the booklet on a permanent basis (as we do now!). Being computer professionals, we decided on the creation of a web page. This way we will be able to constantly update and improve the content of our "Newcomers' Guide" by taking advantage of all links to other sources of information and by keeping in contact with all our readers and implementing new suggestions.
We wish this GUIDE had been available to us when we moved to Canada.

Note.*The WELCOME HOUSE (an organization dedicated to helping newcomers in Ontario) shut-down its offices in Ontario in the Summer of 1996, making it difficult for some newcomers to get free and confidential information and guidance on Government and Community Services (in more than 30 languages and dialects).*

Who Are We ?
THE BANS are

You can find more about The Bans in RomUNIV, a Graduates of Romanian Universities Directory at www.thebans.com/romuniv if you login as a guest.

OUR FRIENDS:
CanadianNews
Get a Job
Search Job
Register Resume
Register IT seminar
Learn Programming
Canada pictures
Canada Phone Directory
Maps Online
Buy a book
Chapters
Classifieds
FAQ.Tax/Invest
Gordon Pape

About Canada

Copyright © 1996 - 2000 The Bans Group Consulting Inc.
All rights reserved. See Disclaimer

Annexe 2 : Le portail « Romanian Portal » du site web www.thebans.com

Annexe 3 : La page « Romanian Business Network » du site web www.thebans.com

Annexe 4 : La base de données « RomUniv » du site web www.thebans.com

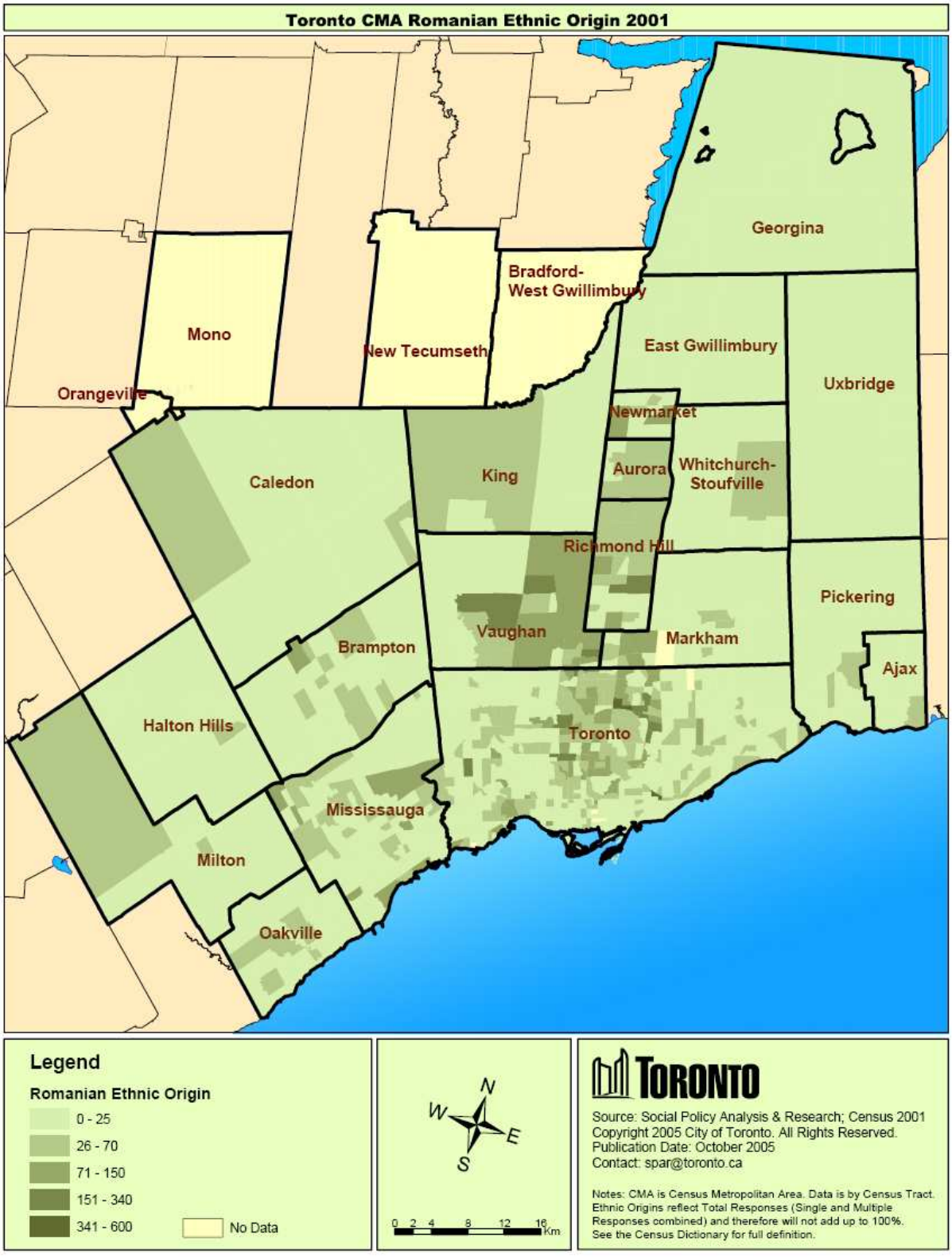
Annexe 5 : Les forums de discussions du site web www.thebans.com

Annexe 6 : Photos prises à l'Ecole roumaine de Toronto.

Sources : www.romanianstoronto.ca et archives personnelles

Annexe 7 : Répartition des populations d'origine roumaine dans la *Great Toronto Area*

Source : www.romanianstoronto.ca



Annexe 8 : Liste d'immeubles habités, respectivement gérés, par des Roumains à Toronto

Source : www.romanianstoronto.ca

Romanians Toronto .ca

Meniu

- Home
- Login/Info cont
- Activitati
- Biblioteca
- Cluburi
- Scoala Romaneasca
- Informatii utile
- Directorul Romanes
- Calendar
- Chestionare
- Petitii
- Forum
- Albume foto
- Downloads
- Mesaje personale
- Jurnale
- Trimite stire
- Web Links
- Parteneri
- *Contactati-ne*

Sponsori

[Sponsori]

Site Info

Membership:
Latest:
barbu_de_la_vilcea
New Today: **0**
New Yesterday: **0**
Online Now:
01: valdemare
02: h82lose
03: octa
04: Ender
05: banstp

Am primit **7614333** pagini vizitate de la August 05, 2006

Afisari astazi: **4800**
Afisari ieri: **6616**

RomaniansToronto.ca: Informatii utile - Lista blocurilor

Lista blocurilor

Search

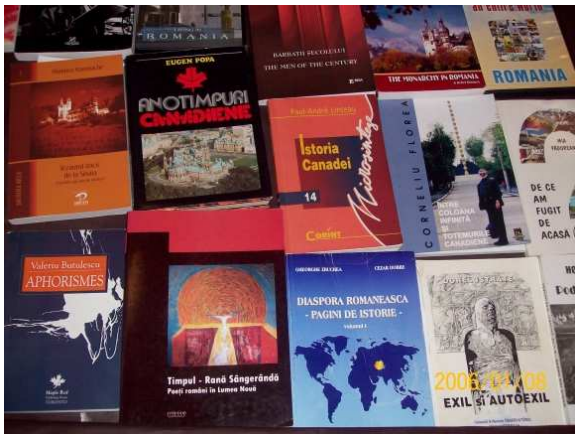
Last Modified at 15:38:07 October 11 2007
Cuprins [Cum scriu ceva aici?] Toate paginile

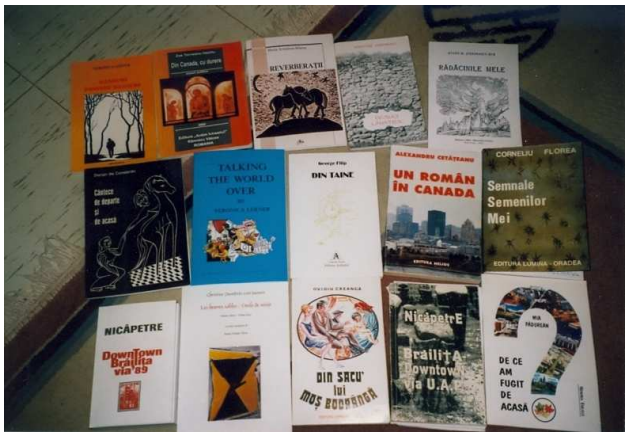
In aceasta pagina ne propunem sa adunam cat mai multe blocuri din zona GTA in care locuiesc romani, sau in care superintendentii sunt romani.
Pentru a adauga un bloc in lista clic aici
Folositi serviciul de harti de la maps.google.ca

Adresa/Telefon	Super roman	% romani	# familii romani
#169 St. George St. (St. George cu Bloor), 416 925 7397	Da, Adriana		4
#25, 35 Warrender Ave.(Kipling/Eglinton) m9b5z4	Da (Dana)		40
#22 Elkhorn Dr. (Hotel Bucuresti) harta		30	
#8, #10 Roanoke Rd, (Lawrence & DVP) Company name: Real Star, 416-447-2979 harta	Da (Terry & Sorin)		
#7, #9, Roanoke Rd, (Lawrence & DVP) Tel: (416) 444-0301, Fax: (416) 444-1370, rentroanoke@capreit.net	Da (Nick Oros)		
Cassandra Blvd (York Mills & DVP) Tel: (416) 449-4098, Fax: (416) 449-3905, 68cassandra@capreit.net	Da (Marius & Diana)		
#165 - #195 Barrington Ave., Toronto East, 416-423-4853, web	Da (Cristina)		
#135 Fenelon Drive (DVP & 401), 416-449-6221, fenelon135@yahoo.ca, harta	Da (Laura)		40
#60 Underhill Drive, 416-449-9492	Da (Otilia)	10%	
#84 Carlton St., 416-413-1300 x 226	Da (Irina & Ion Alecu)		3
#30 Dennis Dr., 416-424-1099, web	Da		
#25 Martha Eaton Way, 416-241-6293, web			
#90 Eastdale Ave., East York, M4C 5A2 web	Da		7
#1220 Bayview, Contact: Ovidiu Hornar(property manager) tel: 416. 367.9531 ext 26 cell: 416.710.2902	Ana		
#49 Glen Elm, Contact: Ovidiu Hornar(property manager) tel: 416. 367.9531 ext 26 cell: 416.710.2902	Claudia		
#135 Keewatin, Contact: Ovidiu Hornar(property manager) tel: 416. 367.9531 ext 26 cell: 416.710.2902			
#40 Park Road, Contact: Ovidiu Hornar(property manager) tel: 416. 367.9531 ext 26 cell: 416.710.2902	Daniel		
#48 Grenoble (Don Mills & Eglinton), 416-429-5687	Bianca		
#7 Rocheford Dr. (Don Mills & Eglinton), 416-422-0784	Dan		
#515 Chaplin Crescent, m5n 2n1	Ana	"multi"	
#525 Chaplin Crescent, m5n 2n2	Maria	"multi"	
#25 Warrender ave	Dana		
#95 Jameson Avenue, Toronto, ON, M6K 2X1, 416-531-4511, www.greenwinpm.com	Florentina		2
#1505 Wilson Ave. M3M1G9, TORONTO			
Blocul Vilma Terrace, #230 Montmorency Dr, Hamilton	Fam Popescu Aura si Nini (Marin)		
#38 Dixington Crescent, Etobicoke, Islington & Dixon	Vintilescu		12
#110 Parkway Forest Drive, (Shepard& Don Mills), 416 499 2186	Mihaela si Cristy		
#630 Roselawn Ave, Toronto, M5N 1K8	Da, Dorica		6
#216, Essex Ave, Richmond Hill			
#350, #370 Queen's Quay West	da		
#2590 Argyle Rd., Tel. 416-357-3304	da		
#11 Valleywoods Dr., rentals@ranee.ca	da		

Annexe 9 : Photos prises lors des recontres du cénacle littéraire « Observatorul » dans la typographie de L'Express

Sources : www.observatorul.com et archives personnelles

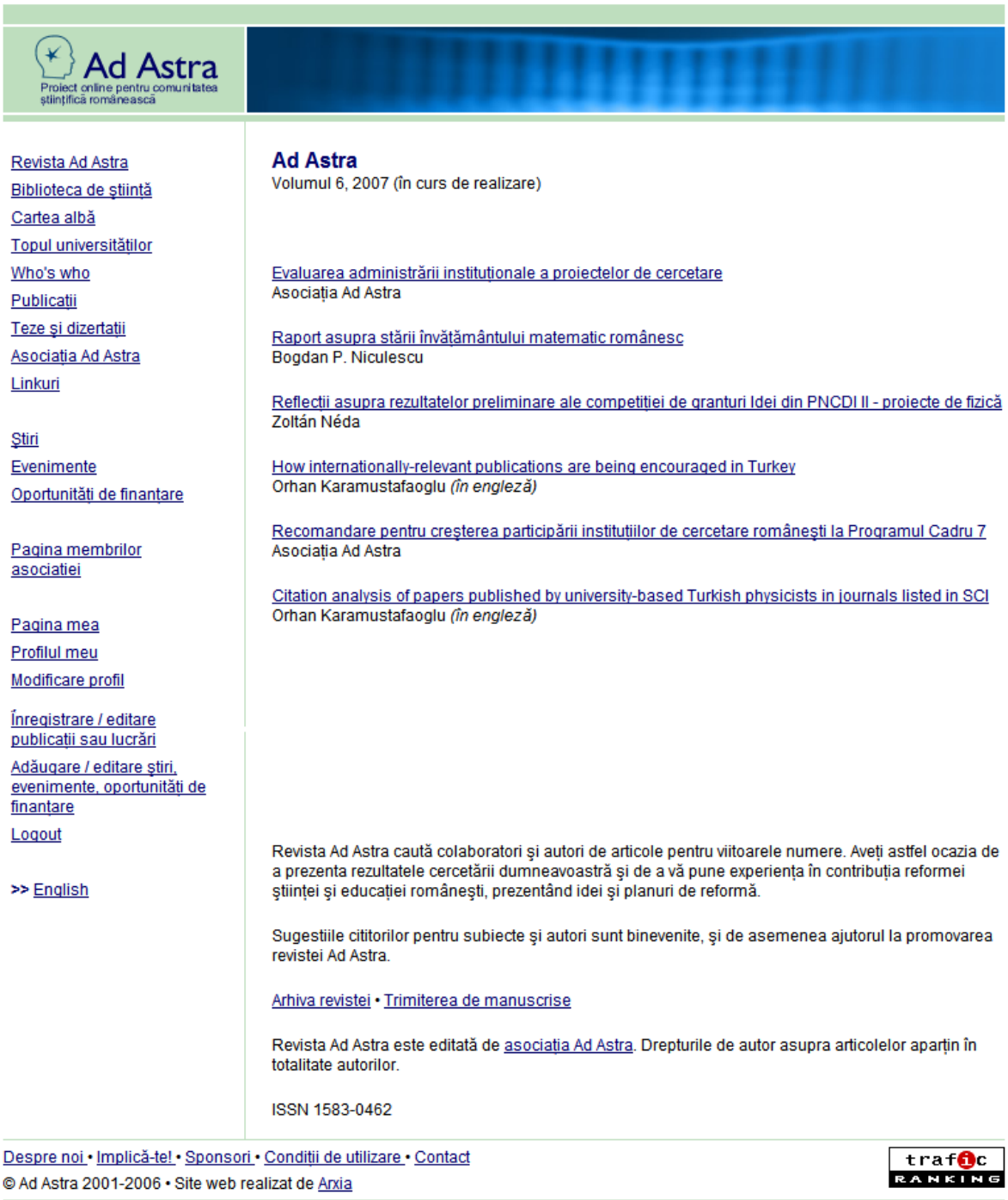




Annexe 10 : Photos prises lors de la démonstration en faveur du Président Traian Basescu, organisé le 12 mai 2007 à Toronto

Source : www.romanianstoronto.ca

Annexe 11 : Le journal « Ad-Astra » et la structure du site web www.ad-astra.ro



Ad Astra
Proiect online pentru comunitatea științifică românească

Revista Ad Astra
Biblioteca de știință
Cartea albă
Topul universităților
Who's who
Publicații
Teze și dizertații
Asociația Ad Astra
Linkuri

Știri
Evenimente
Oportunități de finanțare

Pagina membrilor asociației

Pagina mea
Profilul meu
Modificare profil

Înregistrare / editare publicații sau lucrări
Adăugare / editare știri, evenimente, oportunități de finanțare
Logout

>> English

Ad Astra
Volumul 6, 2007 (în curs de realizare)

Evaluarea administrării instituționale a proiectelor de cercetare
Asociația Ad Astra

Raport asupra stării învățământului matematic românesc
Bogdan P. Niculescu

Reflecții asupra rezultatelor preliminare ale competiției de granturi Idei din PNCDI II - proiecte de fizică
Zoltán Néda

How internationally-relevant publications are being encouraged in Turkey
Orhan Karamustafaoglu *(în engleză)*

Recomandare pentru creșterea participării institutiilor de cercetare românești la Programul Cadru 7
Asociația Ad Astra

Citation analysis of papers published by university-based Turkish physicists in journals listed in SCI
Orhan Karamustafaoglu *(în engleză)*

Revista Ad Astra caută colaboratori și autori de articole pentru viitoarele numere. Aveți astfel ocazia de a prezenta rezultatele cercetării dumneavoastră și de a vă pune experiența în contribuția reformei științei și educației românești, prezentând idei și planuri de reformă.

Sugestiile cititorilor pentru subiecte și autori sunt binevenite, și de asemenea ajutorul la promovarea revistei Ad Astra.

Arhiva revistei • Trimiterea de manuscrise

Revista Ad Astra este editată de asociația Ad Astra. Drepturile de autor asupra articolelor aparțin în totalitate autorilor.

ISSN 1583-0462

Despre noi • Implică-te! • Sponsori • Condiții de utilizare • Contact
© Ad Astra 2001-2006 • Site web realizat de Arxia

traffic RANKING

Annexe 12 : La page d'actualités du site web www.ad-astra.ro

• **Petiție online pentru rezolvarea unor probleme importante ale cercetării din România** >> English
• **Listele cu profesorii şi conferenţiarii universitari avansaţi recent**

Bine ai venit, Mihaela. Poți intra direct la pagina ta personală de la Ad Astra.

(Nu eşti Mihaela Nedelcu? Click aici!).

• **Revista Ad Astra** (ultimul număr) - Revistă despre cercetarea românească
• **Biblioteca de ştiinţă** - Publicaţii ştiinţifice, studii şi articole legate de cercetarea românească
• **Cartea albă a cercetării ştiintifice din România**
• **Topul universităților din România**
• **Who's who** - Cercetători români şi cercetători interesaţi de ştiinţa românească
• **Publicaţii** - Rezumate de publicaţii ale cercetătorilor români
• Teze şi dizertaţii - Rezumate de lucrări de doctorat şi masterat
• **Asociația Ad Astra**: Membri, activități
• Linkuri

• Transparență şi obiectivitate în administrarea cercetării din România - Proiect finanțat prin Phare

Parteneri:

SIGMA XI ROMÂNIA
SOCIETATEA PENTRU CERCETARE ŞTIINŢIFICĂ

FORUMUL ACADEMIC ROMÂN

Sponsori:

arxia

Ştiri:
• 30/11/07 Ştiinta şi presa
• 30/11/07 Problemele evaluărilor ARACIS
• 30/11/07 Pactul pentru educație va determina componența viitorului guvern
• 30/11/07 Fondul de garantare a creditelor sprijina cercetarea stiintifica
• 19/11/07 Universitatea curată - un număr tematic din Dilema Veche
Mai multe ştiri...
RSS RSS Feed: English • Română
New Scientist • Cordis Wire Science News • Ştiință.info

Evenimente:
• New Mathematics Journals from Springer - FREE Access
• Nonlinear Biomedical Physics open access
• Centrul International de Biodinamica angajeaza:Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: Caracterizarea Electrofiziologica a Transportului Membrana
• Centrul International de Biodinamica (www.biodyn.ro) angajeaza: Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: caracterizarii si dezvoltarii bio-interfetelor
• Centrul International de Biodinamica (www.biodyn.ro) angajeaza: Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: dezvoltarii si caraterizarii bio-suprafetelor utilizand Microscopia de Fluorescenta si/sau de baleiaj
Mai multe evenimente...

Oportunităţi de finanţare:
• Programul de burse doctorale "Orizonturi Deschise"
• ANCS lanseaza noua competitie PN II pentru proiecte CDI
• Centrul International de Biodinamica (www.biodyn.ro) angajeaza: Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: Caracterizarea Electrofiziologica a Transportului Membranar
• Centrul International de Biodinamica (www.biodyn.ro) angajeaza: Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: caracterizarii si dezvoltarii bio-interfetelor
• Centrul International de Biodinamica (www.biodyn.ro) angajeaza: Masterand-Student doctorand/Asistent cercetare /PostDoc In domeniul: dezvoltarii si caraterizarii bio-suprafetelor utilizand Microscopia de Fluorescenta si/sau de baleiaj
Mai multe...
Oportunităţi de finanţare de la SciDev.net

Noi publicaţii:
• D. Moraru, K. Yokoi, H. Ikeda, and M. Tabe. Design control of random dopant-induced multiple-tunnel-junction arrays. In *Extended Abstracts of the 2007 International Conference on Solid State Devices and Materials*, pp. 1138-1139. 2007.
• D. Moraru, Y. Ono, H. Inokawa, K. Yokoi, H. Ikeda, and M. Tabe. Effects of parameter randomness on quantized-

Annexe 13 : Liste non-exhaustive des sites web de la diaspora roumaine

Pays	**Communauté**	**Association / Organisation (année de création)**	**Site Web**
Canada	Toronto	L'Association des Roumains Canadiens	www.romanianstoronto.ca
		Revue de culture roumaine / cénacle littéraire	www.observatorul.com
		ACRUPO – L'Association des professeurs d'université roumano-canadiens	http://www.acrupo.ca/
		AREC – L'Association des ingénieurs roumains de Canada	http://www.arec.ca
		Le Club des étudiants roumains de l'université de Toronto	http://www.romanianstudentsclub.com
	Communauté virtuelle	Le Portail des Roumains de Vancouver	http://romanians.bc.ca/
		La communauté roumaine virtuelle de Vancouver	http://www.rovancouver.com
	Québec	La communauté roumaine du Québec (CRQ) (2003) + journal online « Reper romanesc »	http://www.reper-romanesc.org
Etats-Unis	Communauté virtuelle/site diasporique	Filiale d'une compagnie de services web fondée par des Roumains américains (2000)	www.romanian-portal.com
		Projet online pour la diaspora roumaine (2006)	http://www.diasporaromana.com/
	Los Angeles/ diaspora	Le Conseil Mondial Roumain (2000)	http://www.consiliulmondialroman.org
France	Communauté virtuelle	France-Roumanie. Le site des Roumains de France	http://www.franta-romania.com
Angleterre	Site diasporique	Plateforme électronique (2000)	http://www.romani.co.uk/
	Communauté virtuelle	Projet online des jeunes professionnels roumains en Grande-Bretagne (2007)	http://www.romani-online.co.uk
Allemagne	Köln	Cercle culturel roumano-allemand « Dialogue »	www.dialog-koeln.de.vu/
	Stuttgart	L'Association Roumano-Allemande AGERO (2000)	www.agero-stuttgart.de/
Italie	Turin	FRATIA Italo-Roumaine. Association de Promotion Sociale et Culturelle (2003)	www.fratia.it
Suisse	Communauté virtuelle	Le Portail des Roumains en Suisse	www.casa-romanilor.ch

Australie	Sydney	L'Association des Roumains d'Australie (ARA) – (1951)	www.aradomain.com
Roumanie	Communauté virtuelle / site diasporique	Le Forum des Roumains de l'étranger	www.emigrant.ro
	Communauté virtuelle / site diasporique	Romanian Global News – l'Agence de presse des Roumains de partout	www.rgnpress.ro
	Plateforme de mise en réseau des sites web communautaires	Le Ministère des Affaires étrangères, le département des relations avec les Roumains de partout (DRRP)	www.romanidineuropa.ro